



**HAL**  
open science

# La transformation systémique dans la Moldavie post-soviétique: " Intellectuels " et capital social

Dorina Rosca

► **To cite this version:**

Dorina Rosca. La transformation systémique dans la Moldavie post-soviétique: " Intellectuels " et capital social. Sociologie. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2013. Français. NNT: . tel-00947410

**HAL Id: tel-00947410**

**<https://theses.hal.science/tel-00947410>**

Submitted on 19 Feb 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

**École des Hautes Études en Sciences Sociales**  
**École Doctorale de Sciences Sociales**

Thèse en vue de l'obtention du Doctorat de Socio-économie du Développement

**Dorina ROSCA**

**La transformation systémique dans la  
Moldavie post-soviétique :  
« Intellectuels » et capital social**

**Thèse dirigée par Bernard CHAVANCE, Professeur des Universités,  
et Victoria TROFIMOV, Professeur**

Présentée et soutenue publiquement à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales  
Paris, le 7 décembre 2013.

**Membres du jury :**

**Jean RADVANYI**, Professeur des Universités, Institut National des Langues et Civilisations  
Orientales, Rapporteur

**Dorin VACULOVSKI**, Professeur, Académie des Études économiques de Moldavie,  
Rapporteur

**Marie-Claude MAUREL**, Directrice d'études à l'École des Hautes Études en Sciences  
Sociales

**Bernard CHAVANCE**, Professeur des Universités émérite, Université Paris-VII Denis  
Diderot, directeur de thèse

**Victoria TROFIMOV**, Professeur, Université d'État de Moldavie, co-directrice de thèse



**L'École des Hautes Études en Sciences Sociales  
n'entend donner aucune approbation ni  
improbation aux opinions émises dans les thèses :  
ces opinions doivent être considérées comme  
propres à leurs auteurs.**



**À ma mère, Sofia ROSCA,  
à la mémoire de mon père, Dumitru ROSCA,  
avec une gratitude éternelle**



## Remerciements

Cette thèse est le fruit de plusieurs années de recherche. Durant ce trajet, j'ai pu faire de nombreuses rencontres professionnelles ou personnelles qui ont été autant d'appuis pour mon travail de recherche. Aujourd'hui, je souhaite exprimer ma gratitude envers toutes ces personnes qui m'ont soutenue, encouragée, guidée et sans lesquelles cette thèse n'aurait peut-être pas vu le jour.

Je remercie vivement mon directeur de thèse, Bernard CHAVANCE, qui a chaleureusement accueilli et dirigé au sein du *Centre d'Études des Modes d'Industrialisation* (CEMI-EHESS) mon projet de thèse et m'a toujours témoigné une grande bienveillance. Il a inlassablement soutenu ma recherche et m'a constamment encouragée par la pertinence de ses remarques, par ses recommandations, par sa disponibilité.

Je saurais gré ma co-directrice de thèse, Victoria TROFIMOV, d'avoir appuyé l'encadrement de ma recherche au sein de l'Université d'État de Moldavie. Elle m'a témoigné un soutien régulier dans la bonne marche de mon travail de terrain, et m'a souvent donné de précieux conseils.

Marie Claude MAUREL, Directrice d'études à l'EHESS, et Philippe URFALINO, Directeur d'études à l'EHESS, m'ont accompagnée dans mon insertion au sein de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Je leur suis profondément reconnaissante.

Mes recherches ont bénéficié du soutien financier de l'*Agence Universitaire de la Francophonie*, où, pendant trois ans, j'ai bénéficié d'une bourse doctorale. Qu'elle soit grandement remerciée ici.

Je souhaite adresser mes chaleureux remerciements à mes amis, Lidia COTOVANU et Romain DEMISSY, qui ont lu, corrigé et longuement discuté certaines parties de mon texte, à Frédéric PENDUF et Sylvain GRELIER qui, eux aussi, ont corrigé dans des délais hâtifs des parties de cette thèse, à Serban PAVELESCU et Alina TUDOR-PAVELESCU qui m'ont généreusement facilité l'accès à de nombreuses références bibliographiques et documents



de presse de leur bibliothèque personnelle ou d'ailleurs. De même, ma gratitude va aux participants du séminaire du CEMI-EHESS, au sein duquel j'ai présenté à plusieurs reprises des fragments de ma thèse, pour leurs critiques enrichissantes. Je remercie les participants de l'Atelier « Écriture du terrain » (CEMS-EHESS), particulièrement Pia Valeria RIUS, Irène RAMOS GIL et Frida CALDERON, pour la lecture soignée de mes différents brouillons, pour leurs remarques et suggestions appropriées.

Mon travail de terrain n'aurait pas abouti sans l'aide de mes étudiants de L2, en 2007, de la faculté de Sciences économiques, de l'Université d'État de Moldavie, sans l'aide de mes amis Tatiana SIRBU, Vitalie FALCEA, Petru CHITANU et sans la gentillesse de mes interviewés. Un grand merci à eux.

Je suis pleine de reconnaissance envers mes sœurs et frères, Natalia, Eugenia, Radu et Andrei, pour leur enthousiasme et soutien indéfectible dans la démarche que j'ai entreprise, pour leurs encouragements dans les moments de détresse, pour avoir toujours été à mes côtés malgré les quelques milliers de kilomètres qui nous séparent.

J'ai une pensée toute particulière pour mes parents, Sofia et Dumitru ROSCA. Ils ont toujours été mon plus solide appui affectif et intellectuel. Je ne saurais jamais exprimer ma gratitude envers ma mère qui depuis tous les temps, à l'école comme à la maison, a été mon égérie. Ce travail doit incommensurablement à mon défunt père. Jusqu'à la fin de sa vie, il m'a témoigné un soutien infatigable par nos longues discussions hautement instructives, par son vif intérêt vis-à-vis de mon sujet de recherche, par son amour. Cette thèse leur est dédiée.

# Sommaire

<b>Annotation sur la translittération.....</b>	<b>11</b>
<b>Sigles et abréviations (par ordre alphabétique).....</b>	<b>13</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>15</b>
<b>Première partie : « Intellectuels » et capital social dans la Moldavie soviétique..</b>	<b>27</b>
Chapitre I Repères historiques sur le système socialiste moldave.....	29
Chapitre II Les « intellectuels » en RSSM.....	59
Chapitre III Le capital social et sa pertinence pour l'analyse du cas moldave.....	85
Chapitre IV Inégalités et capital social dans la RSSM : entre rationnement formel et rationnement informel.....	111
<b>Deuxième partie : Perestroïka et conversion du capital social politique des « intellectuels » (1987-1990).....</b>	<b>137</b>
Chapitre V Les principales directions des réformes économiques et politiques de la perestroïka.....	139
Chapitre VI Acteurs de la perestroïka. L'importance du capital social politique hérité.....	167
Chapitre VII Le changement du capital social et les stratégies de reconversion au sein du socialisme réformateur.....	189
<b>Troisième partie : Le déclin transformationnel des années 1990 : « Intellectuels » en crise de légitimité et métamorphose du capital social.....</b>	<b>205</b>
Chapitre VIII L'économie mixte de transition moldave.....	207
Chapitre IX Jalons sur la stratification sociale postsocialiste moldave et la transformation du capital social.....	255
Chapitre X « Intellectuels » et capital social au sein de l'économie mixte de transition.....	269
Chapitre XI Les « intellectuels » au sein d'un nouveau modèle économique basé sur l'émigration.....	307
<b>Conclusions.....</b>	<b>323</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>335</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>369</b>
<b>Tableaux <i>in texto</i>.....</b>	<b>385</b>
<b>Encadrés <i>in texto</i>.....</b>	<b>387</b>
<b>Figures <i>in texto</i>.....</b>	<b>389</b>
<b>Table des matières.....</b>	<b>391</b>



## Annotation sur la translittération

Le texte qui suit contient des mots, des expressions et des titres tirés d'écritures différentes. Afin de faciliter leur lecture, nous les avons translittérés comme suit :

L'écriture roumaine et reproduite ici sans diacritiques. Le « ș » et le « ț » sont écrits « s » et respectivement « t ». Également, le « ă », le « â » et le « î » deviennent « a » et « i ».

L'écriture roumaine en caractères cyrilliques (usitée en Moldavie, jusqu'en 1989) sera translittérée en caractères latins, selon l'orthographe roumaine en vigueur.

Pour les textes en langue russe, la translittération suivra les normes BGN/PCGN. Les mots russes dotés en français d'une orthographe déjà consacrée telle que *koulaks*, *kolkhoze*, *sovkhoze* et les noms propres *Lénine*, *Staline*, *Brejnev*, etc., échapperont à ces règles de translittération.

Les normes BGN/PCGN de translittération de l'alphabet cyrillique

Cyrillique	BGN/PCGN	Cyrillique	BGN/PCGN
А а	a	Р р	r
Б б	b	С с	s
В в	v	Т т	t
Г г	g	У у	u
Д д	d	Ф ф	f
Е е	e	Х х	kh
Ё ё	ë	Ц ц	ts
Ж ж	zh	Ч ч	ch
З з	z	Ш ш	sh
И и	i	Щ щ	shch
Й й	y	Ъ ъ	''
К к	k	Ы ы	y
Л л	l	Ь ь	'
М м	m	Э э	e
Н н	n	Ю ю	yu
О о	o	Я я	ya
П п	p		



## Sigles et abréviations (par ordre alphabétique)

<b>BIT et/ou ILO</b>	Bureau International du Travail (anglais)
<b>BGN</b>	Board on Geographic Names
<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>CC du PC</b>	Comité Central du Parti Communiste
<b>CC du PCRSSM</b>	Comité Central du Parti Communiste de la République Soviétique Socialiste Moldave
<b>CEI</b>	Communauté des États Indépendants
<b>CPERM</b>	Conception de Politique Extérieure de la République de Moldavie
<b>D.</b>	Dossier (d'archives)
<b>doc.</b>	Document
<b>F.</b>	Fond (d'archives)
<b>FMI</b>	Fond Monétaire International
<b>FPM</b>	Front Populaire Moldave
<b>inv.</b>	Inventaire (d'archives)
<b>KGB</b>	Komitet Gossoudarstvennoy Bezopasnosti, soit le Comité pour la Sécurité de l'État
<b>MDL</b>	<i>Leu</i> , monnaie nationale de la République de Moldavie, en vigueur depuis novembre 1993
<b>MSS</b>	Ministère pour la Sécurité d'État
<b>n/c</b>	non classé (pour les documents d'archives)
<b>OBNL</b>	Organisation à But Non Lucratif
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OSCE</b>	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
<b>PC(b)</b>	Parti Communiste bolchévik
<b>PCRSSM</b>	Parti Communiste de la République Soviétique Socialiste Moldave
<b>PCUS</b>	Parti Communiste de l'Union Soviétique
<b>PCGN</b>	Permanent Committee on Geographical Names
<b>RASSM</b>	République Autonome Soviétique Socialiste Moldave
<b>RDA</b>	République Démocratique Allemande

<b>RSSM</b>	République Soviétique Socialiste Moldave
<b>UEM</b>	Union des Ecrivains de Moldavie
<b>OIM</b>	Organisation Internationale pour la Migration
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UNESCO</b>	United Nations Education, Scientific and Cultural Organization
<b>UNICEF</b>	United Nations of International Children's Emergency Fund
<b>URSS</b>	Union des Républiques Soviétiques Socialistes

# Introduction

Durant le XX<sup>e</sup> siècle, la Moldavie a connu trois grands bouleversements : l'unification de la Bessarabie avec la Roumanie, en 1918 ; le rattachement à l'URSS, en tant qu'une des quinze républiques soviétiques, en 1940 et de nouveau en 1944 ; l'obtention de son indépendance vis-à-vis de l'URSS, en 1991. Chacun des changements énumérés a entraîné d'importantes transformations politiques, économiques, sociales et culturelles, qui ont amené à la mise en place de l'*actuel*<sup>1</sup> système moldave. C'est ce système que nous voulons comprendre à travers les pages de cette thèse, en explorant des pistes de recherche différentes de celles qui ont été suivies par les recherches antérieures à la nôtre. Notre travail représente une tentative de contribution à *l'analyse du changement*. En adoptant une démarche comparative, il se concentre sur l'étude de la période propre à la fin du système socialiste de type traditionnel, de la période de la *perestroïka* et de la période correspondante à la première décennie de la transformation postsocialiste. Ce travail met en avant les particularités du cas moldave, rapportées aux caractéristiques générales communes aux pays ayant connu un processus similaire de passage du socialisme au post-socialisme.

La sortie progressive du *système socialiste de type traditionnel* débute avec la fièvre nationaliste qui marque l'époque de la *perestroïka* et annonce le passage à un nouveau système – *de marché* –, aux résultats économiques, sociaux, politiques prometteurs. Cependant, cet état d'optimisme sera vite rongé par des crises successives de nature politique, identitaire, mais surtout économique.

À partir de 1990, appuyant le credo libéral associé au *Consensus de Washington*, le

---

<sup>1</sup> Notre recherche concerne la période comprise entre 1980-2000. Le dernier chapitre de cette thèse se veut une introduction dans l'analyse des évolutions économiques et sociales d'après 2000 et, donc, il n'approfondit pas l'étude des phénomènes propres à cette époque. Celles-ci peuvent constituer autant de sujets pour des futures recherches. Pour cette raison, on entendra par *actuel* le système postsocialiste qui se met en place entre 1990-2000. Bien que les évolutions économiques, politiques et sociales de cette première décennie du post-socialisme moldave soient le prélude de celles que l'on peut recenser après 2000, des différences importantes sont toutefois relevées et elles façonnent un nouveau modèle de développement appuyé principalement sur le phénomène de la migration.



paquet de réformes susceptibles de faire table rase du passé et de mettre en place une économie de marché est adopté. La « trinité » – stabiliser, libéraliser, privatiser – devient sa pierre angulaire. Néanmoins, l'économie moldave affiche des résultats de plus en plus mauvais : hausse de l'inflation, creusement des déficits, hausse du chômage, baisse des revenus, creusement des inégalités, hausse de la pauvreté ; ce sont des phénomènes qui deviennent structurels aux nouvelles configurations du système. En conséquence, l'économie moldave de la fin de la décennie 1990-2000 affiche un PIB qui ne représente que 36% de son niveau enregistré en 1990. Un réarrangement de la société s'ensuit. L'ancienne structure particulière à la société de type soviétique – constituée selon la doctrine de deux classes sociales, ouvrière et paysanne, auxquelles était rattachée une couche sociale d'« intellectuels » – se brise et des conflits sociaux se développent.

## **Problématique et objet de la recherche**

Notre attention porte sur le groupe social particulier des « intellectuels » moldaves. Ce fut le produit de la politique culturelle et économique de l'État soviétique en Moldavie ; il a constitué un ensemble institutionnellement défini au sein de la société de type soviétique. Dans la doctrine soviétique, la définition et la constitution du groupe en question reposait sur deux critères essentiels : *la possession d'un diplôme* du supérieur et/ou du supérieur incomplet et l'emploi sur des postes caractérisés par le *travail non manuel*. Ces facteurs étaient inscrits dans la logique plus large du système socialiste au sein duquel le rapport salarial reposait sur la *division entre travail manuel et travail non manuel*. L'activité non manuelle couvrait ainsi une importante part de la population qui, estimée en termes quantitatifs, s'élevait, en 1985, à 450 000 personnes sur une population moldave totale de 4 millions d'habitants. Très hétérogène, cette catégorie sociale couvrait des individus placés à différents échelons de la hiérarchie politico-administrative et de la hiérarchie socioprofessionnelle, dans tous les domaines de la vie économique, sociale et politique de la Moldavie soviétique. L'idéologie soviétique a réservé une place importante à ces « intellectuels » dans le développement de la société moldave. Ainsi, un projet sociétal – qui trouve ses origines dans les idées staliniennes (FITZPATRICK, 1979) – est façonné et consolidé autour des catégories socioprofessionnelles qui traduisent la structure socio-économique et politique du système socialiste moldave. Du fait de l'importance idéologique qu'ils étaient censés jouer dans le développement du système socialiste, les

« intellectuels » acquièrent un important *capital symbolique* (BOURDIEU, 1994) qui, aux yeux de la société, *légitimait leur position de domination* politique, sociale et économique.

Avec les réformes économiques et politiques postsocialistes, cet appui idéologique qui déterminait la position de domination des « intellectuels », intégrée jusqu'alors par l'imaginaire social moldave, disparaît du jour au lendemain. En même temps, les normes sociales et comportementales qui résultaient des anciennes prescriptions idéologiques conservent une certaine stabilité. Les « intellectuels » se retrouvent alors face à de nouveaux vecteurs de développement et de nouvelles règles définissant la structure et la hiérarchie sociale. L'unité institutionnellement définie de cette catégorie des « intellectuels » se brise. Avec ceci disparaissent les vertus institutionnelles qui permettaient aux « intellectuels » d'accumuler un important capital symbolique et par là une position dominante, selon le sens commun. De plus, un nouveau rapport salarial s'instaure dans le post-socialisme qui oblitère la division entre travail manuel et non manuel et engendre d'importantes inégalités (en matière de redistribution des ressources). Les difficultés économiques s'accumulent et elles opèrent un changement axiologique important : elles confèrent à l'accumulation du capital économique (bannie par l'idéologie soviétique) une place importante dans la définition des statuts sociaux et de la structure sociale, en général.

Ceux qui étaient des « intellectuels » au sein de la société moldave de type soviétique, dotés d'un volume important de capital symbolique, sont contraints maintenant de réorienter leur activité professionnelle, d'ajuster leurs trajectoires en général, dans le post-socialisme. Les réalités empiriques reflètent une *multitude de stratégies* qui se mettent en place afin d'accomplir une conversion *réussie* (c'est-à-dire conforme aux nouveaux ressorts socialement construits, partagés par la société, et qui définissent *la réussite sociale*) et une *diversité de trajectoires* qui s'y développe.

Étant donné le caractère hétérogène, surtout d'un point de vue socioprofessionnel – critère important de définition du statut social au sein de la société moldave de type soviétique –, l'analyse de cette diversité de stratégies et de trajectoires permettrait, croyons-nous, de dégager les traits caractéristiques de *la trajectoire qu'emprunte la République de Moldavie* dans son passage du socialisme au post-socialisme, autrement dit, *le type de capitalisme* qui est obtenu ici. Car tout semble convaincre que le groupe des « intellectuels » au sein de la société moldave de type soviétique constitue une représentation rapprochée de celle du système socialiste lui-même : son hétérogénéité qui fait unité grâce aux prescriptions institutionnelles, les rapports de pouvoir qu'il engendre,

les schémas de mobilité sociale qu'il traduit, les inégalités qu'il comporte à travers l'espace rural et urbain, à travers l'appartenance ethnique, à travers l'appartenance socioprofessionnelle. Autrement dit, la catégorie des « intellectuels » s'apparente à un modèle réduit du système ; l'analyse de son changement peut contribuer à dégager les particularités du changement systémique lui-même. Cette hypothèse est renforcée par nos observations empiriques qui montrent que les nouveaux acteurs principaux économiques et politiques dans le post-socialisme moldave sont souvent issus de l'ancienne catégorie des « intellectuels ». Toutefois, il serait abusif de dire que tous les anciens « intellectuels » se sont convertis en hommes politiques ou qu'ils sont devenus des *capitalistes*<sup>2</sup>. Dans tout processus de changement systémique, il y a des « gagnants » et des « perdants ». C'est en les mettant en comparaison, compte tenu des nouvelles configurations systémiques, et en privilégiant une *approche socio-historique* que l'on tentera de les définir.

Pour ces raisons, bien que complexe, **notre objectif** est d'*analyser les trajectoires des différents membres de la catégorie des « intellectuels » dans le passage du socialisme au post-socialisme en tant que thème structurant d'un sujet plus large : l'analyse du système postsocialiste moldave.*

Cette recherche s'articule alors autour de quelques axes :

D'abord, il apparaît nécessaire d'éclaircir certaines des notions avec lesquelles nous comptons opérer. La compréhension de la notion d'« intellectuel » devient primordiale pour la suite de la présente recherche. Après un travail de recensement des usages auxquels elle se prête, particulièrement dans la tradition française où l'*intellectuel* est défini en rapport avec le pouvoir public (WINOCK, 1997), la notion se prête à des confusions. Une des solutions peut être l'adoption de la notion d'*intelligentsia* soviétique. Or, celle-ci non seulement n'est pas entrée dans le lexique et l'usage moldave, mais elle ne traduit pas tous ces processus sociaux, politiques et linguistiques qui forgent la notion d'*intellectual*, en Moldavie, et que nous choisissons de traduire comme « intellectuel », par commodité pour le lecteur francophone. Dans ce cadre émerge une première hypothèse de travail : *la notion d'« intellectuel » est porteuse du processus institutionnel de construction de la catégorie sociale qu'il désigne.* L'étude de ce processus constituera un de nos premiers axes de recherche.

Ensuite, il est nécessaire de comprendre en rapport avec quelles règles est définie la structure sociale moldave au sein du système socialiste de type traditionnel et au sein du

---

<sup>2</sup> Voir à ce sujet EYAL *et alii* (1998).

système postsocialiste. Dans ce sens, l'approche qui considère la structure sociale dans une perspective dynamique est à privilégier. Car la structure sociale n'est pas une chose donnée ou acquise ; de même que la hiérarchie qui s'établit entre les différents groupes sociaux qui se cristallisent à un moment ou un autre, elle est institutionnellement et socialement construite. Les deux – structure et hiérarchie sociale – engendrent un caractère dynamique qui résulte tant du changement institutionnel que de l'action sociale des individus. Pour cette raison, l'aller-retour entre un niveau *méso* social et économique (ou sont placées les institutions) et un niveau *micro* social et économique (ou sont placés les individus) est à privilégier afin de montrer comment s'articulent la dynamique institutionnelle et l'action sociale. Une telle approche permet de dévoiler les stratégies individuelles qui se mettent en place au sein d'une configuration institutionnelle et elle permet également d'analyser comment les institutions changent à leur tour, en tenant compte des comportements sociaux.

Dans ce sens, la problématique du *capital social* nous semble être un support instrumental approprié. Il existe une multitude d'approches au sujet du *capital social* qui intègrent des positions épistémologiques divergentes des chercheurs en sciences sociales (BOURDIEU, 1980 ; COLEMAN, 1988 ; PUTNAM, 1995(2006)). Dès lors, sa définition reste encore sujette à controverse. De la multitude de conceptualisations du capital social, celle donnée par le sociologue français Pierre Bourdieu nous paraît la plus appropriée pour l'analyse qu'est la nôtre. La raison est d'abord son fondement épistémologique. Ensuite, elle a l'avantage de penser les inégalités, étant donné que le capital social est une *ressource* pour les individus, convertible en d'autres espèces de capitaux (économique, culturel, symbolique). L'insertion des individus dans différentes structures sociales, les liens sociaux qui s'y créent ne peuvent pas être équivalents pour tous les individus. En conséquence, les volumes de capital social que les acteurs accumulent varient d'un individu à l'autre. Grâce à cet outil analytique, on peut observer les stratégies individuelles qui se mettent en place en vue de l'accumulation du capital social. Comme BOURDIEU (1980) l'explique si bien, cette accumulation exige un travail continu de socialisation et d'entretien des liens sociaux tissés, travail qui prend dans le temps une forme symétrique caractéristique de la réciprocité (POLANYI, 1983 ; MALINOVSKI, 1989 ; MAUSS, 2003).

Un autre axe de recherche du présent travail est la question de la répartition des ressources au sein du système socialiste de type traditionnel, réformateur et postsocialiste. C'est en étudiant les régimes d'allocation et de distribution des ressources que l'on peut expliquer dans une perspective socio-historique les inégalités (tant économiques, que de

position au sein de la hiérarchie sociale) d'origine institutionnelle identifiées au sein de la société à différentes époques. Dans notre démarche, la problématique du capital social apparaît ainsi complémentaire à celle de la répartition des ressources : les inégalités engendrées par les différents régimes d'allocation et de distribution des ressources sont expliquées à la lumière d'une analyse des volumes et de la structure du capital social que les individus accumulent. Dans ce sens, est formulé notre deuxième hypothèse de travail selon laquelle *une dotation inégalitaire en capital social engendrait des inégalités au sein de la catégorie des « intellectuels », tant au sein du système socialiste de type traditionnel et réformateur, qu'au sein du système postsocialiste moldave.*

Enfin, la question de la conversion socioprofessionnelle des « intellectuels » constitue un dernier axe de recherche. Dans le cas présent, sont analysées les modalités d'insertion et les positions des acteurs étudiés dans les structures socio-économiques du système de départ, en l'occurrence le socialisme de type traditionnel. En fonction des ressources (économiques, sociales, culturelles et politiques) qu'ils accumulent et héritent de ce système, des stratégies de conversion sont mises en œuvres lorsque le système est bouleversé. Dans ce contexte, notre troisième hypothèse est alors formulée : *dans le passage du socialisme au socialisme réformateur et ensuite au post-socialisme, une conversion réussie des acteurs sociaux a été possible grâce à l'héritage du capital social accumulé durant la période soviétique, d'une part, et grâce à la capacité des acteurs d'ajuster leur volume de capital social à la nouvelle structure de celui-ci, d'autre part.*

## **Cadre théorique et méthodologique**

Une démarche similaire à celle que nous venons d'esquisser est présente chez les auteurs hongrois KONRAD et SZELENYI (1979), dans *La marche au pouvoir des intellectuels*, et plus tard chez EYAL *et alii* (1998), dans *Making Capitalism without Capitalists : The New Ruling Elites in Eastern Europe*. Ils ont le mérite de proposer une analyse socio-historique de l'évolution des *élites*, analyse à travers laquelle sont mises en évidence les caractéristiques des différents systèmes qui se succèdent dans le Sud-Est européen. Qui plus est, dans *Making Capitalism without Capitalists* la problématique du capital social dans son acception bourdieusienne est mobilisée. Toutefois, notre travail se démarque de celui des auteurs cités notamment en raison du cadre conceptuel qu'ils adoptent. Par exemple, la notion d'*intellectuel* chez ces auteurs désigne ce qui était connu

dans les pays socialistes en tant que *nomenklatura*. Celle-ci nous paraît restrictive, raison pour laquelle dans notre travail la *nomenklatura* n'est qu'une sous-catégorie de la catégorie des « intellectuels ». Ensuite, la problématique du capital social est adaptée à cette conceptualisation des *élites intellectuelles* que nous venons d'évoquer et le capital social (surtout celui accumulé au sein du système socialiste) est défini en rapport avec les structures du pouvoir politique (en l'occurrence l'appartenance au Parti Communiste). Or, une telle conceptualisation nous paraît encore restrictive, du moins pour la problématique que nous formulons ici. Car, si l'on parle en termes de ressources, dans la Moldavie soviétique, l'appartenance au Parti Communiste ne procurait pas les mêmes avantages dans le milieu rural et dans le milieu urbain ou au sein d'une entreprise donnée pour le chef de l'entreprise et pour un technicien placé à un niveau inférieur sur l'échelle socioprofessionnelle. Aussi, le capital social (appelé *capital politique* et accumulé au sein du système socialiste) dans l'acception des auteurs cités ne permet pas de rendre compte des ressources qui peuvent être obtenues par les acteurs sociaux de la part de leurs contacts personnels informels (frère, sœur, parent, ami, etc.). De ce point de vue, notre conceptualisation du capital social prend aussi en compte les pratiques du *blat*, étudiées pour la Russie par Alena LEDENEVA (1998), dans *Russia's Economy of Favors : Blat, Networking and Informal Exchange*.

Dans un autre ordre d'idées, pour comprendre la dynamique d'un système, il ne suffit pas d'observer les seules évolutions économiques, confondues souvent avec l'observation des indicateurs relevant de l'activité économique marchande. Tel est le cas des études sur la « transition » moldave (GUTU, 1998 ; PROHNITCHI, 2002 ; TATARCIUC, 2006, entre autres). Les *faits économiques* sont inséparables des évolutions sociales, des évolutions politiques, des évolutions culturelles, bref ils sont *encastrés* (POLANYI, 1983 ; GRANOVETTER, 2008) dans la société. Dans ce type de démarche il convient, dans la mesure du possible, de privilégier une *approche interdisciplinaire*.

Les travaux sur le socialisme et le post-socialisme sont nombreux et ils ont le mérite d'avoir étudié une diversité de thématiques propres à ces deux *espèces systémiques* (KORNAÏ, 1996). Souvent, ces études, lorsqu'elles sont faites par des chercheurs anglo-saxons et des chercheurs des pays post-socialistes, se rejoignent par le cadre théorique et épistémologique dans lequel elles s'inscrivent. D'un point de vue théorique, *le paradigme de la transition*, qui désigne le passage rapide d'une économie planifiée à une économie libérale de marché, demeure *dominant*. D'un point de vue épistémologique, elles reposent en général sur l'individualisme méthodologique. Les phénomènes économiques et sociaux

sont ainsi analysés à la lumière de postulats contestables sur la *rationalité individuelle* – remise en cause par Herbert SIMON (1978), qui développe à la place le concept de *rationalité limitée* – ou sur l’information parfaite des acteurs économiques.

Cette théorie économique dominante (*mainstream*) est de plus en plus remise en cause par des courants hétérodoxes, qui se développent en France notamment. On peut mentionner ici l’*économie institutionnelle*<sup>3</sup> qui considère l’importance des institutions, de l’histoire, des événements politiques et géopolitiques, de l’action des individus dans la définition d’une trajectoire nationale, la *sociologie économique* (STEINER, 2005 ; STEINER et VATIN, 2009 GRANOVETTER, 2008) qui se développe avec les travaux de Mark GRANOVETTER (1973 et 1985) sur l’importance des réseaux sociaux dans la recherche d’un emploi, l’*anthropologie économique* (BOURDIEU, 2000 ; MAUSS, 2003 ; ZELIZER, 2005 ; DUFY et WEBER, 2007) qui privilégie les études empiriques et met ainsi en relation des catégories „pratiques” (BOURDIEU, 1972 et 2000) de l’activité économique avec des concepts et des notions développés par différents courants de pensée. Toutes ces écoles ont un élément en commun : elles étudient l’activité économique en tant que *fait social* (DURKHEIM, 1894, p. 20). Concernant l’étude des systèmes postsocialistes, ces courants de pensée ont le mérite d’avoir développé des outils de travail qui permettent d’observer et d’étudier la *diversité* des trajectoires nationales et des réalités sociales qui se dessinent dans l’espace postsocialiste. Elles rompent ainsi avec une vision téléologique d’un système et permettent de le penser selon ses propres particularités institutionnelles, historiques, politiques, culturelles, etc.

C’est une telle démarche analytique que nous adoptons ici. Notre thèse s’inspire notamment de la *Théorie de la régulation* (BOYER, 1986 ; BOYER et SAILLARD, 1995). En rupture épistémologique avec le holisme au sens de déterminisme social et avec l’individualisme méthodologique, le courant régulationniste se situe à un échelon analytique intermédiaire (mésosocial et économique), au sein duquel les variables explicatives ne sont pas unidirectionnelles. Au centre de l’analyse demeurent *les formes institutionnelles* qui déterminent *le régime d’accumulation* et *le mode de régulation* de l’économie. La dynamique sociale est induite par *les crises* petites et grandes (BOYER, 1986), les dernières étant en mesure d’entraîner des changements institutionnels (CHAVANCE, 2007, p. 87).

Les nombreuses études scientifiques (voir *infra*, Bibliographie) de différentes

---

<sup>3</sup> Pour une présentation des principales écoles institutionnalistes, voir CHAVANCE (2007).

disciplines rappelées constituent notre principal appui théorique et méthodologique. Inscrite dans ce cadre, notre démarche est de comparer le système socialiste de type traditionnel, le système réformateur et le système postsocialiste moldave, afin d'expliquer le changement d'un groupe social dont l'analyse constitue une radiographie de la dynamique systémique moldave. La complexité des phénomènes étudiée, la faible connaissance de la Moldavie dans l'espace francophone, la *rareté* d'études scientifiques sur la société moldave, en général, nous incitent à traiter une variété de thèmes (clivage urbain/rural, clivage interethnique, clivage privé/public, événements historiques, contextes politiques et géopolitiques, régimes d'allocation et de distribution des ressources, réformes économiques, comportement social) qui donnent une valeur multidimensionnelle à ce travail.

### **La question des sources statistiques, de la presse et l'encadrement du travail de terrain**

Notre étude est basée sur différents types de sources écrites telles que des documents d'archives, des essais autobiographiques, des articles de la presse moldave et internationale, soviétique et postsoviétique, des données statistiques tirées des annuaires soviétiques, des annuaires moldaves postsoviétiques et des bases de données soignées par des structures supranationales (Banque Mondiale, FMI, Eurostat ou Bureau International du Travail). Ces sources primaires nous ont été accessibles en nombre important. Toutefois, elles se rejoignent voire se chevauchent très souvent et soulève la question de leur fiabilité indépendamment de leur provenance nationale ou internationale, soviétique ou postsoviétique.

Prenons l'exemple des données statistiques. Les bases de données établies par les organisations internationales ne font que reprendre les données fournies par les autorités nationales en matière de production des séries statistiques, en l'occurrence le Bureau National de la Statistique (BNS) de Moldavie. Dans le cas moldave, l'exemple des statistiques sur le taux du chômage, de 1990 à 1998, est révélateur de ce phénomène : en 1996, par exemple, alors que l'Institut d'Économie de l'Académie des Sciences de Moldavie estime le taux du chômage à 15-17%<sup>4</sup>, les statistiques officielles fournies par le

---

<sup>4</sup> Un chiffre qui est susceptible de mieux refléter la réalité, car, selon les témoignages individuels et les écrits de la presse, la Moldavie connaît, à partir de 1990, une hausse rapide et importante du chômage.



BNS affichent en revanche un taux égal à 1,5%. Les organisations internationales reprennent ce dernier chiffre dans leurs bases de données. Le chercheur est alors obligé d'interroger constamment et de confronter les données statistiques recueillies même auprès des organisations internationales avec d'autres sources qui comportent un caractère plutôt qualitatif que statistique, comme les informations véhiculées par les médias ou les témoignages des acteurs sociaux.

On constate le même phénomène dans certains articles de la presse internationale. *Le Courrier International*, par exemple, reprend tels quels des articles publiés dans les journaux nationaux. *Le Monde*, *Le Figaro*, le *Financial Times*, que nous citons souvent au fil de ces pages, reprennent de temps en temps eux aussi les écrits de la presse nationale moldave postsoviétique ou de la presse moscovite durant l'époque soviétique.

Pour ces raisons, le chercheur doit conserver un regard critique sur les sources et les données qu'elles véhiculent. Gardant à l'esprit ces particularités, nous interrogeons constamment les données (surtout celles statistiques) mobilisées dans notre travail.

En dehors de cet aspect sur la fiabilité des données tirées de sources primaires, nous avons souvent été confrontés à un autre problème : le manque d'information sur un phénomène ou un autre particulier à la Moldavie, en général, et à notre sujet de recherche, en particulier. Ces carences ont été partiellement compensées par des données de terrain recueillies par nous-mêmes.

Le sujet de notre thèse a fait l'objet de deux enquêtes : une quantitative, par questionnaire, avec un échantillon soustrait selon la méthode des quotas, et une autre qualitative, par entretien semi-directif. Les deux enquêtes ont été réalisées en 2007. Elles nous ont permis de collecter un matériel riche et inédit. Néanmoins, les données obtenues doivent subir constamment un travail de contextualisation, c'est-à-dire d'analyse des conditions dans lesquelles elles ont été produites. Il est important notamment dans l'analyse des témoignages recueillis par le biais de l'enquête qualitative. Les entretiens ont favorisé le récit biographique. Pierre BOURDIEU (1986a, p. 69) explique les pièges auxquels se prête ce genre de récit par « l'inclinaison à se faire l'idéologue de sa propre vie, en sélectionnant en fonction d'une intention globale, certains événements *significatifs* [souligné par l'auteur] et en établissant entre eux des connexions propres à leur donner cohérence ». Dès lors, nous sommes astreints à garder un œil critique sur ces données, tout en analysant les discours de nos interlocuteurs et en leur donnant une signification, au lieu de les prendre tels quels.

En ce qui concerne les données produites par l'enquête quantitative, elles comportent

une marge d'erreur importante de 7-8%, en rapport avec une moyenne tolérable de 3-3,5%. Dans ces conditions, la question de leur signification statistique peut être soulevée. C'est pour cette raison que l'enquête quantitative a le rôle de produire des données susceptibles de dégager les tendances évolutives d'un phénomène, sans avoir la prétention d'être significatives d'un point de vue statistique. On leur reconnaît les vertus de complémentarité à l'enquête qualitative, cette dernière ayant une valeur plutôt réflexive (BEAU et WEBER, 1997, p. 15). Les données obtenues par le biais de l'enquête quantitative nous informent notamment sur *les propriétés* de notre population cible, alors que les témoignages recueillis au moyen de l'entretien nous permettent *d'approfondir la réflexion* sur les pratiques sociales des acteurs étudiés, sur leurs différents rôles sociaux à travers le temps, tant au sein du groupe, qu'à son extérieur.

## **Structure de la thèse**

Notre travail est structuré autour de trois parties qui respectent une logique chronologique d'évolution économique, sociale et politique de la Moldavie : de 1980 à 1986 ; de 1986 à 1990 ; de 1990 à 2000. Elles intègrent des périodes spécifiques de l'histoire moldave, qui se caractérisent par un certain *régime d'accumulation*.

**La Première Partie** apporte en premier lieu des clarifications conceptuelles sur l'usage du mot « intellectuel » dans la Moldavie soviétique et sur la notion de *capital social* mobilisée en vue de dégager des explications pertinentes sur l'articulation entre la dynamique institutionnelle et celle sociale. Elle traite du système socialiste traditionnel. Nous y analysons la structure de la société moldave de type soviétique et définissons la place des « intellectuels » au sein de cette structure. Son hétérogénéité est, elle aussi, étudiée dans cette partie. Enfin, nous traitons la question de la distribution des ressources au sein de l'*économie de pénurie*.

**La deuxième partie** est structurée autour de la période de la *perestroïka*. Elle propose une lecture des réformes économiques et politiques entamées par Mikhaïl Gorbatchev, ainsi que des modalités de leur mise en œuvre en Moldavie. Elle analyse le contexte politique de l'époque qui se caractérise par l'essor du nationalisme moldave/roumain et les aspirations des acteurs politiques à une unification avec la Roumanie. Les éléments contextuels évoqués nous ont amené à étudier dans cette partie le premier changement du système socialiste de type traditionnel : émergence sous une forme

embryonnaire du clivage privé/public, changement axiologique (modeste), changement du contenu et de la structure du capital social, développement des stratégies de conversion sociale par certaines fractions de la catégorie des « intellectuels ».

**La troisième partie** porte sur la période postsocialiste. Elle examine les grandes lignes du bouleversement systémique qui mènent à la mise en place d'un *système mixte de transition* et ses effets sur les trajectoires individuelles des « intellectuels » moldaves. Nous analysons également les différents faisceaux des trajectoires qui prennent forme après la conversion du capital social des « intellectuels ». Enfin, toujours fidèle à la structure chronologique de notre thèse, cette partie clôt avec une ouverture vers de nouvelles recherches sur les changements qui interviennent dans les années d'après 2000 et qui ont comme problématique centrale l'émigration de la population moldave.

La thèse s'achève avec les **Conclusions** où sont présentées les principales idées auxquelles notre travail a abouti.

**Première partie**

**« Intellectuels » et capital social  
dans la Moldavie soviétique**



# Chapitre I

## Repères historiques sur le système socialiste moldave

---

### I.1 Education et emploi à l'aube de l'instauration du pouvoir soviétique (1930-1940)

À la veille de l'arrivée du pouvoir soviétique, en 1940, la Bessarabie, jusqu'alors comprise dans les frontières de la Roumanie (depuis 1918)<sup>5</sup>, avait une population essentiellement rurale et analphabète. D'après les chiffres du recensement effectué en 1930 par les autorités roumaines, cette région comptait alors 2,86 millions d'habitants, dont plus de 87 % en le milieu rural. Selon ce même recensement, le taux d'alphabétisation dans la région s'élevait à 38,1 %<sup>6</sup>. Dans les villes, celui-ci s'est avéré beaucoup plus élevé que dans les villages avec des taux respectivement de 63 %, et de 34,1 %, (*infra*, Tableau 1).

Malgré les efforts de l'administration roumaine dans la lutte contre l'analphabétisme en Bessarabie<sup>7</sup>, estimé à 80 % au début du XX<sup>e</sup> siècle (NEGURA, 2009, p. 35), l'éducation de la population s'est avérée un processus difficile et les résultats ont été insatisfaisants. À partir de 1921, l'enseignement primaire y était devenu obligatoire. La loi roumaine de 1924 sur l'enseignement obligatoire avait prévu l'application de sanctions sous forme

---

<sup>5</sup> La Bessarabie, dont le territoire correspond approximativement à celui de l'actuelle République de Moldavie, n'est que la moitié de la Principauté médiévale de Moldavie (fondée en 1359). La province a été annexée à l'Empire Russe en 1812, puis prise par la Grande Roumanie, en 1918, et gardée jusqu'en 1940, lorsqu'elle fut cédée aux Soviétiques. Entre 1941 et 1944, la Bessarabie est devenue à nouveau roumaine. Le 28 juin 1944, suite à l'ultimatum soviétique adressé à la Roumanie, la région fut reprise par l'URSS et subit des modifications territoriales et administratives pour devenir désormais la RSSM, jusqu'à la fin de l'empire soviétique. À chaque changement de statut politico-administratif et territorial, la région se voyait attribuer une nouvelle appellation : Moldavie, Bessarabie, RSSM, République de Moldavie. Pour simplifier, nous allons utiliser les trois appellations à titre de synonymes, car toutes couvrent le territoire sur lequel porte notre recherche.

<sup>6</sup> Dans son ensemble, 57 % de la population roumaine était alphabète, situation comparable à celle de la Grèce et de l'Espagne de la même époque (PETRESCU, 2007, p. 136).

<sup>7</sup> Des investissements importants ont été faits dans l'éducation entre 1920 et 1939. Par conséquent, le nombre d'écoles a augmenté de 65 %, atteignant le chiffre de 2718. Le nombre d'élèves connu à son tour une hausse considérable, jusqu'à 350000 environ, en 1939, par rapport aux 136000, en 1920. Quant au contingent des enseignants, il fut quasi triplé, en atteignant le chiffre de 7500 personnes, en 1939 (ENCIU, 2002, p. 207).

d'amendes pour les parents dont les enfants ne fréquentaient pas l'école. Malgré ces mesures, dans les années 1930, le taux de fréquentation de l'école ne s'améliorait guère et il restait largement en dessous de la moyenne enregistrée à l'échelle du territoire roumain. Dans les campagnes, la scolarisation était encore plus réduite qu'ailleurs en Bessarabie. Ainsi, alors que dans les autres régions de la Roumanie 74 % de garçons et 67 % de filles étaient scolarisés, en Bessarabie les chiffres ne dépassaient pas 59 % et 45 % (ENCIU, 2002, p. 217 ; GUSTI, 1934, p. 89 sqq.). Il y eut plusieurs causes à ce phénomène. L'une d'elles fut d'ordre économique. Suite à la crise des années 1930, et notamment à la chute des prix des produits agricoles de près de 80 % par rapport à leur niveau de 1928-1929 (AGENDA, 2008), les paysans de Bessarabie ne disposaient pas de moyens suffisants pour acheter des manuels scolaires, des vêtements et des chaussures, indispensables pour la scolarisation de leurs enfants.

Une autre cause, de nature culturelle cette fois-ci, était liée aux pratiques sociales et aux coutumes familiales imposant aux enfants de participer aux travaux agricoles, constituant ainsi une main-d'œuvre gratuite pour les parents (PETRESCU, 2007, p. 136). De plus, dans les conditions d'une économie autosuffisante ou correspondante à « l'administration domestique »<sup>8</sup>, les paysans ne percevaient pas l'utilité et l'importance de l'éducation.

Ainsi que l'indiquent les chiffres ci-dessous (Tableau 1), à la veille de la Seconde Guerre Mondiale, la plupart (81 %) des personnes alphabétisées bénéficiaient d'une éducation primaire, étalée sur quatre ans. Toutefois, un nombre important de ces personnes ne suivaient pas l'intégralité du cycle primaire, leur éducation se limitant souvent – pour les motifs évoqués précédemment – à quelques mois ou à une année de fréquentation d'un établissement scolaire<sup>9</sup>. A la même époque, l'enseignement supérieur demeurait dans un

---

<sup>8</sup> Expression tirée de Karl POLANYI (1983, p. 91 sqq.). Dans le cadre d'un débat plus large sur la nature des systèmes économiques, tout en réfutant l'hypothèse des marchés autorégulateurs, prônée par l'économie orthodoxe, Polanyi défend l'idée selon laquelle dans toute société antérieure à celle de marché, le système économique serait géré par des mobiles non économiques. L'auteur montre que dans les sociétés « archaïques », les mobiles économiques trouvent leur origine dans le cadre de la vie sociale. La production et la distribution seraient assurées par deux principes comportementaux : la réciprocité et la redistribution. À cela s'ajoute un troisième, d'une importance historique, notamment l'administration domestique qui consiste « à produire pour son propre usage ».

<sup>9</sup> Malheureusement, on ne dispose pas de chiffres concrets qui pourraient mesurer l'ampleur de ce phénomène. Toutefois, nous avons pu recueillir les témoignages directs de nombreux individus âgés, qui se souviennent encore de leur propre scolarisation incomplète.

état embryonnaire : 13000 personnes en tout étaient concernées, soit 1,2 % de la population alphabète et 0,46 % de la population totale de Bessarabie<sup>10</sup>.

**Tableau 1** : Le niveau d'éducation de la population en Bessarabie (recensement du 29 décembre 1930)

	Total		Milieu rural		Milieu urbain	
	Personnes	%	Personnes	%	Personnes	%
<b>Taux d'alphabétisation (ta)</b>	<b>ta<sub>total</sub>=38,1</b>		<b>ta<sub>rural</sub>=34,1</b>		<b>ta<sub>urbain</sub>=62,6</b>	
Total/population alphabétisée, dont :	1082457	100,0	850260	100,0	232197	100,0
éducation extrascolaire	60706	5,6	39112	4,6	21594	9,3
éducation primaire	876719	81,0	742277	87,3	134442	57,9
éducation secondaire	106897	9,9	51866	6,1	55031	23,7
éducation professionnelle	25060	2,3	12754	1,5	12306	5,3
éducation universitaire	13075	1,2	4251	0,5	8824	3,8

**Source** : ENCIU (2002), tableaux 28 et 29, p. 212 et 215. Données augmentées de nos propres calculs.

En outre, le milieu rural et le milieu urbain se trouvaient en décalage important quant à leur structure éducationnelle. Seuls 8 % des villageois instruits avaient une éducation allant du secondaire au supérieur. Dans le milieu urbain l'accès à l'enseignement secondaire ou supérieur était nettement plus élevé : il s'élevait ainsi, à près de 33 %. La différence s'explique essentiellement par le fait que la population roumaine<sup>11</sup>, concentrée dans le milieu rural, était moins instruite que les minorités juive, russe, ukrainienne, allemande, etc., résidant principalement dans les villes. Selon certaines estimations récentes, pendant la période de l'*entre-deux-guerres*, la population des villages était alphabétisée dans une mesure insignifiante, alors que, la population urbaine composée pour la plupart d'allogènes – c'est-à-dire des groupes ethniques, relativement importants d'un point de vue démographique, habitant le territoire de la Bessarabie, et présentant des

<sup>10</sup> Pour l'Union Soviétique, ce chiffre s'élevait, en 1939, à 0,8 % du total de la population (JONES, 1978, p. 524).

<sup>11</sup> Le nom collectif « roumain » est employé dans le sens d'appartenance linguistique roumaine de la population concernée. Cette acception va à l'encontre du sens ethnique, à connotation essentialiste, véhiculée par les autorités soviétiques et, plus tard, par les partisans du nationalisme moldave postsoviétique, pour opposer une population « moldave » à une population « roumaine ». Notons que, dans ce dernier cas, le but était de donner un caractère ethnique au pouvoir local sur la base d'ingrédients « moldaves » (histoire locale, ancêtres communs, langue et autres symboles) distincts de ceux « roumains », véhiculés par l'État-nation de la Roumanie. Pour l'ethnisation du pouvoir dans les Balkans, voir, principalement, GOSSIAUX (2002) et, pour le cas concret de la Moldavie, voir *infra*, note 12.

Une explication sur l'usage des autres noms collectifs (russes, ukrainiens, etc.) est fournie, plus loin, dans la note 34.



caractéristiques culturelles différentes de celles de la population autochtone ou indigène – ou de descendants d’allogènes, était de loin plus instruite (DUNGACIU, 2009, p.79). La population de Chisinau, par exemple, concentrait 45 % de Juifs et 27 % de Russes. De ce fait, le paysage en matière d’éducation du milieu urbain ne correspondait pas au reste de la Bessarabie. Fondées en grande partie sur l’initiative des autorités tsaristes russes d’avant 1918, les villes ont évolué en rupture totale avec le milieu rural (CIOBANU, 1993). La rupture entre la ville de Chisinau, « une île culturelle russe au sein d’une mer de paysans moldaves » (LIVEZEANU, 1981, p. 330), et le reste du territoire de la Bessarabie a perduré jusqu’au début des années 1970.

Les données sur la structure des activités de la population de Bessarabie renforcent notre propos concernant l’état sous-développé de la région dans l’*entre-deux-guerres*. Selon les chiffres recueillis lors du recensement de 1930, 82,5 % des habitants travaillent la terre sous forme d’exploitation familiale. Autrement dit, l’agriculture constitue à cette date l’activité principale de la quasi-intégralité de la population rurale.

Le reste de la population était occupé par les activités suivantes : 3,8 % de la population totale œuvre dans secteur public, 3,5 % dans le commerce, 1,4 % dans le transport, 1,7 % dans l’industrie textile et manufacturière. Pris ensemble, les industries métallurgique, alimentaire et chimique, ainsi que le secteur des finances, employaient moins de 1 % de la population (ENCIU, 2002, p. 129). Ces domaines d’activités, occupant un cinquième de la main d’œuvre totale, étaient développés notamment dans le milieu urbain. Également, la plupart des emplois dans l’industrie, le commerce et le transport étaient occupés par des allogènes et des descendants d’allogènes, plus particulièrement par des Juifs, des Russes et des Ukrainiens, instruits dans les établissements scolaires dont chaque groupe disposait dans les villes.

Ainsi, le faible taux d’alphabétisation, qui allait de paire avec le caractère agricole de l’économie de la province, avait compromis considérablement le développement socio-économique de la Bessarabie dans l’*entre-deux-guerres*. Le faible degré de développement du niveau d’éducation et socio-économique avait tourné finalement à l’avantage des nouvelles autorités soviétiques<sup>12</sup>, dans leur entreprise de construction d’une nouvelle

---

<sup>12</sup> Selon PETRENCU (2007, p. 133), dès 1924, année de la création de la RASSM (*infra*, Encadré 1), la propagande soviétique mit en avant une différenciation sociale entre « Moldaves » de la République Autonome Soviétique Socialiste Moldave (rive gauche du Dnestr) et « Roumains » (ceux de Bessarabie inclus, la Bessarabie étant partie intégrante de la Roumanie). Après 1940, c’est-à-dire après la création de la RSSM, les accents de la propagande soviétique changèrent. Ils furent mis sur une distinction sociale entre populations allogènes et population « autochtone ». Dans l’interprétation soviétique des faits, les « autochtones » de la RSSM étaient des citoyens soviétiques de *second rang* (PETRENCU, 2007, p. 133). Sur la

république (périphérique) de l'URSS selon la *doxa* soviétique. En même temps, les différents problèmes liés à l'analphabétisme de masse ont constitué une rude épreuve, du point de vue administratif, pour le nouveau pouvoir.

---

## **I.2 La pénurie des cadres au début de l'ère soviétique et les nouvelles règles culturelles**

Le programme d'industrialisation et de développement socioculturel de la République Soviétique Socialiste de Moldavie (RSSM) – qui comprenait aussi la RASSM (*infra*, Encadré 1) – changea d'orientation avec la mise en place du pouvoir soviétique en 1940 puis en 1944. Très vite, ce programme chercha à lutter contre le manque de main d'œuvre instruite censée accomplir le *travail intellectuel* (du russe *umstvennyy trud*) nécessaire à la construction d'une société socialiste.

Au-delà des raisons idéologiques d'un tel impératif<sup>13</sup>, le besoin de cadres instruits s'avéra réel et urgent ainsi qu'en témoignent les documents d'archives, publiés par TUREA (2008).

Une année après la réinstauration du pouvoir soviétique, en 1944, le Comité d'État pour la Planification (*Gosplan*) moldave avançait auprès de Moscou plusieurs demandes de transfert en RSSM des personnes diplômées et qualifiées.


La lecture de ces demandes laisse transparaître l'existence de deux aspects essentiels caractérisant le manque de cadres. Le premier est de nature socioculturelle et il est induit par le manque de personnes suffisamment instruites pour occuper des hautes fonctions dans la hiérarchie administrative et politique.

---

construction d'une nation moldave, ethnicisée, voir PARMENTIER (2003) et (2004), DEMIAN (2004), KING (2005), HEINTZ (2007), MUSTEATA (2007), DUNGACIU (2009), CAZACU et TRIFON (2010).

<sup>13</sup> Selon LÉNINE (1974, tome 40, p. 216), malgré le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la société soviétique, l'accomplissement des grandes tâches liées à la construction d'une société socialiste était possible grâce notamment au travail intellectuel, car « pour gouverner il faut être compétent, il faut connaître en détail et avec exactitude le processus de production, il faut maîtriser la technique de son temps, il faut faire des grandes études reconnues par tout le monde ».

### Encadré 1 : De la RASSM à la Transnistrie. Repères historiques



La République Autonome Soviétique Socialiste Moldave (RASSM) a été créée par l'État soviétique, en octobre 1924, à l'est de la rivière Dniestr et à l'ouest de l'Ukraine, sur un territoire d'environ 8000 km<sup>2</sup>. Au moment de sa création, la RASSM comptait une population essentiellement ukrainienne ; un tiers seulement en était moldave.

La création de la RASSM fit partie de la stratégie géopolitique de Staline qui visait la récupération, pour le profit de la Russie, de la Bessarabie reprise en 1918 par la Roumanie. La récupération de la province avait une importance stratégique pour la Russie, car elle ouvrait l'accès au Danube, la porte d'entrée des pays occidentaux dans la mer Noire.

Source : [www.istoria.md](http://www.istoria.md), consulté le 31 mai 2011 ; carte modifiée par nous.

Le rattachement, par des moyens idéologiques, de la RASSM nouvellement fondée à la Bessarabie eut pour but de créer un espace culturel et identitaire moldave, nettement démarqué de celui du reste de la Roumanie. Pour parvenir à cette fin, l'on procéda à la fabrication d'une langue « moldave » (*infra*, Chapitre I.5), suivie de la construction d'un peuple « moldave ».

En 1940, la Bessarabie fut annexée à l'URSS et fusionnée avec une partie du territoire de la RASSM (le territoire rose sur la carte ci-dessus). Ainsi pris naissance la RSSM.

En 1992, la Transnistrie devint la pomme de discorde, accompagnée même d'un conflit armé, entre la Moldavie et la Russie. Depuis, une présence militaire russe est maintenue sur son territoire, ce qui empêche la résolution du conflit.

La littérature du sujet est trop vaste pour être toute précisée ici. Nous nous limiterons à citer quelques ouvrages de date plus récente, dans lesquels le lecteur trouvera une bibliographie plus élaborée : NISTOR (1991), NEGRU (2003), KING (2005), CAZACU et TRIFON (2010).

Le deuxième est de nature politico-idéologique et il consiste à refuser la distribution de ces postes aux personnes appartenant « à la vieille intellectualité »<sup>14</sup> de Bessarabie.

Une lettre adressée au président du *Gosplan* de l'URSS, le 24 avril 1946, témoigne de cette situation, ressentie dans la structure même du *Gosplan* de la RSSM :

<sup>14</sup> Expression tirée des documents d'archives soviétiques en langue russe, datant des années 1940, traduits en roumain et publiés par TUREA (2008). Allusion y était faite aux fonctionnaires, enseignants, instituteurs, ingénieurs (peu nombreux), médecins, écrivains, journalistes et à toute autre personne dont le niveau d'éducation permettait l'exercice de ces métiers. Le mot « intellectualité » représente, dans ce cas concret, la traduction du mot russe *intelligentsia*. Nous reviendrons plus amplement sur ce sujet dans le Chapitre I.5, *infra*.

« [...] 4. Sur un total de 366 personnes constituant le personnel [du *Gosplan*], 305 personnes font partie de l'appareil périphérique [c'est-à-dire des *raïons* (districts)]. Parmi ces 305 employés, 5 seulement sont titulaires de leurs postes, les autres ayant un statut d'intérimaire. Parmi les chefs adjoints, 7 personnes seulement ont le niveau d'études exigé par vos soins [du *Gosplan* de Moscou] et 212 n'ont pas le niveau d'études nécessaire. Deux personnes seulement sont inscrites dans le système d'enseignement à distance. La plupart de ces fonctionnaires ne peuvent pas être admis aux sections d'enseignement à distance, dans le cadre des instituts et des *technicums* [collèges professionnels], car ils n'ont pas le minimum d'études nécessaire pour leur admission.

5. Il est absolument impossible de compléter l'appareil républicain et périphérique avec des cadres locaux, parce que les institutions locales d'enseignement se trouvent au début de leur chemin et les cadres locaux de la vieille intellectualité de Moldavie ne sont pas autorisés par le Ministère de la Sécurité de l'État à occuper ces postes ». (ACSRM<sup>15</sup>, F. 3021, Inv. 5, D. 154, f. 61, cité par TUREA, 2008, p. 280 sq.)

Il convient de souligner que, de toute façon, la catégorie désignée comme « vieille intellectualité » était numériquement insignifiante, car, l'instauration du pouvoir soviétique, le 28 juin 1940, et la création de la RSSM, le 2 août de la même année, provoqua l'exode de ladite « intellectualité » vers le Royaume de Roumanie. Vers la fin du mois d'octobre 1940, près de 100.000 personnes avaient déjà quitté la Bessarabie (PETRENCU, 2006, p. 34). Les représailles qui ont accompagné la mise en œuvre de l'administration soviétique ont alourdi ce bilan<sup>16</sup>. Rien que durant la première année de pouvoir soviétique en Bessarabie, 1122 personnes – principalement des fonctionnaires diplômés – ont été arrêtées sous accusation de collaboration avec le régime « bourgeois » roumain (CASU, 2007, p.131). Pour un bilan des pertes humaines dans les années 1940, voir Encadré 2.

Les représailles et l'« hémorragie des [anciens] cadres » (expression tirée de LEWIN, 2003, p. 145) ont fait qu'à la fin de 1940, le territoire correspondant à la RSSM et à l'ancienne RASSM, comptait seulement 5400 personnes diplômées du supérieur (BARCA, 1971, p. 30), par rapport aux 13000 recensées en 1930 dans la seule RSSM (Tableau 1).

---

<sup>15</sup> *Arhivele Comitetului de Securitate a Republicii Moldova* (Archives du Comité de Sécurité de la République de Moldavie).

<sup>16</sup> Selon KING (2005, p. 96), « Les Moldaves ont payé cher le passage au socialisme. L'invasion soviétique de 1940, les opérations roumano-allemandes de 1941 et la reconquête du territoire en 1944 avaient déjà rendu déserts les villages bessarabiens et avaient déraciné des centaines de milliers des bessarabiens ».

## Encadré 2 : Les pertes humaines dans la RSSM des années 1940

On distingue deux moments importants des années 1940 qui se sont répercutés sur la démographie de la RSSM. Il s'agit de la famine des années 1946-1947 et de l'opération « Sud » (du russe *Yug*) de juillet 1949. Les deux épisodes, provoqués par l'administration stalinienne, eurent comme but la collectivisation des terres moldaves et leur organisation dans des fermes collectives d'État, connues sous le nom de *kolkhozes*.

**La famine (1946-1947).** La principale cause de la famine réside dans la pression fiscale, caractéristique du régime stalinien en RSSM. Il y avait un impôt agricole unique, introduit en 1940 par la décision du CC du PC de l'URSS « concernant les impôts des exploitations paysannes de Bessarabie et de Bucovine du Nord » (voir GRIBINCEA, 1995, p. 43). L'impôt agricole unique était perçu en roubles, en fonction des revenus tirés des terres arables, des vergers, des animaux productifs (vaches, chevaux), etc.

Après le calcul du revenu « réel » imposable, on calculait l'impôt agricole commun, celui-ci étant progressif. Mais le calcul du revenu « réel » soulevait des difficultés en raison de l'absence de normes comptables adaptées, ce qui incita le gouvernement à établir des normes annuelles (en roubles) pour faciliter le calcul. Les normes en question étaient appliquées sans que l'on ne tienne compte des différences de productivité d'un ménage à l'autre. En dehors de cet impôt, les paysans étaient obligés de livrer un quota de leur production agricole à l'État (GRIBINCEA, 1995, p. 46).

L'été 1946 fut particulièrement sec, ce qui eut une incidence directe sur la production agricole. Mais si le volume de la production avait baissé, les normes annuelles établies par l'État, afin de calculer le revenu imposable, et les quotas fixes des livraisons obligatoires à l'État sont restés intacts. Conformément aux normes fiscales établies, les contribuables ruraux furent amenés à payer, en 1946, un impôt de 94 % de leur revenu réel (GRIBINCEA, 1995, p. 51).



Tout ceci a provoqué une famine généralisée vers août 1946. En mars 1947, la région comptait près de 340.000 personnes dystrophiques. De janvier à août 1947, le nombre de décès s'est élevé à 115.000, ce qui revenait à 425 décès par jour. Il y eut même plusieurs cas de cannibalisme et de nécrophagie.

À ce sujet, voir, entre autres, TURCANU (1993), MORARU (1995), GRIBINCEA (1995 et 1996), SISCANU (1998), TUREA (2008), CASU (2010).

**Photo :** Enfants tués par la famine de 1946 (VOCEA BASARABIEI, 2006).

**L'opération « Sud » (1949).** L'opération « Sud » a été lancée dans la nuit du 5 au 6 juillet 1949, à 2h00 du matin, et prit fin le 7 juillet 1949, à 20h00. Le but en fut « d'éliminer tous les ennemis du peuple », à savoir les *koulaks* (appelés, en Bessarabie, *chiaburs* et stigmatisés par le discours bolchévique en tant que « paysans riches et rapaces », « bourgeois ruraux » ou encore « koulaks buveurs de sang » (COURTOIS *et alii*, 1997, p. 69), et ensuite de créer les *kolkhozes*

Durant ce court délai, plus de 11.000 familles ou, en d'autres termes, plus de 35.000 paysans ont été déportés vers le Kazakhstan et la Sibérie. Parmi les déportés, environs 67 % avait été catalogués comme étant des *koulaks*, les autres étant traités de collaborateurs avec « les occupants roumains-fascistes » (CASU, 2010, p. 49).

Pour l'administration stalinienne, l'opération « Sud » fut un succès, car elle permit la collectivisation quasi intégrale des terres moldaves jusqu'à la fin de l'année 1950. Alors qu'au 1<sup>er</sup> mai 1949 seulement 30 % des exploitations agricoles étaient collectivisées, deux mois plus tard, après la nuit du 5 juillet, leur nombre augmenta de 2,2 fois, pour arriver, à la fin de 1950, à 97 % du total des exploitations paysannes collectivisées (FRUNTASU, 2002, p. 176).

Pour plus de détails et pour la bibliographie plus ancienne du sujet, voir MORARU (1995), FRUNTASU (2002), PETRENCU (2006), CASU (2007 et 2010).

Dans ces conditions, les dirigeants locaux<sup>17</sup> ont provisoirement embauché pour ces postes des personnes dont la qualification était plus que médiocre par rapport aux exigences réelles.

Un acte tiré de l'annexe à la lettre citée auparavant en témoigne :

« Sur le poste de statisticien supérieur dans le secteur “travail et population”, nous avons affecté le secrétaire du chef [du Gosplan moldave] ; la fonction de chef des Archives a été attribuée au jardinier ; celle de contrôleur-opérateur a été attribuée au facteur ; la fonction d'opérateur a été confiée au charpentier ; le gardien a été embauché au poste de dactylographe supérieur et le cuisinier de la cantine collective à celui de dactylographe ». (ACSRM, F. 3021, Inv. 5, D. 154, f. 61, cité par TUREA, 2008, p. 281)

Ainsi, les premières années de la soviétisation de la Moldavie ont été marquées par un ample processus de mobilité sociale structurelle<sup>18</sup>.

Maints essayistes bessarabiens se souviennent encore de ce phénomène. Boris Buzila, par exemple, se rappelle qu'après l'instauration du pouvoir soviétique, « le directeur de la Maison de Culture » de son village de Seliste (au centre de la Moldavie) « était un homme sec, un *terchea-berchea* [bon à rien] qui affirmait avoir quatre classes de lycée, mais [l'auteur doutait] qu'il les eût de fait, parce que cela ne se voyait pas sur lui. [...] Cet individu s'appelait *zavklub* [du russe *zaveduyushchiy kluba*, directeur du foyer culturel] et était soi-disant “spécialiste du travail culturel de masse” » (BUZILA, 2008, p. 85).

Le problème des cadres était ressenti à tous les niveaux, dans l'enseignement et l'éducation (Tableau 2), dans l'administration et même au sein du PC (b)<sup>19</sup> de la RSSM, qui comptait

---

<sup>17</sup> Aux débuts de l'ère soviétique, la population moldave a été sous-représentée au sein de l'appareil dirigeant de la RSSM. Au mois d'août 1940, le PC comptait, parmi ses 285 membres, 186 Juifs, 28 Ukrainiens, 21 Russes et seulement 21 Moldaves (CASU, 2007, p. 130). Il est aussi remarquable que parmi les 277 personnes recommandées aux fonctions dirigeantes du PC de la RSSM, 46 seulement étaient des Moldaves. En revanche, presque la moitié d'entre elles, soit 125 individus, était des Ukrainiens. On y comptait aussi 75 Russes et 18 Juifs (AOSPRM, F. 51, Inv. 1, D. 7, p. 58).

<sup>18</sup> En sociologie, la *mobilité structurelle* – imposée par l'évolution des structures sociales – s'oppose à la *mobilité nette* – non imposée par une évolution desdites structures. L'addition de ces deux types de mobilité permet au chercheur, qui peut faire le calcul de l'un et de l'autre à partir des tables de mobilité, d'obtenir la *mobilité sociale totale*, appelée aussi *mobilité brute*.

peu de diplômés du supérieur. En 1940, parmi les 71 secrétaires des comités départementaux (*comitete raionale*) du Parti, 4 seulement avaient un niveau d'études supérieures. En revanche, 26 d'entre eux avaient bénéficié du cycle minimum de quatre années de scolarisation (PETRENCU, 2006, p. 30).

**Tableau 2** : Les cadres enseignants moldaves, en 1940, personnes

Disponibles				En cours de préparation				Déficit			
1	2	3	Total	1	2	3	Total	1	2	3	Total
3300	1010	390	<b>4700</b>	2100	75	-	<b>2175</b>	1947	525	102	<b>1574</b>

**Source** : AOSPRM, F. 51, Inv. 2, D. 8, p. 30 (doc. 1942, octobre 19).

**Note** : 1 – enseignement primaire (4 classes) ; 2 – enseignement moyen incomplet (7 classes) ; 3 – enseignement moyen (10 classes). En 1948, l'enseignement primaire devint gratuit et obligatoire, suivi, en 1949, par celui moyen incomplet. Parmi les 80 % des enseignants, les Moldaves étaient peu nombreux ; 20 % d'entre eux étaient des russophones (qualificatif attribué aux cadres originaires d'un espace de langue russe – Russie, Ukraine – et qui ont conservé, durant plusieurs générations, leur attachement à la langue russe). Les russophones étaient moins présents dans l'enseignement primaire.

Le problème du manque de cadres suffisamment instruits devint urgent et, de ce fait, il occupa une place importante dans l'agenda du I<sup>er</sup> Congrès du PC (b) de la RSSM, tenu en février 1941. Piotr Borodin, alors premier secrétaire du Parti<sup>20</sup>, tâcha d'illustrer le problème par des exemples tirés de ses propres observations. Il fit référence au cas du « camarade Gurtovoi, membre du PC (b) de l'URSS, inspecteur scolaire du département de Bujor, qui, interrogé au sujet des prémisses de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, a répondu que celles-ci ont résidé dans le litige opposant la Russie et le Japon concernant l'Alsace et la Lorraine » (PSKP(b) M, 1990, p. 42, cité par PETRENCU, 2006, p. 31).

<sup>19</sup> Parti Communiste bolchevique, appellation en usage en URSS entre 1925 et 1952. Le PC(b) devient ensuite Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS). Le mot « bolchevique » provient du mot russe *bolshinstvo*, qui signifie « majorité ». Le Parti Communiste s'approprie le qualificatif de « bolchevique » en 1903, lors du II<sup>e</sup> Congrès du Parti Ouvrier social-démocrate de Russie, l'ancêtre du PC(b). À cette date, il y avait deux visions différentes, opposant V.I. Lenine à I.O. Martov – compagnon de déportation de Lenine, en 1895 –, sur le sens donné à l'appartenance au Parti et au rôle de l'adhérent. Selon Lenine, un adhérent au Parti devait s'impliquer dans la vie interne de celui-ci (organisation, etc.). Par contre, Martov considérait qu'un adhérent au Parti devait participer activement à la mise en œuvre de son programme et non pas à son organisation proprement dite. Soumises au vote, les deux visions ont provoqué une rupture au sein du Parti, le divisant en *mencheviks*, c'est-à-dire « minoritaires » (partageant la vision de Martov, passée avec moins de votes), et *bolcheviks*, c'est-à-dire « majoritaires » (alignées sur la vision de Lénine, qui remporta la majorité des votes) (WERTH, 2008, p. 24 sq).

<sup>20</sup> Pour la liste complète des premiers secrétaires du PC de la RSSM, voir *infra*, Annexe 3.

---

### I.3 La « révolution culturelle » moldave

Dans les conditions d'un analphabétisme généralisé et d'un manque d'éducation aux idées soviétiques<sup>21</sup> chez les habitants de Bessarabie, la nécessité et l'urgence d'une « révolution culturelle » devinrent évidentes aux yeux des dirigeants locaux. Il fallait de surcroît combattre la *latinité* linguistique de la population locale, qui la liait aux voisins roumains et facilitait leurs rapports socio-culturels<sup>22</sup>.

La particularité de la Bessarabie, par rapport aux autres territoires annexés à l'URSS – les pays baltes, par exemple –, réside dans le fait qu'elle fut coupée d'une entité politique et territoriale historique, la Principauté de Moldavie, dont l'autre moitié était partie constituante de l'État roumain moderne. Cela a permis à la « vieille intellectualité » de Bessarabie de l'*entre-deux-guerres* de se réfugier dans la Roumanie voisine, perçue comme étant leur « mère patrie ». Presque l'intégralité de cette intellectualité faisait partie, en juin 1940, du Front de la Renaissance Nationale – parti qui gouvernait la Roumanie depuis 1938. Elle comprenait dans ses rangs un certain nombre d'officiers de réserve (NEGURA, 2009, p. 80 sq., note 122). Conscients de l'intolérance soviétique vis-à-vis d'un tel passé, ceux-ci durent tous se réfugier au-delà de la Prut.

Le lancement de la « révolution culturelle » en Bessarabie fut grandement facilité par l'exode de la « vieille intellectualité » et la désertification des villes<sup>23</sup>. Avec l'instauration forcée du pouvoir soviétique en Bessarabie et les pertes humaines que la région connut tout au long des années 1940, et notamment durant la famine de 1946-1947 et les déportations de 1949 (voir Encadré 2, *supra*, p. 35), la mise en œuvre des programmes d'« édification nationale et culturelle » et d'éducation d'un « homme nouveau » fut facilitée. Le même programme fut mis en œuvre dans d'autres républiques soviétiques, surtout dans celles situées à la périphérie de l'URSS, là où le bolchevisme peinait à s'enraciner. Il consistait précisément dans l'alphabétisation, l'éducation

---

<sup>21</sup> MEYER (1966, p. 273), définit l'*idéologie soviétique* comme l'ensemble des doctrines enseignées à chaque citoyen soviétique. L'auteur en distingue cinq composantes de base : l'apprentissage du *matérialisme dialectique*, du *matérialisme historique*, de l'*économie politique*, du *communisme scientifique*, et de l'*histoire du PCUS*.

<sup>22</sup> Même si la Bessarabie fut annexée pendant plus d'un siècle – de 1812 à 1918 – à l'Empire russe, le roumain demeura la première langue de la population locale, surtout dans les milieux ruraux. Le russe était véhiculé dans les seuls milieux urbains et les centres administratifs.

<sup>23</sup> Voir les propos de NEGURA (2009, p. 46), au sujet des villes de Bolgrad, Balti et Chisinau, importants centres d'animation artistique et littéraire durant les années 1930, transformés dans l'espace de quelques jours, en juin 1940, en « parfaites tables rases sur le plan culturel ».



idéologique des masses et l'*indigénisation* (du russe *korenizatsiya*)<sup>24</sup>, consistant à rendre accessibles aux cadres locaux certaines fonctions de l'appareil administratif local<sup>25</sup>.

Dès le lendemain de la seconde « libération » de la Bessarabie du « joug des boyards roumains » – interprétation soviétique des faits –, en 1944, l'État soviétique s'attaqua au plus grave problème de la région, l'analphabétisme. Ainsi, l'école devint le principal moyen de lutte contre l'« arriération culturelle » des paysans moldaves, ceux-ci étant les plus réfractaires à l'égard de l'État des soviets. En 1945, le Comité du Parti de la ville de Chisinau créa l'Université de Marxisme-Léninisme, censée tenir 34 cours du soir dans plusieurs districts moldaves, destinés principalement aux travailleurs (BARCA, 1971, p. 39). Au cours de l'année scolaire 1946-1947, on comptait déjà 1870 écoles secondaires pour 400 000 élèves, 34 collèges professionnels pour 6000 collégiens et 7 écoles supérieures fréquentées par 3250 personnes.

Malgré ce succès quantitatif dans la lutte contre l'analphabétisme, le pouvoir soviétique devait encore attendre une dizaine d'années avant de percevoir les effets positifs du programme mis en place, de voir augmenter la « culture » des masses. Le problème de pénurie de cadres instruits resta d'actualité tout au long des années 1940 et 1950 (BARCA, p. 50). En 1945, par exemple, il manquait de 3000 enseignants au système éducatif (NEGURA, 2009, p. 82), c'est-à-dire le double du déficit existant en 1940 (supra, Tableau 2). À cela s'ajoute le niveau de préparation médiocre de presque la moitié du corps enseignant ; une grande partie des instituteurs du primaire n'avait à leur actif qu'un « cours préparatoire » et les enseignants du supérieur avaient généralement poursuivi des études moyennes incomplètes.

L'élévation du niveau culturel des masses représentait une condition *sine qua non* pour le « progrès » socio-économique de la RSSM et donc tous les moyens devaient être employés afin de réussir la « révolution culturelle ». Le système éducatif moldave fut ainsi doté de nouvelles bibliothèques, de théâtres, de cinématographes, etc. Vu l'opposition d'une grande majorité de la population à la collectivisation, l'éducation idéologique en dehors du système scolaire devint indispensable. La tâche revint aux *collectifs d'agitation*. En 1945, leur nombre s'élevait à plus de 1000, employant 9000 personnes, un nombre en constante augmentation. Ainsi, en 1950, on comptait déjà 2713 collectifs d'agitations, avec 47 000 personnes engagées (FRUNTASU, 2002, p. 182).

---

<sup>24</sup> Ce programme remonte au X<sup>e</sup> Congrès du PC(b) de l'URSS, tenu en 1921. C'est alors que la notion de *korenizatsiya* fut introduite dans le langage soviétique.

<sup>25</sup> Politique initiée par l'État soviétique depuis 1924.

L'éducation idéologique prévue par le programme « d'élévation de la culture des masses » fut confiée aussi à la presse écrite, aux bibliothèques et aux foyers culturels, qui se multipliaient à travers la république. En 1946, on comptait à peine 6 revues et bulletins de presse, ainsi que 21 journaux, avec un tirage de 275 000 exemplaires, sur tout le territoire de la RSSM. En 1950, leur nombre augmenta à 14 revues et bulletins et à 130 journaux, avec un tirage de 729 000 exemplaires (FRUNTASU, 2002, p. 182). En 1940, la RSSM comptait 250 bibliothèques et 348 foyers culturels (TIMUS, 1987, p. 167). Au cours de la décennie suivante, le nombre des bibliothèques augmenta de près de six fois, à 1474, et celui des foyers culturels de quatre fois et demi, atteignant le nombre de 1565<sup>26</sup>.

La collectivisation des terres, accompagnée de l'ambitieuse « révolution culturelle », a entraîné à son tour un changement radical dans la structure et le fonctionnement de la société moldave. La société pré soviétique de Bessarabie, surtout le milieu rural, disposait d'un nombre infime d'associations et de foyers culturels. Il y en avait quelques-uns dans les grandes villes, à Chisinau, Balti, Soroca ou Izmail. Le milieu rural s'organisait autour des cellules sociales comme la famille et la communauté villageoise, bâties sur des solidarités de proximité, telles la parenté et le voisinage.

---

## **I.4 La structure socio-économique soviétique moldave**

### ***a. La transformation soviétique du système économique moldave***

De pair avec la « révolution culturelle », le pouvoir soviétique entama un vaste programme économique visant deux grands objectifs : le premier consiste dans la collectivisation de la terre et la création des fermes collectives, en l'occurrence des kolkhozes ; le second vise le développement d'une industrie moldave. Ces deux objectifs économiques s'inscrivent dans un cadre institutionnel au sein duquel la *propriété d'État* et

---

<sup>26</sup> Force est de constater qu'en RSSM, ce développement organisationnel spectaculaire fut très caractéristique des années 1940. Les chiffres tirés des ouvrages de différents auteurs et des annuaires statistiques de la Moldavie soviétique témoignent d'un accroissement ralenti du nombre d'organisations d'éducation culturelle des masses dans les années post-1950, jusqu'à la chute de l'URSS. En 1985, le nombre des bibliothèques dans toute la république était passé à 2108 et, le nombre des foyers culturels à 1866 (MSSRVTS, 1986, p. 157). Ce boom « culturel » de la première décennie du pouvoir soviétique en Moldavie s'inscrivait d'abord dans la nécessité de légitimation du régime aux yeux de la population la moins éduquée et la plus réfractaire. Ensuite, ce même moyen permettait d'accomplir une troisième tâche importante du programme, celle de l'*indigénisation* du gouvernement et de l'administration locale et la construction d'un proto État moldave.

le *Parti unique* représentaient, selon Bernard CHAVANCE (1992), « le socle institutionnel » du système traditionnel<sup>27</sup> des économies socialistes, système reposant sur la planification économique (CHAVANCE, 1992, p. 12).

La guerre, la famine des années 1946-1947, la répression et les déportations dans le sillage de l'opération « sud » ayant semé la peur parmi les paysans moldaves, la collectivisation se mit en place sans qu'une opposition trop importante ne se dresse face à l'administration stalinienne de la RSSM.

**Tableau 3 :** Investissements par habitant en RSSM, par rapport à la moyenne en URSS (1945-1965)

	<b>1945-1955</b>	<b>1956-1965</b>
Investissements industriels par habitant	14 %	39 %
Total des investissements par habitant	35 %	43 %

**Source :** RODGERS, 1974, p. 235.

**Lecture :** Entre 1945 et 1955, les investissements industriels moldaves par habitant représentent 14% des investissements industriels par habitant moyens en URSS.

**Note :** Pour les années 1945-1955, parmi les républiques soviétiques bénéficiant d'un niveau relativement bas d'investissements industriels par habitants on dénombrait également la Lituanie, avec 27 %, et la Biélorussie, avec 29 % de la moyenne des investissements industriels par habitant de l'URSS. La Russie, en revanche, dépassait cette moyenne, pour la même période, s'élevant à 119 % (chiffres tirés de RODGERS, *loc. cit.*).

L'industrialisation, en revanche, fut un processus plus long, s'étalant jusqu'à la fin des années 1970. Toutefois, elle fut qualifiée d'« industrialisation accélérée » par les autorités soviétiques (GRECUL, 1974, p. 253). La Moldavie connut, effectivement, tout au long des années soviétiques, un bilan positif en ce qui concerne la croissance de sa production industrielle. Celle-ci, avec 11,4 % de croissance moyenne annuelle entre 1965 et 1970, et 17,2 % entre 1970 et 1975, dépassait la moyenne annuelle de l'URSS qui était respectivement de 10% et de 13%, pour les mêmes périodes<sup>28</sup>. Pourtant, même si l'industrialisation était présentée comme un des plus grands succès de l'administration soviétique, ce diagnostic est à considérer avec précaution. Ce bilan, positif par rapport à d'autres régions de l'URSS, s'explique tout particulièrement par le niveau

<sup>27</sup> Le système traditionnel est composé du *complexe systémique* et d'*autres éléments*. Le premier comprend « le socle institutionnel » et la planification centralisée ; le deuxième se réfère à l'agriculture collectivisée, au monopole du commerce extérieur, aux restrictions du secteur privé et à la direction unique dans l'entreprise. (CHAVANCE, 1992)

<sup>28</sup> Notre calcul à partir de NKhSSSR (1976, p. 200 sq.)

particulièrement faible d'industrialisation des territoires moldaves, en début de période. Les forts taux de croissance de l'industrie correspondent ainsi à un certain rattrapage des autres régions de l'URSS. À en juger par les montants des investissements industriels à l'échelle de toute l'URSS, les résultats enregistrés en Moldavie ont été les plus faibles (Tableau 3).

Malgré ces considérations visant à relativiser le « succès » de l'industrialisation moldave, il reste incontestable que l'industrialisation en RSSM a apporté une nouvelle dynamique au système économique et social moldave. La construction de fabriques agroalimentaires, d'usines de construction d'équipement agricole et d'électromécanique, de fabriques de textiles, etc., a entraîné la fondation de nouvelles villes. Le niveau d'urbanisation de la république a ainsi connu une hausse significative. Ce phénomène d'urbanisation accélérée a provoqué à son tour la croissance de la mobilité géographique de la population. Ceci fit mettre en place des mécanismes d'échanges socioculturels entre différentes communautés culturelles et ethnolinguistiques. Une autre conséquence de l'industrialisation moldave a été la professionnalisation de la population de la province, suite à la formation de spécialistes pour occuper les emplois nouvellement créés.

### ***b. L'urbanisation et le paysage ethnique de la RSSM***

Le nouveau processus d'urbanisation changea d'abord la définition de la ville, basée jusqu'alors exclusivement sur le **critère numérique** de la population. Désormais, en dehors de ce critère quantitatif, la distinction entre *localité urbaine* et *localité rurale* s'appuie sur un critère de nature qualitative renvoyant au type d'activité *agricole* et *non agricole*.

À partir du critère numérique de population, étaient distingués plusieurs types de villes moldaves (*infra*, Tableau 4) :

- *très grandes* (plus de 250 000 habitants),
- *grandes* (de 100 000 à 250 000 habitants),
- *moyennes* (de 50 000 à 100 000 habitants),
- *petites* (moins de 50 000 habitants),
- Les dits *établissements de type urbain* (du russe, *poselok gorodskogo tipa*), dont le nombre d'habitants pouvait varier entre 4000 et 10 000 personnes ; selon ce critère quantitatif, les établissements de type urbain ne se distinguaient pas de certains villages moldaves et donc il s'averait particulièrement difficile de les distinguer des

villages. Dès lors, un nouveau critère de définition de ces établissements de type urbain fut retenu, le **critère qualitatif**. En conformité avec celui-ci, ce qui faisait la différence entre un village et un établissement de type urbain c'était le type d'activité agricole particulière au premier et non agricole spécifique du deuxième.

L'urbanisation se caractérise d'abord par une forte augmentation du nombre de petites villes et d'établissements de type urbain. Le nombre total de villes moldaves passe de 7, en 1940, à 53, dans les années 1970 (APN, 1974, p. 36), et à environ 67, vers la fin des années 1980 (*infra*, Tableau 4).

La plupart de ces villes ont été bâties soit *ex-nihilo*, soit à partir de villages dont l'emplacement a été jugé favorable à la création de nœuds économiques et/ou administratifs<sup>29</sup>.

A partir des données ci-dessous (Tableau 4), nous constatons que la croissance du nombre de localités urbaines se traduit principalement par l'augmentation des petites villes et des établissements de type urbain. Dans ce dernier type de localité, la population atteignait rarement 10 000 personnes ; la moyenne que nous avons pu calculer, pour l'année 1989, s'élève à 5 400 habitants.

**Tableau 4 :** Le nombre de villes de Moldavie, selon leurs catégories, 1959-1989

Années	Critère quantitatif de définition				Critère qualitatif de définition	Total
	Très grandes (> 250000 habitants)	Grandes (100000 à 250000 habitants)	Moyennes (50000 à 100000 habitants)	Petites (< de 50000 habitants)	Établissement de type urbain (travail non agricole dominant)	
1959	-	1	2	14	21	38
1970	1	2	1	16	33	53
1989	1	3	-	35	28	67

**Sources :** LIVEZEANU (1981, p. 339), pour les années 1959 et 1970 ; BNS et nos propres calculs, pour 1989.

**Note :** La partie de couleur bleu clair représente le nombre de localités urbaines qui prennent en compte dans leur définition le critère quantitatif évoqué plus haut. La colonne de couleur bleu foncé représente ces localités de type urbain qui se définissent selon le critère qualitatif.

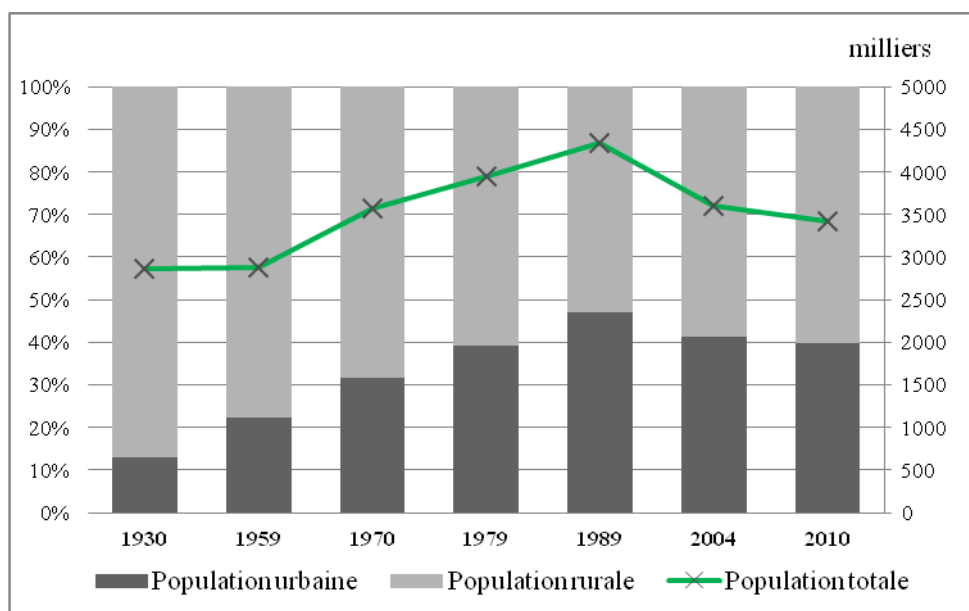
Les petites villes et les établissements de type urbain représentaient 94 % de la totalité des villes, en 1989, contribuait au total de la population urbaine moldave à hauteur de 43,6 % (avec 36,1 % pour les petites villes et 7,5 % pour les établissements de type urbain). Par conséquent, la majorité des citoyens de la république, soit 55,4 %, étaient

<sup>29</sup> Voir une liste, non exhaustive, des villes créées après 1940, ici-même, dans l'Annexe 4.

concentrés dans les quatre plus grandes villes de l'époque : Chisinau (la capitale), avec 33,1 % de la population urbaine moldave ; Balti (au nord du pays), avec 7,9 % ; Tiraspol et Bender (en Transnistrie), avec respectivement 9 % et 6,4 %<sup>30</sup>.

Il est intéressant d'observer l'évolution de la population urbaine et rurale de 1930 à 1970 (Figure 1). Durant cette période, le nombre des habitants ruraux diminue, alors que celui des citadins augmente considérablement (il double de 1930 à 1959, et quadruple de 1959 à 1970). Cette fluctuation résulta, d'une part, d'un reclassement des villes et des villages et, d'autre part, de la mobilité géographique de la population, tant à l'intérieur de la Moldavie (l'exode rural), que vers l'extérieur de celle-là (déportation des paysans, immigration de Russes et d'Ukrainiens, s'installant dans les villes).

**Figure 1 :** L'évolution de la population urbaine et rurale, selon les recensements de 1930 à 2010, en milliers



**Source :** BNS et ER (2008)

**Note 1 :** A l'exception des données pour l'année 2010, tiré de l'annuaire statistique moldave correspondant, les données sont tirées des recensements de la population de 1930 (effectué au sein du Royaume de Roumanie), de 1959, 1970, 1979, 1989 (réalisés dans le cadre de l'URSS) et de 2004 (unique recensement de la population de la République de Moldavie indépendante). Dès lors, la périodisation dans le présent tableau correspond à celle de la fréquence des recensements.

**Note 2 :** Pour les années 1930, 2004 et 2010, les données ne tiennent pas compte de la population de Transnistrie.

<sup>30</sup> Calculs effectués par nous-mêmes, à partir du BNS, données pour 1989.

Vu cette progression du milieu urbain moldave dans la période soviétique<sup>31</sup> et les processus démographiques l'accompagnant, on constate que la croissance la plus importante de la population urbaine survient dans les quatre plus grandes villes de la république : de 1959 à 1989, Chisinau, Balti et Tiraspol triplent leur population, alors que Bender la double.

Nous constatons également que la croissance rapide du nombre des villes a transformé l'ancien clivage *urbain/rural* en un clivage à trois dimensions, à savoir *urbain/provincial/rural*. Cela veut dire que l'espace provincial (représenté notamment par les petites villes) est intermédiaire à la grande ville et au village moldave. C'est un espace urbain, car industrialisé et doté de certaines organisations économiques et socioculturelles particulières à la ville. Mais c'est aussi un espace rural, par les style de vie et les comportements économiques (telle la pratique de l'agriculture) de leurs habitants, arrivés des villages avec leur propre bagage culturel, linguistique et comportemental, différent de celui des citoyens<sup>32</sup>.

Le reclassement des villages en villes et la construction de nouvelles villes ont eu un effet important sur le rapprochement entre le milieu rural et urbain<sup>33</sup>. Ainsi fut créé un circuit économique, social et culturel d'interdépendance entre ce qu'on appelle *milieu rural* et *milieu urbain*. Tout ceci aura un fort impact politique sur la société, notamment à la fin des années 1980, mais aussi dans les années postsoviétiques. Nous reviendrons sur ce sujet tout au long de notre thèse.

L'urbanisation moldave s'est également traduite par un changement au sein du paysage ethnolinguistique de la république.

Dans la Bessarabie pré soviétique, l'élément allogène était déjà fort présent au sein de la population locale. Il augmenta considérablement dans les années soviétiques. Malgré

---

<sup>31</sup> Toutefois, en 1989, la Moldavie était encore la quatrième république la moins urbanisée de l'URSS, avec près de 47% de population urbaine, se plaçant devant l'Ouzbékistan (42%), le Kirghizstan (40%), et le Tadjikistan (33%) (CROWTHER, 1991, p. 184). Au sujet de l'urbanisation en URSS, voir également LEWIN (1989, pp. 52-84).

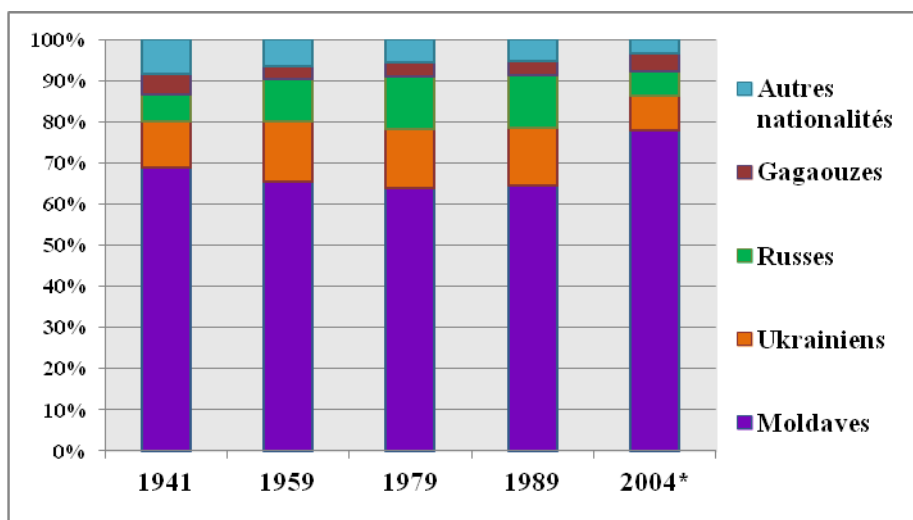
<sup>32</sup> Cet aspect ne représente pas une particularité de l'espace moldave ou de celui soviétique. La « langue » des mœurs s'est exprimée dans tous temps et dans tous espaces. Voir un exemple explicite à ce sujet, chez l'écrivain russe du XIX<sup>e</sup> siècle Vladimir Korolenko qui, dans sa nouvelle intitulée *Sans langue* (du russe *Bez yazika*), raconte l'histoire d'un paysan ukrainien à New York. Le paysan ne connaît aucun mot anglais et donc le seul moyen par lequel il peut communiquer c'est sa culture, exprimée à travers le comportement, les gestes, etc. Arrivé devant un policier (Mister Hopkins), le paysan s'incline pour lui baiser la main, en signe de respect de son autorité. Le geste, inconnu aux mœurs new-yorkaises, fut perçu comme une tentative de mordre le policier et donc comme une contestation de la police par la foule.

<sup>33</sup> Les villes de Moldavie deviennent de plus en plus moldaves, ethniquement parlant. À Chisinau, par exemple, il n'y avait que 20% de Moldaves en 1940, alors qu'en 1989 ceux-ci représentaient 51,3% des habitants de la ville. En 1989, Chisinau ne comptait plus que 25,3% de Russes, 13,7% d'Ukrainiens et 9,7% de Juifs, Bulgares, Gagaouzes et autres.

la hausse de la population moldave, surtout à partir des années 1960, sa part dans l'ensemble de la population diminue, passant d'un peu plus de 68 %, en 1941, à 64 %, à la fin des années 1989 (Figure 2). En revanche, au cours de la même période, la population russe augmente de manière significative. Le doublement de l'ensemble de la population, entre 1941 et 1989, est accompagné de l'augmentation de la population russe de 3,5 fois.

Comme on peut l'observer à partir de la Figure 2, la part des ukrainiens dans la population augmente elle aussi, mais la proportion d'ukrainiens dans le total de la population ne change pas pour autant. La hausse de la population russe en Moldavie fut favorisée par l'immigration des années 1940-1970. C'est à la fin du régime soviétique, sur fond de mouvement nationaliste, que le paysage ethnique de la Moldavie fut transformé.

**Figure 2** : La composition ethnique<sup>34</sup> de la population de Moldavie, 1941-2004, en %



**Source** : KING (2005, Tableau 5, p. 99), pour l'année 1941 ; GOSKOMSTAT SSSR (1991), pour 1959, 1979 et 1989 ; BNS, pour 2004.

**Note** : Les intervalles temporaires ci-dessus ne sont pas uniformes, car à l'exception de l'an 1941, les données sont tirées des recensements de la population réalisés en URSS, de 1959 à 1989, et en République de Moldavie, en 2004.

\*Lors du recensement de 2004, 2,2% d'habitants de la République de Moldavie se sont déclarés comme étant des « Roumains ». C'est la première fois, après 1941, où cette catégorie apparaît dans un recensement réalisé en territoire moldave. A défaut de données pour cette catégorie entre 1941 et 1989, nous avons inclus les « roumains » dans la catégorie des « moldaves ».

<sup>34</sup> Les noms collectifs y figurant correspondent aux catégories ethniques véhiculées par les autorités soviétiques, jusqu'en 1989. Elles furent reprises par les autorités de la République de Moldavie, après 1991. Ainsi, on désignait par « Moldaves » les roumanophones locaux, par « Roumains » – les citoyens moldaves se déclarant eux-mêmes comme tels (après 1991), par « Ukrainiens » et « Russes » – les personnes de langue ukrainienne et russe et/ou les arrivés d'Ukraine et de Russie, par « Gagaouzes » – la population turcophone orthodoxe, installée en Moldavie au XIV<sup>e</sup> siècle, et par « Bulgares » – la population bulgarophone descendante d'anciens colons bulgares, arrivés en Moldavie au XIX<sup>e</sup> siècle.



À partir de 1989, les chiffres montrent une nette diminution de la population russe et ukrainienne dans le total de la population de la Moldavie. Ce changement est dû, en partie, à une vague de migrations des minorités russes et ukrainiennes de Moldavie vers l'Est. Néanmoins, les flux migratoires n'ont pas été suffisamment importants pour entraîner un changement de la distribution ethnique de la population de la Moldavie. Ces nouveaux chiffres trouvent leur explication dans le séparatisme politique de la Transnistrie, peuplée à hauteur de 60 % par des Russes et des Ukrainiens. Ainsi, les données statistiques d'après 1989 n'incluent plus celles concernant la région sécessionniste (voir plus loin, Chapitre VIII.1), ce que réduit sensiblement leur population dans les statistiques ultérieures.

L'appartenance ethnique a joué un rôle important dans la société moldave de la période soviétique, tout comme dans la Moldavie postsoviétique. Les personnes considérées comme étant d'ethnie slave (les Russes et les Ukrainiens) ont bénéficié d'une position privilégiée dans l'espace social de la province, principalement en raison de l'orientation russophile et centralisatrice (autour de Moscou) du programme de soviétisation de la Moldavie.

### *c. Une nouvelle société de « classes »*

L'« industrialisation accélérée » et l'urbanisation rapide du pays ont été accompagnées par une augmentation tout aussi rapide du nombre d'employés chargés de tâches exigeant un certain niveau d'études. Le développement « culturel » et industriel par le haut, comme nous l'avons vu, fut accompagné par l'application du modèle soviétique des *classes sociales*, d'inspiration marxiste.

Rappelons d'abord que les traditions classiques en sociologie définissant les classes sociales<sup>35</sup> sont celles marxiste et wébérienne. Elles sont en flagrante opposition tant d'un point de vue épistémologique que d'un point de vue sociologique. La définition de la classe sociale selon la définition marxiste s'inscrit dans une tradition holiste, alors que la définition wébérienne tient de la tradition individualiste.

Selon la première vision (marxiste), une structure sociale est rapportée aux positions spécifiques que différents individus occupent dans le système économique. La classe sociale dans la société de type capitaliste est ainsi définie à travers la possession des

---

<sup>35</sup> Pour un inventaire des différentes démarches sur la problématique des classes sociales, voir BONNEWITZ (2004).

moyens de production. La structure d'une société implique des relations conflictuelles entre les classes sociales (i.e., prolétaires et capitalistes), ces relations s'avérant centrales pour le mode de production (capitaliste). Marx distingue deux types de conditions d'existence d'une classe sociale. Les premières sont de nature objective (position commune dans le mode de production, intérêts communs, etc.), donnant lieu à « la classe en soi ». Les seconds sont de nature subjective (la conscience de classe, le fait de se rendre compte de ses intérêts de classe par rapport à une autre classe), donnant lieu à « la classe pour soi »<sup>36</sup>.

La classe sociale, au sens wébérien, désigne un rassemblement des individus à caractéristiques similaires d'un point de vue sociologique (WEBER, 1995, p. 391 sqq.). Le chercheur peut construire les classes sociales en fonction des critères présentant le plus d'intérêt pour son travail. Contrairement à la vision marxiste, les classes sociales dans l'acceptation de Weber sont définies par des inégalités de nature assez diversifiées (économique, prestige, pouvoir, etc.). Plutôt que de partager une conscience de classe, les individus partagent des positions de classe. Ces positions assurent la pérennité de la classe sociale elle-même<sup>37</sup>.

D'inspiration marxiste, le modèle soviétique affirmait l'existence d'une société composée de deux classes principales, celle des ouvriers et celle des paysans, en y ajoutant une « couche sociale » (du russe *prosloika*) afférente, l'*intelligentsia*, dont la raison d'être fut attachée à ces deux classes sociales. Ce modèle fut conçu en URSS par Staline, dans les années 1930 (voir FITZPATRICK, 1979 et 2002 ; BAILES, 1980 ; RADAEV et SHKARATAN, 1995). Ainsi, les critères de différenciation de la population étaient basés sur les rapports vis-à-vis des moyens de production, mais aussi sur la division entre travail manuel et travail non manuel (CHURCHWARD, 1973 ; STRMISKA, 1984), même si la vision officielle ne le laisse pas transparaître de manière explicite. Un trait particulier de cette structure sociale était l'absence de conflit entre les classes sociales/couches sociales. Selon certains auteurs (RYVKINA, 1989, p. 72 sq. ; YANOWITCH, 1986), cela s'expliquerait par la suppression de la propriété privée, mais aussi par les postulats de l'unité morale, politique et des intérêts de tous les groupes sociaux de la population soviétique.

---

<sup>36</sup> Selon MARX (1968, p. 67), « Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte [...] cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour soi. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe ».

<sup>37</sup> Pour une discussion sur les notions de *classe sociale*, *ordre*, *caste*, voir GROSSEIN (2005), BIDET (2009).

Comme nous l'avons vu, lors du recensement de 1930, plus de 80 % de la population moldave était occupée dans l'agriculture. Après 1950, le tableau des occupations de la population active change considérablement.

**Tableau 5:** La structure sociale des « classes » en RSSM, 1959-1985 (en %)

	<b>1959</b>	<b>1970</b>	<b>1979</b>	<b>1985</b>
Ouvriers	22,5	36,8	52,7	61,0
Paysans (kolkhoziens)	67,7	49,7	29,8	16,2
<i>Intelligentsia</i>	9,8	13,5	17,5	22,8
Total	100	100	100	100

**Source :** ZAGORODNAYA et ZELENCHUK (1987, p. 38), pour les années 1959, 1970 et 1979 ; TIMUS (1987, p. 9), pour 1985.

Les données ci-dessus (Tableau 5) révèlent une dynamique importante de toutes les classes sociales, de 1959 à 1985. Ici, nous n'analyserons pas en détail les changements intervenus à la hauteur de tous les éléments qui ont structuré l'espace social durant la période mentionnée. On retiendra, pour la suite de notre travail, que le changement social le plus important a été la création de ladite *intelligentsia*.

La lecture du Tableau 5 peut donner l'impression que le vrai changement social fut marqué par l'accroissement de la proportion des ouvriers, dont l'importance relative triple sur la période, et par la division de la proportion de kolkhoziens par 4. Toutefois, ces deux classes sociales distinctes conformément à la doctrine soviétique de la structure sociale, ont eu la particularité d'être souvent superposées : 40% d'ouvriers étaient en même temps des kolkhoziens, et vice versa. Ce phénomène était dû aux défaillances des statistiques soviétiques : les données sur le nombre de paysans kolkhoziens et d'ouvriers variaient de manière significative d'une saison à l'autre. Par exemple, au mois de juillet 1971, le nombre de kolkhoziens s'élevait à 725 100 personnes. Au mois de janvier de l'année suivante, une diminution significative (de plus de 44 %) de cette catégorie sociale fut enregistrée, arrivant à 320 900 personnes. L'explication de ces fluctuations statistiques se trouve dans l'emploi de la main-d'œuvre rurale et notamment paysanne dans l'industrie pendant l'hiver, quand il n'y avait pas de travail dans les champs. Selon LIVEZEANU (1981, Part 1), presque la moitié de kolkhoziens travaillaient en tant qu'ouvriers dans l'industrie agroalimentaire.

Quant à la « couche » sociale de l'*intelligentsia*, ses rangs ne cessent d'augmenter tout au long des années soviétiques. Si au début de l'ère soviétique cette catégorie sociale représentait moins de 1 % de la population active, en fin de période, la part de cette catégorie dans la population active dépassait les 20 %. En termes absolus, les effectifs de

l'intelligentsia sont passés de 37 500 personnes, en 1945 (FED'KO, 1970, p. 37), à 95 000, en 1950, et 175 000, à la fin des années 1950 (ZAVTUR, 1977, p. 351), pour arriver à 450 000 personnes, en 1985 (TIMUS, 1987, p. 9).

Étant données les conditions socioculturelles, économiques et politiques évoquées ci-dessus, la structure sociale dans la Moldavie soviétique subit des modifications importantes avec l'expansion du travail non manuel. Il s'agit d'un travail qui exigeait un certain niveau d'études et qui, de ce fait, justifiait l'existence d'une *intelligentsia*, dont les membres étaient appelés, en Moldavie, des « intellectuels ». Nous reviendrons de manière plus détaillée sur la morphologie et les principales caractéristiques de cette couche d'« intellectuels » moldaves dans le Chapitre II (*infra*, p. 59). Arrêtons-nous, dans les lignes qui suivent, sur la construction politique et sociale de la notion d'« intellectuel ».

---

### **I.5 « Intellectuel » moldave : une notion politiquement et socialement construite**

Nous utilisons le terme « intellectuels » pour désigner des personnes diplômées de l'enseignement supérieur et de l'enseignement supérieur incomplet<sup>38</sup>, ne tirant pas leurs revenus d'une activité manuelle. Dans le langage soviétique, ce groupe résiduel d'individus enclavés entre la classe ouvrière et la classe paysanne était appelé *intelligentsia*. Le mot était employé par la plupart des travaux parus en URSS (hors la RSSM) ou ailleurs, portant sur des questions socioéconomiques.

En Moldavie, le mot *intelligentsia* subit une adaptation sémantique et fut remplacé par le mot « intelectuali » (« intellectuels »). Les récits de presse et plusieurs études publiés en RSSM, en langue « moldave »<sup>39</sup>, témoignent de cet usage. Le livre de BARCA,

---

<sup>38</sup> Degré qui se situe entre l'enseignement secondaire – prolongé jusqu'à 10 ans dans une école dite de culture générale (*scoala medie de cultura generala*) – et l'enseignement supérieur. La différence entre ces deux degrés consistait dans la durée de l'apprentissage : trois ans pour l'enseignement supérieur incomplet et cinq pour l'enseignement supérieur.

<sup>39</sup> La langue « moldave » représente une invention idéologico-politique du pouvoir stalinien, qui a servi d'instrument de base à la construction d'une identité « moldave ». En réalité, ainsi que le montrent plusieurs chercheurs après la chute de l'URSS (voir VILKOU-POUSTOVAIA, 2009), la langue « moldave » n'est autre que la langue roumaine. En 2006, l'Académie des Sciences de Moldavie s'est prononcée à ce sujet et a dénoncé le syntagme « langue moldave ». Cette controverse a fait l'objet de nombreux colloques internationaux, organisés par l'Académie Roumaine. À ce jour, les linguistes sont unanimes : la langue « moldave » n'existe pas. Dans l'ancienne RSSM, l'usage de l'expression « langue roumaine » au lieu de « langue moldave » était susceptible de peine judiciaire et d'exclusion de la vie sociale. L'ouverture, dans les années 1990, d'une partie des archives du KGB en témoigne. La quasi-intégralité des textes publiés avant 1990 véhicule l'expression « langue moldave ». Afin de rester cohérents dans l'usage que nous en faisons

*Intellectualitatea Moldovei Sovietice : pregătirea cadrelor de specialiști în RSSM* (L'intellectualité de la Moldavie Soviétique : la préparation des spécialistes en RSSM), paru à Chisinau en 1971, emploie le terme *intellectual* et traite, en effet, de ce que le lecteur connaît plutôt sous le nom d'*intelligentsia* (soviétique). Le *Dictionnaire politique*, traduit du russe en « moldave » en 1986, fait savoir que :

« *Intellectualitate* (fr. *intellectualité*, du mot latin *intellectus* – esprit) – couche sociale, qui, d'un point de vue professionnel, fait un travail intellectuel complexe et créatif. Dans les sociétés bourgeoises, l'intellectualité n'est pas homogène d'un point de vue social et, par ses intérêts et ses conceptions, elle peut adhérer à diverses classes. [...] Avec la victoire du socialisme, on assiste à la création d'une intellectualité populaire, socialiste. Dans les conditions du socialisme avancé, l'étendue numérique, ainsi que le rôle de l'intellectualité dans la société s'accroît et l'alliance entre la classe ouvrière, la paysannerie kolkhoziennne et l'intellectualité se renforce ». (DP, 1986, p. 119)

Dans la phase de soviétisation moldave, cette adaptation sémantique s'est inscrite dans un cadre psychosocial hérité de la période pré-soviétique. Les différents changements intervenus dans la politique linguistique, depuis la création de la RASSM, ont apporté une touche de plus à ce processus. Pour une meilleure compréhension de notre propos, il convient d'apporter quelques précisions d'ordre historique au sujet de la question linguistique moldave et de son impact sur l'emploi des mots « *intelligentsia* » et « *intelectuali* ».

En 1929, le linguiste Leonid Madan, a publié, à la demande de Moscou<sup>40</sup>, une *Grammaire de la langue moldave*. Le livre se concentrait sur des questions d'orthographe « moldave », d'un côté, et de lexique « moldave », d'un autre côté. Les moyens auxquels Madan eut recours pour parvenir à la construction d'une nouvelle « langue » ont été les suivants :

- Mettre en écriture « la façon de prononcer » en RASSM et en Bessarabie, car elle était différente de celle courante en Roumanie ; en appuyant sur la « façon de prononcer » spécifique aux Moldaves, Madan argumentait l'existence d'une tradition plus ancienne de la langue « moldave » par rapport à la langue roumaine.

---

dans le présent travail, l'expression « langue moldave » (entre guillemets) sera employée lorsqu'il s'agira de la période soviétique et l'expression *langue roumaine* (sans guillemets) pour parler de la période postsoviétique.

<sup>40</sup> Notons que, la période d'entre-deux-guerres en Bessarabie et surtout en RASSM pourrait être caractérisée de « guerre politico-culturelle », car la politique culturelle des Soviétiques a connu plus de changements entre les années 1925 et 1941, qu'entre les années 1945 et 1989 (PARMENTIER, 2003, p. 28).

- Importer des mots russes en « moldave » (par exemple, utiliser le russe *slovar'* au lieu du roumain *dictionar*, pour désigner le dictionnaire).
- Remplacer les néologismes roumains avec des correspondants artificiellement fabriqués (par exemple, remplacer le roumain *autoadministrare*, qui désigne l'autogestion, par le *singurcarmuiri*, composé de *singur* = « tout seul », et *carmuire*, mot archaïque qui désigne l'« administration » (corp administratif) et l'« action d'administrer »).

Les résultats de ce travail s'avérèrent peu probants. Devant l'entreprise de la promotion à tout prix des parlers locaux de la rive gauche du Dniestr (RASSM) et ceux de Bessarabie, les habitants des deux côtés n'arrivaient plus à se comprendre entre eux. En se lançant dans cette aventure linguistique, Madan omettait l'omniprésence de l'analphabétisme à la charnière des années 1930, tant en Bessarabie qu'en RASSM. Ainsi, Moscou ne fut pas convaincu de cette création linguistique<sup>41</sup>.

Dès lors, la langue roumaine ne subit pas de modifications essentielles, entre 1932 et 1938. Très peu de mots russes firent leur entrée dans le vocabulaire des habitants de Bessarabie. Quant au mot *intelligentsia*, il n'y est passé non plus. C'est le mot roumain « intellectuel » qui y faisait carrière. Les écrits des années 1930 montrent que le qualificatif « intellectuel » désignait la population instruite. Dans un contexte d'analphabétisme généralisé, avoir un minimum d'études (savoir lire et écrire) faisait d'une personne un « intellectuel », dans le sens sociologique du terme, à savoir un « producteur et/ou transmetteur des connaissances »<sup>42</sup>. Parfois, on attribuait abusivement ce qualificatif à des individus ayant seulement quelques années de scolarisation. Aujourd'hui même, on rencontre de tels usages. Ainsi récemment, dans une émission télévisée – *Controversele Istoriei* (Les Controverses de l'Histoire) – diffusée par la chaîne culturelle roumaine *TVR Cultural*, le 10 novembre 2011, un des invités, Sergiu Musteata – jeune historien moldave – affirma qu'« [avoir] deux années de scolarisation chez les roumains avait une signification importante. Nos grands-parents, pouvaient même ainsi être considérés d'"intellectuels" » (PUZDREAC, 2011, 21').

---

<sup>41</sup> Dans un article de 1934, publié dans le journal *Krasnaya Bessarabiya* (La Bessarabie rouge) par Lehtman B., l'auteur critique le soi-disant « madanisme » (du nom de Leonid MADAN), en traitant ces adeptes de « contrerévolutionnaires bourgeois et nationalistes ». Voir le document intégral (en russe) dans GRIBINCEA et alii (2004, p. 208 sqq.).

<sup>42</sup> Voir les nombreux articles parus, entre 1920 et 1939, à Chisinau et à Balti, dans les revues *Scoala Basarabeana* (L'école de Bessarabie), *Scoala* (L'école), *Revista Asociatei Invatatorilor din orasul si judetul Balti* (La revue de l'Association des Enseignants de la ville et du district de Balti), qui parlent du rôle de la population instruite dans l'« élévation culturelle » des masses paysannes de Bessarabie : MOLDAVICA (2010).

À partir de 1938, l’alphabet cyrillique fut introduit en RASSM et ainsi le projet de la construction d’une langue « moldave », différente de celle roumaine, revint sur l’agenda idéologique dans la région. Les autorités soviétiques se sont attelées à transposer bon nombre d’expressions<sup>43</sup> et de mots russes vers le moldave via l’alphabet cyrillique (Tableau 6).

**Tableau 6 :** Exemples des mots roumains qui, selon les autorités soviétiques, « obstruaient »<sup>44</sup> la langue « moldave », 1938

Russe (cyrillique et translittération en alphabet latin)	Moldave (cyrillique et translittération en alphabet latin)	Roumain (alphabet latin)	Français
Час (chas)	Час (chas)	Ora	Heure
Газета (gazeta)	Газетэ (gazeta)	Ziar	Journal
Против (protiv)	Димпотривэ (dimpotriva)	Invers	Contre/au contraire/inversement
Зарплата (zarplata)	Платэ (plata)	Salariu	Salaire
Время (vremya)	Время (vremya)	Timp	Temps
Завод (zavod)	Завод (zavod)	Uzina	Usine
Неграмотный (negramotnyy)	Некэртуар (necarturar)	Analfabet	Analphabète

**Source :** extrait de AOSPRM, F. 32, Inv. 1, D. 640, p. 48 sq. cité par GRIBINCEA et alii (2004, p. 318 sq.)

Curieusement, le mot russe *intelligentsia*, dont l’usage aurait eu plus de légitimité, de par son internationalisation, fit défaut dans la langue « moldave ». Comment expliquer cette omission ?

#### ***a. « Intellectuel » – avatar de l’état psychosocial de la Bessarabie pré-soviétique***

Malheureusement, nous n’avons trouvé aucun document qui analyserait cette adaptation sémantique du mot *intelligentsia* à celui roumain d’*intelectual*. Toutefois, nous tenterons une hypothèse à ce propos, à la lumière de la tradition structuraliste de LÉVI-

<sup>43</sup> Afin d’illustrer ce phénomène, prenons l’exemple suivant : la formule russe *svidetel’stvo o rozhdenii* (littéralement *témoignage de naissance*, à savoir *acte de naissance*) a été traduite en langue « moldave » par *adeverinta* (du verbe *a adeveri* = confirmer, témoigner) de *nastere* (de naissance). La traduction roumaine aurait été *certificat de nastere* (certificat de naissance). Ces phénomènes linguistiques étaient fréquents surtout dans le langage administratif. Pour une analyse de la problématique linguistique dans la RASSM notamment, concernant les origines de cette ingénierie, voir NEGRU (2003). Pour un recueil de documents d’archives et d’article de presse, parus en RASSM, entre 1924 et 1940, dans des publications célèbres de l’époque, telles *Plugarul rosu* (L’agriculteur rouge) ou *Krasnaya Bessarabiya* (La Bessarabie rouge), voir GRIBINCEA et alii (2004).

<sup>44</sup> Traduit du russe, *zasoryayushchikh* (infinifit : *zasorit*’).

STRAUSS (2009)<sup>45</sup>, à savoir : la notion d'« intellectuel » a été forgée par le sens commun<sup>46</sup> et a été socialement transmise au sein de la société moldave. Dans la Bessarabie pré-soviétique, le mot *intellectual* était employé par opposition au mot *taran* (*paysan*). Les deux mots étaient reliés par une relation qui traduisait, d'une part, l'arrangement socio-éducatif de la Bessarabie (alphabète *versus* analphabète) et, d'autre part, les institutions (les règles formelles) venant bouleverser cet arrangement (par l'effort de l'administration roumaine d'« instruire les paysans »). L'inertie sociale dont faisaient preuve les paysans de Bessarabie vis-à-vis de ces règles institutionnelles avait configuré cette relation « *intellectuel* »/*paysan* sous un double aspect. Paradoxalement, l'« intellectuel » était à la fois un « paresseux » (ne voulant pas travailler la terre) et quelqu'un digne de respect, par le travail qu'il accomplissait. En d'autres termes, le travail de l'« intellectuel » était perçu comme une dépense inutile pour la communauté villageoise (PETRESCU, 2007, p. 134 sq.) et, en même temps, son travail attirait l'estime et le respect des paysans. On expliquera cette attitude antinomique par le fait que, pour les paysans, la scolarisation impliquait une double dépense : la perte de la force de travail gratuite, fournie par leurs enfants, et le coût de leur scolarisation. De ce fait, l'impossibilité de scolariser son enfant en vue d'une « meilleure vie » rendait conflictuel le rapport *paysan*/« *intellectuel* ». En même temps, les services rendus par l'« intellectuel » dans la gestion des droits de propriété, entre autres, et les vertus de son instruction plaçaient celui-ci sur un échelon social supérieur.

Le clivage *alphabète/analphabète* se traduisait, dans l'imaginaire social, par une société duale, avec d'un côté les « intellectuels » et de l'autre les paysans, sans classe sociale intermédiaire. Selon CIOBANU (1993, p. 73 sq.), le sommet de la pyramide sociale de Bessarabie était représenté par l'« intellectualité », à laquelle on opposait la base de la pyramide, constituée « d'une classe sociale paysanne, profondément ignorante, [au sein de laquelle] le paysan [était] abêti par la misère et par les superstitions ».

---

<sup>45</sup> Selon Claude LÉVI-STRAUSS (2009, p. 71 sq.), « Le langage est un phénomène social. Parmi les phénomènes sociaux, c'est lui qui présente le plus clairement les deux caractères fondamentaux qui donnent prise à une étude scientifique. D'abord, presque toutes les conduites linguistiques se situent au niveau de la pensée inconsciente. [...] Enfin, le défaut d'appréhension intuitive persiste, même quand nous formulons les règles grammaticales ou phonologiques de notre langage ».

<sup>46</sup> L'analyse sociologique a longtemps contesté les notions issues du sens commun ou de la connaissance ordinaire. Selon Albert OGIEN (voir MESURE et SAVIDAN, 2006, p.188), « la notion de “connaissance ordinaire” pose toujours une question liminaire : nomme-t-elle une vraie connaissance ? ». En référence à John Dewey, l'auteur continue : « Une bonne façon d'écarter cette question consiste à admettre [...], que connaissance scientifique et connaissance ordinaire sont deux manières différentes de conduire ce qu'il [DEWEY] nomme “l'enquête”, c'est-à-dire l'engagement dans le monde tel qu'il se réalise dans la résolution de problèmes pratiques. »



Par conséquent, le mot « intellectuel », mis en relation avec celui de « paysan », se charge d'une fonction symbolique importante, qui reflète les clivages sociaux *analphabète/lettré, arriération/progrès*.

La « révolution culturelle », entamée par le pouvoir soviétique dans les années 1940, eut l'ambition de remplacer cette représentation dans l'imaginaire social de l'antinomie *intellectuel/paysan* par le trio institutionnel *ouvrier/paysan/intelligentsia*. Or, ce trio englobait une fonction sociale symbolique, similaire à celle qui caractérisait la relation *intellectuel/paysan*. « Intellectuel », dans un cas, comme dans un autre, représentait *le progrès* et le mot se chargeait d'un sens sociologique.

Dans ce contexte de construction d'une nouvelle langue « moldave », selon nous, c'est en raison de la tension décrite précédemment qu'au mot russe « intelligentsia » fut substitué le terme roumain « intellectuel ».

#### ***b. L'importance de l'idéologie soviétique dans la construction sociopolitique de la notion d'« intellectuel » moldave***

Dans le nouveau contexte soviétique, le label « intellectuel » se circonscrit à deux phénomènes sociaux, liés à l'ancienne antinomie sémantique « *intellectuel* »/ *paysan*. D'une part, le mot « intellectuel » renvoie à l'émancipation des anciens *paysans* qui, dans les nouvelles configurations économique-politiques, voyaient leurs chances d'éducation, et donc d'ascension sociale, augmentée. C'était une occasion de plus pour effacer l'image négative de l'ancien « intellectuel » aux yeux du *paysan*. D'autre part, l'idéologie soviétique tâcha de renforcer l'image positive de l'« intellectuel » sous trois aspects principaux.

Le diplôme scolaire – ce capital culturel institutionnalisé, comme l'appelait Pierre Bourdieu<sup>47</sup> – acquiert, avec l'arrivée du pouvoir soviétique, une reconnaissance sociale, en rupture avec les attitudes hostiles manifestées par les paysans moldaves dans les années pré-soviétiques. De ce fait, le diplôme scolaire devient une marque de distinction sociale. Ce processus fut renforcé par la nouvelle structure ethnique et éducative de la population de la RSSM : comme nous l'avons déjà vu, dans les premières années de pouvoir soviétique en Moldavie, le problème des cadres diplômés a été partiellement

---

<sup>47</sup> Selon BOURDIEU (1986, p. 245), il existe trois formes de capital culturel qui sont complémentaires : le capital culturel *incorporé*, qui est basé sur les dispositions intellectuelles d'une personne ; le capital culturel *objectif*, qui se réfère aux biens culturels possédés (livres, tableaux, etc.) ; le capital culturel *institutionnalisé*, qui est représenté, *grosso modo*, par les diplômes.

résolu grâce à l'immigration des Russes ; l'hégémonie de la population russe découlait en partie de son statut ethnique, mais aussi de son niveau d'instruction plus élevé que celui de la population indigène ; le diplôme, pour un moldave, devenait ainsi un moyen susceptible d'effacer une partie de ces différences.

### Encadré 3 : Le terme *intellectuel* dans la tradition française

En France, le terme *intellectuel* a été forgé à l'occasion de l'affaire Dreyfus<sup>a</sup>. Il prit tout son sens dans le manifeste *J'accuse !* d'Emile Zola. Employé dans un sens péjoratif, *intellectuel* renvoyait à une rupture entre la pensée abstraite et la réalité de la vie, constatée chez certaines personnalités qui se mêlaient de sujets (politiques) qu'ils ignoraient. L'usage du terme sera de plus en plus fréquent au cours du XX<sup>e</sup> siècle, s'y développant dans le cadre des réflexions sur le rapport entre une société démocratique, d'une part, et le pouvoir de *l'esprit*, d'autre part. Le débat historique sur le terme français est, donc, indissociable de l'histoire des idées politiques véhiculées dans la France du XX<sup>e</sup> siècle.

On trouve un riche matériel à propos de ce débat dans le *Siècle des intellectuels* de Michel WINOCK (1997). L'auteur distingue trois périodes symboliques dans l'évolution de la notion d'*intellectuel* français, jusqu'à la fin du siècle passé.

La première s'étend de l'affaire Dreyfus jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale et se caractérise par l'affrontement entre deux modes de pensée : le dreyfusisme, qui milite pour la justice et la vérité, et l'antidreyfusisme, qui défend la nation et la raison supérieure de l'État et des valeurs universalistes.

La deuxième période correspond à l'*entre-deux-guerres*, lorsque le facteur structurant du débat devint le bolchevisme. Les adeptes du bolchevisme défendaient l'« indépendance de l'esprit », alors que leurs opposants prônaient l'ultra patriotisme et l'anticommunisme. Dans ce contexte est né le travail de Julien BENDA (2003)<sup>b</sup>, *La trahison des clercs*, qui fait la critique de l'engagement politique intéressé. Dans la préface de l'édition de 1946<sup>c</sup>, Benda écrivait : « Les hommes dont la fonction est de défendre les valeurs éternelles et désintéressées, comme la justice et la raison, et que j'appelle les clercs, ont trahi cette fonction au profit d'intérêts pratiques » (BENDA, 2003, p. 5). Tout en inscrivant son analyse dans un thème plus général, qui porte sur le progrès de l'humanité et sur la réconciliation des classes sociales à l'aide des valeurs démocratiques, l'auteur « dénonçait » l'abandon de la part des clercs, c'est-à-dire des intellectuels, de tout idéal humaniste.

La troisième période commence à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale et elle est caractérisée par « la voix » des intellectuels dits « de gauche » (vision exprimée notamment par Jean Paul Sartre), qui se prononce en faveur d'une justice sociale. Raymond ARON (2002) représente, pour sa part, une des figures importantes qui se sont opposé au mode de pensée de Sartre. Pour ARON (2002, p. 220 sq.), l'intellectuel représente « un homme d'idées », dont l'activité professionnelle s'inscrit dans trois démarches : la critique technique (qui suggère des mesures atténuant les maux), la critique morale d'une société (telle l'aliénation du capitalisme) et la critique idéologique et historique.

---

<sup>a</sup> Lorsqu'en 1894 le capitaine français Alfred Dreyfus fut accusé d'avoir fourni de l'information militaire secrète aux Allemands – alors ennemis de la France –, plusieurs personnalités françaises, parmi lesquelles on comptait l'écrivain Emile Zola, réagirent publiquement contre la décision du Tribunal militaire de condamner à perpétuité et de déporter sur l'Île-du-Diable le capitaine Dreyfus. Pour une chronologie de l'affaire Dreyfus, voir MOUHOU (2006, p. 207-244). Pour une analyse détaillée des intellectuels, depuis l'affaire Dreyfus jusqu'à nos jours, voir ORY et SRINELLI (1992) et WINOCK (1997).

<sup>b</sup> La première édition de cet ouvrage date de 1927.

<sup>c</sup> Le livre fut réédité plus de 50 fois dans les vingt premières années de son existence (KURZMAN et OWENS, 2002, p. 65).

Le rôle d'avant-garde du « progrès » de la société moldave soviétique, attribué par l'idéologie soviétique aux « intellectuels », eut une influence significative sur leur distinction du reste de la population. Les possesseurs d'un diplôme d'études supérieures et supérieures incomplètes commencèrent à prendre au sérieux ce « rôle ». Ceci donna naissance à des comportements, des styles de vie et des statuts sociaux<sup>48</sup> distincts au sein de la société moldave. Pour toutes ces raisons, il nous semble plus pertinent d'employer le terme d'« intellectuel » dans son acception « moldave », car il traduit une importante partie de l'histoire sociale et politique de la Moldavie de l'*entre-deux-guerres* – héritage historique non-négligeable pour l'analyse de la soviétisation de la région.

Il convient d'avertir notre lecteur que le mot « moldave » « intellectuel » ne doit pas être confondu avec celui d'« intellectuel » courant dans la tradition française (voir Encadré 3), définie par le prisme des fonctions contestataires de l'intellectuel vis-à-vis du pouvoir public. La définition française de l'*intellectuel* est indissociable de l'évolution des idées politiques et sociétales qui ont caractérisée les différentes périodes du XX<sup>e</sup> siècle. C'est aussi le cas des « intellectuels » moldaves, à la différence que ceux-ci représentent un ensemble d'individus réunis sous un tel label par un transfert institutionnel soviétique et une adaptation sémantique accomplie par la population moldave. Afin de marquer cette distinction, nous mettrons le terme, rapporté à la société moldave, entre guillemets.

---

<sup>48</sup> Le *statut social* se définit par le prisme de la position sociale occupée par un individu et les rôles sociaux qui s'attachent à cette position. Voir GOFFMAN (1987) et LAHIRE (1998).

## Chapitre II

### Les « intellectuels » en RSSM

Dans le chapitre précédent, nous avons reconstitué les conditions historiques ayant mené à la soviétisation moldave. Nous avons vu que la transformation systémique survenue en Moldavie, à l'aube des années 1940, s'est traduite, d'un point de vue économique, par une industrialisation et une urbanisation rapides et, d'un point de vue socioculturel, par une alphabétisation des masses. La constitution de la catégorie institutionnelle des « intellectuels » moldaves, inscrite dans le projet sociétal soviétique, fut le produit d'une synthèse entre la politique économique et la politique culturelle soviétique, en RSSM. Le résultat obtenu fut un ensemble hétérogène d'individus.

En ce qui suit, nous tâcherons de démêler cette hétérogénéité. Cela nous permettra de dégager les critères qui ont fondé des hiérarchies au sein du groupe des « intellectuels » moldaves. Notre analyse portera sur deux dimensions de la stratification sociale : la position sociale, puis l'allocation et la distribution des ressources<sup>49</sup>. Il apparaît difficile d'analyser ces deux dimensions de manière autonome. Elles sont interdépendantes et se renforcent réciproquement. Pour cette raison, tout en suivant le schéma tracé par Pierre Bourdieu, nous parlerons d'espèces de capitaux (économique, culturel, politique, social<sup>50</sup>), formant un système dans ce que le sociologue français a appelé *capital symbolique*, c'est-à-dire « n'importe quelle espèce de capital (économique, culturel, scolaire ou social), lorsqu'elle est perçue selon des catégories de perception, de principes de vision et de division, des systèmes de classement, des schèmes classificatoires, des schèmes cognitifs, qui sont, au moins pour une part, le produit de l'incorporation des structures objectives du champ considéré, c'est-à-dire de la structure de la distribution du capital dans le champ considéré » (BOURDIEU, 1994, p. 161).

---

<sup>49</sup> Dans le cadre théorique de l'économie néoclassique, l'allocation – distribution des biens et des services – et la distribution des ressources – répartition des revenus – sont traités en tant que processus séparés. Ici, à l'instar de KORNAÏ (1984, p. 391), nous considérons que « chaque mécanisme d'allocation a des conséquences en matière de répartition ».

<sup>50</sup> Nous discutons de manière détaillée le concept de *capital social* dans le Chapitre III, *infra*.

---

## II.1 Marquer la frontière entre *eux* et *nous*

L'idéologie soviétique fit du diplôme une marque de distinction sociale. En même temps, le poids du diplôme, en tant que critère de distinction, fut relativisé par l'inscription des « intellectuels » dans un système dont une des caractéristiques principales fut la centralisation des décisions. Ainsi, le poids du diplôme s'est vu relativisé par deux facteurs : *la hiérarchie du pouvoir* et *les catégories socioprofessionnelles hiérarchisées*.

### a. *Hiérarchie du pouvoir versus capital culturel*

Le projet stalinien des classes sociales, évoqué dans le chapitre précédent, a fait de la classe ouvrière la locomotive qui aurait mené la société vers « le communisme ». En même temps, et en conformité avec la vision marxiste, le Parti était l'avant-garde du prolétariat et sa mission « révolutionnaire » était aussi celle de parvenir au stade de développement « communiste ». Mais, comme le note FITZPATRICK (2002, p. 33), « la notion d'avant-garde dépassait largement la question de classe sociale. [...] Dans les années 1930, avec l'évolution de la vieille idée révolutionnaire vers celle de mission civilisatrice, le parti finit par se considérer non seulement comme une avant-garde politique mais aussi comme une avant-garde culturelle [... et] la supériorité intellectuelle revendiquée par le parti semble avoir été acceptée par une grande partie de la population. » Dès lors, continue l'auteur cité, Staline forgea le terme soviétique d'« intelligentsia » – que nous-mêmes désignons par celui d'« intellectuels » –, attribué à la nouvelle élite, constituée essentiellement par des fonctionnaires et administrateurs.

La démarche de Staline a laissé place à des ambiguïtés, en réduisant l'ensemble des « intellectuels » – en possession d'un capital culturel institutionnalisé et exerçant un travail non-manuel – au groupe des gouvernants, à l'élite politique, à la *nomenklatura*<sup>51</sup>, qui jouissait d'importants privilèges<sup>52</sup>. Ceci fit place à un large débat autour du processus de

---

<sup>51</sup> La *nomenklatura* désignait une liste de postes dirigeants, à tous les niveaux hiérarchiques du système, postes qui étaient distribués directement par le CC du PC. En raison des privilèges (matériels) procurés par ces fonctions, les individus titulaires formèrent un groupe dominant – appelé la *nomenklatura* –, possesseur d'un important pouvoir politique. « La notion de la *nomenklatura* s'est imposée comme celle d'un véritable groupe dominant, avec des individus au même statut social, avec le même système de valeurs, des comportements convergents » (MINK et SZUREK, 1998, p. 7).

<sup>52</sup> La sociologie ne donne pas une définition exacte du « privilège ». Cela s'explique par la difficulté de l'évaluer de manière objective, le « privilège » étant le produit des considérations subjectives, telles les opinions et les représentations que les individus se font des inégalités sociales.

recrutement au sein de la *nomenklatura*<sup>53</sup>, d'une part, et de la redistribution des ressources dans les sociétés de type socialiste, d'autre part.

Parmi les travaux ayant tout particulièrement suscité des réactions au sujet des « intellectuels », associés à la *nomenklatura*, nous trouvons ceux des chercheurs hongrois KONRAD et SZELENYI (1979), *La marche au pouvoir des intellectuels*. En partant d'une position théorique et épistémologique marxiste et polanyienne à la fois, les deux auteurs considèrent le socialisme est-européen comme un système de redistribution rationnelle, « un type *sui generis* de la croissance économique, un schéma à part de l'organisation économique, qui relève d'un modèle de civilisation et d'une finalité culturelle originaux, d'ailleurs intimement liés aux antécédents socio-historiques de l'Europe de l'Est » (KONRAD et SZELENYI, 1979, p. 16). Ce système est caractérisé par une *téléologie culturelle* qui résulte des *spécificités sociohistoriques* de ces pays. Plus exactement, il s'agit de l'attachement des « intellectuels » à la Cour Impériale (en tant que serviteurs), à travers les positions administratives qu'ils occupent<sup>54</sup>.

Selon Konrad et Szelenyi, historiquement, les « intellectuels » des pays de l'Europe de l'Est n'ont pas été organisés dans une classe sociale, mais ils ont alimenté et entretenu des appareils bureaucratiques importants (surtout dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à la première guerre mondiale). L'avènement de l'idéologie socialiste et sa victoire dans les pays de l'Europe de l'Est a influencé ces « intellectuels » et les a conditionnés vers l'adhésion à l'idéologie en question, devenant souvent des « révolutionnaires professionnels », comme ce fut le cas de Lénine. C'est de cette manière que le *pouvoir* y fut légitimé par un *savoir intellectuel*.

Au sein du système socialiste nouvellement instauré, affirment les auteurs cités ci-dessus, la hiérarchie sociale était établie en fonction de ce mode de légitimation du pouvoir. Par conséquent, le savoir intellectuel, qui « gratifie matériellement et légitime [...] [le] pouvoir » (KONRAD et SZELENYI, 1979, p. 41), légitime également le droit des

---

<sup>53</sup> Le processus de recrutement au sein de la *nomenklatura* fut largement étudié et analysé par le prisme de quelques approches dominantes : 1) le **paradigme de la société totalitaire** – fondé sur l'importance du *critère politique* dans la sélection et le recrutement des élites ; ce qui déterminait l'avenir d'un membre du Parti était la loyauté envers les buts politiques et idéologiques du Parti communiste (BRZEZINSKI, 1962) ; 2) le **paradigme moderniste**, conformément auquel l'industrialisation de l'économie socialiste exigeait, en dehors de la loyauté politique, des *compétences techniques* ; le critère éducationnel devient important dans l'étude de ce processus (INKELES, 1960 ; CONNOR, 1979 ; LANE, 1982) ; 3) la *new class theory*, qui combine les deux premières approches (critère politique et compétences techniques). Les adeptes de ces trois approches (PARKIN, 1971 ; GIDDENS, 1973 ; KONRAD et SZELENYI, 1979 ; JOWITT, 1992) considèrent que le critère politique fut le plus important dans la phase initiale de construction de l'État socialiste et que le critère éducationnel le devint dans la phase « post-construction », débutée dans les années 1960.

<sup>54</sup> Selon les mêmes auteurs, cette situation était différente de celle des pays de l'Europe Occidentale, où les *intellectuels* avaient le rôle d'idéologues organiques de la bourgeoisie.

« intellectuels » de contrôler les moyens de production et de s'approprier le surproduit social. De cette manière, les sociétés de type socialistes de l'Europe de l'Est se retrouvent divisées en deux classes antagonistes, « les oppresseurs », c'est-à-dire la classe des « intellectuels » – organisés autour de la redistribution des ressources – et « les opprimés », c'est-à-dire le reste de la société, démunis du droit d'exercer un contrôle sur les moyens de production.

Selon STRMISKA (1984, p. 306), l'analyse de Konrad et Szelenyi emprunte à la doctrine officielle sur la structure des sociétés de type socialiste la vision moniste, qui présuppose que les rapports aux moyens de production déterminent le statut de classe. En faisant ainsi, les auteurs hongrois décrivent donc une structure de la société qui oppose *eux*, les « intellectuels », et *nous*, le reste de la société. Or, cette conception soulève deux problèmes, qui résultent des critères choisis pour expliquer la stratification sociale, tant du point de vue de la position sociale, que du point de vue de la distribution des ressources.

Le premier réside dans la corrélation établie entre le savoir intellectuel et le pouvoir. Certains auteurs (FEHER *et alii*, 1983, p. 120) qualifient de « perverse » l'association du groupe des « intellectuels » au pouvoir, tout en argumentant que la majorité de ceux constituant le groupe en question est restée en dehors de l'appareil du pouvoir. D'autres ont vu dans le raisonnement des deux auteurs une sorte de crédulité traduite par l'acceptation des apparences idéologiques en tant que réalités (STRMISKA, 1984, p. 354). D'autres encore ont démontré que les mécanismes de promotion au sein de la *nomenklatura* ne reposaient pas nécessairement sur des principes méritocratiques ou sur les facultés intellectuelles des officiels (NOVE, 1986, p. 222).

Le deuxième problème est lié au fait que KONRAD et SZELENYI (1979) accordent une importance quasi exclusive au facteur politique dans l'analyse de la redistribution des ressources. D'ailleurs, on retrouve cette approche dans maintes études sur les sociétés de type socialiste (FEHER *et alii*, 1983 ; EYAL *et alii*, 1998 ; SURUBARU, 2007). Or, Bernard CHAVANCE (1999, p. 300) attire l'attention sur l'ambiguïté d'une telle interprétation dans la définition et l'analyse du système économique socialiste, amenant à dire que le politique exerce un contrôle absolu sur l'économie et la société<sup>55</sup>.

---

<sup>55</sup> Pour plus de détails sur la répartition des ressources, voir *infra*, Chapitre IV, p. 81 sqq.

Rapportée à la terminologie que nous employons ici, l'analyse de Konrad et Szelenyi laisse entendre que le capital culturel incorporé procure du capital politique<sup>56</sup> – principale espèce de capital qui aurait fondé la hiérarchie sociale et aurait contribué à l'accumulation du capital économique. Or, comme nous allons le voir à travers le cas moldave, si une corrélation existait entre le capital politique et le capital culturel, ce dernier se présentait sous une forme institutionnalisée (diplôme du supérieur ou du supérieur incomplet). Or, l'acquisition du diplôme ne reposait pas principalement sur le savoir. La reconnaissance académique de l'enseignement du Parti (GHEORGHIU, 2007) en apporte la preuve<sup>57</sup>. Plutôt que d'être légitimé par le capital culturel, tout laisse à penser qu'en RSSM le pouvoir fut légitimé par l'appartenance ethnique, ayant pour résultat l'institution d'une hiérarchie du pouvoir ethnicisée.

Avant d'illustrer ce phénomène, rappelons la forme prise par la hiérarchie du pouvoir dans le système socialiste. Thomas LOWIT (1979) parle d'une double *nomenklatura* : celle du Parti, d'un côté, et celle des organismes supérieurs de l'État, d'un autre côté. Les deux structures engendrent une hiérarchie verticale. Toutefois, la structure de l'administration était soumise à un processus de « double subordination » (CHAVANCE, 1992, p. 19), à la hiérarchie de l'administration elle-même et à la hiérarchie du Parti (*infra*, Tableau 7).

Il convient de s'arrêter brièvement sur la place occupée par le dirigeant (d'une organisation) au sein de cette structure du pouvoir, appelée par LOWIT (1979a) *Parti polymorphe*<sup>58</sup>. Il s'agit d'une structure articulée au croisement de la « double subordination », qui faisait du dirigeant le « maître » de l'organisation.

Ainsi que l'explique Bernard CHAVANCE (1992, p. 35)<sup>59</sup>, selon les règles de la bureaucratie, le directeur d'une entreprise se trouve sous le contrôle du ministère de tutelle.

---

<sup>56</sup> BOURDIEU (1994, p. 33 sq.), donne une brève explication sur l'applicabilité de l'analyse en termes de capitaux aux sociétés postsocialistes. Ainsi, lors d'une intervention en 1993 à Berlin, l'auteur explique qu'« Il faut donc faire l'hypothèse qu'il existe un autre principe de différenciation, une autre espèce de capital, dont la distribution inégale est au principe des différences constatées, notamment dans la consommation et dans les styles de vie. Je pense en fait ici à ce qu'on peut appeler *capital politique* et qui assure à ces détenteurs une forme d'appropriation privée de biens et des services publics. [...] On voit alors que le capital social de type politique qui s'acquiert dans les appareils des syndicats et des partis se transmet à travers le réseau des relations familiales, conduisant à la constitution des véritables dynasties politiques ».

<sup>57</sup> En RSSM, l'« École **républicaine** du Parti » devient, en 1956, l'« École **supérieure** du Parti ».

<sup>58</sup> C'est un « système spécifique – à la fois unique et ramifié – [qui] permet au Parti non seulement d'apparaître mais surtout d'agir, simultanément, sous des formes diverses c'est-à-dire de multiplier les moyens d'encadrement, d'action et aussi de contrôle, à partir d'un centre unique » (LOWIT, 1979a, p. 813).

<sup>59</sup> Voir également, FEHER *et alii* (1983, p. 48).



**Tableau 7** : La double subordination des « intellectuels » en URSS

	Les dirigeants	Les spécialistes	Les exécutants techniques
Le Parti	Dirigeants politiques à tous les niveaux (du CC du PCURSS jusqu'aux Secrétaires des organisations locales du Parti, des organisations du Parti au sein des entreprises et des organisations sociales)		
↓	Organisations (marchandes et non-marchandes) peuplant le système. En leur sein : ↓		
Le hiérarchie d'État			
→			
Le Gouvernement	Dirigeants (21)	Ingénieurs-techniciens et économistes (62)	Exécutants techniques, de contrôle et de surveillance (10)
	Chefs des services et des sections (81)	Spécialistes employés dans l'agriculture, la zootechnie, la pêche, la sylviculture (13)	Exécutants techniques chargés de la préparation de la documentation (13)
		Spécialistes employés dans le domaine de la médecine, de l'enseignement, de la science, de l'art et de la culture (95)	Exécutants techniques chargés de l'approvisionnement (10)
		Spécialistes employés dans le domaine des relations internationales (9)	
		Spécialistes du service juridique (11)	

**Source** : KSDS (1977, p. 6), données augmentées de nos propres observations.

**Note** : Le tableau est construit à partir de la classification officielle des emplois des fonctionnaires (*Edinaya nomenklatura dolzhnostey sluzhashchikh*), établie par le Ministère du Travail (le *Goskomtrud*) de l'URSS, en 1967 (nous avons consulté la version publiée en 1977). D'abord, on y opérait une classification en fonction du « caractère du travail » : dirigeants, spécialistes et exécutants techniques. Ensuite, au sein de chacun des groupes identifiés selon le « caractère du travail », on distinguait d'autres catégories, en fonction de l'« objet de la direction » (pour les dirigeants), du domaine d'activité (pour les spécialistes) et de la « nature du travail » (pour les exécutants techniques). Toute cette nomenclature comptait 325 catégories d'emplois (nous indiquons le nombre des catégories entre parenthèses).

**Lecture du tableau** : La ligne rose représente la hiérarchie du Parti (non indiquée dans ce tableau ; les échelons supérieurs du Parti dominent ceux inférieurs). La collone bleue représente la hiérarchie d'État. Selon le principe de la « double subordination », la hiérarchie du Parti domine la hiérarchie d'État et les organisations qui peuplent le système (suivre les flèches verticales). En même temps, la hiérarchie d'État domine les organisations peuplant le système (suivre la flèche horizontale). Les colonnes en blanc représentent, elles aussi, des niveaux hiérarchiques au sein des organisations (dirigeants, spécialistes, exécutants).

Ainsi, le ministère nomme ou destitue les dirigeants d'entreprise de leur fonction. Le comité du Parti, de son côté, chargé du contrôle de l'administration de l'entreprise, trouve son pouvoir atténué par l'appartenance du directeur au Parti. Étant donné que les syndicats représentent des « courroies de transmission » du Parti, les travailleurs sont exclus de la direction de l'organisation<sup>60</sup>. Selon Chavance, ce principe de l'« autorité sans partage »

<sup>60</sup> À ce sujet, Tatiana ZASLAVSKAYA (1983) écrivait ironiquement, dans son célèbre *Manifeste de Novossibirsk* (voir *infra*, Chapitre V, p. 106), que « Étant donné que les ressources sont par nature passives, qu'elles n'agissent pas, mais "s'utilisent", n'accomplissent pas d'actions, mais "fonctionnent", ne changent pas de lieu de travail, mais "se distribuent" et "se redistribuent", on ne peut attendre des gens, inscrits en qualité de "ressource de travail", qu'ils s'engagent dans des activités comme, par exemple, la participation à

(*edinonatchalie*<sup>61</sup>) du directeur, représente un élément important du *système traditionnel* socialiste (*supra*, note 27). Voyons maintenant comment la hiérarchie du pouvoir se conjugait avec le facteur ethnique lors du recrutement de la *nomenklatura* moldave<sup>62</sup>.

Notons d'abord que la population russe et ukrainienne (plus nombreuses en rapport avec les autres ethnies locales) résidait tout particulièrement dans les villes. Pour cette raison, les données statistiques sur cette population relèvent notamment du milieu urbain.

Nous appuierons notre analyse sur des exemples tirés de nos propres enquêtes de terrain. Au cours de l'été et de l'automne de 2007, nous avons recueilli des données empiriques à l'aide de deux enquêtes, une qualitative, par entretien semi-directif, et une autre quantitative, par questionnaire<sup>63</sup>. Il s'agit de données tirées de 21 entretiens approfondis, d'une durée moyenne d'une heure et demie, et de 128 questionnaires validés sur 140 utilisés (voir Annexe 2), appliqués à des personnes faisant partie de notre public cible. Nous avons choisi ces deux techniques de la recherche empirique, car elles s'avèrent être complémentaires. Les données qualitatives viennent expliquer ce que les données quantitatives font constater (BOURDIEU, 2002, p. 29).

Pour revenir sur la relation qui s'était établie entre la hiérarchie du pouvoir et le facteur ethnique, citons l'exemple suggestif de Valentina (venue de Russie), tiré de notre enquête qualitative :

« J'avais un état de santé fragile et le médecin m'a dit que je devais aller dans une région où il y avait beaucoup de fruits et de légumes<sup>64</sup>. J'ai ainsi envoyé au CC du PCRSSM une demande de transfert en Moldavie et j'ai reçu la réponse : "Venez ! Nous avons besoin des personnes comme vous dans l'administration. Nous vous assurerons le logement, une voiture de fonction et tout ce qu'il vous faut" ». (Valentina, âgée de 70 ans)

Notre interlocutrice fut « envoyée » de Russie en RSSM, en 1963. Dès son arrivée, elle prit la direction d'un jardin d'enfants de la ville de Criuleni (au Centre-Est de la

---

la direction, les initiatives créatrices, la lutte contre leurs propres idées » (traduction française tirée de MENDRAS et VERNET-STRAGGIOTTI, 1993, p. 93).

<sup>61</sup> Pour un aperçu historique du principe d'*edinonatchalie* sous le régime stalinien, voir KUROMIYA (1984).

<sup>62</sup> En 1980, la *nomenklatura* moldave comptait près de 16 000 personnes (AOSPRM, F. 51, inv. 52, D. 8, p. 2).

<sup>63</sup> Le lecteur trouvera un descriptif des deux enquêtes (données démographiques et socio-économiques sur les personnes interviewées/sondées, échantillon, etc.), dans nos Annexes 1 et 2.

<sup>64</sup> La propagande soviétique présentait la Moldavie comme « le pays des fruits et des légumes ». Un vers, célèbre en RSSM, du poète moldave Petru ZADNIPRU, fit de la « grappe de raisin » un motif littéraire qui renvoyait à la « prospérité » moldave dans le cadre de l'URSS : « Țara mea, Moldova mama/Vatra doinelor strabune/Ca un strugure de poama/Stai pe harta Uniunii » (*Moldavie, mère-patrie/Foyer des chansons ancestrales/ Tu es comme une grappe de raisin/Sur la carte de l'Union*). Voir, à ce sujet, l'analyse de CEPLEANU-GALTIER (1997).

Moldavie) et y demeura pendant quelques mois, avant d'obtenir le poste d'*inspecteur de district sur l'enseignement primaire*. À cette époque, nous l'avons vu, la Moldavie était encore en manque de main d'œuvre diplômée. Le niveau d'étude de Valentina (elle fit ses études en Russie, pendant 3 ans, dans un collège pédagogique) correspondait ainsi aux exigences (non élevées) pour occuper un poste de responsabilité en Moldavie. Toutefois, son niveau d'études (supérieures incomplètes) était insuffisant, pour nous permettre de dire que Valentina obtint cette promotion au sein de la *nomenklatura* grâce à des mobiles de type cognitif (connaissances acquises dans le cadre de ses études). Ce fut plutôt son appartenance ethnique qui constitua un facteur concluant dans ce sens.

Lorsqu'on regarde la composition ethnique du PCRSSM, on s'aperçoit qu'en 1989 les moldaves constituaient moins de la moitié (47,5 %) du total des membres (KING, 2005, p. 100). Il faut également noter que la tendance de recrutement des moldaves au sein du PC était ascendante à partir des années 1970, impliquant une progression de la part des moldaves au sein du PCRSSM au cours des années 1970-1989. En ce qui concerne la composition ethnique des hauts dirigeants ou des dirigeants de niveau moyen (directeurs d'entreprises industrielles ou d'autres organisations), la forte présence de l'élément allogène est incontestable (*infra*, Tableau 8, mais aussi Annexe 3, pour la liste de tous les Premiers Secrétaires du PCRSSM).

**Tableau 8 :** La composition ethnique des « dirigeants » dans le milieu urbain moldave, 1979, en % par rapport au total

	Ville de Chisinau		Villes de Balti, de Tiraspol et de Bender		Petites villes	
	Hauts dirigeants	Dirigeants de niveau moyen	Hauts dirigeants	Dirigeants de niveau moyen	Hauts dirigeants	Dirigeants de niveau moyen
<b>Moldaves</b>	41	22	15	25	50	35
<b>Non-moldaves</b>	59	68	85	75	50	65
<b>Total</b>	100	100	100	100	100	100

**Source :** Nos propres calculs à partir de OEIOZ (1980, p. 49)

Ainsi que l'indiquent les données du Tableau 8, dans la catégorie « Hauts dirigeants » les Moldaves sont sous-représentés. Parmi les grandes villes (Chisinau, Balti, Tiraspol et Bender), le rapport entre non-moldaves et Moldaves occupant des positions de « Hauts dirigeants » va de 1,4 à 5,7 ; autrement dit, dans la ville de Chisinau, pour un Moldave occupant une position de « Haut dirigeant » 1,4 non-moldaves occupe la même position, et dans les villes de Balti, de Tiraspol et de Bender, ce rapport est de 5,7 non-

moldaves pour 1 moldave « Haut dirigeant ». Quant aux petites villes, elles affichent, en apparence une situation équilibrée, de ce point de vue.

Néanmoins, comme nous l'avons déjà mentionné, les petites villes étaient peuplées essentiellement par une population indigène. Ainsi, le nombre des dirigeants allogènes par rapport à la population allogène de ces localités reste très élevé. Quant aux « dirigeants de niveau moyen », ils sont toujours majoritairement des allogènes, dans la plupart de localités urbaines. Tout ceci montre que l'intégration de la RSSM dans les structures soviétiques a généré une forte *ethnisation* de la hiérarchie politico-administrative.

De manière générale, les Moldaves, par rapport aux Russes, sont aussi plus nombreux à faire un travail manuel. À la fin des années 1970, dans la ville de Chisinau, 54 % de Moldaves contre 38 % de Russes étaient employés dans des tâches manuelles. Dans les « petites villes » ce rapport était de 68 % contre 47 % (OEIOZ, 1980, p. 49). L'importante représentation de l'élément allogène dans les tâches non manuelles, nous font penser à ce que Max WEBER (1995) avait appelé une *domination légale*<sup>65</sup>. L'analyse de certaines données tirées d'enquêtes de terrain de l'époque (voir, OEIOZ, 1980), réalisées en Moldavie, mettent en avant un autre phénomène intéressant rappelant le concept de *domination charismatique* de Weber (voir note 65). Ces recherches de terrain montrent, qu'en demandant aux moldaves d'établir une liste de personnalités scientifiques, artistiques, littéraires, politiques, etc., de 70% à 90% de celles-ci étaient russes (OEIOZ, 1980, p. 153 sq.).

### ***b. Les catégories socioprofessionnelles***

Le groupe d'« intellectuels » moldaves était structuré par trois vecteurs qui ont ensemble façonné le programme de soviétisation moldave. Le premier vecteur fut la transformation de la structure sociopolitique de la société, le second fut l'éducation morale et physique de l'*homo sovieticus*<sup>66</sup> et le dernier fut le développement technico-économique et industriel de la RSSM.

---

<sup>65</sup> Selon Max WEBER (1995), il existe trois types de domination : *la domination légale*, qui repose sur la légalité des règles adoptées par ceux qui sont investis de ce pouvoir ; *la domination traditionnelle*, où le pouvoir est légitimé par ceux qui exercent une autorité fondée sur les traditions ; *la domination charismatique*, où le pouvoir est légitimé par ceux dont l'autorité découle de leur caractère exceptionnel en tant que personne.

<sup>66</sup> LEVADA (1993, p. 27), définit l'*homo sovieticus* comme « un homme de la foule (“comme tout le monde”), désindividualisé, hostile à tout ce qui est élitiste et original, “transparent” (c'est-à-dire pouvant être contrôlé),

**Tableau 9:** Catégories socioprofessionnelles « intellectuelles », en fonction des principales orientations du programme de soviétisation moldave

Orientation politique du programme de soviétisation	Métiers et catégories socioprofessionnelles
<b>Transformation de la structure sociopolitique de la société</b>	Dirigeants et employés du Parti ; Dirigeants et employés de bureau dans l'administration bureaucratique d'État.
<b>Éducation morale et physique de l'homme soviétique</b>	Corps enseignant ; Educateurs ; Corps médical ; Spécialistes du travail culturel ; Spécialistes de la presse, de la télévision, de la radio ; Spécialistes des bibliothèques ; Artistes et employés dans le domaine artistique ; Écrivains, poètes et employés dans le domaine de la littérature.
<b>Développement technico-économique et industriel de la société</b>	Ingénieurs et techniciens ; Agronomes et zootechniciens ; Dirigeants des entreprises industrielles et agro-industrielles, chefs de départements au sein des entreprises ; Dirigeants des kolkhozes et chefs d'équipes au sein des kolkhozes ; Scientifiques, chercheurs.

**Source :** Compilation faite par nous-mêmes à partir de FED'KO (1970)

Les catégories socioprofessionnelles « intellectuelles » représentées dans le Tableau 9 sont révélatrices de leur propre histoire<sup>67</sup> et rendent compte de la structure socio-économique du système socialiste moldave. Autrement dit, la hiérarchie socioprofessionnelle locale résultait du système socio-économique et politique soviétique. De ce fait, elle comportait aussi une dimension juridique, établie par une classification précise (*supra*, Tableau 7), et une domination idéologico-politique, portant sur les directions centralement déterminées du développement socio-économique de la RSSM.

L'exercice de ces métiers, exigeant une éducation supérieure ou supérieure incomplète, procurait un statut social relativement élevé. Mais, certains métiers procuraient plus de capital symbolique que d'autres. Ainsi la perception du prestige social des métiers dans la société soviétique, évalué de 1 à 100, où 1 signifie le minimum et 100 signifie le maximum de prestige social, montre qu'en URSS un comptable, par exemple, se situait à la 22<sup>e</sup> position, un professeur universitaire à la 68<sup>e</sup>, un artiste et un écrivain à la 71<sup>e</sup>, un médecin à la 76<sup>e</sup> (VAVAKOVA, 1984, p. 295).

---

peu exigeant (capacité de survie), créé une fois pour toute et ne changeant jamais, facile à diriger (soumis à un mécanisme primitif de direction) ».

<sup>67</sup> Sur les catégories socioprofessionnelles en tant que « produits historiques », voir DESROSIERES et THEVENOT (1988). Pour une histoire des catégories professionnelles soviétiques des années staliniennes, voir MESPOULET (2003).

Ces appréciations subjectives de la part de la société envers certains métiers, auront des conséquences sur l'auto-évaluation des statuts sociaux et façonneront, en conséquence, les comportements des individus en fonction de leur appartenance socioprofessionnelle.

**Tableau 10** : Auto-appréciation du statut social de certaines catégories socioprofessionnelles, en URSS, en % par rapport à la catégorie socioprofessionnelle correspondante

	Classe inférieure	Classe moyenne	Classe supérieure
<b>Dirigeants</b>	26	61	8
<b>Ingénieurs et techniciens</b>	51	42	4
<b>Enseignants, médecin, etc.</b>	37	51	8
<b>Ouvriers, personnel technique</b>	53	41	4
<b>Kolkhoziens</b>	58	38	4
<b>Étudiants</b>	48	42	8
<b>Retraités, femmes au foyer</b>	54	36	6

Source : LEVADA (1993, p. 76)

**Note** : Les données de ce tableau correspondent aux résultats tirés d'un sondage d'opinion sur la thématique de l'*homo sovieticus*, réalisé par le sociologue russe Youri Levada, en novembre 1989. L'échantillon représentatif a compris 2700 personnes, originaires de différentes régions de l'URSS. Malheureusement, l'auteur n'indique pas la question formulée dans le questionnaire. En revanche, précise Levada, « les personnes [ont été] interrogées sur leur place dans l' "échelle sociale" [...] reparti[es] en trois "classes" (ou "couches") : 1 = classe inférieure ; 2= classe moyenne ; 3 = classe supérieure » (LEVADA, 1993, p. 76).

Youri LEVADA (1993, p. 76) – un des fondateurs de la sociologie soviétique<sup>68</sup> – s'est proposé de mesurer, la façon dont les principales catégories socioprofessionnelles de l'URSS appréciaient leur propre statut social. Les trois premiers groupes socioprofessionnels, représentés sur le Tableau 10, correspondent à ceux que nous avons identifiés à partir des principales orientations du programme de soviétisation moldave. Quelques tendances en découlent<sup>69</sup>.

On observe que « les dirigeants » sont les moins nombreux à se situer dans la « classe inférieure » de la société. De pair avec les enseignants et les étudiants (des « intellectuels » en devenir), ils sont plus nombreux (8 %) à se situer dans une « classe supérieure » de la société. Levada montre que des caractéristiques telles que l'éducation et le revenu n'avait pas une influence significative sur l'évaluation du statut social. C'était plutôt leur place dans la hiérarchie politico-administrative qui avait une véritable incidence sur l'auto-positionnement des individus sur l'échelle sociale (LEVADA, 1993, p. 78).

<sup>68</sup> Pour la contribution de Youri Levada à la sociologie soviétique, voir BERELOWITCH (2008).

<sup>69</sup> Dans l'interprétation de Levada, l'*homo sovieticus* témoignait de la modestie par rapport à son propre positionnement sur l'échelle sociale.

À partir de ce constat, le prestige procuré par le diplôme (*supra*, chapitre I.5, p. 51) se voit compromis lorsque l'on analyse les statuts sociaux des « intellectuels » dans un cadre plus large, incluant, d'une part, la hiérarchie du pouvoir légitime et, d'autre part, le prestige (subjectivement défini) des différents métiers. À cette hiérarchisation vient s'ajouter le clivage urbain/rural. De ce fait, la signification de la stratification sociale émanant de la représentation des « intellectuels » eux-mêmes, telle que nous venons de la décrire, et plutôt valable pour les villes, prend une autre dimension dans l'espace rural. Voyons de plus près la signification de cette stratification pour chacun des deux espaces.

---

## **II.2. Organisations et « intellectuels » dans le milieu urbain**

Un regard attentif sur l'espace urbain moldave laisse transparaître l'existence d'une hiérarchie organisationnelle nationale transcendant celle des villes. C'est-à-dire que les différentes organisations de type politique, économique et socioculturel étaient distribuées sur le territoire de la république selon le principe de la centralisation, avec la ville de Chisinau au centre. Un tel arrangement organisationnel résultait notamment des fonctions remplies par les différentes villes moldaves. Les villes<sup>70</sup> avaient acquis les fonctions de base de la vie politique, économique, sociale et culturelle au sein du système socialiste moldave.

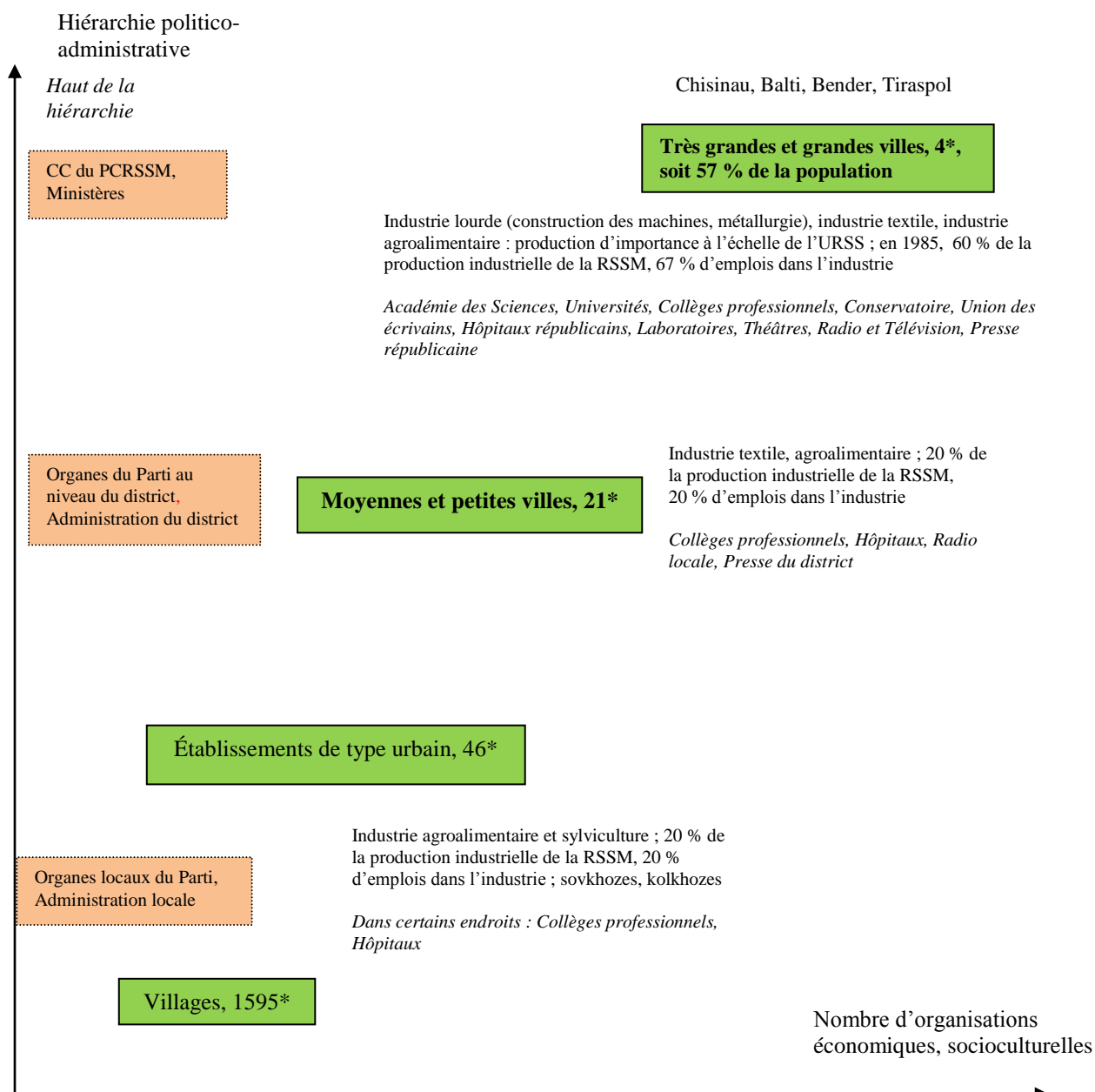
Une première fonction fut de nature politico-administrative et elle consistait dans une concentration des organes politiques et administratifs centraux dans les grandes villes et les centres de district. Cette distribution organisationnelle s'est répercutée, d'une part, sur la structure socioprofessionnelle des grandes villes, des petites villes (et notamment des centres de district par rapport aux villes ne remplissant pas une telle fonction) et des villages et, d'autre part, sur les décisions politiques et économiques, notamment en termes d'emplacement géographique de certaines branches industrielles<sup>71</sup>.

---

<sup>70</sup> Excepté lesdits établissements de type urbain.

<sup>71</sup> Voir les propos de GUTU (1998, p. 191) sur l'histoire de la création de l'usine métallurgique de Rîbnița.

**Figure 3 : Hiérarchie, structure organisationnelle et dimension sectorielle des villes et des villages de la RSSM, 1985**



**Source :** Chiffres tirés de EMSSR (1987, p. 171 sqq.)

**Note :** Du point de vue organisationnel, les établissements de type urbain et les villages ne se distinguaient pas essentiellement les uns des autres. Pour ces raisons, leur structure organisationnelle apparaît commune sur ce schéma. Nous avons également omis volontairement la représentation sur ce schéma des organisations telles que les établissements préscolaires et scolaires de niveau général, les foyers culturels ou encore des cliniques, qu'on retrouvait dans les années 1980, dans la quasi-totalité des localités, qu'elles soient urbaines ou rurales.

\* Les chiffres correspondent au nombre des localités tenant de la catégorie en question, en 1985.



Une deuxième fonction résultait du rôle dominant de grandes villes<sup>72</sup> dans des domaines dits « non productifs », comme la formation supérieure, la médecine, la science, la littérature, le théâtre, etc. (Figure 3). En 1980, par exemple, la RSSM comptait 8 universités, dont une à Bălți, une autre à Tiraspol (en Transnistrie) et 6 à Chisinau (NKhSSSR, 1991). En conséquence, la catégorie socioprofessionnelle des universitaires était distribuée sur ces trois villes, avec une majorité dans la ville de Chisinau, où il y avait, de surcroît, une Académie des Sciences<sup>73</sup>. La troisième fonction, de nature économique, s'est traduite par la création d'une dépendance économique quasi totale des villages par rapport aux villes. Cette dépendance est illustrée par la concentration de la production industrielle dans les villes. 80 % de la production industrielle de la RSSM provient de ville et 60% de la production non-agricole totale est réalisée dans les grandes villes<sup>74</sup>. L'approvisionnement des villages par la ville avec en produits de consommation issus de la production industrielle est donc réalité moldave durant cette période. Cette concentration de la production industrielle dans le milieu urbain s'explique par le faible développement du réseau de communication (voies ferrées, routes, aéroports, etc.) à travers la république, censé la relier avec de grands centres industriels et économiques de l'URSS<sup>75</sup>.

Dans les années 1980, il y avait en RSSM près de 300 grandes entreprises industrielles (USTIAN, 1989, p. 52), construites dans le cadre de la *politique de l'aménagement du territoire* (voir WILD, 1998). La politique en question reposait sur l'égalisation, par le haut, du développement des régions. L'accent fut mis sur la « spécialisation » des régions de l'URSS, c'est-à-dire sur la production des biens et des services en fonction des ressources disponibles. À côté de cette division du travail, maintes branches industrielles, qui reposaient sur des ressources inexistantes dans une région donnée, ont toutefois vu le jour<sup>76</sup>.

---

<sup>72</sup> Étant donné que dans la catégorie « très grandes villes » on dénombrerait seulement la ville de Chişinău, capitale moldave, par souci de simplification, nous la désignerons ici en tant que « grande ville », sans faire de véritable distinction entre les deux catégories, « très grandes » et « grandes » villes, que l'on a signalées dans le premier chapitre (*supra*). Ainsi, Chişinău, Bălți, Tiraspol, Bender seront désignées ici en tant que « grandes villes ».

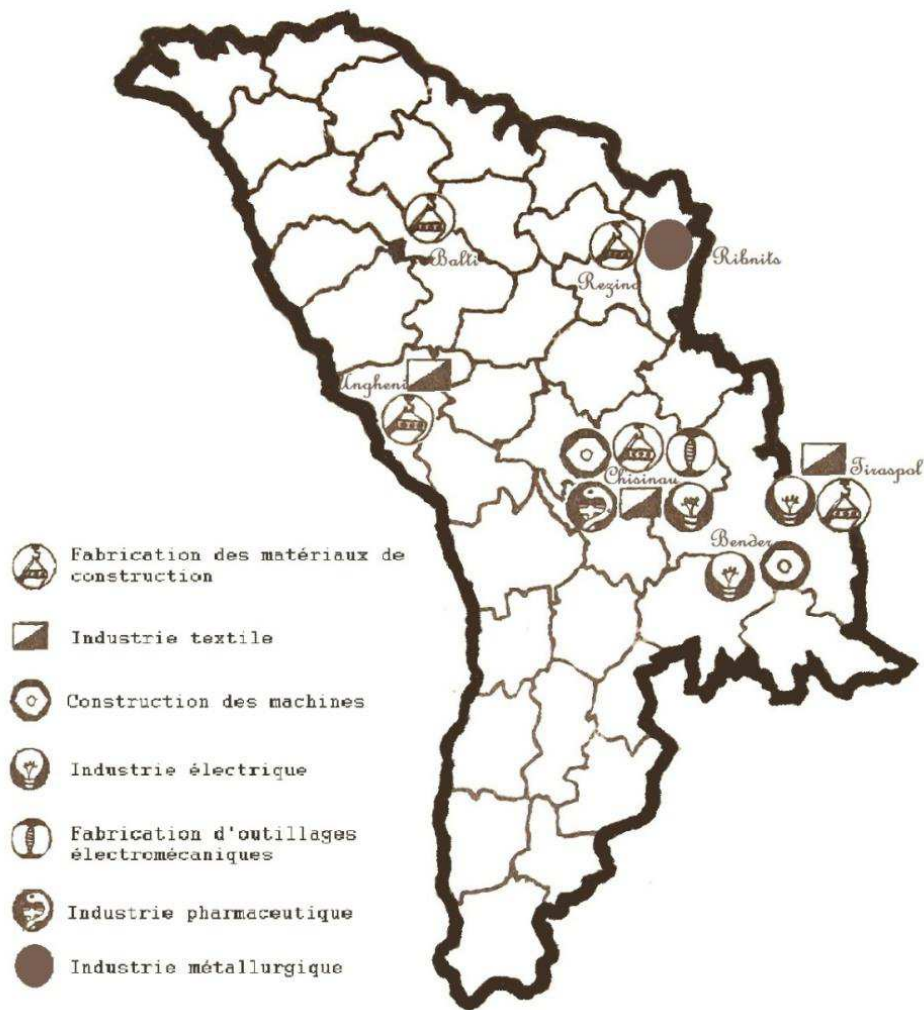
<sup>73</sup> L'Académie des Sciences de la RSSM (aujourd'hui Académie des Sciences de la République de Moldavie) fut créée en 1961.

<sup>74</sup> Données correspondant à l'année 1985 (EMSSR, 1987, p. 171).

<sup>75</sup> Au cours des années 1960-1985, le rythme de développement du réseau de transport moldave se situait en dessous de celui de l'industrie ou du bâtiment. Au cours de la période mentionnée, les moyens alloués au développement du transport furent multipliés par sept, alors que ceux du développement industriel et du bâtiment furent multipliés respectivement par treize et dix-neuf (EMSSR, 1987, p. 139).

<sup>76</sup> Selon l'idéologie soviétique cela contribuait à « la création d'un mécanisme économique unique [...] [représentant] la manifestation de l'internationalisme [...] qui est le but unique de toutes les nations et de toutes les nationalités de l'URSS » (SYTNIK, 1988, p. 64 sq.)

**Figure 4 :** Distribution territoriale de certaines branches industrielles (années 1980)



**Source :** Données tirées d'EMSSR (1987). Carte extraite de SOVETSKAYA MOLDAVIYA (le 4 novembre 1987)

Malgré l'absence totale de matières premières nécessaires au développement d'une industrie lourde (métallurgique, construction de machines et d'appareils électroniques) ou d'une industrie chimique, la Moldavie s'en vit pour autant dotée. Elle procéda à l'« importation » des matières premières<sup>77</sup>, en particulier de Russie et d'Ukraine. La plupart de ces branches industrielles se sont développées dans la ville de Chişinău et sur la rive gauche de Dniestr, à Tiraspol, Bender et Rîbnita (Figure 4).

L'emplacement géographique des différentes branches industrielles a eu une incidence directe sur la distribution territoriale des « intellectuels » locaux entre l'espace

<sup>77</sup> Dans les années 1980, le charbon, le gaz, le pétrole, les métaux non ferreux, étaient importés à hauteur de 100 % des besoins moldaves. Également, les importations des matières premières à destination de l'industrie chimique s'élevaient à 83,6 % (SYTNIK, 1988, p. 65).

urbain et l'espace rural. Malheureusement, des données statistiques plus élaborées, concernant la distribution territoriale des « intellectuels », font défaut<sup>78</sup>.

Le peu de chiffres disponibles montre que la population urbaine dotée de diplômes d'études supérieures et supérieures incomplètes était largement plus nombreuse (plus de 45 % du total de la main d'œuvre urbaine, à la fin des années 1970) par rapport à celle, de la même catégorie, qui résidait à la campagne (de 6 à 13 % des employés « intellectuels » ruraux, à la même époque) (OEIOZ, 1980, pp. 26 et 48). Sur près de 9200 personnes ayant fini leurs études supérieures en 1984, environ 20 %<sup>79</sup> étaient formés à des métiers recherchés dans les grandes villes moldaves<sup>80</sup>. On peut observer, sur la carte ci-dessus (Figure 4), que les principales branches industrielles, dont le développement dépendait de l'importation de matière première des autres républiques, étaient concentrées essentiellement à Chisinau, Tiraspol et Bender. Cela eut une influence importante sur la concentration des « intellectuels » dans ces trois grandes villes. La structure de l'économie moldave et la concentration industrielle, mais aussi culturelle, dans les quatre plus grandes villes de la RSSM creusèrent des différences essentielles entre la structure socioprofessionnelle des villes et des villages (mais aussi entre les grandes villes et les petites villes), d'une part, et entre les niveaux de développement des espaces en question, d'autre part.

Nous l'avons déjà dit, le milieu urbain a acquis, au fil du temps, une position hégémonique dans l'imaginaire social moldave. Ceci advint grâce aux différentes fonctions remplies par la ville au sein du système moldave, mais aussi grâce à un transfert psychologique de la « figure de l'autorité » sur la population allogène (russe notamment), qui habitait les structures bureaucratiques et englobait le pouvoir. Ces caractéristiques économiques, culturelles et ethniques des villes moldaves ont fracturé l'espace social moldave, en général, et l'ensemble des « intellectuels », en particulier. De pair avec les éléments dont nous avons traité plus haut (Chapitre II.1, p. 60 sqq.) et qui étaient censés

---

<sup>78</sup> Dans la plupart des annuaires statistiques soviétiques, l'enseignement supérieur incomplet est cumulé avec l'enseignement moyen professionnel. De ce fait, il est difficile de dissocier les chiffres correspondant aux deux types d'enseignement. Or cette distinction s'avère importante dans notre cas précis, car l'enseignement moyen professionnel concernait souvent la formation pour des métiers caractérisés par le travail manuel (serrurier, charpentier, etc.).

<sup>79</sup> Nos calculs à partir de NKHMSSR (1985, p. 253).

<sup>80</sup> On dénombrait notamment : *Énergétique, Construction des machines, Technologies radio et communications, Technique électronique et automatique, Droit, Art, Spécialité des Universités*. Le quota d'ingénieurs dans le total des personnes aux études supérieures s'accroît à partir de 1970 jusqu'à la chute de l'URSS de 6 % à plus de 12 %. Nous avons fait les calculs à partir du nombre d'étudiants ingénieurs sortant du système éducatif. Données tirées de NKHMSSR (1985) et NKHSSSR (1991).

procurer du capital symbolique, le qualificatif de *citadin* s'est placé à un échelon supérieur sur la hiérarchie des statuts sociaux, laissant en bas de l'échelle les « intellectuels » du milieu rural.

---

### II.3 Les « intellectuels » du milieu rural

Les conditions matérielles et culturelles de vie dans les villages moldaves ont changé à des rythmes importants pendant la période soviétique. Le réseau de communication avec la ville s'est développé, notamment, de nouvelles routes ont été construites. Presque tous les villages se voient dotés d'une école, d'une crèche et d'un foyer culturel. En comparant les villages soviétiques moldaves avec leurs caractéristiques pré-soviétiques, le degré et le rythme important de développement apparaissent incontestables (voir un exemple dans l'Encadré 4).

#### Encadré 4 : Descriptif du village de Copanca (district de Slobozia), 1974

« Les villages moldaves ont beaucoup changé sous le pouvoir soviétique. [...] Voyons de quelle façon s'est transformé le village de Copanca, du district de Slobozia [situé au sud de l'actuelle Transnistrie]. Avant l'instauration du pouvoir soviétique, il constituait sûrement l'agglomération la plus pauvre du sud de la Moldavie, voué à la disparition. Un enfant sur deux y mourait. Il y avait deux églises, un poste de gendarmerie, une petite école primaire de deux classes. Les paysans vivaient dans des maisons couvertes de joncs et de chaume. Le bourg ne comptant alors que 120 charrues et 313 herses, tous les travaux agricoles étant manuels.

Une vie nouvelle commença après l'instauration du pouvoir des Soviétiques. Avec l'aide de l'État, les paysans fondèrent une exploitation collective (kolkhoze). L'État lui donna la terre en jouissance illimitée et gratuite, fournit des crédits pour acheter des machines et des outils. Le travail collectif des agriculteurs porta rapidement ses fruits. Le kolkhoze dispos[ait] [en 1974] de 110 tracteurs, 8 machines combinées, 46 véhicules automobiles, 57 installations d'arrosage et quantité d'autres matériels. On y fit construire également une serre [...].

On ne peut plus comparer le village de Copanca avec ce qu'il était dans le passé. De larges rues bordées de jolies maisons claires longent la boucle escarpée du Dniestr. Le kolkhoze a élaboré et mis en œuvre un plan de développement des services. Un ensemble d'établissements socioculturels (Maison de Culture, deux écoles, trois jardins d'enfants, un central automatique kolkhozien, une galerie de peinture) fonctionne déjà. On envisage d'y ouvrir une cafétéria dotée d'un service de produits semi-cuisinés, une blanchisserie, des bains-douches, un combinat de services courants. L'hôpital est doté de tous les types d'équipement moderne. Un restaurant, des magasins d'alimentation et de produits manufacturés fonctionnent dans le village, qui est entièrement doté d'électricité. Presque chaque kolkhozien a la radio et la télévision, un réfrigérateur, beaucoup d'entre eux roulent en voiture ou en moto ».

Source : APN (1974), p. 40 sq.

Dans l'interprétation officielle des faits, l'exemple du village de Copanca (Encadré 4) fut considéré un « succès » économique, social et culturel. L'exemple laisse pourtant

transparente, à travers les lignes citées, l'absence de certains services de base, comme l'aqueduc ou la connexion au réseau de gaz naturel. Le nombre de locaux socioculturels évoqués correspond, effectivement, à celui de la plupart des villages moldaves des années 1980.

Si l'on compare le village et la ville, le tableau change de manière substantielle. D'abord, c'est le rapport entre travail manuel et travail non manuel qui est fort différent. Alors que dans les villes le nombre moyen des emplois non manuels s'élevait à 46 %, dans les villages il demeurait, dans les années 1980, à un niveau faible, représentant 15-20 % du total des emplois (OEIOZ, 1980, p. 48). Cette situation provoqua des inquiétudes auprès des autorités soviétiques, lorsqu'elles se sont réunies au XXVII<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste de l'URSS, en 1985. Le travail manuel, qui atteignait dans certaines localités 85 % des emplois, soulevait, selon les dirigeants soviétiques, un réel problème de productivité du travail (TIMUS, 1987, p. 116 sqq.).

Au sein de l'arrangement organisationnel villageois, le nombre d'emplois non manuels demeure très modeste. Sans avoir la prétention de l'exhaustivité, nous pouvons peu ou prou tracer un tableau des organisations ainsi que des emplois correspondants, où on retrouvait des « intellectuels » dans les villages moldaves (voir Tableau 11). Quant au milieu urbain, un tel exercice serait inenvisageable en raison de la diversité organisationnelle qui lui est propre.

Malgré le nombre modeste d'emplois non manuels, la population dont le niveau d'études aurait pu correspondre à ces postes était insuffisante. En 1985, environ 20 % des employés dans des travaux non manuels du milieu rural n'avaient aucune formation correspondant à leur poste (TIMUS, 1987, p. 24).

L'importance du travail manuel s'explique, en général, par la structure de l'économie villageoise. Dans les villages moldaves, le principal secteur d'activité demeurait l'agriculture<sup>81</sup>. Le niveau des investissements ayant des objectifs sociaux se situait, au cours des années 1970-1990, à 17-18 % du total des investissements en agriculture (MOLDOVA SUVERANA, le 17 juillet 1990), ce qui freinait le développement socioculturel des villages.

---

<sup>81</sup> Dans les années 1980, la production agricole moldave couvrait de 3 à 40 % de besoins de certains produits agricoles de l'URSS (EMSSR, 1987, p. 18).

**Tableau 11** : Les « intellectuels » des villages moldaves

Institutions	Catégories socioprofessionnelles
École	Directeur et l'Adjoint du directeur ; Secrétaire de parti ; chef de personnel technique ; enseignants
Jardin d'enfants	Directeur ; éducateurs
Clinique et/ou hôpital	Chef de clinique/hôpital ; médecins ; assistants médicaux ; pharmacien ; responsable de l'approvisionnement
Maison de culture (y inclut un cinématographe)	Directeur ; musiciens
Librairie et magasins	Vendeurs
Société rurale de consommation ( <i>Sel'po</i> <sup>82</sup> )	Directeur ; comptables
Bibliothèque	Bibliothécaire
Kolkhoze ou sovkhoe	Directeur ; Secrétaire du parti ; chefs d'équipes ; spécialistes (ingénieurs techniciens, économistes, agronomes, médecins vétérinaires) ; exécutants techniques (comptables, secrétaires)
L'administration publique (le Soviet)	Président ; Secrétaire du parti ; exécutants

Alors que l'URSS voyait diminuer la proportion de la paysannerie, arrivant à 36 % du total de sa population, en 1982 (KERBLAY et LAVIGNE, 1985, p. 146), celle-ci représentait toujours la moitié de la population de la RSSM<sup>83</sup>.

La pénurie de la force de travail diplômée s'explique par le fait que la plupart des villageois qui se rendaient en ville en vue de continuer leurs études, ne retournaient plus à la campagne (TIMUS, 1987, p. 13). En parlant de la société soviétique, en général, KERBLAY et LAVIGNE (1985, p. 146 sq.) identifient deux clivages importants empêchant le retour des jeunes diplômés dans les villages. D'une part, le fossé se creusait entre les mentalités des jeunes diplômés et celles des veilles générations paysannes et, d'autre part, il y avait une différence entre la campagne et la ville, en ce qui concerne les conditions de vie. Les mêmes clivages nous les retrouvons dans le cas moldave.

Les témoignages que nous avons recueillis laissent entendre que le second clivage, lié à la différence de mode de vie entre la campagne et la ville, représentait toutefois la principale cause du refus des jeunes diplômés de retourner travailler dans les villages. Les conditions de vie avaient une double influence sur leur décision. D'un point de vue

<sup>82</sup> Acronyme du russe *Sel'skoe potrebitel'skoe obschestvo*.

<sup>83</sup> Ce chiffre est tiré de nos propres calculs, effectués à partir de NKhmSSR (1985). Selon les statistiques officielles, la proportion des paysans dans le total de la population aurait diminué de manière significative jusqu'à la fin des années 1970, représentant moins de 30 %. Toutefois, et comme nous l'avons évoqué dans le premier chapitre de notre thèse, il faut tenir compte du fait que la proportion des paysans variait en fonction de la saison illustrée par les données statistiques. En hiver, la moitié d'entre eux travaillaient en tant qu'ouvriers. Selon l'idéologie soviétique, la classe dominante dans la société était celle des ouvriers et, de ce fait, la diminution du nombre des paysans représentait un succès aux yeux du régime. Ceci nous oblige à garder un regard critique sur ces données statistiques officielles.

personnel, les individus associaient le village à un espace arriéré et « éloigné du monde », alors que du point de vue professionnel, le village n'offrait pas des conditions correctes pour l'exercice de certains métiers, ni d'opportunités pour une ascension professionnelle.

Veronica, médecin de formation, propriétaire d'un centre de soins cosmétiques à Chisinau, depuis 2004, nous raconta qu'en 1979, après avoir fini ses études à la Faculté de Médecine de Chisinau, fut envoyée au travail dans son village natal<sup>84</sup>. Son refus fut « catégorique », d'après son propre témoignage :

« Qu'est-ce que j'aurais pu faire dans un village ? Amener de l'eau du puits pour stériliser mes outils de travail ? Non ! Je voulais me réaliser, car j'avais fait des études élevées. J'ai eu un «diplôme rouge»<sup>85</sup> ! Je ne voulais pas rester bloquée dans un village coupé du monde ».  
(Veronica, 52 ans)

Dans un système de *pénurie* (KORNAÏ, 1984) – état où il y a dépassement chronique de l'offre par la demande –, particulier à l'URSS, l'approvisionnement des villages avec des produits de consommation était lui aussi en grand décalage par rapport à la ville. Les chiffres montrent que le volume annuel de produits destiné à un citadin, en 1985, représentait 1983 roubles, alors que celui d'un villageois ne représentait que 623 roubles, soit trois fois moins (MOLDOVA SUVERANA, le 17 juillet 1990).

Le logement constituait un autre problème participant au refus de la jeunesse diplômée issue des villages moldaves de regagner leur milieu d'origine. Tout au long des années 1980, alors que le fonds locatif de la république augmentait de 42 %, sa progression dans milieu rural, n'atteignait que de 13 %. Contrairement aux citadins, les villageois construisaient eux-mêmes leurs maisons<sup>86</sup>. Ils étaient ainsi dans l'obligation d'investir leurs propres moyens dans la construction d'une demeure<sup>87</sup>.

Les critères de stratification sociale au sein des « intellectuels » villageois différaient eux aussi de ceux du milieu urbain. Les conditions de vie, ainsi que la taille réduite des villages, dont l'une des conséquences est un réseau de relations mutuelles denses entre les

---

<sup>84</sup> Il s'agissait de la politique de répartition centralisée de la main-d'œuvre qualifiée et diplômée – mécanisme conçu en vue de répondre aux besoins de force de travail qualifiée des entreprises ou des localités, notamment rurales. En conformité avec cette politique, le jeune diplômé était obligé d'accepter le poste qu'on lui proposait dans une entreprise (organisation), dans une localité. Le refus du poste pouvait entraîner des poursuites judiciaires, sous accusation de « parasitisme social ».

<sup>85</sup> Le « diplôme rouge » était un titre scolaire accordé aux élèves qui obtenaient une moyenne de 5/5 à la fin de leurs études. Rappelons que la notation scolaire en URSS allait de 1 à 5.

<sup>86</sup> Un total de 90 % de la population villageoise était déjà propriétaire à la fin des années 1970 (OEIOZ, 1980, p. 86).

<sup>87</sup> Cette pratique eut pour conséquence le niveau bas de l'épargne de la population villageoise : alors que celle-ci représentait 63 % du total de la population moldave, son épargne ne représentait que 33 % du total de l'épargne de la république (MOLDOVA SUVERANA, le 17 juillet 1990).

habitants entretenant des relations parentales ou de voisinage, avaient réduit la distance sociale entre les individus. Elle fut d'autant plus réduite au sein de l'ensemble des « intellectuels » ruraux, dont le poids numérique dans le total de la population villageoise était plus que modeste. Si la position dans la hiérarchie du pouvoir constitue toutefois un élément important de stratification sociale au sein de ce groupe, la distinction entre hiérarchie du Parti et hiérarchie administrative n'est guère valable pour l'espace rural. En 1986, la presse moldave déplorait le fait que les comités du Parti des kolkhozes existaient uniquement « sur papier » ; en réalité ils ne remplissaient aucune des fonctions qui leur incombaient. Le président du comité d'un kolkhoze moldave relate :

« Si vous voulez bien me croire, je l'apprends de vous [du journaliste] que je sois le président du comité du Parti. Visiblement, j'ai été élu en mon absence et personne ne m'en a informé [sic] ». (MOLDOVA SOCIALISTA, le 6 avril, 1986)

Cet exemple témoigne du caractère formaliste de certains comités villageois de Parti, caractère qui résultait notamment des spécificités socio-démographiques de ces comités. Plus exactement, les mêmes personnes occupaient des postes, à la fois, dans l'administration du kolkhoze et au sein du Parti. Ici, c'est l'exercice de la fonction administrative qui avait la primauté sur la vie de Parti. Dans le cadre de nos recherches de terrain, plusieurs personnes en témoignent. Par exemple, après ses études de mécanicien dans un collège professionnel de Cahul (ville située au sud de la Moldavie), Nicolae est retourné dans son village natal pour travailler en tant que mécanicien au sein du kolkhoze. Au bout d'une année de travail, il a reçu la promotion au poste de chef d'équipe, sans être membre du Parti. Il le devint plus tard, environ un an et demi après l'obtention de son poste. En outre, au sujet des difficultés rencontrées dans les démarches d'adhésion au Parti, Nicolae ajoute, d'un air dégagé et d'une voix ferme :

« Mais, Bon Dieu ! Cela n'a présenté aucune difficulté. À cette époque-là, on t'obligeait à devenir membre du Parti. Car si on obtenait le poste [dirigeant], on ne pouvait pas le garder sans devenir membre du Parti ». (Nicolae, 58 ans)

De pair avec la position dans la hiérarchie administrative, qui procurait aux « intellectuels » un capital politique, certains métiers, comme celui d'enseignant dans un village, se positionnait sur un échelon supérieur et procurait plus de capital symbolique que d'autres. C'est de cette manière que Parascovia, une enseignante du village de Cucoara (au sud de la Moldavie), le décrit, en répondant à notre question sur les raisons qui l'avaient poussée à choisir son métier :



« J'aimais tout chez les enseignants. Leur manière de s'habiller, leur façon de parler. C'était très prestigieux... Euh ! ... l'amour pour les enfants, le jeu, et le fait que ce métier procure un véritable prestige. Quand un enseignant passait à mes côtés, je restais gelée, comme si c'était un Dieu. Je pensais que si un jour je deviens comme eux, je serais traitée de la même manière ». (Parascovia, 42 ans)

Dans le langage courant des villageois, en addition au nom, au prénom, etc., on ajoutait souvent le métier : « J'ai été chez X, la bibliothécaire » ou « J'ai parlé avec Y, le *zavclub* [directeur du foyer culturel] ». Ces manifestations verbales montrent que, dans les villages moldaves, le métier était un important critère de discrimination ou de mise en valeur.

Le rapport hiérarchisé entre la position politico-administrative et le métier a toutefois été moins important au sein des « intellectuels » villageois qu'au sein des citoyens. Ces deux critères de distinction se confondaient, du fait que les « intellectuels » soient peu nombreux, qu'ils soient souvent liés de parenté ou d'amitié et des rapports s'instituant du fait de leur proximité sociale.

---

#### **II.4 Les différences de revenus au sein des « intellectuels » et leur impact dans l'imaginaire social**

On a vu précédemment qu'en ce qui concerne le statut social d'« intellectuel » en RSSM, il comporte quelques tensions fondamentales, qui ne sont pas sans conséquence sur la légitimation de l'accumulation du capital économique par les « intellectuels ». La première tension résulte de la hiérarchie politico-administrative. Souvent (comme ce fut le cas des directeurs d'entreprises), un même individu occupait simultanément une position au sein de la hiérarchie du Parti et de la hiérarchie administrative, ce qui renforçait son pouvoir. Le *pouvoir*, à l'instar de Pierre Bourdieu, nous l'associons au volume global du capital possédé par un individu<sup>88</sup>. En ce qui concerne les revenus, il a été établi qu'en l'URSS les membres de la *nomenklatura* jouissaient de privilèges importants<sup>89</sup>

---

<sup>88</sup> BOURDIEU (1979, p. 128) attribue les différences de classe au volume des capitaux. Ainsi, « les différences primaires, celles qui distinguent les grandes classes de conditions d'existence, trouvent leur principe dans le *volume global du capital* [souligné par l'auteur] comme ensemble des ressources et des pouvoirs effectivement utilisables, capital économique, capital culturel et aussi capital social ».

<sup>89</sup> En analysant le processus décisionnel au sein de la hiérarchie du pouvoir des sociétés de types socialistes, FEHER *et alii* (1983) ont conclu que le sommet de l'appareil du pouvoir (le Bureau Politique) décidait

(VOSLENSKY, 1992). Les écarts des revenus pouvaient aller de 1 à 11 entre les bénéficiaires du salaire minimum et les hauts responsables politiques, membres du gouvernement, académiciens, etc. (CHAVANCE, 1989, p. 27). Ce rapport devient de 1 à 30 voir 60 si l'on ajoute les pots-de-vin de certains responsables politiques (SAPIR, 1986, p. 79).

Ceci étant, un phénomène intéressant résulte de l'analyse des témoignages que nous avons recueillis. Dans l'imaginaire social, la position au sein de ces structures bureaucratiques légitimait l'acquisition d'un important capital symbolique et économique. L'idéologie soviétique, qui a insisté sur l'importance des connaissances acquises par une formation de type supérieur dans la mobilité sociale des individus, a souvent été reprise telle quelle par les Moldaves. De ce fait, une haute position dans la hiérarchie du pouvoir était associée à un haut niveau d'études et, donc, cela légitimait aussi un haut salaire, des privilèges, voire un important capital économique :

« Le fait que j'étais membre du Parti signifiait que j'avais fait des études supérieures. Ainsi, je pouvais être promu à un poste de responsabilité. Être à un poste comme le mien [chef de kolkhoze] signifiait, *évidemment*, avoir une situation matérielle favorable ». (Ilya, 68 ans)

Nous l'avons vu ailleurs, les positions hautement placées dans la « double hiérarchie » étaient occupées essentiellement par les allogènes. Ceci fit surgir une deuxième tension, interethnique. La position des allogènes dans l'espace social moldave fut hégémonique. Ils devaient leur position privilégiée en partie à leur volume de capital culturel, relativement plus important qu'à celui de la population indigène. Cella amenait l'imaginaire social moldave à associer le diplôme à une position économique dominante. Mais, comme la proportion des allogènes dans le milieu rural était insignifiante, le clivage interethnique restait une caractéristique du milieu urbain. Il eut, pourtant, d'importantes conséquences sur la situation des « intellectuels » dans l'espace rural.

---

comment et à qui répartir le surplus de la production totale (*total surplus produced*). En théorie, deux critères se trouvaient au fondement de ses décisions : la primauté de l'intérêt général de l'économie sur celui de l'entreprise et la primauté de l'intérêt de l'État sur celui de l'individu. En réalité, ce sont les personnes situées au sommet de la hiérarchie du pouvoir qui décidaient de ce qu'était « l'intérêt général » ou « l'intérêt de l'État ». Cela faisait que les décisions prises reflétaient d'abord l'intérêt de cette « classe » des gouvernants (*corporate ruling group*) de consolider sa propre autonomie (FEHER *et alii*, p. 59). La « classe » des gouvernants devint ainsi l'unique « possesseur des moyens de production » (FEHER *et alii*, p. 55). Par conséquent, tout autre groupe social était privé du pouvoir institutionnalisé de décision sur l'emploi de la plus value – les groupes sociaux qui ne participaient pas directement à l'exercice du pouvoir pouvaient y exercer une influence indirecte par le biais des activités informelles et par une pression *ad hoc*. Il résulte que c'était la bureaucratie qui jouait un rôle important dans les décisions prises en matière de production et de consommation, ce qui conduisit à une situation de « dictature sur les besoins ».

Ces deux tensions, liées au statut social d'« intellectuel », se régulaient à travers le diplôme d'études supérieures et supérieures incomplètes acquis dans différents domaines de compétences. C'était grâce au diplôme que l'on pouvait tracer le contour du paysage socioprofessionnel de la RSSM. L'appartenance à une certaine catégorie socioprofessionnelle devint, dans l'imaginaire social moldave, une source de pouvoir ; pouvoir, que nous entendons au sens de Pierre Bourdieu. L'appartenance socioprofessionnelle légitime ainsi l'accès à des postes « de responsabilité », comme Ilya les appelle, et efface partiellement la distinction sociale entre allogènes et indigènes, car ces derniers parviennent à atteindre le niveau des premiers, grâce à leur statut socioprofessionnel. Les efforts de l'administration soviétique pour combler les disparités régionales moldaves en matière de « spécialistes » viennent s'ajouter à ce processus, par lequel l'appartenance socioprofessionnelle se chargeait de pouvoir. L'un de nos interviewés raconte :

« Je suis allé à la faculté de pédagogie parce que l'URSS avait mis en œuvre un programme spécial pour la région du sud moldave, afin de préparer plus de spécialistes dotés d'études supérieures. En effet, il y en avait un manque critique ». (Ion, 51 ans)

C'est là un des moyens institutionnels de procurer du *pouvoir* aux catégories socioprofessionnelles. Car, tout le monde n'avait pas accès métier d'enseignant. Il fallait passer par la *sélection* des diplômés. Ceci donnait aux Moldaves le *droit* à une position économique avantageuse.

L'appartenance socioprofessionnelle de pair avec le niveau d'études venait réguler une troisième tension, concernant le clivage urbain/rural. La ville, nous l'avons déjà vu, détenait une position hégémonique par rapport au village. D'un côté, c'étaient les conditions socio-économiques qui la rendaient supérieure dans les représentations sociales, de l'autre côté, la position dominante des russophones sur les Moldaves renforçait cette hiérarchie entre les deux espaces. Même si le clivage interethnique ne caractérisait pas de manière explicite le milieu rural, il était intégré tout de même par les « intellectuels » ruraux. Pour eux, la ville appartenait « aux Russes, qui sont tous des *nachalniki* [du russe *chef*] », selon Parascovia :

« Moi, j'ai voulu revenir dans mon village natal [après les études]. Le village n'est pas pire que la ville. J'avais déjà un métier, qui était bien vu n'importe où, dans le village, dans la ville, parmi les Russes ou les Gagaouzes. Cela m'ouvrait les mêmes portes qu'aux citoyens. Et moi, je voulais être chez moi ». (Parascovia, 42 ans)

Le métier de Parascovia, celui d'enseignant, était un moyen de rapprochement entre le milieu rural et le milieu urbain, d'une part, et entre les Moldaves et la population allogène, d'autre part. Pour cette raison, comme nous l'avons déjà souligné, le métier prenait une place importante dans la hiérarchisation sociale du village. Dès lors, le métier, basé sur un certain niveau d'études, régulaient les différentes tensions, qui avaient structuré, à l'époque soviétique, le groupe des « intellectuels » moldaves.

Le métier légitimait le pouvoir et donc le volume de capital possédé par ces « intellectuels ». Toutefois, les tensions identifiées demeuraient réelles et relevaient d'inégalités de positions de ces acteurs au sein de l'espace social (LAZEGA, 2001). Les écarts résidaient dans le *capital social* inégal qu'ils détenaient et produisait un effet multiplicateur sur leur capital économique. Avant de passer à l'analyse de cet aspect, il est nécessaire de voir ce qu'est le *capital social* et comment il se conjugue avec les autres types de capitaux (économique, culturel, symbolique) des « intellectuels ».



# Chapitre III

## Le capital social et sa pertinence pour l'analyse du cas moldave

---

### III.1. Repères théoriques

L'usage du concept de *capital social* a connu une large consécration dans la littérature scientifique, au cours de ces deux dernières décennies. Pourtant, sa définition suscite encore des controverses, notamment en ce qui concerne les possibilités de le mesurer, son contenu et la nature des phénomènes sociaux qu'il est censé décrire. Sophie PONTHEUX (2006a, p. 5) remarque que la littérature consacrée au capital social s'est accrue grâce à la diversité de champs sémantiques qu'il couvre, mais aussi grâce à la diversité des phénomènes qu'il sert à analyser. Autrement dit, « l'entrée "capital social" permet de parler de presque tout ». Pour Ben FINE (2001, p. 190) « Le capital social devient [...] un sac à pommes de terre qu'il faut analyser ».

Les sociologues qui ont tâché de définir le capital social en ont privilégié diverses dimensions :

- la dimension structurelle (BOURDIEU, 1979 et 1980), s'appuyant sur l'importance de la structure du réseau des relations personnelles dans l'accumulation de différents types de capitaux (économique, culturel, symbolique) ;
- la dimension relationnelle (GRANOVETTER, 1985 et 2008 ; BURT, 1992 ; LIN, 2001), qui se réfère à l'espace dans lequel les actions économiques sont affectées par la qualité des relations personnelles ;
- la dimension fonctionnaliste, qui relève de l'importance des fonctions d'une structure sociale pour l'action individuelle (COLEMAN, 2000) ;

- la dimension normative de l’organisation sociale, qui facilite l’action collective et, par conséquent, renforce les attributs de la démocratie (PUTNAM, 1993, 1995<sup>90</sup> et 2000) ;
- la dimension « liée aux ressources » auxquelles un individu accède à travers ses contacts personnels (VAN DER GAAG *et alii*, 2005).

La différence entre les définitions proposées par les promoteurs du concept est très subtile. Afin de la comprendre, il convient d’aller plus loin et de voir de plus près les démarches épistémologiques dans lesquelles s’inscrivent ces différentes conceptions du capital social.

Le concept de *capital social* émerge<sup>91</sup> avec les travaux de Pierre Bourdieu (1972, 1979, 1980). Dans un premier temps, il fut utilisé pour désigner les différentes obligations (dettes) accumulées par une famille. Plus tard, Bourdieu l’a développé en instrument analytique, censé de « lier les propriétés des individus et de la société dans laquelle ils agissent » (PONTHEUX, 2006, p. 33).

Le concept s’imposera dans les textes académiques avec les travaux de James COLEMAN (1988) et ensuite avec ceux de Robert PUTNAM (1993, 1995 et 2000).

Bourdieu, Coleman et Putnam définissent le capital social de manière différente, ce qui a entraîné l’usage du concept à trois niveaux d’analyse différents :

- macrosocial (Putnam et Fukuyama, Banque Mondiale (BM)),
- méso social (Coleman),
- microsocial (Bourdieu).

De là l’ambiguïté sémantique du concept, qui transparaît fortement dans les travaux des disciples de ces trois principaux promoteurs.

Dans les pages qui suivent, nous proposons une lecture critique de ces trois principales définitions du *capital social*, dans le but de justifier l’usage que nous allons faire de ce terme.

---

<sup>90</sup> Voir la traduction française in PUTNAM (2006), p. 35-50.

<sup>91</sup> Le terme a été rencontré pour la première fois dans un travail de Lyda Judson HANIFAN (1916). Il y renvoie à certains piliers des rapports sociaux, telles que la camaraderie, la sympathie, la bonne volonté, qui font l’unité sociale. Un demi-siècle plus tard, on le retrouve chez Jane JACOBS (1961), avec référence à la vie urbaine et les rapports de voisinage au sein de l’univers socioculturel qui se tisse dans la ville. Toutefois, ce n’est qu’à la fin des années 1980 que le concept se consolide, dans une multitude d’études portant sur des sujets de sociologie, de politologie et d’économie assez divers.

### a. *Robert Putnam : Bowling Alone*

Robert PUTNAM, politologue américain et spécialiste des questions de « démocratie », occupe une place importante dans la littérature consacrée à la problématique du capital social. Ses premiers travaux portent sur la performance de différents gouvernements régionaux d'Italie (PUTNAM, 1993 ; PUTNAM *et alii*, 1993). Dans ce cadre, l'auteur développe le concept de *capital social*. Une des principales conclusions de *Making democracy work*<sup>92</sup> consiste à dire qu'il y a un lien directement proportionnel entre la qualité des gouvernements locaux italiens et la présence des réseaux d'engagement civique (associations, clubs, etc.). Depuis la publication de ses recherches, le concept de *capital social* fut accueilli avec beaucoup d'enthousiasme à travers le monde, par des organisations internationales (la BM, entre autres), des gouvernements nationaux et des organisations à but non lucratif, devenant ainsi un concept clé dans les analyses sur le développement économique et social des pays en voie de développement.

« Le capital social fait référence aux caractéristiques de l'organisation sociale, telles que les réseaux, les règles et la foi en l'action collective, qui facilite la coordination et la coopération pour le bien de tous » (PUTNAM, 1995(2006), p. 37).

Par les normes de réciprocité et la confiance qu'engendrent les réseaux sociaux et qui accompagnent la « bonne gouvernance » (PUTNAM, 2000, p. 19), l'auteur relie l'intérêt individuel et l'intérêt général<sup>93</sup>. Selon Putnam, il existe deux types de capital social. Le premier, le *bonding capital*, renvoie aux liens affectifs qui se tissent entre des individus aux appartenances collectives communes (confessionnelles, d'âge, etc.). Le deuxième, le *bridging capital*, renvoie aux liens sociaux qui s'établissent entre individus ou groupes d'individus différents<sup>94</sup>. Ces deux types de capital social sont complémentaires et ils relèvent de deux types de structures sociales qui facilitent l'accumulation de capital social et, en même temps, renforcent son efficacité. L'un consiste dans les réseaux sociaux « clos », qui facilitent le respect des normes sociales, renforcent la confiance et encouragent les relations de réciprocité. L'autre est constitué d'organisations (*appropriable social organisations*), et présente l'avantage de tisser des réseaux de contacts multiples, facilitant l'atteinte des objectifs communs. L'espace social dans lequel des acteurs (égaux)

---

<sup>92</sup> Ouvrage dont Putnam est coauteur, avec Robert Leonardi et Raffaella Y. Nanetti.

<sup>93</sup> Voir aussi PONTHEUX (2006a), p. 43.

<sup>94</sup> Dans une société multiethnique, comme celle américaine, le *bridging capital* renforce la cohésion macro-sociale (PUTNAM, 2000).



interagissent est un espace non stratifié, ce qui empêche de penser les différents rapports de pouvoir et d'inégalité qui peuvent y exister.

Selon Ben FINE (2001, p. 18), Putnam serait le « prince héritier » de la notion de *capital social*. S'inspirant des travaux de James Coleman, Robert Putnam tâcha, avec le temps, de s'en détacher<sup>95</sup>. Il reproche à Coleman les effets exclusivement positifs du capital social<sup>96</sup>. Quant à la définition bourdieusienne, il conteste la dimension individualiste du concept<sup>97</sup>, c'est-à-dire, l'appréhension du capital social en tant que ressource pour les individus, ressource qui nécessite un investissement (*infra*, Tableau 13, pour une synthèse de ces trois démarches).

Robert PUTNAM (1993) a été le premier à utiliser le concept dans une démarche empirique. Il va inspirer plusieurs auteurs, dont Francis Fukuyama, pour qui « le capital social représente une norme informelle qui favorise la coopération entre deux ou plusieurs individus » (FUKUYAMA, 1999). Pour Fukuyama, la confiance, les réseaux et la société civile – qui ont été associés au capital social – sont des épiphénomènes qui surgissent en raison du capital social, mais qui ne constitue pas le capital social lui-même.

La démarche de Putnam fut également reprise par différentes organisations internationales, la BM et l'OCDE (2001), entre autres. Les deux institutions ont essayé d'expliquer les performances des États du tiers monde, mais aussi leur pauvreté, par le prisme de la problématique liée au capital social. A ce sujet, PORTES (1998, p. 2) remarqua à juste titre : « le capital social est devenu le remède pour toutes les maladies qui affectent la société ». En instrumentalisant le capital social, la BM s'est aventurée à mettre au point une méthodologie pour le mesurer<sup>98</sup>. Mais, la notion de *capital social* promue par la BM englobe toutes les informations possibles sur la vie d'une société et sur son développement économique. Après avoir élaboré des instruments de mesure, la BM a transformé la recherche autour du capital social en un véritable inventaire de questions socio-

---

<sup>95</sup> Putnam a expliqué le contraste entre sa propre vision sur la problématique du *capital social* et celles de James Coleman et de Pierre Bourdieu lors d'un entretien pour le magazine *Sciences Humaines* (juin/juillet/août 2001).

<sup>96</sup> « Pendant une dizaine d'années, lors de mes recherches en Italie, j'ai utilisé la définition du capital social de Coleman. Mais je m'en suis écarté car, pour Coleman, les réseaux et les normes ne peuvent avoir que des effets positifs. Pourtant, certains réseaux comme le Ku Klux Klan ou le Parti nazi ont eu des effets désastreux. Depuis dix ans, je me suis donc écarté de cette définition » (traduit et cité par BALLETT et GUILLON, 2003, p. 7 sq.).

<sup>97</sup> « Pierre BOURDIEU s'est aussi intéressé au capital social, mais davantage pour les bénéfiques que les individus peuvent en tirer pour eux-mêmes. Ainsi, si vous cherchez du travail, vous utilisez vos réseaux. Pour moi, le capital social peut avoir des conséquences *externes* [italiques dans le texte original], c'est-à-dire qu'il profite aussi aux personnes qui n'en sont pas dotées » (traduit et cité par BALLETT et GUILLON, 2003, p. 8).

<sup>98</sup> Voir le site de la BM.

économiques. Elle a procédé à la collecte de données sur les budgets des ménages, sur le réseau organisationnel d'une communauté (localité), sur l'éducation, sur les questions environnementales, sur la culture organisationnelle, sur les institutions formelles et informelles, etc. Tracer une frontière entre ce qui représente le capital social et les autres aspects de la vie sociale devient ainsi un exercice difficile à accomplir.

On retrouve la notion de *capital social*, telle qu'elle a été élaborée par Putnam, dans maints travaux portant sur la transition postsocialiste vers un système démocratique. Linda J. COOK (2003) parle, dans ses travaux sur la Russie de Poutine, d'un renforcement de la confiance de la population dans les institutions étatiques grâce à une efficacité administrative (*administrative efficiency*) et à une performance gouvernementale (*governmental performance*). ROSE *et alii* (1997) et ROSE (1999), de leur côté, voient la société civile comme une condition *sine qua non* du bon fonctionnement des nouvelles démocraties post-communistes.

Malgré le succès de la démarche putnamienne – surtout en ce qui concerne le capital social mobilisé en tant qu'instrument pour l'action publique –, celle-ci a suscité beaucoup de critiques, notamment dans le milieu académique<sup>99</sup>. Plusieurs faiblesses d'ordre théorique et conceptuel ont été révélées dans la notion de *capital social* de Robert Putnam. Nicolas SIRVEN (2006, p. 132) remarque, non sans raison, que Putnam, tout en s'inspirant des travaux de Douglass C. NORTH (1990), ne fait que remplacer le terme d'*institution*<sup>100</sup> par celui de *capital social*. Sirven ajoute, en outre, que cette substitution d'un terme par un autre a l'ambition d'endogénéiser le rôle des institutions, au sens de North, dans les modèles néoclassiques de croissance endogène<sup>101</sup>. SIISIÄNEN (2000) observe que l'approche fonctionnaliste de Putnam, centrée sur les associations, tend à « laisser tomber » trois types de contradictions : 1) les conflits entre les associations de consensus et associations de rupture ; 2) les conflits entre dirigeants, gestionnaires, etc., et bénévoles à l'intérieur des associations ; 3) les conflits entre les associations (auxquelles est ramenée la

---

<sup>99</sup> Pour ne citer que quelques auteurs, voir TARROW (1996) ; PORTES et LANDOLT (1996) ; SKOCPOL (1996) ; EDWARDS et FOLEY (1997) ; PORTES (1998) ; DURLAUF (1999) ; SIRVEN (2003 et 2006) ; PONTHEUX (2006a et 2006 b) ; FINE (2001 et 2010).

<sup>100</sup> NORTH (1990, p. 3) définit les institutions en tant que « règles de jeux dans la société ou des contraintes établies par la société afin de façonner l'interaction humaine ». Les institutions seraient *formelles* (les lois, les droits de propriété) et *informelles* (codes de conduite, normes de comportement, conventions) (NORTH, 1990, p. 36).

<sup>101</sup> Dans le courant néoclassique, la croissance endogène renvoie à l'étude des décisions et des processus microéconomiques afin d'expliquer la croissance au sein d'une économie. Voir notamment LUCAS (1977), prix Nobel d'économie en 1995, ainsi que ROMER (1986). On oppose à la croissance endogène celle exogène, développée dans les travaux de Robert SOLOW (1956) – prix Nobel d'économie en 1987 – et qui associe la croissance économique au développement technique.

« société civile ») et l'État. Évelyne RITAINE (2001, p. 54) apporte des critiques à la façon dont Putnam entend utiliser le concept pour analyser le changement social et ses effets politiques. Les agrégats de données qui découlent de la conception putnamienne du *capital social* ne permettraient pas une analyse approfondie du changement social, car ils réduiraient ainsi l'analyse à une simple équation de type « il y a/il n'y a pas », « il y eut/il n'y a plus » de capital social.

Enfin, la notion de *capital social* de Putnam est tautologique, car dans une relation de causalité, le capital social joue les deux rôles à la fois, de cause et d'effet. D'après Alejandro PORTES (1998, p. 20), la tautologie résulte de deux décisions analytiques : l'une qui commence avec le constat des effets, au sens où certaines régions sont plus performantes que d'autres, et l'autre qui se concentre sur la recherche d'un facteur explicatif (la cause) pour toutes les différences observées entre les régions. Ainsi, le facteur explicatif identifié renvoie à la présence ou à l'absence de la *vertu civique* héritée. Cela consiste à dire que les régions, où la coopération entre les individus vient renforcer une « bonne gouvernance », sont mieux gouvernées ou, par analogie, que « le succès détermine la réussite » (PORTES, 1998, p. 5). Aussi, la notion de *capital social* de Putnam traite tous les acteurs sociaux d'égaux. L'espace social dans lequel les acteurs interagissent est un espace non stratifié et donc il ne permet pas de penser les différents rapports de pouvoir et d'inégalité qui existent dans une société.

### ***b. James Coleman : capital social – capital humain***

Les réflexions de Coleman sont très proches de celles de BECKER (1993a)<sup>102</sup>. Le *capital social* vient compléter la notion de *capital humain* et, donc, c'est de cette manière

---

<sup>102</sup> Gary Becker eut le mérite d'être un des premiers économistes du courant néo-classique s'intéressant à des sujets sociaux, tels que la famille, l'éducation, la santé. Becker inscrit ses recherches dans le courant du choix rationnel (*rational choice theory*) et y développe également le concept de *capital humain*. Dans son discours, tenu lors de la remise du prix Nobel en 1992, il explique que l'analyse du capital humain devrait avoir comme point de départ le fait que les individus prennent des décisions sur leur éducation, instruction, soins médicaux, etc., à l'aide du calcul des bénéfices et des coûts que ceux-ci impliquent (BECKER, 1993b, p. 392). Les travaux de Becker ont eu des résonances non seulement en économie, mais aussi en sociologie. Raymond BOUDON est l'un des principaux défenseurs du choix rationnel dans la sociologie française. Boudon va même interpréter la chute de l'URSS et la fin « brutale » de la guerre froide par le prisme de la théorie des jeux (notamment le dilemme du prisonnier), tout en argumentant que « le “jeu” ne s'arrête que lorsque la structure de “dilemme du prisonnier” [la stratégie dominante étant l'augmentation du potentiel militaire] caractérisant la guerre froide a été brutalement détruite par la menace brandie par le président américain Ronald Reagan de franchir un nouveau palier dans la guerre froide en développant un programme de construction de missiles anti-missiles » (BOUDON, 2007, p. 79). Une telle analyse, comporte de fortes faiblesses, car elle ne tient pas compte du rôle de certains facteurs non quantifiables – telles les normes, les institutions (les règles) – et nie toute notion de socialisation de l'individu. La démarche utilitariste de Boudon a été fortement critiquée en

qu'il trouve une légitimité économique dans l'œuvre de Coleman (voir BURT, 1998 ; PONTHEUX, 2006a). Le titre de son article « Social Capital in the Creation of Human Capital », publié en 1988, est très évocateur dans ce sens. Le capital social y renvoie aux rendements de l'éducation, de l'expérience accumulée, etc., qui résulte de l'appartenance à une structure sociale, alors que le capital humain renvoie aux décisions individuelles et aux capacités d'assimiler l'éducation. Autrement dit, et comme BURT (1998) l'ajoute, le capital social se réfère à l'occasion qui se présente et le capital humain renvoie à la capacité individuelle de la saisir. Le capital social représente « une variété d'entités différentes qui ont deux éléments en commun : elles se réfèrent à certains aspects de la structure sociale et elles facilitent certaines actions des acteurs – individuels ou institutionnels (*corporate actors*) – à l'intérieur de cette structure » (COLEMAN, 2000, p.16).

Ainsi formulées, les réflexions de Coleman semblent être proches de celles de Bourdieu. L'un, comme l'autre, considère le capital social comme une ressource pour les individus. Toutefois, cette apparente similitude est remise en cause par PORTES (1998). Celui-ci souligne la nécessité de faire la distinction entre « ressources obtenues », d'une part, et « la capacité d'obtenir des ressources par les vertus de l'appartenance à une structure sociale », d'autre part. Pour lui, la distinction est explicite chez Bourdieu, alors qu'elle ne l'est pas chez Coleman, d'où une définition « vague » du *capital social* chez ce dernier.

Ce qui distingue le plus Coleman de Bourdieu sur la question du *capital social* c'est le courant intellectuel dans lequel chacun d'eux s'inscrit. Le premier cherche à comprendre la société à la lumière de la rationalité des acteurs sociaux. Par contre, Bourdieu intègre à son analyse l'influence exercée par les structures sociales – dont la forme au niveau micro-social est représentée par le concept d'*habitus*<sup>103</sup> – sur l'action des individus.

Un autre aspect distingue Coleman de Bourdieu, il réside dans le rapport entre le capital social et les autres types de capitaux (économique, culturel, symbolique). Chez

---

France, par des figures importantes de la sociologie, tels Pierre Bourdieu et Alain CAILLE (1995, 2004, 2009). Caillé apporte une série de critiques dans la revue du Mouvement Anti-Utilitariste en Sciences Sociales (MAUSS), dont il est aussi le directeur.

<sup>103</sup> L'*habitus* c'est une « structure structurante, qui organise les pratiques et la perception des pratiques, l'*habitus* est aussi une structure structurée : le principe de division en classes logiques qui organise la perception du monde social est lui-même le produit de l'incorporation de la division en classes sociales » (BOURDIEU, 1979, p. 191).

Bourdieu, le capital social n'est pas indépendant des autres types de capitaux, auxquels il se cumule. Chez Coleman, il apparaît comme un substitut des autres formes de capitaux<sup>104</sup>.

L'orientation théorique de Coleman s'inscrit dans deux démarches intellectuelles à la fois. Selon la première, qui est répandue chez la plupart des sociologues, les individus sont des acteurs socialisés et leurs actions sont gouvernées par les normes sociales. La deuxième, qui est partagée par les économistes adeptes à la théorie standard, correspond à la notion d'*homo œconomicus* – l'individu dont les actions sont gouvernées par l'intérêt personnel.

En adoptant une approche fonctionnaliste (le capital social remplit une fonction de la structure sociale), Coleman attribue au capital social le caractère d'externalité de l'action individuelle (les acteurs sociaux bénéficient du capital social qu'ils n'ont pas créé).

Ainsi, le capital social possède quelques caractéristiques spécifiques. Premièrement, il est une ressource pour les individus. Il facilite le processus d'échange entre les individus et se prête à un calcul par lequel ceux-ci peuvent se rendre compte du bénéfice qu'ils obtiennent du fait d'être attachés à une communauté. Deuxièmement, le capital social a une valeur productive. Autrement dit, l'aboutissement de certains objectifs ne serait pas possible en l'absence de capital social (COLEMAN, 2000, p. 16). La valeur productive du capital social résulte, d'une part, du processus d'investissement de la part de l'individu et, d'autre part, des effets du capital social. L'investissement dans le capital social n'est pas un investissement au sens que lui donne la théorie économique. Dans son texte de 1988, Coleman explique que la spécificité des ressources mises à disposition dans le capital social fait que l'investissement dans le capital social n'est pas systématique, comme cela est valable pour le capital physique ou humain, car le fonctionnement des réseaux sociaux est générateur d'externalités<sup>105</sup>. C'est surtout dans les externalités que le capital social trouve une valeur productive.

Le niveau analytique auquel se place Coleman est d'ordre méso-social. L'auteur considère le capital social comme un ensemble de ressources, venant du réseau. Les

---

<sup>104</sup> PORTES et LANDOLT (1996) remarquent qu'il existe chez Coleman une analogie entre le *capital financier*, qui est représenté par les comptes en banque, le *capital humain* incorporé à l'individu et le *capital social* inhérent aux relations interpersonnelles. Toutefois, les deux auteurs insistent pour ne pas « pousser très loin » cette analogie, car le capital social possède certaines caractéristiques, comme la réciprocité, que les autres types de capitaux ne possèdent pas. Coleman lui-même marque une différence entre le capital social et les autres types de capitaux : le capital social étant inhérent aux structures sociales (COLEMAN 2000, p. 16).

<sup>105</sup> L'externalité, dans la théorie économique néoclassique, désigne une anomalie du marché, traduite par une allocation non optimale des ressources. Cela veut dire que l'utilité d'un acteur économique subit des influences par l'acte de production ou de consommation d'un autre acteur économique, sans que ce processus passe par un marché. L'externalité peut être positive (une voie publique construite par une entreprise) ou négative (les déchets toxiques d'une entreprise).

ressources ne sont pas le produit des propriétés individuelles des personnes. De plus, le capital social représente une fonction du réseau plutôt qu'une propriété. Il est inhérent à la structure sociale. Cette conception a suscité des critiques de la part de plusieurs auteurs (voir, entre autres, PORTES, 1998 ; PONTHEUX, 2006a et 2006 b ; DURLAUF, 1999 et 2000). PORTES (1998) remarque que ce caractère flou explique la diversité des interprétations d'inspiration colemanienne qu'on retrouve dans la littérature.

Coleman insiste sur quelques avantages qu'implique le capital social, notamment le fait de rendre efficaces les structures sociales. Dans des réseaux sociaux fermés (*a closed community*), les transactions sur le marché (l'exemple des vendeurs de diamants) sont facilitées grâce au capital social. Il facilite, également, l'action collective (les cercles clandestins des étudiants sud-coréens), mais aussi la sécurité collective (circulation des enfants à Jérusalem). En effet, dans un réseau social fermé, les liens sociaux sont plus robustes et ainsi ils renforcent la confiance entre les individus. Par ailleurs, la confiance représente le fondement d'une structure sociale efficace.

Cette conceptualisation met l'accent sur quelques caractéristiques importantes du capital social et notamment : la réciprocité, les obligations, qui renforcent la confiance mutuelle au sein d'une structure sociale fermée ; les chaînes de communication informelles facilitant le processus de circulation de l'information entre les membres du réseau ; les normes représentant une force coercitive contre des activités criminelles.

À l'instar de Putnam, dans la conception de Coleman les acteurs sociaux sont tous égaux. Cela veut dire que la notion de *capital social* de Coleman ne permet, elle non plus, de penser les inégalités.

### ***c. Pierre Bourdieu : capital social et structure sociale***

Le *capital* est une notion clé dans l'œuvre de Pierre Bourdieu (*infra*, Tableau 12). Il s'appuie sur la nécessité d'« investir » afin d'accumuler du capital. Le *capital*, dans son analyse des mécanismes de reproduction des hiérarchies sociales, représente une caractéristique commune pour tous les champs sociaux. Pour profiter du statut que procure l'insertion dans un champ donné, les individus doivent investir du temps, de l'argent, du travail dans l'accumulation d'un volume de capital nécessaire au maintien de cette position. Le volume du capital accumulé représente aussi leur principal instrument de pouvoir. On y retrouve sans difficulté une analogie entre le *capital bourdieusien* et le *capital économique*. En théorie économique, les agents économiques investissent du

capital (financier, par exemple) afin d'obtenir du profit. Chez Bourdieu, les investissements ont le but d'augmenter le volume du capital (économique, culturel, symbolique) au point de procurer au possesseur une position dominante dans la société. Toutefois, il serait abusif de classer les analyses de Pierre Bourdieu dans une perspective quantitativiste, particulière à l'analyse économique dominante. En effet, sa démarche va plus loin, tout en intégrant les aspects qualitatifs qu'impliquent les phénomènes économiques et sociaux.

Bourdieu définit le *capital social* en relation avec les autres types de capitaux (économique, culturel, symbolique), car, il considère, ceux-ci comme n'étant pas indépendants les uns des autres. Comment s'établit cette relation de dépendance ? Bourdieu l'explique par les conditions dans lesquelles les échanges sociaux se produisent. Il arrive à la conclusion que les échanges sociaux requièrent un minimum d'homogénéité « objective », à savoir que l'accumulation du capital social est favorisée avant tout par la proximité sociale des individus. La proximité sociale se définit par les volumes (équivalents) des divers types de capitaux (économique, culturel, symbolique) des individus. La proximité dans l'espace physique joue aussi un rôle important dans l'accumulation du capital social, car elle crée des conditions favorables pour « s'approcher des personnes et des choses désirables (du fait, entre autres choses, de leur richesse en capital), minimisant ainsi la dépense (notamment en temps) nécessaire pour se les approprier » (BOURDIEU, 1993, p. 257).

Le capital social exerce un effet multiplicateur sur le volume du capital global possédé par un individu<sup>106</sup>. Ses effets sont visibles au *niveau individuel*. En revanche, il n'est pas représenté par les caractéristiques (les propriétés) d'un individu.

Pour Pierre Bourdieu « le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance ; ou, en d'autres termes, à *l'appartenance à un groupe*, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes), mais sont aussi unis par des *liaisons* permanentes et utiles » (BOURDIEU, 1980, p.2).

---

<sup>106</sup> « La part de ceux qui détiennent les moyens de résister à la dévaluation [d'une forme de capital], et en particulier le capital social lié à une origine sociale élevée, croît à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des titres » (BOURDIEU, 1979, p. 149).

**Tableau 12 :** Concepts économiques dans l'œuvre de Pierre Bourdieu<sup>107</sup>

Notions	Sens dans l'œuvre de Pierre Bourdieu
<b>Capital</b>	Expression qui renvoie aux ressources sociales (matérielles et immatérielles) dont un individu peut disposer ; il existe plusieurs formes de capital : économique, culturel, social, symbolique, etc.
<b>Intérêt</b>	Forme spécifique et particulière à chaque champ qui sert à « affirmer le <i>principe de raison suffisante</i> » (BOURDIEU, 1981, p. 34) ; celle-ci renvoie à la cause qui permet d'expliquer une action sociale.
<b>Investissement</b>	L'investissement renvoie aux prédispositions des acteurs sociaux d'agir ; il peut être « désintéressé », donc « absurde d'un point de vue économique » (BOURDIEU, 1981, p. 34).
<b>Prix</b>	Socialement construit ; la structure du champ social détermine les conditions dans lesquelles les « agents » sont prédisposés à payer ou à négocier un prix (BOURDIEU, 2000, p. 240).
<b>Profit</b>	Métaphore qui renvoie aux avantages obtenus de l'appartenance à une structure sociale et aux résultats de l'action sociale ; il existe plusieurs types : culturel, symbolique, économique, etc.

D'après SIRVEN (2003), cette définition procure la possibilité d'une analyse exclusivement micro-sociale d'un réseau. Mais à notre avis, l'analyse ne devrait pas être ciblée sur cette seule opportunité. En réalité, la définition de Pierre Bourdieu enrichit beaucoup plus l'analyse sociologique et économique, par le fait de permettre l'étude d'une relation « spiralée », qui relie les dynamiques macros (sociales, économiques, politiques) et l'action individuelle.

Selon BOURDIEU (1980, p. 2), le fondement des « liaisons permanentes et utiles » repose sur des « échanges [...] économiques et symboliques ». Ainsi, la taille du réseau qu'un individu peut mobiliser et le volume du capital économique, culturel et symbolique, procuré par ce réseau, représentent le volume du capital social possédé par un individu. Lorsque le groupe d'appartenance des individus procure à ceux-ci du profit, la solidarité au sein du groupe se retrouve renforcée. Néanmoins, cet effet ne doit pas être interprété comme étant l'œuvre d'actions exclusivement conscientes de la part des membres du groupe. Bourdieu lui-même l'explique : « [Cela] ne signifie pas qu'ils soient consciemment poursuivis comme tels, même dans le cas des groupes qui, comme les clubs *select* sont expressément aménagés en vue de *concentrer le capital social* et de tirer ainsi le plein bénéfice de l'effet multiplicateur impliqué dans le fait de la concentration et de s'assurer les profits procurés par l'appartenance, profits matériels comme toutes les espèces de

<sup>107</sup> On a souvent reproché à Pierre Bourdieu d'avoir construit une sociologie qui ne représente qu'une variation de l'économie néoclassique. Selon Robert BOYER (2003 et 2004), une telle interprétation serait due, d'une part, à l'abondance des termes économiques dont Bourdieu fait usage, et d'autre part, « à l'incompréhension de l'esprit et des textes [écrits par Pierre BOURDIEU] » (BOYER, 2003, p. 66).



“services” assurés par des relations utiles et profits symboliques tels que ceux qui sont associés à la participation à un groupe rare et prestigieux. »<sup>108</sup> (BOURDIEU, 1980, p. 2).

Bourdieu attribue une dimension instrumentale au capital social. Cela peut laisser l'impression que le réseau est artificiel, car « l'existence d'un réseau de liaisons n'est pas un donné naturel, ni même un “donné social” [...]. » (BOURDIEU, 1980, p. 2). Le réseau serait le résultat des efforts, conscients ou inconscients, des individus, dont le but est de construire ou de reproduire « des relations sociales directement utilisables » (BOURDIEU, 1980, p. 2). L'auteur insiste sur l'aspect contractuel des liens sociaux qui se traduisent dans des obligations entre les membres d'un groupe, telles que la reconnaissance, le respect et l'amitié.

Le sociologue français réserve au capital social un rôle assez important dans le développement de sa théorie sur la dynamique des classes sociales. PERRET (2003, p. 30) remarque que : « Le concept de Bourdieu est relié à l'orientation d'ensemble de ces travaux : il s'intéresse au capital social en tant que composante des inégalités et des rapports entre les classes sociales. Les différentes formes de capital identifiées par Bourdieu – économique, culturel, symbolique et social – contribuent, de manière spécifique, aux clivages de classe. Chacune représente un ensemble de ressources auxquelles l'individu peut recourir pour améliorer sa situation économique et accroître son pouvoir social. »

Les trois types de capitaux (économique, culturel et symbolique), qui déterminent la position de *dominant* ou de *dominé* d'un individu, sont influencés par le volume du capital social obtenu grâce au réseau. Ainsi, les personnes se voient « rémunérées », après « avoir investi » dans cette forme de capital.

Le volume du capital social possédé par un individu dépend ainsi de la taille du réseau des contacts personnels qu'il peut efficacement mobiliser et du volume du capital (économique, culturel ou symbolique) possédé par chacun de ceux à qui il est relié (BOURDIEU, 1986, p. 250). On y distingue deux composantes essentielles du capital social. Il s'agit, d'une part, de la relation *individu/réseau* elle-même et, d'autre part, de la quantité et de la qualité des ressources procurées par cette relation. La définition donnée par Pierre BOURDIEU (1998, p.3) est la moins évoquée dans la littérature consacrée au capital

---

<sup>108</sup> Italiques dans le texte original.

**Tableau 13** : La définition du *capital social* chez Bourdieu, Coleman et Putnam

	<b>Pierre BOURDIEU</b>	<b>James COLEMAN</b>	<b>Robert PUTNAM</b>
<b>Niveau social auquel a lieu la création du capital social</b>	Micro social	Méso social	Macro-social
<b>Modalités de création de capital social</b>	Les relations se construisent et elles sont sélectives. L'existence du groupe est fondée sur les profits qu'il génère. C'est par l'instauration délibérée ou l'entretien de relations « utilisables » que le capital social est créé.	Les relations sont données et le profit individuel tiré est le résultat des externalités, ces dernières ne fondent pas ces relations. Les acteurs n'interviennent pas explicitement dans la formation du capital social en tant que tel.	Les relations sont données, et le profit collectif qui en résulte est une externalité des relations, mais ne les fonde pas. Les acteurs n'interviennent pas explicitement dans la formation du capital social en tant que tel.
<b>Description de l'espace social dans lequel les acteurs interagissent</b>	Espace social stratifié (classes) ; chaque classe est fondée sur des conditions d'existences et dispositions homogènes, déterminant de cette façon les pratiques communes. L'acteur a une position proportionnelle à ses ressources.	Position égalitaire des individus à l'intérieur d'un espace non stratifié.	Position égalitaire des individus à l'intérieur d'un espace non stratifié.
<b>Caractéristique des acteurs</b>	Acteurs inégaux	Acteurs égaux	Acteurs égaux
<b>Type de ressource</b>	Ressource individuelle : il s'agit d'un stock de capital social dont chaque individu dispose en étant inséré dans des réseaux spécifiques.	Ressource du réseau : ensemble des caractéristiques structurelles et normatives du réseau.	Ressource collective (niveau macro-social) : les normes, la confiance. Sont efficaces les communautés qui possèdent des normes ou du capital social et <i>vice versa</i> , les normes ou le capital social sont présents dans les communautés efficaces.
<b>Type de liaisons entre les individus</b>	Les liaisons sont fondées sur des échanges économiques et symboliques. Les liens sociaux sont fondés sur des obligations (telles que « les sentiments de reconnaissance, de respect et d'amitié ») entre les parties.	Facilite le processus d'échange entre les individus et se prête à un calcul par lequel les individus peuvent se rendre compte du bénéfice qu'ils obtiennent du fait d'être attachés à une communauté ou autre.	Relations de réciprocité, de coopération ; il existe un haut niveau de la confiance qui maintient un équilibre social.

social<sup>109</sup>. Selon Portes, cette situation serait non justifiée, vu que Bourdieu est l'auteur qui a développé « l'analyse la plus raffinée parmi celles qui ont introduit le concept dans le discours sociologique contemporain » (PORTES, 1998, p. 3).

Certains auteurs (anglo-saxons) ont pourtant saisi l'opportunité qu'offre la définition bourdieusienne en termes de mesure du capital social. Selon SNIJDERS (1999, p. 29), « la valeur du capital social d'un individu est égale à la valeur potentielle des bénéfices que cet individu obtient de ses liaisons avec d'autres individus ». Le capital social est ainsi traité comme un indicateur purement économique. Snijders ira jusqu'à élaborer une formule mathématique de calcul de la valeur du capital social d'un individu. Pour ce faire, il a pris en compte l'existence de la relation, puis les ressources dont dispose la personne avec laquelle on entretient des liens et, en fin de compte, la probabilité d'obtention de l'aide, voire de ressources, de cette relation<sup>110</sup>. Le procédé de mesure élaboré par Snijders est loin d'être satisfaisant. Dans le calcul de la valeur du capital social, les bénéfices tirés d'une liaison personnelle représentent exclusivement l'expression monétaire des biens et des services obtenus de cette relation. Or, chez Pierre Bourdieu, les bénéfices ou plutôt les *profits* dépassent ce cadre matériel restreint ; pour lui le *profit* est métaphorique et désigne le résultat de l'action sociale. Le profit peut être de nature économique, mais aussi symbolique, comme c'est le cas des récompenses pour mérites littéraires et académiques. C'est sûrement là la plus grande contribution de la définition de Pierre Bourdieu : elle rajoute aux bénéfices tirés de l'appartenance à un groupe une dimension qualitative (culturelle, symbolique), qui représente bien plus qu'une simple estimation de leur quantité matérielle. Chez Bourdieu, l'analyse du réseau est de nature structurelle, ce qui implique nécessairement de se rapporter aux positions occupées par les individus au sein d'un groupe et, ainsi, de considérer leur capacité (liée à leur mode de socialisation et donc à leur *habitus*) de mobiliser les réseaux sociaux à leur profit.

---

<sup>109</sup> D'une part, l'appel restreint à la définition donnée par Pierre Bourdieu au capital social s'explique par un problème de langue : le seul texte de Bourdieu – qui traite du capital social – bien connu dans la littérature anglophone est un article traduit en anglais et publié dans le *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, en 1986 (voir BOURDIEU, 1986). D'autre part, il existe uniquement deux textes de Pierre Bourdieu qui traitent explicitement du capital social : le premier, *Le capital social. Notes provisoires*, est un article de deux pages seulement (voir BOURDIEU, 1980), et le deuxième est l'article de *Handbook...*, ouvrage que nous venons de citer.

<sup>110</sup> SNIJDERS (1999), obtient une formule mathématique pour calculer le capital social, qui devient de ce fait un indicateur agrégé de valeurs d'aides potentielles qu'un individu pourrait obtenir de la part des personnes (*alters*) auxquelles il est connecté – b (j) –, multipliées par la probabilité d'obtention de cette aide – s (j) :

$$SC \text{ (Social Capital)} = \sum_{j=1}^m b(j) s(j)$$

### III.2 Capital social et régulation

Nous retiendrons pour la suite de notre travail la définition du *capital social* de Pierre Bourdieu car celle-ci dispose de certains atouts. Le premier, porte sur la possibilité de rendre compte des inégalités sociales résultant de l'insertion des individus dans différentes structures sociales. Le deuxième concerne des questions épistémologiques divisant la sociologie et les sciences sociales : il s'agit du passage analytique du niveau macro au niveau micro et *vice versa*<sup>111</sup>.

Comme nous l'avons vu précédemment, les « intellectuels » moldaves étaient insérés dans des espaces sociaux institutionnellement construits et institutionnellement hiérarchisés. Ces espaces étaient structurés, en même temps, par des tensions institutionnelles. De manière générale, l'appartenance socioprofessionnelle régulaient les tensions sociales caractérisant le statut des « intellectuels ». Cette appartenance *légitimait* l'accumulation du capital économique des « intellectuels ». Comme nous allons le voir par la suite, l'appartenance socioprofessionnelle et organisationnelle d'un individu s'avère être sources d'un autre type de conflit, venant compromettre la légitimité de la domination économique des « intellectuels », dans la société moldave. Il s'agit de la distribution inégalitaire des ressources au sein du groupe.

Les *institutions* (soviétiques) ont joué un rôle important dans la création de ces conflits sociaux. Une approche épistémologique et méthodologique, propre aux courants institutionnalistes en sciences sociales, nous paraît importante pour une meilleure compréhension de ce processus. Cela nous amène à insérer le concept bourdieusien de *capital social* dans un programme de recherche similaire à celui de Pierre Bourdieu, mais en nous appuyant de manière plus explicite sur l'*importance des institutions*. Nous trouvons un support, dans ce sens, dans la théorie de la régulation (voir *supra*, *Introduction*), qui présente des « relations de cousinage » (BOYER, 2004, p. 1) avec la sociologie de Pierre Bourdieu, sur certains aspects.

---

<sup>111</sup> Le lien entre niveaux micro et macro, en passant par celui méso-social, s'effectue à travers le triplet *habitus/champ/État*. 1) Les individus dont les dispositions sont socialement construites (*habitus*) s'inscrivent et agissent dans des champs sociaux dont les structures sont elles aussi socialement constituées. « Plus concrètement, ce sont les agents [...] définis par le volume et la structure du capital spécifique qu'[ils] possèdent, qui déterminent la structure du champ qui les détermine » (BOURDIEU, 2000, p. 235). La relation entre « agent » et champ est caractéristique des niveaux micro et méso-social. 2) Les champs sociaux évoluent dans le temps de manière plus ou moins autonome. Toutefois, les dynamiques des champs sont confédérées par un élément déterminant commun : l'État.

La théorie de la régulation rejette la théorie des choix rationnels de l'économie standard<sup>112</sup>. D'un point de vue analytique, les deux programmes de recherche réévaluent de manière critique les institutions marxistes (l'économie marchande et le salariat). Enfin, les deux partagent l'hypothèse sur l'importance des institutions dans la société et relient l'activité économique au mode de régulation (BOYER, 2004, p. 1). Les *formes institutionnelles* (ou structurelles) éclairent l'origine (mais aussi la reproduction) des régularités socio-économiques (BOYER, 1986). Observables au niveau méso-social, elles procurent l'avantage de rendre compte du changement que le lien social subit, lorsque les rapports sociaux fondamentaux changent. De même, par leur intermédiaire s'opère l'influence du cadre macro sur l'action des individus dans des périodes stables (BOYER, 2009). À l'instar de la sociologie de Pierre Bourdieu, ce cadre théorique nous permet d'analyser la relation inverse, du niveau micro vers le niveau macro, pendant les périodes de crise structurelle, où l'action individuelle se répercute et façonne des nouvelles formes institutionnelles.

Voyons maintenant comment s'articulent les formes institutionnelles avec la problématique du capital social, dans le cas précis des « intellectuels » moldaves. Mais, ouvrons une parenthèse d'abord.

Nous avançons l'hypothèse selon laquelle les inégalités au sein de la catégorie des « intellectuels » moldaves étaient dues à leur dotation inégalitaire en capital social. Comme il a été déjà dit dans le Chapitre II, nous retenons deux aspects relevant des inégalités au sein du groupe des « intellectuels » : *la position sociale*, que nous avons déjà discutée, et *la distribution des ressources*, dont nous discuterons dans le chapitre suivant. La question de la distribution des ressources a été incluse dans nos enquêtes en liaison avec les revenus des individus et leur consommation. Dans les deux cas de figure, la problématique du capital social demeure utile et intéressante.

Selon certaines données statistiques, la part des revenus dits privés (extra-salariaux) s'élevait, en 1980, à 8,8%, en Moldavie, et à 3,1%, en URSS. Dans le milieu urbain, le salaire représentait 100% du revenu disponible des travailleurs non-manuels. Dans le milieu rural, le même indicateur s'élevait à 70% pour les employés non-manuels des

---

<sup>112</sup> « Si nécessaire, il [le socio-économiste] acceptera ainsi de troquer la théorie de la rationalité pour celle de l'habitus » (BOYER, 2009, p. 76).

kolkhozes et à 91% pour les « intellectuels » du secteur étatique (EMSSR, 1987, p. 181)<sup>113</sup>. Ensuite, la politique de l'État en matière de salaires<sup>114</sup> se caractérisait, à partir des années khrouchtchéviennes, par un resserrement des écarts salariaux, à l'aide d'une augmentation des revenus les plus bas et, en même temps, par un freinage de la croissance des revenus les plus hauts (CHAVANCE, 1989, p. 25)<sup>115</sup>. Malgré cela, lorsqu'on analyse la répartition des salaires entre les différentes catégories socioprofessionnelles, des écarts importants demeurent, raisons pour lesquelles nous les discutons dans le chapitre suivant.

La pénurie des biens de consommation, qui a eu une incidence directe sur la consommation, a transformé celle-ci en un indicateur explicite des inégalités. Pour cause, la problématique du capital social est formulée ici en rapport avec des données empiriques qui concernent notamment la consommation des « intellectuels » et particulièrement l'accès à des biens et des services déficitaires. Ici se ferme notre parenthèse.

Comme le montrent les données tirées de nos enquêtes de terrain, l'accumulation du capital social, convertible dans l'accès à la consommation, a façonné la société moldave de type soviétique de deux manières remarquables. D'une part, le processus d'accumulation était dépendant de l'insertion des « intellectuels » dans des espaces sociaux institutionnellement construits et hiérarchisés et, par conséquent, déterminés par des arrangements organisationnels spécifiques. C'est précisément dans ce cas que l'articulation entre les formes institutionnelles et le capital social devint la plus explicite. D'autre part, le processus d'accumulation du capital social était dépendant de l'insertion des « intellectuels » au sein de réseaux de contacts personnels.

À partir des données incluses dans le Tableau 14 (*infra*), on peut observer l'importance du capital social dans l'accès à la consommation, tant en fonction du *statut socioprofessionnel* et de l'*appartenance organisationnelle*, qu'en fonction du *réseau des contacts personnels*.

---

<sup>113</sup> On ne peut pas accorder tout crédit à ces données, car d'autres études ont montré que ces revenus constituaient une part beaucoup plus importante pour les ménages moldaves, en général. Remarquons que la production domestique, à l'époque soviétique, en Moldavie (mais aussi en Biélorussie et en Ukraine), contribuait à la réduction de 67% de la pénurie des biens et d'argent des ménages. Les revenus tirés de cette production domestique étaient qualifiés de privés, de non socialistes, d'informels, d'illégaux (GROSSMAN, 1987 ; CHAVANCE, 1989, p. 148).

<sup>114</sup> « De nos jours chaque gouvernement dans le monde entier a une politique des salaires, que celle-ci soit appliquée ou non. Dans une économie socialiste l'analyse des salaires doit commencer par la politique centrale des salaires, parce que celle-ci est effectivement réalisée. Il n'y a guère d'autre indicateur dans le plan macroéconomique qui soit réalisé plus exactement ou avec des déviations relativement plus petites que les objectifs concernant les salaires. C'est un fait empirique qui peut être aisément vérifié sur la base des données disponibles » (KORNAÏ, 1984, p. 351).

<sup>115</sup> Voir aussi ASSELAIN (1984), KERBLAY et LAVIGNE (1985), SAPIR (1986).

1) Concernant le statut socioprofessionnel et l'appartenance organisationnelle, plus d'un cinquième des personnes que nous avons sondé, ont déclarées avoir eu accès à des produits déficitaires par ce biais. On remarquera que le statut socioprofessionnel a joué un rôle important notamment pour les « intellectuels » villageois. Ceci renforce l'argument exposé plus haut (Chapitre II, p. 59) sur l'importance de l'appartenance socioprofessionnelle dans le milieu rural moldave (qui légitimait, dans l'imaginaire social, une position économique privilégiée). On observe une tendance inverse chez les sondés russophones. Aucun d'entre eux n'a affirmé avoir eu accès à des biens déficitaires par le biais de l'organisation dont ils faisaient partie.

Egalement, la part de la variante de réponse « à l'aide de mon statut socioprofessionnel » dans le total des réponses des russophones est de 4 fois inférieur à la proportion des réponses données par les roumanophones. L'analyse du discours des interviewés de langue russe nous fournit une explication à cela :

« Il y avait seulement quelques produits déficitaires à l'époque soviétique. Il s'agissait du *caviar* et de *certains types de poisson*. Ils étaient introuvables dans les magasins d'État. Je savais qu'on pouvait les trouver dans les magasins *Beryozka* [réservé aux membres du Comité Central]. Mais je n'y avais pas accès ». (Lidia, 62 ans)

La perception du déficit de Lidia est biaisée par la facilité dont elle pouvait se procurer les produits déficitaires, grâce à son appartenance socioprofessionnelle (elle était directrice de département dans une grande entreprise de la ville de Chisinau et membre du PC). Ainsi, selon elle, le déficit concernait des biens auxquels elle n'avait pas personnellement accès. Sa perception du déficit était donc le produit de sa situation personnelle, caractérisée par un accès relativement libre à des biens déficitaires, comparé aux autres membres de la société. Par conséquent, pour elle l'accès à ces biens était « libre », excepté le « caviar » et « certains types de poisson ». Comme Lidia était insérée dans un réseau social (de par son appartenance ethnique et sa position socioprofessionnelle), dont les membres accédaient « librement » à des biens considérés déficitaires difficiles d'accès pour l'ensemble du système économique moldave, sa perception pouvait être aussi socialement déterminée.

**Tableau 14** : Accès aux biens déficitaires, % des réponses

Question : Par quel moyen accédez-vous à des biens déficitaires ?	Milieu de résidence		Langue parlée		Total échantillon
	urbain	rural	roumaine	russe	
À l'aide des meilleurs amis	27,3	34,8	30,1	25,0	29,3
À l'aide des collègues	2,3	2,2	2,7	0	2,3
À l'aide des membres de la famille	15,6	17,4	14,4	25,0	16,1
À l'aide des voisins	8,6	4,3	7,5	7,1	7,5
Grâce à mon statut professionnel	11,7	15,2	14,5	3,7	12,6
Par le biais de l'organisation dont membre j'étais	10,2	6,5	11,0	0	9,2
Autre	5,5	0	3,4	7,1	4,0
Je n'avais pas d'accès à des biens déficitaires	18,8	19,6	16,4	32,1	19,0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

**Source** : Les pourcentages correspondent aux résultats de l'enquête quantitative.

**Note** : Les individus sondés avaient la possibilité de donner des réponses multiples. Ici nous représentons les fréquences relatives de chaque variante de réponse par rapport au nombre total des réponses obtenues. Ainsi, les 100% des réponses correspondent à un nombre absolu supérieur à 128 (répondants/questionnaires), qu'est l'échantillon. Notons, également que, dans certains questionnaires, les répondants avaient opté pour une des variantes des réponses qui impliquaient l'hypothèse d'avoir un accès aux biens déficitaires (e.g. ils ont coché la variante de réponse « à l'aide des meilleurs amis »), et, en même temps, ils avaient indiqué qu'ils n'y avaient pas accès (en cochant, à la fois, la variante de réponse « je n'avais pas d'accès à des biens déficitaires »). Autrement dit, certains interviewés ont répondu à cette question de manière contradictoire. Cela nous a obligé de choisir entre deux possibilités : ignorer ces réponses ou choisir une d'entre elles. Nous avons opté pour la deuxième possibilité. Plus exactement, étant donné que la variante de réponse « je n'avais pas d'accès » apparaissait en dernier sur la liste, nous avons considéré qu'il a eu accès. Si le sondé n'avait, en réalité, pas eu accès aux biens déficitaires, il aurait peut-être cherché à l'indiquer sans choisir une des variantes qui impliquaient un accès. Ainsi, nous avons omis notamment les variantes qui consistaient à dire que le sondé n'avait pas eu accès à des biens déficitaires.

On retrouve une attitude similaire et biaisée dans le discours d'Igor, ancien ingénieur-économiste au Ministère de l'Économie de la RSSM. Igor affirme avoir eu accès à des produits littéraires interdits. À la question s'il eut accès à des auteurs interdits en URSS, tels que Georges Orwell<sup>116</sup>, sa réaction fut la suivante :

« Qui vous a dit qu'Orwell a été un auteur interdit en URSS ? Pas du tout ! J'ai chez moi une édition [du roman intitulé *1984*] qui date de 1982 ». (Igor, 62 ans)

Ces variations subjectives dans la perception du déficit, de pair avec les bénéfices consciemment exprimés par les sondés (*supra*, Tableau 14), laissent entendre que

<sup>116</sup> Les œuvres de Georges Orwell ont été interdites en URSS. C'est avec l'arrivée de Michail Gorbatchev, en 1985, à la tête du PCUS et l'initiation de la *glasnost* (transparence), en 1986, que cette interdiction fut levée. Rappelons dans ce contexte que la *glasnost* représentait un concept politique qui présupposait l'ouverture du débat public sur des problèmes politiques, ainsi que l'accroissement de la liberté d'expression des médias. En Moldavie, la *glasnost* a eu de l'impact sur le débat lié notamment aux questions linguistiques qui provoquèrent, par conséquent, un ample mouvement nationaliste à la fin des années 1980. Nous y revenons plus loin.



l'appartenance socioprofessionnelle et organisationnelle procurait *une forme de capital social* incorporée dans ces structures. En le rapportant à l'appareil du pouvoir dans les pays ex-communistes, Pierre BOURDIEU l'a appelé *capital politique* (*supra*, note 56). Nous proposons d'étendre cette notion à l'appartenance socioprofessionnelle et organisationnelle des « intellectuels », en l'appelant *capital social de type politique*. Il convient d'y inclure également l'appartenance ethnique ; comme il a été montré dans le chapitre II, la hiérarchie politico-administrative moldave fut marquée par ce facteur.

Dans la littérature, le vocable *capital politique* renvoie à la seule appartenance au PC (SURUBARU, 2007 ; EYAL *et alii*, 1998 ; MINK et SZUREK, 1999). EYAL *et alii* (1998), par exemple, considèrent que le *capital politique* serait l'unique forme discriminatoire de capital, procurant toutes sortes d'avantages dans les sociétés de type socialiste. Nos recherches de terrains montrent aussi que, de manière générale, l'appartenance au PC procurait certains avantages, comme l'accès à des postes dirigeants ou à la consommation. Toutefois, ce « capital politique » doit être relativisé et cela pour deux raisons majeures. L'appartenance au PC n'avait pas la même signification à des échelons différents au sein de la hiérarchie du Parti, ni aux échelons de même niveau à travers le clivage *urbain/rural* ou *interethnique*. Nous l'avons déjà vu, l'appartenance socioprofessionnelle (et organisationnelle) était plus significative de ce point de vue. Administrativement instituée, elle régula certains conflits sociaux liés au statut social des « intellectuels », en même temps, qu'elle était source d'inégalités matérielles.

C'est pourquoi il convient mieux de parler de *capital social de type politique*, pour renvoyer aux structures économico-politiques au sein desquels il était accumulé par les individus. L'accumulation du capital social de type politique était le résultat des stratégies individuelles :

« Moi, je n'étais pas un communiste convaincu, mais j'ai adhéré au Parti car je voulais faire une thèse [d'économie] et une belle carrière et je savais que le fait d'être membre du Parti allait me faciliter cette tâche ». (Victor, 55 ans.)

Le capital social de type politique était ainsi converti en capital économique, par un processus institutionnalisé qui rappelle le phénomène de rationnement (KORNAÏ, 1984 ; CHAVANCE, 1989), induit par la pénurie (nous y reviendrons dans le chapitre IV) :

« Il y avait un magasin spécial pour les employés du ministère. J'avais accès en particulier à des livres rares, voire même interdits. [...] J'achetais des livres et des disques pour des amis et eux, ils m'aidaient à trouver d'autres produits, comme une télé ou des chaussures ». (Igor, 62 ans)

2) Comme cet extrait de l'entretien avec Igor le montre, en dehors des ressources institutionnellement réparties, avantageuses pour certains, la position socioprofessionnelle permettait de tisser un réseau de contacts informels, dont l'effet était d'élargir l'accès à des biens de consommation.

Lorsqu'on revient sur les données du Tableau 14 (*supra*, p. 103), on observe que plus de la moitié de sondés se sont prononcés en faveur de l'accès à des biens déficitaires à l'aide d'amis, de proches parents, de voisins, etc. Cela veut dire qu'en dehors de l'appartenance socioprofessionnelle et organisationnelle, procurant du capital social de type politique, l'appartenance familiale, les liens personnels (d'amitié, de voisinage, etc.) procuraient eux aussi un important volume de ce que nous appellerons *capital social de type relationnel*.

Le volume de capital social de type relationnel dépendait a) de *la structure du réseau* et b) de *la « force » de liens* [faibles] (GRANOVETTER, 2008) existants entre les individus.

a) La structure du réseau de contacts personnels renvoie à la proximité sociale entre les membres du même réseau, en fonction de l'appartenance à une des trois catégories institutionnelles soviétiques : la « classe » des ouvriers, la « classe » des paysans et le groupe des « intellectuels ».

Pour évaluer la structure du réseau de contacts personnels, nous avons demandé aux interviewés de dresser une liste de 5 personnes avec lesquelles ils se retrouvaient au moins une fois par mois afin de discuter, prendre un verre, etc. Nous avons appuyé cette question sur les thèses développées par des anthropologues, Marcel MAUSS (2003) entre autres, et des sociologues, comme Pierre BOURDIEU (1979), à propos du fait qu'avant d'échanger des biens et des richesses ou des choses « utiles économiquement » (MAUSS, 2003), les individus échangent des politesses, des paroles, des rites, des fêtes, etc., qui « produisent et reproduisent la reconnaissance mutuelle des individus » (BOURDIEU, 1980, p. 2). Il a été demandé aux sondés de donner également des informations sociodémographiques au sujet des personnes régulièrement fréquentées (sexe, métier, position au sein de la hiérarchie administrative).

On observe, à travers les données de nos enquêtes, que les « intellectuels » citadins sont plus nombreux à ne pas avoir eu des relations proches avec des ouvriers ou des kolkhoziens. Ils sont toujours plus nombreux à avoir indiqué de 4 à 5 personnes appartenant au groupe des « intellectuels ». Cela veut dire que les réseaux des contacts personnels dans le milieu urbain avaient tendance à s'homogénéiser du point de vue social,

fait moins présent dans le milieu rural. Cette tendance de nivellement social, caractéristique de la ville, peut être expliquée par le fait que la plupart des liaisons personnelles s'instituaient au sein du milieu professionnel, soit sur le lieu du travail, soit elles dataient de l'époque où ces acteurs étaient des étudiants. Dans ce dernier cas, l'un des facteurs essentiels contribuant à l'institution des relations durables d'amitié étaient les conditions de logement (foyers) des étudiants. Comme Alexandru nous explique, les liaisons ainsi instituées étaient perpétuées dans le temps :

« Partout il y avait des collègues à moi que je connaissais depuis les années de mes études. Quand nous étions étudiants nous étions très unis. Nous préparions nos cours ensemble, nous organisions des sorties ensemble, nous faisons la fête ensemble, nous partageons nos repas. Tout cela nous a unis de telle façon qu'aujourd'hui encore nous gardons le contact ». (Alexandru, 53 ans)

Dans le milieu rural, en revanche, la situation était différente. Les conditions socio-économiques et culturelles effaçaient les frontières sociales, instituées par l'appartenance socioprofessionnelle. Lorsqu'on regarde de plus près les différents échanges sociaux qui y avaient lieu (et qui ont lieu aujourd'hui encore), on observe que l'autonomisation des groupes socioprofessionnels des « intellectuels » était compromise par les valeurs culturelles dominantes du milieu rural. Parfois, on y retrouve ce que Marcel Mauss appelait « des phénomènes sociaux totaux »<sup>117</sup> :

« Lors de la construction de la maison, comme le veut l'usage, on avait organisé une corvée<sup>118</sup>. Tout le monde y a participé. Les voisins, les membres de la famille, les amis, tous ! Moi aussi j'allais quand ils en organisaient. Mais le jour de ma corvée, quand nous avons fabriqué les briques, je devais être au boulot et donc je ne suis pas resté avec eux. Ils ont fait seuls tout le travail. Je peux dire que ce sont eux qui m'ont construit la maison ». (Nicolae, 58 ans)

Cette forme d'échange effaçait, dans une certaine mesure, les frontières entre les milieux professionnels, les « intellectuels », les kolkhoziens et les ouvriers ruraux, raison pour laquelle les réseaux sociaux des « intellectuels » ruraux apparaissent socialement moins uniformes.

---

<sup>117</sup> « Dans ces phénomènes sociaux “totaux”, comme nous proposons de les appeler, s'expriment à la fois et d'un coup toutes sortes d'institutions : religieuses, juridiques et morales – et celle-ci politiques et familiales en même temps ; économiques – et celle-ci supposent des formes particulières de la production et de la distribution ; sans compter les phénomènes morphologiques que manifestent ces institutions » (MAUSS, 2003, p. 147).

<sup>118</sup> Travail bénévole et collectif destiné à aider quelqu'un. D'habitude, les moldaves organisent des corvées lors de la construction d'une maison, et lors de cérémonies culturelles et religieuses, telles que les mariages, les baptêmes, les funérailles.

b) Afin de mesurer la « force » des liens<sup>119</sup> personnels, indiqués par les sondés, nous avons tâché de savoir s’il s’agissait de liaisons faibles ou fortes. Cet aspect nous a été inspiré par les travaux de Mark GRANOVETTER (1973 et 2008)<sup>120</sup>, concernant l’importance des réseaux sociaux pour la recherche d’un emploi. L’auteur a démontré que se sont les liens faibles (et non pas les liens forts) entre les individus qui représentent « des instruments indispensables » pour la saisie des opportunités qui s’offrent à eux (GRANOVETTER, 2008, p. 72). Il y a dans la thèse de Granovetter une idée sur l’importance des liens faibles dans la circulation de l’information entre les individus. C’est notamment cet aspect qui nous semble opportun d’être associé à ce que nous appelons ici *le capital social de type relationnel*. Comme nous le verrons par la suite, l’accès à l’information est une condition essentielle pour l’accès à la consommation dans ce contexte d’économie de pénurie.

**Tableau 15 :** La force des « liens forts »

Ressources obtenues	Liens forts avec toutes les personnes indiquées dans le questionnaire	Liens faibles avec toutes les personnes indiquées dans le questionnaire
Emprunt d’argent	71 %	12 %
Mise en relation avec une personne hautement placée dans la hiérarchie politico-administrative	28 %	10 %
Informations sur ses propres droits	15 %	0 %
Aide dans des travaux domestiques	45 %	10 %
Accès à un bien déficitaire	38 %	10 %
Achat d’un frigidaire sans passer par la file d’attente	33 %	10 %

**Source :** Résultats de l’enquête quantitative.

**Lecture :** La colonne « Ressources obtenues » cumule plusieurs questions fermées (possibilité de réponse : oui/non) et formulées de la manière suivante : « Connaissez-vous des personnes qui auraient pu vous aider à acheter un frigidaire sans passer par la file d’attente ? ». Les pourcentages ont été obtenus par la mise en corrélation des réponses affirmatives avec celle sur la force du lien identique pour les 5 contacts. Par exemple, parmi les sondés liés par des liens forts à leurs contacts personnels, 71% ont déclaré avoir la possibilité d’emprunter de l’argent chez l’un de ses contacts.

Parmi les sondés ayant indiqué des liaisons faibles avec les personnes qu’il rencontrait au moins une fois par mois, aucun n’a déclaré avoir eu de l’aide de la part des amis ou des collègues dans l’accès à des biens déficitaires ; seulement 10% parmi eux

<sup>119</sup> « La force d’un lien est une combinaison (probablement linéaire) de la quantité de temps, de l’intensité émotionnelle, de l’intimité (la confiance mutuelle) et des services réciproques qui caractérisent ce lien » (GRANOVETTER, 2008, p. 46).

<sup>120</sup> La traduction française augmentée du célèbre article *The Strength of Weak Ties* (GRANOVETTER, 1973) a été publiée dans GRANOVETTER (2008).

(Tableau 15) ont déclaré avoir obtenu l'aide de la part des parents (lien familial). En revanche, les personnes qui étaient unies par des liens forts sont plus nombreuses à déclarer avoir eu de l'aide de la part des amis (53,8 % des réponses), des collègues (30,8 %) ou des proches parents (61,5 %). Ainsi, nos recherches empiriques montrent que les liens faibles ne constituent pas une « force » dans l'accumulation du capital social de type relationnel, orienté vers l'obtention de l'accès à des produits déficitaires.

Le capital social de type relationnel, était complémentaire au capital social de type politique. Il régulait les tensions induites par une dotation inégalitaire en capital social de type politique des « intellectuels » :

« Malgré mon poste [chef d'équipe dans un kolkhoze], ici, dans le village, je n'avais pas beaucoup d'avantages. [...] Bon, si j'avais besoin de transporter quelque chose, alors oui, je me servais d'un tracteur. [...] Mais pour m'acheter la télé ce fut à l'aide de mes amis, qui travaillaient dans le centre du district, que je l'ai eu. J'ai été parmi les premiers du village à avoir une télé en couleurs. Car, comme on dit, j'ai été à un poste hautement placé. Quand même... [rire] ». (Nicolae, 58 ans)

Cet extrait d'entretien traduit la logique par laquelle les deux types de capital social – de type politique et relationnel –, de Nicolae, étaient reliés entre eux. Nous l'avons évoqué, l'appartenance socioprofessionnelle régulait certaines tensions mais en créait d'autres. En régulant les tensions liées au statut social, elle créait dans l'imaginaire social une image uniformisée du groupe des « intellectuels ». Elle impliquait ainsi un « droit » à la position économique dominante égal pour tous les membres. Mais les mécanismes de distribution des ressources (meilleur approvisionnement des villes, magasins spéciaux, approvisionnement privilégié de certaines entreprises d'importance stratégique, etc.) créaient des inégalités et donc des tensions au sein des « intellectuels ». Ainsi, le capital social de type relationnel, relié au capital social de type politique, avait un rôle régulateur de ces tensions qui remettaient en cause le « droit » à une position économique dominante des « intellectuels ».

Notre analyse nous amène à penser que l'appartenance organisationnelle, et de manière élargie l'appartenance socioprofessionnelle, procurant du capital social de type politique, représentait une sorte de « coupon de rationnement » aux mains des individus. (Du moins, les données empiriques le laissent entendre.) C'est-à-dire que le statut socioprofessionnel donnait « droit » à l'acquisition de certains types de biens (logement, voiture), et dans une certaine quantité, auxquels d'autres catégories socioprofessionnelles n'avaient pas accès ou dans de moindres proportions.

En résumé, le capital social de type politique se convertissait en capital économique par un processus qui rappelle les phénomènes de rationnement spécifiques à une économie de pénurie. L'insertion des « intellectuels » dans des réseaux sociaux informels se traduisait par la mise en place de circuits qui caractérisaient les échanges entre les individus. Une des pratiques courantes était le *blat*, dont la portée a été déjà montrée par les recherches de LEDENEVA (1998)<sup>121</sup>. Les circuits informels, c'est-à-dire fondés sur l'importance des relations personnelles, rappellent eux aussi les phénomènes de rationnement (informel). Autrement dit, les deux formes de capital social, que nous venons de décrire, peuvent, par extension, être associées à des formes de rationnement qui résultent des structures de l'économie de pénurie, aspects que nous discutons tout de suite dans le chapitre suivant.

---

<sup>121</sup> LEDENEVA (1998) distingue trois types de *blat*, correspondant à trois formes de réciprocité : 1) le *blat* fondé sur l'affection, qui correspond à un échange équilibré entre des personnes ayant des relations particulières (amis, membres de la même famille, etc.) ; 2) le *blat* en tant que « régime d'équivalence », caractérisé par l'utilité potentielle et réciproque d'une relation sociale ; 3) le *blat* fondé sur le statut et qui se réfère à la position d'un individu dans la structure sociale. Cette dernière forme de *blat* tient principalement du capital politique dont bénéficie l'individu.



## Chapitre IV

# Inégalités et capital social dans la RSSM : entre rationnement formel et rationnement informel

### IV.1 Quelques clarifications terminologiques

La pénurie, se caractérisant par une demande supérieure à l'offre, a représenté un régulateur dans les économies de type soviétique. L'ajustement entre l'offre et la demande se faisait par les quantités (KORNAÏ, 1984). Dès lors, des phénomènes économiques tels que le rationnement se manifestent par la mise en œuvre des circuits spéciaux d'allocation et de distribution des ressources. Or, les phénomènes de rationnement imprimèrent de nouveaux vecteurs à l'action sociale des individus.

KORNAÏ (1984, p. 392) distingue trois *schémas d'affectation*<sup>122</sup> des ressources, chacune ayant une caractéristique propre : les *enchères*, le *rationnement* et la *file d'attente*<sup>123</sup>. Dans le cas des enchères, le prix détermine le processus de distribution. Dans le cas du rationnement et de la file d'attente, la distribution est indépendante du prix. Néanmoins, les deux derniers schémas se distinguent entre eux : le rationnement est opéré par des *personnes déterminées*, alors que la file d'attente renvoie à une sélection *impersonnelle*, selon l'ordre de l'arrivée (KORNAÏ, 1984, p. 396).

Le critère de l'impersonnalité de la file d'attente mérite d'être nuancé. Si la file d'attente, en tant que schéma d'affectation des ressources, s'avère être un phénomène impersonnel, faisant son apparition de façon non délibérée dans une situation de pénurie (fait qui serait valable pour le schéma de rationnement également), son fonctionnement

---

<sup>122</sup> La relation qui s'établit entre l'offre physique des biens et des services et sa répartition entre les ménages représente un autre *schéma d'affectation* (KORNAÏ, 1984, p. 388).

<sup>123</sup> Il existe trois types de file d'attente : physique – les personnes attendent devant le vendeur pour être servies ; à numéros – après avoir obtenu un numéro d'ordre, les personnes peuvent attendre en dehors de la file physique jusqu'à ce que leur numéro arrive ; fondée sur l'ordre d'arrivée – il n'y a pas de file d'attente physique et les acheteurs arrivent l'un après l'autre pour être servis selon leurs besoins (KORNAÏ, 1984, p. 396).



n'est guère impersonnel. L'action sociale vient *personnaliser* la file d'attente. L'exemple le plus connu est celui « des ventes sous le comptoir ». Dans ce cas, l'ordre d'arrivée, en tant que critère fondamental de fonctionnement de la file d'attente, n'est plus valable, étant remplacé par les actions des acteurs sociaux, cherchant à lui échapper. Ceci instaure une atmosphère de *quasi-concurrence* entre les individus (CHAVANCE, 1989, p. 130).

La file d'attente, dont l'apparition en tant que phénomène économique pourrait être caractérisée d'impersonnelle, se retrouve *personnalisée* par l'influence qu'exercent les structures de l'économie de pénurie sur l'action individuelle. (Dans ce cas, tant le capital social de type politique, que le capital social de type relationnel, jouent un rôle important.)

La file d'attente pourrait, elle aussi, être définie en tant que schémas de rationnement. À l'instar de Bernard CHAVANCE (1989), la distinction entre rationnement et file d'attente se ferait à partir des critères formels et informels. L'auteur parle, dans l'esprit des théories du déséquilibre<sup>124</sup>, de *rationnement formel* et de *rationnement informel*, qui se manifestent au sein du modèle traditionnel de l'économie socialiste. Dans un sens restreint, le rationnement formel renvoie à l'allocation centralisée des moyens de production (techniques, financiers, matières premières, etc.). En ce qui concerne les biens de consommation, le rationnement formel fonctionne avec des coupons de rationnement et se manifeste rarement. Le rationnement informel s'avère le schéma dominant d'allocation des biens de consommation et la file d'attente représente une de ses formes.

### *a. Le rationnement formel*

L'allocation centralisée des ressources reposait sur quelques principes. Théoriquement, le *besoin* se situe au sommet de la hiérarchie des priorités sur lesquelles s'appuie le circuit de rationnement formel. Selon Kornai le *besoin urgent* comporte une légitimité morale<sup>125</sup>. Toutefois, l'application directe de ce critère dans l'allocation et la

---

<sup>124</sup> Les théories du déséquilibre se développent dans les années 1970, dans les travaux de certains économistes comme BENASSY (1975) et DREZE (1975). Elles se situent à la frontière entre les analyses keynésiennes et néoclassiques. Selon les théories du déséquilibre, les prix des biens et des services de même que les salaires sont fixes. Ainsi, si déséquilibre apparaît sur le marché, il entraîne un rationnement par les quantités des biens et des services, ou de la main d'œuvre. Pour un examen de ces théories, voir, entre autres, DE VROEY (2004).

<sup>125</sup> « Nul ne nierait la légitimité morale [...] du *besoin urgent* [italique dans l'original]. [...] Si la capacité d'accueil de l'hôpital est limitée et restreinte, qui doit être soigné ? Celui qui a grand besoin d'un traitement du point de vue médical (même s'il ne peut le payer), ou celui qui pourrait aussi bien être soigné à la maison, mais qui pourrait payer les frais d'hospitalisation ? Le besoin urgent en tant que critère de sélection passe au premier plan. » (KORNAÏ, 1984, p. 392)

distribution de ressources soulève une difficulté : comment définir le besoin urgent ? C'est précisément à cause d'un tel dilemme que des schémas de rationnement formel sont mis en œuvre.

Malgré une importance formelle du critère de besoin urgent, on dénombre, en réalité, des critères tels que le statut social, les liaisons personnelles des directeurs des entreprises avec le répartiteur (KORNAĬ, 1984), en l'occurrence, le ministère de ressort, ou de manière plus générale, le clientélisme (SAPIR, 1986) qui ont une incidence directe sur l'allocation et la distribution centralisées des ressources dans les économies de type socialiste.

Les magasins spéciaux de la *nomenklatura*, les « buffets » des ministères ou des entreprises d'importance stratégique pour l'URSS peuvent, par extension, être inclus dans un schéma de rationnement formel. L'accès y était organisé selon un principe proche de celui des coupons de rationnement.

En élargissant le principe de *rationnement formel* à tout schéma d'allocation et de distribution centralisée des ressources, nous y incluons, tant les ressources monétaires, que non monétaires, obtenus à base de l'appartenance socioprofessionnelle et organisationnelle, mais aussi ethnique, d'un « intellectuel ».

### ***b. Le rationnement informel***

La file d'attente est une forme de rationnement informel. Comme Kornai le montre, l'ordre d'arrivée représente une de ses caractéristiques des bases. L'action des acteurs, qui vise à échapper à l'ordre d'arrivée, instaure une atmosphère de quasi-concurrence.

L'accès à l'information y constitue une variable importante. « Beaucoup dépend du niveau d'information de l'acheteur. Si le produit parvient irrégulièrement à l'endroit de l'offre, le vendeur ou le fournisseur du service peut rendre un service au demandeur en lui communiquant le moment où il peut venir acheter le produit. Dans ce cas, le schéma de la file d'attente ne fonctionne que formellement. Dans la réalité, un rationnement de l'offreur a eu lieu ; l'offreur a décidé, selon ses propres critères, quels sont ceux qui doivent être en tête de la queue » (KORNAĬ, 1984, p. 396).

Les cas empiriques que nous avons recensés montrent eux aussi que l'information était une des conditions de base pour accéder à des produits déficitaires, des services, etc. :

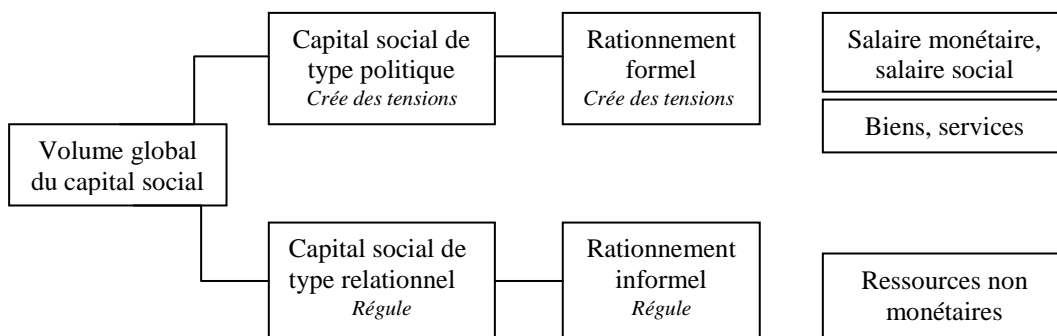
« Je peux dire que le seul avantage que j'ai eu en étant au sein du Ministère fut celui de connaître des gens qui étaient responsables directement ou indirectement de la répartition des biens. [...] En général, le problème consistait dans l'*information*. Par exemple, pour acheter ma

télé, en 1983, c'est un ami qui m'a informé que tel jour et dans tel magasin il y aura un lot de 60 téléviseurs. Mon ami travaillait à un dépôt des marchandises, étant chargé de la vérification de leur qualité. Donc, il savait où allait la marchandise. J'y suis allé et j'étais le 18<sup>ème</sup> dans la file d'attente ». (Igor, 62 ans)

L'accès à l'information était directement dépendent du réseau social dont un individu faisait partie. Tant le réseau des contacts personnels que l'appartenance socioprofessionnelle et organisationnelle marquaient cette dépendance. Une logique de *rationnement informel*, c'est-à-dire d'allocation et de distribution des ressources selon les principes de fonctionnement des réseaux de contacts informels, se mettait ainsi en place au sein des réseaux sociaux.

Pour résumer, nous associons le rationnement formel au capital social de type politique et le rationnement informel au capital social de type relationnel. Nous faisons cette distinction pour faire mieux comprendre notre propos. En réalité, il est difficile d'établir des frontières nettes, surtout entre les deux types de capitaux recensés. Les « bonnes relations » avec un chef d'entreprise, par exemple, procurent à la fois du capital social de type politique et du capital social de type relationnel. Le capital social acquiert une dimension politique car la fonction du directeur est politique. Il est relationnel car on connaît le directeur, on le côtoie souvent et on a de « bonnes relations » avec lui. Pour résoudre ce dilemme, nous le considérerons plutôt comme un capital social de type politique. « Les bonnes relations » avec le directeur procurent non seulement un capital social de type relationnel, mais aussi un capital social de type politique qui élargit l'accès aux ressources ; cette propriété n'est pas valable pour tous les contacts informels. Voici une représentation schématisée de notre propos :

**Figure 5 : Capital social et rationnement**



---

## IV.2 Capital social de type politique, rationnement formel et distribution des ressources

### a. La répartition des salaires

En URSS, il y avait deux types de salaires : 1) le salaire monétaire et 2) le « salaire social »<sup>126</sup> (CHAVANCE, 1989, p. 27). La politique en matière de salaires était orientée vers une diminution des écarts entre les salaires monétaires. Toutefois, les formes légales de répartition du salaire monétaire, ainsi que l'importance du salaire social, induisaient des inégalités au sein même des différentes catégories d'« intellectuels ».

1) La spécificité de la forme de propriété – kolkhozienne et d'État – était importante dans la répartition des revenus<sup>127</sup>. Au sein de la propriété kolkhozienne, les salaires monétaires étaient liés aux résultats du kolkhoze<sup>128</sup>. Cela créait des écarts salariaux d'une ferme collective à l'autre :

« J'avais 285 roubles au kolkhoze [en tant que directeur de kolkhoze]. C'était le salaire le plus haut de notre district [de Taraclia], car le kolkhoze y était aussi le plus grand. Le revenu annuel [de la ferme collective] s'élevait à 12 millions de roubles et la rentabilité à 82 % ». (Ilya, 68 ans)

Au sein du secteur d'État, le salaire monétaire se formait de la façon suivante : le Gosplan fixait le montant du fonds de salaires pour l'économie qui, ensuite, était réparti par branches économiques. Les ministères de tutelle répartissaient les salaires par entreprise ou par organisation dite non productive (enseignement, santé, etc.), en fonction, en théorie du moins, de la qualité et de la quantité du travail fourni<sup>129</sup> (CHAVANCE, 1989,

---

<sup>126</sup> C'est-à-dire les revenus de transfert, qui incluaient les pensions, les bourses, les allocations, la Sécurité sociale, etc.

<sup>127</sup> La forme de présentation des données statistiques soviétiques est révélatrice dans ce sens. Dans les tableaux de données sur les salaires ou sur les revenus, en général, deux catégories de travailleurs sont recensées : les kolkhoziens et les *rabochie i sluzhashchie*, c'est-à-dire, les ouvriers et les travailleurs non manuels. Ceci rend certaines données statistiques officielles difficilement traitables pour notre propos.

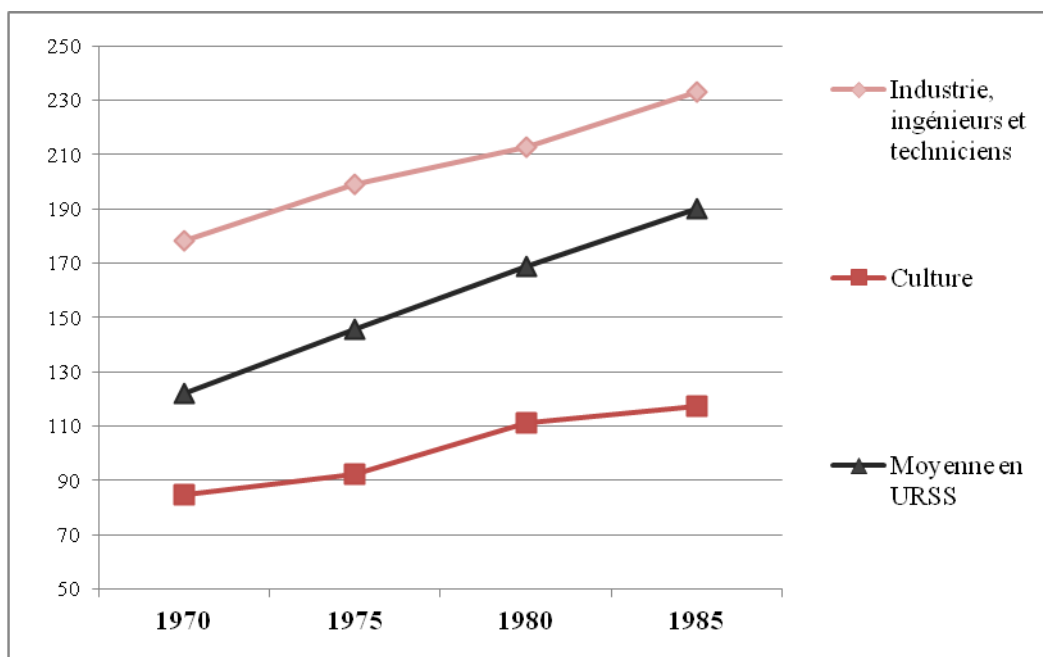
<sup>128</sup> Le salaire peut aussi y être fonction du temps passé au travail (SAPIR, 1986, p. 76).

<sup>129</sup> Ce principe était loin d'être respecté et il fut vivement critiqué, pendant la période de la *perestroïka*, par les économistes moldaves : « Le principe de croissance du salaire en fonction de la croissance de la quantité et de la qualité du travail – une des principales conditions d'amélioration de la production et d'une réelle augmentation du bien-être de la population – n'est pas du tout respecté. Dans l'industrie, dans le secteur du bâtiment, dans l'agriculture, le volume des travaux manuels et non qualifiés diminue dans des rythmes très lents ce qui contribue à la conservation d'un important nombre de travailleurs mal payés. En même temps, le rythme de croissance du salaire des ingénieurs et des techniciens était plus bas que ceux des ouvriers [...]. Une telle situation crée une transgression du principe d'équité sociale, elle a des incidences négatives sur la

p. 29). Des différences, souvent significatives, apparaissaient, tant entre les branches dites « non-productives » et productives, qu'entre les branches productives elles-mêmes.

Dans ces conditions, l'appartenance socioprofessionnelle et organisationnelle n'était pas négligeable. Le niveau supérieur du salaire monétaire se situait dans le secteur de l'industrie et du bâtiment, rattrapé, en 1985, par les ingénieurs et les zootechniciens des kolkhozes. La limite inférieure des salaires monétaires se situait, en revanche, dans le secteur culturel. Entre 1965 et 1970, une très légère tendance de convergence des salaires se fit observer. Ainsi les salaires des employés des établissements culturels ont certes progressés, représentant 73 % du salaire moyen moldave en 1965 et 76 % en 1970, mais ils demeuraient inférieurs à la moyenne nationale. À partir de 1970, le cours fut inversé : en 1985, les salaires du domaine de la culture correspondaient à 71 % du salaire moyen moldave (EMSSR, 1987, p. 180). Cette situation fut également valable pour l'URSS en général :

**Figure 6 :** Ecart salarial en URSS (salaire moyen dans l'industrie, dans la culture et salaire moyen en URSS), 1970-1985, roubles



Source : NKhSSSR, 1986, p. 397.

---

motivation du travail, cette dernière étant basée sur la corrélation directe entre le salaire et la quantité et la qualité du travail » (EMSSR, 1987, p. 180).

Les témoignages recueillis confirment les tendances statistiques :

« Mon mari travaillait à l'Académie des Sciences et gagnait 105 roubles, tandis que moi, je travaillais à l'usine [en tant qu'ingénieur-informaticienne] et je touchais 150 roubles. En dehors de ce salaire, il y avait des primes mensuelles. En gros, mon salaire mensuel s'élevait à 250 roubles ». (Caterina, 51 ans)

Le dernier échelon du circuit officiel de répartition des salaires monétaires fut celui de l'entreprise. C'est ici qu'intervenaient les inégalités les plus importantes. Au sein de l'entreprise, la direction jouait un rôle fondamental dans la répartition des salaires. Elle possédait un certain degré d'autonomie en la matière. Être en « bonnes relations » avec les représentants de la direction procurait un certain volume de capital social de type politique, ce qui se répercutait, dans une large mesure, sur le salaire monétaire. Les données empiriques nous ont permis d'identifier deux types de circuits par lesquels s'exerçait cette influence du capital social de type politique sur les salaires monétaires : a) l'attribution des primes<sup>130</sup> et b) l'attribution des honoraires, dans certains secteurs. Dans les deux cas de figure, le dirigeant détenait le contrôle quasi absolu sur le classement des qualifications (voir CHAVANCE, 1989).

a) Lorsque le salaire de base faisait objet d'un contrôle de la part des autorités soviétiques, l'attribution des primes échappait à ce contrôle. La logique d'attribution des primes, dépendante, en grande mesure, de l'appréciation subjective de la direction de l'entreprise, générait ainsi des inégalités de revenus. Ce phénomène impliquait des surévaluations ou des sous-évaluations tant de la qualification que du comportement de certains membres du personnel<sup>131</sup> :

« Il m'est arrivé d'avoir été privée de la prime mensuelle une fois. Je suis arrivée en retard au travail et la chef de département m'a dit que c'était très grave, parce que je donnais un mauvais exemple aux autres employés. Donc, elle a écrit à la direction de l'entreprise, en disant que j'étais indisciplinée. De ce fait, je n'ai pas reçu la prime. Mais il faut que je vous explique. Je n'étais pas la seule à avoir des retards, mais le problème était que, peu de temps avant, j'ai fait la remarque qu'on ne respectait pas la file d'attente d'attribution des logements pour les jeunes spécialistes et cela a dérangé l'administration de l'entreprise. Donc, ils ont réglé leurs comptes avec moi en me supprimant la prime ». (Caterina, 51 ans)

---

<sup>130</sup> Selon ASSELAIN (1984, p. 34), les salaires de base étaient complétés par deux types de primes : les primes courantes, payées des fonds des salaires, et les primes de fin d'année, payées des fonds de stimulation. Les fonds de stimulation dépendaient de la performance enregistrée par l'entreprise et notamment du niveau de son profit.

<sup>131</sup> Pour plus de détails à ce sujet, voir, entre autres, NOVE (1982), ASSELAIN (1984), SAPIR (1986), CHAVANCE (1989).

b) Dans le secteur culturel, le « phénomène » des primes se manifestait sous forme d'« honoraires »<sup>132</sup>. Il y avait des « Fonds d'honoraires » similaires aux « Fonds des primes ». Les honoraires pouvaient être soumis au contrôle des autorités de ressort. En principe, la direction ne prenait pas des décisions directes sur leur attribution. Pour en bénéficier, il fallait accomplir un certain travail (publication des textes, par exemple). En revanche, l'administration jouissait d'une autonomie totale en matière de sélection des personnes censées accomplir le travail. D'ici l'importance, comme le dit Alexandru – un des interviewés –, de rester « en bons termes » avec la direction.

L'influence des honoraires sur les revenus monétaires était incontestable. Elle pouvait permettre de doubler, voire de quadrupler les revenus mensuels :

« À cette époque-là, les écrivains vivaient très bien par rapport à aujourd'hui. [...] Mon salaire de base était de 160 roubles. Le journal de l'Union des Écrivains paraissait quatre fois par mois. On demandait au rédacteur en chef de publier plus, car chaque article publié était payé à 70 roubles. [...] Si l'on publiait un recueil de poésie, on pouvait toucher de 5000 à 6000 roubles [...]. Mon premier roman m'a rapporté 3000 roubles et la deuxième édition m'a fait gagner 12000 roubles. J'ai été un *boyard*<sup>133</sup> [rire] ». (Vlad, 64 ans)

Le régime des honoraires n'a pas été sans conséquence sur l'activité de publication. La « chasse aux honoraires » prenait la forme d'une « course à la publication » qui, de son côté, générait des conflits autour des critères de la attribution des honoraires (le « mérite », la qualité des textes publiés, etc.).

« Il fallait être en bonnes relations avec la direction et avoir un comportement politique irréprochable, pour pouvoir publier plus souvent dans le journal et ainsi bénéficier des honoraires. [...] Cela semait la discorde entre les collègues. Je me souviens les discussions dans “les couloirs” : telle personne ou telle personne ne méritent pas de publier autant ; lui, il écrit mal, etc. ». (Alexandru, 53 ans)

Malgré la tendance vers l'égalisation des salaires dans l'économie soviétique, les exemples cités montrent que des inégalités substantielles des revenus monétaires subsistaient au sein du groupe des « intellectuels ». Ces inégalités étaient structurées autour de l'appartenance socioprofessionnelle, de l'appartenance organisationnelle (entreprises d'importance stratégique ou affichant une meilleure productivité, etc.), de la position au sein d'une organisation et de la « qualité » des relations avec la direction.

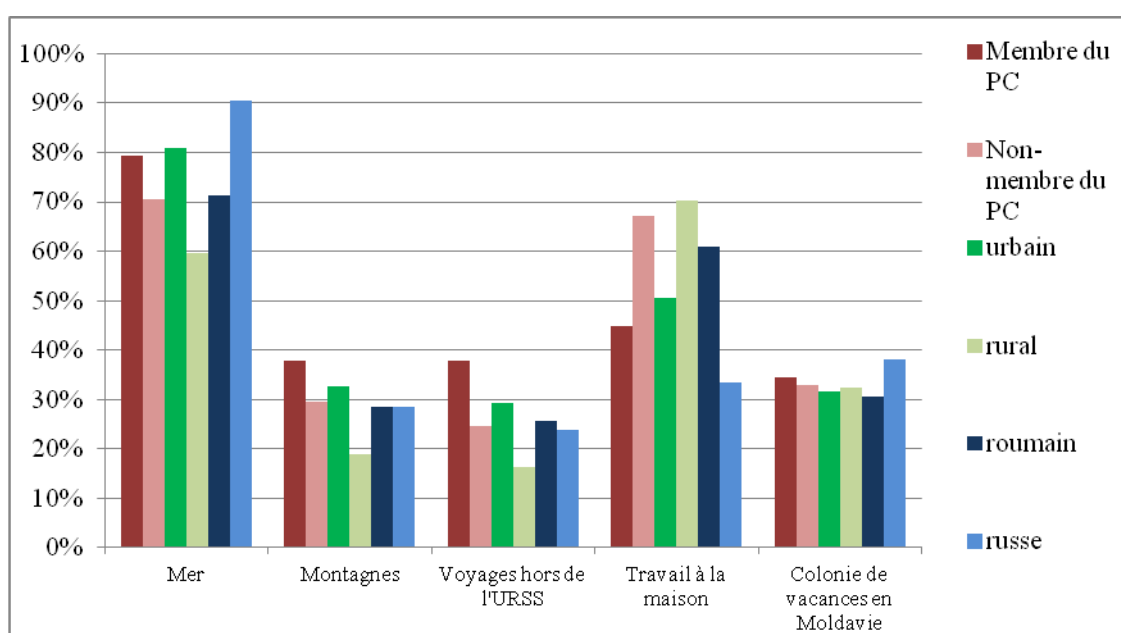
---

<sup>132</sup> Cette situation était valable, en particulier, pour les écrivains, les poètes, les journalistes, les membres de l'Union des Écrivains, les employés de la radio et de la télévision moldaves. Il s'agissait de paiements supplémentaires pour chaque texte publié – une sorte de primes.

<sup>133</sup> Nom par lequel on désignait le noble dans certains pays orthodoxes de l'Europe de l'Est.

2) Le salaire social représentait des transferts réalisés à partir des *fonds sociaux de consommation*<sup>134</sup>. Il occupait une place importante dans les revenus de la population soviétique, en augmentant de plus en plus à partir des années 1965, atteignant 20 % du revenu en moyenne, en 1985 (SAPIR, 1986, p. 77). Le salaire social était accordé sous forme de retraite, de pensions pour invalidité, de subventions des soins médicaux gratuits et de la scolarisation gratuite, de bourses, etc. À l'intérieur de l'entreprise, le rôle de gestionnaire du fonds social de consommation revenait *de jure* aux syndicats. *De facto*, le principe d'*edinonachalie* (*supra*, Chapitre II) a fait de la direction le gérant de ces fonds.

**Figure 7 :** Les congés des « intellectuels » en RSSM



**Source :** Résultats de l'enquête quantitative, 128 personnes.

**Lecture :** Nous traitons ici une question aux possibilités de réponse multiples : « Où passiez-vous le plus souvent vos vacances à l'époque soviétique ? ». Ainsi, les sondés ont eu la possibilité de choisir plusieurs réponses et, le cas échéant, d'indiquer toutes les variantes proposées. Nous avons calculé le pourcentage des réponses par catégorie de sondés pour chaque variante de réponse proposée. Par exemple, parmi les membres du PC, près de 80 % ont indiqué avoir souvent passé leurs vacances à la mer. Sur le total des russes de notre échantillon, la plupart (environ 90 %) se sont également prononcés en faveur de cette variante de réponse.

<sup>134</sup> Selon le *Manuel d'économie politique* (MEP, 2006, p. 366), le revenu national dans l'économie socialiste était composé de deux types de fonds : *d'accumulation* et *de consommation*. Le premier avait comme but le perfectionnement de la production, le deuxième était orienté vers la satisfaction des besoins matériels et culturels de la population. « *Le fonds de consommation* est la partie du revenu national qui sert à satisfaire les besoins matériels et culturels croissants des ouvriers, des paysans et des intellectuels. Il est constitué avant tout par le produit pour soi créé par les travailleurs de la production. Une fraction importante du fonds de consommation est en outre fournie par l'État, les kolkhozes, les associations coopératives ; il s'agit du produit pour la société, consacré aux besoins sociaux et culturels. L'accroissement du fonds de consommation est la condition nécessaire de l'augmentation des revenus réels des travailleurs » (MEP, 2006, p. 366).



Dans nos enquêtes, les questions liées au salaire social ont porté en grande partie sur le thème des vacances. Il s'agissait de places distribuées par les syndicats à la mer, à la montagne ou dans un pays étranger, mais aussi dans des sanatoriums soviétiques. Les données incluses dans la Figure 7 indiquent que le capital social de type politique facilitait davantage l'accès aux services de loisir, qui étaient pris en charge par l'État<sup>135</sup>. Les membres du PC sont les plus nombreux (à l'exception de la variable « mer ») à affirmer avoir passé leurs vacances à la montagne et à faire des voyages en dehors de l'URSS. En revanche, ils sont moins nombreux, après les russophones, à affirmer avoir passé leurs vacances en travaillant dans leur propre ménage. Les habitants des villages sont ceux dédiant le plus leur congé à des travaux domestiques. Ceux-ci étaient moins nombreux à passer leurs vacances à la mer, à la montagne, ou à faire des voyages à l'étranger.

Au-delà des facteurs socioculturels (par exemple, l'économie domestique, dans le cas des villageois), pouvant expliquer les différences entre les diverses catégories d'individus de notre échantillon, le volume de capital social de type politique explique l'accès différencié aux services de loisir. Nous faisons remarquer qu'il n'apparaît pas toujours de manière explicite dans le discours des interviewés :

« - J'ai été médecin à l'usine *Agromashina*. C'était une grande usine qui dépendait directement de Moscou. [...] Quand arrivait l'attribution des places au sanatorium ou ailleurs, on ne me refusait jamais mes demandes. Chaque été j'ai eu des places pour passer les vacances à Odessa [en Ukraine] avec toute ma famille [l'époux et les deux enfants]. J'ai même eu des places au sanatorium pour mes parents.

- D.R. : *Mais les places étaient limitées, ce qui veut dire que certains n'en obtenaient jamais ?*
- Mais non ! Il fallait en demander. Les autres ne demandaient pas ». (Alina, 50 ans)

Selon Alina, si l'on faisait la demande, on accédait toujours à des places. D'autres témoignages montrent, en revanche, que la demande était le plus souvent prise en compte selon des critères précis, tels que la position dans la hiérarchie politico-administrative, les relations directes avec l'« offreur », c'est-à-dire avec le supérieur hiérarchique, etc.

« - À l'époque soviétique, je suis allée deux fois en Allemagne en tant que touriste. Ensuite, je suis allée en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Bulgarie, au sanatorium. J'ai beaucoup voyagé. Je n'ai passé aucun congé à la maison.

- D.R. : *Tout le monde se le permettait ? Ou y avait-il une sélection quelconque ?*

---

<sup>135</sup> Selon certains témoignages, les réductions pouvaient aller jusqu'à 50 %. Pour les enfants, elles pouvaient être de 80 %, allant jusqu'à la prise en charge totale (dans les colonies de vacances).

- Oui, il faut le reconnaître, moi et mon mari nous étions bien placés. J'ai été inspectrice de district [sur l'enseignement préscolaire], lui était le chauffeur personnel du directeur d'un collège professionnel ». (Valentina, 77 ans)

La position hiérarchique de Valentina, ainsi que les liaisons directes entretenues par son époux avec le directeur du collège, leur procurait un important capital social de type politique. Les bénéficiaires le convertissaient en capital économique, en se procurant des services de loisir par un circuit correspondant au rationnement formel. Cette situation, générée par la pénurie, créait à son tour de la pénurie, à travers les pratiques de mise en réserve<sup>136</sup> des biens de consommation et des services (santé, éducation, etc.) :

« Une copine à moi, qui était chef de kolkhoze, habitait dans un village situé à quelques kilomètres de la ville. Elle cherchait désespérément une place dans le jardin d'enfants de la ville de Criuleni [au Centre-Est de la Moldavie]. On lui disait partout qu'il n'y avait plus de places. Elle m'a demandé d'intervenir et je lui ai trouvé une place ». (Valentina, 77 ans)

### ***b. Les biens et les services***

Le rationnement formel des biens et des services commence par le clivage *urbain/rural*. Les villes étaient mieux approvisionnées que les villages, fait qui se répercutait sur la consommation des villageois. Le faible approvisionnement des villages n'était pas une particularité de la RSSM ; c'était un trait caractéristique de toute l'URSS.

**Tableau 16** : Le commerce de détail dans le milieu urbain et rural en 1985, roubles

	Villes			Villages		
	<i>Total</i>	<i>Produits alimentaires</i>	<i>Produits industriels</i>	<i>Total</i>	<i>Produits alimentaires</i>	<i>Produits industriels</i>
URSS (moyenne)	1429	697	732	675	334	341
RSSM (moyenne)	1646	627	1019	528	213	315
<b>RSSM par rapport à la moyenne URSS, %</b>	<b>115,19</b>	<b>89,96</b>	<b>139,21</b>	<b>78,22</b>	<b>63,77</b>	<b>92,38</b>

Source : NKhSSR, 1986, p. 468, et nos propres calculs.

Les données ci-dessus indiquent qu'en 1985, la RSSM dépassait la moyenne de l'URSS en matière de commercialisation des produits alimentaires et industriels dans le milieu urbain. Le décalage est dû au volume important du commerce de produits industriels dans les villes moldaves. En 1985, il atteignait près de 140 % de la moyenne

<sup>136</sup> KORNAI (1984) analyse les pratiques dites de « stockage » dans le cas des matières premières.

pour l'URSS<sup>137</sup>. Ce décalage s'explique par les variations des prix aux produits de consommation d'une région à l'autre de l'URSS. En RSSM, les prix des produits industriels étaient parmi les plus élevés d'URSS. En revanche, le commerce dans le milieu rural demeurait largement en dessous de cette moyenne. Dans les villages moldaves, le commerce de produits alimentaires demeurait à un niveau très bas (64 % par rapport à la moyenne pour l'URSS). Alors qu'en URSS le rapport entre le commerce villageois représentait 47,3 %, du volume du commerce urbain, en RSSM il ne représentait que 32 %. Cela veut dire que le clivage *urbain/rural* avait une portée plus significative en matière de consommation. Le commerce de produits industriels était dominant tant dans le milieu urbain que dans le milieu rural. Dans les villes, le volume du commerce de produits alimentaires représentait 61,5 % de celui des produits industriels, tandis que dans les villages il était légèrement supérieur, atteignant 67,6 %. Comme il a été déjà souligné, en RSSM, cette domination du commerce avec des produits industriels sur celui avec des produits alimentaires était une conséquence de la pratique des prix élevés aux produits industriels (les données du Tableau 16 sont représentées en termes monétaires et non pas physiques).

La hiérarchie organisationnelle (*supra*, Chapitre II), qui structurait l'ensemble du système social moldave, représentait un atout pour les « intellectuels » citadins. Elle s'ajoutait à ces caractéristiques systémiques sur l'approvisionnement en biens et services, en élargissant l'accès à la consommation. Certaines organisations, siégeant dans les villes moldaves, bénéficiaient de circuits particuliers d'approvisionnement. Il pouvait s'agir de magasins spéciaux (comme ceux, par exemple, réservés aux membres du CC du PCRSSM). En règle générale, le réseau des magasins spéciaux était réservé à l'élite politique de la république. L'accès à ces magasins était hiérarchisé lui aussi, ainsi que l'indiquent nos enquêtes de terrain. Vlad nous raconte que les membres de l'Union des Écrivains avaient accès aux magasins du CC du PCRSSM, mais ils n'avaient pas le droit d'acheter certains biens, telle la littérature roumaine. On constate qu'il y avait un double rationnement formel : au niveau de la société, par la création des magasins pour certaines catégories d'individus, et au sein du groupe qui y avait accès :

« - L'Union des Écrivains était une force à cette époque. Le Parti savait que s'il n'était pas en bonnes relations avec nous, on avait la possibilité de le détruire [ ?]. Donc, matériellement nous étions très avantagés. Tous les écrivains avaient accès aux magasins du CC. Des livres rares, du caviar, des produits importés, on pouvait tout y acheter.

---

<sup>137</sup> Parmi les républiques soviétiques, la Lituanie et la Lettonie se trouvaient dans une situation similaire.

- D.R. : *Donc, vous aviez accès à de la littérature interdite ?*

- Ah, non ! Voilà, la littérature interdite on ne nous la vendait pas. C'était un ordre venu du haut [du CC]. Elle était réservée pour le sommet de la hiérarchie du Parti et pour des ministères. Mais nous avions nos contacts à Leningrad [aujourd'hui Saint-Pétersbourg, en Russie], qui nous approvisionnaient avec de revues et des bouquins de Roumanie »<sup>138</sup>. (Vlad, 64 ans)

Le principe de rationnement formel s'appliquait aussi directement au sein des entreprises, des organisations, des ministères :

« Au sein du ministère, nous avions accès à des produits déficitaires, mais seulement lors des occasions spéciales, comme les fêtes du Nouvel An ou celle du 1<sup>er</sup> Mai. Les produits étaient apportés au "buffet" du ministère et le syndicat était chargé de leur répartition. Nous étions avantagés, surtout en ce qui concerne les quantités achetées. Dans un magasin d'État, si nous voulions acheter de la viande, il fallait rester dans la file d'attente pendant 3-4 heures et la quantité pouvait être limitée. Par exemple, le vendeur pouvait annoncer que, comme il n'y avait que 200 kg de viande, il allait vendre 1 kg à chaque acheteur, afin que tout le monde soit servi. Au ministère, cela n'existait pas. Si je voulais acheter 4 kg de viande, on me les vendait sans aucune difficulté ». (Igor, 62 ans)

Le capital social de type politique d'Igor, qui résulte de sa position dans la hiérarchie administrative et de son appartenance organisationnelle, lui procure des ressources sous l'effet du rationnement formel, en l'occurrence, les magasins spéciaux destinés aux employés des ministères et approvisionnés périodiquement avec des produits déficitaires. Même si, comme un autre interviewé le dit, dans certaines entreprises, l'approvisionnement des employés avec des biens de consommation était mieux assuré, la position dans la hiérarchie administrative de l'entreprise jouait un rôle significatif. Le capital social de type politique constituait une variable de base qui, associé au schéma de rationnement formel, influençait non seulement les quantités achetées, mais aussi la qualité des biens, et représentait un problème structurel pour l'économie soviétique<sup>139</sup> :

---

<sup>138</sup> Pour des raisons historiques et idéologiques, les relations de la RSSM avec la Roumanie étaient « surveillées de près » par Moscou. Cela explique le fait que la littérature roumaine fût interdite en RSSM. En revanche, dans les autres républiques soviétiques, elle était vendue librement. Selon les témoignages que nous avons recueillis, il y avait même à Moscou une librairie roumaine. Au sujet de la surveillance des relations moldavo-roumaines par les autorités soviétiques, voir KING (1994 et 2005), CROWTHER (1991), YEKELTCYK (2006).

<sup>139</sup> KORNÁI (1996, p. 367) explique les causes de la mauvaise qualité des biens produits dans le système socialiste par : 1) l'impossibilité de prévoir centralement les détails de la production ; 2) la fixation et la réglementation bureaucratique des primes, qui ne pouvaient pas tenir compte de la qualité ; 3) la stratégie de la croissance forcée, qui donnait priorité à la quantité et non pas à la qualité ; 4) la contrainte par la demande, qui occultait totalement la qualité en tant que facteur incitatif pour les producteurs.

« Dans ces entreprises, les ingénieurs, les employés dans l'administration obtenaient plus facilement que les ouvriers des appartements. [...] Les "intellectuels" avaient des priorités dans la distribution des biens durables, comme les meubles. Ils avaient la possibilité d'acheter des quantités beaucoup plus importantes, mais aussi des biens de meilleure qualité. Mais pour en bénéficier, il fallait quand même habiter la ville, parce que dans les villages la situation n'était pas du tout la même ». (Victor, 55 ans)

Dans les villages moldaves, les formes de rationnement formel que l'on rencontre dans les villes étaient presque inexistantes, à cause du nombre relativement bas d'organisations de type marchand et non-marchand. Toutefois, le capital social de type politique (la position dans la hiérarchie politico-administrative, le métier, les relations avec des dirigeants dans les villes) restait une variable importante dans l'accès à la consommation et se manifestait surtout dans les schémas de rationnement informel.

On résumera ici deux aspects importants liés à la relation qui s'établit entre le capital social de type politique et les schémas de rationnement formel des ressources monétaires et non monétaires. Premièrement, cette relation demeure explicite pour l'espace urbain moldave. Elle reposait sur la concentration de l'ensemble d'organisations économiques, sociales et politiques dans les villes. Deuxièmement, les variations en volume du capital social de type politique, d'un individu à l'autre, résultaient de la hiérarchie des organisations, dont les « intellectuels » faisaient partie<sup>140</sup>. On constate que plus on descend dans la hiérarchie intra-organisationnelle, moins on est doté en capital social de type politique. Ceci est aussi valable pour la hiérarchie inter-organisationnelle. La modeste configuration organisationnelle du village faisait que les « intellectuels » y étaient dotés d'un faible volume de capital social de type politique, comparé à leurs homologues urbains. De ce fait, le rationnement formel s'y manifestait d'une manière plus modérée, en laissant de la place au rationnement informel au sein duquel les contacts personnels tenaient une place dominante.

---

<sup>140</sup> L'espace social moldave fut hiérarchisé du fait de la hiérarchie organisationnelle qui le traversait (*supra*, chapitre II, p. 71).

---

### IV.3 Capital social de type relationnel et rationnement informel

#### *a. Réseaux de contacts personnels et consommation*

Le rationnement formel provoquait des inégalités, du fait de la dotation inégalitaire des individus en capital social de type politique. Les tensions qui résultaient de ce régime de fonctionnement dépendaient en grande mesure des structures de l'économie de type soviétique. Les structures en question marquaient l'action sociale des individus, qui jouait un rôle de régulateur de ces tensions.

En procurant un capital social de type relationnel, les contacts personnels contribuaient à l'augmentation du capital économique, par le circuit de rationnement informel. Il s'agissait, plus précisément, de situations dans lesquelles le distributeur remplissait le rôle d'« offreur », ayant la possibilité d'établir ses propres critères de sélection. Ce mécanisme nous l'avons aussi rencontré lorsque nous avons parlé de rationnement formel. Toutefois, nous pensons qu'il est utile de les distinguer.

Le rationnement formel avait lieu dans un cadre formel qui se prêtait au contrôle des autorités. Même si les critères de l'« offreur » étaient subjectivement définis, les règles formelles régissant le système le permettaient. L'« offreur » n'était pas dans l'illégalité au moment d'attribuer des primes ou des vacances quasi gratuites à un travailleur qu'il estimait être discipliné ou qu'il jugeait être un bon professionnel.

Le rationnement informel, tels que nous l'envisageons ici, sortait de ce cadre. Souvent, les vendeurs devenaient des « offreurs », contrairement à leurs attributions. D'ailleurs, ce fut la cause principale pour laquelle un « contrôle populaire »<sup>141</sup> fut instauré en URSS, bien qu'au fur et à mesure il ait pris la forme d'un « privilège » :

« Oui, j'ai eu accès aux produits déficitaires, car j'ai été dans le "contrôle populaire". Mais je n'en ai pas abusé ». (Valentina, 77 ans)

Nous avons pu identifier deux types de liaisons les plus fréquentes, qui facilitaient la conversion du capital social de type relationnel en accès à la consommation, au sein du schéma de rationnement informel : 1) la liaison directe avec le « répartiteur » ; 2) la liaison avec une tierce personne connaissant personnellement le « répartiteur ». Les deux cas de

---

<sup>141</sup> Le « contrôle populaire » (du russe *norodnyj control'*) signifiait la création de groupes d'individus issus du « peuple », dont le rôle était de surveiller le respect de la queue, les quantités vendues, etc., et de signaler aux autorités les irrégularités constatées.

figure avaient au fondement de leur fonctionnement le principe de la réciprocité, avec toutefois quelques différences.

1) La liaison directe avec le « répartiteur » était très courante dans l'espace rural. La petite taille des villages facilitait l'instauration de ce type de relation. Le statut socioprofessionnel jouait lui aussi un rôle important :

« Pour nous, les “intellectuels”, c'était plus facile, car nous étions les premiers servis lorsqu'il y avait de la marchandise. C'était plus dur pour les gens *simples* du village ». (Ludmila, 64 ans)

Pourtant, le simple fait d'être considéré un « intellectuel » n'était pas une condition suffisante pour bénéficier des « bonnes grâces »<sup>142</sup> de l'« offreur ». En règle générale, le « bénéficiaire » devait avoir la potentialité de respecter le principe de la *symétrie* :

« La vendeuse m'appelait par elle-même pour me dire s'il y avait quelque chose de “bon” [c'est-à-dire de nouveau]. Sa fille était dans ma classe. Parfois, j'achetais des vestes modernes ou des chaussures importées de France. Il n'y avait que moi et l'épouse du Premier Secrétaire du Parti qui avions ce type de chaussures.

*D.R. : Et-ce que cela vous obligeait à donner de meilleures notes à la fille de la vendeuse ?*

Non. Enfin, je lui prêtais, peut-être, plus d'attention. Elle venait chez moi pour demander de l'aide pour ses devoirs. Je n'avais pas besoin de lui faire cadeau de bonnes notes. C'était une fille assidue, une très bonne élève ». (Ludmila, 64 ans)

On comprend que des obligations mutuelles<sup>143</sup> s'instauraient entre le « bénéficiaire » et l'« offreur ». Dans ce cas précis, les liens avec l'« offreur » permettaient non seulement d'augmenter son capital économique, mais aussi d'entretenir le prestige social, qui s'exprimant à travers la consommation (Ludmila avait les mêmes chaussures que l'épouse du Premier Secrétaire du Parti). Ce type de comparaisons et l'acte de l'acquisition/acès lui-même (ré)confirmait le statut social (d'« intellectuel ») de Ludmila aux yeux de la société.

Les liens directs avec l'« offreur » – à travers les liens de parenté, par exemple –, bien que fondés sur des relations affectives (LEDENEVA, 1998), n'échappaient pas au principe de la réciprocité. Un proverbe moldave dit : « Le frère reste un frère, mais le fromage coûte de l'argent », c'est-à-dire que même si l'on fait un cadeau (bien ou service)

---

<sup>142</sup> Expression tirée du témoignage d'Ion : « Avant [à l'époque soviétique], les vendeurs étaient tous des “empereurs” » (Ion, 51 ans). On comprend que le vendeur incarnait l'offreur et qu'il détenait une maîtrise quasi-totale sur les décisions à qui et quoi distribuer. À l'instar des empereurs, qui détenaient le monopole sur l'attribution des titres de noblesse, par exemple, dans les économies de pénurie les vendeurs détenaient le monopôle sur la distribution des biens au sein de leur magasin ; c'est la raison pour laquelle Ion appelle les vendeurs des « empereurs », une sorte de « souverains » dans l'« empire des biens de pénurie ».

<sup>143</sup> Pour plus de détails à ce sujet, voir MAUSS (2003).

à un proche parent, il doit être rendu, car l'offreur a subit une dépense (argent, temps, etc.). Parascovia nous raconte qu'elle avait de « la peine » à demander à sa belle-sœur, comptable au sein de la société de consommation du village, l'accès à des produits de consommation :

« - Ma belle-sœur avait accès à toute la marchandise qui était répartie dans les magasins de notre village et des villages voisins. À cette époque-là, j'étais encore jeune fille. Quand on allait chez elle, on s'apercevait qu'il ne lui manquait que le "lait d'oiseau"<sup>144</sup>. [...] J'avais de la peine à lui demander quoi que ce soit.

- D.R. – *Pourquoi ?*

- Je ne sais pas. Vous savez comment cela se passe !... Enfin, j'allais lui donner un coup de main, par exemple, quand elle faisait des réparations dans la maison<sup>145</sup> et là, elle-même me proposait d'acheter une jolie robe. » (Parascovia, 42 ans)

La liaison directe avec l'« offreur » s'inscrivait dans une logique d'échange, qui fonctionnait selon le même principe du don/contre-don (MAUSS, 2003), où la garantie d'une tierce personne n'existait pas. Comme nous pouvons en déduire de l'extrait ci-dessus, le rationnement informel n'était pas seulement le produit d'une relation unilatérale entre l'« offreur » et le « demandeur ». Les obligations mutuelles qui résultaient de l'échange entre les deux parties rendaient cette relation bilatérale. Tout dépendait de qui rendait en premier un service.

2) La liaison avec une tierce personne, qui connaissait personnellement le « répartiteur », était plus fréquente (surtout dans les villes) dans les schémas de rationnement informel :

« J'ai acheté les briques à l'aide de mon cousin. Il était ouvrier à la fabrique de briques de Chişinău. Il m'avait mis en relation avec un de ses chefs. [...] Un oncle m'avait apporté de Lituanie une boîte d'olives et une bouteille de vodka et je les ai donnés à son chef ». (Ion, 51 ans)

Ce type d'échange s'inscrivait dans une logique de don/contre-don, mais il impliquait également l'instauration des relations marchandes, car un prix était négocié (voir Figure 8).

La symétrie était explicite entre le « bénéficiaire » et l'« intermédiaire » de l'échange. Le « bénéficiaire » contractait une dette de la même manière que nous l'avons vu dans le cas de la liaison directe avec l'« offreur ». En même temps, une relation

---

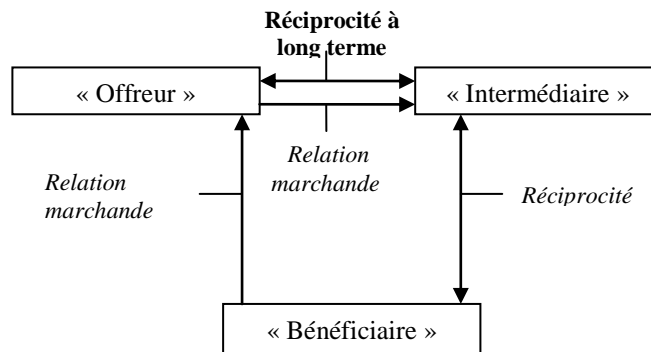
<sup>144</sup> Expression moldave qui veut dire « être riche » ou « ne manquer de rien ».

<sup>145</sup> Les travaux de réparation des maisons, surtout dans les villages, étaient courants. la mauvaise qualité de la peinture exigeait notamment des travaux annuels d'entretien..



marchande (fixation d'un prix) s'instaurait entre l'« offreur » (le chef du cousin) et le « bénéficiaire » (Ion), ainsi qu'entre l'« offreur » et l'« intermédiaire ». Les données de nos enquêtes ne nous permettent pas de mieux expliciter cette relation. Toutefois, un principe de « bénéfice partagé » caractérisait ce type d'échange. Cela pouvait prendre la forme d'une récompense monétaire de l'« intermédiaire » par l'« offreur ».

**Figure 8 :** Rationnement informel, relations marchandes, réciprocité



**Note :** Les flèches à deux points représentent les relations de réciprocité de longue durée. Les flèches à une seule pointe représentent ce que nous appelons *des relations marchandes*, qui s'instauraient entre les parties concernées grâce à la fixation d'un prix : entre l'« offreur » et le « bénéficiaire », il s'agissait de fixer un prix à la marchandise ; entre l'« offreur » et l'« intermédiaire », il fallait fixer le prix à payer à l'« intermédiaire » (comme un salaire basé sur une commission).

La symétrie ne caractérisait pas la relation entre l'« offreur » et le « bénéficiaire ». Elle prenait une forme marchande. En même temps, Ion avait offert un cadeau au chef de son cousin (la boîte d'olives et la bouteille de vodka). Ce cadeau n'impliquait aucune obligation de la part de l'« offreur » envers le « bénéficiaire » ; il représentait une récompense supplémentaire pour le service rendu, qui était distinct du bien obtenu. Ainsi, les olives et la vodka représentaient une sorte de monnaie qui servit à payer le service rendu<sup>146</sup>.

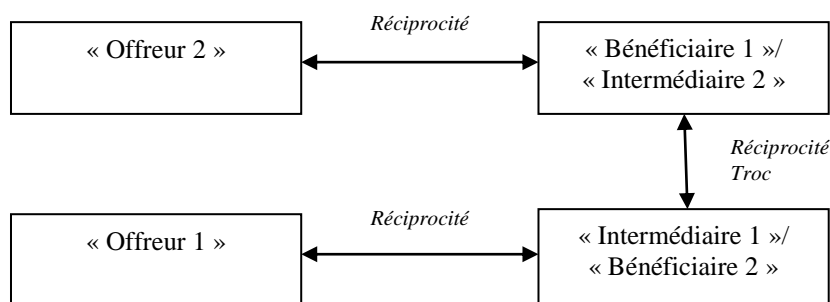
Le rationnement informel par la médiation d'une tierce personne n'était pas toujours réalisé selon le schéma représenté par la Figure 8. On a pu recenser un autre type de schéma, où aucune liaison n'existait entre l'« offreur » et le « bénéficiaire » :

<sup>146</sup> Nous ne développerons pas ici cet aspect, bien qu'il soit important et mériterait d'être approfondi. Nous nous bornerons à mentionner que la distinction entre service rendu (en termes d'accès) et marchandise apparaît fréquemment dans le discours des interviewés.

« Par exemple, j'avais un ami qui travaillait à la fabrique de boissons spiritueuses ; donc, je pouvais trouver pour vous du bon champagne ou du bon cognac. Vous, en revanche, vous aviez un ami à l'abattoir ; donc, vous pouviez trouver de la viande pour moi ». (Lidia, 62 ans)

Dans ce cas précis, la réciprocité demeurait la caractéristique de base de l'échange. Elle concernait tant la relation entre l'« offreur » et l'« intermédiaire » que celle entre l'« intermédiaire » et le « bénéficiaire ». Les deux derniers types d'acteurs étaient à la fois des « bénéficiaires » et des « intermédiaires », en vue d'un échange basé sur le troc (*infra*, Figure 9). Ces types de relations représentaient des modalités courantes de conversion du capital social de type relationnel en accès à la consommation de biens déficitaires, par un circuit de rationnement informel.

**Figure 9 :** Rationnement informel, troc, réciprocité



**Note :** Les flèches à deux pointes représentent les relations symétriques qui sont plutôt de longue durée.

Il faudrait ajouter aux contacts (de tout type) une autre condition de base qui donne accès aux biens déficitaires : avoir des liquidités (à l'exception des situations où il y avait du troc). Rappelons que, selon KORNÁI (1980), l'économie soviétique était contrainte par l'offre – seule la monnaie échappait à cette loi. Ceci entraînait une contrainte budgétaire « molle » (*soft budget constraint*), inhérente au système économique de type soviétique. Mais, il faut nuancer cet aspect relatif aux budgets domestiques ou individuels. Si la contrainte budgétaire était « molle » au niveau macroéconomique, ce n'était pas toujours le cas pour les budgets individuels. Plusieurs interviewés ont signalé n'avoir pas pu accéder à des biens déficitaires à cause d'un manque d'argent :

« Je n'étais pas trop engagée dans la course pour des produits déficitaires, parce que cela coûtait cher. Et comme j'avais un salaire misérable, il m'a fallu renoncer parfois. Une fois les filles [les vendeuses] ont reçu des chaussures au magasin et m'ont appelée. Il a fallu renoncer, parce que je n'avais pas d'argent ». (Polina, 53 ans)

Autrement dit, lorsque les individus étaient contraints par le manque de ressources monétaires (contrainte budgétaire « dure ») et qu'il n'y avait pas de possibilité de faire recours au troc, la relation entre l'« offreur » et le (potentiel) « bénéficiaire » se transformait ; elle devenait une relation marchande, car conditionnée par le prix.

***b. Les « prestataires » dans l'économie seconde, l'emprunt d'argent et la réciprocité***

Les inégalités salariales généraient des inégalités dans l'accès à la consommation. Les appréciations subjectives des sondés laissent transparaître quelques tendances en ce sens. Les différentes catégories de sondés se sont prononcées de manière quasi identique sur le montant de leur salaire monétaire, à l'époque soviétique.

Néanmoins, on remarque une légère différence entre les réponses des « membres » et des « non-membres » du PC : les premiers sont plus nombreux à affirmer avoir eu un salaire suffisant pour faire des économies et pour acheter des biens de luxe. En revanche, lorsqu'on regarde les réponses des russophones et des roumanophones ou encore celles des habitants du milieu urbain et rural, elles s'accordent en grande mesure pour toutes les variantes de réponses. Cela peut s'expliquer par le fait que la politique visant à réduire les écarts salariaux s'est traduit par une uniformisation de la perception des individus sur le montant du salaire monétaire.

Comme KORNAÏ (1996) le montre, la pénurie des biens de consommation limitait les dépenses monétaires et obligeait les consommateurs à faire des économies, voire à subir une sorte d'« épargne forcée ».

La prédisposition des « intellectuels » villageois pour l'évaluation de leur salaire sur une tonalité légèrement plus positive que ceux du milieu urbain présente un intérêt particulier pour notre propos. L'ampleur de l'économie domestique peut en apporter l'explication.

La production des biens de consommation (notamment alimentaires) au sein de l'économie domestique villageoise était une des pratiques économiques les plus importantes, limitant les dépenses monétaires pour certaines catégories de produits alimentaires (légumes et fruits, en particulier). Malgré cela, le nombre de personnes ayant opté pour les variantes de réponse « insuffisant pour le minimum nécessaire » et « couvrant seulement le minimum nécessaire » demeure élevé, oscillant entre 24 % et 40 % des réponses.

Cela incitait les personnes à chercher des revenus en dehors de leur activité salariale, notamment dans une *économie dite « parallèle » ou « double »*<sup>147</sup>, tout en incitant par là le développement, et *l'emprunt d'argent entre particuliers* :

1) Les problèmes d'argent se traduisaient par une participation de plus en plus répandue à des activités semi-légales ou illégales. Les « intellectuels » se laissaient entraînés surtout dans la prestation des services, tels que le soutien scolaire à domicile, la rédaction des dissertations, etc., caractéristiques du travail non manuel, ou encore à des travaux manuels (décharges des marchandises, etc.). Il arrivait que les activités soient réalisées sur le lieu de travail :

« Au boulot, quand j'avais du temps libre, j'écrivais des dissertations. Quand le chef l'a appris, il m'a tout de suite pénalisé. Je lui ai dit qu'autrement je ne pouvais pas vivre, que le salaire ne me suffisait pas et que s'il était contre, il pouvait me donner plus de travail et me payer pour cela ». (Alin, 59 ans)

Ce type d'occupations faisait partie de la catégorie d'activités semi-légales, car elles étaient partiellement tolérées par les autorités. La pénalisation d'Alin n'a pas été sévère, se réduisant à « quelques menaces verbales », comme lui-même le fait savoir. Quant à l'activité d'achat/vente des textes (dissertations, articles, etc.), elle mériterait un traitement séparée, sur ses aspects vertueux notamment. La pratique en question contribuait en elle-même à la création des « intellectuels » moldaves, qui cherchaient à se distinguer du reste de la société à l'aide de leurs caractéristiques cognitives. Mentionnons au passage qu'elle était courante à l'époque soviétique et qu'on la retrouve au sein même de l'Union des Écrivains. Selon le témoignage de Vlad, la rédaction de textes pour un collègue était une preuve de solidarité entre les écrivains, dans leur course pour des honoraires :

« C'était bien à cette époque là. Nous étions très soudés. Si un jour j'avais besoin d'argent et que le chef était d'accord pour me publier un article, je pouvais faire appel à un collègue pour

---

<sup>147</sup> KORNAÏ (1984, 1984a et 1996) parle d'« économie parallèle » pour renvoyer au secteur privé de l'économie. Selon lui, dans une économie socialiste traditionnelle, il existe trois types de propriétés : celle d'État, celle coopérative et celle privée. La forme privée de propriété comprend le secteur privé légal, le secteur privé noir ou gris, l'« économie parallèle ». KATSENELINBOIGEN (1977) distingue des marchés colorés, chaque couleur correspondant à un degré de légalité. Dès lors, il y a des marchés légaux (blanc, rose et rouge), des marchés semi-légaux, c'est-à-dire illégaux, d'un point de vue formel, mais tolérés par les autorités (gris) et des marchés illégaux, non tolérés par les autorités (brun et noir). DEZSENYI-GUEULLETTE (1981, p. 27), de son côté, propose une définition de l'« économie parallèle » en rapport avec le secteur socialisé : « Définir l'économie parallèle soviétique comme uniquement régi par l'appétit du gain privé en opposition avec la centralisation du système serait erroné ; car elle est décelable à travers toute l'économie. L'opposer au plan serait aussi un contresens, car elle est en fait, nécessaire à la réalisation du plan. En revanche, l'opposer au secteur socialisé peut fournir une définition plus adéquate ». Voir, à ce sujet, les études de terrain d'OFER *et alii* (1980).

qu'il le rédige à ma place. Et puis, si lui il en avait besoin, je le faisais à mon tour ». (Vlad, 64 ans)

Les ententes entre les deux parties – nommons-les « demandeur » et « prestataire » des services – passaient obligatoirement par les contacts personnels. La confiance était un élément de base dans ce type d'arrangement. Il s'agissait notamment d'une confiance dans les propriétés professionnelles et intellectuelles des collègues, des amis ou d'un membre de la famille. Ainsi, l'entente nécessitait un minimum de « reconnaissance », pour reprendre les mots de Pierre Bourdieu, entre le « demandeur » et le « prestataire ». Dans le cas des services fournis par Alin, la reconnaissance ne devait pas obligatoirement être réciproque. Elle concernait plutôt l'attitude du « demandeur » vis-à-vis du « prestataire », car le premier avait besoin d'un travail de bonne qualité. Bien qu'il soit moins concerné, le « prestataire » n'avait toutefois pas intérêt à occulter l'aspect « qualité » du travail. C'était la « qualité » qui l'avait mis en relation avec le « demandeur ». Dans le cas de Vlad, la reconnaissance devait être mutuelle. La relation impliquait une créance de la part du « prestataire » et une « dette » de la part du « demandeur ». L'échange était encadré par une logique de réciprocité, mais le but en était la monétisation, immédiate pour le « demandeur » et ultérieure pour le « prestataire ». L'obligation du « demandeur » de rendre le service était une caractéristique immuable de cet échange.

À côté de ces pratiques, qui ne pouvaient pas avoir lieu sans la médiation des relations personnelles, il y avait des marchés parallèles, qui se développaient dans le secteur du bâtiment, des réparations, etc. Leur existence était une conséquence des contradictions issues de la planification. La pénurie, la mauvaise qualité des services et le faible niveau des salaires étaient les facteurs les plus importants qui incitaient les individus à faire appel à ces marchés, soit en tant que « demandeurs », soit en tant que « prestataires ». La participation en tant que « prestataire » avait une répercussion directe sur les gains monétaires des individus. Parfois, ils pouvaient y doubler, voir tripler leur salaire mensuel :

« J'avais beaucoup de demandes pour connecter une maison au réseau d'électricité. Souvent, j'allais le faire après le travail. Je gagnais environ 300 roubles pour une maison ». (Vasile, 57 ans)

L'accès aux marchés parallèles en tant que « prestataire » impliquait souvent, comme ce fut le cas de Vasile, un travail manuel. C'était contraire au statut d'« intellectuel » qui supposait un travail non manuel. Pour défendre leur statut, les « intellectuels » devaient

respecter une certaine déontologie. Cela les dissuadait de prendre part à des activités illégales ou semi-légales, à condition que se soit « en cachette » :

« Mon mari allait en cachette décharger des marchandises. [...] Mon Dieu ! C'était une honte si quelqu'un apprenait que lui, travaillant à l'Académie des Sciences<sup>148</sup>, faisait ce genre de choses ». (Caterina, 51 ans)

C'est à l'aide des contacts personnels qu'on accédait, en tant que « prestataire » et « en cachette », à des travaux manuels sur les marchés parallèles. La confiance était une condition *sine qua non* pour ce type de relations. D'habitude, elle était indissociable des relations affectives (parentales, amicales). Selon Caterina, son époux faisait cette activité seulement parce que son frère le lui avait proposé. Autrement, il était exclu qu'il aille décharger des marchandises, étant donné son statut d'« intellectuel ».

La défense du statut d'« intellectuel » a limité l'accès des membres de ce groupe à des marchés parallèles, en vue des gains monétaires. Cela les poussait plutôt vers les pratiques d'emprunt de l'argent, devenues courantes à l'époque soviétique et même dans le postcommunisme – nous y reviendrons.

2) Le réseau des contacts personnels jouait un rôle essentiel dans les schémas d'emprunt d'argent qui se sont développés à l'époque soviétique. Encore une fois, la confiance soutenait la relation qui s'établissait entre le « créateur » et le « débiteur ».

**Tableau 17** : Possibilités d'emprunt de l'argent

	période soviétique	
	Villes	Villages
Voisins	5,6%	2,6%
Membres de la famille	<b>60,7%</b>	<b>50,0%</b>
Amis	<b>21,4%</b>	<b>39,4%</b>
Collègues	6,7%	7,9%
Autre	5,6%	0,0%

Source : Résultats de l'enquête quantitative

Selon les données de notre enquête quantitative (Tableau 17), les sondés empruntaient de l'argent essentiellement à des membres de leur famille, les amis arrivant

<sup>148</sup> Il faut noter que les scientifiques constituaient un groupe des « privilégiés ». L'époux de Caterina commença à travailler à l'Académie des Sciences à la fin de ses études universitaires. C'était un « jeune spécialiste », donc il ne faisait pas encore partie du groupe des « privilégiés ». L'âge et l'expérience représentaient des critères importants de hiérarchisation au sein d'une organisation. Néanmoins, des exceptions sont à révéler. La discrimination positive des russes et d'autres groupes ethniques faisait qu'en termes de vitesse, l'ascension sur l'échelle hiérarchique était très rapide. Le cas de Lidia (62 ans) est révélateur : elle devient chef d'atelier dans une entreprise de Chisinau à l'âge de 22 ans.

en deuxième position. On remarque toutefois une différence entre les réponses des sondés citadins et des ruraux.

Les habitants des villes étaient plus nombreux à faire appel à leurs familles et moins nombreux à solliciter leurs amis, par rapport aux habitants des localités rurales. Nous pensons trouver l'explication de ces différences dans les caractéristiques des réseaux sociaux qui s'instituaient dans chacun des espaces (*supra*, chapitre III). Rappelons que dans le milieu rural les réseaux sociaux étaient plus larges et socialement plus mixtes. Dès lors, les échanges allaient au-delà du réseau social restreint (amis, membres de la famille) dans lequel l'individu s'inscrivait.

On empruntait de l'argent chez des membres de la famille à moyen ou long terme. Ensuite, l'« emprunteur » pouvait restituer l'argent en tranches. Enfin, on ne pratiquait pas l'emprunt avec « taux d'intérêt », car les normes sociales « obligeaient » les parents à fournir de l'aide à leurs enfants. C'est une caractéristique des relations parents/enfants :

« J'ai acheté la voiture en 1984. Mon père m'a prêté de l'argent et je lui ai remboursé la somme en deux-trois ans. Il y avait une file d'attente pour ceux qui avaient lutté sur le front. Il se trouve que c'était le tour de mon père d'acheter une voiture ». (Nicolae, 58 ans)

Les emprunts entre les autres membres de la famille (frères et sœurs, parents collatéraux) impliquaient toutefois un « taux d'intérêt » qui pouvait prendre diverses formes : en argent, en services ou l'obligation de « créditer » plus tard le « crédeur » d'aujourd'hui. Autrement dit, l'échange devait être symétrique:

« J'ai acheté la télé librement. Celles en blanc et noir étaient dans les vitrines des magasins. [...] Pour celles en couleur c'était plus compliqué. Un de mes amis m'a appelé pour me dire qu'il avait reçu de Voronej des télé belles à l'écran japonais. Elles coûtaient 270 roubles. J'ai appelé vite la sœur de ma femme pour lui annoncer la nouvelle et pour lui demander de me prêter de l'argent. Je suis allé pour rester dans la file d'attente et ensuite elle est arrivée ». (Igor, 62 ans)

Les emprunts entre des amis étaient différents de ceux entre les proches parents. D'abord, les sommes empruntées n'étaient pas importantes, la durée était courte et l'échange impliquait le respect absolu de la symétrie. Ce principe était si important que le fait de ne pas le respecter pouvait déterminer le « crédeur » à rompre le contact. Vasile nous fait comprendre ce que c'est l'« amitié » pour lui :

« Un ami est un ami. C'est la personne qui sait que si je lui ai donné un coup de main dans la vie, *il doit* le faire aussi pour moi. Sinon ce n'est pas un ami. Il m'est arrivé une fois de prêter de l'argent à un ami et je n'ai rien à dire – il me l'a rendu. Mais une autre fois, j'avais un besoin urgent [...] et il a refusé de me prêter, en disant qu'il n'en avait pas. Je sais qu'il en

avait [...]. Il m'a aidé dans d'autres situations, je ne le nie pas, mais moi aussi je l'ai fait. Alors lui, pour moi, ce n'est pas un ami. Depuis, je lui dis "bonjour" et c'est tout ». (Vasile, 57 ans)

Pour Vasile, la somme des services rendus devait correspondre à la somme des services reçus. Mais l'échange « équitable » n'était pas suffisant pour bâtir la réciprocité entre amis. Il fallait aussi que le « débiteur » montre sa *disponibilité* de rendre le même service au moment où le « créditeur » en aurait eu besoin. Autrement, comme ce fut le cas de notre interlocuteur, la confiance était fragilisée (selon Vasile, son ancien ami avait menti), la réciprocité n'était plus respectée, ce qui pouvait entraîner la rupture quasi totale du contact.

\*

\* \*

Résumons les résultats de l'analyse des données issues de nos enquêtes. Le circuit de rationnement formel des ressources monétaires et non monétaires procurait un volume plus important de capital économique aux « intellectuels » qui étaient en possession d'un volume plus important de capital social de type politique (appartenance socioprofessionnelle et organisationnelle, position dans la hiérarchie politico-administrative, appartenance ethnique). Cette conversion du capital social de type politique en capital économique était favorisée d'abord par les règles ou les structures de l'économie (règles d'approvisionnement, principe d'*edinsonachalie*, etc.). Toutefois, elle n'était pas indissociable de l'action individuelle (sympathie, amitié, entente avec un chef hiérarchique).

La dotation inégalitaire en capital social de type politique créait des tensions au sein du groupe des « intellectuels ». L'action sociale, observable au niveau du fonctionnement des réseaux de contacts personnels, régulait les tensions en question à l'aide du circuit correspondant au rationnement informel des biens et des services qui procuraient des ressources économiques aux « intellectuels » dotés d'un volume plus important de capital social relationnel (celui-ci n'était pas indépendant du capital social de type politique).

L'accumulation et l'entretien du capital social de type politique et/ou relationnel exigeaient le respect de la symétrie des échanges entre les individus. Celle-ci était la quintessence des échanges interindividuels et, donc, une des conditions par lesquelles le capital social de type politique et/ou relationnel pouvait être converti en capital économique. La conversion se faisait soit au sein des circuits de rationnement informel, soit sur les marchés parallèles, soit au sein des circuits d'emprunt d'argent.





## **Deuxième partie**

# ***Perestroïka* et conversion du capital social politique des « intellectuels » (1987-1990)**



## Chapitre V

### Les principales directions des réformes économiques et politiques de la *perestroïka*

Dans la partie précédente, nous avons traité du groupe des « intellectuels » au sein du système socialiste traditionnel moldave. Nous avons vu que le statut d'« intellectuel » procurait un important capital symbolique légitimant une position économique dominante de ces individus. Le capital social – politique et relationnel – avait ainsi un important effet de rendement sur l'accumulation du capital économique (accès au logement, acquisition de voiture, primes au salaire, etc.), de même que sur l'accès à des biens et des services déficitaires.

Les caractéristiques institutionnelles de ce groupe des « intellectuels » laissèrent leur empreinte sur l'imaginaire social ; étant perçue comme *légitime*, la position économique, culturelle et politique dominantes des « intellectuels » donna naissance à des comportements conformes à cette figure d'autorité. Une pareille perception prévalut jusqu'à ce que la cohérence du système socialiste traditionnel soit brisée. Une formule de KORNAÏ (1996, p. 453) dit : « le système [socialiste classique<sup>149</sup>] correspond à une texture si serrée que si un fil casse, tôt ou tard le tout s'effiloche ». C'est ce qui allait se produire dans la deuxième moitié des années 1980 lorsqu'un ample processus de *réforme* fut entamé – lors de la *perestroïka* – débouchant sur des *révolutions*<sup>150</sup> dans la plupart des pays socialistes.

---

<sup>149</sup> Terme employé par János Kornai pour ce que nous appelons ici, à l'instar de Bernard Chavance, *système socialiste traditionnel* (voir *supra*, Chapitre I, note 27).

<sup>150</sup> « La *réforme* [représente] tout changement qui modifie durablement et essentiellement au moins un trait fondamental [du système classique], sans cependant quitter la famille des systèmes socialistes » ; « Lorsque le changement le plus radical possible se produit [...] dans la structure politique, lorsque le monopole du pouvoir du parti communiste est brisé, alors [...] il ne s'agira plus de réforme, mais de *révolution* [...] et dans ce cadre [un] pays passe d'une famille de systèmes à l'autre. » (KORNAÏ, 1996, pp. 458 sq.)

On substitue souvent au terme kornaïen de « révolution » celui de « mutation systémique » : « Si le socle institutionnel est en outre transformé [...] il s'agit d'une *déstructuration systémique*. Le changement devient qualitatif : il n'est plus intrasystémique – ce qui justifiait le terme de *réforme* – mais inter-systémique. C'est une mutation. » (CHAVANCE, 1992, p. 11)

Dans la présente partie, nous nous proposons d'analyser l'évolution des trajectoires des « intellectuels » moldaves, dans ce contexte de changement social rapide. Plus particulièrement, nous prêterons attention à l'ajustement des trajectoires individuelles dans un contexte d'infléchissement politique radical – traduit, en Moldavie, par l'opposition au régime soviétique et l'émergence d'un mouvement nationaliste – et de changement institutionnel dans le domaine économique – dont le principal résultat fut de provoquer l'émergence d'un clivage privé/public structuré autour des modalités d'allocation et de distribution des ressources. Notre questionnement portera sur l'influence des réformes institutionnelles (politiques et économiques) sur l'action individuelle et *vice versa* et sur l'importance du capital social dans ce processus. L'hypothèse que nous nous proposons de vérifier dans cette deuxième partie est celle selon laquelle la transformation du système socialiste de type traditionnel et, dès lors, la sortie du « socialisme réformateur » (expression tirée de KORNAÏ, 1996, pour désigner les réformes de la *perestroïka*) fut accomplie par les individus héritiers d'un important volume de capital social politique. De même nous verrons que le capital social subit lui aussi des transformations, suite aux infléchissements institutionnels.

Bien que la littérature sur la *perestroïka* soviétique soit abondante, il nous semble approprié d'apporter quelques éléments sur les principaux changements des règles institutionnelles dans le domaine économique et politique, de cette période.

---

### **V.1 La *perestroïka* : de quoi s'agit-il ?**

Le système économique soviétique avait comme principale caractéristique l'équilibre de pénurie, résultant du plan. Les différentes tentatives de réforme entreprises dans le passé – l'œuvre « d'un petit groupe de “réformistes” » (WERTH, 2008, p. 540) – se sont avérées inefficaces, vu que le « socle institutionnel »<sup>151</sup> soviétique est resté intact. Les réformes engagées sous Léonid Brejnev et Alexeï Kossyguine<sup>152</sup> ont été suivies, dans les années 1970, par une période de ralentissement économique qui a rendu plus visible l'état critique dans lequel se trouvait le système soviétique. À cela se sont ajoutés les événements

---

<sup>151</sup> Le *socle institutionnel* faisait partie du *complexe systémique* et ses caractéristiques les plus importantes étaient la cohérence et l'inertie. Pour plus de détails, voir CHAVANCE (1989, p. 164).

<sup>152</sup> A l'époque brejnévienne, président du Conseil des Ministres de l'URSS et membre du Politburo.

politiques des années 1980-1985 : le décès de Léonid Brejnev et l'arrivée à la tête du PCUS de Iouri Andropov et ensuite de Konstantin Tchernenko (voir note 154, *infra*). L'âge et l'état de santé fragile des deux derniers chefs du PCUS pesaient beaucoup sur leur dynamisme.

À l'aube des années 1980, des voix se sont soulevées à l'intérieur de l'URSS pour dénoncer la configuration du système en place. Ce fut le cas de la sociologue russe Tatiana Zaslavskaya<sup>153</sup>, dont la critique, présentée en 1983 à Novossibirsk (*infra*), a contribué, sous Mikhaïl Gorbatchev<sup>154</sup> (arrivé à la tête du PCUS en 1985), à un vaste programme politique réformateur. Un bouleversement systémique s'ensuivit, marquant ainsi une époque historique pour l'URSS et pour le monde entier.

#### ***a. Le « Manifeste de Novossibirsk » et la genèse de la perestroïka***

En avril 1983, plusieurs chercheurs soviétiques en sciences sociales se sont réunis, à Novossibirsk, dans le cadre d'un séminaire, afin de discuter les problèmes économiques et sociaux auxquels se heurtait, alors, l'URSS. On comptait parmi les participants Tatiana Zaslavskaya, qui sera connue dans le monde entier grâce à son intervention. Pour l'occasion, Zaslavskaya avait préparé le fameux *Manifeste de Novossibirsk* ou *Rapport confidentiel de Novossibirsk*<sup>155</sup>. Le contenu du *Manifeste* avait été interdit de diffusion par les autorités soviétiques. Suite à l'intervention d'Abel Aganbeguyan<sup>156</sup> auprès de celles-ci, Zaslavskaya reçut le feu vert pour faire part de son texte aux participants du séminaire<sup>157</sup>.

C'est notamment Zaslavskaya qui a employé pour la première fois le mot *perestroïka*, repris, seulement deux ans plus tard, pour désigner un programme politique de

---

<sup>153</sup> Tatiana Zaslavskaya fut l'un des fondateurs de la sociologie soviétique.

<sup>154</sup> Il sera le septième et dernier Secrétaire Général du CC du PCUS, dans l'histoire de l'URSS. Rappelons qu'il fut précédé par Vladimir Lénine (1917-1924), Iossif Staline (1924-1953), Nikita Khrouchtchev (1953-1964), Léonid Brejnev (1964-1982), Iouri Andropov (novembre 1982 – février 1984), Konstantin Tchernenko (février 1984 – mars 1985).

<sup>155</sup> Le titre initial du document fut *Sur l'amélioration des rapports de production dans le socialisme et les objectifs de la sociologie économique*. Voir la version russe dans ZASLAVSKAYA (1983), ainsi que la traduction française dans MENDRAS et VERNET-STRAGGIOTTI (1993). Il convient d'informer notre lecteur que là où des citations du *Manifeste de Novossibirsk* seront insérées dans notre texte, elles seront prises de la version française de ce document, traduit par Marie-Thérèse VERNET-STRAGGIOTTI.

<sup>156</sup> A. Aganbeguyan était, à l'époque, directeur de l'*Institut d'économie et d'organisation de la production industrielle* (en russe *Institut Ekonomiki i organizatsii promyshlennogo proizvodstva*). En 1986, proche de Gorbatchev, il devint le secrétaire du département d'économie de l'Académie des Sciences de Moscou.

<sup>157</sup> Néanmoins, ceux-ci ont dû signer l'engagement de ne communiquer à personne les informations qui y étaient véhiculées. Rien n'y a fait car, en août 1983, le *Washington Post* en publiait déjà des extraits (voir MENDRAS et VERNET-STRAGGIOTTI, 1993, p. 90).

grande envergure en Union Soviétique. La sociologue faisait le constat d'une chute importante du taux de croissance économique, à l'époque de Brejnev, et l'avait attribuée « au retard du système des rapports de production – et du mécanisme étatique de direction de l'économie lui correspondant – par rapport au niveau de développement des forces productives ; [...] à l'incapacité de ce système d'assurer une utilisation pleine et suffisamment efficace du potentiel de travail et des ressources intellectuelles de la société » (MENDRAS et VERNET-STRAGGIOTTI, 1993, p. 92).

Selon la sociologue, il y aurait eu des « retouches » de ce système par le passé, mais il n'y a jamais eu de restructuration qualitative (*kachestvennaya perestroïka*) qui aurait pris en compte les transformations subies par les forces productives (ZASLAVSKAYA, 1983). Ainsi, concluait-elle, le système s'était perpétué en l'état quasi intact depuis les années 1930. En son sein, « les gens étaient logiquement considérés comme des “rouages” du mécanisme de l'économie nationale et se conduisaient presque aussi docilement (et passivement) que les machines et les matériaux » (MENDRAS et VERNET-STRAGGIOTTI, 1993, p. 94).

Dès lors, constatait Zaslavskaya, la planification centralisée et autoritaire avait commencé à présenter des signes d'« épuisement ». Ses critiques en visaient trois aspects :

1. La planification ne tenait pas compte des spécificités des régions, des secteurs, des entreprises, certaines d'entre elles rencontrant de difficultés à respecter les règles fixées par le pouvoir en place.
2. Le contrôle administratif des règles avait des incidences directes sur le travail productif. Un enchaînement contradictoire s'était enclenché : l'abandon du contrôle donnait plus de liberté aux travailleurs ; cette liberté se traduisait par l'apparition des comportements antisociaux (absentéisme, etc.).
3. Aussi, le durcissement du contrôle limitait l'initiative et la créativité des travailleurs. Or, selon Zaslavskaya, il n'était pas possible de conduire l'économie d'une voie extensive vers une voie intensive<sup>158</sup> de développement, sans une mobilisation de tout le potentiel créateur des travailleurs (MENDRAS et VERNET-STRAGGIOTTI, 1993, p. 96).

Il apparaissait ainsi la nécessité de faire recours à des régulateurs « automatiques » qui puissent établir un équilibre de la production. Ceux-ci devaient être liés au

---

<sup>158</sup> La croissance extensive est obtenue par l'augmentation des facteurs de production et celle intensive – par l'augmentation de l'efficacité de la production.

développement des rapports marchands (MENDRAS et VERNET-STRAGGIOTTI, 1993, p. 94).

Zaslavskaya avait aussi mis au centre de son analyse le « type social du travailleur ». Celui-ci aurait évolué dans le temps par l'instruction, l'accès élargi à l'information, la prise de conscience de sa position sociale et de ses droits, etc. Mais, note-t-elle, le système soviétique ne tenait pas compte de cette évolution et, de la sorte, il s'avérait incapable de régler les comportements des travailleurs, d'assurer l'utilisation efficace de leur potentiel intellectuel et d'imposer un haut niveau de discipline dans leur travail (MENDRAS et VERNET-STRAGGIOTTI, 1993, p. 95).

On peut ainsi recenser deux volets importants auxquels Tatiana Zaslavskaya s'est attaquée dans son *Manifeste de Novossibirsk*. Le premier était de nature empirique et concernait le mécanisme étatique de direction autoritaire de l'économie. À ce propos, elle proposait de passer des « méthodes administratives » à des « méthodes économiques » de direction de l'économie : accorder plus d'autonomie aux entreprises, stimuler l'initiative des travailleurs<sup>159</sup>. Le deuxième avait un caractère plutôt théorique et visait l'établissement d'un lien (inexistant, selon elle, jusqu'alors) entre les recherches économiques et sociologiques (MENDRAS et VERNET-STRAGGIOTTI, 1993, p. 100). La démarche théorique consistait à mettre en œuvre un « mécanisme social de l'économie socialiste » au centre duquel se trouverait le travailleur – « un type social » soumis à des normes de comportement assimilées dans les sphères de la production, de la distribution, de l'échange et de la consommation<sup>160</sup>.

Par conséquent, Zaslavskaya a proposé un réarrangement, une reconstruction (*perestroïka*, dans son texte) du système soviétique, sans toutefois abandonner la planification. L'idée de la *perestroïka* n'a pas attendu longtemps pour voir sa mise en œuvre. Maints thèmes soulevés par la sociologue, en 1983, ont été repris et mis en pratique par Mikhaïl Gorbatchev, arrivé à la tête du PCUS deux ans plus tard, en mars 1985.

---

<sup>159</sup> Zaslavskaya note, en outre, que le passage vers des « méthodes économiques » de direction peut s'avérer conflictuel du fait de la non-concordance des intérêts des différents groupes sociaux concernés. Certains groupes s'avéreraient gagnants, d'autres perdants. Par cette dernière catégorie Zaslavskaya faisait allusion, entre autres, au groupe de dirigeants (MENDRAS et VERNET-STRAGGIOTTI, 1993, p. 99 sq.).

<sup>160</sup> Zaslavskaya y faisait référence à Karl Marx, qui considérait que l'être humain se construit par les relations sociales dans lesquelles il est inséré.



**b. « Uskorenie », « glasnost », « perestroïka » : les mots d'ordre de Gorbatchev**

Dès son élection, le nouveau chef du Kremlin s'est attaqué à l'état de « crise structurelle » (expression tirée de CHAVANCE, 1989, p. 163) dans lequel se trouvait le système économique soviétique. Gorbatchev a repris deux thèmes majeurs du *Manifeste de Novossibirsk : l'inertie et la stagnation*<sup>161</sup>, d'une part et, *le facteur humain faiblement mis en exergue*, d'autre part.

Peu favorable au début de son arrivée au pouvoir à la désignation d'un « coupable » de l'état critique de l'économie soviétique, le nouveau Premier Secrétaire changea bientôt de discours, s'élevant contre la « propagande du succès »<sup>162</sup> et la politique économique de Léonid Brejnev, politique qui entraîna la stagnation économique :

« Au cours des quinze années qui avaient précédées, le taux de croissance du revenu national avait décliné de plus de cinquante pour cent, pour tomber, au début des années quatre-vingt, à un niveau proche de la stagnation. [...] La course à la production, en particulier dans l'industrie lourde, se révéla être une tâche classée "priorité absolue" comme si c'était une fin en soi. La même chose se produisit dans la capitalisation. [...] Il est naturel de la part du producteur de "satisfaire", si je puis dire, le consommateur. Chez nous, le consommateur se trouva au contraire complètement à la merci du producteur. [...] L'extension accélérée du "capital fixe" aboutit à un déficit artificiel de main-d'œuvre. Dans le but de palier ce déficit, on commença à distribuer des primes importantes et injustifiées, c'est-à-dire ne correspondant à aucune activité réelle, et on introduisit toute sorte d'incitations imméritées sous la pression de la pénurie. [...] Le parasitisme alla en augmentant, le prestige attaché à un travail consciencieux et la qualité alla en diminuant, et une mentalité de "nivellement des salaires" se généralisa. [...] C'est ainsi que l'inertie du développement économique extensif conduisit à une impasse économique et à la stagnation. » (GORBATCHEV, 1987, pp. 20-23)

---

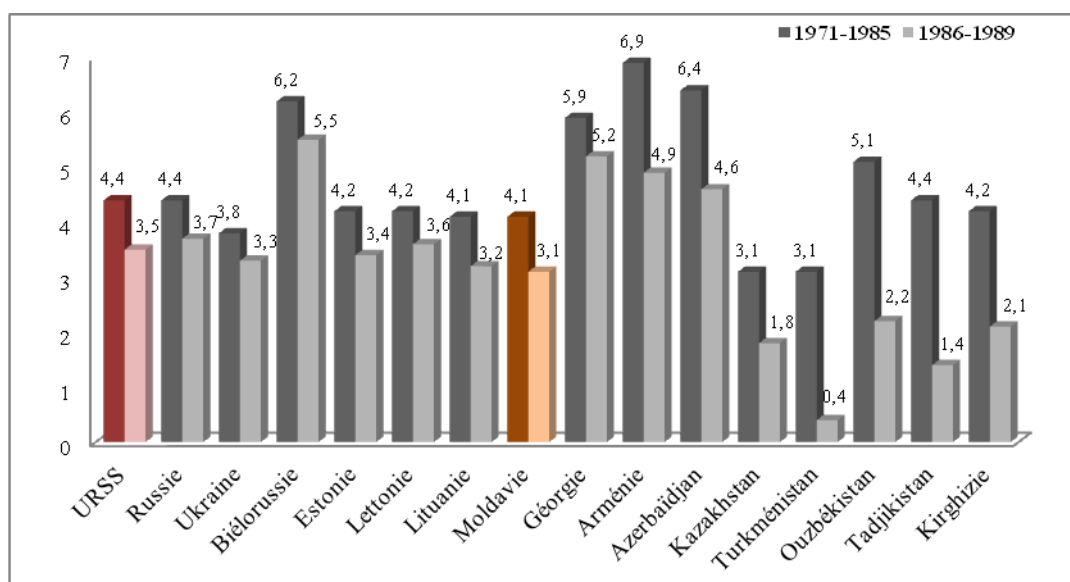
<sup>161</sup> Durant la *perestroïka*, la « stagnation » était le qualificatif qu'on attribuait à la période brejnévienne. Certaines analyses du fonctionnement de l'économie sous Brejnev montrent que le qualificatif était plutôt pertinent pour la fin de cette période. SAPIR (2007, p. 135) remarque qu'à long terme, la chute du taux de croissance de l'économie soviétique est incontestable, surtout lorsqu'on compare la période immédiate après la deuxième guerre mondiale et la période brejnévienne. Mais, ajoute l'auteur cité, ce ralentissement n'était pas fortuit : il était logique qu'au début des années 1950 l'URSS obtienne un taux de croissance accéléré, dans le contexte de reconstruction économique après une guerre dévastatrice. Prenant pour base l'année 1960, SAPIR constate qu'en termes de croissance économique, durant les années 1960 et jusqu'en 1975, la situation de l'URSS n'était pas plus mauvaise que celle de certains pays capitalistes ; la croissance économique soviétique dépassait même de peu celle de la Grande Bretagne et des États-Unis (SAPIR, 2007, p. 136). La tendance ne fut inversée qu'après 1975.

<sup>162</sup> En 1987, le journal *Pravda* publiait un discours de Gorbatchev qui disait : « Dans les dernières années de la vie et de l'activité de L.I. Brejnev [...] on a vu se creuser le gouffre entre les paroles et les actes, et augmenter les processus négatifs dans l'économie, générateurs d'une véritable situation de pré-crise » (*Pravda*, 2 novembre 1987, cité par HELLER, 1990, p. 67).

Ce passage témoigne du fait que l'Union Soviétique des années post-brejnéviennes avait subi une mutation morale que Bernard CHAVANCE (1992, p. 133) qualifia de *pessimisme systémique*, c'est-à-dire la remise en cause de la suprématie du système socialiste sur celui capitaliste. Ce fut dans ce contexte que Gorbatchev entama un programme de réformes économiques, politiques, sociales et morales, dont le but fut d'*améliorer* le fonctionnement du système et, par là, la qualité de vie des Soviétiques. Son programme s'appuyait sur trois mots d'ordre (LOROT, 1993, p. 10) : 1) la *uskorenie* (accélération), 2) la *glasnost* (transparence) et 3) la *perestroïka* (restructuration).

1) La *uskorenie* incitait à l'accélération de la croissance économique. À cette fin, il fallait mettre en œuvre des réformes économiques orientées vers l'introduction du marché. Mais, dans la fièvre des réformes, le mot fut vite oublié. Plus exactement, ainsi que l'explique CHAVANCE (1989, p. 189), une tension est survenue entre les différentes réformes économiques – destinées à accorder plus d'autonomie aux entreprises, sans pour autant les faire sortir de leur fonctionnement planifié – et l'accélération de la croissance économique. Dès lors, cette dernière connut, au contraire, une chute importante dans toutes les républiques, comme l'on peut l'observer sur la Figure 10, ci-dessous.

**Figure 10** : Taux moyen annuel de croissance économique, URSS et républiques, 1971-1989, en %



Source : FMI (1991)

Pour comprendre l'origine de cette tension entre les réformes économiques et l'accélération de la croissance, il convient de voir en quoi consistaient précisément les réformes économiques. Nous y reviendrons un peu plus loin (voir aussi l'Encadré 5, *infra*).

Mentionnons seulement ici que, selon les nouvelles règles institutionnelles, les entreprises encadrées jusqu'alors par le plan d'État étaient encouragées à développer leurs activités au-delà des *commandes d'État* et d'établir ainsi, de manière autonome, des relations économiques avec d'autres partenaires ; mais souvent, l'activité des entreprises se limitait au seul plan de l'État.

La croissance économique moyenne annuelle (voir Figure 10), des années 1986-1989 en URSS, chuta de près d'un point par rapport à celle enregistrée dans les années 1971-1985. Celle de la Moldavie passa de 4,1% de croissance moyenne annuelle, entre 1971 et 1985, à 3,1%, entre 1986 et 1989<sup>163</sup>.

Parmi les républiques, la chute la plus importante fut enregistrée au Tadjikistan et au Turkménistan où le taux annuel moyen de croissance économique s'effondra respectivement de 3 points et de 2,7 points, au cours de la période analysée. On peut remarquer que l'ampleur de la baisse convergea au sein des républiques de la même région géographique, celles de l'Asie Centrale connaissant le déclin le plus important.

2) La *glasnost* (transparence)<sup>164</sup> visait l'ouverture des débats publics sur des problèmes sociaux, moraux, économiques et politiques, caractéristiques de l'ensemble du système soviétique. Pour WHITE (1999, p. 24) cette idée posant comme principe que les problèmes n'étant pas examinés en public ne peuvent pas trouver de solution, est l'une des idées révolutionnaires du Premier Secrétaire. Le premier pas accompli par Gorbatchev dans ce sens fut de s'entourer de nouvelles personnes, dotées de visions réformistes<sup>165</sup>. On a compté parmi elles justement Abel Aganbeguyan et Tatiana Zaslavskaya, les deux protagonistes du *Manifeste de Novossibirsk*.

---

<sup>163</sup> En conformité avec certaines données statistiques moldaves – tirées des publications signées par Andrei Vorotilo, chef du Comité d'État pour la Statistique (*Gosskomstat*) de la RSSM, de 1986 à 1990 – le rythme de croissance économique moyenne annuelle de la Moldavie se serait, au contraire, accru de 1,2 points, passant de 3,3 % de moyenne annuelle, dans le XI<sup>e</sup> quinquennat, à 4,5 %, de 1986 à 1989 (VOROTILO, 1989, p. 43). C'est un des exemples qui mettent en évidence la nécessité de traiter les données statistiques moldaves avec précaution. Pour une discussion sur les statistiques soviétiques, en général, voir MESPOULET (2008).

<sup>164</sup> Selon LOROT (1993, p. 11), la traduction française littérale de « *glasnost* » serait « publicité ». C'est la portée politique du terme – rendre publique l'information sur les actes de l'État – qui le rendrait équivalent de celui de « transparence ». Selon la même source, les origines du terme russe, avec le sens que l'on connaît, remontent au XIX<sup>e</sup> siècle, aux discours des opposants du régime tsariste. Quant à l'usage du mot en Moldavie, il y fut initialement traduit par « publicité » et ensuite remplacé par « transparence ». En témoigne le titre d'un article, « Les conséquences d'une **publicité** insuffisante », traitant d'un manque de transparence entre les décisions prises par la direction d'une ferme de lait de Cantemir (au Sud-Ouest de la Moldavie) (MOLDOVA SOCIALISTA, le 30 mai 1986).

<sup>165</sup> A ce sujet, voir ASLUND (1987), mais aussi SIGMAN (2008 et 2009).

Notons que la *glasnost* n'eut pas l'intention de remettre en cause *le socialisme*. Gorbatchev disait explicitement que « la *glasnost* est la critique saine des insuffisances, ce n'est pas le torpillage du socialisme et de ses valeurs » (cité par WERTH, 2008, p. 542).

Cette politique fit, dès lors, ouvrir le débat public sur différents problèmes que le système soviétique engendrait. Les ouvrages scientifiques, les articles de presse, les films et les émissions télévisées<sup>166</sup>, traitant des problèmes jusqu'alors tabou dans la société, ne cessaient de se multiplier<sup>167</sup>. On trouvait au cœur de ces œuvres des sujets sociaux et moraux, tels l'alcoolisme, la criminalité, la violence, la prostitution ; des sujets économiques, comme la pratique des prix exorbitants par les coopératives ; des sujets politiques, comme l'abus de pouvoir, le contrôle bureaucratique<sup>168</sup> et la planification, le fonctionnement des instances du Parti, etc.

Malgré cette apparente ouverture des débats publics, la réalité restait encore complexe et figée. La population des différentes régions de l'URSS ne ressentait pas les effets de la *glasnost*<sup>169</sup>. En témoigne une lettre d'*Ogonëk*, du juillet 1988. Voici ce qu'exprime l'auteur de la lettre (un habitant d'Ukraine) à propos de la *glasnost* et des sujets qu'on discutait loin de Moscou :

« Le problème c'est que cette *glasnost* est concentrée quelque part chez vous, à Moscou. À Kiev, c'est déjà une autre *glasnost*. À Tcherkassy c'en est encore une autre, plus timide. À Mirgorod, Smiely et Konoton, elle est pratiquement inexistante. [...] S'il y a une *glasnost* de première qualité et une *glasnost* de deuxième qualité, cela signifie que, hélas, il n'y a pas de *glasnost* du tout, ou alors juste une apparence de *glasnost*. [...] Bien sûr, on peut lire ce qui paraît dans la capitale et on profite des informations sur la *glasnost* du "centre" (*glasnost* n° 1) qui, comme on peut le constater, est très limitée. La *glasnost* dans les Républiques est encore plus restreinte : on ramasse des sujets rebattus, tels que la drogue, la prostitution, les

---

<sup>166</sup> Dans une lettre adressée au journal *Ogonëk*, n° 6 (1989), une lectrice parlait de l'« hypocrisie » caractéristique des émissions télévisées diffusées à des heures tardives, lorsque les jeunes – public cible, selon elle – dorment déjà : « [...] il y a eu récemment une émission de télévision sur le sida. L'auteur de cette émission a fait un travail très sérieux. Mais cette émission pourtant destinée particulièrement aux jeunes s'est terminée à minuit et demi. Auparavant, on montrait des spectacles de variétés le jour de Pâques. C'est encore une preuve de l'hypocrisie de notre télévision-hypocrisie, car il s'agit de prostitution et d'homosexualité et nous nous efforçons de montrer que cela n'existe pas chez nous » (cité par, SAILLARD, 1989, p. 108).

<sup>167</sup> Au sujet de la *glasnost*, en général, et pour une liste de différentes œuvres littéraires, cinématographiques, etc. apparues durant la *perestroïka*, voir, entre autres, NOVAK (1988), RITTERSPORN (1989), MCNAIR (1991), GODET (1998), GIBBS (1999), WHITE (1999).

<sup>168</sup> À l'instar de Max WEBER (1995, p. 291 sqq.), nous entendons par *bureaucratie* – une organisation faite à partir des règles publiques et écrites. Selon cet auteur, les principales caractéristiques de la bureaucratie sont : une procédure d'action rationnelle, la nomination sur le poste (contrairement à l'élection), la nomination autoritaire des positions (leur institutionnalisation), des relations sociales hiérarchisées.

<sup>169</sup> Pour une analyse de la perception publique sur la *glasnost* et la *perestroïka*, voir RITTERSPORN (1989), GALEOTTI (1993).

répressions staliniennes. Mais pour ce qui est de l'ère brejnévienne, on attend que Moscou en parle d'abord » (SAILLARD, 1989, p. 110).

La *glasnost* eut toutefois un effet majeur sur la société soviétique. Selon WERTH (2008, p. 549), la prise de position publique vis-à-vis des problèmes sociaux, économiques et politiques déclencha un mouvement de protestation sociale des ouvriers, dont le mécontentement s'exprimait de manière diffuse jusqu'alors. Nous y ajouterions aussi l'impact qu'eut la *glasnost* sur l'émergence des mouvements nationalistes dans les « républiques sœurs », durant les années 1988-1989<sup>170</sup>. Anne DE TINGUY (1998, p. 76) résume ainsi l'impact de la *glasnost* sur l'avenir de l'URSS : « Libérée, la vérité, sans laquelle il ne pouvait pas y avoir de *perestroïka*, a été une arme de destruction redoutable. Au lieu d'enrayer la désaffection de la société à l'égard du régime, elle l'a encouragée ».

3) Le troisième mot d'ordre – celui qui est devenu le nom d'une *époque historique* – a été la *perestroïka*<sup>171</sup> qui signifie « reconstruction ». GORBATCHEV (1987, p. 9) l'avait définie comme une politique dont le but fut d'« activer les progrès sociaux et économiques du pays et de créer un renouveau dans toutes les sphères de la vie ». La *perestroïka* comporta deux volets : l'un sociopolitique et l'autre économique et fut donc synonyme d'un ébranlement du système soviétique dans son intégralité.

---

## V.2 Aperçu des réformes économiques et politiques en URSS et en RSSM

C'est grâce à sa nature systémique que la *perestroïka* s'est distinguée des réformes engagées par le passé. Toutefois, elle n'a pas complètement rompu avec les réformes passées : *toutes ces réformes ont été conduites du sommet de l'État vers le peuple*.

La *perestroïka économique* fut motivée initialement par la nécessité d'accélérer la croissance économique (*uskorenïe*). Afin de rompre avec la régulation par la pénurie, il fallait décentraliser l'activité des entreprises et ainsi imposer un changement des comportements économiques. Selon les réformateurs, ce dernier aspect allait bouleverser le modèle économique à l'œuvre jusqu'alors. Le changement des comportements économiques était censé bouleverser le modèle économique et ainsi ne plus engendrer de la

---

<sup>170</sup> Nous y reviendrons plus bas lorsque nous parlerons du cas moldave.

<sup>171</sup> Pour une chronologie de la *perestroïka*, en URSS, de 1985 à 1991, voir CROSNIER *et alii*, 1993, p. 153 sqq. Pour celle de la Moldavie, voir *infra*, Encadré 7.

pénurie. Cette résorption de la pénurie devait entraîner une accélération de la croissance économique (CHAVANCE, 1989, p. 177).

Étant donné l'impératif de la décentralisation, un consensus fut établi : l'ajustement du *khozraschët*. Il correspondait au fonctionnement des entreprises sur la base de deux principes, celui de *samookupaemost'* (couvrir les coûts de production) et celui de *samofinansirovanie* (autofinancement)<sup>172</sup> (LEWIN, 1989, p. 178).

Deux vecteurs réformateurs furent établis : la réforme du « noyau dur » du système soit l'industrie d'État et le développement d'un secteur individuel et coopératif, ainsi que la réforme de l'agriculture et le développement des relations commerciales externes constituant « la périphérie » du système (CHAVANCE, 1989).

### ***a. Le régime d'activité des entreprises industrielles***

Le but de la réforme de l'industrie d'État fut de rendre l'autonomie aux entreprises industrielles, pour qu'elles développent des comportements économiques aptes à résorber les pénuries. Graduellement, le plan devait laisser de la place au marché. En 1987, une *Loi sur l'entreprise d'État* fut adoptée inscrivant le plan dans cette direction. Cette loi n'a pas aboli la planification centralisée, mais l'a restreinte.

La réduction de la portée du plan fut compensée par l'extension de l'activité en régime d'autonomie : les entreprises furent encouragées à développer des relations de marché avec d'autres partenaires économiques, même avec des entreprises étrangères. Autrement dit, un système économique dual fut mis en œuvre, au sein duquel deux axes se conjuguèrent : l'un vertical, visant à maintenir la planification centralisée, et l'autre horizontal, destiné à instaurer un régime d'autonomie et permettre aux entreprises de nouer des relations plus libres avec les fournisseurs, instaurer la pratique libre des prix<sup>173</sup>, le réinvestissement du profit, etc. (CHAVANCE, 1989, p. 175)<sup>174</sup>.

---

<sup>172</sup> Il est à noter que le *khozraschët* compte un troisième principe, celui de *samoupravlenie* (autogestion). Son application ne fut pas prévue lors de la *perestroïka*, sachant que les entreprises industrielles étaient en partie soumises au plan d'État et donc elles demeurèrent encore sous la tutelle des ministères de ressort. Rappelons que le *khozraschët* fut un mécanisme économique développé par Lénine, au sein de la Nouvelle Politique Économique (la NEP) des années 1920.

<sup>173</sup> Sur la réforme des prix, voir NOVE (1987), CHAVANCE (1989), PADMA (1989). À noter que, suite aux réformes, une montée généralisée des prix s'est enchaînée tant dans le secteur demeurant de la planification centralisée, que dans celui relevant des mécanismes dits de marché, ainsi que sur le marché noir – source importante d'approvisionnement de la population avec des biens de consommation. Dans le secteur soumis à la planification, les prix augmentèrent à cause de l'abandon des entreprises de la production des biens à bas prix. Cela entraîna également une réduction du volume physique de la production et donc un accroissement de la pénurie. Les données statistiques soviétiques témoignent du contraire. Mais, c'est parce qu'elles

### Encadré 5 : Les tensions structurelles des réformes économiques

Les principales incohérences caractéristiques des réformes économiques de la *perestroïka*, dont la description détaillée sera retrouvée in CHAVANCE (1989), furent :

- Incohérences d'ordre bureaucratique : il s'agit notamment de la réforme du système ministériel qui, d'une part, se solde avec un accroissement de son rôle de superviseur (il est responsable de l'activité des entreprises) et, d'autre part, il doit réduire son propre pouvoir, en respectant les droits des entreprises à l'autonomie ;
- L'adoption d'actes législatifs à caractère ambigu ;
- Des tensions entre la *perestroïka* et l'*uskorenïe* : afin de répondre aux besoins d'une croissance accélérée, les entreprises se limitaient souvent aux seules commandes d'État (*Gosszakaz*) ;
- Censés jouir de plus d'autonomie, les directeurs des entreprises voient, *a contrario*, leur autonomie limitée, dans la nouvelle configuration institutionnelle.

Source : CHAVANCE (1989, pp. 189-191)

À partir des premiers mois de 1987, 32 entreprises moldaves, soit 5 % du nombre total, ont commencé leur activité dans les nouvelles conditions prévues par le *khozraschët* (ROIZMAN, 1988, p. 53). Mais du fait des contradictions de cette réforme, le bilan de leur activité commença à se dégrader. D'abord, les commandes d'État s'élevaient toujours à 95-100 % du programme de production de ces entreprises. Ensuite, le nouveau contrôle de la qualité de la production s'est souvent soldé par un refus de la production ayant des répercussions non seulement sur les entreprises ne respectant pas du tout les standards de qualité, mais aussi sur celles s'approchant de ces standards.

Cette situation était due précisément au caractère d'interdépendance entre les entreprises industrielles, certaines étant des fournisseurs, d'autres des producteurs. Ainsi, ROIZMAN (1988) mettait en avant la nécessité de restructuration de la planification territoriale, et par branche, de libéralisation du commerce en gros des moyens de production, ainsi que le besoin d'un partage des tâches entre ministères, départements économiques et entreprises.

---

représentent la production en termes monétaires – connaissant une augmentation à cause de l'inflation. Quant au marché noir, les prix y avaient perdu toute cohérence avec les revenus de la population. Par exemple, dans les conditions où le revenu monétaire médian par tête, en Moldavie, se situait dans l'intervalle 125-150 roubles par mois (nos calculs à partir de NKhSSSR, 1991), le prix du marché noir d'un manteau pour les femmes atteignait 2100 roubles et celui pour les hommes, 1300 roubles. Notons que ces prix s'avèrent de près de deux fois supérieurs à ceux pratiqués à Moscou (SSM, 1991, p. 167 sq.). Voir une analyse de l'inflation en URSS chez NOVE (1988).

<sup>174</sup> Le débat sur la combinaison des formes de marché avec la planification était plus ancien, notamment dans les pays socialistes, satellites de l'URSS. Voir à ce sujet, STARK et NEE (1989).

## ***b. L'activité individuelle et coopérative***

De pair avec la réforme des entreprises industrielles, le développement d'un secteur individuel et coopératif fut prévu. Cette mesure eut pour objectif de *légaliser* certaines activités économiques relevant jusqu'alors de la « double économie » (voir *supra*, note 147), d'*éliminer les pénuries de biens et de services*, ainsi que d'*éliminer les réserves de travail non utilisées* (PLOKKER, 1990, p. 404). Pour y parvenir, une loi fut adoptée, en 1987, portant sur les activités individuelles, suivie d'une autre en 1988, portant sur les coopératives<sup>175</sup>. La palette d'activités relatives au travail individuel et au secteur coopératif était relativement large<sup>176</sup>.

Les activités individuelles relevaient essentiellement du domaine artisanal (au 1<sup>er</sup> octobre 1988, en URSS, environ 55 % du total) et du domaine des services (près de 35 % à la même date) (PLOKKER, 1990, p. 422-423, tableaux 1 et 3). Pour ce faire, les individus devaient entrer en possession d'une patente, émise par les autorités compétentes. La simplicité de la procédure, ainsi que son faible coût, ont eu comme conséquences l'augmentation rapide du nombre de personnes occupées dans ce secteur. Ainsi alors qu'en 1987, la RSSM compte 28400 personnes actives dans ce régime, une année plus tard, cet indicateur doubla presque, arrivant à 49400 personnes. Il est à noter que l'activité individuelle connaît l'augmentation la plus importante notamment au cours de cette année 1988. Tant en URSS, qu'en RSSM, le nombre des « individuels » diminue progressivement, à partir de 1989. Ainsi, en Moldavie, il atteint 33400 personnes, en 1990 (NKhSSR, 1991).

L'activité coopérative a connu une hausse vertigineuse, durant l'année 1989, dans les secteurs du bâtiment (activité interdite, dans un premier temps), du commerce et des services de transport (PLOKKER, 1990, p. 423). La mise en œuvre de ces nouvelles règles impulsa, par la suite, leur développement rapide. Au cours de l'année 1988, le nombre de coopératives, en URSS, a augmenté de 3,5 fois : il y en avait près de 14 000 au 1<sup>er</sup> janvier (voir Tableau 18) et de 48 500 au 1<sup>er</sup> octobre (NKhSSR, 1989, pp. 322-323). Ces chiffres

---

<sup>175</sup> Les coopératives apparues pendant la *perestroïka* se distinguent des anciennes coopératives (kolkhoziennes ou de consommation, par exemple) par le fait de promouvoir l'activité individuelle. Constantin MELNIC (1990, p. 42) – le président de l'Union des coopératives de consommation de la Moldavie, pendant la *perestroïka* – décrit ainsi, les anciennes coopératives : « Il y a eu un temps où la coopérative signifiait tout pour la population. Personne n'appelait magasin la coopérative de consommation de notre village. Si l'on demandait à quelqu'un "Où vas-tu ?", et bien la réponse était "à la coopérative". Mais, la coopérative n'était qu'un petit magasin dans lequel on vendait toute sorte de produits. »

<sup>176</sup> Certaines activités, telles les soins médicaux et les activités éditoriales, ont été interdites au secteur coopératif.



correspondaient au nombre des coopératives qui avaient réellement une activité ; le nombre de celles enregistrées s'élevait à 86 800, au 1<sup>er</sup> octobre 1988 (PLOCKER, 1990, p. 424, Tableau 4).

**Tableau 18 :** Coopératives et employés des coopératives en URSS et en Moldavie, 1988-1991

		<i>1988</i>	<i>1989</i>	<i>1990</i>	<i>1991</i>
<i>Coopératives fonctionnelles, au 1<sup>er</sup> janvier, milliers</i>	<i>URSS</i>	13,9	77,5	193,1	245,4
	<i>RSSM</i>	0,3	1,6 <sup>177</sup>	3,4	5,3
<i>Employés, milliers</i>	<i>URSS</i>	155,8	1396,5	4855,4	8098,2
	<i>RSSM</i>	3,8	38,5	83	113,1

Source : NKhSSR (1990)

En termes d'emploi toutefois, l'activité des coopératives restait faible, dans ses débuts. La part de la force de travail de l'URSS, employée à plein temps dans les coopératives s'élevait, en 1988, à 0,4 %, soit près de 156000 personnes ; celle de la Moldavie était de 0,6 %, soit moins de 4000 personnes (IMF, 1991, Tableau 22, p. 221). À partir de 1989, comme on peut le remarquer, le nombre de coopératives et de leurs employés augmenta de manière accélérée. Ainsi en 1991, le nombre de coopératives, tant en URSS<sup>178</sup> qu'en Moldavie, représentait désormais près de 18 fois celui de 1988, et le nombre d'employés lui augmenta de 52 fois en URSS et de près de 30 fois en Moldavie.

Dans la même année 1988, alors que 3 % de la population occupée en URSS, étaient employées dans ces nouveaux secteurs d'activité, en Moldavie il y en avait 7 %. Parmi les républiques soviétiques, en tête de liste se trouvaient le Tadjikistan avec 14 %, le Turkménistan et l'Ouzbékistan avec 11 % respectivement, l'Arménie avec 8 % (IMF, 1991, tableau 20, p. 220).

Le développement de l'activité individuelle et des coopératives ont vite conduit à l'émergence de tensions induites par : l'impact de la bureaucratie sur l'activité individuelle et coopérative<sup>179</sup>, la pénurie d'approvisionnement en matières premières, et les difficultés

<sup>177</sup> Il convient d'informer notre lecteur que les chiffres tirés des annuaires soviétiques, en l'occurrence de *Narodnoe Khozyajstvo SSSR*, diffèrent substantiellement de ceux véhiculés dans les publications moldaves. Par exemple, selon les données du Comité d'État moldave pour la Statistique, en avril 1989, le nombre de coopératives s'élevait à 3219 (voir un rapport du *Gosstat* moldave, CAZACOV, 1989).

<sup>178</sup> À l'échelle soviétique, les coopératives ont connu un développement plus important dans les grandes villes de Russie (Moscou et Leningrad) et d'Ukraine (Kiev) et dans quelques autres républiques, telles la Moldavie, la Biélorussie et l'Arménie (PLOCKER, 1990, p. 409).

<sup>179</sup> Les autorités locales – chargées de l'enregistrement des activités individuelles et coopératives – attendaient de nouvelles instructions de la part des autorités supérieures, ce qui freinait le développement du secteur individuel et coopératif. L'activité des coopératives n'apportait pas un réel support financier au

d'obtention de crédits. Qui plus est, une criminalité organisée fit son apparition dans le nouveau décor économique ; les racketteurs faisaient pression sur les nouveaux entrepreneurs<sup>180</sup>. On y ajoutera l'opinion publique défavorable à l'activité d'entrepreneuriat, la considérant comme moralement condamnable.

### *c. La réforme agricole*

L'agriculture a toujours constitué une question politique importante, en URSS. Selon MACEY (1990, p. 4), la résolution des problèmes de l'agriculture représentait la clé de la survie politique. Ce fut peut-être une des raisons principales pour laquelle Gorbatchev commença la *perestroïka* économique avec des changements dans l'agriculture : en mars 1986 un décret voit le jour faisant appel à un accroissement de l'autonomie des kolkhozes et des sovkhazes vis-à-vis des autorités locales, ainsi qu'à une stimulation de l'initiative individuelle.

Le but de la réforme agricole a été de transformer le paysan en « maître de la terre » (STEFLOGLO, 1988, p. 45), et ainsi d'éliminer l'inefficacité – plaie de l'agriculture soviétique. Gorbatchev écrivit à ce sujet :

« Il faut continuer à le répéter : si les relations économiques ne changent pas, si la situation du paysan ne change pas, s'il ne devient pas le vrai maître de ses terres, alors aucun investissement ne servira. [...] Le but de cette politique est de donner les mêmes possibilités aux diverses formes de travail de la terre. Que chacune d'entre elles démontre sa vitalité et son efficacité, voilà notre position de départ. » (GORBATCHEV, 1993, p. 301.)

Dès lors, un des premiers pas entrepris en ce sens fut de mieux tolérer les lopins familiaux. En même temps, au sein des fermes collectives et de celles d'État, on organisa des équipes de travail autonomes. Celles-ci, comptant jusqu'à 50 personnes, fonctionnaient sur la base de contrats signés avec le kolkhoze ou le sovkhaze. La ferme collective s'engageait à fournir aux équipes autonomes des outils nécessaires au travail de la terre. En contrepartie, les équipes cédaient une partie de leur production aux fermes collectives. En revanche, le surplus de la production revenait aux membres de l'équipe qui pouvaient se le partager et/ou le vendre sur le marché.

---

budget local – seulement 3 à 5% des revenus d'une coopérative représentaient des taxes et des impôts versés dans le budget local.

<sup>180</sup> Pour une analyse du phénomène de racket, en URSS et dans la Russie postsoviétique, voir HUMPHREY (2002).

Finalement, une mesure plus « radicale » (CHAVANCE, 1989, p. 171) fut adoptée à côté de celles que nous venons de mentionner : l'encouragement des équipes familiales. À l'instar des équipes autonomes, celles familiales signaient, elles aussi, un contrat avec les fermes collectives. Il y avait deux types de contrats d'organisation des équipes familiales. Le premier, le contrat dit de « responsabilité » (CHAVANCE, 1989, p. 171), consistait à distribuer des terres (souvent ensemencées) aux familles qui désiraient récolter la production. Le contrat stipulait la quantité de la production qui devait être cédée à la faveur du kolkhoze ou du sovkhoe. Comme pour les équipes autonomes, le surplus de la production revenait à la famille. Le deuxième type était un contrat de bail, par lequel les fermes collectives louaient à long terme – jusqu'à 50 ans (WERTH, 2008, p. 556) – de la terre aux familles. Les équipes familiales fournissaient une partie de la production à la ferme collective en s'appropriant le surplus. Selon ce type de contrat, les familles étaient libres de choisir les cultures à élever.

La lecture de la presse moldave de l'époque montre un réel succès de cette réforme agricole. On y véhiculait notamment des histoires de succès des entreprises passées au nouveau régime de travail, ou des collectifs d'agriculteurs, des brigades familiales (voir un exemple dans l'Encadré 6) qui doubleraient, voire tripleraient la production dans le nouveau régime de fonctionnement.

Cet exemple de l'Encadré 6, illustrant une amélioration de la situation économique des individus, avait comme but principal d'entraîner de plus en plus d'individus dans la participation aux nouvelles formes de régulation économique<sup>181</sup>.

**Encadré 6 :** Une histoire de succès dans l'agriculture moldave

« Les Kudrevtsov, la mère et les filles, du village de Ciobruciu, du district de Slobozia [au sud de la Transnistrie], ont produit l'an dernier [en 1986], au sein du kolkhoze "Lénine", une bonne récolte d'oignons, soit 440 quintaux à l'hectare. Cela représente deux fois plus la quantité prévue dans leur engagement. Elles ont ainsi reçu pour leur travail 2,5 tonnes d'oignons. [...] Le kolkhoze a obtenu 340 quintaux d'oignons à l'hectare, c'est-à-dire 2,5 fois plus qu'en 1985. Sur les 50 hectares de cette culture élevée par les collectifs familiaux, la récolte a été beaucoup plus importante. La retraitée Besleaga, l'enseignant Cristea, l'assistant médical Fortuna, tous ont obtenu entre 360 et 400 quintaux d'oignons à l'hectare. »

**Source :** MOLDOVA SOCIALISTA, le 9 janvier 1987

<sup>181</sup> Dans un premier temps, en 1988, selon les données recueillies dans MOLDOVA SOCIALISTA (le 2 février 1989), il y avait 25,5 % du total des agriculteurs travaillant dans les conditions du régime de bail ou du régime familial.

Le désir d'accélérer le progrès des nouvelles formes de régulation dans l'agriculture en particulier, était motivé par sa mauvaise productivité de travail, due, elle, à la prépondérance du travail manuel dans ce secteur. A titre de comparaison, la productivité de travail dans l'agriculture moldave était de 15 à 20 % inférieure à la moyenne en URSS et de 2 à 2,5 fois inférieure à celle de la Lituanie et de la Lettonie (CODITA, 1989, p. 22).

Malgré les nouvelles formes de régulation en agriculture, les témoignages que nous avons recueillis montrent que la population rurale, tant kolkhozienne que non kolkhozienne, continuait de travailler les terres des kolkhozes et des sovkhoses, essentiellement selon le régime salarial d'antan. Au demeurant, souvent l'adhésion aux formes de travail en régime d'autonomie, engendrait un caractère *obligatoire*, tant pour la population kolkhozienne que pour la population non-kolkhozienne. En ce qui concerne cette dernière catégorie de la population, l'obligation résultait d'une entente entre le kolkhoze et/ou le sovkhoze et les organisations non marchandes<sup>182</sup> des localités rurales, par laquelle ces dernières s'engageaient à « prêter » leur main d'œuvre, principalement occupée dans un travail non manuel, aux travaux agricoles. Le kolkhoze et/ou le sovkhoze, en revanche, participaient financièrement à la construction ou à l'amélioration des services fournis par ces organisations non marchandes. La rémunération de ce travail agricole était faite selon des principes salariaux à l'œuvre auparavant dans l'agriculture. Ion, un des nos interviewés, se rappelle avec humour :

« Nous les enseignants, nous aussi *étions obligés* de donner un coup de main au kolkhoze. Ainsi, on nous obligeait, d'une certaine manière, à participer au travail de la terre dans ce nouveau régime des brigades familiales. Moi et mon épouse, nous avons travaillé sur un champ de tabac pendant un été. À la fin, on nous a payé une somme ridicule. Je ne sais même pas combien, mais si je me souviens bien, à la fin du travail on a reçu tous les deux [cumulé] l'équivalent de mon salaire mensuel. Ma fille aînée plaisantait et nous disait que si nous avions travaillé son jardin pendant ce temps là, elle nous aurait payés plus généreusement que le kolkhoze [rire] » (Ion, 51 ans).

Les résultats de la réforme agricole ne furent pas ceux attendus, car, en réalité, les kolkhozes et les sovkhoses n'ont pas réussi à s'émanciper de leur rapport à l'administration des régions dont ils faisaient partie et qui leur fixait le plan de production, notamment les quantités à livrer à l'État. Quant au régime de bail, il fut un fiasco, car en 1991, en URSS, seulement 2 % de la terre et 3 % du cheptel relevaient de ce régime (WERTH, 2008, p. 557).

---

<sup>182</sup> Voir une définition, *infra*, p. 192.

Marie Lavigne résumait ainsi les résultats de la *perestroïka économique* :

« Les entreprises (1987) ont obtenu des droits accrus, mais sont restées soumises à une planification centrale déguisée sous le nom de “commandes d’État”. La propriété privée n’a pas été reconnue ; les “activités individuelles” ont été admises, mais limitées, les coopératives de services ont surtout servi à “blanchir” l’argent de la mafia, le contrat de “bail” dans l’agriculture n’a pas motivé la petite minorité de paysans attirés par l’exploitation à leur compte, mais qui craignaient un retournement<sup>183</sup>, et qui se sont trouvés en butte à l’hostilité de la majorité pour enrichissement excessif. Les réorganisations administratives n’ont pas allégé la direction de l’économie. » (LAVIGNE, 1992, p. 101)

#### ***d. Les réformes politiques***

Venons en maintenant à la *perestroïka politique*. Dans le domaine politique, les changements sont intervenus plus tard, après la XIX<sup>e</sup> conférence du PC de l’URSS<sup>184</sup> de juin 1988<sup>185</sup>. GAZIER (2002, p. 135) identifie deux étapes de ce changement. La première – de juillet 1988, jusqu’au début du 1990 – fut marquée par certaines tentatives de réformes, sans pour autant toucher au rôle dirigeant du PC. La deuxième – du début du 1990 à la fin de l’URSS, en 1991 – eut comme caractéristique la réduction du rôle dirigeant du PC et la présidentialisation du pouvoir.

Une des nouveautés majeures, dans ce sens, fut la tentative de Gorbatchev de tracer une frontière entre les activités du Parti et celle de l’État soviétique (KERBLAY, 1989, p. 55). Lors de la Conférence de 1988, il a proposé de faire un transfert des sections à compétence sectorielle du Parti (économiques, administratives), et donc des fonctions administratives du Parti, vers les soviets – représentants du pouvoir exécutif. La mesure avait pour but d’attribuer plus de pouvoir aux soviets. Suite à cette transformation

---

<sup>183</sup> L’hypothèse d’un retournement a souvent été invoquée pour expliquer l’échec de la réforme agricole lors de la *perestroïka*. Nous serions plutôt tentés de dire, que plus que par la crainte de nouvelles répressions contre des « propriétaires » de la terre, son échec, en Moldavie du moins, s’explique par la spécificité de sa mise en œuvre, que nous avons déjà évoqué un peu plus haut dans le texte.

<sup>184</sup> Voir un recueil de documents de presse et des principaux discours prononcés, in HAZAN (1990). Pour l’intervention de Semion Grossu – premier secrétaire du PC de la RSSM – lors de cette 19<sup>ème</sup> conférence du PCUS, voir HAZAN (1990, pp. 311-315).

<sup>185</sup> Des changements au sein du Parti ont été prévus depuis le XXVII<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste de l’URSS, qui s’est tenu en 1986. En 1987, le premier secrétaire a proposé un système de candidatures multiples pour les élections des dirigeants du PC, mais la proposition n’a pas été mise en pratique. Confronté à des difficultés pour réformer le Parti, Gorbatchev a annoncé l’organisation d’une conférence à ce sujet, en juin 1988.

institutionnelle, les sections à compétence sectorielle du Parti ont été liquidées et les effectifs du Parti ont été considérablement réduits (GAZIER, 2002, p. 136).

La méthode retenue par Gorbatchev en vue de la compression du Parti et de la séparation du Parti et de l'État, tout en augmentant l'autorité des soviets<sup>186</sup>, fut qualifiée de « paradoxale » (GAZIER, 2002, p. 137). Elle s'appuyait sur le cumul des fonctions dirigeantes au sein du Parti avec celles administratives au sein des soviets. C'est-à-dire qu'un chef du comité du Parti était aussi chef de soviet. On y reconnaît le principe d'*edinonatchalie*, déjà rencontré chez les dirigeants d'entreprises, au sein du système traditionnel (*supra*, Chapitre II). Largement contesté au sein du Parti, le cumul des fonctions fut abandonné un an plus tard, en 1989. Cet événement a marqué le début d'un ample renouvellement des cadres du Parti, au niveau central, républicain<sup>187</sup> et local.

Bien que contestée par les membres de l'appareil du pouvoir, la réforme politique prévoyait aussi la suppression des privilèges dont bénéficiaient les cadres du Parti. Cette mesure fut accueillie avec enthousiasme par la population (voir SAILLARD, 1989), mais elle rencontra de vives contestations parmi les membres de la *nomenklatura*.

**Tableau 19** : Les résultats des élections « semi-démocratiques » de mars 1989, URSS

République soviétique	Résultats des élections, 1989
Arménie	Majorité pro-indépendantiste
Azerbaïdjan	Majorité pro-indépendantiste ; toutefois, le PC garda de l'influence
Biélorussie	Domination du PC
Estonie	Majorité pro-indépendantiste
Géorgie	Majorité pro-indépendantiste ; ouverture d'une « période de transition » vers l'indépendance
Kazakhstan	Domination du PC
Kirghizie	Domination du PC
Lettonie	Majorité pro-indépendantiste
Lituanie	Majorité pro-indépendantiste
Ouzbékistan	Domination du PC
<b>Moldavie</b>	<b>Majorité pro-indépendantiste ; mouvement pour l'union avec la Roumanie</b>
Russie	Équilibre entre le PC et les Radicaux pro-indépendantistes
Tadjikistan	Domination du PC
Turkménistan	Domination du PC
Ukraine	Majorité pro-indépendantiste dans l'Ouest du pays ; toutefois, le PC garda de l'influence

Source : FINANCIAL TIMES, 15 mars 1991

<sup>186</sup> Dans ce cas précis, l'autorité des soviets était renforcée par l'élargissement des moyens mis à leur disposition. Ils obtenaient ainsi l'accès tant aux ressources du Parti qu'à celles administratives.

<sup>187</sup> En Moldavie, le premier secrétaire Simeon Grossu fut écarté, en 1989, de la tête du Parti Communiste et Petru Lucinschi lui succéda (voir ici-même, Annexe 3).

La *perestroïka* politique a apporté également l'adoption d'une *Loi électorale*, le 1<sup>er</sup> décembre 1988. En mars 1989, les premières élections législatives, dites « semi-démocratiques » (LOROT, 1993, p. 28), de toute l'histoire de l'URSS furent organisées. Les résultats de ces élections ont été concluants pour les forces démocratiques dans certaines républiques soviétiques (Tableau 19).

Une autre nouveauté apportée par les réformes politiques fut la création, en 1990, du poste de Président de l'URSS. En conformité avec les nouvelles règles établies par la *Loi électorale*, le président devait être élu au suffrage universel. Toutefois, ce fut le « Congrès des députés du peuple », dont les membres étaient élus au suffrage universel pour 5 ans, qui ont élu Gorbatchev au poste de Président de l'URSS, en mars 1990 (LOROT, p. 29).

La mise en œuvre de ces réformes économiques et politiques a bouleversé le système en place et a provoqué des fissures notamment dans les relations centre/périphérie. Ces relations avaient des caractéristiques différentes d'une république à l'autre. Les différences dépendaient tant des spécificités locales, que de la vitesse à laquelle les nouvelles règles de la *perestroïka* étaient transmises du centre vers la périphérie. En Moldavie, comme nous allons le voir par la suite, la *perestroïka* est arrivée avec un certain retard, mais une fois déclenchée, les événements se sont enchaînés à une grande vitesse.

---

### **V.3 La *perestroïka* moldave : un départ politique difficile**

#### **a. *L'inertie des autorités moldaves***

En 1986, alors que la démocratisation du régime était déclenchée à Moscou et que les journaux traitaient des problèmes sociaux et moraux de la société soviétique, l'hebdomadaire *Moldova Socialista* – journal du PC moldave – cultivait encore « la propagande du succès ». Les autorités de la RSSM n'étaient pas pressées de suivre la ligne du changement tracée par Gorbatchev. D'ailleurs, ce fut un des motifs pour lesquels la Moldavie a reçu le qualificatif de « république la plus calme » (LE FIGARO, le 7 août 1989), durant les années 1985-1988.

L'administration soviétique moldave était composée de disciples de Léonid Brejnev. Présent à la tête du PCRSSM, de 1950 à 1952, Brejnev s'y est construit son propre cercle de personnes de confiance. Afin de mettre en œuvre sa politique (en particulier celle

agricole)<sup>188</sup>, lors de son règne au Kremlin, Brejnev consolida ce cercle par une politique de promotion de certains cadres moldaves au sein du PCUS. Ce fut notamment le cas d'Ivan Bodiul : à la tête du PC de RSSM de 1961 à 1980, il a été promu au poste de vice premier ministre de l'URSS deux ans avant le décès de Brejnev. Bodiul s'est ainsi vu attribuer un rôle important, notamment celui de superviseur de la construction du complexe agro-industriel moldave (LE MONDE, le 19 décembre 1983) qui fut orienté vers la satisfaction des besoins de l'URSS. Le successeur de Bodiul fut Simeon Grossu, lui aussi un proche de Brejnev.

Cette administration avait fait l'objet de vives critiques déjà sous Iouri Andropov. En décembre 1983, *Le Monde*, en citant la *Pravda*, publiait un article qui faisait état de ces critiques vis-à-vis du « clan moldave ». On y lit que « les dirigeants moldaves [...] se voient reprocher leur “inertie”, leurs “méthodes de gestion bureaucratiques”, leurs “résolutions de style déclamatoire dont l'exécution n'est pas assurée comme il faut”. » (LE MONDE, le 19 décembre 1983) Sa renommée d'administration « brejnévienne » fut conservée jusqu'à l'implosion de l'URSS. LE FIGARO (le 28 février 1989) annonçait que « l'ancienne Bessarabie [...] est l'une des quinze républiques à la fois la plus ignorée et la plus “brejnevisée”. Son premier secrétaire Semion Grossu, ancien [proche] de Brejnev, est, avec Vladimir Chtcherbitski<sup>189</sup>, l'Ukrainien, l'un des derniers “dinosaures” en place »<sup>190</sup>.

Durant la *perestroïka*, Semion Grossu resta un brejnévien convaincu, raison pour laquelle il n'a pas montré beaucoup d'enthousiasme face au programme politique de Gorbatchev. Grossu justifiait son inertie vis-à-vis du changement par la nécessité de maîtriser « le nationalisme local », mais aussi par la nécessité de gérer une armée de fonctionnaires qu'il traita d'« incompetents » (KING, 2005, p. 125). Bien qu'il assume la rhétorique de la *glasnost* et de la *perestroïka* dans ses discours officiels (CROWTHER, 1997, p. 287), il n'y eut presque pas de changement durant les années 1985-1987. Gorbatchev lui-même fit remarquer cette attitude ambivalente de la part de Semion Grossu : « Je n'aime pas ce Grossu. [...] Lorsque je parle avec lui, il est d'accord avec tout ; j'ai

---

<sup>188</sup> Au sujet de l'agriculture soviétique, en général, sous Brejnev, voir NOVE (1970).

<sup>189</sup> À l'époque, Premier Secrétaire du PC de la RSS Ukrainienne.

<sup>190</sup> Italiques dans l'original.



l'impression qu'il soutient l'actuel cours politique, mais en réalité il ne fait rien, ou bien il fait le contraire », notait Ceslav CIOBANU (2003, p. 15)<sup>191</sup> dans ses mémoires.

Lorsque Grossu s'efforçait de montrer, au moins au niveau rhétorique, sa sympathie pour la *perestroïka*, d'autres membres du CC du PCRSSM faisaient part ouvertement de leur hostilité. Ainsi, le numéro deux de la république, Victor Smirnov, critiqua les jeunes moldaves qui écoutaient de la musique et regardaient des films occidentaux : « [Ces œuvres représentent] le terrain sur lequel n'importe quoi peut se développer, de la prise de drogue à la prostitution, du crime à la trahison. C'est un SIDA moral » (L'HUMANITÉ, le 5 juin 1987).

Il a fallu attendre l'année 1987 pour qu'une fissure se produise dans la vie politique de la république. Elle fut provoquée par l'émergence d'un conflit entre le CC du PCRSSM et l'Union des Écrivains de Moldavie (UEM). Le 17 février 1987, Pavel Botu – président de l'UEM – est subitement décédé<sup>192</sup>. Dès lors, à l'occasion de l'élection d'un nouveau président, les membres de l'UEM avaient demandé de changer toute leur direction. Mais, le CC du PCRSSM s'y était vivement opposé. Toutefois, les écrivains changèrent leur direction en bloc, mesure qui généra un conflit et donc une rupture avec les autorités de la république (CROWTHER, 1991, p. 188).

« Le déclic s'est produit en mai 1987, au cours d'une assemblée générale de l'Union des Écrivains. C'est devenu un congrès improvisé et extraordinaire, qui s'est prolongé une nuit entière. Malgré les manœuvres du responsable de la propagande du Parti, une nouvelle direction a été élue », témoignait pour LE MONDE (le 10 août 1989), Ion Cataveica, alors journaliste à la *Literatura si Arta* (La Littérature et l'Art) – hebdomadaire de l'Union des Écrivains<sup>193</sup>. *Ex abrupto*, les écrivains – jusqu'alors alliés à l'administration conservatrice de la république<sup>194</sup> – se métamorphosèrent en des « réformateurs » obstinés. Le refus de la

---

<sup>191</sup> Il était un des Moldaves alors proches de Gorbatchev, référent dans la section des relations internationales du CC du PCUS. Ultérieurement, entre 1994 et 1997, Ceslav Ciobanu devient ministre de la privatisation, en Moldavie. Entre 1999 et 2002, il est ambassadeur de la Moldavie aux États-Unis, où il s'installe et vit actuellement.

<sup>192</sup> Les conclusions officielles du décès de Pavel Botu, furent celles du suicide. Toutefois, elles n'avaient pas convaincu tout le monde. Quelques 20 années après cet événement on en parle encore, tout en véhiculant la thèse d'un assassinat ; voir SPRINCEANA (2009) mais aussi EREMEI (2003), en particulier pp. 381-384.

<sup>193</sup> Le journal en question a connu, pendant la *perestroïka*, des tirages record. Ceux-là passèrent de quelque 10 000 exemplaires, en 1986, à plus de 260 000, en 1989 (Alexandru, 53 ans).

<sup>194</sup> En comparaison avec la Russie ou avec les pays-satellites de l'URSS, la Moldavie n'a pas connu le phénomène de la dissidence, durant la période soviétique. Si une contestation du régime a eu lieu, elle prit la forme de cas isolés qui concernèrent la revendication des origines roumaines des moldaves. La nouvelle élite culturelle – les écrivains, notamment – jouait le simulacre du pan-roumanisme. L'exemple du poète moldave, Emilian Bucov – président de l'Union des Écrivains (1945-1946) –, illustre bien cette attitude : « Tout le monde savait que lorsque Bucov prenait un verre de plus il disait aux écrivains : "Vous n'avez pas honte

part des membres de l'UEM de se soumettre aux décisions du CC a été le résultat de *l'effet domino* qui commença déjà le démantèlement de l'URSS ; la *perestroïka* fissura le pouvoir monolithique dans certaines républiques et le divisa en « démocrates » ou « réformateurs », favorables aux changements, et « communistes locaux » ou « conservateurs », plutôt hostiles aux réformes<sup>195</sup>. Une remarque importante s'y impose. Le contexte politique de la *perestroïka* moldave évoluera toujours selon la tonalité donnée par les autres républiques soviétiques, en particulier par celles baltes<sup>196</sup> : « Plus grave encore, le programme du Mouvement démocratique [moldave] reflète l' "influence" du Front populaire estonien et revendique, outre la reconnaissance du moldave comme langue d'État, le retour à l'emploi des caractères latins et la parution d'un organe de presse du mouvement. Quant au Club Alexei Mateevici<sup>197</sup> [...], il ne se contenterait pas de contacts avec les Estoniens, mais en entretiendrait aussi avec les "extrémistes" arméniens et l'Union démocratique, le minuscule parti créé au printemps dernier à Moscou pour prôner le développement d'un système de démocratie parlementaire »<sup>198</sup> (LE MONDE, le 8-9 janvier 1989).

Grossu fut ainsi contraint de démarrer les réformes prévues par la *perestroïka*. Dans son intervention du 16 janvier 1988 – à l'occasion de la 7<sup>e</sup> plénière du PCRSSM – le Premier Secrétaire se montrait déjà beaucoup plus ouvert et même autocritique vis-à-vis de la marche de la *perestroïka* en RSSM. Traçant son bilan, le premier secrétaire assumait – pour la première fois – la responsabilité de l'inertie des réformes : « Une responsabilité particulière pour l'activité passive du Bureau [du CC du PCRSSM] revient au premier secrétaire du CC, en personne. Je voudrais dire en toute sincérité que, jusqu'à présent, je n'ai pas réussi à démarrer convenablement la *perestroïka* dans la république et je n'ai pas réussi à m'approprier le nouveau style d'administration » (GROSSU, 1988, p. 7).

Cependant, son autocritique se limitait à ce seul passage, réservant le reste de son discours – publié sur près de 30 pages – à la critique des organes du PCRSSM. Les griefs

---

d'écrire la langue roumaine avec l'alphabet cyrillique ?" Mais, en même temps, Bucov était l'homme du Comité Central : il a porté hommage au régime et au Parti, dans son œuvre » (Alexandru, 53 ans). Le témoignage de Vlad – écrivain moldave – rejoint celui d'Alexandru : « La moitié de membres de la rédaction [de la *Literatura si arta*] collaborait avec le KGB » (Vlad, 64 ans). Pour une analyse de ce phénomène au sein de l'UEM, sous Staline, voir NEGURA (2009).

<sup>195</sup> En décembre 1986, au Kazakhstan on enregistrait déjà des émeutes interethniques, régies par lesdits « réformateurs ».

<sup>196</sup> Voir une description des événements dans les républiques baltes dans GIGUERE (1990). Pour les principaux acteurs de ces républiques, voir THIEBAUD (2007).

<sup>197</sup> Une discussion sur ces organisations informelles de la *perestroïka* moldave est menée ici-même, dans le sous-point suivant, *b*.

<sup>198</sup> Italiques dans l'original.

retenus contre ceux-ci étaient orientés vers l'usage des anciennes méthodes de travail. Notons toutefois que les discours officiels de Grossu et de l'administration de la république en général étaient souvent contradictoires : les textes de l'époque – les publications contrôlées par le CC du PCRSSM<sup>199</sup> – convergeaient sur un aspect : malgré l'inertie des dirigeants des unités de production dans la mise en œuvre des réformes économiques notamment<sup>200</sup>, la plupart des indicateurs économiques se seraient améliorés substantiellement pendant la *perestroïka*<sup>201</sup>. Ainsi, le rythme de croissance annuel moyen des profits serait passé de 9,5 %, de 1981 à 1985, à 11,6 %, entre 1986 et 1989 ; la croissance moyenne annuelle de la productivité du travail serait passée de 3,3 % entre 1981 et 1985, à 5 % à partir de 1986 et jusqu'en 1989 (chiffres tirés de VOROTILO, 1989, *passim*).

### ***b. Ethnicisation de la perestroïka moldave***

Au milieu de l'année 1988, plusieurs membres de l'UEM, appelés par la suite des « intellectuels réformistes » (CAZACU et TRIFON, 2010, p. 345), ont créé un « mouvement de soutien à la *perestroïka* ». À son origine, le mouvement était favorable aux réformes de Moscou, que l'administration de la république tardait à mettre en œuvre. La dénonciation du pacte secret Ribbentrop-Molotov<sup>202</sup> – qui a eu comme conséquence l'annexion des républiques baltes et de la Bessarabie à l'URSS – et la question nationale, ciblée sur la problématique linguistique, devinrent rapidement l'axe principal du mouvement moldave de soutien à la *perestroïka*, du fait de l'influence des évolutions politiques pronationalistes, à l'instar de la situation des républiques baltes.

Une telle évolution du mouvement ne tarda pas à alimenter une succession de conflits (plus ou moins violents), tant au sein de la société moldave, qu'entre des acteurs politiques. Semion Grossu qualifia les personnes ainsi regroupées « d'égoïstes, de

---

<sup>199</sup> Nous avons consulté trois de ces sources : *Moldova Socialista* (quotidien), *Sovetskaya Moldaviya* (quotidien), *Comunistul Moldovei* (revue mensuelle). Il est à noter que la *Literatura si Arta* – journal de l'Union des Écrivains – a connu des tirages record, pendant la *perestroïka*, devant même les journaux sous la tutelle du CC du PCRSSM. Soulignons que la politique éditoriale des journaux sous la tutelle de l'opposition au régime fut ciblée exclusivement sur le problème nationaliste. Cela rend quasi impossible une analyse comparative du traitement des problèmes économiques, par exemple, par les deux forces politiques antagonistes de l'époque.

<sup>200</sup> Voir l'intervention de Semion GROSSU (1988) lors de la 7<sup>e</sup> Plénière du PC de Moldavie, de janvier 1988.

<sup>201</sup> Voir, entre autres, VOROTILO (1989), MELNIC (1990), MOLDOVA SOCIALISTA (le 2 février 1989).

<sup>202</sup> Pour une interprétation (en langue française) des conséquences, pour la Moldavie, du Pacte de non-agression, signé en 1939, entre l'URSS et l'Allemagne nazie, voir DRESSLER (2005).

nationalistes irresponsables [...] d'opportunistes politiques » (*loc. cit.*). À la même période fut créé le *Cénacle Littéraire « Alexei Mateevici »*<sup>203</sup> qui retint au centre de son activité la mise en valeur de la langue moldave/roumaine<sup>204</sup>.

Les deux mouvements informels<sup>205</sup> fusionnèrent, en 1989, dans le *Front Populaire moldave*<sup>206</sup>. Étant structuré autour de la problématique nationaliste moldave, et sachant que la Moldavie dénombrait une importante minorité russe et ukrainienne, le contexte politique de l'époque s'est vu vite ethnicisé. Dès lors, on assista à la création de deux autres mouvances politiques, structurées autour du facteur ethnique, le mouvement « Edinstvo » et « Gagauz Halkî » (Tableau 20).

À partir de 1988, de plus en plus de manifestations de masse furent organisées par ces trois nouvelles forces politico-sociales. La Moldavie, devint ainsi graduellement un « champ de mines » (THE GUARDIAN, le 2 février 1989), avec des manifestations violentes, comme les émeutes des moldaves – orientées contre les autorités de la république – et celles des non-moldaves (russes, ukrainiens et gagaouzes) – qui appuyaient les autorités en place. LES NOUVELLES DE MOSCOU (le 1-7 septembre 1989) publièrent le discours du directeur de l'Usine Métallurgique de Ribnita (en Transnistrie) qui lors d'une réunion du collectif des travailleurs de l'usine montra son énervement et affirma son soutien envers l'administration de la république et le Parti :

« Raz le bol de tous ces bavardages ! Les collectifs de travailleurs doivent sortir sur la place publique pour dire devant tout le monde que la force la plus puissante qui soit, la seule capable

---

<sup>203</sup> Du nom de l'écrivain moldave (1888-1917) qui fit un éloge de la langue roumaine dans sa poésie « Limba noastră » (Notre langue), écrite en 1917, et devenue, en 1994, l'hymne national de la République de Moldavie.

<sup>204</sup> La formule retenue fut celle de « langue moldave » (voir la loi correspondante dans l'Annexe 5, ici-même). Il sera ultérieurement institutionnalisé par la constitution de la future République de Moldavie (article 13), adoptée en 1994. En juin 1989, lors des négociations entre les « réformateurs » et les « conservateurs », Semion Grossu insista sur l'appellation de « langue moldave », en fondant son argument sur une distinction évidente, selon lui, entre le roumain et le moldave : « Nous parlons d'origines latines, mais non pas d'origines roumaines de la langue moldave. La langue roumaine elle-même a des origines latines. Quelle est la liaison entre l'usage de l'alphabet latin pour le moldave avec la langue roumaine ? Absolument aucune ! Ceci représente premièrement un point de vue scientifique, mais aussi un problème politique. Pourquoi devrions-nous rassembler aux roumains ? Nous discutons d'origines latines. Et il y a beaucoup de pays latins ainsi que d'alphabets latins » (AOSPRM, doc. n/c, p. 47 *apud* KING, 2005, p. 141).

<sup>205</sup> Un Décret du Soviet Suprême moldave, datant d'août 1989, institutionnalise les différents mouvements informels, en établissant la procédure de leur enregistrement. Il est suivi deux mois plus tard, d'une Décision du Cabinet des Ministres de la RSSM, sur l'enregistrement des quatre premières formations ou groupes politiques : Le Front Populaire Moldave, L'Inter-front « Edinstvo », le Mouvement Populaire « Gagauz Halkî » et la Société Culturelle des Bulgares « Vizrojenje ». Jusqu'en 1991, quelques 130 organisations politiques virent ainsi le jour, en Moldavie. (MUNTEANU, 2010, p. 13)

<sup>206</sup> Dans la plupart des républiques qui connurent des mouvements nationalistes, lesdits « Fronts Populaires » ont été les principales formations politiques opposées aux régimes communistes, en place.

de remplir les objectifs de la *perestroïka*, c'est le Parti Communiste. Nous sommes avec le Parti ! »

**Tableau 20** : Les forces politiques moldaves lors de la *perestroïka*

<i>Forces politiques</i>	<i>Objectif</i>	<i>Initiateurs du mouvement</i>
Le Mouvement de soutien à la <i>perestroïka</i> et le Club « Alexeï Mateevici », fusionnant, en 1989, dans le <i>Front Populaire moldave</i>	La reconnaissance de la langue moldave/roumaine, comme unique langue officielle ; retour aux valeurs culturelles roumaines (pré-soviétiques), y compris religieuses. Ultérieurement, revendication de l'autonomie économique et politique.	« Intellectuels » chargés auparavant de l'éducation morale et physique de la société ; autorités de la république ; population indigène.
L'Interfront « Edinstvo » (Unité)	Promotion du bilinguisme russe et moldave/roumain ; soutien du PCRSSM	Direction des entreprises; soutien de la part des autorités centrales ; population allogène, habitante pour l'essentiel de la Transnistrie.
Le Mouvement Populaire « Gagauz Halkî » (Le peuple Gagaouze)	Obtention de l'autonomie économique <sup>207</sup> et culturelle de la Gagaouzie ; statut officiel de la langue gagaouze, sur son territoire.	Acteurs caractérisés par une forte hétérogénéité sociale (paysans, ouvriers, « intellectuels ») ; population gagaouze.

Afin de maîtriser les émeutes de plus en plus fréquentes, les autorités de la république adoptèrent, le 2 août 1988, une loi interdisant l'organisation de réunions publiques et une vingtaine de jours plus tard, plusieurs membres du cénacle « Alexeï Mateevici » furent arrêtés. Ainsi, le conflit entre cette « opposition » informelle et les autorités de la république devint ouvert. Les événements qui se succédèrent ont abouti, le 31 août 1989, à conférer à la langue « moldave » le statut de langue officielle de la Moldavie (voir ici même, Annexe 5). Une année plus tard, le 23 juin 1990, la république proclama sa souveraineté, puis le 27 août 1991, son indépendance vis-à-vis de l'URSS. Les résultats des élections de mars 1990 et la proclamation de la souveraineté de la république signifièrent désormais la fin de la *perestroïka*, car un des piliers principaux du système socialiste – le pilier politique – s'était effondré. Cela allait changer radicalement le cours des réformes économiques, sociales et politiques, amenant à une *déstructuration du système* (CHAVANCE 1992, p. 11). Ainsi, la *perestroïka* moldave ne dura que trois ans, de février 1987 à mars 1990, période dans laquelle les principales réformes économiques et politiques constituèrent des prémisses à des phénomènes développés dans le post-

<sup>207</sup> Les gagaouzes demandaient, dans le cadre de l'autonomie économique, d'être dispensés d'impôts, envers la Moldavie, pour une période de 50 ans. La justification d'une telle mesure, selon eux, s'appuyait sur « les dommages et les spoliations subits » par le peuple gagaouze au sein de la Moldavie. Un habitant de la région, Gheorgy Arabadjy, s'exprima ainsi : « Toutes les richesses que nous produisons partent vers les districts moldaves, les seuls industrialisés. Nous produisons plus de 30 % du raisin moldave, mais les entreprises [...] sont ailleurs, chez les moldaves. Nous sommes exploités. » (QUOTIDIEN DE PARIS, le 31 janvier, 1990.)

socialisme. Cet aspect représente une des raisons pour laquelle nous avons limité la présente partie de notre thèse, à la période 1987-1990.

**Encadré 7:** Chronologie des événements politiques moldaves, 1988 - 1991

Mai 1988 – création du Cénacle Littéraire et Musical « Alexei Mateevici » ;

Mai 1988 – création du « Mouvement démocratique de soutien à la *perestroïka* » ;

Juillet 1988 – création (par le CC du PCRSSM) d'une « Commission interdépartementale pour l'étude de l'histoire et des problèmes de la langue moldave » ;

Août 1988 – adoption d'une loi restreignant le droit à l'organisation des réunions publiques ;

Août 1988 – arrestation de plusieurs membres du « Cénacle Littéraire et Musical Alexei Mateevici » ;

Décembre 1988 – publication du rapport de la « Commission interdépartementale pour l'étude de l'histoire et des problèmes de la langue moldave », avec les recommandations, pour les autorités, d'accepter les revendications linguistiques des groupes informels ;

Mai 1989 – création du Front Populaire Moldave ;

Mai 1989 – création de l'organisation « Gagauz Halki » (Le Peuple Gagaouze) qui revendique la légitimité de la langue gagaouze, mais aussi de celle russe et l'autonomie de la région gagaouze ;

Juin 1989 – organisation, à Chisinau, de la première grande assemblée du Front Populaire moldave ;

Juillet 1989 – création de l'organisation slave « Edinstvo », plaidant pour l'égalité statutaire entre la langue russe et « moldave » ;

**Le 31 août 1989** – Le « moldave » devint langue officielle de la république ;

Novembre 1989 – Semion Grossu fut remplacé par Petru Lucinschi – Deuxième Secrétaire du CC du PC de Tadjikistan ;

Mars 1990 – organisation des élections pour le Soviet Suprême moldave ; le Front Populaire obtient 27 % des voix, soit 101 députés sur 367 ;

Avril 1990 – adoption du drapeau moldave aux couleurs de celui de la Roumanie ; proposition déclinée de nommer le Parlement moldave, « Sfatul Tarii » (Le Conseil du Pays) – dénomination qu'il eut en 1918, lors de l'unification de la Bessarabie avec la Roumanie ; adoption de l'hymne roumain – *Desteapta-te, Romane !* (Éveille-toi, Roumain !) – en tant qu'hymne national moldave ;

Mai 1990 – organisation du premier « Pont des Fleurs » sur la rivière Prut, symbolisant l'ouverture des frontières entre la Moldavie et la Roumanie ;

**Le 23 juin 1990** – proclamation de la souveraineté de la Moldavie ;

Septembre 1990 – la Transnistrie fait sécession ;

Septembre 1990 – Mircea Snegur – ancien *nomenklaturiste* moldave – devint président de la République ;

Décembre 1990 – retrait de la Moldavie du Congrès Soviétique des députés du peuple ;

Février 1991 – refus du Soviet Suprême moldave d'organiser le référendum pour l'Union ;

Février 1991 – Grigore Eremei – président de la Confédération des Syndicats Indépendants de Moldavie et député du Soviet Suprême moldave – devint Premier Secrétaire du CC du PCRSSM ;

**Le 27 août 1991** – proclamation de l'indépendance de la République de Moldavie.

Comme nous le verrons par la suite, le mouvement d'opposition au régime soviétique constitua aussi le principal terrain sur lequel le capital social de certains « intellectuels », principalement citadins, subit une conversion, et par là influença la trajectoire de ces individus, dans le nouveau système postsoviétique.

Nous ne nous attarderons plus sur l'histoire politique de cette période, bien qu'elle soit importante. Le lecteur trouvera aussi à ce sujet une riche littérature. Des auteurs tels que CROWTHER (1991 et 1997), KING (1994 et 2005), COJOCARU (1997 et 2001), PARMENTIER (2003 et 2004), OTEANU (2008), CAZACU et TRIFON (2010), entre autres, ont analysé l'ascension, l'autorité et le déclin de ce mouvement pro-indépendantiste moldave avec un luxe de détails. Chez ces mêmes auteurs, le lecteur trouvera une riche bibliographie. Il convient de retenir ici que la *perestroïka* moldave fut tardive du fait de l'inertie de l'administration moldave face aux changements. Son début fut provoqué par l'éclatement de l'équilibre politique de l'époque. Le mouvement nationaliste qui s'en suivit représenta le raz-de-marée menant la république vers l'indépendance.

Étant donné ce contexte socio-économico-politique mouvant, il est légitime de soulever quelques questions d'ordre général au sujet des « intellectuels » moldaves qui ont représenté les acteurs clés de la *perestroïka*. Comment ont été incorporées les pratiques sociales correspondantes aux nouvelles institutions par ces « intellectuels », dont nombre d'entre eux furent les régisseurs du changement ? Quelles ont été les stratégies d'ajustement des trajectoires de ces « intellectuels » au sein de la nouvelle configuration institutionnelle ? Comment le groupe des « intellectuels » moldaves se transforme-t-il, étant donné le changement des institutions (économiques et politiques) qui l'ont créé ? Les réponses à ces questions ont une importance politique, car, comme nous allons le voir, surtout dans la troisième partie de notre mémoire, elles nous indiqueront le type de capitalisme construit en Moldavie, dans le post-socialisme.

## **Chapitre VI**

### **Acteurs de la *perestroïka*. L'importance du capital social politique hérité**

Une fois mis en avant les principales réformes de la *perestroïka* gorbatchévienne et le contexte politique moldave dans lequel furent déclenchés les changements, il est temps de voir quels ont été les milieux sociaux les plus affectés, ainsi que les acteurs concernés par cet infléchissement. Cela nous permettra d'apporter des éclaircissements sur une question fondamentale, soulevée dans n'importe quel processus de changement, à savoir comment le changement s'est-il produit ? Et quel impact eut-il sur le groupe institutionnalisé des « intellectuels », objet de notre étude ?

Ayant un caractère fragmenté, les réformes économiques et politiques de la *perestroïka* se sont manifestées de manière différente dans le milieu rural et urbain. En même temps, les principaux acteurs de la *perestroïka* moldave, bien qu'ils fussent diversifiés, ont néanmoins eu une particularité commune : *ce sont des citoyens, pour l'essentiel des « intellectuels », héritiers d'un important volume de capital social*. Pour cette raison, dans le présent chapitre, nous allons cibler notre argumentaire sur les conditions du changement économique et politique des villes moldaves, à travers une présentation de ses principaux acteurs.

Mais avant, voyons comment les réformes de la *perestroïka* se sont traduites dans les campagnes, et pourquoi le changement y fut quasiment absent, créant l'illusion d'un contexte social figé. La problématique du capital social reviendra en discussion vers la fin du présent chapitre, en tant qu'élément de continuité historique dans un contexte social mouvementé. Par continuité historique du capital social, nous entendons l'importance de l'héritage d'un certain volume de capital social issu du système socialiste traditionnel dans le processus d'ajustement des trajectoires sociales. Cela ne veut pas dire que le capital social reste immuable. Ainsi il subit lui aussi des changements de forme et de contenu, mais demeure inscrit dans une certaine continuité par rapport aux situations antérieures. C'est l'héritage des individus en termes de capital social (notamment politique) issu du



ystème socialiste traditionnel, leur capacité à suivre le cours de son changement et de l'accumuler dans sa nouvelle forme et composition qui créent cette continuité.

---

## VI.1 Des infléchissements économiques et politiques timides dans le milieu rural

L'inertie des réformes économiques et politiques de la *perestroïka* moldave s'est traduite par un début de changement très fragmenté et localisé. Il fut systémique dans le milieu urbain, et notamment dans les grandes villes moldaves, et quasi absent dans le milieu rural.

Afin de le comprendre nous sommes amenés à introduire en discussion un nouveau clivage qui résulte des spécificités des réformes économiques, *le clivage organisations marchandes/organisations non marchandes*. C'est autour de cette dichotomie qu'en Moldavie prendra forme le clivage privé/public, dans le post-socialisme. Plus loin, dans le Chapitre VII.1.a et dans le Chapitre X.1 nous explicitons ce clivage ainsi que la complexité de ses relations avec les formes de propriété. Mais avant d'y arriver, précisons ce que nous entendons par ces deux types d'organisations.

Par *organisation marchande* nous désignons toute organisation qui poursuit le but d'obtenir un profit de son activité. La réforme sur l'autonomie financière des entreprises, durant la *perestroïka*, visa notamment ce type d'organisation.

Par *organisation non marchande* nous désignons toute organisation dont le but de son activité ne vise pas l'obtention d'un profit économique. *Ipsa facto*, durant le socialisme réformateur, l'autonomie financière n'a pas été propre à ce type d'organisation<sup>208</sup>.

Donc, *le clivage organisations marchandes/organisations non marchandes* engendre deux critères de définition : la poursuite ou la non-poursuite du profit économique, d'une part, et les modalités de distribution – par le marché ou bureaucratique – des ressources, d'autre part.

Revenons-en maintenant au changement dans le milieu rural et dans le milieu urbain. On peut résumer les infléchissements produits, à la fin des années 1980, dans ces deux espaces socioculturels de la manière suivante :

---

<sup>208</sup> Dans le post-socialisme moldave, certaines de ces organisations deviendront des organisations marchandes, c'est-à-dire des organisations fonctionnant en régime d'autonomie financière et dont le but *de facto* sera d'obtenir un profit, malgré leur particularité de fournir des biens et des services publics (voir une définition, ici-même, note 233).

**Figure 11** : Le changement de la *perestroïka* dans le milieu urbain et dans le milieu rural

Milieu Urbain	Milieu Rural
<p>Le <i>changement économique</i> : concerna les organisations marchandes, l'émergence d'un secteur individuel et coopératif</p> <p>Le <i>changement politique</i> : concerna l'administration et les organisations non-marchandes (les acteurs employés ici participèrent massivement au mouvement nationaliste)</p>	<p>Le <i>changement économique</i> : concerna les kolkhozes et/ou les sovkhozes (organisations marchandes), au sein desquels se développe aussi l'activité individuelle</p> <p>Le <i>changement politique</i> : fut faible ou sans aucune incidence sur la population rurale</p>

Nous avons vu qu'il y a eu, en URSS, trois principaux volets de la *perestroïka* économique : le passage à l'autonomie et à l'autofinancement au sein des entreprises d'État et de l'agriculture, c'est-à-dire au sein des organisations marchandes ; le développement de l'activité individuelle; et le développement d'un secteur coopératif. Voyons comment ces trois dimensions se manifestèrent dans le milieu rural.

La *Loi sur l'entreprise d'État*, qui prévoyait le passage à l'autonomie et à l'autofinancement, visa les organisations marchandes, concentrées dans le milieu urbain (voir *supra*, Chapitre II.2). La hiérarchie organisationnelle représentée, dans ce contexte, une des clés de la transformation fragmentée et localisée. Les réformes économiques de la *perestroïka* ne visèrent que ce type d'organisations (marchandes), censées intégrer dans leur mode de fonctionnement des principes du marché. De ce point de vue, aucun changement ne fut à l'œuvre dans les organisations non-marchandes (écoles, hôpitaux, foyers culturels, théâtres, médias, etc.). Celles-ci demeuraient toujours des attributs du plan d'État, et donc, leur financement tenait entièrement du ressort du budget centralisé<sup>209</sup>. Et comme la plupart des organisations marchandes (hormis les fermes collectives et/ou d'État) étaient concentrées dans les villes moldaves, et notamment dans les grandes villes (de plus de 100000 habitants)<sup>210</sup>, l'impact des réformes économiques de la *perestroïka* fut le plus concluant dans l'espace urbain.

Il convient toutefois de mentionner que l'impact économique et social de la réforme agricole aurait dû, lui aussi, être concluant dans le milieu rural, car les fermes collectives et/ou d'État auxquelles on infligea la réforme agraire, employaient la majorité de la population villageoise de Moldavie. Or, nous avons remarqué, à travers les résultats de nos

<sup>209</sup> Cette particularité constitua la principale prémisse de l'éclosion du clivage privé/public dans la Moldavie postsocialiste. Nous détaillerons cet aspect dans le chapitre suivant (*infra*).

<sup>210</sup> Nous avons vu dans le chapitre I (*supra*) de notre mémoire que les grandes villes précisément ont fait l'objet d'une industrialisation au sein du système socialiste traditionnel.

recherches de terrain que sa portée économique et sociale fut modérée. Quelles en sont les raisons ? Les données que nous avons recueillies suggèrent qu'elles tiennent aux particularités de la mise en œuvre de cette réforme agricole. Plus exactement, si officiellement on passe à des formes autonomes de travail des collectifs en agriculture, officieusement on conserve une coordination bureaucratique qui était à l'œuvre au sein du socialisme traditionnel. Ainsi, la réforme agraire de la *perestroïka* réduit le changement au seul groupe de dirigeants de ces unités (voir *infra*).

Le travail individuel, lui aussi, se développa dans les villes, grâce notamment aux conditions et aux pratiques économiques différentes dans chacun de ces milieux. Nous avons déjà mis en avant certaines particularités des relations économiques du milieu rural, dans le chapitre II.2 (*supra*). Rappelons qu'en dehors de l'emploi dans l'agriculture (kolkhoze et/ou sovkhoze) et dans les organisations non-marchandes (école, clinique, bibliothèque, etc.) des villages, la population rurale complétait ses besoins de consommation (et parfois pécuniaires) dans un régime d'économie domestique. Simultanément, les échanges économiques entre les ruraux (toutes catégories sociales confondues) engendraient le plus souvent l'organisation symétrique des échanges et le troc qui, comme le notait POLANYI (1983, p. 103), ne donnaient pas naissance à des prix. Bien que l'activité artisanale ou la prestation de services individuels dans les villages moldaves fussent largement développées, la nature des échanges économiques dans ce milieu empêcha la consolidation d'un secteur du travail individuel, pouvant fonctionner selon des principes proches de ceux du marché.

L'activité coopérative ne concerna pas non plus le milieu rural. On ne dénombre que quelques coopératives villageoises, créées pendant la période de la *perestroïka*, dans des localités rurales d'un point de vue administratif, et périurbaines, d'un point de vue géographique. Pour expliquer ce faible développement d'un secteur coopératif villageois, on pourrait évoquer les mêmes raisons que celles mentionnées pour le travail individuel. À cela s'ajoute un élément plus important et notamment la particularité du développement des coopératives autour des grandes entreprises industrielles (nous y reviendrons plus tard) qui peuplaient l'espace urbain. Dans ces conditions, il s'avère que l'ampleur du changement – important ou modéré – durant la *perestroïka* a été une conséquence directe de la hiérarchie organisationnelle de la république, hiérarchie forgée au sein du système socialiste traditionnel.

La *perestroïka* politique, caractérisée par l'émergence du mouvement nationaliste moldave, concerna, *paradoxalement*, elle aussi, les villes. Les principales manifestations

de masse, ayant lieu à Chisinau, au cours de l'année 1989<sup>211</sup>, connaissent une forte participation de la population rurale. Néanmoins aucun changement perceptible n'a pu être saisi dans les campagnes. Ion, alors directeur d'un collège professionnel du village de Peresecina du district de Orhei (au centre de la Moldavie), situé à une trentaine de kilomètres de Chisinau, témoigne à ce sujet que :

« Le mouvement nationaliste ne nous a pas du tout concernés. Je ne me souviens pas qu'il ait pu avoir une quelconque influence sur les gens de notre village. Et en général, à la campagne, les eaux étaient très calmes, en cette période-là. » (Ion, 51 ans)

L'absence d'effet du mouvement nationaliste dans le milieu rural trouve une explication dans la composition ethnique des villages. Comme nous l'avons vu, en comparaison avec les villes, la plupart des localités rurales étaient peuplées essentiellement par des Moldaves. Il n'y pas eut de mixité ethnique. Et même si l'on retrouve dans le milieu rural d'autres ethnies, le découpage entre villages de Bulgares ou d'Ukrainiens, par exemple, et entre villages de Moldaves est on ne peut plus net. Cet aspect de la problématique ethnique dans le milieu rural moldave fit que l'effet proprement dit du mouvement nationaliste ne s'est pas manifesté dans les campagnes, malgré le soutien fourni aux moldaves des cités par des villageois.

Ainsi, de manière générale, il convient retenir que les effets fragmentaires de la *perestroïka* moldave, et notamment l'inertie caractéristique du milieu rural, furent de nature institutionnelle. Il s'agissait notamment de la hiérarchie organisationnelle – incluant les organisations marchandes et non-marchandes – qui diminua l'impact des réformes économiques et politiques dans le milieu rural, ainsi que de la distribution sociogéographique – elle-même en étroite relation avec la hiérarchie organisationnelle – des populations de différentes ethnies. Dès lors, la coupure des campagnes vis-à-vis des événements politiques de la république créa l'impression d'un contexte social stable : les administrations villageoises furent épargnées de luttes politiques que l'on rencontrait dans les villes; les « intellectuels » villageois chargés de l'éducation morale de la société (employés des écoles, cliniques, bibliothèques, etc.), contrairement à ceux des villes – qui s'avérèrent particulièrement actifs dans le mouvement nationaliste –, n'ont pas été

---

<sup>211</sup> La plus grande manifestation nationaliste de Chisinau a eu lieu le 27 août 1989 et a compté plus d'un demi-million de personnes (750 000 personnes selon la LITERATURA SI ARTA, le 31 août 1989). Une part importante des masses fut constituée par des habitants ruraux auxquels on avait mis à la disposition des autobus pour s'y déplacer : « Nos yeux n'ont vu rien de plus monumental que ce mouvement immense des masses, ils n'ont vu rien de plus pur et de plus secouant de la conscience que cet écoulement infini de la nation [en roumain, *neam*], sur les routes de Hincesti et de Straseni, de Tighina et de Orhei vers le cœur de la capitale [Chisinau], vers une seule pensée, vers un seul désir, dans cette matinée d'une journée mémorable – celle du 27 août 1989 » (LITERATURA SI ARTA, le 31 août 1989).

directement affectés, ni par les réformes économiques visant les organisations marchandes, ni par le contexte politique de la fin des années 1980. Le témoignage de Parascovia, enseignante du village de Cucoara du district de Cahul (au sud de la Moldavie), va dans ce sens. À la question sur l'impact qu'a eu la *perestroïka* sur sa situation professionnelle et matérielle, celle-ci s'exprima sans hésitation :

« Aucun ! Le changement a commencé au début des années 1990. » (Parascovia, 42 ans)

Nicolae, en revanche, habitant le même village de Cucoara que Parascovia affirme le contraire. Il y travaillait en tant que chef d'équipe au kolkhoze, et pour lui le changement de la *perestroïka* fut radical, tant de point de vue professionnel que de point de vue matériel :

« Le changement a été important. J'ai tout de suite ressenti un manque. J'ai dû donc aller à la faculté d'économie, suivre une formation, pour pouvoir travailler au sein de nouvelles formes d'organisation et de travail. [...] Ma situation matérielle s'est améliorée, d'ailleurs c'est pour cela que je me suis permis d'aller à la faculté. [...] Nous avons été plusieurs à créer une équipe. Il y avait moi, le directeur du kolkhoze, l'ingénieur en chef... Enfin, nous avons loué de la terre et avons commencé à travailler selon le régime d'autonomie. La production au-dessus du plan nous revenait. [...] On s'approchait de l'économie de marché. » (Nicolae, 58 ans)

A partir de ces témoignages, il résulte que seuls les membres des administrations des fermes collectives et/ou d'État, c'est-à-dire des « intellectuels » héritiers d'un volume important de capital social politique employés de ces organisations, connurent les effets de la réforme agricole, dans le milieu rural. Car, bien que nombre de kolkhoziens passèrent aux nouvelles formes de travail – en équipes autonomes et/ou en équipes familiales – les modalités de leurs organisations ne différaient pas de leurs conditions et statuts d'antan au sein des fermes collectives : ils demeuraient des salariés insérés dans un modèle hiérarchique similaire à celui des fermes collectives, avec la seule différence d'échelle. Dans un article qui traite des interférences entre l'activité en régime d'autonomie et les administrations des kolkhozes et/ou des sovkhoses, on trouve un exemple pertinent :

« C. I. Vantuleac, qui a travaillé en tant qu'ingénieur au sein du kolkhoze "Vatici" de Orhei [région du centre moldave], a décidé de prendre la tête d'une équipe autonome qui s'occupait de l'élevage des animaux. [...] Les relations au sein de l'équipe sont compliquées. Certains, sans réellement comprendre l'essence du régime de bail, considèrent que *Constantin Ivanovich est tout simplement un de leurs nouveaux dirigeants*<sup>212</sup>. [...] Un autre motif [qui soulève des difficultés] c'est que Vantuleac s'est perdu parmi les papiers : la nouvelle forme d'organisation

---

<sup>212</sup> Nous soulignons.

et de rémunération du travail s'est ainsi cognée contre les anciennes méthodes de gestion. »  
(CAZACOV, 1988, p. 51 sq.)

Ajoutons que, les paysans n'étaient pas prêts à rompre avec le modèle paternaliste – appuyé à la fois sur l'affirmation de l'égalité des individus et sur la soumission à un pouvoir<sup>213</sup>. Qui plus est, l'ambiguïté des réformes soulevait pour ceux-ci un réel problème de compréhension et d'accès à l'information concernant le fonctionnement des nouvelles formes d'organisation du travail. De la même manière, les dirigeants n'étaient pas prêts eux non plus à rompre avec leur domination décisionnelle, institutionnellement définie au sein du système socialiste traditionnel (cette observation est également valable pour la mise en œuvre de la réforme des entreprises industrielles ; nous y reviendrons plus tard.). Les données tirées d'une étude de 82 équipes agricoles autonomes de plusieurs kolkhozes moldaves, réalisée en 1989 par GRIGORIEV (1989), ont montré que celles-ci furent créées et contrôlées par les anciens dirigeants et membres du corps dirigeant des fermes collectives : environ 50 % de brigades autonomes comptaient des agronomes ; 35 % comptaient des ingénieurs, des mécaniciens et des comptables ; plus de 30 % de ces équipes comprenaient des médecins vétérinaires et des zootechniciens ; 27 % comptaient des économistes ; et plus de 16 % de ces équipes comprenaient tous les spécialistes mentionnés<sup>214</sup>.

En courant le risque de formuler une affirmation sommaire par rapport au changement de la *perestroïka* dans le milieu rural, nous pouvons avancer qu'il concerna, particulièrement, les individus occupant une position dominante dans la hiérarchie socioprofessionnelle de l'agriculture. Autrement dit, ce furent ces « intellectuels » des kolkhozes et/ou des sovkhozes, héritiers d'un certain volume de capital social politique accumulé au sein du système socialiste traditionnel, qui se virent entrer dans le rôle d'acteurs du changement dans cet espace socioculturel, lors de la *perestroïka*. L'effet du capital social politique sur le rendement des autres capitaux, dans cette première phase du changement, se fit ressentir en termes de compréhension des réformes. Cela signifiait qu'un nouveau type de *capital informationnel* indispensable au démarrage était accumulé.

« Le kolkhoze a été organisé en 6 brigades. On cultivait tout : et de la luzerne, et du maïs. On avait des vergers, etc. Mais, les dirigeants de ces brigades n'étaient pas des spécialistes en

---

<sup>213</sup> Voir une définition générale du « paternalisme » chez DE TOCQUEVILLE (1991). Pour l'analyse du phénomène paternaliste en URSS, voir LEVADA (1993).

<sup>214</sup> L'auteur de cette étude (GRIGORIEV, 1989), invoquait cette situation comme un phénomène positif accompagnant la réforme agricole. On y mettait notamment l'accent sur la spécialisation et la qualification des individus à la tête des équipes autonomes de travail.

agronomie. Il y en avait un qui était ingénieur-constructeur auparavant et qui a pris la tête d'une brigade, un autre qui a été ingénieur au sein des MTS, et ainsi de suite. Donc, ils ne savaient pas combien fallait-il de semences pour telle surface, quel type de semence choisir, donc voilà, les difficultés étaient de ce genre. Il était clair que si nous voulions continuer cette activité il fallait des connaissances, donc faire des études dans ce domaine. » (Ilya, 68 ans)

Dans le post-socialisme, lorsque l'État moldave entama la privatisation de la terre cet aspect s'avéra important d'un point de vue politique. Mais, nous discuterons ce sujet dans la partie suivante de notre thèse (*infra*).

Le capital social politique hérité fut important dans un premier temps de l'époque des réformes gorbatchéviennes. Car il contribuait à l'accumulation d'un capital informationnel (prise de connaissance et compréhension des réformes, appréhension des nouveaux principes de fonctionnement de l'économie, etc.) aux effets multiplicateurs sur l'accumulation du capital économique. Le passage aux nouvelles formes de travail exigea, au fur et à mesure, l'apprentissage des nouveaux principes économiques orientés vers le marché et donc il exigea l'accumulation d'un nouveau type de capital culturel. Ainsi, la capacité des acteurs sociaux de procéder à cette conversion de l'ancien portefeuille de capitaux dans un nouveau s'avéra être l'une des clés d'une conversion réussie des individus tant pendant la *perestroïka* que dans la période postsocialiste<sup>215</sup>.

Dans le milieu urbain, de même que dans le milieu rural, l'héritage du capital social politique, comme nous allons le voir, fut d'une importance manifeste. La plupart des interviewés en possession d'un volume moins important de ce type de capital ont affirmé ne pas avoir saisi de changement substantiel. Pour certains,

« tout a commencé après l'indépendance [de la république, en 1991] » (Veronica, 52 ans).

pour d'autres, la période de la *perestroïka* demeure méconnue :

« Je n'ai même pas compris ce qu'a été la *perestroïka* » (Ana, 47 ans).

Il n'en va pas de même pour ces individus qui héritèrent un certain volume de capital social politique. Grâce à leurs positions relativement hautes dans la hiérarchie socioprofessionnelle et politico-administrative de la république, ils ont été les premiers à être confrontés au changement.

---

<sup>215</sup> En parlant d'*ajustement* ou de *correction* des trajectoires, EYAL et SZELENYI (1998, p. 39), remarquent que plus le portefeuille de capitaux possédé par les individus est diversifié, plus le processus d'ajustement de la trajectoire individuelle est réussi.

« Le chaos avait commencé ! » Ce fut dans ces termes que la *perestroïka* s'imprima dans la mémoire individuelle<sup>216</sup> de l'une de nos interviewées. Lidia faisait alors partie de l'administration d'une entreprise moldave de Chisinau. En 2007, au moment de l'entretien, elle tenait un stand de vêtements au « Marché Central »<sup>217</sup> de Chisinau :

« Moi personnellement, en tant que chef de section de notre entreprise, j'ai ressenti le changement sur ma propre peau. [...] Premièrement, une sorte d'anarchie s'est installée. Le chaos avait commencé ! Autrement dit, la *perestroïka* avait démarré. » (Lidia, 62 ans)

Lidia faisait partie de la verticale du pouvoir. Sous l'effet des réformes, les anciens rapports hiérarchiques caractéristiques de cette verticale furent brisés. Les différentes pratiques individuelles, comme celles relevant de la double économie au sein du système traditionnel, auparavant répudié par cette hiérarchie, connaissent un gain d'importance économique et idéologique au sein du socialisme réformateur. D'un point de vue idéologique, ces activités sont amenées à concurrencer l'activité de cette hiérarchie, d'où un sentiment de passage à un régime anarchique, chez notre interviewée.

Étant donnée cette participation contrastée des acteurs sociaux aux réformes de la *perestroïka*, nous ciblerons ici notre analyse sur ces « intellectuels » du milieu urbain qui accumulèrent un volume important de capital social politique dans le socialisme traditionnel et qui s'avérèrent les principaux acteurs et régisseurs de la *perestroïka*.

## VI.2 Fracture sociale et acteurs dans le milieu urbain

### *a. Du conflit inter-organisationnel vers le conflit ethnique intra-organisationnel et vice versa : définition des « réformateurs » et des « conservateurs »*

Voyons maintenant quelles ont été les principales caractéristiques et positions dans le nouvel espace social des acteurs de la *perestroïka* dans le milieu urbain moldave.

Nous l'avons déjà souligné, le nationalisme moldave – principal instrument de la *perestroïka* politique – émergea par *un effet de domino*, au sein d'un groupe particulier d'individus : ces « intellectuels » du milieu urbain, dont la charge au sein du système socialiste traditionnel avait été l'éducation morale et physique de la société (voir

---

<sup>216</sup> Ici, nous faisons usage de la notion de *mémoire individuelle* en tant que souvenirs individuels qui s'aident de la mémoire collective. La mémoire individuelle est moins étendue que la mémoire collective, en revanche elle présente le passé d'une manière plus continue et plus dense (HALBWACHS, 1997).

<sup>217</sup> Marché aux puces, situé au centre de Chisinau, d'où son appellation de « central ».



Tableau 9, *supra*, Chapitre II). À l'opposé, on retrouve l'administration de la république, ainsi que divers membres de la hiérarchie politico-administrative, en général, c'est-à-dire des « intellectuels » d'antan chargés de la transformation de la structure sociopolitique de la société. Toujours à l'opposé du mouvement nationaliste, dans une alliance étroite avec les autorités politico-administratives, on retrouve des « intellectuels » chargés auparavant du développement économique et industriel de la société, c'est-à-dire, des directeurs d'organisations marchandes, majoritairement d'ethnies non-moldaves, raison pour laquelle un mouvement nationaliste moldave les visait directement.

Le contexte politique de la *perestroïka* moldave fut forgé à partir d'un conflit inter-organisationnel (l'UEM versus le CC du PCRSSM). En résultat, dans une première phase, au cours de l'année 1987, il se structura autour des sous-groupes d'individus pouvant être définis par leur appartenance organisationnelle : les membres de l'UEM versus le CC du PCRSSM, et par extension, versus le PC. Le cours nationaliste emprunté par les « réformateurs » de l'UEM, allait ensuite déplacer les frontières du groupe des « réformateurs », et par conséquent de celui des « conservateurs » également.

Nous avons distingué deux dimensions essentielles qui définissent les frontières entre les principaux groupes d'acteurs de la *perestroïka* moldave : 1) la dimension ethnique ; elle déplace le conflit de l'échelon inter-organisationnel (par exemple l'UEM *versus* le PC) à celui intra-organisationnel (Moldaves *versus* non-Moldaves), et 2) la hiérarchie des organisations héritée du système socialiste traditionnel grâce à laquelle l'espace de lutte se divise en deux : un espace « privé » et un espace « public »<sup>218</sup>.

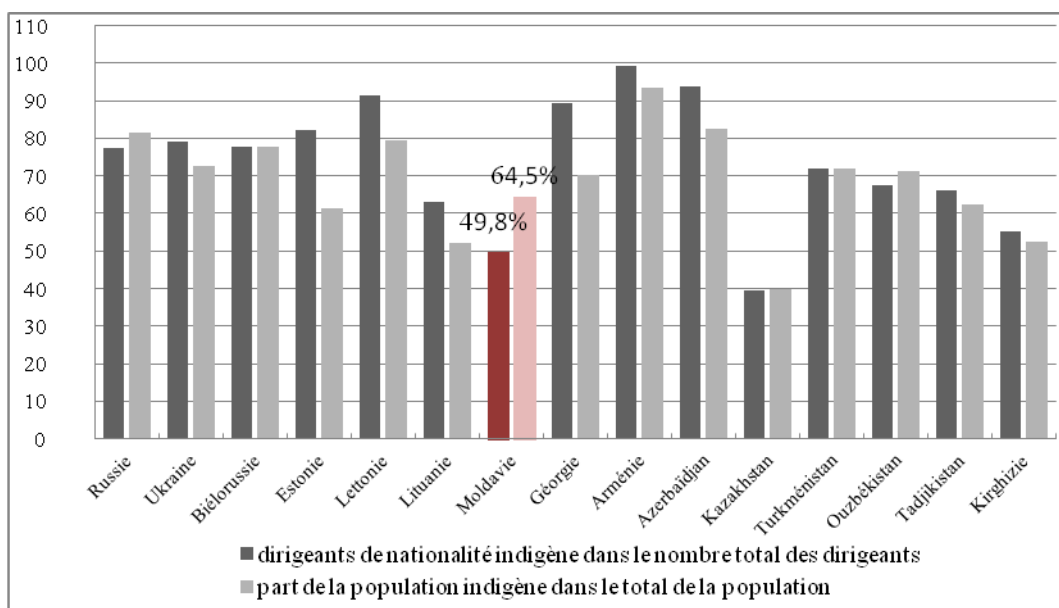
Prenons ces deux dimensions dans l'ordre annoncé ci-dessus, bien que du point de vue épistémologique adopté ici, il aurait fallu inverser leur ordre, en partant de la hiérarchie organisationnelle (niveau méso-social) vers l'intérieur des organisations (niveau microsocial). Mais, nous avons commencé avec ce dernier, car il fut façonné par un facteur social général, d'ordre ethnique, transcendant la société. Plus exactement, il fut importé dans le cadre intra-organisationnel, instrumentalisé, et ensuite exporté dans un cadre social général.

1) Au 1<sup>er</sup> janvier 1989, un peu plus de la moitié de dirigeants dans le domaine politique et/ou économique, en Moldavie, était allogènes (Figure 12).

---

<sup>218</sup> La notion d'*espace* doit être entendue en tant que milieu structurant et structuré par des actions et des individus. Au sein de ce que nous appelons *espace public* les actions individuelles sont directement déterminées par les règles (ici, politiques) formelles et/ou par le désir de changer ces règles. Au sein de l'*espace privé*, en revanche, l'action individuelle est indirectement influencée par les règles formelles et plutôt directement influencée par des règles informelles historiquement construites (la réciprocité, par exemple), par des relations affectives et/ou d'amitié.

**Figure 12:** Poids des dirigeants et de la population de nationalité indigène dans le total des dirigeants et de la population, par république, au 1<sup>er</sup> janvier 1989, en % du total



Source : NKhSSSR (1990, p. 67)

Comme on peut le remarquer, la Moldavie était encore la république soviétique la moins représentée par des dirigeants indigènes ; les allogènes qui représentaient 35,5 % de la population moldave, dominaient le paysage organisationnel avec un peu plus de 50 % des dirigeants non-moldaves. Dans ce contexte, la révolte nationaliste moldave visa directement les dirigeants d'ethnies slaves, plutôt que toute la population d'ethnie slave, habitant la république.

Le critère ethnique fut structurant du champ politique, en y mettant de la cohérence et en écartant les éventuelles « ambiguïtés » repérables dans le comportement des « réformateurs ».

Les « ambiguïtés » résultent des observations suivantes : le conflit émergea au niveau inter-organisationnel et, au fur et à mesure, il se déplaça au niveau organisationnel et se transposa sur les relations interethniques à l'intérieur de la même organisation (par exemple, le PC). Dès lors, au sein du groupe des « réformateurs » on retrouve des anciens membres du PC, engagés dans une lutte contre le PC.

Victor Lupan, à l'époque envoyé spécial du *Figaro Magazine* en Moldavie, souleva une question dans ce sens : « Comment être à la fois au pouvoir et dans l'opposition ? » Bien qu'il n'apporte pas de réponse satisfaisante à cette question, elle demeure pertinente, car l'appartenance organisationnelle des acteurs nationalistes rendit leur statut ambigu et remit en cause leur sincérité :

« Combien de fois n’entendrais-je pas cette phrase : “Il est bien, c’est un des nôtres” ? Comme si le fait de bien parler la langue et de faire siennes les idées dominantes suffisaient. Comme si on ne pouvait le faire par opportunisme, comme si l’on pouvait à la fois être au pouvoir et dans l’opposition. Comment comprendre cette foule immense qui applaudit avec la même ferveur les discours anticommunistes des “frontistes” Anatole Salaru et Andrei Turcanu et... celui du premier secrétaire du PC de la République, Piotr Lucinschi ? Que cache cet unanimité ? »  
(Le FIGARO MAGAZINE, le 3 mars 1990)

Ainsi, pour tracer les frontières entre « réformateurs » – c'est-à-dire des Moldaves, indépendamment de leur appartenance organisationnelle – et « conservateurs » – c'est-à-dire des non-Moldaves d'appartenance organisationnelle hétérogène – l'élément ethnique fut essentiel.

2) Il n'est pas exagéré d'affirmer que malgré une mobilisation importante des masses, le mouvement nationaliste ne quitta que rarement le champ de lutte entre les dirigeants d'ethnie allogène et indigène, de tous les domaines. Dans les interactions quotidiennes des individus, les tensions étaient moins importantes que ne le laissaient croire les émeutes récurrentes :

« J'avais des amis moldaves. Ils étaient très attachés à leur culture et leur langue. Ils ont activement participé aux manifestations de Chisinau, en 1989 [...].

*D.R. – Quelle langue parliez-vous avec eux ?*

Oh, le russe, bien évidemment ! Je ne connais pas le moldave [...] Mais, voyons ! Ils allaient protester, mais quand on se rencontrait, par exemple, pour faire un barbecue nous ne discussions pas ce genre de sujets. On profitait du bon temps, on s'amusait, et puis on se quittait comme de vrais amis. » (Valentina, 70 ans)

Le mouvement nationaliste s'est exprimé de manière antagonique dans l'espace « privé » et dans l'espace « public » (*supra*, note 218). Dans l'espace privé, les relations affectives (sympathie, amitié, voire même des relations de « parenté » par filiation coutumière<sup>219</sup>) entre les individus prenaient le dessus des questions sur les valeurs

---

<sup>219</sup> Certaines coutumes moldaves ont cette spécificité de créer des filiations dites « de parenté » entre des individus qui de facto *ne sont* pas unis par des relations de parenté proprement dite. Lors du mariage, par exemple, un couple d'amis des mariés (le couple doit obligatoirement être marié religieusement) qui remplit le rôle de témoins du mariage devient des « parents » (dans le sens de mère et père) de la nouvelle famille. En les appelant *nasi* (l'homme est *nas* et la femme est *nasa*) ils ont un rôle moral, spirituel, mais aussi économique important dans la vie du jeune couple. Une coutume similaire, et que l'on rencontre dans d'autres sociétés, dont la France, crée des liens de « parenté » lors de la naissance d'un enfant dans une famille. Les traditions moldaves veulent que lorsqu'un enfant est né, il doit être baptisé (à l'Église orthodoxe). Les parents biologiques du nouveau-né choisissent un certain nombre (une dizaine de couples, en moyenne) de personnes (proches parents, amis, collègues de travail) qui assistent au baptême. Désormais, ils assument pour la vie le rôle de « parents » spirituels de l'enfant. On les appelle *cumatru* (l'homme est *cumatru* et la femme est *cumatra* ; les équivalents en français étant *parrain* et *marraine*). Cette tradition a un effet socio-économico-politique important sur la société moldave, car des relations sociales objectivées par les institutions ou les règles formelles, se sont souvent vu subjectivées par l'effet de ces liaisons. Par

nationalistes moldaves. Ainsi, la problématique nationaliste devint objet de lutte dans un espace public, régi par de nouvelles règles politiques. Étant instrumentalisée, elle devint un enjeu de lutte entre les anciens acteurs politiques – les « conservateurs » – et les « nouveaux » acteurs politiques (issus des anciens)<sup>220</sup> – les « réformateurs ». Ayant pour base des questions identitaires, le nationalisme moldave provoqua une animosité culturelle – se prolongeant dans le post-socialisme. Celle-ci a eu la particularité d’être politiquement construite et de s’exprimer uniquement dans un cadre politique bien défini<sup>221</sup> ; d’où cette ambivalence comportementale des individus dans l’espace privé et dans l’espace public. Autrement dit, si une rupture sociale s’est produite grâce au mouvement nationaliste moldave, elle concerna l’espace public : les relations interindividuelles entre les différentes ethnies demeurant paisibles dans un cadre privé, et conflictuelles dans un cadre public.

C’est pour ces raisons que les frontières entre le groupe des « réformateurs » et le groupe des « conservateurs » se redéfinissent, au fur et à mesure, durant la *perestroïka*. Au début du mouvement politique, cette distinction entre « réformateurs » et « conservateurs » demeurait relativement nette : les premiers étaient favorables au programme économique et politique gorbatchévien, les seconds étaient plus réticents. Après l’adoption de la langue moldave/roumaine (et de l’alphabet latin) en tant que langue officielle de la Moldavie, le 31 août 1989 – moment de gloire pour les « réformateurs » –, cette distinction devient de plus en plus floue. Ainsi, on observe qu’une crise identitaire se déclenche au sein du Parti Communiste : vers la fin des années 1980, des personnes hautement placées au sein de la hiérarchie politico-administrative quittèrent progressivement le Parti pour la formation politique dominante de l’époque, en l’occurrence le Front Populaire Moldave (FPM). Selon un sondage d’opinion réalisé par l’Institut de Recherches Sociopolitiques du CC du PCRSSM, paru en 1991<sup>222</sup>, les principaux motifs de cet abandon, évoqués par les

---

exemple, la problématique de la corruption et du clientélisme est souvent associée, non sans raison, à la nature de ces liaisons de « parenté » coutumière. Dans le langage courant moldave, on emploie le mot *cumatrism* (de *cumatri*) pour désigner le phénomène de la corruption.

<sup>220</sup> Le *VIP Magazin* – revue mensuelle moldave – du juin 2008, dressa une liste des « 50 personnalités marquantes » de la fin des années 1980. On y dénombre des acteurs sociaux des métiers plus ou moins différents. Néanmoins, une caractéristique commune demeure intelligible dans cette liste : la plupart de ces individus avait été, au sein du système socialiste traditionnel, dans des positions hiérarchiques relativement élevées : chefs de différentes organisations, chefs au sein du gouvernement ou membres du CC du PCRSSM (voir *VIP MAGAZIN*, 2008).

<sup>221</sup> D’ailleurs, c’est une des raisons pour lesquelles le champ politique postsocialiste moldave sera structuré essentiellement par la problématique identitaire.

<sup>222</sup> Le sondage fut réalisé auprès de 384 ex-membres des organisations territoriales et de district du PC. Les localités concernées furent celles de Tiraspol (ville de Transnistrie), de Chisinau ; les districts de Orhei (centre), de Straseni (centre) et de Rascani (nord). Voir pour plus de détails, RADIO FREE EUROPE (1e 28 janvier 2011).

interviewés, furent : l'activité « fautive et criminelle » du PC par le passé (évoquée par près de la moitié des interviewés) ; la perte de confiance dans l'idéologie officielle du PC (environ un tiers de réponses) ; le désaccord avec les réformes de la *perestroïka* (près d'un tiers de réponses)<sup>223</sup>.

Les problèmes politiques soulevés par les « réformateurs » infligèrent *de jure* à l'administration conservatrice de la république le rôle de négociateur au niveau général. Or, *de facto*, ses membres se sont surtout retrouvés dans un processus de négociation au niveau individuel, c'est-à-dire de leurs propres trajectoires sociales, dans l'éventualité d'un changement radical du pouvoir. Nous disons éventualité, car ni les « réformateurs » ni les « conservateurs » n'étaient en mesure d'anticiper l'implosion de l'URSS<sup>224</sup>. L'historien moldave Igor Casu note à ce sujet :

« Certains ont préféré maintenir leur appartenance au Parti, d'autant plus que le PCRSSM était en plein processus de réforme, le stalinisme (mais pas le communisme) fut condamné et, en général, pour éviter tout problème il était préférable d'être en relations cordiales avec le Parti. [...] La majorité [des initiateurs du mouvement nationaliste] a probablement choisi cette option par opportunisme, d'autres par conviction, et d'autres, comme on peut le supposer, par pure inertie. » (RADIO FREE EUROPE, le 14 février 2011)

Ce fut surtout dans cette dernière direction – d'ajustement des trajectoires individuelles – que les efforts des membres de l'administration et des membres du Front National Moldave furent orientés. Surtout lorsqu'un déséquilibre des forces s'installe, au fur et à mesure, entre les deux parties : contrairement aux « conservateurs », les « réformateurs » bénéficient préférentiellement du soutien des masses moldaves. En ce qui concerne les ressources administratives, tant les « conservateurs », que les « réformateurs », en bénéficiaient car des acteurs des deux parties occupaient encore des positions hautement placées au sein de la hiérarchie politico-administrative<sup>225</sup>.

---

<sup>223</sup> La lecture des pourcentages indique qu'il s'agissait d'une question à réponse multiple. C'est pour cette raison que la somme des pourcentages est plus grande que 100.

<sup>224</sup> L'idée selon laquelle il y eut préméditation de la *nomenklatura* à la chute des régimes communistes en Europe Centrale et Orientale, y inclus en URSS, fut largement discutée au cours de la transformation post-socialiste. Certains (HANKISS, 1990 ; STANISZKIS, 1991) ont argumenté qu'il y eut un dessein réfléchi de la part des anciennes élites politiques du passage au capitalisme, d'autres (MINK, 2006 ; MINK et SZUREK, 1994 et 1999), ont affirmé le contraire. MINK (2006, p. 132) note que la *nomenklatura* en rapport avec les ouvriers, par exemple, a été capable de maintenir sa trajectoire grâce à ses facultés d'adaptation au « néo-capitalisme » (*loc. cit.*). De même, ajoutent MINK et SZUREK (1999, p. 118), « ce qui a compté, dans la plupart des cas, c'est le réseau de contacts et d'amitiés tissés sous l'ancien régime : il alimente ce circuit d'information, de capitaux, d'idées, absolument indispensable au démarrage. »

<sup>225</sup> En 1991, deux tiers des « nouveaux » membres siégeant dans le Gouvernement moldave, majoritairement issus du Front Populaire, étaient encore membres du PCRSSM. (RADIO FREE EUROPE, le 14 février 2011)

Nous discuterons plus loin des différentes stratégies d'ajustement des trajectoires individuelles des « réformateurs » et des « conservateurs ». Voyons, d'abord comment cet aspect s'est traduit à un niveau plus général, dans la société, et notamment dans le domaine économique.

***b. L'autonomisation du champ économique : les « intellectuels » urbains divisés entre le champ politique et économique***

La forme initiale des réformes économiques en URSS, prévoyait une diminution du contrôle de la hiérarchie politico-administrative sur l'économie, mais pas son abolition totale. En conséquence, une démarcation de plus en plus visible surgit entre le champ politique et le champ économique. De même, il devenait possible de distinguer en deux groupes les acteurs sociaux opérant dans ces deux champs : l'un comprenant les acteurs politiques, et l'autre comprenant les acteurs économiques.

Une telle scission de l'espace social à été aussi une conséquence indirecte du processus de négociation des trajectoires individuelles entre « réformateurs » et « conservateurs ». Souvent agitées, les négociations amenèrent les autorités de la république à se replier sur elles-mêmes. Bien qu'elles ne laissent pas transparaître beaucoup de signes d'angoisse, l'inquiétude induite par un pouvoir incertain prenait ampleur<sup>226</sup>. Au fur et à mesure que la tension dans les rues des grandes villes moldaves montait, les autorités de la république sombraient dans le jeu des négociations politiques avec les nationalistes moldaves et surtout concernant leur propre sort en son sein. Ce fut dans ce contexte de tensions politiques, parfois paroxystiques, que les acteurs économiques se retrouvèrent affranchis de la tutelle de la hiérarchie politique.

La conjoncture politique décrite se répercuta ainsi sur la morphologie du groupe des « intellectuels » (urbains). Ceux-là se retrouvèrent très vite répartis entre ces deux champs, en l'occurrence, politique et économique. Afin de mieux comprendre notre propos, revenons-en aux différentes catégories socioprofessionnelles « intellectuelles » qui ont été identifiées à partir des principaux vecteurs du programme de soviétisation moldave (*supra*, Tableau 9, Chapitre II). Nous y avons identifié trois sous-groupes d'« intellectuels » :

---

<sup>226</sup> Par exemple, le maire de la ville de Chisinau (où les principales manifestations nationalistes se tinrent), Ion Gutu témoignait, en janvier 1989, que « la situation sociopolitique est sous contrôle des autorités municipales, mais il serait aussi erroné d'en sous-estimer la gravité que de la dramatiser » (LE MONDE, le 8-9 janvier, 1989).

- le premier fut chargé de la transformation sociopolitique de la société et il correspondait à la hiérarchie politico-administrative ;
- le deuxième fut investi de l'éducation morale et physique de l'homme soviétique et comprenait des professionnels de différents domaines : éducationnel, artistique, littéraire, etc. ;
- le troisième sous-groupe fut chargé du développement technico-économique et industriel de la société et se composait de dirigeants des entreprises, d'ingénieurs, de techniciens, etc.

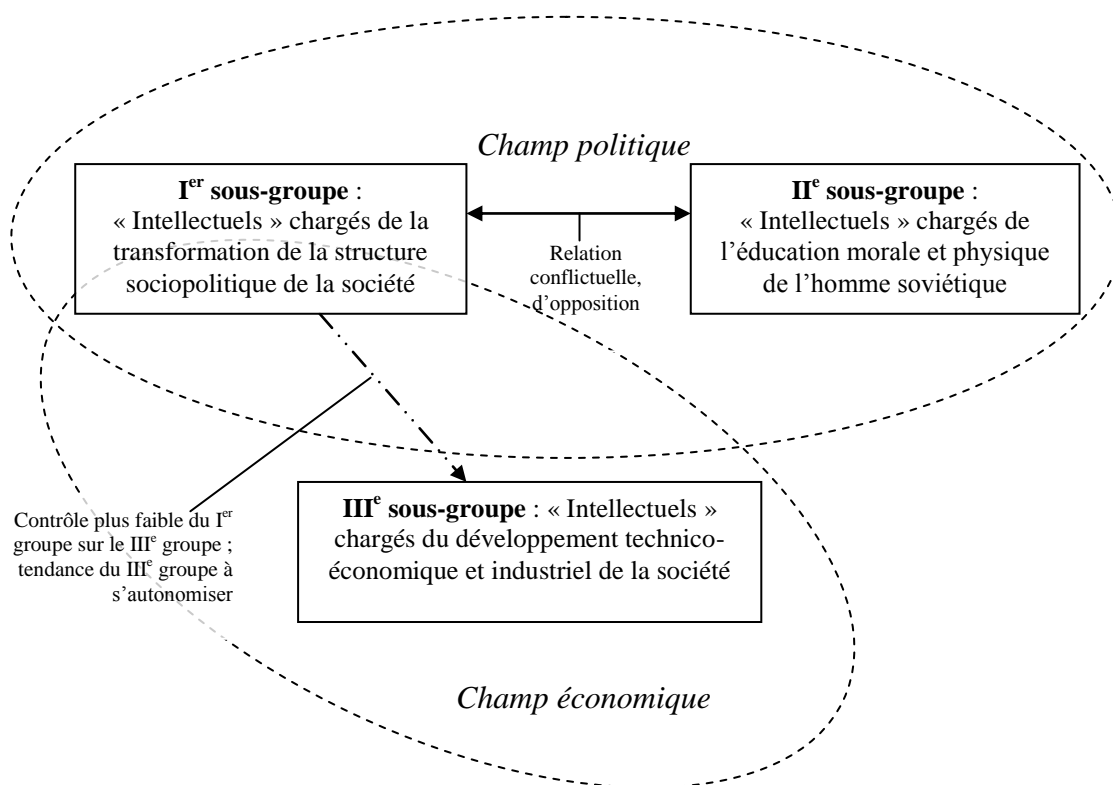
La coupure politique du début du 1987 se manifesta entre le premier et le deuxième sous-groupe d'« intellectuels », car ce fut un conflit entre le sommet de la hiérarchie politico-administrative, en l'occurrence le CC du PCRSSM, et le sommet du sous-groupe des « intellectuels » chargés de l'éducation de la société, en l'occurrence l'UEM. Dès lors, ces deux sous-groupes demeuraient divisés par des visions politiques antagonistes. En conséquence, un changement majeur s'est produit au niveau du deuxième sous-groupe d'« intellectuels », car il devint un véritable acteur politique. Désormais, le champ politique comprendra deux types d'acteurs : l'ancienne hiérarchie politico-administrative et les « intellectuels » chargés de l'éducation morale de la société (voir Figure 13, ci-dessus).

Les acteurs sociaux du troisième sous-groupe d'« intellectuels », chargés du développement technico-économique de la société soviétique moldave, se retrouvèrent ainsi en « maîtres » à part entière de l'économie, car dégagés d'une grande partie du contrôle de la part du politique.

Il s'ensuit que l'autonomisation du champ économique fut le résultat d'une concentration des forces des acteurs politiques (« conservateurs » et « réformateurs ») sur le mouvement nationaliste, dont les effets sur la société en général, et sur le pouvoir politique officiel (le PC) en particulier, s'avéraient difficiles voire impossible à anticiper, à moyen et long terme. Dès lors, les acteurs politiques se sont retrouvés dans un processus routinier de « négociation séquentielle », c'est-à-dire de négociation du futur immédiat. Ce processus leur occupa l'esprit jusqu'en 1991. En 1990, le FPM obtient une majorité confortable lors des élections du mois de mars. La conquête du pouvoir politique s'est concrètement traduite par l'interdiction du Parti Communiste, en 1991, et par la condamnation du stalinisme, auquel on associait, abusivement, le communisme. C'est précisément ce moment qui marque le début d'une relative stabilité politique qui se caractérise principalement par une « paix » idéologique entre les acteurs politiques. Cette

pacification du champ politique marque un retour de l'attention des acteurs de ce champ sur les questions économiques, cette fois-ci en vue d'une transformation systémique.

**Figure 13 :** Les « intellectuels » urbains au sein des champs politique et économique, lors de la *perestroïka*



L'autonomisation de l'économique par rapport au politique ne fut toutefois pas totale. Comme il est montré sur la Figure 13, le champ économique resta enchevêtré dans celui du politique. Néanmoins, la nature des liaisons entre les deux champs changea. Elle devint interethnique. Plus exactement, les acteurs économiques favorables au mouvement nationaliste moldave devinrent des partenaires de lutte des acteurs politiques « réformateurs ». De même, ces acteurs économiques défavorables à ce mouvement devinrent des alliés des « conservateurs ». Autrement dit, le clivage politique de l'époque traversait chacune des organisations peuplant le champ économique et alimentait ainsi des nouveaux rapports les deux champs :

« Nous avons créé le mouvement «Le Front Populaire» à SchotMash [entreprise]. Moi j'ai été la présidente de ce mouvement. [...] La direction de l'entreprise, de son côté, a commencé à organiser des grèves, en s'opposant à ce mouvement. Ceux qui refusaient de participer aux grèves étaient punis. Par exemple, on obligeait les ingénieurs à balayer la cour de l'entreprise



et les activistes [d'opposition au mouvement nationaliste] passaient derrière eux et intentionnellement jetaient des mégots de cigarette par terre. » (Catinca, 51 ans)

Les dirigeants des entreprises – majoritairement des allogènes de Transnistrie et des villes de Chisinau et de Balti – occupèrent une place importante dans ces confrontations politiques (*supra*, Tableau 20). Ils étaient particulièrement défavorables aux revendications politiques desdits « nationalistes » moldaves, ce qui transforma l'activité de certaines entreprises industrielles en champs de lutte politique. Cette situation ne fut pas sans conséquence sur l'activité économique. Les chefs d'entreprises interprétaient et implémentaient les réformes économiques à leur guise. Ainsi, l'activité économique rimait souvent avec l'ajustement des trajectoires individuelles dans les nouvelles conditions socio-économico-politiques, c'est-à-dire avec l'adaptation du portefeuille des capitaux des membres des administrations des entreprises.

Nous verrons dans le chapitre VII, comment cet ajustement des trajectoires s'est produit. Mais avant cela, il est nécessaire de clarifier l'importance historique du capital social, notamment politique, dans ce processus de changement. Il établit une liaison étroite entre l'action individuelle, les anciennes règles et les nouvelles règles économiques et politiques.

### ***c. Le capital social – élément de continuité historique et attribut du changement social***

Nous avons identifié dans la partie précédente de notre mémoire deux types de capital social : celui politique – accumulé de manière plus ou moins institutionnalisée – et celui relationnel – accumulé au sein des réseaux de contacts personnels qu'un individu tissait, au fil du temps. Le capital social (politique en particulier) avait un effet multiplicateur sur les autres types de capitaux. Parmi ceux-ci on dénombrait, entre autres, un *capital informationnel* qui allait être essentiel dans le processus d'accumulation du capital économique, au sein du système socialiste traditionnel mais aussi sur le vecteur emprunté par l'action individuelle dans une première phase du socialisme réformateur.

Le capital social (notamment politique) s'avéra ainsi un élément de continuité historique entre le système socialiste traditionnel et le socialisme réformateur. L'articulation par le capital social entre les deux périodes rappelle deux procédés interconnectés : le premier qui renvoie au caractère de la mise en œuvre des réformes *de*

*haut en bas* ; et le deuxième qui renvoie aux modalités d'incorporation des nouvelles règles économiques et politiques par les acteurs de la *perestroïka*.

Les individus dotés, au sein du système socialiste traditionnel, d'un important volume de capital social politique sont devenus, durant la *perestroïka*, très dynamiques (soit dans le camp des « réformateurs », soit dans celui des « conservateurs »). Dès lors, la mise en œuvre des réformes économiques et politiques *par ces individus* a eu une incidence particulière sur la signification sociale (transmise de haut en bas) des nouvelles règles, dans l'imaginaire social moldave. Par le même processus fut redéfini le contenu du capital social. En ce sens, un rôle décisif revient à l'héritage des règles incorporées par le passé ; d'ailleurs, ce fut celui-ci qui imprima une signification sociale spécifique aux nouvelles règles. Afin de clarifier cet aspect, prenons l'exemple suivant :

« Je suis le fils d'un député du Soviet suprême de Moldavie. [...] Mon père consacre tout son temps à son travail. Il y passe quatorze à seize heures par jour, ne prend presque aucun jour de repos, ne se préoccupe ni de sa santé ni de sa vie privée. Et cela, depuis plus de vingt ans. [...] Son travail exige une très grande tension nerveuse et sa santé s'en est trouvée ébranlée. N'est-il donc pas normal qu'il puisse, lorsqu'il voyage, passer quelques heures dans la salle réservée aux députés plutôt que d'attendre avec tout le monde ? [...] Il ne faut pas oublier que le principe fondamental de notre société socialiste est "chacun selon ses possibilités et à chacun selon son travail". Lorsqu'une personne donne plus pour le développement de notre pays, elle doit en être d'autant plus récompensée. » (*Ogonëk*, n° 11, 1988 cité par SAILLARD, 1989, p. 10.)

On comprend à partir du texte ci-dessus que le fil argumentatif de l'idéologie propre au système socialiste traditionnel s'est superposé à celui du socialisme réformateur.

Comme nous l'avons montré ailleurs (*supra*, sous-chapitre II.4), dans le système traditionnel une haute position dans la hiérarchie politico-administrative ou, de manière plus générale, l'accomplissement d'un travail non manuel étaient associés au « mérite » – institutionnalisé et justifié par la possession d'un diplôme. Le « mérite » dans ce cas était intangible et défini de manière institutionnelle. Le nouveau contrat social gorbatchévien – qui voulait corréler la rémunération et la productivité du travail<sup>227</sup> (GORBATCHEV, 1993, p. 233) – était censé rompre avec une telle idéologie. La nouvelle idéologie rendait le « mérite » tangible : il était obtenu par une meilleure qualité et quantité du travail fourni, par un investissement personnel plus important, etc., bref, il était mesuré par la productivité de travail.

---

<sup>227</sup> Voir une analyse chez CHAVANCE (1989), mais aussi chez PEJOVICH (1990).

Avec ceci, l'ancienne signification sociale de la division du travail – manuel/non manuel – allait être modifiée : dorénavant, tout travail accompli conformément à des normes qualitatives et dans des quantités plus importantes allait être digne d'une meilleure récompense<sup>228</sup>. De même, le but fut de rompre avec l'égalitarisme inconditionnel, faisant du *travail* et notamment de la *productivité du travail* le principal critère d'équité sociale.

Dans ces conditions, les accents du déterminisme économique devaient être changés. Ils étaient censés passer du « statut social » déterminant la position économique des individus, vers les qualités individuelles (esprit d'initiative, dévouement à son travail – soit il manuel ou non manuel, etc.).

« Gorbatchev nous a donné la possibilité de développer notre propre affaire à base de patentes. Ceux qui ont commencé une telle activité à l'époque sont arrivés dans une très bonne position aujourd'hui. [...] Un ami avait installé des appareils de jeux dans un passage souterrain au centre de Chisinau. Ensuite il avait acheté des petits fours qu'il avait installés à côté des appareils de jeux pour faire des produits pâtisseries. [...] Aujourd'hui il est propriétaire d'une fabrique de charcuterie. Il a été courageux et il a beaucoup bossé. Vous voyez ? C'est comme ça qu'il est devenu un des plus *grands hommes* de Moldavie. » (Vasile, 57 ans.)

Comme nous pouvons le comprendre, à partir du témoignage de Vasile, le travail et son résultat – l'accumulation du capital économique – découle des traits positifs de personnalités de son ami : du courage, du dévouement à son projet, etc. Selon notre interviewé, ce fut grâce à ces qualités que son ami est devenu un « grand homme », c'est-à-dire doté d'un important capital symbolique. Dorénavant, le capital économique devint convertible en capital symbolique, car c'est lui, et non plus la position sociale institutionnellement définie au sein du système traditionnel, qui traduit des « bonnes » qualités individuelles. Théoriquement, ce n'est plus la position socioprofessionnelle qui légitimerait le privilège matériel et, par extension, une position économique dominante. Conformément à cette nouvelle vision, c'est le travail proprement-dit qui le légitime. Autrement dit, le « mérite » défini à partir des nouvelles règles, prend une signification différente de celui défini au sein de la hiérarchie institutionnelle d'antan.

Néanmoins, le raisonnement selon lequel une position élevée dans la hiérarchie socioprofessionnelle signifie qu'il y a plus de responsabilités, plus de travail à accomplir, etc. – dont le caractère profite à toute la société – légitime, selon le fils du député moldave (dans le texte cité *supra*), l'existence des privilèges pour les individus les mieux placés dans la hiérarchie politico-administrative de la république. De cette manière, la nouvelle

---

<sup>228</sup> Ainsi, le travail non-manuel, particulier au groupe des « intellectuels », se voit indirectement considéré institutionnellement comme moins important.

philosophie de la *perestroïka* reçut une interprétation différente, influencée par les anciennes règles, de celle originelle. Une pareille « nouvelle »-ancienne interprétation ne fit que renforcer la position anciennement dominante de ces individus les mieux placés au sein de la hiérarchie socioprofessionnelle et politico-administrative, car c'est cette interprétation qu'ils transmettaient de haut en bas.

La continuité historique du *capital social politique* hérité du socialisme traditionnel s'est traduite par la création de ce que Pierre BOURDIEU (1979, p. 122) a appelé un « faisceau de trajectoires » – c'est-à-dire des trajectoires individuelles qui se rassemblent – dans le post-socialisme moldave. Mais, à l'étape de la *perestroïka*, cette similitude n'était pas visible, bien au contraire. Les trajectoires des individus empruntent des directions différentes, déterminées, d'un côté, par les nouvelles conditions d'accumulation du capital économique, et par les nouvelles valeurs politiques. En même temps, les relations personnelles, les nouveaux contacts tissés lors des événements collectifs – tels que les protestations, les réunions des groupes informels, etc. –, autrement dit le capital social relationnel (renouvelé) eut, lui aussi, un effet d'ajustement des trajectoires chez ces « intellectuels » qui héritèrent d'un volume insignifiant de capital social politique.

Ainsi, le capital social représente un élément de continuité historique, précisément parce qu'il a permis, aux individus qui en héritèrent de devenir à la fois des acteurs importants de la *perestroïka* et d'adapter le contenu et la signification sociale des nouvelles règles économiques et politiques à leurs intérêts individuels d'une conversion réussie. Avec le changement des règles générales de la société, les modifications subies par la hiérarchie organisationnelle, furent celles qui imprimèrent un nouveau contenu au capital social. C'est pour ces raisons qu'il est important de voir comment la hiérarchie organisationnelle change et de quelle manière elle modifie le contenu du capital social.



## Chapitre VII

### **Le changement du capital social et les stratégies de reconversion au sein du socialisme réformateur**

D'un point de vue socio-économique, le passage à l'autonomie et à l'autofinancement des entreprises et la construction d'un secteur coopératif et individuel confèrent un nouveau statut au capital économique. Au sein du socialisme réformateur, il devient une source directe de capital symbolique. Nous pensons ici notamment à l'émergence d'un milieu d'affaires. L'appartenance d'un individu à un tel milieu procure un important volume de capital symbolique, du fait que le capital économique devient socialement dominant.

En termes politiques, le changement le plus perceptible s'opéra dans la structure du capital social politique. Nous avons vu qu'il était obtenu au sein de différentes structures sociales du système classique – hiérarchie socioprofessionnelle, hiérarchie politico-administrative, appartenance ethnique. Il était ainsi logique que les mutations intervenues dans la hiérarchie de ces règles changeant la structure du capital qu'elles procuraient.

Aux vues de ces mutations, les « intellectuels » moldaves développèrent des stratégies d'ajustement de leurs trajectoires, afin de préserver le capital symbolique dont ils jouissaient au sein du système socialiste traditionnel, par leur appartenance institutionnalisée à ce groupe. Rappelons que le capital symbolique était procuré de manière générale par le capital culturel institutionnalisé (le diplôme, la position dans la hiérarchie socioprofessionnelle et politico-administrative). En même temps, le diplôme de pair avec les autres caractéristiques institutionnelles avait une incidence directe sur l'accumulation du capital social politique et/ou relationnel ; ces derniers exerçant un effet multiplicateur sur l'accumulation du capital économique et sur l'accès à la consommation, dans un contexte de pénurie.

Les nouvelles règles économiques et politiques opérèrent un changement axiologique important qui allait bouleverser le schéma évoqué. Il s'est produit sous l'influence de deux dynamiques : le changement du « contrat social » amenant à l'émergence du clivage

privé/public, et l'essor des valeurs nationalistes au-devant des événements politiques. Dans ce cadre nous pouvons distinguer deux grands types de stratégies, qui englobèrent les comportements des acteurs sociaux de la *perestroïka* :

- l'adhésion et l'incorporation des nouvelles règles telles quelles ; il s'agit en particulier des individus qui n'héritèrent pas d'un volume important de capital social politique ; mais comme nous l'avons dit, certains d'entre eux bénéficiaient de capital social relationnel important,
- la modification de la signification sociale des nouvelles règles ; il s'agissait de ces individus qui héritèrent un important volume de capital social politique (voir *supra*, la lettre du fils du député moldave).

Ces deux types de stratégies se manifestèrent tant dans le domaine économique que dans celui politique. Voyons en ce qui suit, comment elles s'inscrivirent dans les nouvelles conditions objectives de ces champs d'action, en l'occurrence à travers le nouveau clivage privé/public et à travers les événements politiques moldaves.

### **VII.1 Accumulation économique au sein des organisations marchandes – prémisses du clivage privé/public**

La mise en œuvre des réformes économiques de la *perestroïka* provoqua la résurrection des formes « primitives » (KORNAÏ, 1996, p. 535) du marché et donc d'un rudimentaire secteur « privé »<sup>229</sup> d'activité. Il s'appuya sur un nouveau contrat social : basé sur la rupture avec l'égalitarisme salarial. L'ensemble des règles mises en œuvre dans ce but provoqua un changement dans les rapports de travail, car son organisation ainsi que le rapport entre capital et travail furent modifiés. De nouvelles conditions de reproduction de la main d'œuvre furent ainsi créées. Autrement dit, un changement important fut opéré

---

<sup>229</sup> À l'époque de la *perestroïka*, il était encore trop tôt pour faire usage du mot « privé » et/ou « secteur privé » d'activité. D'ailleurs son emploi dans le langage officiel fut presque inexistant. On employait des formules telles que « secteur coopératif », « secteur individuel » pour renvoyer aux formes de marché mises en place. Nous faisons usage du mot « privé » pour évoquer les origines de ce qui allait devenir un *secteur privé* d'activité dans le post-socialisme moldave.

dans le rapport salarial<sup>230</sup> de type taylorien, à l'œuvre au sein du système socialiste traditionnel.

Le nouveau contrat social transforma l'ancien régime d'allocation et de distribution des ressources, auparavant fondé sur le critère du *besoin urgent* lui-même défini par la hiérarchie politico-administrative. Durant la *perestroïka*, la portée de cette hiérarchie était censée se réduire, laissant place à une allocation et une distribution des ressources *par le marché*. Cela signifiait que les majorations salariales étaient obtenues grâce au profit de l'entreprise<sup>231</sup>. Un tel régime pouvait être appliqué aux seuls salariés des organisations marchandes, là où le passage à l'autonomie et à l'autofinancement fut accompli.

Dans ce cadre, deux modèles de formation des salaires ont été prévus : le premier présupposait le maintien du salaire de base fixe et l'augmentation du fonds « des primes » et du fonds « social », par le profit de l'entreprise ; le deuxième reposait sur une fixation variable tant du salaire de base que des primes<sup>232</sup>. En revanche, au sein des organisations non marchandes l'allocation et la distribution des ressources relevaient des compétences de la hiérarchie politico-administrative, et notamment des transferts à partir du budget de l'État.

Ainsi, les contours d'un nouveau clivage sociétal apparurent : le clivage privé/public formé autour des modalités différentes d'allocation et de distribution des ressources, selon le type d'organisation, marchande ou non marchande.

### ***a. Définition du clivage privé/public***

Il est couramment accepté que le clivage privé/public renvoie à une tension qui surgit autour des formes de propriété, en l'occurrence privée et publique. On parle alors de secteur privé et de secteur public. Ce dernier compte les organisations marchandes et non-

---

<sup>230</sup> BOYER (1986a, p. 331) définit le rapport salarial comme suit : « On appellera forme du rapport salarial l'ensemble des conditions juridiques et institutionnelles qui régissent l'usage du travail salarié ainsi que la reproduction de l'existence des travailleurs. [...] De façon plus analytique, il est commode de décomposer le rapport salarial en cinq composantes : l'organisation du procès de travail, la hiérarchie des qualifications, la mobilité des travailleurs (dans et hors de l'entreprise), le principe de formation du salaire direct et indirect, l'utilisation du revenu salarial. »

<sup>231</sup> Une idée similaire fut proposée, dans les années 1960, par l'économiste soviétique Evseï Liberman, dans un article de la *Pravda*, du 9 septembre 1962, intitulé « Le plan, le profit et la prime ». Liberman conseille de faire du profit de l'entreprise le principal indicateur de l'état de l'avancement de son activité. De même, insiste-t-il, il convient de rattacher le régime des primes salariales au profit. Selon cet économiste, un tel régime inciterait tant la direction de l'entreprise que les salariés, à réaliser le plan d'État. Voir une analyse de cette idée d'Evseï Liberman dans KERBLAY (1963).

<sup>232</sup> Voir une description plus détaillée dans FILTZER (1994).



marchandes contrôlées entièrement ou majoritairement (au moins 51 %) par l'État. De même dans le secteur public ; on compte les administrations publiques (centrales et locales). Les organisations qui ne correspondent pas aux critères évoqués relèvent du secteur privé d'activité<sup>233</sup>.

Contrairement à une telle vision, le clivage privé/public moldave trouve ses origines dans les modalités d'allocation et de distribution des ressources dans la société. Autrement dit, le clivage privé/public, dont il s'agit ici, traduit les tensions qui résultèrent des formes de distribution bureaucratiques des ressources et de celles assurées par le marché, pour employer les termes de KORNAĪ (1996), formes engendrées par le rapport salarial de la *perestroïka*. Afin de comprendre notre propos, il convient d'anticiper et d'apporter à notre lecteur quelques clarifications issues de la situation postsocialiste moldave.

À partir du début des années 1990, il deviendra courant, en Moldavie, d'opposer à un secteur dit « réel » de l'économie, un secteur dit « budgétaire ».

- *Le secteur « réel »* regroupe « l'ensemble des organisations qui fonctionnent en régime d'autonomie financière comprenant celles qui bénéficient des transferts du budget d'État et indépendamment de leur branche d'activité, de leur forme de propriété ou de leur statut juridique » ;
- *le secteur « budgétaire »* regroupe « l'ensemble des unités bénéficiant d'un financement [quasi exclusif] du budget d'État, du budget des assurances sociales d'État [et] du budget des unités administratives-territoriales ».

Ces définitions ont été établies par le Bureau National de la Statistique<sup>234</sup> de Moldavie. Il présente les données statistiques selon cette typologie. La distinction apparaît de manière plus évidente dans la présentation des données statistiques sur les salaires. De ce fait, les expressions « secteur réel » et « secteur budgétaire » furent reprises telles quelles dans la plupart des textes analytiques de l'économie moldave et se sont substituées aux expressions « secteur privé » et « secteur public ». La confusion terminologique entre ces notions est devenue monnaie courante. En voici un exemple tiré d'un entretien avec

---

<sup>233</sup> Il existe une distinction nette entre *secteur public* et *bien/service public*. Les activités qui relèvent du service public, telles que le traitement des déchets et/ou des eaux, les travaux d'entretien des localités, etc., peuvent être assurées par des organisations du secteur privé, c'est-à-dire des organisations en propriété entièrement ou majoritairement privée. Selon la théorie économique néo-classique, ces activités relèvent du service public, car elles correspondent à deux principes qui les définissent : *la non-rivalité* – signifiant que l'augmentation du nombre de bénéficiaires du service public n'affecte presque pas l'utilité des consommateurs, et *la non-exclusion* – signifiant que les individus qui ne contribuent pas au financement de ces services peuvent néanmoins en bénéficier (voir à ce sujet JAKOBSON, 1996, p. 36 sqq.).

<sup>234</sup> Le lecteur pourra trouver ces définitions dans les annuaires statistiques moldaves et autres publications du BNS, dans la rubrique réservée à la « définition des concepts et termes employés ».

Valeriu Prohnițchi (VP) – économiste et directeur du centre d'études et d'analyses économiques « Expert-Grup »<sup>235</sup>:

**« Quels sont les coûts payés par la population : les salariés, les retraités, les *budgetaires* et autres catégories ?**

**VP :** En termes financiers, le taux d'intérêt de ce crédit est négligeable [il s'agit d'un crédit accordé par le FMI à la Moldavie]. C'est une autre chose que le gouvernement mette en œuvre une série de réformes douloureuses. Par exemple, le gouvernement se trouve aujourd'hui devant un réel dilemme : nous avons un *secteur public* surdimensionné, c'est-à-dire qu'ici il y a trop de personnes qui travaillent de manière inefficace. Ceci n'est pas le problème du Fonds [FMI] ; c'est notre problème. Ce n'est pas le Fonds qui nous oblige à réduire le nombre d'employés<sup>236</sup>, mais c'est la rationalité économique qui nous y oblige.

**Et donc, le nombre de *budgetaires* va être réduit ?**

**VP :** Je ne le sais pas ; c'est une hypothèse. On a invoqué souvent que le Fonds nous oblige à réduire le nombre d'employés. En réalité, le FMI ne demande rien. Si tu ne veux pas réduire le nombre d'employés, c'est ton problème, mais alors il ne faut pas s'adresser au Fonds [pour de l'aide]. Le FMI identifie ces choses en tant que contrainte fondamentale ; elles constituent réellement une contrainte. Dans le *système budgétaire* de la République de Moldavie, nous avons bel et bien trop de personnes et elles sont très inefficaces dans ce qu'elles font. »<sup>237</sup>  
(EXPERT-GRUP, 2010)

On voit bien, à partir de cet extrait, que la notion de « secteur budgétaire » est employée pour désigner le « secteur public » et plus particulièrement les employés de ce secteur, que l'on appelle en Moldavie des « *budgetaires* ». Autrement dit, le secteur public comprend les organisations et leurs salariés, dont le financement relève du budget étatique.

Il n'existe, malheureusement, aucun débat sur l'emploi de cette terminologie, en Moldavie. Toutefois, de manière hypothétique, nous pouvons avancer que la substitution du « secteur privé » et du « secteur public » par « secteur réel » et « secteur budgétaire » s'est produite en conséquence de la domination des principes du *Consensus de Washington* (*infra*, III<sup>e</sup> Partie) dans l'économie postsocialiste moldave, et qui prônait un non-interventionnisme étatique. C'est-à-dire que, le privé est abusivement associé au fonctionnement d'une organisation selon les mécanismes du marché libéral, et *vice versa*, le public est caractérisé pour sa part, par l'interventionnisme étatique ; dans les deux cas, et cette fois-ci contrairement aux prescriptions du *Consensus de Washington*, la forme de

---

<sup>235</sup> Organisation à but non-lucratif.

<sup>236</sup> Dans ce que l'interlocuteur appelle *secteur public*.

<sup>237</sup> Les italiques nous appartiennent.

propriété importe peu<sup>238</sup>. En conformité avec les règles moldaves postsocialistes (voir *infra*, Chapitre X.1), en termes d'allocation et de distribution de ressources, dans le secteur « réel » les salaires seront supposés être formés selon les lois du marché (représentant un prix d'équilibre après la rencontre entre l'offre et la demande de travail<sup>239</sup>), et dans le secteur « budgétaire » les salaires seront fixés centralement, selon une grille des salaires, et seront payés à partir du budget d'État moldave<sup>240</sup>.

Dès lors, lorsqu'on regarde les catégories de salariés dont les salaires relèveront du budget d'État, dans le post-socialisme, on s'aperçoit qu'il s'agit des salariés des organisations non-marchandes uniquement – c'est-à-dire, des organisations qui n'ont pas pour but l'obtention d'un profit. Pour ces raisons, plutôt que d'être fondé sur les formes de propriété de l'économie, le clivage privé/public transcende cet aspect pour traduire un conflit entre les modalités de formation des salaires dans les organisations marchandes, d'une part, et dans les organisations non-marchandes, d'autre part.

En d'autres termes, le nouveau contrat social gorbatchévien creusa des inégalités économiques de nature inter-organisationnelle entre les individus : contrairement aux employés des organisations non marchandes, ceux des organisations marchandes ont vu leur chance de réussite économique augmentée, lors de la *perestroïka*.

#### ***b. L'accumulation du capital économique par les « intellectuels » des organisations marchandes***

Il a été dit que les contradictions des réformes compromirent l'ambition de réduire la portée de la hiérarchie politico-administrative sur l'économie. Par conséquent, le processus de redistribution des ressources, conforme à la nouvelle philosophie, fut lui aussi compromis. Durant la *perestroïka*, seule l'activité individuelle réussit à s'émanciper par rapport aux règles bureaucratiques :

« Grâce au régime de patente, je suis passé à mon propre compte. J'étais mon propre *boss* [rire]. J'ai commencé à fournir des services de taxi. [...] Cela m'a permis de gagner encore plus et donc, plus tard, j'ai lancé ma propre entreprise. » (Valeriu, 49 ans)

Le gain matériel, ainsi que l'émancipation par rapport au contrôle bureaucratique, devinrent des mobiles importants, incitant de plus en plus de personnes à lancer une

---

<sup>238</sup> Sur les liaisons de ce clivage avec les rapports de propriété, nous revendrons *infra*, Chapitre X.1.

<sup>239</sup> Voir VACULOVSKI (2006 et 2007).

<sup>240</sup> Nous y reviendrons dans la III<sup>e</sup> Partie.

activité individuelle. Toutefois, la société en général, et les « intellectuels » en particulier, n'étaient pas prêts à qualifier l'activité individuelle d'« honorable », car elle était associée dans l'imaginaire social, à la double économie – fléau à combattre, selon l'idéologie officielle d'antan. Valeriu explique :

« Il est vrai qu'au début, et moi, et mes amis, on voyait d'un mauvais œil l'activité privée et notamment le commerce. C'est avec le temps, lorsqu'on a commencé à s'enrichir, qu'on a changé d'avis. » (Valeriu, 49 ans)

Si l'activité individuelle échappe au contrôle bureaucratique, il n'en va pas de même, pour lesdits « collectifs autonomes » des entreprises industrielles et de l'agriculture ; ou pour l'activité des coopératives.

Les coopératives – développées essentiellement dans le milieu urbain moldave<sup>241</sup> – furent organisées en tant qu'« entreprises annexes » des grandes entreprises industrielles. Dans un article sur les succès des coopératives de la ville de Balti (STARIC, 1990), on peut lire plusieurs récits concernant des coopératives créées par des fabriques (de meubles, de vêtements, etc.), c'est-à-dire créées par les membres des administrations de ces organisations. En règle générale, l'entreprise fournissait à la coopérative un support matériel et technologique important, et contrôlait l'activité de la coopérative. Ceci fut une particularité du développement du secteur coopératif dans toute l'URSS. Celui-ci constitua une nouvelle possibilité (légale) d'accumulation d'un important volume de capital économique. BARRY *et alii* (1991, p. 222) notent à cet égard que : « Nombreux furent les entrepreneurs qui ont vu dans les nouvelles coopératives des mines d'or. Il n'est pas étonnant que beaucoup d'entre elles aient fonctionné *de facto* en tant qu'établissements privés gardant un visage “socialiste” ». De manière générale, les membres des administrations des unités marchandes furent ceux qui ont pris la tête des nouveaux collectifs autonomes de travail et des coopératives.

Ces individus démarrèrent un processus intensif d'accumulation de capital économique, au sein d'un régime dual d'allocation et de distribution des ressources : par le rationnement, car la pénurie s'était accrue durant les années de réforme, et par le marché.

Il a été dit dans le chapitre IV (*supra*) que l'allocation et la distribution rationnelles des ressources – qui correspondent, en règle générale, à la pénurie – étaient fortement dépendantes du volume du capital social accumulé par les individus.

---

<sup>241</sup> En 1989, plus de 60% des coopératives moldaves, ayant une activité *de facto*, et comptant 83% du volume de biens et de services fournis par ce secteur, exerçaient dans dix villes moldaves (CAZAKOV, 1990, p. 65).

Les réformes économiques de la *perestroïka* engendraient le défi de mettre fin à la pénurie et au rationnement des ressources qui lui étaient associés. Progressivement, l'allocation et la distribution de ressources par le marché devaient prendre le dessus sur le rationnement. Cela aurait dû impliquer une diminution de l'importance du capital social politique dans l'accumulation du capital économique des « intellectuels ». Néanmoins, il n'en allait pas ainsi, pour deux raisons : d'abord, les réformes économiques se sont soldées par un accroissement de la pénurie<sup>242</sup>, phénomène qui maintient l'importance du rationnement ; ensuite, la particularité de la mise en œuvre des réformes de haut en bas, plaça les « intellectuels » des organisations marchandes au croisement de l'allocation et de la distribution rationnelles des ressources avec celles assurées par le marché.

En parallèle, le secteur coopératif et les collectifs autonomes de travail (tant des entreprises industrielles que de l'agriculture) étaient créés et contrôlés essentiellement par les membres des administrations (ou souvent par leurs parents proches). *Ipso facto*, les frontières entre les différentes formes de propriété étaient devenues floues<sup>243</sup>. Le processus de redistribution des ressources prit ainsi une forme hybride amorçant un phénomène d'appropriation intensive des biens de l'État, par les membres des administrations des organisations marchandes – héritiers d'un important volume de capital social politique<sup>244</sup>.

Le processus d'appropriation des biens publics par ces individus fut associé dans l'imaginaire social moldave avec de la rapine et qualifié, par conséquent, de « vol ». Catinca, alors informaticienne dans une entreprise industrielle, « SchotMash », de la ville de Chisinau, s'exprima sans ménagement à ce sujet :

« Tout le monde [allusion faite ici aux membres de l'administration de l'entreprise] a commencé à voler "SchotMash". [...] Les dirigeants savaient tout sur la situation réelle. Ils savaient que tout allait se ruiner. C'est pour cela qu'ils ont été les plus pragmatiques. Tout le

---

<sup>242</sup> La pénurie s'est accentuée durant les années de réforme, principalement en raison de problèmes d'approvisionnement des entreprises en matière première (voir ROIZMAN, 1988).

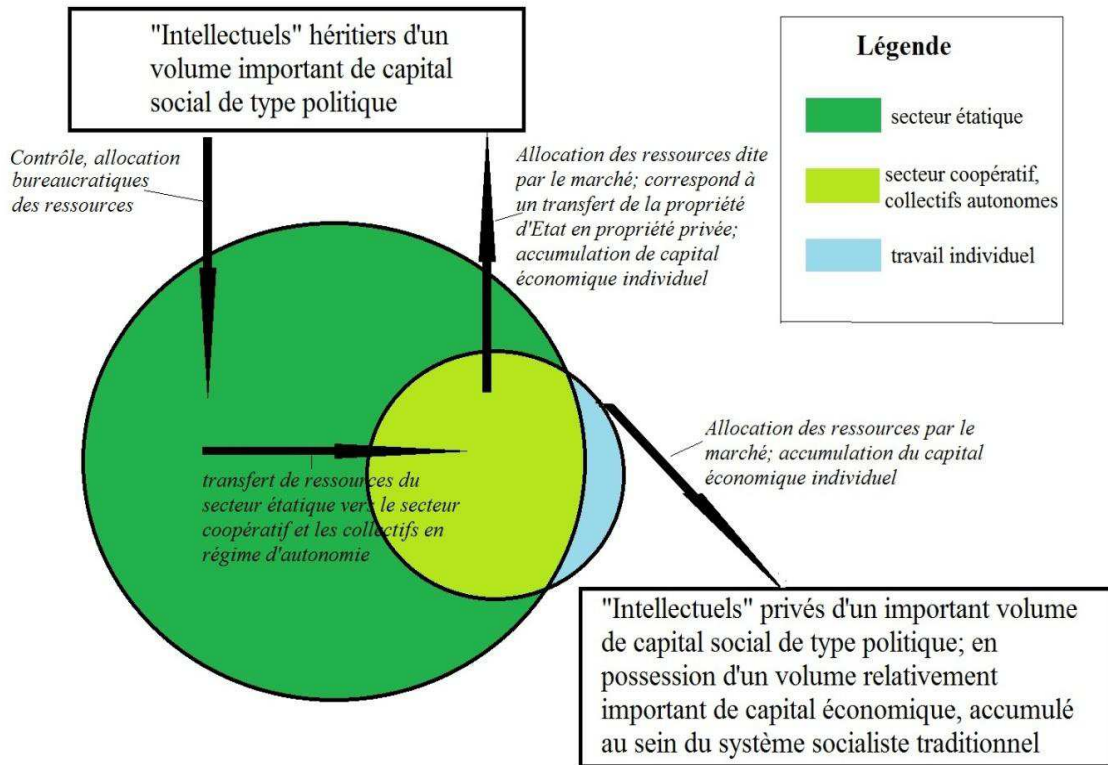
<sup>243</sup> STARK (1999, p. 120) analyse cet aspect en détail pour le cas hongrois. Son analyse porte sur la propriété postsocialiste « recombinate » qui se caractérise par trois types de confusions : confusion entre la propriété privée et la propriété publique, existence des frontières organisationnelles floues et confusion sur la validité des principes légitimant (il s'agit, dans ce dernier cas, du discours des entrepreneurs hongrois justifiant leur participation au programme d'effacement de leur dette par l'État). Il est à noter que, bien que l'analyse de David Stark porte sur la transformation postsocialiste, nous reconnaissons ces principes (notamment les deux premiers) durant la *perestroïka*. La confusion entre les différentes formes de propriété est engendrée par les réformes sur les entreprises industrielles et sur les coopératives ; le flou des frontières organisationnelles apparaît tant au sein des entreprises industrielles, grâce à la création des collectifs autonomes de travail (ceci est également valable pour les fermes collectives), ainsi qu'entre les entreprises industrielles et les coopératives – les dernières étant des organisations satellites des premières.

<sup>244</sup> Une description de ce phénomène, basé sur l'exemple de la Pologne, est fournie par STANISZKIS (1991a), mais aussi MINK et SZUREK (1999, p. 101 sqq.).

monde volait ! Mais nous, nous sommes restés des romantiques, c'est-à-dire des imbéciles ! »  
(Catinca, 51 ans.)

Le changement de paradigme de la *perestroïka*, renforcé par l'adoption des règles formelles appropriées à cette philosophie, bouleversa ainsi les anciennes normes ou règles informelles (voir NORTH, 1990), intériorisées par les individus à l'aide de l'idéologie et de la propagande d'antan. Désormais, en dépit des moyens employés, l'appropriation des biens publics par des individus devint un acte qui tenait du domaine du « pragmatisme », car il permettait d'augmenter le volume de capital économique, devenu un des capitaux dominant dans la société.

**Figure 14 :** Effet du capital social politique hérité sur l'accumulation du capital économique, durant la *perestroïka*



Afin de mieux comprendre le mécanisme par lequel était appropriée *de manière légale* les biens de l'État, regardons le schéma représenté sur la Figure 14, ci-dessus.

Ces « intellectuels » exerçaient un pouvoir décisionnel sur l'allocation et la distribution bureaucratique des ressources étatiques (suivre la flèche qui va de haut en bas, vers l'aire en vert foncé). Étant donné que les nouvelles organisations – activant dans un

régime de coordination par le marché – demeuraient sous le contrôle décisionnel des mêmes personnes responsables de la distribution bureaucratique, cela facilitait le transfert d'une partie des ressources étatiques vers ces organisations (flèche qui va de l'aire en vert foncé vers celle en vert clair). Au sein de ces dernières, la distribution des ressources selon les principes du marché était essentiellement faite au profit des chefs de ces organisations, c'est-à-dire des mêmes personnes responsables de la distribution rationnelle des ressources, qui augmentaient ainsi leur volume de capital économique (flèche montante à partir de l'aire en vert clair). C'est ici précisément que l'on saisit l'importance de l'héritage institutionnel du système socialiste traditionnel, incorporé par les individus, et façonnant leurs manières d'agir.

Nous avons illustré également sur la Figure 14, le travail individuel vers lequel se sont orientés certains individus du groupe des « intellectuels », dont l'accumulation du capital social politique au sein du système traditionnel demeurait faible, mais qui, par les vertus du capital social relationnel et leur accès à la double économie, avaient néanmoins accumulé un volume relativement important de capital économique.

Plusieurs témoignages mettent en avant l'importance de cette dernière espèce de capital, pour une conversion vers l'activité individuelle.

« Non, je n'ai même pas songé à commencer une activité individuelle, car il fallait avoir de quoi faire. Pour fournir des services de taxi, je n'avais pas de voiture ; pour ouvrir un bar, je n'avais pas suffisamment d'argent. » (Alin, 59 ans.)

Cette condition – la possession d'un volume relativement important de capital économique – constitua une des raisons pour lesquelles la conversion des « intellectuels » vers l'activité individuelle demeura très modeste (illustrée par sa petite surface en couleur bleu clair sur la Figure 14). À cela s'ajoute l'héritage idéologique hostile à cet égard.

Dès lors, le capital social politique, accumulé par les employés des unités marchandes au sein du système socialiste traditionnel, favorise l'accès des individus qui en étaient dotés, aux ressources économiques. De même, il subit dans ce contexte une transformation importante en se convertissant dans du capital économique (*infra*, Figure 15).

Suite à ce changement, les avis sur la *perestroïka* seront partagés. Certains la verront en tant que processus d'*évolution*, ce qui veut dire que le présent contribue à la construction du futur, d'autres la verront en tant que processus d'*involution*, c'est-à-dire que le présent signifie la mort du passé (voir STARK, 1998).

Nos témoignages montrent que ce furent notamment les « intellectuels » des organisations marchandes et ceux qui incorporèrent plus vite les nouvelles règles économiques de la *perestroïka*, qui l'interprétèrent comme un processus d'évolution :

« Matériellement et même moralement, j'ai ressenti des changements importants. De nouvelles idées sont arrivées. La mentalité commençait à changer. J'ai pu, grâce au régime de patente, commencer l'activité de taxi et gagner plus d'argent. [...] Cela m'a permis de gagner encore plus et donc plus tard j'ai lancé ma propre entreprise. Autrement dit, la *perestroïka* a signifié un changement positif pour moi. (Valeriu, 49 ans)

Ceux, en revanche, qui relevèrent des organisations non-marchandes et/ou dont la vitesse d'incorporation des nouvelles règles économiques (par exemple, le passage au travail individuel) fut lente, associèrent la *perestroïka* (économique, notamment) à une «*katastroïka* »<sup>245</sup>.

«La situation devenait de plus en plus difficile. Premièrement, la pénurie s'était accrue. Deuxièmement, les prix ont commencé à augmenter. Les salaires ont augmenté aussi, mais ils ne réussissaient pas à rattraper les prix.» (Igor, 62 ans)

---

## VII.2 Les « intellectuels » des organisations non-marchandes : nouveau contenu du capital social politique

Les nouvelles règles institutionnelles de la *perestroïka*, de pair avec les comportements individuels qu'elles façonnèrent, eurent une incidence évidente sur la distinction organisationnelle au sein du système moldave. D'une part, nous avons vu que le champ économique s'autonomise par rapport à celui politique, d'autre part, une distinction de plus en plus visible se creusa entre les organisations marchandes et non marchandes.

Ainsi, les acteurs de la *perestroïka*, des citoyens en prépondérance, se retrouvèrent divisés en deux sous-groupes : ceux des organisations marchandes qui convertirent leur ancien capital social politique en capital économique ; et ceux des organisations non marchandes qui adaptèrent leur ancien capital social politique au nouveau contexte politique de la fin des années 1980. Cette distinction créa l'illusion d'une évolution

---

<sup>245</sup> Jeux de mots : *kata* étant l'abréviation du mot « catastrophe », et *stroïka* signifiant « construction »/« organisation ». Autrement dit, la « *katastroïka* » exprime une « construction/organisation catastrophique ». Formule tirée du titre du livre *Katastroïka*, d'Alexandre Zinoviev, paru en français aux éditions l'Age d'homme, en 1990.



divergente des trajectoires sociales de ces deux sous-groupes d'« intellectuels » (*infra*, Figure 15).

Le capital social politique des « intellectuels » des organisations non-marchandes se transforma dans le sens où il était désormais acquis au sein des nouvelles structures politiques, caractéristiques du mouvement nationaliste. Dans ce cadre, l'importance de l'appartenance au FPM venait remplacer celle que l'on a mise en exergue pour le PC au sein du système socialiste traditionnel. D'ailleurs, ce fut une des stratégies de conversion des « intellectuels » des organisations non marchandes, notamment, d'adhérer à cette nouvelle formation politique.

« [Au début des années 1980] je suis entré dans le Parti [Communiste] pour pouvoir obtenir mon doctorat et avancer sur l'échelle professionnelle. Mais quand le “tremblement” [nationaliste] a commencé, eh bien, je savais qu'il fallait changer de camp. Donc, je suis allé à toutes les manifestations de masse et j'ai adhéré au Front Populaire » (Victor, 55 ans).

Concernant l'appartenance ethnique, bien qu'elle garde son importance dans l'accumulation du capital social politique, elle changea radicalement de tendance. Désormais, l'appartenance ethnique allogène est subordonnée à celle indigène, c'est-à-dire moldave.

« La situation était délicate ! Ni moi, ni mon épouse ne parlions la langue d'État [moldave]. Mon épouse d'ailleurs a été chassée de son lieu de travail, en 1989 » (Igor, 62 ans)

Les personnes d'origine russe se retrouvèrent notamment dans une telle situation. Elles pouvaient être discriminées, voire menacées physiquement.

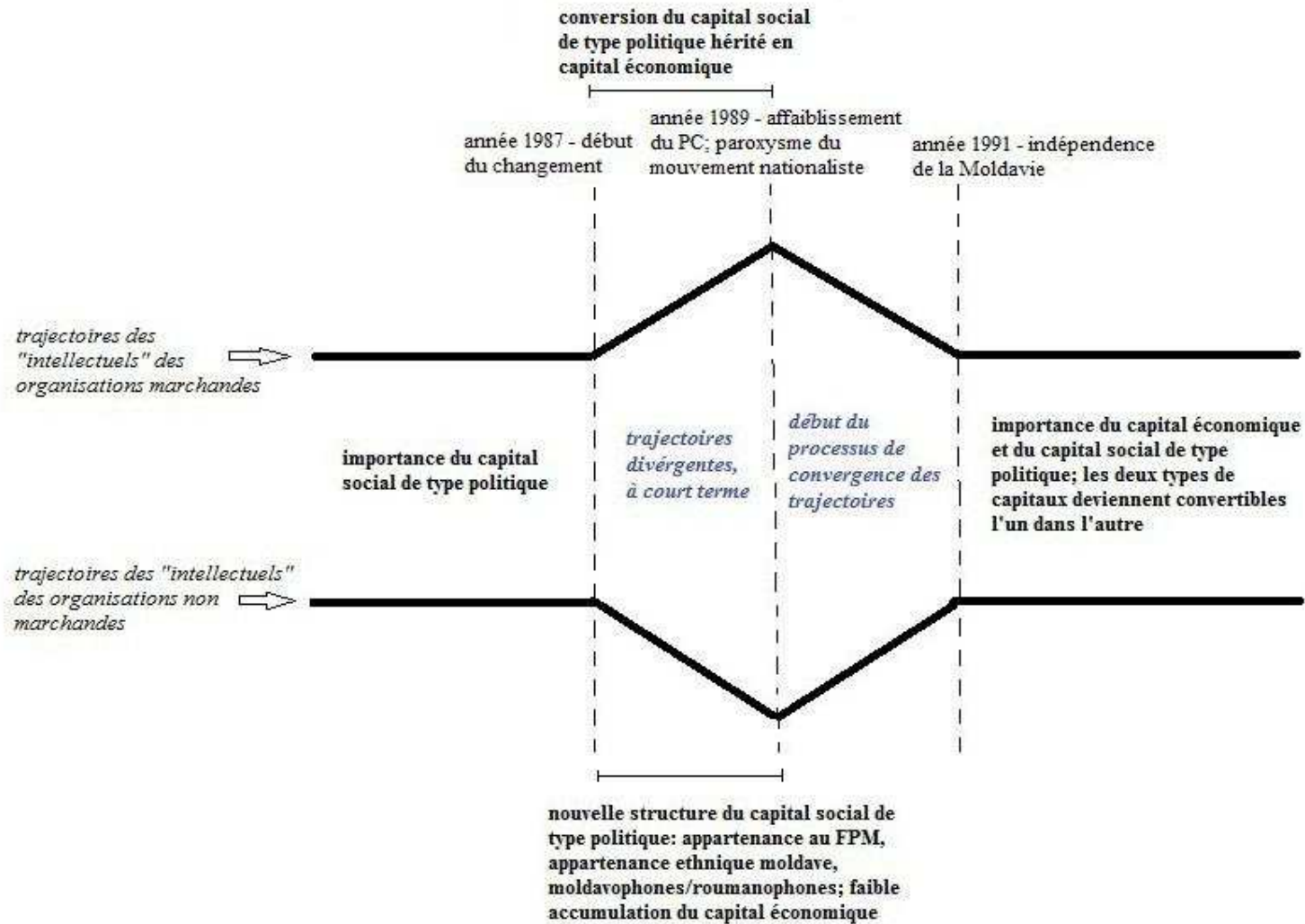
« Une personne m'appelait pendant la nuit et me menaçait. Elle voulait obtenir l'appartement où j'habitais. Elle m'a appelé environs 3 fois pour me demander quand j'allais rentrer en Russie. Elle parlait russe, mais je sais qu'elle était moldave. Je lui ai dit que la Moldavie c'est ma maison, que plus de la moitié de ma vie j'y ai vécu et que j'y resterai pour mourir. J'aime les Moldaves, je n'ai fait de mal à personne, je n'ai rabaissé personne et personne jamais ne m'a fait du mal ici. » (Valentina, 70 ans.)

« Coincées entre le marteau et l'enclume », beaucoup de personnes d'origine russe se sont retrouvées dans l'impossibilité de procéder à une conversion réussie, dans cette période de la *perestroïka*<sup>246</sup>.

---

<sup>246</sup> Il s'agit notamment de ceux des organisations non-marchandes. Ceux des organisations marchandes, comme il a été dit, eurent une conversion économique réussie.

**Figure 15** : Transformation du capital social politique durant la *perestroïka*, selon l'appartenance organisationnelle marchande et non marchande des « intellectuels »



Car, le lendemain de l'adoption de la loi sur la langue moldave, le 31 août 1989, une autre loi fut adoptée, le 1<sup>er</sup> septembre 1989, pour rendre obligatoire l'utilisation de cette langue dans tous les domaines (politique, économique, culturel, etc.) de la vie<sup>247</sup>. Comme la langue administrative de la république pendant la période soviétique était celle russe, il va de soi que ces individus qui ont parlé toute leur vie, au travail comme à la maison, dans les rues comme entre amis, la langue russe ne connaissaient pas le moldave/roumain.

« Je suis restée sans travail parce que la plupart des établissements d'enseignement en langue russe ont été fermés. Et comme je ne connaissais pas la langue moldave je ne pouvais pas trouver un autre emploi. » (Inga, 53 ans)

Il convient de noter que ces changements subis par le capital social politique durant la *perestroïka* ne furent pas opérés de manière immédiate. Au contraire, ce fut un changement graduel au sein duquel les anciennes structures sociales cohabitaient avec les nouvelles.

Mais, on remarque dans ce contexte l'existence d'un facteur déterminant dans les stratégies des acteurs sociaux. L'adhésion au mouvement nationaliste moldave supposait posséder un certain type de capital culturel. Ce dernier reposait sur la connaissance et la promotion d'une version particulière de l'histoire moldave<sup>248</sup>, de la langue moldave/roumaine, etc., et était convertible dans du capital social qui allait procurer, par la suite, du pouvoir politique.

Le capital social politique entretenait des relations d'interdépendance avec le capital social relationnel. Dans cette deuxième partie de notre thèse, nous avons intentionnellement réduit la discussion à la seule importance et transformation du capital social politique, tout

---

<sup>247</sup> Cette loi garantissait également, l'organisation des cours gratuits pour toute personne intéressée. De même, l'article 3 de la loi en question, conservait l'usage de la langue russe en tant que langue de communication interethnique sur le territoire de la Moldavie. Notons que ceci fut une idée formulée par Gorbatchev lui-même, et elle fit partie du consensus des autorités moldaves, qui autorisèrent l'adoption de la loi sur la langue moldave.

En Gagaouzie, furent déclarées trois langues officielles : le gagaouze, le moldave et le russe. Voir pour plus de détails, MACRIS (2000 et 2008).

<sup>248</sup> Nous disons « version particulière » de l'histoire pour les raisons suivantes. Durant la période soviétique, l'affirmation selon laquelle la Bessarabie a été cédée à l'URSS, en 1940, sous menace d'un conflit militaire de la part de cette dernière, a fait la quasi-unanimité. Plus tard, dans le post-socialisme, certains historiens moldaves, parmi lesquels PETRENCU (2006), ont remis en cause cette thèse. Au demeurant, Petrencu affirme que la Roumanie était très peu préoccupée par la Bessarabie et elle a toujours été prête à la céder, en vue de garder la Transylvanie – région à l'ouest de la Roumanie, comprenant une forte minorité hongroise, et menacée ainsi par la Hongrie. A l'époque de la *perestroïka* une pareille version de l'histoire était inconcevable, en Moldavie ; la question historique de la Bessarabie était traitée plutôt de manière romantique : tant la Roumanie – qui « s'est retrouvée arrachée d'une partie de son corps », comme l'on dit souvent à Chisinau –, que la Bessarabie – qui fut « volée, tel un enfant enlevé et éloigné de sa mère » auraient été des « victimes » des Russes.

en passant sous silence le débat sur le capital social relationnel, pour deux raisons : premièrement, parce que les acteurs de la *perestroïka* furent ceux dotés d'un important volume de capital social politique et deuxièmement parce que l'importance du capital social relationnel resta essentiellement la même qu'au sein du système socialiste traditionnel, du fait du maintien du rationnement. Toutefois, le capital social relationnel connaît lui aussi des changements. Mais ce changement est le plus perceptible là où l'on recense l'importance du capital social politique. De nouveaux contacts personnels furent tissés lors des manifestations collectives et il joua un rôle tout aussi important dans ce nouveau contexte de changement.

« J'ai connu beaucoup de monde lors des émeutes dans les rues. [...] Lidia Istrati<sup>249</sup> et Ala Mindicanu<sup>250</sup>, je les ai connues sur la place de la Grande Assemblée Nationale<sup>251</sup>, en 1989. [...] Nous sommes devenues tellement proches qu'en 1993, Lidia Istrati m'a proposé de prendre la tête de la *Ligue chrétienne démocratique des femmes*. Finalement, je ne l'ai pas accepté. Mais, j'ai eu de la chance de travailler avec cette femme. Elle m'a beaucoup soutenue et promue. C'est grâce à elle que je suis devenue députée dans le Parlement, en 1998. » (Catinca, 51 ans)

Les réseaux tissés au cours de la *perestroïka* par ces individus allaient devenir dans le post-socialisme moldave la clé de l'ajustement des trajectoires de ces « intellectuels ». La transformation du capital social politique entraîna une recomposition des réseaux sociaux et, par conséquent, du capital social relationnel. Mais, ils deviendront globaux avec les transformations postsocialistes et auront des répercussions sur l'ensemble du groupe des « intellectuels » qui verront leur domination sociale d'antan brisée.

---

<sup>249</sup> Une des figures les plus actives du mouvement nationaliste moldave, fondatrice de la *Ligue chrétienne-démocratique des femmes* – parti politique, créé en 1990 et qui accéda la même année au Parlement moldave. Elle fut à la tête de ce parti, et par ce biais, député dans le parlement jusqu'en 1997, année de son décès.

<sup>250</sup> Membre de la *Ligue* et professeur à l'Université d'État de Moldavie.

<sup>251</sup> Place au centre de Chisinau, en face du gouvernement Moldave (ancien bâtiment du CC du PCRSSM) où en 1989 se sont tenues les manifestations nationalistes. Elle tire son actuel nom de *Place de la Grande Assemblée Nationale* de la manifestation qui a eu lieu le 27 août 1989, ressemblant plus de 500 000 personnes.



## **Troisième Partie**

# **Le déclin transformationnel des années 1990 : « Intellectuels » en crise de légitimité et métamorphose du capital social**



## Chapitre VIII

### L'économie mixte de transition moldave

Le post-socialisme moldave commence en 1990 et non pas en 1991 – moment de l'implosion *de facto* de l'URSS<sup>252</sup>. Trois événements essentiels provoquent le début d'une transformation systémique en Moldavie : les élections de mars 1990 soldées avec la chute du PC – pilier politique du système socialiste ; l'obtention, le 23 juin 1990, de la souveraineté économique, culturelle et politique ; la sécession de la Transnistrie, le 2 septembre 1990, qui s'est traduite par l'amputation d'une partie de l'économie moldave.

Dès l'année 1990, un ample processus de transformation systémique est entamé. Dans une première phase, il s'est caractérisé par la mise en place d'un *système économique mixte*. Le « système mixte », comme l'adjectif dans ce syntagme l'indique, suppose un mélange des formes institutionnelles caractéristiques des deux grandes familles systémiques que l'on a opposé tout au long du XXe siècle, en l'occurrence le capitalisme et le socialisme. Selon KORNAÏ (1999, p. 331), il existe au cours de la transition du socialisme vers le capitalisme (voir une définition à la page suivante) et *vice versa*, un système mixte constitué d'éléments des deux systèmes (socialiste et capitaliste). La transition est achevée lorsque les composantes de l'ancien système disparaissent. La même idée a été développée par David STARK (1998 et 1999). Il a mis l'accent sur une *recombinaison* des formes institutionnelles postsocialistes, constituées suite au « désassemblage » et au « réassemblage » des fragments institutionnels hérités du passé avec les nouveaux. David Stark, appuie son analyse sur

---

<sup>252</sup> Le 12 juin 1991, Boris Eltsine fut élu président de la Russie. Comme le note CARRERE d'ENCAUSSE (2010, p. 16), cet acte signifia la naissance de la Russie en tant qu'État à part entière. Michail Gorbatchev s'opposant vivement à cette élection qui menaçait l'URSS tenta de faire signer un « traité sur l'Union », le 20 août 1991. Mais, plusieurs républiques, parmi lesquelles la Moldavie, s'y sont opposées. De même, un jour avant la prévue signature du traité, le 19 août, un coup d'État fut organisé à Moscou par un groupe de communistes conservateurs. Boris Eltsine joua un rôle important dans l'étouffement du putsch, qui dura 3 jours, s'emparant ainsi du pouvoir. Au lendemain du putsch l'État Soviétique était démunie de toute légitimité, la plupart des républiques ayant déjà déclaré leur indépendance. L'URSS cesse d'exister officiellement, le 8 décembre 1991, après la signature de l'acte de l'abolition de l'URSS par Boris Eltsine – président de la Russie –, par Leonid Kravtchouk – président de l'Ukraine –, et par Stanislav Chouchkevitch – président de la Biélorussie.



l'hypothèse de la *path dependency* ou « dépendance du sentier » : dans leurs choix de la direction du changement, les acteurs sociaux sont contraints par les ressources institutionnelles existantes, c'est-à-dire héritées du passé ; les contraintes institutionnelles vont dans deux sens : dans le sens positif, facilitant le choix des stratégies d'action, et dans le sens négatif, limitant le champ d'action (STARK, 1998, p. 83).

La mise en place d'un système mixte n'a pas été un objectif des réformateurs postsocialistes. Au contraire, leur ambition a été de mettre en place une « économie de marché », c'est-à-dire que le mécanisme de coordination de l'économie est quasi exclusivement celui du marché. Or, comme Bernard CHAVANCE (1994, p. 199) le note, « l'une des ironies, dont l'Histoire est coutumière, veut toutefois que la caractéristique majeure, et certainement durable, des pays d'Europe de l'Est soit aujourd'hui celle d'une économie mixte d'un genre historique original, que l'on pourrait qualifier d'« économie mixte de transition postsocialiste » ».

En adoptant cette perspective et avant de démêler les modifications de la structure sociale et par conséquent du groupe des « intellectuels », nous nous proposons, dans cette dernière partie de notre thèse, d'analyser la transformation postsocialiste moldave, tout en mettant en relief les particularités nationales du modèle de capitalisme qui y est obtenu. Nous adoptons ici la définition du *capitalisme* donnée par Bernard CHAVANCE (1999). Les deux types de système que nous opposons couramment et que le XXe siècle a connus – le capitalisme et le socialisme – l'auteur cité les identifie en tant qu'*espèces systémiques* (voir aussi KORNAÏ, 1996) appartenant au *même genre*. Le *genre* est défini par les caractéristiques communes de ces espèces et notamment par leur caractère monétaire et salarial : systèmes monétaires-salariaux (CHAVANCE, 1999, p. 296). En définissant ainsi le socialisme, l'auteur arrive à une conclusion intéressante : le socialisme – qui fait usage de la monnaie et du salaire, le salaire impliquant tant la monnaie, que la subordination des salariés aux gestionnaires des moyens de production – trouve ses origines dans un *proto-capitalisme* ou *capitalisme périphérique* (CHAVANCE, 1999, p. 300). La distinction entre le capitalisme et le socialisme, ou entre le capitalisme et le capitalisme périphérique, repose alors sur une base non économique (juridique et politique, donc institutionnelle) différente.

L'analyse du capitalisme postsocialiste moldave s'avère importante pour la compréhension des modifications que la structure sociale subit. Un nouvel État, un nouveau régime salarial, un nouveau rapport au patrimoine, une restructuration des espaces socio-

géographiques, une ouverture/dépendance extérieure sans précédent, de nouveaux piliers axiologiques, ce sont autant de facteurs qui ont réarrangé la société moldave postsocialiste.

En son sein, que deviennent les « intellectuels » – ce groupe institutionnalisé au sein du système socialiste, possesseurs d'un important capital symbolique ? Une fois démantelées les institutions (l'idéologie, en particulier) l'ayant construit, que deviennent ses membres qui ont assimilé et incorporé ces institutions ? Nous arrivons ici aux origines de l'idée fondatrice du présent sujet de recherche.

Comme nous le verrons au cours de cette III<sup>e</sup> et dernière partie de notre thèse, le bouleversement systémique postsocialiste a impliqué un changement axiologique important et ainsi il a transformé le contenu du capital symbolique d'antan de ces « intellectuels ». Dès lors, un conflit émergea au sein du groupe des « intellectuels ». Nous l'analyserons en ce qui suit. Mais pour cela, il convient de voir quelles ont été les caractéristiques de la transformation systémique postsocialiste moldave ; quels résultats a obtenus la Moldavie à la suite de cette mutation ; et comment s'inscrivent les membres du groupe analysé au sein des nouvelles configurations sociétales.

Nous allons commencer par l'analyse des principaux changements politiques et économiques du début des années 1990. Le processus d'infléchissement a été sinueux : la Moldavie est passée, au début des années 1990, à une étape de développement caractérisée par 3 phénomènes inédits :

- 1) Le séparatisme<sup>253</sup> de la Transnistrie, qui, à court terme, s'est traduit par une « amputation économique » et, à long terme, s'est traduit par une forte dépendance externe (de la Russie, en particulier) ;
- 2) La construction d'un État de droit, reconnu au niveau international ;

---

<sup>253</sup> La Gagouzie – territoire au sud de la Moldavie, peuplé par une minorité turcophone – obtient, elle aussi, en 1994, le statut d'autonomie dans le cadre de la République de Moldavie. Dans ce sens, une loi sur le statut juridique de la *Gagauz-Yeri* (du turc, « terre » ou « pays » des Gagaouzes) a été adoptée, le 23 décembre 1994. En conformité avec celle-ci, la Gagouzie fait partie de la République de Moldavie. Etant autonome, elle a le droit de créer ses propres lois, encadrées par la constitution et les lois moldaves. Elle a le droit à sa propre symbolique, mais elle a aussi l'obligation d'utiliser celle moldave, en parallèle. Le président de la Gagouzie (appelé *baskan*) a le statut de vice-premier ministre de la Moldavie. Sa capitale est située dans la ville de Comrat. Elle est peuplée, à hauteur de 78 % (soit, plus de 120 000 personnes), par des gagaouzes.

Nous n'allons pas développer la problématique gagaouze, ici, non parce qu'elle manque d'importance, mais parce que l'impact de l'autonomie gagaouze sur les évolutions postsocialistes moldaves ont été moins contraignants que le séparatisme transnistrien. La problématique de la Gagouzie trouva une solution de compromis, après la visite en Moldavie, le 17 juin 1992, du président turc, Suleyman Demirel. Pour des analyses sur la question gagaouze, voir MACRIS (2000 et 2008). Chez cet auteur – spécialiste de l'espace gagaouze –, notre lecteur trouvera une importante bibliographie à ce sujet.

3) L'hégémonie (du moins, en termes de discours politique) du néo-libéralisme économique.

Bien que nous traitions séparément les dimensions évoquées, il est important de noter qu'elles sont interdépendantes et concomitantes, raisons pour lesquelles la transformation systémique postsocialiste moldave sera complexe. Prenons-les successivement.

---

### **VIII.1 Le divorce avec la Transnistrie : les conséquences économiques et politiques**

Le 2 septembre 1990, la région de la rive gauche du Dniestr – la Transnistrie – fit sécession. Régie par Igor Smirnov<sup>254</sup>, surnommé « le sheriff de Tiraspol », la « République Socialiste Soviétique Moldave du Dniestr »<sup>255</sup> fut proclamée<sup>256</sup>, avec sa capitale à Tiraspol. En décembre 1990, des épisodes violents ont pu être localisés autour de la ville de Dubasari (GORELOVA et SALARI, 2009, p. 7). Les évolutions ultérieures menèrent la République de Moldavie à déclarer un « état d'urgence », le 28 mars 1992, menaçant les autorités séparatistes d'une intervention militaire. En résultat, un conflit<sup>257</sup> armé s'est déclenché entre la Moldavie et la Transnistrie – cette dernière bénéficiant du soutien armé et financier de Moscou (POPESCU, 2007) –, conflit qui a connu des tensions paroxystiques entre mars et août 1992.

---

<sup>254</sup> Il est ukrainien d'origine. En 1987, il arriva d'Ukraine à Tiraspol – actuelle capitale de la Transnistrie – afin de diriger l'entreprise « Electromash ». Durant le mouvement nationaliste, il prit la tête du mouvement d'opposition dans l'industrie, en l'occurrence *le Conseil Uni des Collectifs de Travail*. Cette organisation prépara, pour janvier 1990, un référendum sur l'autonomie de la Transnistrie. Les résultats du plébiscite furent concluants : 96 % de la population de Transnistrie se sont prononcés pour l'autonomie. Lors de la proclamation de l'indépendance de la Transnistrie, en septembre 1990, Igor Smirnov fut porté à la tête du Soviet Suprême de Transnistrie. En 1991 il devient son président élu. Les élections présidentielles de Transnistrie de 1996, de 2001 et de 2006, pérennisent son mandat présidentiel, jusqu'en décembre 2011, où il perd les élections face à Evgheni Sevciuc.

<sup>255</sup> On rencontrera couramment la dénomination de « Transnistrie », mais aussi celle de « République Moldave du Dniestr » (en roumain, *Republica Moldoveneasca Nistreana*).

<sup>256</sup> Sur l'autoproclamation de l'indépendance de la Transnistrie, voir HIGHTOWER II (2010).

<sup>257</sup> Dans l'ex-espace soviétique, ultérieurement dans la CEI, des conflits similaires existent en Crimée (Ukraine), en Abkhazie et en Ossétie (Géorgie), au Nagorny Karabakh (Azerbaïdjan).

## Encadré 8: Remarques sur l'« Union » manquée entre la Roumanie et la République de Moldavie

A la fin de la *perestroïka*, en avril 1990, le Front Populaire Moldave (FPM) remporte les élections parlementaires. Il arrive en tête avec un programme qui prévoit la réunification « à l'allemande » (LE MONDE, le 20 décembre 1991) de la Moldavie avec la Roumanie. En juin 1990, la Moldavie se prononça pour sa souveraineté, et elle accéda à l'indépendance un an plus tard, en 1991, au milieu de la crise née de la tentative de coup d'Etat à Moscou.

La Roumanie fut la première à reconnaître cette indépendance, le 27 août 1991. A ce propos, le président moldave, Mircea Snegur (voir Annexe 6), déclara : « Ce serait une immense douleur pour nous si la Roumanie n'était pas le premier pays à nous reconnaître » (LE FIGARO, le 27 août 1991). Le détachement de la tutelle de Moscou fut perçu comme un premier pas vers l'unification avec la Roumanie. Selon la formule « d'abord l'indépendance, puis l'unification », les élites politiques des deux côtés tentèrent de reproduire un scénario déjà vu lors de l'unification de 1918. Mais, si la forme fut la même, le fond de la problématique fut différent.

La forme laissait croire que tous les ingrédients nécessaires à l'unification étaient réunis, car la Moldavie adopta, en 1989, l'alphabet latin et la langue « moldave » comme langue officielle ainsi que l'hymne national roumain – *Desteapta-te, Romane !* (Éveille-toi, Roumain !). Le drapeau choisi fut celui de la Roumanie. Le FPM proposa de désigner le Parlement sous le nom de *Sfatul Tarii* (Le Conseil du Pays), nom qu'il a eu en 1918.

Quant au fond, il était différent tant du point de vue géopolitique que du point de vue social et économique. Tout d'abord, le contexte politique roumain ne favorisait pas l'union. En effet, la Roumanie s'est vite retrouvée isolée sur le plan international, et ébranlée par les crises successives qui ont marqué les premières années de la transition postcommuniste. Ensuite, le projet fut compromis par la politique étrangère de la Roumanie à l'égard de la Russie. Le président roumain, Ion Iliescu, ne voulait pas menacer une amitié affichée avec Moscou. Il déclara que la Roumanie était « liée [à l'URSS] par des traités, et l'unification pouvait être envisagée seulement dans l'hypothèse de l'éclatement de l'URSS » (LE MONDE, le 24 août 1991). Enfin, à la même époque, la Roumanie était préoccupée par son redressement économique ainsi que par les problèmes liés aux minorités nationales hongroise et rom.

En ce qui concerne la Moldavie, elle devait faire face à la crise du séparatisme politique de Transnistrie et aux revendications des minorités Gagaouzes. En octobre 1990, la Roumanie réagit à ces événements en se déclarant solidaire de la population moldave. Par sa rhétorique, le Parlement roumain laissait entendre que la Roumanie comprenait les aspirations d'intégrité territoriale de la Moldavie ainsi que le désir de se développer en conformité avec sa « propre vision et conscience ». De même, selon certaines interprétations, les autorités moldaves firent preuve d'opportunisme politique en maquillant le projet d'unification et ainsi en dissimulant leur désir d'« être maîtres chez soi » (PARMENTIER, 2003). La presse locale et la presse internationale ont révélé ce phénomène des élites moldaves « néo-communistes » (LE MONDE, le 28 novembre 1991). Dans ce contexte, Mircea Snegur, changea vite de rhétorique, « alliant le réalisme paysan à l'opportunité politique » (LE MONDE, le 11 décembre 1991) pour parler de « maison commune européenne [de la Roumanie et de la Moldavie] ». Le ministre moldave de la Culture, Ion Ungureanu, émit lui aussi l'idée d'une « confédération culturelle » entre la Roumanie et la Moldavie, et c'est dans un pareil contexte que le développement ultérieur des relations culturelles fut envisagé. Le référendum consultatif du 6 mars 1994 de Moldavie, portant sur l'unification avec la Roumanie, afficha des résultats décourageants : 95% de la population se prononcent pour que « la Moldavie se développe en tant qu'Etat indépendant et unitaire, à l'intérieur de ses frontières reconnues le jour de la proclamation de sa souveraineté (le 23 juin 1990), pour qu'elle mène une politique de neutralité, pour qu'elle maintienne des relations économiques réciproquement avantageuses avec tous les pays du monde et pour qu'elle garantisse des droits égaux à tous ses citoyens en conformité avec les normes du droit international ». La manière dont ce référendum avait été organisé, et la seule question formulée, limitait le choix à la réponse « oui », car le « non » laissait entendre un rejet de toutes les idées et valeurs démocratiques.

De cette manière, l'enthousiasme de l'unification fut brisé. Les relations bilatérales roumaines-moldaves des années 1990 – dont les débuts remontent au 6 mai 1990, date qui marque l'organisation du premier « Pont des Fleurs » sur le Prut – seront tantôt froides, tantôt chaleureuses, et seront caractérisées par un manque de synchronisation entre les déclarations des acteurs politiques et leurs actions.

Sur la problématique de l'unification moldo-roumaine, envisagée au début des années 1990, ainsi que sur l'évolution des relations moldaves-roumaines, voir CHIRTOACA (2002), DEMIAN (2004), AGRIGOROAIEI (2007), TOMESCU-HATTO (2007).

<sup>258</sup> Lors du Sommet de l'OSCE (voir OSCE, 1999), qui s'est tenu en 1999 à Istanbul (Turquie), la Russie s'est engagée de retirer ses forces armées et le matériel militaire de Transnistrie, jusqu'en 2001. Ce fut un engagement qu'elle n'a pas rempli jusqu'à présent.

L'argument invoqué par les autorités de la région séparatiste, en vue de cette autoproclamation d'indépendance<sup>259</sup>, a été celui d'une oppression des minorités russophones<sup>260</sup>, dans le contexte du mouvement nationaliste pan-roumain qui, selon les autorités moldaves de l'époque, devait déboucher sur l'unification de la Moldavie avec la Roumanie (voir Encadré 8, ci-dessus). Or, cet argument a été jugé fragile, même par les observateurs russes dans la région. LE COURRIER INTERNATIONAL (le 17-23 octobre 1991) rapporte, au sujet de la question séparatiste, les témoignages de plusieurs membres d'une commission parlementaire russe, en mission en Moldavie. On peut y lire que :

« [Les] conclusions officielles [de cette mission] n'ont pas encore été publiées, mais Sergueï Krassavtchenko, qui la dirigeait, a déclaré ne pas avoir relevé un seul cas de discrimination de la population russophone. Selon lui, les seuls exclus seront les Moldaves et tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la majorité. Nikolaï Medvedev, membre de la commission, déclare pour sa part que le conflit n'avait pas une origine ethnique, mais idéologique, car '*la République du Dniestr a été créée par l'appareil du parti afin de conserver un pouvoir qui lui filait entre les doigts*'. »<sup>261</sup>

Dans la littérature, on rencontre deux approches concernant les origines du conflit de Transnistrie (SEREBRIAN, 2004, p. 136) :

- *L'approche politique* considère que les origines du conflit se retrouvent dans la confrontation idéologique entre deux parties, en l'occurrence communistes *versus* non-communistes ou démocrates ;
- *L'approche interethnique* considère que le conflit émerge sur fond de mouvement nationaliste moldave qui débouche sur un débat public autour de la possibilité d'unification de la Moldavie avec la Roumanie. Étant donnée la perspective de l'unification, il résulterait une oppression de la population russophone (en général, d'ethnies non moldaves) par celle majoritaire moldave et/ou roumaine.

Serebrian considère que les deux approches citées sont erronées. Il met l'accent sur

---

<sup>259</sup> Seules l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud – régions séparatistes géorgiennes, dont l'indépendance, parmi les États membres de l'ONU, fut reconnue par la Russie et le Nicaragua – ont reconnu l'indépendance de la Transnistrie, et *vice versa*. Le 2 septembre 1992, lors de la manifestation dédiée au premier anniversaire de la Transnistrie, Grigore Maracuta – député dans le Soviet Suprême de Transnistrie – demanda indirectement à la Moldavie de reconnaître l'indépendance de la Transnistrie : il déclara que la Transnistrie était prête à reconnaître l'indépendance de la République de Moldavie à condition que celle-ci en fasse autant (MOLDOVA SUVERANA, le 4 septembre 1991).

<sup>260</sup> Voir un aperçu sur le comportement des dirigeants politiques de Transnistrie de l'époque dans RADIO FREE EUROPE (le 15 avril 2011). Dans le même sens, on notera les affirmations de Aleksandr Lebed' – général dans la XIV<sup>e</sup> armée russe, commandant en Transnistrie – de la nécessité de protéger la population russe de cette région contre un « génocide » du gouvernement moldave (KING, 2005, p. 183)

<sup>261</sup> Italiques par nous-mêmes.

une origine différente du conflit et notamment sur *sa nature géopolitique*. Les interprétations à ce sujet ne manquent pas de diverger<sup>262</sup>.

Dans ce sens, deux thèses majeures sont rencontrées : la première renvoie à l'idée d'une présence militaire dans le voisinage des Balkans en vue d'exercer une pression dans la région; la deuxième renvoie vers une éventuelle tactique de l'« anaconda » envers l'Ukraine – c'est-à-dire, entourer l'Ukraine des bases militaires (comme celle de Crimée), afin de pouvoir, tel le grand boa, immobiliser sa proie à tout moment. En termes géopolitiques, la tactique de l'« anaconda » se traduit par un contrôle quasi-total d'un territoire et/ou d'un pays, car il est entouré de pièges.

Partant du constat sur l'intérêt géopolitique *historique* de la Russie dans la région, SEREBRIAN (2004, p. 138) souligne un déplacement de l'épicentre de cet intérêt vers la République de Moldavie :

« En réalité, la valeur géopolitique initiale [c'est-à-dire, lors du déclenchement du conflit, à l'aube des années 1990] de la Transnistrie fut jusqu'à récemment autre : celle d'instrument de contrôle et de subordination de la République de Moldavie. [...] Dans les conditions ou les relations de la Russie avec l'Union européenne et avec les États-Unis restent encore ambiguës et difficiles à anticiper, Moscou veut renforcer son contrôle dans la zone Ouest de la CEI, zone d'où fait aussi partie la République de Moldavie ».

Ailleurs, le même auteur évoque la contribution de l'Ukraine au maintien du conflit de Transnistrie : « Aussi longtemps que Chisinau sera préoccupé par le problème du différend transnistrien, ses prétentions sur les territoires du Nord et du Sud bessarabiens [ukrainiennes depuis 1940, voir *supra* Chapitre I] ne seront que “platoniques” » (SEREBRIAN, 2006, p. 194).

Nous ne nous attarderons pas sur cet aspect géopolitique aussi intéressant que complexe. Il faut retenir, pour la suite du présent travail, que le conflit de Transnistrie créa des *conséquences durables* qui structureront, à plusieurs endroits, les évolutions ultérieures du jeune État moldave. Commençons par voir quelles ont été les conséquences immédiates de ce divorce de la Transnistrie avec la République de Moldavie.

---

<sup>262</sup> Notre lecteur trouvera des analyses dans WILLIAMS (1999), NANTOI *et alii* (2001), KOLSTØ (2004), SEREBRIAN (2004 et 2006), KING (1993 et 2005), GORELOVA et SALARI (2009), CAZACU et TRIFON (2010).

*a) Les conséquences à court terme : les pertes humaines et l'« amputation économique »*

Rappelons les principales caractéristiques démographiques de la Transnistrie :

**Tableau 21:** La composition ethnique de la Transnistrie, en 1992, %

	Moldaves	Ukrainiens	Russes	Gagaouzes	Autres	Total
<i>Ensemble du territoire de la Transnistrie</i>	40,0	28,0	25,5	0,5	6,0	100
Ville de Tiraspol	17,7	32,2	41,3	1,1	7,7	100
Ville de Dubasari	43,4	30,1	22,8	0,3	3,4	100
Ville de Rîbnita	24,8	44,6	24,3	0,3	6,0	100

**Source :** LES NOUVELLES DE MOSCOU, le 9 juin 1992

Comme il est indiqué dans le Tableau 21, la population de la Transnistrie est assez diversifiée, ethniquement parlant. Les Moldaves constituent 2/5 du total de sa population. En revanche, les principales villes de Transnistrie – Tiraspol (on y compte celle de Bender, qui est à côté) et Rabnita – sont majoritairement peuplées par des Russes et des Ukrainiens : ils constituent environ 2/3 de la population des villes mentionnées. Étant donné le poids politique et économique important des villes – trait caractéristique de la Moldavie soviétique, comme il a été déjà dit –, la structure ethnique des villes de Transnistrie joua un rôle essentiel dans le mouvement séparatiste, à la charnière des années 1980-1990. En dehors de l'importance économique et politique décisive de ces villes, leurs populations cumulées constituent près de la moitié (49,2 %) de la population de Transnistrie.

Le conflit armé de 1992 se répercuta, en premier lieu, sur la population de cette région. Au cours de cinq mois d'affrontements, plusieurs milliers<sup>263</sup> de militaires et civils sont décédés, et environ 3500 personnes ont été blessées. Durant la période du conflit, environ 70000 personnes se sont réfugiées dans d'autres républiques ex-soviétiques ; la majorité partant pour l'Ukraine (61000 personnes), mais aussi pour la Russie (plus de 10000 personnes). Sur la rive droite du Dniestr, c'est-à-dire en République de Moldavie, se sont réfugiées quelque 50000 personnes (chiffres tirés de GORELOVA et SALARI, 2009, p. 8 sqq.).

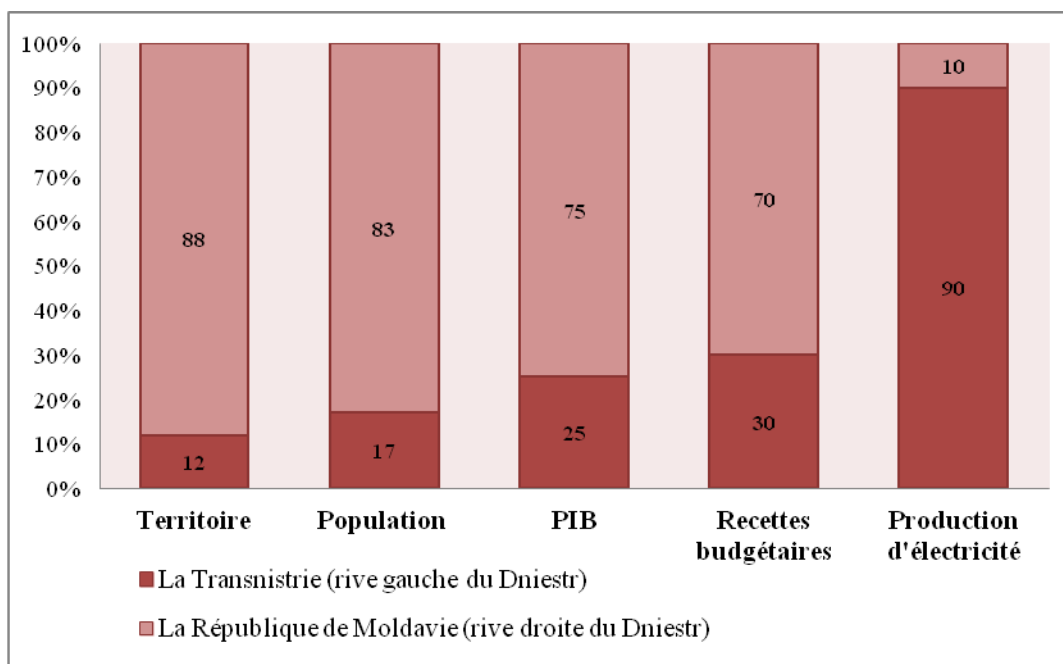
Du point de vue économique, le séparatisme de la Transnistrie a représenté une

---

<sup>263</sup> Les données sur les pertes humaines dans cette courte mais violente guerre, divergent selon les sources. WILLIAMS (1999) chiffre le nombre de morts jusqu'à 5000 personnes, POPESCU (2007) parle de 1500 personnes décédées, GORELOVA et SALARI (2009 p. 8), CAZACU et TRIFON (2010, p. 355), avancent un chiffre qui fluctue entre 1000 et 1200 personnes.

épreuve difficile pour la Moldavie. Durant l'époque soviétique, la région située sur la rive gauche du Dniestr a connu un degré relativement plus élevé d'industrialisation que le reste du territoire moldave, et sa sécession a signifié une amputation économique pour la Moldavie.

**Figure 16:** Certains indicateurs sur l'importance territoriale, démographique et économique de la Transnistrie en République de Moldavie, 1990, en %



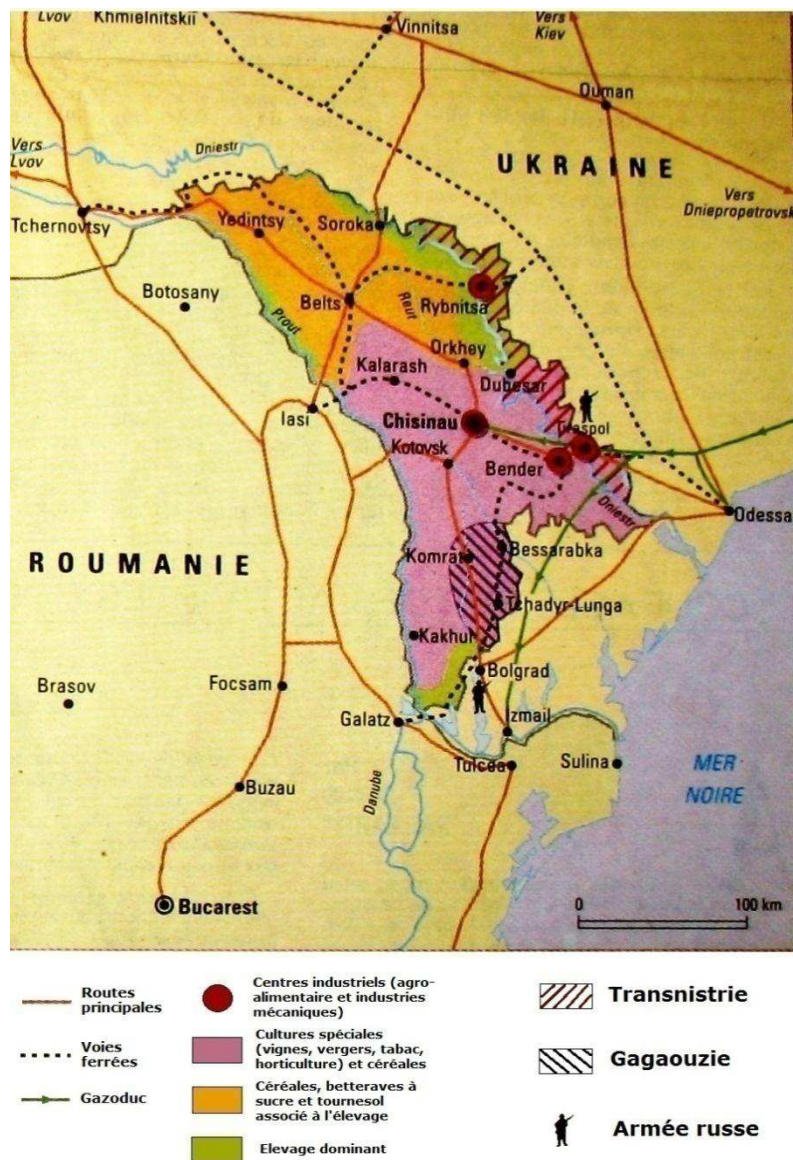
Source : Chiffres tirés de GUTU (1998, p. 403)

On peut observer (Figure 16) que, malgré son poids territorial (un peu plus d'un dixième du total) et démographique (moins d'un cinquième du total) faible, la Transnistrie représentait un potentiel économique important pour la République de Moldavie. Près de 80 % de sa population était employée dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment et du secteur des services (O'LOUGHLIN *et alii*, 1998, p. 342). Seuls quelque 20 % de sa population était occupée dans l'agriculture. En 1990, son poids dans le PIB moldave s'élevait à près d'un quart et elle formait environ un tiers des recettes budgétaires<sup>264</sup>.

<sup>264</sup> Les contributions les plus importantes revenaient aux trois principales villes de Transnistrie, en l'occurrence, à la ville de Bender, à celle de Tiraspol et à celle de Rîbnita. Leur poids dans le total des recettes transnistriennes dans le budget moldave, s'élevait à 90% (GUTU, 1998, p. 404).



Figure 17: Réseaux de communication en Moldavie et en Transnistrie, 1993



Source : LE MONDE DIPLOMATIQUE (janvier 1993)

La production d'électricité était concentrée, en 1990, quasi intégralement<sup>265</sup> sur son territoire, créant ainsi une dépendance énergétique de la Moldavie envers la région de Transnistrie. Vers le début des années 2000, la Moldavie produisait environ un tiers de la quantité d'électricité nécessaire pour sa consommation (1100 MW). Ainsi, à cette date, son

<sup>265</sup> De même, certaines branches industrielles, notamment de l'industrie lourde, étaient entièrement concentrées ici. La production d'acier, de machines électriques, d'outillages auto, d'outillages pour la fabrication des matériaux du bâtiment était toute concentrée, en 1990, dans cette région de la rive gauche de Dniestr : en 1991, par exemple, la production industrielle de la Transnistrie dépassait de près de 2 fois celle de la Moldavie.

déficit s'élevait à près de 700 MW. Etant donné le faible réseau de lignes électriques la reliant avec la Roumanie (3 lignes d'une capacité de 110 KV), il ne pouvait être assuré que par la production transnistrienne (chiffres tirés de PROHNITCHI, 2001, p. 32). Au demeurant, l'usure des réseaux reliant la Moldavie avec ses fournisseurs, de pair avec les vols d'énergie électrique par les consommateurs, était devenu un réel défi, car les pertes s'élevaient à 25 % de la consommation totale (GUTU, 1998, p. 236). À titre comparatif, ce chiffre était de 9,3 % en Russie et de 11 % en Roumanie (*loc. cit.*).

Début juillet 1992, la république s'est vue déconnectée du réseau d'alimentation avec de l'électricité, produite en Transnistrie (à la centrale hydraulique de Dubasari). Le gazoduc passe par la Transnistrie (voir Figure 17) et notamment par la ville de Tiraspol – noyau du conflit. Près de 20 jours, vers la fin du conflit armé, la Moldavie a aussi été déconnectée du réseau d'alimentation avec du gaz naturel, importé de Russie. Durant cette guerre, plus de 200 entreprises (industrielles, de transport et du bâtiment), une vingtaine d'écoles et une quinzaine d'organisations médicales furent détruites sur le territoire de la Transnistrie. La production industrielle de la ville de Bender et de Dubasari – ayant un poids économique important – chuta elle aussi de moitié en 1992 par rapport à 1991 (GORELOVA et SALARI, 2009, p. 11).

Ainsi, les pertes économiques dues à la sécession de la Transnistrie ont été importantes pour la Moldavie, et, du point de vue énergétique, elle n'a pas réussi, au cours de la période postsocialiste, à s'émanciper de la Transnistrie d'un côté et de la Russie de l'autre côté.

### ***b) Les conséquences à long terme : un État moldave à légitimité fragile***

Le maintien du *statu quo* de la Transnistrie a placé la Moldavie postsocialiste dans un cadre géopolitique très complexe, que DURANDIN (2004, p. 9) appela « de dépendance ». Cela affaiblit d'autant plus le jeune État moldave, en plein processus de construction, en renforçant sa dépendance de ses proches voisins de l'Est (la Russie et l'Ukraine), mais aussi de l'Ouest (la Roumanie). Le résultat se solda avec la mise en place d'un État<sup>266</sup> faible (*weak*

---

<sup>266</sup> Le terme d'État est employé ici dans le sens wébérien en tant qu'arrangement institutionnel qui revendique le monopole de la violence physique légitime. Selon Max Weber, un État est plus fort lorsque ses instruments (institutionnels) sont plus complexes et efficaces : « Nous entendons par *État* une “*entreprise politique de caractère institutionnelle*” [*politisher Anstaltsbetrieb*] lorsque et tant que sa direction administrative revendique avec succès, dans l'application des règlements, le *monopole* de la contrainte physique *légitime* » (WEBER, 1995, t. 1, p. 97).

*state*), à légitimité fragile<sup>267</sup>, incapable de remplir certaines fonctions qu'il entendait assumer dans le domaine économique, social et politique. Il est caractérisé de la manière suivante :

« L'État faible est celui qui ne parvient pas à distribuer des biens publics élémentaires ; il en résulte dans un premier temps une perte de confiance et de légitimité du gouvernement, puis c'est l'État nation qui devient de moins en moins légitime. Un État faible se caractérise par la puissance des forces d'opposition au régime, la demande de pouvoir ou d'autonomie, par la permanence de la violence plus que par son intensité. On observe aussi des difficultés quant au contrôle des frontières, ce qui correspond à leur perte d'autorité sur leur propre territoire, ainsi qu'à une croissance de la violence criminelle (trafics divers). L'État faible offre de moins en moins de biens politiques : problème de sécurité, institutions inopérantes (à l'exception de l'exécutif), corruption, baisse du PIB, tous ces phénomènes accroissant la défiance envers l'État » (PARMENTIER, 2003, p. 52)<sup>268</sup>.

Le problème de la Transnistrie a joué un rôle particulièrement important dans la (précaire) évolution étatique moldave. Sociologiquement parlant, le comportement des élites politiques postsocialistes moldaves s'est avéré d'une grande importance dans ce contexte.

Différentes décisions politiques ainsi que le sentier d'évolution de la Moldavie post-socialiste ont été argumentés et justifiés par les acteurs politiques, à tort ou à raison, par la contrainte du *statu quo* transnistrien. Selon eux, le séparatisme transnistrien a amené à l'échec de l'unification avec la Roumanie, bien que, comme nous l'avons vu (Encadré 8, *supra*), cette problématique fût de loin plus complexe.

Sous le même prétexte – la nécessité de résoudre le conflit de Transnistrie –, la décision que la Moldavie devienne, en 1994, membre de la CEI<sup>269</sup> a été prise. Cet acte politique a constitué un pas important pour l'avenir moldave. Alors que, *de jure*, son objectif visait l'Ouest, et notamment l'Union européenne (voir Encadré 9), *de facto*, elle a réorienté le vecteur de sa politique externe vers l'Est. La Moldavie a vu augmentée et pérennisée sa dépendance politique et économique de la Russie en particulier<sup>270</sup>.

---

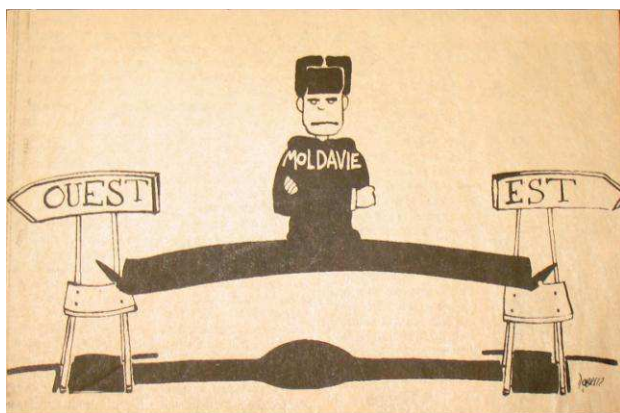
<sup>267</sup> Voir une analyse théorique de la légitimité de l'État (wébérien) in COLAS (2002).

<sup>268</sup> Au sujet de la Moldavie, en tant qu'État faible, voir aussi WAY (2003). Cet auteur parle de la mise en place, dans la Moldavie postsocialiste, d'un « pluralisme par défaut » (*pluralism by default*) : la compétition politique (entre les élites politiques) est structurée par les caractéristiques de l'État faible – incapable de monopoliser le contrôle politique (WAY, 2003, p. 463).

<sup>269</sup> Pour une définition, voir le dictionnaire de BERELOWITCH et RADVANYI (1999, p. 51 sqq.). Voir une approche historique in LIGHT (2006). Pour une analyse de la Moldavie dans la CEI, voir TABARTA et BERBECA (2009).

<sup>270</sup> Florent PARMENTIER (2003) synthétise les relations moldaves-russes, tout en délimitant quatre grandes thématiques qui les déterminent : « celle de 'l'étranger proche', celle de la Transnistrie et du retrait de la 14<sup>e</sup> »

### Encadré 9: La politique extérieure de la République de Moldavie : entre l'Est et l'Ouest



Source de l'image : LE FIGARO ECONOMIE, le 16 juin 1998

Les **priorités** majeures de la République de Moldavie demeurent presque les mêmes, à savoir *l'intégrité territoriale, les réformes socio-économiques, le renforcement de l'Etat de droit ainsi que l'accroissement du bien-être de la population*. La seule différence entre la première et la deuxième CPERM réside dans le fait que, dans le premier cas, ces objectifs auraient dû être atteints par le biais de l'intégration dans la Communauté des Etats Indépendants, alors que, dans le deuxième cas, ils s'inscrivent dans une perspective européenne de développement, et notamment dans la Politique de Voisinage de l'Union Européenne (BOTAN, 2006). Cela malgré l'absence de perspectives d'y adhérer.

L'objectif majeur d'« intégration graduelle dans l'Union Européenne » structurant la CPERM serait cependant compromise par l'axe Est, emprunté par la Moldavie au début des années 1990, même si des tentatives de changement de son orientation vers l'UE sont observées, notamment dans le gouvernement de 1999, d'Ion Sturza. La courte durée de vie (de février à novembre 1999) de ce gouvernement n'apporte pas de changement essentiel. Il a fallu attendre une rupture dans les relations avec la Russie pour que la Moldavie opère un recentrage de sa politique extérieure.

Cette rupture est survenue en 2003. Elle a conduit les autorités moldaves, en l'occurrence le *Parti des Communistes* – et non « Parti Communiste », dénomination interdite en 1991 - au pouvoir depuis 2001, à remplacer une rhétorique exclusivement pro-russe par une pro-européenne et pro-russe à la fois. Deux événements majeurs y ont contribué. Le premier facteur, de nature géopolitique, concerne l'espace ex-soviétique et se situe en septembre 2003 au sommet de Yalta. Quatre pays, la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan ont signé un accord qui envisageait la création d'un espace économique unique, sorte de réplique du marché européen commun. Cet espace économique unique reprenait les quatre libertés du marché commun européen : liberté de circulation du capital, des services, des marchandises et de la force de travail. Les pays signataires envisageaient également, selon le même modèle européen, d'harmoniser leurs législations en vue de supprimer les barrières douanières. La Moldavie a été exclue de ce projet. En réaction, Vladimir Voronine – président moldave (voir Annexe 6) – a annoncé des mesures plus conséquentes sur l'axe européen. Le deuxième facteur, de nature interne, lié au conflit de Transnistrie, a été la tentative avortée, de Vladimir Poutine et de Vladimir Voronine, de signer, le 24 novembre 2003, le *Mémorandum Kozak*. Le plan *Kozak* consistait dans la fédéralisation de la Moldavie. Selon la vision de Moscou, cette mesure représentait une solution au conflit de la Transnistrie qui devait être l'un des cinq sujets de la « Fédération de Moldavie » (voir une analyse dans SEREBRIAN, 2004). Le jour même de la signature du Plan *Kozak* avec Vladimir Poutine, en train de prendre l'avion pour Chisinau, le président moldave a refusé de signer ce document. La presse moldave et la presse roumaine ont fait circuler l'hypothèse d'une intervention de l'Occident (notamment des institutions internationales telles que le FMI) sous la menace de suspendre tout financement à la Moldavie, en cas de signature du *Mémorandum Kozak*. Selon cette hypothèse, la signature du *Mémorandum Kozak* aurait signifié l'arrêt de mort de l'Etat moldave, dont la légitimité était depuis longtemps fragilisée. Ces deux événements importants, qui se sont produits dans des délais très courts, ont « obligé » Chisinau à se réorienter vers l'Europe.

armée, celle des relations économiques et, enfin, celle de la coopération stratégique, étant donné que la Russie considère la Moldavie comme un « pont » vers l'Europe du sud-est et les Balkans » (PARMENTIER, 2003, p. 112).

De temps en temps, cette dépendance se manifeste par un embargo des exportations moldaves (de vin) en Russie ou par l'interruption épisodique de la livraison de gaz naturel. Lors d'un tel épisode, en 2006, lorsque la Russie refusa le vin moldave sur son marché intérieur, Agnès BON (2006, p. 71) écrivait que « La Moldavie a payé plus cher que jamais sa dépendance vis-à-vis de la Russie qui représente à la fois son premier marché d'exportation et son premier fournisseur d'énergie. »

En ce qui concerne le comportement des élites politiques moldaves, il a été souvent jugé par les médias de *délibérément passif* dans la recherche des solutions au conflit de Transnistrie. La passivité viendrait de l'existence des groupes d'intérêts, tant en République de Moldavie, qu'en Transnistrie, mais aussi en Russie et en Ukraine, développant des affaires personnelles sur le territoire de la Transnistrie.

Ainsi, les effets du *statu quo* de la Transnistrie, à long terme, ont été complexes et structurels, en Moldavie. Mais, malgré les difficultés surgissant sur fond géopolitique, l'État moldave a toutefois tenté d'emprunter le chemin de la construction démocratique et capitaliste, propre à tous les pays postsocialistes. Comment les principales réformes ont-elles été accomplies au sein de ces évolutions politiques et géopolitiques que nous venons d'esquisser, et quels ont été les résultats économiques et sociaux de ces réformes ? Nous en proposons une lecture en ce qui suit.

---

## VIII. 2 Le passage à l'économie de marché. Principes théoriques

Le débat sur la transformation systémique postsocialiste fut parfois houleux, surtout à l'ouest où des universitaires et des experts en économie, appartenant à des courants de pensée différents, se sont prononcés sur différentes modalités de passage du socialisme au post-socialisme<sup>271</sup>. Quelle stratégie en adopter ? Ceci fut aussi une des questions à laquelle

---

<sup>271</sup> En ce qui concerne la littérature au sujet du processus de passage du socialisme vers le capitalisme, ÅSLUND *et alii* (1996, p. 218) identifie trois axes structurants du débat : 1) ce que les auteurs appellent la prescription politique (*policy prescription*) rencontrée tant chez les consultants et les experts des organismes internationaux que chez des universitaires, et consiste à mettre l'accent sur les vertus de la libéralisation et des réformes macro-économiques rapides ; 2) les modèles formels (*formal models*) rencontrés chez les universitaires qui mettent l'accent sur la nécessité des réformes graduelles tout en mettant en lumière les effets négatifs de la libéralisation et des réformes rapides ; 3) les études des trajectoires nationales (*individual country studies*) – situées à un niveau intermédiaire – qui mettent l'accent sur certains aspects positifs de la libéralisation et des

s'attaquèrent les réformateurs des pays postsocialistes, inclusivement ceux de Moldavie.

On a pu rencontrer au sein du gouvernement moldave des luttes paradigmatiques autour de deux possibilités de « transition ». Selon les témoignages de nos enquêtes de terrain, ces luttes n'auraient pas été le résultat du contenu des idées concernant la « transition ». Elles auraient plutôt été le produit de la spécificité des rapports hiérarchiques, hérités, entre *chefs* et *subalternes*. Victor – il a été fonctionnaire au sein du Ministère des affaires étrangères moldave en 1991 et fonctionnaire au sein du Ministère de l'Économie une année plus tard – raconte :

« J'ai eu des sérieux conflits avec le vice-ministre de l'Économie. Il voulait que l'on n'exprime pas du tout notre avis sur la marche des réformes. Mais moi, je venais de l'Académie des Sciences [de Moscou], où j'ai toujours eu cette liberté d'exprimer ce que je pensais. [...] J'avais une idole. C'était Janos Kornai. J'ai lu et relu ses travaux sur la Hongrie, surtout ceux sur le post-socialisme. Et, en général, je considère que le modèle de transformation postsocialiste, adopté par la Hongrie, a été le meilleur. J'ai voulu mettre en œuvre chez nous certaines des idées de Janos Kornai, mais lorsque je les ai proposées, là, boum ! Le conflit a émergé. Mes visions étaient contradictoires avec celles des ministres et de leurs adjoints, et vu que j'étais leur subalterne je n'avais pas le droit à un avis. » (Victor, 55 ans)

Que les rapports hiérarchiques aient divisé les réformateurs moldaves, c'est une possibilité envisageable. Néanmoins, nous serions tentés de croire que le contenu des réformes elles-mêmes pèse plus dans ce contexte. Ceci, pour une raison particulière : le paradigme dominant concernant la « transition » postsocialiste, en général, était financièrement soutenu par le FMI et la BM, et la Moldavie ne pouvait pas faire abstraction de ce fait essentiel.

Quelles furent les possibilités de « transition » envisagées ? Certains se prononçaient en faveur d'une *thérapie de choc*, d'autres se prononcèrent pour un *passage graduel* au capitalisme. L'une impliquait un modèle *téléologique*, l'autre impliquait une vision *génétique* de la transformation postsocialiste (ANDREFF, 2007, p. 14).

a. « *Thérapie de choc* » ou « *gradualisme* »

La *thérapie de choc* signifie un ensemble de mesures mis en œuvre d'un seul coup – le *big bang* (CHAVANCE, 2007a, p. 51) –, dans l'objectif de transformer le système économique. La *thérapie de choc* est inspirée par les principes théoriques de l'économie standard (voir Encadré 10). Elle prévoit le *passage rapide* à l'économie de marché – qui représente un modèle téléologique –, un *retrait de l'État* de l'économie, laissant place aux *lois du marché* en tant que régulateurs économiques (MURRELL, 1993).

L'argumentaire de la nécessité d'une *thérapie de choc* fut double : économique d'abord – la nécessité de construire un capitalisme libéré de l'emprise de l'État (BALCEROWICZ<sup>272</sup>, 2001), ce dernier ayant déjà montré ses défaillances au sein de l'économie planifiée –, et politique, ensuite – des changements lents comportent le risque d'un retour en arrière vers le système socialiste (CHIRCA, 2000 ; GUTU, 1998).

Le *gradualisme* signifie le passage progressif du socialisme au capitalisme. En réformant au fur et à mesure le système, le capitalisme revêtit plusieurs formes dépendantes des trajectoires politiques nationales (STARK, 1990), ainsi que des événements économiques et politiques successifs produits vers la fin du socialisme (KORNAĪ, 1996 et 2001 ; MAGNIN, 1999 ; CHAVANCE, 2007a). Autrement dit, la *transformation postsocialiste* – au lieu de la « *transition* » (voir *infra*, point b. du présent chapitre) – ne visait pas un seul type particulier de capitalisme, mais *des capitalismes* dépendants de l'histoire économique, sociale et politique de chaque pays. En dehors de la tradition théorique différente qui avait l'effet d'opposer les adeptes de la *thérapie de choc* et les *gradualistes*, les modalités de mise en œuvre des réformes étaient elles aussi source de divergences. Les *gradualistes* critiquèrent la *thérapie de choc* pour avoir créé *un vide systémique* – c'est-à-dire le décalage entre le moment de l'abolition des institutions d'antan et la mise en œuvre des nouvelles. Les origines théoriques du *gradualisme* se retrouvent dans les approches institutionnalistes et évolutionnistes. En mettant en valeur la dimension macro et micro, le *gradualisme* souligne l'importance des institutions dans la dynamique sociétale, en général, et dans la dynamique économique, en particulier. Les institutions – placées au niveau méso-social – représentent

---

<sup>272</sup> Leszek Balcerowicz – ministre de finances polonais dans le premier gouvernement postsocialiste; ultérieurement (2001-2007), président de la Banque Nationale polonaise. Il fut le principal artisan de la *thérapie de choc* en Pologne, où elle acquiert une expression exemplaire, parmi les États postsocialistes. On associe souvent la *thérapie de choc* à son nom, ainsi qu'à celui de Jeffrey Sachs, à l'époque, conseiller américain auprès du gouvernement polonais.



des compromis de longue durée, articulant les évolutions macro-sociales/macro-économiques (y inclut le rôle de l'État) avec celles micro-sociales/microéconomiques (comportements des individus, des organisations, etc.).

**Encadré 10:** Principes théoriques de l'économie néoclassique

***L'analyse économique néoclassique s'appuie sur trois principes de base :***

- Les phénomènes économiques et sociaux représentent la conséquence des actions individuelles. Les individus sont des *atomes* identiques. En additionnant les actions de ces atomes, le chercheur obtient des réponses à des phénomènes économiques et sociaux globaux. Appelée *individualisme méthodologique*, cette méthode constitue le fondement épistémologique du néoclassicisme en économie.
- Les individus sont *rationnels* par nature. Cela veut dire que dans chaque circonstance, un individu effectue un calcul rationnel afin d'atteindre son but dans un contexte de contrainte par les ressources. Autrement dit, les préférences de l'individu accroissent, bien que l'individu soit contraint par les ressources. Grâce à sa capacité innée d'être rationnel, l'individu essaye de satisfaire un maximum de ses préférences avec un minimum de ressources, ce que l'on appelle dans le langage néoclassique *maximisation des préférences*.
- Les individus atomisés et rationnels poursuivent toujours leur *intérêt particulier* (de maximisation des préférences), faisant abstraction de l'intérêt général. Le trio *atomisé-rationnel-intérêt particulier* définit ce que l'on appelle *homo œconomicus* (homme économique) – modèle fondamental de la théorie néoclassique.

***L'idée de libéralisme héritée de l'économie classique***

L'intérêt particulier de l'homme économique contribue involontairement au bien-être de la société entière. C'est une idée qui fut développée par Adam Smith dans *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, et sur laquelle il forgea le concept de « main invisible », c'est-à-dire l'autorégulation macro-sociale appuyée sur l'intérêt particulier. Etant donné que l'économie et la société arrivent à s'autoréguler, ou à être régulées par la « main invisible », toute intervention étatique nuirait à la liberté individuelle et dès lors briserait l'équilibre qui s'y établit. D'ici résulte l'idée du *libéralisme* économique qui s'appuie sur l'*efficacité des marchés*.

**Source :** d'après CAPUL et GARNIER (1999).

Finalement, et avec l'appui financier des organismes internationaux (le FMI et la BM, notamment), des deux types de stratégies évoquées, la première – la thérapie de choc – fut retenue en tant que programme politique et économique de « transition » à l'économie de marché. Dès lors, la vitesse du changement prit une importance cruciale dans le processus de « transition ». En réalité, et pour des raisons politiques, la thérapie de choc et le gradualisme furent combinés, étendant la « transition » sur une période plus longue que celle prévue (jusqu'à deux ans) initialement (ANDREFF, 2007, p. 16). Andreff parle ainsi d'un « dépérissement de la thérapie de choc » (ANDREFF, 2007 p. 89).



**b. « Transition » ou « transformation systémique »**

Le terme « transition » fut employé dans le langage des réformateurs – adeptes de la thérapie de choc – afin de désigner le passage rapide du système socialiste vers le *système capitaliste libéral de marché*<sup>273</sup>. Ce dernier était considéré comme hégémonique et universellement valable, caractère inculqué particulièrement par le rôle qu’y jouèrent le FMI et la Banque Mondiale. Un ensemble de réformes économiques, connu sous le nom de *Consensus de Washington*, représenta la plateforme de base pour atteindre l’objectif suprême du passage du socialisme vers le capitalisme – à savoir la mise en place d’une économie de marché libérée de la tutelle de l’État<sup>274</sup>.

D’inspiration néolibérale, le *Consensus de Washington* – notion forgée et développée par John WILLIAMSON (1990) – concernait les programmes d’ajustement structurel des années 1980, mis en œuvre en Amérique Latine<sup>275</sup>. Il comptait un ensemble de dix propositions de politique économique menée par des institutions internationales, telles que le FMI et la Banque Mondiale, ainsi que par l’administration américaine, dont les sièges demeurent à Washington (d’où son nom de *Consensus de Washington*<sup>276</sup>). Visant un objectif quadruple – la croissance économique, le taux d’inflation bas, la balance des paiements équilibrée et la « distribution équitable des ressources » –, les instruments suivants furent mis en exergue :

---

<sup>273</sup> Le « capitalisme libéral de marché » est la dénomination que Bruno AMABLE (2005) donna – et que nous reprenons ici – au modèle économique à l’œuvre en Australie, au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis. A côté du « capitalisme libéral de marché », l’auteur identifie également un « capitalisme asiatique », un « capitalisme européen continental », un « capitalisme social-démocrate » et un « capitalisme méditerranéen ». Ces différents types de capitalismes résultent des caractéristiques institutionnelles et des *complémentarités institutionnelles* – c’est-à-dire que la présence d’une institution augmente l’efficacité d’une autre (AMABLE, 2005 p. 13). Les secteurs institutionnels analysés par Amable sont : la concurrence sur les marchés de biens, le rapport salarial, le secteur financier, la protection sociale et le secteur éducatif. Les principales caractéristiques institutionnelles du « capitalisme libéral de marché » reposent sur : a) des marchés de biens dérégulés ; b) un marché de travail flexible ; c) un système financier fondé sur le marché ; d) un modèle libéral de protection sociale ; e) un système éducatif basé sur la concurrence (AMABLE, 2005, p. 224).

<sup>274</sup> Joseph STIGLITZ (2003, p. 473) – Nobel d’économie, en 2001 – appela cette idéologie « fanatisme du marché ». Elle remonte en force dans les années 1980, aux États-Unis, mais aussi dans l’Europe occidentale, où le keynésianisme fut remis en cause. Ce retour néolibéral voulait réduire le rôle de l’État dans l’économie, car selon cette idéologie « l’État gaspille presque toujours [alors que] le secteur privé dépense à bon escient » (STIGLITZ, 2003, p. 471).

<sup>275</sup> Celle-ci connaissait alors des problèmes d’hyperinflation et de dette publique insoutenable.

<sup>276</sup> John WILLIAMSON (1990) définit ainsi Washington : il s’agit « d’une part du Washington politique du Congrès et de l’administration [américaine], et d’autre part du Washington technocratique des Institutions Financières Internationales, des agences économiques du Gouvernement, de la Réserve Fédérale et des *think tanks* ». On peut ainsi comprendre qu’il s’agit d’un consensus en matière de politique économique entre les différents acteurs qui entrent dans la définition citée.

1. Une discipline budgétaire
2. Une réorientation de la dépense publique en privilégiant les secteurs avec un important retour sur l'investissement
3. La réforme des régimes fiscaux
4. La libéralisation financière (des taux d'intérêt)
5. Un taux de change unique
6. La libéralisation du commerce
7. L'éradication des barrières aux investissements directs étrangers
8. La privatisation des entreprises étatiques
9. Des marchés libres sans entraves à l'entrée, ni à la sortie
10. La garantie des droits de propriété (physique et intellectuelle).

Ce programme d'ajustement structurel fut repris par plusieurs pays afin d'accomplir la « transition » postsocialiste. Dès lors, la « transition » – qui puise les racines de la *doctrine de la transition*<sup>277</sup> – désignait le chemin *homogène* pour tous les pays socialistes de passage vers un capitalisme à l'image de ceux ouest-européen et américain (STARK, 1999)<sup>278</sup>. A ce sujet, Bernard CHAVANCE (1990, p. 91) anticipait déjà au début des transformations systémiques postsocialistes, en écrivant que :

« L'approche réformiste libérale s'inspire d'un "capitalisme utopique" dont le manque de réalisme risque d'orienter la transition dans des directions imprévues. Le "capitalisme réellement existant" à l'Ouest représente un genre systémique marqué par de grands caractères communs qui le distingue nettement du type prédominant à l'Est. Mais il n'a guère de parenté avec le capitalisme libéral que couvre souvent le concept d'économie de marché. Il serait plus juste de le qualifier de "capitalisme mixte" ou d'une caractérisation de ce genre. Il inclut en outre des variétés passablement différenciées dans leurs structures institutionnelles, les formes d'intervention étatique, les compromis sociaux, les modes de régulation, l'organisation du salariat. »

Il faut noter que la définition de la « transition » dans les textes moldaves est on ne peut plus controversée. Par exemple, PROHNITCHI (2002) définit « la transition » de la manière suivante :

---

<sup>277</sup> Voir sa description et ses principales caractéristiques dans CHAVANCE (2003 et 2007a).

<sup>278</sup> Une critique pertinente de STARK (1999, p. 90), à ce sujet, dit qu'« en étudiant le présent par approximation d'un futur pré-désigné, la problématique de la transition produit *une science du pas-encore-là* » (italiques par nous-mêmes).

« [La transition est] un processus d'élimination de ces éléments, règles et relations systémiques qui sont construites non sur la *rationalité économique*, mais sur des bases idéologiques d'homogénéisation et de centralisation et qui empêche le *déroulement normal de la vie* individuelle et sociale, qui bloque l'*utilisation rationnelle des ressources* et qui produit des facteurs perturbateurs, ayant un impact négatif sur le *développement harmonieux* de la société »<sup>279</sup>.

Cette définition de la « transition » représente en effet une critique de l'ancien système économique, basé sur la planification. On rencontrera souvent chez les avocats des deux types de systèmes que l'on oppose traditionnellement – le capitalisme et le socialisme – des définitions normatives qui représentent en effets des critiques du système concurrent. Mieux encore, et comme le remarque CHAVANCE (2003, p. 17), la remise en cause d'un système et d'un autre par ses opposants appuie les mêmes arguments chez les uns et chez les autres, arguments qui représentent en effet le fondement normatif de la modernité : on y compte la *rationalité*, l'*efficacité*, l'*équité*, la *modernisation*. Il en va de même pour la définition que nous venons de citer. D'abord, elle s'avère insatisfaisante parce qu'elle ne définit pas « la transition », le processus de passage d'un système à un autre, la marche, les pas à suivre. Ensuite, elle s'avère insatisfaisante à cause de l'usage des notions ambiguës, telles que « développement harmonieux » ou « déroulement normal de la vie » (que faut-il entendre par là ?). Enfin, sur le plan théorique, l'affirmation « les éléments systémiques [...] construits non sur la *rationalité économique* » représente un sujet de controverse précisément parce que la *rationalité* (systémique) constitue aussi un des critères de définition du socialisme.

Il convient de noter la distinction entre *rationalité individuelle* et *rationalité des systèmes* faite par GODELIER (1983). L'auteur entend par cette dernière, la capacité du système à accorder ses diverses structures sociales (relativement autonomes) entre elles. Dans ce cadre, on est loin de raisonner en termes duaux bon/mauvais ou normal/anormal. Comme un prolongement de cette idée de Godelier, on mentionnera KORNAÏ (2001) qui en expliquant le *paradigme systémique* en économie, évoque l'importance de comprendre la *cohérence* de tout système, c'est-à-dire comprendre l'organisation sociale existante et basée sur des « institutions durables » historiquement construites. Kornaï ajoute, en outre, que les préférences individuelles sont influencées par les caractéristiques du système et un changement systémique entraîne une mutation des préférences (KORNAÏ, 2001, p. 81).

---

<sup>279</sup> Italiques par nous-mêmes.

Au sujet de la *rationalité*, en général, il convient de s'arrêter un instant et d'apporter aussi quelques éléments théoriques critiques, que nous partageons.

On notera la critique pertinente de Karl POLANYI (1984 et 2011) à l'encontre de l'*action individuelle rationnelle* – innée à l'individu, selon Adam Smith, et caractéristique principale de l'*homo œconomicus*<sup>280</sup> (voir *supra*, Encadré 10). En expliquant le sens de la rationalité économique sur laquelle fut bâtie l'économie de marché du XIXe siècle, Polanyi montre combien cette philosophie sociale « extravagante » est, selon lui, erronée. Il note, en outre, *l'importance de la personnalité individuelle et l'importance de l'histoire (politique et économique)* des sociétés dans la construction et la dynamique des systèmes<sup>281</sup>.

Nous verrons, plus loin, quelles furent les mesures envisagées pour accomplir la « transition » vers l'économie de marché, en Moldavie. Mais avant tout, une remarque s'y impose. L'approche uniformisatrice et téléologique sur le capitalisme postsocialiste résista peu à l'épreuve empirique. Elle fut critiquée, plus tard en Moldavie, même par ses plus ardents défenseurs. Ainsi, GUTU (1998, p. 28) – il a dirigé le Conseil de coordination des réformes économiques, durant les années 1991-1994 – notait que « les romantiques du nouveau courant [de l'économie de marché] ont considéré que le marché, telle une déesse des contes, allait nous jeter en deux trois ans dans les bras de l'Europe ». D'une manière plus élaborée, les travaux de différents chercheurs en sciences sociales, qui s'inspirent notamment de la tradition institutionnaliste et évolutionniste, ont critiqué cette vision hégémonique et universelle du capitalisme, tout en recensant une diversité de trajectoires nationales de passage du socialisme vers le capitalisme<sup>282</sup>. Ceci représente une des raisons pour lesquelles il est plus approprié de parler de « transformation systémique » postsocialiste

---

<sup>280</sup> Cette vision fut remise en cause par Herbert SIMON (1978) qui part de l'idée que pour être entièrement rationnel dans ses décisions, l'individu a besoin d'être parfaitement informé (postulat de base de la tradition économique dominante). Or, évoque cet auteur, l'information n'est pas parfaite, d'une part, et il faut encore inclure dans l'équation les capacités cognitives des acteurs, d'autre part. Ces deux aspects – la quantité de l'information et les facultés cognitives de l'individu – limitent la rationalité. Dès lors, il convient de parler de *rationalité limitée* plutôt que d'absolutiser la *rationalité*.

<sup>281</sup> Selon POLANYI (1983), dans un régime de réciprocité et de redistribution, propres aux sociétés antérieures à celle de marché, toute activité économique était *encastrée* dans les relations sociales. Cette idée d'encastrement serait, en revanche, non pertinente dans l'analyse que Polanyi fait sur le système économique de marché du 19<sup>e</sup> siècle. GRANOVETTER (1973), appuyant l'exemple de l'apparition de l'industrie électrique aux États-Unis, reprend la conceptualisation de Polanyi sur l'encastrement, pour montrer que l'action économique est encadrée dans les relations sociales de type réticulaires dans l'économie moderne aussi. Voir une analyse chez STEINER (2005) et chez STEINER et VATIN (2009).

<sup>282</sup> Un travail collectif paru en 2006, sous la direction de KOLEVA *et alii* (2006), porte le titre de « Nouvelles Europes... ». Le pluriel évoque cette diversité de trajectoires nationales et des différents capitalismes qui se développent dans l'Europe postcommunisme.

plutôt que de « transition », tout en mettant l'accent sur les spécificités nationales (moldaves), dans ce processus.

---

### VIII. 3 La « transition » moldave : les mesures envisagées

En mai 1990, le gouvernement moldave adopta une « Stratégie de transition à l'économie de marché » (voir MOLDOVA SOCIALISTA, le 1er juin 1990). En conformité avec celle-ci, la « transition » devait prendre environ deux ans, de 1990 à la fin du 1992. Dans ce sens, deux étapes principales furent prévues, auxquelles on ajoute une troisième – post-transition – qui consistait dans la consolidation du fonctionnement de l'économie de marché. Les trois étapes furent structurées autour de trois objectifs majeurs (la « trinité ») : la *libéralisation*, la *privatisation* et la *stabilisation* macroéconomique<sup>283</sup>. Le gouvernement envisageait les étapes suivantes :

- De mai 1990 à la fin de cette même année – étape préparatoire. Elle était censée fonder les bases juridiques de l'économie de marché. Plus particulièrement, au centre du débat devaient se trouver la libéralisation des prix, la réforme du régime de sécurité sociale et la réforme financière.
- Les années 1991-1992 – la mise en œuvre *de facto* des réformes dans les principales directions déjà mentionnées. Le gouvernement prévoyait de développer les différentes formes de propriété – donc, d'accomplir la privatisation – et de stimuler la libre initiative. ***Fin de la période de « transition »***.
- 1993-1995 – le développement intensif des relations de marché, par la limitation de l'interventionnisme étatique, par la promotion de la concurrence loyale et par une politique antimonopoliste.

Agissant en visionnaire, Mircea Druc<sup>284</sup> – premier ministre moldave de l'époque –

---

<sup>283</sup> Voir une discussion *infra*, points *a.*, *b.* et *c.* du présent chapitre.

<sup>284</sup> Il est diplômé de l'Université d'État de la RSSM, en 1960, et de l'Université d'État de Leningrad (aujourd'hui Saint-Petersbourg), en 1964, où Mircea Druc a étudié la philologie. En 1970, il devint professeur de sciences administratives à l'Institut Polytechnique de Chisinau. Au cours de la même année, il fut cité en tant que témoin dans une affaire de « nationalisme » moldave, mais il refusa de collaborer avec les autorités soviétiques. Par conséquent, en 1972 il est exclu du PCRSSM « pour tolérance envers des opinions

notait qu'à la fin de cette troisième étape, « le mécanisme de marché s'accélérait tout en contribuant à la consolidation des stimulants économiques et à la normalisation de la nouvelle structure, caractérisée par des relations économiques plus rationnelles » (MOLDOVA SOCIALISTA, le 1er juin 1990). Ainsi, l'économie de marché devait devenir praticable à partir de 1996 et allait être caractérisée par la création de trois principaux marchés : le marché *des biens et des services*, le marché du *capital* et le marché du *travail* (GUTU, 1998, p. 24). Tous les trois types de marchés étaient censés être règlementés par la « loi de l'offre et de la demande ».

Ce fut à ce premier volet institutionnel que les réformateurs moldaves se sont attaqués dès 1990. Un ensemble de lois, décrets présidentiels et décisions gouvernementales apparurent et se multiplièrent à grande vitesse, afin d'encadrer le passage à l'économie de marché et son fonctionnement. Or, le manque d'expérience des réformateurs postsocialistes moldaves, le désir de faire *tabula rasa* du passé et le désir de remplacer l'ancien système par un nouveau, dans des délais hâtifs, ainsi que les contraintes dues au séparatisme politique de Transnistrie, ne tardèrent pas d'alimenter et de cumuler les tensions, compromettant le plan moldave de « transition ».

En 1992, lorsqu'en conformité avec les prévisions de 1990, la « transition » aurait dû être accomplie, les réformateurs se concentraient de plus en plus sur le processus législatif, et la Moldavie plongeait dans un déclin économique sans précédent (son PIB représentait, en 1992, 64 % de celui de l'année 1990, comme l'on observe sur la Figure 18), sur fond d'instabilité politique interne et externe.

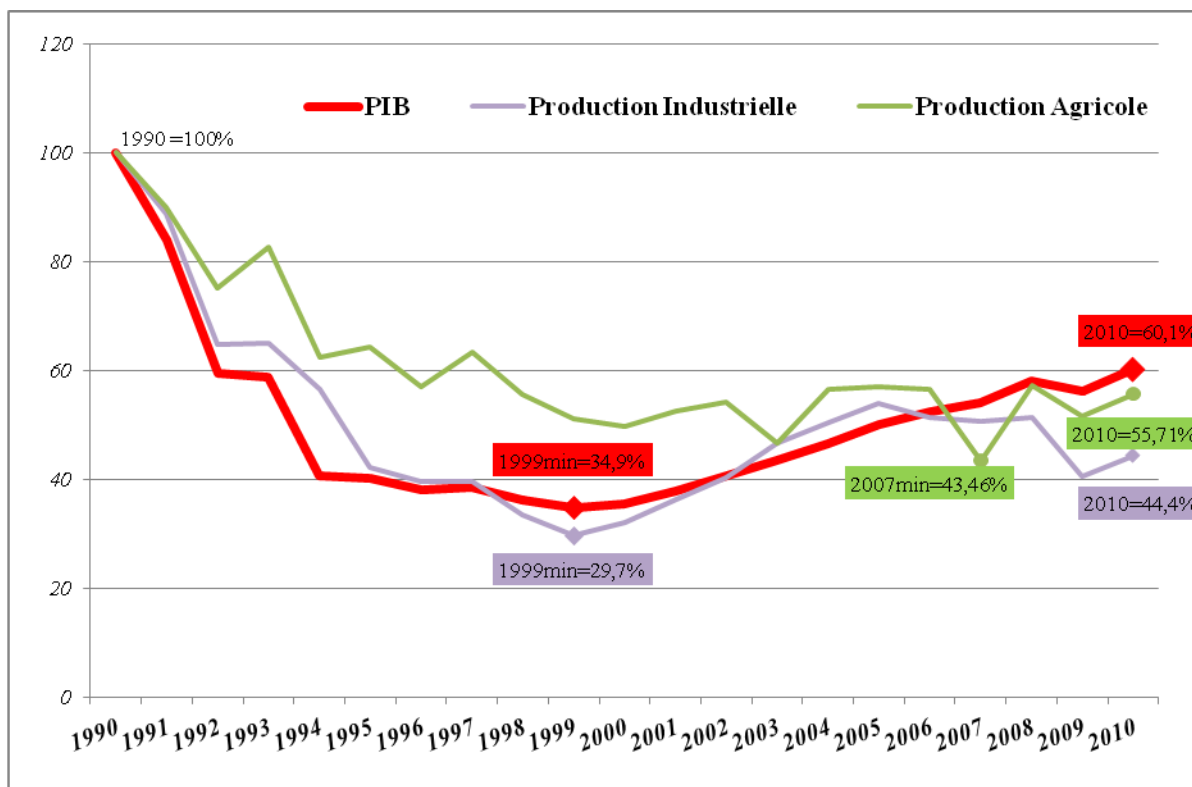
En forme de **U**, la croissance économique moldave fut négative (avec une moyenne annuelle d'environ -7 %) tout au long des années 1990, avec toutefois une croissance annuelle positive, de 1,3 %, en 1997. Jusqu'en 2010, le PIB moldave n'arriva toujours pas à atteindre son niveau de 1990, représentant près de deux tiers du niveau de base (1990). Cette

---

nationalistes ». En 1975, il s'installa à Moscou, où il travailla en tant que professeur de sciences administratives à l'Université « Lomonosov ». Ensuite (en 1981), Mircea Druc quitta Moscou pour Cernauti – ville de l'ancienne région de la Bucovine roumaine, annexée, en 1940, à l'Ukraine – où il occupa jusqu'à la fin des années 1980, plusieurs postes dans la recherche et dans l'administration des entreprises. Il fut, entre autres, chercheur à l'Université d'État et à l'Université de Médecine, de Cernauti. Il fut le fondateur, en 1988, de la *Société Culturelle Roumaine « Mihai Eminescu » de Cernauti* - du nom du grand poète roumain, Mihai Eminescu, qui a vécu entre 1850 et 1889, devenu aujourd'hui un symbole de la roumanité. En 1990, Mircea Druc devint député du FPM. En mai de la même année, il fut nommé Premier ministre de la République de Moldavie, poste qu'il occupa pendant une année, étant destitué en mai 1991, après un vote de non-confiance de la part du parlement moldave. Mircea Druc fut un des adeptes fervents du projet d'unification de la Moldavie avec la Roumanie, motif pour lequel il fut vite écarté du pouvoir.

chute fut la plus importante, après la Géorgie ( $PIB_{2000}=29\% * PIB_{1990}$ ), parmi les États de la CEI (voir BM, 2002, p. 54) ; la chute la moins importante fut enregistrée en Ouzbékistan où le  $PIB_{2000}$  a été chiffré à 95 % du  $PIB_{1990}$  (*loc. cit.*).

**Figure 18:** Evolution du PIB et des productions industrielle et agricole, 1990-2010, 1990=100%



**Source :** PIB - GLOBAL INSIGHT pour les années 1990-2008, STATISTICA et nos calculs pour les années 2009-2010 ; Production industrielle – UNDP (1996) pour les années 1990-1995, STATISTICA et nos calculs pour les années 1996-2010 ; Production agricole – UNDP (1997) pour les années 1990-1996, STATISTICA et nos calculs pour les années 1997-2010.

On peut remarquer que, tout au long des années 1990, la chute de la croissance économique et de la production industrielle connaissent des rythmes similaires. À partir de ces observations, on peut avancer l’hypothèse selon laquelle la baisse de la production industrielle a constitué une composante essentielle de la baisse de la production globale.

La production agricole, elle aussi, a connu une chute importante, arrivant en 2007 à son plus bas niveau, par rapport à 1990. Bien qu’elle jouât un rôle significatif dans la dynamique de la croissance économique, son influence fut toutefois plus modérée que celle de la production industrielle, dont le poids dans le PIB chute de 38 %, en 1993, à 16 %, en 1999 (BERD, 2000, p. 193). On remarque qu’à partir de 2002, le rapprochement entre les

trois indicateurs représentés sur la Figure 18 est plus faible. Cette situation s'explique par la substitution graduelle, en termes d'importance pour la croissance, de ces deux types de productions par un secteur des services, mais aussi par l'émigration de la population qui inspira un nouveau modèle de développement de la Moldavie post-2000, et que nous allons discuter dans le dernier chapitre de cette partie.

Revenons à l'année 1992. Cette même année, un nouveau document – « Le programme d'activité du gouvernement moldave pour les années 1992-1995 » – était censé compléter la « Stratégie » de 1990. Les réformateurs moldaves avaient présenté ce document comme un complément du précédent. En réalité, « Le Programme du gouvernement » ne faisait que reproduire presque à la lettre les prescriptions de la « Stratégie » de 1990. Il reprenait ainsi les étapes que nous avons évoquées, commençant avec l'adoption de la législation qui devait encadrer la future économie de marché. Dans ce sens, *Les Nouvelles de Moscou* déplorait :

« Le 1<sup>er</sup> trimestre de 1992 a battu le record pour le nombre de documents normatifs adoptés par le parlement et par le Président de la Moldavie, relatif à l'organisation des rapports de marché. Les hommes d'affaires ont obtenu une dizaine de lois et [...] la république dispose actuellement d'un paquet quasi complet d'actes législatifs déclarant les droits des hommes d'affaires. » (LES NOUVELLES DE MOSCOU, le 12 mai 1992)

Malgré un tel constat, le cadre législatif ne cessa pas d'être « perfectionné » – terme employé par les hommes politiques moldaves –, ce qui créa l'impression chez la population que la « transition » signifie « adopter des lois », et comme ce dernier processus peut continuer sans arrêt, la « transition » elle aussi ne s'arrêtera pas<sup>285</sup>.

Comme dans la plupart des pays postsocialistes, la Moldavie fit du trio *libéralisation-privatisation-stabilisation*, la bande-annonce de la « transition ». La libéralisation des prix fut accomplie en 1992, alors que la Moldavie était encore dans la zone rouble et qu'aucune mesure d'indexation des salaires et de retraites n'était prévue. La privatisation *de facto* commença en 1993 et s'étendit sur plus de 10 ans. Quant à la stabilisation économique, le gouvernement de 1992 envisageait d'obtenir une stabilité économique par « la privatisation, la réalisation de la réforme agraire, la création d'une infrastructure et des normes de droit adaptées à l'économie de marché, la prise des mesures rationnelles de réforme du régime de protection sociale et du régime commercial », c'est-à-dire par un ensemble de mesures qui

---

<sup>285</sup> C'est un avis que nous avons souvent rencontré au cours de différentes discussions informelles avec des moldaves.



signifient d'abord une transformation systémique et ensuite une stabilité économique. Ironie de l'histoire ! Aujourd'hui, au moment où la Moldavie vient de fêter ses 20 ans d'indépendance, il est difficile de dire que cette république jouit d'une stabilité économique et politique, restant particulièrement sensible aux chocs extérieurs.

Le contenu des réformes post-socialistes, la particularité de leur mise en œuvre, ainsi que le contexte géopolitique complexe ont plongé l'économie et la société moldave dans un état de dépression. Ladite « transition » fut ainsi d'une violence extrême pour la population. Aux yeux de cette dernière, l'État moldave demeure particulièrement fragile, raison pour laquelle la population « n'attend plus rien de lui [de l'État] » (Parascovia, 42 ans). Nous en parlerons plus loin. Voyons d'abord quels furent les principales réformes et leurs résultats, dans le post-socialisme moldave.

#### ***a. La libéralisation et ses conséquences***

L'argument sur la nécessité de libéraliser l'économie fut le suivant : l'économie centralisée engendrait deux grands problèmes : l'absence de facteurs économiques incitatifs et l'absence de l'information. Pour y mettre un terme, la libéralisation était la voie la plus appropriée. En libéralisant, les producteurs et les consommateurs avaient la possibilité de mieux s'orienter sur ce qu'ils devaient produire et/ou consommer, car le système de marché par ses principaux régulateurs – *l'offre* et *la demande* – leur fournit une information quasi complète.

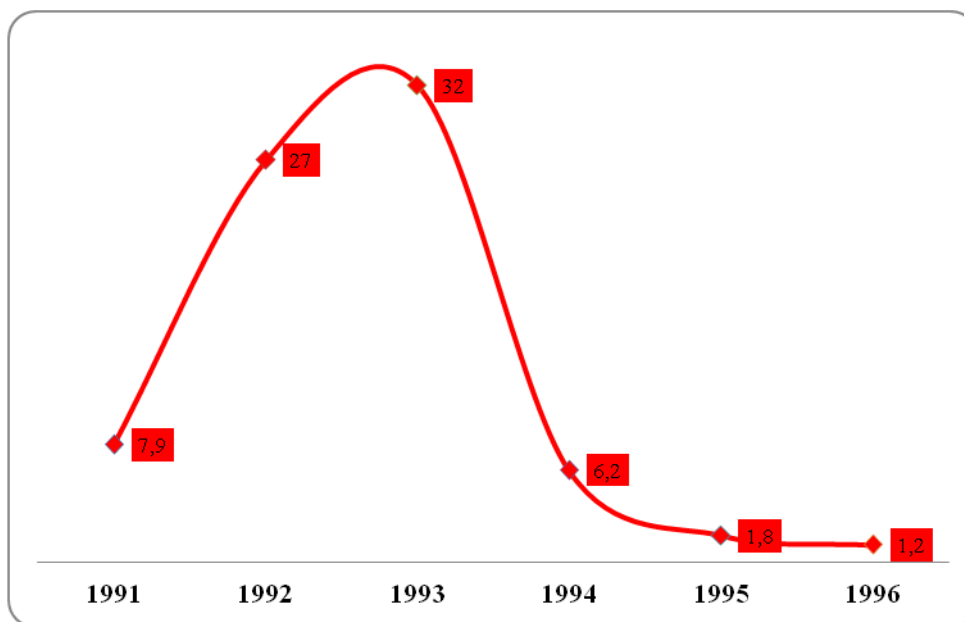
La libéralisation en Moldavie fut accomplie dans deux domaines essentiels : 1. les prix, 2. le commerce.

1. En décembre 1991, un décret du président moldave, Mircea Snegur, engage la libéralisation de la quasi-intégralité de prix. Seulement quelques catégories de produits, tels le pain, le lait et les médicaments, furent exclues. Pour celles-ci une libéralisation progressive fut prévue, jusqu'en 1995, moment où tous les plafonds imposés par l'État furent abolis. Au mois de janvier 1992, la pratique des prix libres devint effective. Mais les conséquences pour la population moldave furent épouvantables.

En 1991, l'inflation augmentait à un rythme moyen mensuel de près de 8 %. Au premier semestre du 1992, elle atteignait le rythme moyen mensuel de 74 % (UNDP, 1996, p. 38), avec toutefois une désinflation enregistrée dans le deuxième semestre de cette même

année. En 1992, l'indice des prix à la consommation fut de plus de 1200 %<sup>286</sup>.

**Figure 19:** Taux moyen mensuel de l'inflation en République de Moldavie, 1991-1996, %



**Source :** UNDP (1997, p. 43) et UNICEF (2001, p. 10).

L'année 1993 conservait la même tendance, avec des rythmes plus soutenus toutefois : le taux moyen mensuel de l'inflation était de 32 %. La tendance ne fut inversée qu'en 1994 en raison de l'introduction, le 29 novembre 1993, du *leu* moldave (MDL). Bien que passant d'un rythme moyen de croissance de 40%, au dernier trimestre du 1993, à 16%, au premier trimestre du 1994, le taux mensuel de l'inflation resta toutefois élevé à 6,2 % tout au long de l'année (UNDP, 1996, p. 38).

En dehors des effets de la libéralisation des prix, la hausse des prix a été également influencée par les pénuries de produits manufacturiers qui, elles, furent provoquées par la chute rapide de la production industrielle et agricole, ainsi que par l'« amputation économique » due au séparatisme politique.

Dans ces conditions, une tension se créa : aucun ajustement des montants des salaires

<sup>286</sup> La variation à la hausse de l'indice des prix à la consommation fut une des plus rudes conséquences de la libéralisation dans la majorité des pays en « transition ». Ainsi, en 1993, cet indice enregistra, en Ukraine, un niveau record de 4736% de moyenne annuelle, en Biélorussie il fut proche de celui de la Moldavie et afficha près de 1200% et, en Russie, il fut de 875%. En 1994, une baisse importante de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation est enregistrée en Ukraine, en Russie et en Moldavie et moins importante en Biélorussie. En 1995, en rapport avec le cas moldave, les rythmes de croissance de cet indice ont été encore élevés en Ukraine (375%), en Biélorussie (710%) et en Russie (près de 200%). (Chiffres tirés de BANQUE MONDIALE, base de données statistiques en ligne.)

et des retraites (les deux règlementés par l'État) aux évolutions des indices des prix à la consommation ne fut prévu. Absence affligeante, car en 1992, 79 % de la population moldave s'est ainsi retrouvée en dessous du seuil de la pauvreté<sup>287</sup> (UNDP, 1995, p. 23). Ce n'est qu'en 1995 qu'une indexation<sup>288</sup> des salaires et des retraites fut envisagée. Dans le cas des catégories dites vulnérables (familles nombreuses, invalides, retraités), la méthode retenue fut celle de compensations nominatives. Mais cette mesure n'eut qu'un très faible impact sur les revenus<sup>289</sup>. Dès lors, le décalage entre la croissance des salaires et des retraites, d'une part, et la croissance des prix de consommation, d'autre part, est resté considérable. En résultat, au cours des années 1991-1995, le montant du salaire moyen nominal fut multiplié par 543, celui de la retraite moyenne nominale par 582 et les prix à la consommation ont été multipliés par 1606 (UNDP, 1996, p. 46).

2. De pair avec la libéralisation des prix, celle du commerce intérieur et extérieur fit partie du programme de « transition ». Elle ne fut pas une fin en soi ; selon les réformateurs, c'était un moyen adéquat d'améliorer le fonctionnement de l'économie basée sur l'entrepreneuriat. Par la libéralisation du commerce, on visait donc le développement à des rythmes accélérés d'un secteur privé fondé sur la concurrence loyale. Dans ce sens, plusieurs décrets présidentiels et gouvernementaux furent adoptés, à partir de 1991, et une loi anti-monopole fut promulguée, en janvier 1992<sup>290</sup>. Progressivement, jusqu'à la fin de 1994, la majorité des barrières douanières à l'importation et à l'exportation furent levées, et le commerce intérieur fut libéralisé.

En ce qui concerne le commerce extérieur, le gouvernement avait toutefois établi un tarif douanier, des taxes telles que la TVA et des accises aux importations. Leur modalité de calcul était basée sur le prix d'achat figurant dans les déclarations d'importation. Nouvelle

---

<sup>287</sup> Le seuil de la pauvreté est estimé par la Banque Mondiale à 2 USD par jour.

<sup>288</sup> La population percevra l'indexation des revenus sur l'inflation comme une hausse de leurs revenus réels, qui se traduit par une hausse du pouvoir d'achat. Ce fut notamment le cas des retraités qui, n'étant pas familiarisés avec ce type de mécanisme, jusqu'à aujourd'hui, ne font pas la différence entre indexation, qui signifie ajustement des montants de la pension à l'inflation, et augmentation de leurs pensions réelles, entraînant de fait une augmentation du pouvoir d'achat. Ainsi, le mécanisme de l'indexation constitue, jusqu'à présent, un véritable instrument électoral pour les élites politiques moldaves.

<sup>289</sup> Les compensations nominatives variaient entre 8 et 13 MDL par mois. Pour illustrer cette modification, notons que le pouvoir d'achat de 8 MDL correspondait à 2 kg de viande de volaille ou à 18 kg de pommes de terre, en 1995 (nos calculs à partir de BNS, base de données statistiques en ligne).

<sup>290</sup> Voir une description de l'évolution institutionnelle formelle dans le domaine du commerce en République de Moldavie, dans MINCU (2008).

source de tensions, car cette mesure ne tarda pas à générer des pratiques d'évasion fiscale<sup>291</sup>, par une sous-estimation du prix d'achat des marchandises importées. GUTU (1998, p. 53) notait par exemple qu'en 1994, dans les déclarations d'importation le prix d'achat d'un kilogramme de volaille était évalué à 45 *bani*<sup>292</sup>, alors que dans les magasins de la ville de Chisinau son prix de vente était de 4 à 6 MDL (BNS, base de données statistiques en ligne). Afin d'y remédier, le gouvernement fut contraint d'établir, à partir de 1994, des prix dits « indicatifs ».

En ce qui concerne le commerce intérieur, il fit tout au long des années 1990 objet de contrôle des nombreuses instances, parmi lesquelles on citera le Ministère de l'Economie (le Département du Commerce), le Ministère des Finances, le Ministère des Affaires Intérieures, le Ministère de la Santé, le Département d'État « Standardisation, Métrologie et Surveillance technique », l'administration locale. Avec une palette aussi large d'organisations qui exerçaient le contrôle du commerce, ladite libéralisation du commerce ne tarda pas d'engendrer des effets pervers (abus de pouvoir, corruption)<sup>293</sup>.

---

<sup>291</sup> Souvent, d'origine institutionnelle, les pratiques d'évasion fiscale se sont multipliées au cours des années 1990. Par exemple, différents actes normatifs, adoptés au cours de la période rappelée, prévoyaient des exonérations fiscales à l'importation à certaines organisations à caractère social, charitable, etc. Or, comme le révélera, en 1997, un rapport de la COUR DES COMPTES (1997) moldave, de ces exonérations ont bénéficié (illégalement) un ensemble d'entreprises n'en ayant pas le droit. Par exemple, y lit-on qu'en 1996, « Fondul Mitropoliei » (Le Fonds de la Métropole) – entreprise créée par la Métropole orthodoxe moldave – a été exonérée de la TVA à l'importation de nombreux produits, parmi lesquels du combustible. L'argent ainsi épargné devait servir à la réparation de plusieurs monastères, d'églises orthodoxes et de bâtiments culturels. Plusieurs entreprises commerciales – entre autres, « Fidesco », à l'époque, le plus grand réseau d'hypermarchés de Moldavie – bénéficièrent de cette dérogation fiscale. Le total de la fraude s'éleva à 0,7 % de la contribution de la TVA au budget de 1996 (COUR DES COMPTES, 1997).

<sup>292</sup> Les *bani* représentent des divisions du *Leu* (MDL) : 1 MDL = 100 bani.

<sup>293</sup> Par exemple, les fonctionnaires publics des instances citées multiplièrent les contrôles à l'improviste dans les magasins et les marchés locaux. En règle générale, le contrôle avait une fin heureuse, tant pour les commerçants, qui dans beaucoup de cas ne respectaient pas certaines règles élémentaires (d'hygiène, etc.), que pour les fonctionnaires, qui se voyaient récompensés pour leur avis positif. A l'automne 1999, nous-mêmes nous avons été témoin d'un tel « contrôle ». La pratique était devenue si courante et connue par tout le monde, que les parties ne prenaient même pas de précaution pour la masquer. Nous étions dans un petit magasin de Chisinau, quand une personne entra et s'indentifia avec une carte en plastique, demandant de vérifier la date d'expiration de certains produits. La vendeuse – probablement la propriétaire du magasin – l'invitant à faire ainsi, commença à mettre de la charcuterie, des bouteilles et autres produits dans un sac en plastique, qu'elle mit à côté du fonctionnaire en train de vérifier des emballages sur les rayons. Quelques minutes après, il félicita la vendeuse pour la conformité aux règlements, prit le sac et partit. Cet exemple est symptomatique du phénomène de la corruption stimulé par les contrôles multiples.

## ***b. La privatisation***

La privatisation signifie le transfert des actifs étatiques à la propriété privée. Elle a été la clé de voûte de la transformation postsocialiste. Par ce biais, les réformateurs moldaves poursuivaient deux objectifs majeurs. Le premier, de nature économique, à double ramification : a) faire fonctionner l'économie de marché et b) renflouer les caisses de l'État. Le deuxième, de nature politique<sup>294</sup>, à double ramification, lui aussi : a) distribuer équitablement la propriété étatique afin de renforcer la protection sociale de la population, et b) « moderniser » l'État moldave.

Selon les réformateurs, l'ingérence de l'État dans les affaires économiques s'est avérée nuisible (durant la période soviétique notamment). Pour cette raison, il fallait réduire au minimum son rôle dans l'économie. Nous avons vu que le premier pas dans ce sens fut de libéraliser les prix et le commerce. Mais privatiser les actifs matériels et immatériels de l'État était la condition *sine qua non* pour que les marchés deviennent efficaces (en raison de l'importance des libertés individuelles, voir *supra* Encadré 10) et pour qu'ils fonctionnent dans des conditions de concurrence loyale. Ainsi, le transfert de la propriété étatique en propriété privée rimait avec l'essence de l'économie de marché. En addition, la vente de certains actifs étatiques devait apporter des liquidités au budget consolidé moldave.

Le but politique de la privatisation moldave était celui de respecter une « équité » de type égalitariste, mais aussi de tenir lieu de « protection sociale » de la population. Cet objectif de protection sociale n'est que très vaguement défini par les lois moldaves en matière de privatisation. Comment la privatisation pouvait-elle répondre à un tel impératif, aucun texte ne l'explique<sup>295</sup>. De même, selon les réformateurs, la privatisation devait permettre de « moderniser » l'État moldave qui conserve toutefois des fonctions régulatrices de l'économie (du moins dans cette première phase de transformation). La « modernisation »

---

<sup>294</sup> Dans son analyse du post-socialisme STARK (1999, p. 98) mentionnait que la voie politique « la plus sûre pour institutionnaliser la propriété privée réside dans le développement d'une classe des propriétaires ». Un tel objectif fut moins explicite chez les réformateurs moldaves.

<sup>295</sup> De manière générale, le processus législatif moldave engendra souvent des incohérences de fond. A la lecture des actes législatifs et normatifs, on peut, à plusieurs reprises, nous retrouver dans l'incapacité de comprendre le sens de certains passages et leur liaison avec les réalités moldaves. Tout laisse croire qu'il n'y a pas de véritable étude et de véritable débat dans ce processus. Certaines lois sont tout simplement des plagiat des lois d'autres pays. A titre anecdotique mentionnons que, lorsqu'en 1998 une réforme administrative-territoriale fut envisagée – sur le fond, elle prévoyait la décentralisation de l'administration locale, et sur la forme, elle prévoyait le passage des *raïons* (districts) aux *judets* qui sont des unités administratives-territoriales locales en Roumanie –, la nouvelle loi moldave fut publiée dans le *Monitorul Oficial* en mentionnant la ville de Bucarest (Roumanie) au lieu de celle de Chisinau.

signifiait la création et l'entretien d'un milieu favorable à l'activité entrepreneuriale, ainsi que la gestion du régime de protection sociale.

La vitesse de la privatisation était considérée très importante. Plus vite on aurait privatisé, plus vite les différents secteurs productifs de l'économie seraient devenus efficaces, plus vite on aurait obtenu une croissance économique. Or, même si la législation fut adoptée en 1991, la privatisation proprement dite des actifs non-agricoles (1) et de la terre (2) commença en 1993 et s'étendra sur plus d'une dizaine d'années, compromettant la thérapie de choc.

**1. La privatisation des actifs non-agricoles.** En juillet 1991, la Moldavie adopta une « Loi sur la privatisation » qui devint l'appui institutionnel dans le processus de privatisation<sup>296</sup>. S'en suivirent d'autres actes législatifs, notamment la loi « sur l'entrepreneuriat et les entreprises » (janvier 1992) qui établissait les formes juridiques des entreprises (sociétés à responsabilité limitée, sociétés par actions, etc.). Mais, dès sa conception, la privatisation fut compromise par un manque de concertation au niveau politique, d'une part, et par un « désordre » financier et monétaire, d'autre part. Un article publié dans *Les Nouvelles de Moscou* anticipe un tableau très pessimiste de la privatisation moldave :

« On voit s'envenimer les contradictions entre les administrations relevant en partie du gouvernement et en partie du parlement. "La concurrence" entre administrations se manifeste le plus nettement dans les rapports entre le Comité d'État pour la réforme économique et le Département d'État pour la privatisation. [...] Résultat, le démarrage de la privatisation dans cette république est retardé pour un temps indéterminé, bien que la loi ait été votée il y a près de douze mois. La circulation monétaire et les finances se trouvent de plus en plus désorganisées. Cela affecte des milliers d'entreprises en cessation de paiements dans le contexte de la pénurie quasi-totale des crédits et de l'impossibilité d'écouler leurs produits sur les marchés de la CEI. La situation va devenir critique. L'endettement réciproque des entreprises moldaves est comparable au PNB de cette république. » (LES NOUVELLES DE MOSCOU, le 12 mai 1992)

---

<sup>296</sup> L'autorité responsable de sa mise en œuvre fut « Le département d'État pour la privatisation », créé lui aussi au même moment que la loi. Plus tard, en 1993 fut créé le « Fonds de la propriété d'État » qui fusionna une année plus tard avec le « Département d'État pour la privatisation » pour créer le « Ministère de la Privatisation et de l'Administration de la propriété étatique ». Celui-ci fut dissous en 1998, et devint le « Département de la privatisation et de l'administration » au sein du « Ministère de l'Économie et des Réformes ». Après la restructuration de ce dernier ministère qui devient « Ministère de l'Économie et du Commerce » (2003) fut créée en son sein l' « Agence pour la gestion de la propriété publique » qui représente aujourd'hui le successeur du département mentionné.

S’inspirant de l’expérience tchèque et de celle russe<sup>297</sup>, la Moldavie adopta le modèle de *privatisation par coupons*. Comme en Russie, elle avait pour objet le respect d’une certaine équité sociale de type égalitariste. En revanche, contrairement à la privatisation en Russie et en République Tchèque, en Moldavie tout le monde, même les enfants, devait avoir la possibilité d’acquérir des biens publics. Chaque citoyen moldave a reçu des coupons nominatifs – ne pouvant donc pas être achetés et/ou vendus<sup>298</sup>. Les indications contenues dans la « Loi sur la privatisation » peuvent être résumées de la manière suivante :

La valeur du coupon comprenait deux composantes :

1. Le nombre d’années travaillées *de facto* par les individus ;
2. Le nombre d’années *conventionnelles* (5 ans) pour les personnes n’ayant jamais été employées y inclut les enfants nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Ainsi, la valeur d’un coupon ( $V_c$ ) était établie selon la formule suivante :

$$V_c = \frac{A_p \times V_{tot\_ec}}{A_{tot\_ec}}$$

Où,

$V_c$  est la valeur totale du coupon,

$A_p$  est le nombre réel (ou conventionnel) d’années travaillées par une personne,

$V_{tot\_ec}$  est la valeur totale des biens de l’économie destinés à la privatisation,

$A_{tot\_ec}$  est le nombre total d’années travaillées par tous les citoyens moldaves, jusqu’au 1<sup>er</sup> janvier 1992.

De pair avec la privatisation par coupons, dite aussi « de masse » ou « gratuite », une partie du patrimoine étatique devait être privatisée par le biais des *enchères* (la petite privatisation) contre liquidités, et une autre partie devait être vendue en bourse.

On distingue plusieurs étapes de la privatisation moldave. Leurs principales caractéristiques et résultats quantitatifs sont concentrés dans le Tableau 22 (*infra*). Ainsi, à la première étape (1993-1994) et à la deuxième étape (1995-1996), la privatisation par coupons

---

<sup>297</sup> Sur la privatisation tchèque, voir VINCENSINI (2010) ; le même ouvrage trace les trajectoires de privatisation en Hongrie et en Pologne. Sur la privatisation russe, voir BOYCKO *et alii* (1995).

<sup>298</sup> Les coupons de privatisation distribués aux personnes mineures étaient utilisés *de facto* par leurs parents. Pour justifier cet usage, le certificat de naissance des mineurs accompagné d’une pièce d’identité du (des) parent(s) suffisaient.

fut dominante<sup>299</sup>. Les biens privatisés relevèrent, en grande partie, de l'espace locatif (appartements des villes moldaves notamment, voir *infra* Tableau 23). À une troisième étape, qui commence en 1997 et dont le but fut de renflouer les caisses de l'État, les méthodes retenues furent celles des enchères, de vente en bourse et de négociation directe avec le gouvernement moldave. À cette époque commença la privatisation *de facto* en agriculture (*infra*, 2). Quant aux entreprises industrielles, elles ont fait l'objet de privatisation à chacune des étapes énumérées.

Les chiffres officiels y inclus ceux véhiculés par certaines publications des hommes politiques de l'époque (par exemple GUTU, 1998, CIORNAI, 2002) suggèrent que la privatisation par coupons engloba *de jure* et *de facto* une large palette de biens, dont de nombreuses entreprises. De même, en conformité avec celles-ci<sup>300</sup>, quelque trois millions de moldaves ont bénéficié de la privatisation, devenant propriétaires de ces biens. Or, les réalités empiriques nous permettent de nuancer ces informations statistiques : si une majorité de moldaves est « actionnaire sur papier », seulement un nombre très limité d'individus sont aujourd'hui en possession *de facto* de ces biens :

« J'ai eu le droit à des coupons de privatisation dont la valeur totale était équivalente à 50 000 roubles. Mon époux, lui aussi avait à peu près la même somme. Au total, nous avons eu [des coupons dont la valeur totale approchait les] 100 000 roubles. À l'époque, les représentants des entreprises à privatiser frappaient à chaque porte pour demander aux gens de devenir actionnaires de telle ou telle entreprise. On nous faisait la promesse de toucher de grosses sommes d'argent sous forme de dividendes. [...] Personne n'a été informé qu'en effet il s'agissait d'une escroquerie. Même le directeur de l'école, il s'en est rendu compte trop tard. Donc, nous avons donné nos coupons à ASSITO<sup>301</sup>. Aujourd'hui nous ne touchons aucun dividende. D'autres, travaillant à la fabrique d'huile ou à celle de lait, ils ont donné les coupons à ces entreprises qui les embauchaient. Aujourd'hui, ils reçoivent une fois par an une bouteille d'huile ou une bouteille de lait, en guise de dividendes. » (Ludmila, 64 ans)

La divergence, voire la contradiction, entre les chiffres statistiques et les appréciations subjectives au sujet de la privatisation résulte du fait que la majorité des moldaves actionnaires des entreprises n'exercent pas de contrôle et ne participent aucunement à la

---

<sup>299</sup> Un rôle important dans la privatisation par coupons revint aux fonds d'investissement et aux compagnies fiduciaires. Près de 70% du patrimoine étatique de l'industrie notamment fut privatisé par ce biais (GUTU, 1998, p. 145).

<sup>300</sup> Voir les différents rapports statistiques du BNS ou ceux de la Commission Nationale du Marché Financier.

<sup>301</sup> Compagnie d'assurances.



**Tableau 22:** Les étapes de la privatisation proprement dite (1993-2005)

Période	But	Modalités	Public visé	Type des biens	Résultats <sup>302</sup>
1993-1994	Distribution équitable de : 1555 entreprises (privatisation totale)  37 constructions non-finies (privatisation partielle)  19 grandes entreprises (privatisation partielle)	Coupons, ventes aux enchères  Privatisation totale et/ou partielle	Toute la population	Petites, moyennes et grandes entreprises  Constructions non finies  Fonds locatif	628 entreprises (coupons)  46% du fond locatif (coupons)  18 constructions non finalisées (liquidités)
1995-1996	Stabiliser, restructurer et développer l'économie  Elargir le secteur privé  Développer un marché d'actions et de titres de valeur  Assurer la protection sociale de la population	Coupons, ventes aux enchères  <i>(Fin de la privatisation par coupons)</i>	Toute la population	Les mêmes que dans la période précédente  Terre, le projet pilot « Pamant » (Terre)	2235 entreprises (privatisation totale ou partielle, par coupons et liquidités) : 90% de possesseurs des coupons y ont participé ; 2/3 parmi eux ont fait recours aux Fonds d'Investissement et aux sociétés fiduciaires  Plus de 80% du fonds locatif restant (coupons) ; 816 mille personnes propriétaires de leur logement
1997-2005	Renflouer les caisses de l'État (le budget public)	Ventes aux enchères, Bourse (vente des actions en propriété étatique), Négociations directes avec le gouvernement Vente des entreprises endettées au prix symbolique d'1 MDL  Toutes les opérations furent réalisées <i>en monnaie</i>	Investisseurs autochtones et étrangers	Entreprises du service public Exemple : Moldtelecom (téléphonie fixe), Union Fenosa (gestion des réseaux électriques)	1997-1998 : 1118 entreprises 3 réseaux de distribution de l'électricité Une entreprise de fabrication du ciment  1999-2000 : 405 entreprises 1549 terrains afférents 2 constructions non finalisées ; 1 entreprise au prix symbolique d'1 MDL  2001-2005 : 156 entreprises, Fin 2005, 95 % du fonds locatif

**Source :** Les chiffres sont tirés de GUMENII (2001, *passim*)

<sup>302</sup> Difficultés : Les listes des personnes (droit aux vouchers) indéfinies ; Le patrimoine d'État non-évalué ; La valeur d'une année de travail n'était pas définie

gestion des biens privatisés. Ils ne disposent pas d'information sur le chiffre d'affaires, sur les profits et sur les décisions d'investissement des entreprises privatisées.

Dans ce sens, un rôle important fut joué par la modalité de privatisation des entreprises : la propriété fut morcelée de manière que chacun puisse en bénéficier. De surcroît, parmi les actionnaires de la même entreprise on retrouve des personnes provenant de toutes les couches sociales (retraités, employés, enfants, médecins, anciens kolkhoziens, anciens chefs d'entreprises, etc.) et de tous les sites de la république. Ainsi, la méthode de privatisation par coupons engendra une difficulté structurelle de gestion de la propriété, en raison du nombre trop important d'actionnaires et des caractéristiques sociogéographiques des actionnaires.

Conjointement, des pratiques abusives de contournement des coupons de privatisation ont pu être recensées. La plus couramment rencontrée fut générée par l'adoption de la loi sur la faillite des entreprises qui prévoyait qu'en cas de faillite d'une entreprise, les actionnaires étaient les derniers à recevoir des dividendes. Et dans cet esprit, une vague des faillites d'entreprises se déclencha, faillites qui prenaient habituellement la forme d'un changement de la raison sociale de l'entreprise. Les faillites entraînaient ainsi la perte du droit des actionnaires à la propriété des nouvelles entreprises créées :

« Mon mari a donné les coupons à une usine des téléviseurs, "Alfa". C'était une entreprise prospère. Il ne nous est jamais passé par l'esprit l'idée qu'elle pouvait faire faillite. Elle a été volée par son administration, elle a accumulé des dettes et au bout du compte, la procédure de faillite a été entamée. Donc, tout a été perdu. Après la faillite, ils ont créé une autre entreprise sous un autre nom, mais nous, nous n'étions plus les actionnaires de cette nouvelle entreprise. » (Veronica, 52 ans)

À ce titre, aujourd'hui règne chez la population moldave un mauvais souvenir de la privatisation.

**Tableau 23:** Biens acquis par la privatisation, selon les résultats de notre enquête quantitative, en % des réponses

<i>Type de biens</i>	<i>% des réponses</i>
Logements	81
Terre, Vignoble, Verger, bétail	47
Moyen de transport	7
Entreprise	4
Autre	4

**Source :** Les pour cent correspondent aux résultats de notre enquête quantitative.

**Note :** La somme des pourcentages sur la figure ci-dessus dépasse les 100 %, car il s'agit d'une question à réponse multiple. Les pourcentages de chaque catégorie correspondent en effet au nombre de réponses positives obtenues pour la catégorie en question.

Lorsque nous avons demandé aux interviewés d'indiquer les biens qu'ils avaient acquis par la privatisation, les réponses (Tableau 23) plaidèrent majoritairement en faveur des logements<sup>303</sup> et de la terre. La part des interviewés qui a affirmé être devenue propriétaire d'entreprises par la privatisation est insignifiante : elle s'élève à 4 % des réponses. En dépit de la non-extrapolabilité du résultat de notre enquête sur l'ensemble de la population moldave, ce chiffre apparaît trop bas si on le rapporte aux données statistiques du Département d'État pour la Privatisation, publiées dans une décision du gouvernement sur les résultats de la privatisation, datant de juillet 1996, et qui indiquent qu'en 1996, quelque 65 % des coupons distribués à la population moldave servirent à la privatisation des entreprises industrielles. Cela nous suggère que les seuls types de biens dont une majorité de la population est devenue propriétaire *de facto* sont les logements et la terre ; en ce sens que ce furent les seuls types de biens sur lesquels les individus pouvaient exercer un réel contrôle.

**2. La privatisation de la terre.** Son but fut de rendre l'agriculture<sup>304</sup> plus efficace, dans les conditions d'une économie de marché. En décembre 1991, le « Code foncier » fut adopté. Il entre en vigueur en 1992. Il établissait la procédure par laquelle la terre allait être distribuée à la population, ainsi que les catégories de population qui en avait le droit. En conformité avec celui-ci, la terre revenait aux anciens kolkhoziens, mais aussi aux employés des organisations non-agricoles des campagnes<sup>305</sup>. À l'instar de la privatisation dans le secteur non-agricole, la privatisation de la terre devait engendrer une logique d'équité sociale. Toute « justice réparatrice », c'est-à-dire le retour des terres aux anciens propriétaires terriens d'avant la collectivisation (voir MAUREL, 1994), fut exclue. Celle-ci ne fit pas l'objet d'un débat politique, comme en Tchécoslovaquie<sup>306</sup> et en Hongrie notamment (MAUREL, 1993 et 1994).

Deux étapes de la privatisation foncière moldave furent prévues. Dans un premier temps, furent déterminés les « quotas-valeur », c'est-à-dire la surface de terre (en

---

<sup>303</sup> La privatisation des logements, en général, concerna notamment les grandes villes de Chisinau et de Balti. Sur le total de logements privatisés en Moldavie, plus de 60 % furent à Chisinau et près de 10 % à Balti (nos calculs à partir de BNS, base de données statistiques en ligne).

<sup>304</sup> L'agriculture occupe une place importante dans l'économie moldave. Dans la période post-socialiste, elle absorbe, environ 40% de la force active de travail. Sa contribution au PIB demeure toutefois très modeste. D'après les données de BNS (base de données statistiques en ligne), tout au long des années postsocialistes, la moyenne de cette contribution s'élève à 14%.

<sup>305</sup> Les surfaces de terre auxquelles avaient droit les employés des organisations non-agricoles étaient inférieures à celles auxquelles avaient droit les anciens kolkhoziens.

<sup>306</sup> Depuis 1993, deux pays : la République tchèque et la Slovaquie.

hectares) égale pour tout participant à la privatisation, en possession d'un titre foncier fourni par les autorités locales. Le quota-valeur était calculé selon la formule : la surface totale des terres (en hectares) à privatiser divisée par le nombre total de personnes ayant droit à la privatisation de la terre. Dans un deuxième temps, furent transmis les titres de propriété aux personnes désirant quitter les anciennes structures (le kolkhoze ou le sovkhoze<sup>307</sup>).

Bien qu'appuyant le respect d'une équité sociale de type égalitariste dès sa conception, cette méthodologie entraîna des inégalités substantielles. Le respect du principe de l'équité sociale se limita à la seule unité administrative-territoriale. En réalité, les quotas-valeur varièrent d'une localité à une autre :

« Dans le village voisin, les gens ont reçu du terrain arable et du vignoble. Donc c'était mieux que chez nous, car eux, ils pouvaient vendre le raisin et ainsi gagner plus d'argent<sup>308</sup>. Chez nous, il y avait un verger d'abricotiers. Mais, les arbres fruitiers furent coupés avant la privatisation. Ce terrain fut privatisé en tant que verger, car il y avait encore les racines [sic]. Donc, les gens ont dû subir des coûts supplémentaires pour extraire et éloigner les racines, afin d'obtenir du terrain arable. » (Parascovia, 42 ans)

En termes physiques (hectares de terre, de vergers, de vignobles), les quotas-valeurs varièrent d'une localité à une autre, en fonction de la richesse des anciens kolkhozes et/ou sovkhozes. Ainsi, la surface de terre correspondante à un quota-valeur, transmise en propriété privée, allait de 0,5ha, dans certaines localités, à 4,5ha, dans d'autres localités (CHIVRIGA, 2009, p. 11). De même, une variable incluse dans le calcul des quotas-valeur fut la fertilité du sol. En conformité avec ce principe, les quotas-valeur variaient au sein d'une même localité. Les individus ayant reçu le sol moins fertile avaient le droit à une surface plus importante de terre que ceux recevant du sol plus fertile. Or, un sol moins fertile exige plus d'investissement. Quant à l'impôt foncier, il était calculé selon la surface et ne tenait pas compte de la variable *fertilité du sol*. Dans certains endroits, les quotas-valeurs furent établis de manière égale pour tous les futurs propriétaires, tout en intégrant cette variable de la fertilité du sol ; c'est-à-dire que chaque participant à la privatisation a reçu des surfaces égales de sol fertile et des surfaces égales de sol moins fertile. Mais, dans ce cas, la parcellisation de la terre fut très importante. Un individu pouvait recevoir quelques dizaines d'ares dans un endroit, quelques autres dizaines à une distance de plusieurs kilomètres de cet endroit, et ainsi de suite.

---

<sup>307</sup> Le nombre de sovkhozes resta insignifiant à cette date-là. En 1990, la majorité changea de statut, devenant des kolkhozes (DUPOUY, 2006, p. 44).

<sup>308</sup> Grâce aux conditions climatiques et à la qualité du sol propice à la culture du raisin, celle-ci est la principale activité agricole dans la région du sud moldave, où notre interviewée habite.

La parcellisation de la terre fut une conséquence structurelle de la privatisation de la terre. Le Code Foncier prévoyait que la privatisation de la terre pouvait être accomplie en la divisant en trois catégories : terre arable, verger et vignoble. Ainsi, dans un quota-valeur entrant une certaine surface de chacune de ces trois catégories. Comme leur emplacement géographique, au sein d'une même ferme collective, était différent, même en éliminant la variable fertilité de la terre, une parcellisation était inévitable.

En ce qui concerne les actifs non-fonciers des fermes collectives, leur transfert en propriété privée fut règlementé par un ensemble de lois, adoptées au fur et à mesure dans les années 1990. En règle générale, la méthodologie de calcul des quotas-valeurs ne se distingua pas essentiellement de celle de la privatisation de masse dans le secteur non-agricole ; les droits de propriété furent établis en fonction du nombre d'années travaillées.

Mais, très vite, cette méthodologie donna des signes de tensions. Par exemple, le cheptel fut privatisé selon une telle méthode de calcul. Cela a généré des situations où plusieurs familles entraient en possession de la même vache, ou du même cheval, par exemple. Dans ces conditions, le partage de la propriété devenait conflictuel et l'usage ou la vente de certains biens ainsi privatisés s'est vu compromis :

« Dans notre village, tous les biens techniques, l'immobilier, etc. du kolkhoze furent partagés à 600 personnes [le village comptant une population de près de 1200 personnes]. Nous avons un immeuble, là-bas à la périphérie du village qui fut évalué à un million de MDL. Et il a été distribué à ces 600 personnes. Ce fut une énorme faute ! Aujourd'hui, chacune de ces personnes est propriétaire d'une petite partie de ce bâtiment. Mais, son usure s'élève à près de 80 %, car personne ne fait des travaux d'entretien, vu que tout le monde est propriétaire d'une très petite partie. Comment la vendre ? C'est quasi impossible ! Déjà faut-il qu'on réussisse à les assembler tous, parce qu'une bonne partie d'entre eux est partie à l'étranger. » (Nicolae, 58 ans)

L'absence des relais institutionnels cohérents a généré des abus dans le processus de privatisation des actifs non-fonciers des kolkhozes et des sovkhoses. Les membres de la direction de ces organisations s'approprièrent une grande partie de ces biens (outillages, machines, bâtiments, etc.), soit par l'achat des parts à des prix bas, soit par la spoliation proprement dite de certains biens.

Le contexte politique de l'époque a contribué, lui aussi, à ce fiasco de la réforme agraire :

« Les retards qu'a connus la réforme agraire s'expliquent essentiellement par les manœuvres dilatoires des agrariens, au pouvoir [depuis 1994] jusqu'au printemps 1998<sup>309</sup>, agrariens dont

---

<sup>309</sup> Les élections de février 1994 assurèrent au Parti Démocrate Agraire – dont le chef était Mircea Snegur, président en fonction de la Moldavie – une majorité confortable : obtenant 43% des suffrages, les agrariens

la clientèle politique était formée par les présidents et les cadres de direction des kolkhozes et des sovkhoses. Ces cadres ont tout fait pour s'emparer des meilleures terres, les regrouper dans des entreprises "collectives", affermer les parcelles individuelles des paysans contre des promesses souvent non honorées [...], bref, un exercice semblable à celui pratiqué dans l'industrie et dans les autres entreprises d'État. » (CAZACU et TRIFON, 2010, p. 397)

De 1992 à 1996, la réforme en agriculture se limita à la seule transmission des titres fonciers, raison pour laquelle certains observateurs en parlent comme d'une privatisation « chaotique » (MURAVSCHI, 2002, p. 5). Nombreux moldaves se contentèrent de la réception des titres fonciers, sans réellement quitter les fermes collectives. En 1996, les kolkhozes existaient encore bel et bien en République de Moldavie.

Dans ces conditions, les autorités moldaves ont décidé de revoir leur méthode. En 1996 fut mis en œuvre le projet-pilote "Pamant" (terre) dans 72 fermes collectives (MURAVSCHI, 2002, p.5), projet soutenu financièrement par l'agence américaine USAID et appuyant le soutien technique de la société Booz-Allen&Hamilton. L'objectif de ce projet était de distribuer la terre aux paysans qui, eux, pouvaient la travailler sous forme d'exploitation agricole individuelle, de sociétés par actions, de sociétés à responsabilité limitée ou créer des associations d'exploitations agricoles. Cette dernière fut la forme dominante d'organisation dans l'agriculture après la privatisation<sup>310</sup>. La forme d'organisation de ces associations d'exploitations agricoles ne se distingua pas des anciennes fermes collectives. En leur sein, les propriétaires étaient des salariés qui s'approprièrent au travail collectif de la terre. Autrement dit, l'agriculture se voit *néo-collectivisée*. DUPOUY (2006) écrivit ainsi :

« Dans de nombreux villages, l'exploitation collective a tout simplement changé de dénomination de manière artificielle et s'intitulant "association de fermiers" sans procéder à la moindre réorganisation interne, sans distribuer aux travailleurs les quotes-parts de terre et de patrimoine en nature. Le kolkhoze s'est donc transformé en association d'exploitation en quelques minutes. Les cadres sont les mêmes, le président de kolkhoze devint président de l'association, le système de brigade est conservé, la rémunération des travailleurs est inchangée. » (DUPOUY, 2006, p. 78)

Les résultats quantitatifs du projet-pilote furent déterminants pour que les autorités mettent en œuvre, à partir de 1997, un programme national, avec le même nom

---

eurent droit à 56 mandats sur 101 mandats parlementaires.

<sup>310</sup> Voir une discussion plus détaillée dans DUPOUY (2006). A partir d'une enquête qualitative et d'une enquête quantitative dans trois villages moldaves – Nicoreni, district de Drochia (au Nord) ; Cojusna, district de Straseni (au Centre) ; Tartaul de Salcie, district de Cahul (au Sud) – cet auteur fournit un tableau détaillé sur la privatisation moldave en agriculture ainsi que ces résultats et principaux effets sociaux, économiques et politiques.

« Pământ » (terre). Selon les officiels moldaves, le programme fut un « réel succès ». En termes quantitatifs, il permit la privatisation, jusqu'en 2000, des terres de 940 anciens kolkhozes et créa 760 000 nouveaux propriétaires terriens, dont 84 000 enregistrèrent des entreprises agricoles et 3900 devinrent des *leaders* (chefs) des nouvelles associations d'exploitations agricoles (chiffres tirés de GUMENII, 2001, p. 10).

En termes qualitatifs, les résultats furent opposés. C'est une des raisons pour lesquelles la population moldave appela le programme « Mormânt » (tombe). En roumain, *pământ* et *mormânt* riment. L'expression renvoie aux effets de la privatisation de la terre, jugés désastreux par la population. L'augmentation de la pauvreté rurale fut attribuée quasi exclusivement à la privatisation de la terre qui comporta, comme il a été montré, de sérieuses contradictions institutionnelles et techniques.

### ***c. La stabilisation financière et le policy mix moldave***

Conjointement à la libéralisation et à la privatisation, il y eut la stabilisation. Dans plusieurs pays ex-socialistes, la stabilisation économique s'appuya sur l'idée de *stabilitate financiară*. En référence à la doctrine monétariste – qui explique les variations des prix par la quantité d'argent en circulation –, promue par le FMI et par la BM, la plupart des gouvernements des pays postsocialistes avaient fait de la lutte contre l'inflation une priorité de leurs programmes de stabilisation. La Moldavie fit de même. Selon les réformateurs, l'inflation déformait les prix et les signaux des prix et de cette manière influençait négativement l'efficacité économique.

Curieusement, contrairement à la théorie monétariste, le phénomène de l'inflation moldave des années 1992-1993 n'était pas dû à une masse monétaire excessive. Au contraire, en 1992, la Moldavie connaît une pénurie des liquidités qui oblige le gouvernement d'introduire une monnaie supplémentaire – appelée *coupon* (ne pas confondre avec *coupon de privatisation*) – en parallèle avec le rouble russe<sup>311</sup>. L'augmentation des prix a été une conséquence directe de la libéralisation, qui s'est traduite par le développement des comportements spéculatifs chez les agents économiques.

Les monétaristes insistaient sur le rôle central de la politique monétaire dans la lutte

---

<sup>311</sup> La Moldavie fit partie de la zone rouble jusqu'en août 1993. Après l'abolition du rouble russe, le *coupon* (qui ne doit pas être confondu avec celui de la privatisation) tint lieu de monnaie nationale jusqu'à l'adoption du *leu*, en novembre 1993. Cette année 1993, le coupon constituait près de 80% de l'argent en circulation.

contre l'inflation et dans l'obtention de l'équilibre macroéconomique. La stabilisation appuyait le postulat suivant : dans une économie ouverte, l'équilibre macroéconomique est sensible au taux de change. Dès lors, la stabilisation financière est intimement liée à la politique envers le taux de change.

En appuyant la thèse de Robert MUNDELL (1960) – Nobel d'économie en 1999 –, la Moldavie poursuit alors une politique du taux de change fixe<sup>312</sup>. De manière générale, le *policy mix*, c'est-à-dire, le dosage entre la politique monétaire et la politique budgétaire, se caractérise par une politique monétaire restrictive<sup>313</sup> et une politique budgétaire expansionniste<sup>314</sup>. Cette politique économique conjoncturelle fut quasi-imposée par le FMI et la Banque Mondiale en échange d'une importante aide extérieure de 70 millions de dollars américains<sup>315</sup> (FINANCIAL TIMES, le 17 novembre 1993). La politique monétaire visait le contrôle rigoureux de la masse monétaire par le biais de la politique des crédits internes<sup>316</sup>, par les exigences concernant les réserves obligatoires des banques et par le contrôle de l'achat-vente des devises. De manière générale, la politique monétaire se concentrait sur la mise en œuvre des règles institutionnelles établies (ayant comme principal objectif la maîtrise de l'inflation), mais elle tenait moins compte de la capacité des acteurs étatiques à la mettre en œuvre. Il s'agissait notamment de la capacité limitée de la Banque Nationale moldave à mettre en place ces règles, car jusqu'en 1994, elle avait une indépendance très limitée. Par exemple, jusqu'en 1994, ce fut le gouvernement moldave qui décidait et contrôlait la politique des crédits intérieurs.

---

<sup>312</sup> La fixation du taux de change directement par la Banque Nationale fut maintenue jusqu'en 1998. À partir de cette date, elle procéda au calcul du taux de change à partir de la moyenne arithmétique simple des moyennes pondérées des taux de change du MDL contre le dollar américain, pratiqués sur le marché inter et intra bancaires. Ce fut une mesure qui visa la décentralisation du marché des changes.

<sup>313</sup> La théorie néo-classique penche vers une meilleure efficacité d'une politique monétaire restrictive comparativement avec une politique budgétaire restrictive. Dans leur manuel d'économie, SAMUELSON et NORDHAUS (2005, p. 725) écrivent : « En raison de leur indépendance et de la rapidité de leur prise de décision, les banques centrales sont sur le front de la ligne de défense pour la stabilisation de l'économie face aux chocs du cycle d'activité. Une politique budgétaire discrétionnaire est parfois utilisée, mais les économistes doutent de ses effets contra-cycliques en raison de l'asymétrie des comportements face aux modifications d'imposition et des obstacles politiques à sa mise en œuvre rapide. »

<sup>314</sup> Dans les conditions d'une politique budgétaire expansionniste, les dépenses augmentent entraînant une hausse de la consommation et donc une hausse du déficit budgétaire. Pour y remédier, il est nécessaire de mettre en œuvre une politique monétaire restrictive. L'action de la politique monétaire est orientée vers une hausse du taux d'intérêt afin de limiter la consommation. Comme conséquence l'investissement se trouve limité. Il s'ensuit une appréciation de la monnaie et donc une hausse des importations et une baisse des exportations.

<sup>315</sup> Au cours de l'année 1993, la Moldavie bénéficia de deux tranches d'aide supplémentaire, destinée aux réformes structurelles : une de la part du FMI, de 32 millions de dollars et une autre de la part de la BM, d'un montant de 60 millions de dollars américains (FINANCIAL TIMES, le 17 novembre 1993).

<sup>316</sup> Les crédits préférentiels aux secteurs agro-industriel et énergétique furent annulés et le taux d'intérêt fut libéralisé. Désormais, la distribution des crédits était faite par la méthode des enchères. Durant les années 1994-1997, près de 80% des crédits furent accordés par ce biais.



L'introduction du MDL, le 29 novembre 1993, comme monnaie nationale de la Moldavie, fit partie du plan d'action sur la stabilisation financière. La Moldavie se dota ainsi d'une monnaie maintenue forte et théoriquement entièrement convertible. Nombreux analystes saluèrent cette mesure qui a permis de stopper l'inflation galopante du début des années 1990. Or, du point de vue social, l'année 1993, et notamment le moment de l'introduction de la monnaie nationale restera gravée dans la mémoire des moldaves comme un épisode douloureux jusqu'à aujourd'hui encore. L'introduction de la nouvelle monnaie entraîna la débâcle des caisses d'épargne et la majorité de la population a vu se dévaloriser les économies d'une vie<sup>317</sup> :

« En 1991, j'ai déposé à la caisse d'épargne 32 000 roubles. C'était une somme énorme. Je pensais que j'allais avoir une retraite tranquille, sans soucis. Mais il en fut autrement. Depuis l'indépendance, la Moldavie a eu une pléiade de gouvernants qui n'ont rien fait de bon pour le peuple. Les économies d'une vie ont "brulé" et nos citoyens n'ont reçu que quelques *banuti*<sup>318</sup>. Aussi, la population s'est retrouvée avec des coupons [de privatisation] qui cachaient d'impressionnantes sommes d'argent, et qui ultérieurement furent mensongèrement collectés [par des fonds d'investissement et par des compagnies fiduciaires]. La population s'est retrouvée avec le titre d'actionnaire et avec des "dividendes" de quelques *lei* par an. [...] En conformité avec les données de la Banque Nationale, le 16 janvier 1991, 100 dollars américains équivalaient à 56,05 roubles. Vous imaginez-vous les sommes que nous avons à cette époque sur les comptes d'épargne ? »,

déplorait un habitant moldave pour ZIARUL DE GARDA (le 19 janvier 2006).

En termes économiques, en dehors de ses effets désinflationnistes, la politique monétaire restrictive, post-1993, dota la Moldavie d'un MDL fort, favorisant les importations, dans les conditions où la production industrielle et celle agricole connaissaient une chute chronique. Le déficit de la balance commerciale grimpa vite.

Un MDL stable n'a pas été suffisant pour attirer des investissements directs étrangers qui auraient pu améliorer la compétitivité (surtout en termes de qualité de la production, mais aussi des prix sur le marché mondial). Plusieurs facteurs, parmi lesquels nous avons déjà mentionné l'instabilité politique, la corruption et des résultats macroéconomiques épouvantables, pesèrent lourd sur les décisions des investisseurs<sup>319</sup>.

---

<sup>317</sup> La parité du MDL contre le rouble, au moment de l'adoption de la monnaie nationale moldave, fut de 1 MDL contre 1000 roubles. À la même date, 1 dollar américain équivalait à plus de 4 MDL.

<sup>318</sup> Diminutif de *bani*, monnaie divisionnaire du *leu* ; 1 MDL = 100 bani. « Quelques *banuti* », c'est une expression qui veut dire « très peu d'argent ». Le diminutif dans cette expression indique qu'il s'agit de si peu d'argent, qu'on ne peut rien acheter avec lui.

<sup>319</sup> Un exemple dans ce sens est donné par l'entreprise française « GEC Alsthom » qui, bien qu'ayant l'intention, en 1998, d'investir près de 1,5 milliard de francs (soit un tiers du PIB moldave) dans une centrale thermique à Chisinau, renonça vite. A ce sujet, LE FIGARO ECONOMIE (le 16 juin 1998a) présenta

Nous l'avons montré ailleurs (ROSCA, 2003), tout au long des années 1990, pour des raisons d'instabilité politique, de réformes chaotiques, mais aussi d'un véritable « culte de la corruption »<sup>320</sup>, la Moldavie eut un niveau faible d'investissements directs étrangers : en 1995, ils constituaient seulement 5,7 % du total des investissements moldaves, augmentant toutefois jusqu'au 25,3 %, en 2000 (chiffres tirés de CIORNAI, 2002, p. 131). Calculée pour la période allant de 1991 à 2000, la moyenne d'investissements étrangers directs par habitant s'élève à 140 euros.

**Tableau 24:** Exportations, Importations, balance commerciale, déficit public, dette externe et interne, en % du PIB, taux de change MDL/USD, moyenne, 1993-1998

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Exportations	33	49	52	47	45	37
Importations	44	58	58	63	60	61
Balance commerciale négative	13	8	7	12	15	21
Déficit public	7,5	5,9	5,8	9,7	7,5	3,4
Dette externe	21	55	58	63	66	82
Dette interne	6	6	7	9	11	17
Taux de change MDL/USD	1,5	4,1	4,5	4,6	4,6	5,4

**Source :** JAROCINSKI (2000, p. 7 sq.), tableau 1, tableau 2 et tableau 3.

**Note :** La dette externe inclut la dette du secteur énergétique.

À partir de 1995, la Moldavie connaît une chute constante de ses exportations et une hausse notable de ses importations (voir Tableau 24) et de la consommation globale. Comme le montre une analyse de JAROCINSKI (2000, p. 14) sur l'épargne-investissement<sup>321</sup> en Moldavie, la consommation globale est stimulée par l'appréciation

---

le bilan économique suivant : « L'économie moldave est un peu "minée". Son endettement représente 50 % du PIB, le commerce extérieur est chroniquement déficitaire, les coûts énergétiques prohibitifs, et les entreprises ne sont pas encore acclimatées à l'économie de marché. »

<sup>320</sup> Par exemple, en 1998, lorsque la compagnie moldo-franco-roumaine de téléphonie mobile « Voxtel » - la téléphonie mobile étant un des plus dynamiques secteurs de l'économie moldave, durant les années 1990 - fit son entrée sur le marché moldave, elle obtint une licence d'exclusivité de la part du gouvernement moldave pour une période de 5 ans (voir le texte de la licence sur [http://www.anrceti.md/files/filefield/Voxtel\\_.pdf](http://www.anrceti.md/files/filefield/Voxtel_.pdf)). En d'autres termes, le gouvernement s'engageait à garantir le monopole de la compagnie. Néanmoins, au bout de deux ans, en 2000, le Ministère des Télécommunications et du Transport émit une licence d'activité à une deuxième entreprise de téléphonie mobile (« Moldcell », entreprise turque). Cet exemple montre qu'au-delà des mesures non-constitutionnelles garantissant le monopole d'une entreprise, les promesses n'étaient pas tenues par les gouvernants, ce qui affaiblissait largement leur légitimité et la crédibilité de leurs actions. Aujourd'hui, la corruption est devenue une « religion » qui transcende la société moldave, elle est donc devenue une *norme*. Dans le débat public, le sujet est même considéré « ennuyeux ». Il ne reste que les formes de dérisions qui en parlent, et où l'on dénonce le plus souvent la corruption des hommes politiques et des administrations locales et/ou des organisations, comme en témoigne l'anecdote: « Un maniaque a mis du poison sur l'argent et l'a envoyé à une maison des retraités. Sont décédés cinq députés, le maire et son assistante. Aucun retraité n'a souffert ! » Le constat ci-dessus n'est pas propre à la seule Moldavie. Dans la plupart des ex-républiques soviétiques le phénomène de la corruption est omniprésent, particulièrement en Russie (voir RADVANYI, 2013).

<sup>321</sup> L'épargne-investissement représente un instrument d'analyse qui permet d'établir une liaison entre la

du MDL, d'une part, et par une contrainte budgétaire molle (KORNAÏ, 1980) dans le domaine énergétique notamment<sup>322</sup>, d'autre part. Or, en raison de l'absence d'une réforme structurelle dans le domaine des finances publiques, cette hausse de la consommation globale devient insoutenable.

Dans l'exercice budgétaire, les méthodes administratives héritées du passé ont prévalu. Dans le contexte des années 1990 – où la privatisation était démarrée, l'inflation, bien que maîtrisée, à partir de 1994, restait importante, la dette de l'État augmentait dans des rythmes insoutenables –, le processus budgétaire prit une forme chaotique. Le régime budgétaire moldave post-1990 comporte deux niveaux : un républicain et un autre local, comme indiqué sur la Figure 20.

Les recettes du budget d'État correspondent aux taxes, aux impôts, aux dons et à d'autres revenus. Celles du budget des assurances sociales sont constituées des transferts obligatoires de la part des entreprises et autres organisations<sup>323</sup>, ainsi que des transferts du Budget d'État. Les recettes des Budgets locaux sont constituées par des taxes et des impôts locaux ainsi que par des transferts de la part du budget d'État. Les derniers constituent un chapitre important dans les dépenses du Budget d'État moldave. Ce fait est

---

balance commerciale d'un pays et ses évolutions macro-économiques. Le calcul sur lequel s'appuie l'analyse de JAROCINSKI (2000) présente le cheminement suivant :

$$\text{RNBD} = \text{PIB} + \text{TCNE} + \text{RNFE}$$

Où,

RNDB est le Revenu National Brut Disponible,

PIB est le Produit Intérieur Brut,

TCNE représentent les Transferts Courants Nets de l'Étrangers,

RNFE représente le Revenu Net des Facteurs provenant de l'Étranger.

L'épargne (E) est définie en tant que différence entre le RNBD et la consommation (C) :

$$\text{E} = \text{RNBD} - \text{C}$$

La différence entre l'épargne (E) et l'investissement (I) est supposée égale au solde de la balance commerciale (BC) :

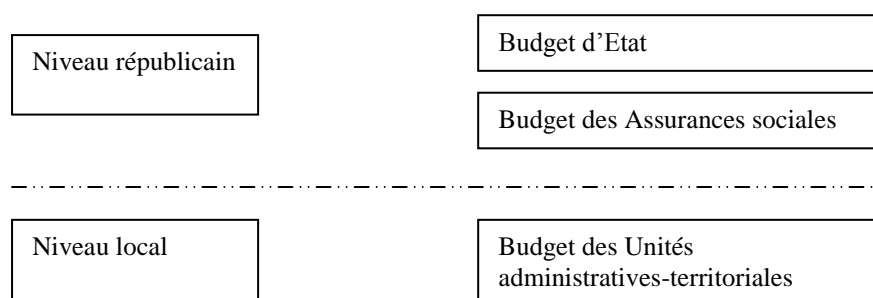
$$\text{E} - \text{I} = \text{BC}$$

<sup>322</sup> La contrainte budgétaire molle dans le secteur énergétique est liée à un manque de pression de la part de la Russie (fournisseur principal) sur les autorités moldaves afin d'acquitter leur dette. Une explication de ce comportement russe peut être trouvée dans le contexte géopolitique de la Moldavie. Plus exactement, tout laisse penser à un « échange de tolérance » entre les autorités russes et celles moldaves : les unes envers la question énergétique et les autres envers le *statu quo* de Transnistrie. Cela fait qu'il n'y ait presque pas de pression sur le consommateur interne (entreprises et ménages) d'acquitter ses dettes envers le secteur énergétique. De même, comme le note GUTU (1998, p. 166), annuellement, entre 1993 et 1997, le Ministère des Finances moldave planifiait pour le secteur énergétique des dépenses augmentées de 35 à 40 % par rapport aux dépenses normatives. Ainsi étaient éliminées les contraintes d'économie, dans ce secteur.

<sup>323</sup> Le taux des transferts obligatoires fixé par le gouvernement variait d'une entreprise à l'autre, en fonction des facteurs tels que la pénibilité du travail, les conditions nocives du travail, etc. Notons que ce régime fut repris tel quel de l'URSS où un « Fonds centralisé d'assurances sociales », financé par des transferts de la part des entreprises et de la part du budget centralisé, couvrait l'intégralité des assurances sociales d'État.

dû à des prescriptions institutionnelles relatives au financement des budgets locaux, inadaptées aux réalités de certaines unités administratives-territoriales. Certains types de recettes (par exemple, les revenus de la vente des espaces publicitaires) ne peuvent être perçus que dans les grandes villes moldaves où les agents économiques les achètent ; dans les villages, ce type de recette a tendance à être égal à zéro.

**Figure 20:** Le régime budgétaire moldave



Dans les années 1990, les recettes du budget d'État étaient directement liées à la taille de l'économie étatique. Il s'agissait du poids important des impôts payés par les entreprises marchandes étatiques. Avec la privatisation, les recettes diminuèrent de manière importante à cause des effets pervers générés par la mise en œuvre des mesures telles que l'annulation de la dette et des pénalités des entreprises en faillite et des entreprises restructurées<sup>324</sup> envers le budget d'État. En conséquence la discipline budgétaire s'est vue affaiblie, nombreux chefs d'entreprises attendant que la dette et/ou les pénalités de son entreprise soient annulées (GUTU, 1998, p. 173). En parallèle, le poids des impôts indirects (TVA, accises, taxes douanières, etc.) dans les recettes budgétaires augmenta jusqu'à plus de 55 %, en 1998, et celui des impôts sur le revenu des personnes physiques diminua jusqu'à un peu plus de 30 %, à la même date (BNS, base de données statistiques en ligne). Or, nous l'avons déjà mentionné, les différentes pratiques d'évasion fiscale des entreprises privées ne tardèrent pas d'apparaître. Celles-ci concernaient l'occultation des profits, des prix réels pratiqués à l'achat et/ou à la vente, mais aussi l'occultation des salaires de leurs employés<sup>325</sup>. D'ailleurs, la baisse du poids de

<sup>324</sup> La loi sur la restructuration des entreprises prévoyait l'annulation de toutes pénalités des entreprises restructurées.

<sup>325</sup> Nous avons analysé cet aspect dans une contribution non-publiée – « Le travail informel dans la Moldavie postsoviétique : une répercussion de la configuration institutionnelle formelle ? » - lors du colloque international « Economie informelle, travail au noir : enjeux économiques et sociaux », qui s'est tenu à l'Université Marne-la-Vallée, le 17 septembre 2007. A partir d'une enquête qualitative (10 entretiens approfondis), réalisée dans ce but et de l'étude des données statistiques, nous y avons montré que l'occultation des revenus, des salaires notamment, dans les entreprises en propriété privée, prit en

l'impôt sur le revenu des personnes physiques en fut une conséquence directe. Sur cette question, nous reviendrons plus bas. Notons ici également l'incidence des abus des responsables de l'exécution du budget qui devinrent de plus en plus nombreux. Les exemples recensés par la COUR DES COMPTES (1997) montrent clairement que le Ministère des Finances moldave occupa la première place en matière de fraude des finances publiques<sup>326</sup>.

La politique monétaire moldave était censée garder un *leu* fort et stimuler l'afflux des capitaux de l'étranger sous la forme d'investissements directs. Le premier objectif, contrairement au deuxième, fut atteint. Le *leu* fort a permis de monétiser l'économie et de maîtriser l'inflation galopante de la première moitié des années 1990. En revanche, la réforme des finances de l'État a été partielle et chaotique, et, en dehors du fait qu'elle a stimulé les comportements frauduleux, son principal résultat macroéconomique a été d'accroître la consommation globale. En conclusion, le *policy mix* – expression exemplaire de l'économie mixte de transition moldave – devint insoutenable.

**Tableau 25:** Tableau des réformes postsocialistes en Moldavie

<p><b>Libéralisation</b>            Libéralisation des prix – <i>totale</i>            Libéralisation du commerce – <i>totale</i>            Libéralisation du taux d'intérêt – <i>totale</i>            Règlements des revenus nominaux – <i>oui</i></p>	<p><b>Privatisation</b>            Méthode principale – <i>coupons</i>            Méthode secondaire – <i>ventes contre liquidités</i>            Vente de la terre – <i>possible (uniquement aux citoyens moldaves)</i></p>	<p><b>Stabilisation</b>            Recettes fiscales dans le PIB (1999) – <b>29 %</b>            Taux de change – <i>fixe</i></p>
<p><b>Secteur financier</b>            Ratio d'adéquation des fonds propres (1999) – <b>8 %</b>            Garantie des dépôts – <i>non</i>            Loi sur la sécurité des transactions – <i>oui</i>            Organisme responsable de la régulation financière – <i>oui</i></p>	<p><b>Infrastructure</b>            Monopole d'État dans le domaine de télécommunications – <i>oui</i>            Monopole d'État sur le réseau de voies ferrées – <i>oui</i>            Privatisation partielle du réseau d'alimentation de l'électricité – <i>oui</i></p>	<p><b>Réforme sociale</b>            Taux de pauvreté (1999) – <b>65 %</b>            Réforme des retraites – <i>oui</i>            Fonds privés de retraites – <i>non</i></p>

Source: BERD (1999, p. 248)

République de Moldavie un caractère de masse dans la période postsocialiste. La pratique la plus couramment rencontrée est celle des « salaires en enveloppe ». Elle consiste dans la déclaration d'un salaire très faible, le reste étant payé en argent comptant sans être déclaré. Comme le montrent les données de l'enquête mentionnée ci-haut, cette pratique est considérée avantageuse par les deux parties contractuelles : elle évite à l'employeur de verser une grande partie des charges sociales afférentes (30% du montant du salaire) et à l'employé, elle évite de payer les transferts dans le Fonds des retraites (1% du salaire) et l'impôt (progressif) sur le revenu.

<sup>326</sup> Nous avons calculé, à partir de ce document, la somme totale des pertes subies par le budget d'État dans les années 1994-1996. Bien qu'approximatif, le résultat fut le suivant : les pertes budgétaires, dues à une mauvaise gestion des finances publiques et à des pratiques de fraude, s'élevèrent à plus de 140% des recettes exécutées en 1996.

\*

\* \*

Pour résumer ce qui vient d'être dit, il résulte que le *système économique mixte moldave* – supposant le mélange des formes institutionnelles caractéristiques du capitalisme et du socialisme – se caractérise par :

1. Un héritage institutionnel du système socialiste de type traditionnel et du socialisme réformateur (contrainte budgétaire molle, agriculture néo-collectivisée, etc.). Il suffit de penser à la privatisation en agriculture, où le modèle dominant d'organisation, dans cette période postsocialiste, demeure collectiviste (système des brigades, régime de salaires, etc.).
2. Un héritage comportemental (hiérarchie du pouvoir, d'une part, valeurs, normes sociales, normes de comportement, d'autre part). La privatisation fut influencée par ces règles comportementales. Elles furent aussi intégrées par les nouvelles règles formelles qui, à côté des anciennes règles formelles, encadrent la propriété privée.
3. Une importation institutionnelle du capitalisme libéral de marché - importation impulsée, en grande partie, par les organisations internationales, tels le FMI et la BM. La libéralisation des prix et du commerce représente une nouveauté institutionnelle dans la transition postsocialiste, et elle est censée être une des pierres angulaires de l'attendu succès de l'« économie de marché ». La privatisation non agricole, appelée « de masse », se caractérisa, elle aussi, par l'adoption des règles inédites, mais dont la mise en œuvre interféra avec des comportements individuels hérités de l'ancien système<sup>327</sup>.

Au sein de ce nouveau système mixte s'est produit un réarrangement de la société. Il engendra des métamorphoses du monde de travail<sup>328</sup> (*infra*, Chapitre X.2) : chute de

---

<sup>327</sup> Non sans raison, NORTH (1990) écrivait à ce sujet que si les règles formelles changent à une vitesse importante, les règles informelles (normes, valeurs, coutumes, comportements individuels) changent plus lentement, compromettant ainsi l'efficacité des premières. Dans le même esprit, STARK (1999, p. 93) en analysant la « propriété recombinaute » hongroise, écrivit : « Les acteurs, au lieu de construire *tabula rasa* sur les ruines du communisme, dans certains dispositifs et sur certaines scènes, reconstruisent des organisations et des institutions *avec les ruines* du communisme. »

<sup>328</sup> Dans le cadre de l'économie du travail, traditionnellement deux courants de pensée s'affrontent : un néoclassique et un second institutionnaliste. Dans le premier, le marché de travail repose sur les fonctions de la demande et de l'offre, et leur équilibre. L'équilibre du marché de travail représente une solution au problème de coordination des comportements des acteurs dans un contexte marchand. Le travail est homogénéisé et ne représente qu'une marchandise comme les autres. Le salaire représente un prix d'équilibre sur ce marché. Cette famille de théories fut contestée par les économistes institutionnalistes qui remettent en cause le postulat de la rationalité individuelle et qui inscrivent l'examen des phénomènes socio-économiques dans une perspective systémique (LECLERCQ, 1999 ; STEINER, 2005). Au sens large, le fonctionnement de l'économie est influencé par les institutions qui exercent un effet structurant sur les

l'emploi total, institutionnalisation du chômage, nouvelle division sociale et technique du travail, nouveaux déterminants des revenus, etc., bref, une métamorphose du rapport salarial d'antan. Celui-ci subit des transformations multiples et multilatérales.

Si l'on se rapporte aux différentes formes des rapports salariaux recensés dans la littérature régulationniste – les plus couramment rencontrées étant les formes concurrentielle, fordienne et taylorienne (voir BOYER, 1987, p. 50) –, il nous est difficile d'inscrire le rapport salarial postsocialiste moldave dans cette typologie. Car il est traversé par un clivage qui divise les organisations peuplant le système postsocialiste moldave entre organisations marchandes et non-marchandes. Dans ces deux types d'organisations, les formes de division sociale et technique du travail, la mobilisation des salariés et les déterminants des salaires seront très contrastés. Le contraste est une conséquence directe du système mixte de transition. Ainsi, dans les organisations marchandes la coordination par le marché demeure dominante, et dans les organisations non-marchandes c'est la coordination bureaucratique qui domine.

En résultat, le rapport salarial postsocialiste moldave pourrait être caractérisé de *dual*, dualité attachée aux formes organisationnelles en vigueur qui creuseront le clivage privé/public (voir *infra* Chapitre X.1). Il en résultera une nouvelle dynamique de la société qui verra modifiée son ancienne structure sociale.

---

comportements individuels. Le rapport salarial est défini comme « un ensemble des conditions juridiques et institutionnelles qui régissent l'usage du travail comme l'existence des travailleurs » (BOYER et SAILLARD, 1995, p. 107).

## Chapitre IX

### Jalons sur la stratification sociale postsocialiste moldave et la transformation du capital social

Au sein du nouveau système mixte postsocialiste, la structure sociale de la société moldave changea avec une vitesse saisissante. D'abord, avec la privatisation de la propriété d'État, on assiste à l'émergence d'une nouvelle classe de propriétaires dont les membres occupent à la fois d'importantes positions politiques. Les trajectoires des hommes d'affaires et des hommes politiques convergent grâce à une mécanique à double sens : d'une part, les hommes d'affaires accèdent facilement à des postes politiques par leur contribution financière aux campagnes électorales des hommes politiques ; d'autre part, les hommes politiques accèdent au milieu d'affaires grâce aux ressources institutionnelles que leurs postes politiques procurent<sup>329</sup>. Ensuite, la transformation des entreprises d'État avait contribué à l'institutionnalisation du phénomène de chômage (voir *infra*, Chapitre X.1.b.) et ainsi une nouvelle catégorie sociale – les chômeurs – est apparue. Enfin, l'introduction d'un régime multipartite a ouvert aux individus d'origines différentes de nouvelles voies d'accès à la vie politique de la république. Tout ceci montre que les transformations de la société moldave furent multiples et multiformes.

Dans ce cadre, l'ancienne structure sociale formelle – la thèse de l'existence de deux classes sociales, les *kolkhoziens* et les ouvriers, et d'une couche sociale afférente d'« intellectuels » –, qui s'appuie sur la division du travail manuel et non manuel, n'est plus d'actualité. La nouvelle configuration du système engendre désormais une idéologie à rebours de l'idéologie soviétique. Les anciens critères normatifs de stratification

---

<sup>329</sup> Aujourd'hui, il est devenu courant, en Moldavie, d'associer les deux milieux, politique et d'affaires, sans y réellement établir une frontière. Récemment, un article d'INFOPRUT (le 1er février 2012) titrait : « Chez nous tout le monde veut gouverner, car si on ne gouverne pas on ne gagne pas de l'argent ». C'est une phrase d'Iurie Rosca, chef du Parti Populaire Chrétien Démocratique (successeur du FPM) qui fit alliance en 2005 avec le Parti des Communistes et avec « Notre Moldavie » (voir Annexe 7). En expliquant pourquoi la fonction de président dans une république parlementaire, telle que la Moldavie, est importante, celui-ci déclare : « La république parlementaire signifie qu'il y a monarchie dans une république. Le président ne gouverne pas ; il règne. Avec les guillemets de rigueur. Eh bien, chez nous tous le monde veut gouverner, car si on ne gouverne pas on ne gagne pas de l'argent ».



sociale, eux aussi, ne sont donc plus d'actualité. De nouveaux critères normatifs s'appuyant sur une idéologie de type libéral donnent lieu à *la thèse de la moyennisation* de la société.

---

### IX.1 La moyennisation de la société

Selon certains hommes politiques moldaves, l'élargissement de la classe moyenne représenterait un des principaux défis à relever dans la période postsocialiste. Parfois, les échecs socio-économiques de la transition furent justifiés par l'absence de cette classe moyenne. L'homme politique Alexandru Oleinic<sup>330</sup> croit que le plus grand échec de la Moldavie postsocialiste consiste dans l'absence d'une classe moyenne. Sans réellement la définir, il avance un chiffre qui, selon lui, témoignerait de ce fiasco : la classe moyenne moldave représenterait uniquement 2-3 % dans l'ensemble de la structure sociale, alors qu'en Allemagne et en France cet indicateur aurait été estimé à 90 % (ECO, le 27 octobre 2011).

Mais que signifie moyennisation de la société ?

La notion de « classe moyenne » ou plutôt de « classes moyennes » (au pluriel) est floue. L'hétérogénéité de ses définitions en constitue une preuve<sup>331</sup>. On peut toutefois recenser certains éléments communs à une large gamme de définitions. Premièrement, elles mettent en avant les **inégalités de nature économique**. Celles-ci sont mesurées à l'aide des indicateurs quantitatifs, tels le *coefficient de Gini*<sup>332</sup> ou le *rapport interdécile*<sup>333</sup>. Deuxièmement, ces indicateurs quantitatifs sont censés refléter l'aspect qualitatif de la problématique et notamment le degré d'**homogénéisation des modes de**

---

<sup>330</sup> Il est député démocrate. Depuis son entrée dans le Parlement, en 2001, Oleinic a détenu plusieurs fonctions importantes dans la vie politique de la Moldavie : celle de membre de la « Commission de politique, économie, budget et finances » au sein du Parlement (2001-2005) ; celle de membre de la « Commission pour la protection sociale, la santé et la famille » au sein du Parlement (2005-2007).

<sup>331</sup> Le lecteur trouvera une discussion et de nombreuses références dans CHAUVEL (2006). Voir une discussion dans BONNEWITZ (2004, p. 43 sqq.) aussi.

<sup>332</sup> Le coefficient de Gini est un indicateur qui mesure le degré d'inégalités économiques (revenus, niveau de vie) dans la société. Il oscille entre 0 et 1, où 0 signifie une égalité parfaite (tous les individus d'une société ont des revenus et des niveaux de vie égaux) et 1 signifie une inégalité absolue (un seul individu est en possession de toutes les richesses). Dès lors, plus le coefficient de Gini se rapproche de 1, plus les inégalités sont accentuées dans la société, et *vice versa*.

<sup>333</sup> Pour calculer le rapport interdécile, la population est divisée en 10 tranches de revenus, appelées déciles et notées D1, D2, ... D10. Le rapport entre la tranche D9 et la tranche D1, appelé rapport interdécile, montre les disparités entre les individus les plus aisés de la société et ceux les moins aisés. Le rapport interdécile prend en compte la 9<sup>ème</sup> décile notamment, car il est difficile de calculer une limite supérieure pour la 10<sup>ème</sup> décile.

**vie et des revenus.** Troisièmement, la formule idéale d'une société moyennisée se présente, selon ses promoteurs, sous forme de **trois strates** où la strate **supérieure**, comprenant les classes les plus aisées, et celle **inférieure**, comprenant les classes les plus démunies, sont minoritaires. La base de la société est constituée par les classes **moyennes** qui ont tendance à être relativement homogènes du point de vue économique.

Les discours politique et académique moldaves adoptent cette démarche d'analyse sociétale. Ainsi, le facteur économique, dans son expression quantitative (revenus, niveau de vie, etc.), devient *le critère normatif central* dans la stratification de la société. Ceci représente un changement idéologique important en rapport avec la société soviétique, où, comme il a été montré, le facteur économique, dans son expression qualitative, en l'occurrence la division entre travail manuel et travail non-manuel – et par conséquent le niveau d'études qui permettait l'émancipation par rapport au travail non-manuel –, représentait le critère normatif de stratification sociale.

De ce fait, l'importance de la division du travail manuel et non manuel dans la stratification sociale se voit diminuée. Les transformations subies par le monde du travail jouent, elles aussi, un rôle important, dans ce sens qu'elles provoquent un réarrangement de la hiérarchie socioprofessionnelle. La signification de certains métiers, procurant moins de capital symbolique qu'auparavant, s'altère dans l'imaginaire social. Ainsi, indépendamment de la division entre travail manuel et non manuel, les activités les mieux payées, deviennent une source importante de capital symbolique :

« Avant on était la crème de la société, car on avait des études supérieures. Mais aujourd'hui, personne ne s'intéresse à notre diplôme. Il ne sert plus à rien. Tout ce qui compte c'est de bien gagner sa vie et d'avoir beaucoup d'argent. Par quel biais cet argent a-t-il été gagné, peu importe. » (Veronica, 52 ans)

Sur ce fond, un conflit émerge dans la société moldave des années 1990 : il oppose des « intellectuels » qui échouent dans le processus de conversion de leur capital symbolique et une fraction de la société qui accumule un volume important de capital symbolique par les vertus d'un processus intense d'accumulation du capital économique. Ce dernier processus suggère qu'un changement du contenu du capital symbolique et du capital social s'est produit dans le post-socialisme moldave.

---

## IX.2 Changement du capital symbolique des « intellectuels » : l'appui institutionnel brisé

Rappelons que, selon la définition bourdieusienne, le capital symbolique correspond à « n'importe quelle espèce de capital (économique, culturel, scolaire ou social) lorsqu'elle est perçue selon des catégories de perception, des principes de vision et de division, des systèmes de classement, des schèmes classificatoires, des schèmes cognitifs, qui sont, au moins pour une part, le produit de l'incorporation des structures objectives du champ considéré, c'est-à-dire de la structure de la distribution du capital dans le champ considéré » (BOURDIEU, 1994, p. 161).

Au sein du système socialiste de type traditionnel, le capital symbolique des « intellectuels » était procuré par le statut même d'« intellectuel », celui-ci défini par la spécificité du travail non-manuel, ainsi que par le niveau d'études. Malgré le caractère hétérogène et hiérarchisé de ce groupe (voir, *supra*, Chapitre II), le statut social des « intellectuels » était perçu comme dominant dans l'imaginaire social, légitimant dès lors une domination économique. À l'époque de la *perestroïka*, malgré les différentes réformes et « luttes » au sein des « intellectuels », le groupe conserva toutefois son capital symbolique hérité du socialisme de type traditionnel : dans l'imaginaire social, le statut d'« intellectuel » demeure encore dominant.

Dans la période postsocialiste en revanche, l'infléchissement est systémique et il concerne toute la population moldave. Grâce à des facteurs idéologiques, tels que la moyennisation de la société, et grâce à des résultats décourageants des réformes économiques qui creusent des inégalités dans la société, le capital économique se charge d'une signification symbolique importante, contrairement à sa signification idéologique (secondaire) au sein du système socialiste de type traditionnel.

« Le sentiment de gêne m'envahit parfois. Quand ? Quand je constate que mon salaire, après 30 années de travail, ne correspond pas à mes efforts. Quand je constate qu'*un individu médiocre, mais riche*, a l'impertinence de me dire qu'*il est le plus respecté, qu'il est écouté par tout le monde, qu'il est le plus admiré et le plus influent.* »<sup>334</sup> (TIMPUL DE DIMINEATA, le 12 décembre 2003)

« Regardez ce qu'il se passe aujourd'hui ! Pouvez-vous trouver quelque part un seul ingénieur chez nous ? Pourtant, naguère, nous en avons beaucoup. Montrez-moi un ingénieur qui travaille ! Il n'y en a pas ! Je le dis souvent : « Quand l'État va demander aux ingénieurs de travailler, là je dirai que nous avons un État. Autrement, non, nous n'avons

---

<sup>334</sup> Italiques par nous-mêmes.

pas d'État." Regardez ces gars-là [allusion est faite aux émigrés moldaves] qui viennent avec les poches pleines d'argent, mais avec une mine qui ne traduit aucune intelligence. Seul le diable sait ce qu'ils ont fait là-bas [à l'étranger], mais ils rentrent ici riches et nous disent "Permettez-moi d'être maire !" » (Alin, 62 ans)

Dans la Moldavie postsocialiste, les notions telles que « respect », « estime », « influence »/« pouvoir » sont associées au volume de capital économique qu'un individu possède. Une des clés de la réussite réside, alors dans une conversion économique réussie.

Il est légitime alors de s'interroger sur les facteurs déterminants de la réussite d'une conversion économique, réussite qui permet à ces individus d'être pourvus d'un capital symbolique important, au sein du nouveau système. L'élément fondamental, qui résulte des discours de nos interviewés et sur lequel repose la réussite de la conversion économique, est celui de la nécessité d'une **conversion professionnelle réussie**.

« En 1992 ou 1993, je ne me souviens plus exactement, pendant environ une demi-année j'étais dans une situation désespérée. Le seul moyen par lequel j'ai pu y échapper a été d'emprunter une autre voie professionnelle. J'ai alors quitté mon emploi et j'ai commencé à faire du commerce. » (Valeriu, 48 ans)

Nous avons demandé à nos interlocuteurs quels ont été les moyens par lesquels ils ont réussi cette indispensable conversion professionnelle. Dans un premier temps, les discours ne contiennent rien de surprenant. La plupart des personnes interviewées attribuent leur propre réussite à leurs compétences professionnelles. À la question « Quels furent les facteurs de votre réussite personnelle dans le post-socialisme ? » les interviewés se replient sur eux-mêmes :

« C'est ma nature : je suis honnête. » (Igor, 62 ans),

« Je suis un bon spécialiste. » (Vasile, 57 ans),

« Je suis très active. » (Caterina, 51 ans),

« J'étais un des meilleurs spécialistes. » (Alin, 62 ans)

Au fil de la discussion, nous intervenons avec des exemples tirés de la trajectoire de nos propres parents – enseignants dans un village du Centre-Ouest moldave - : « D.R. : Mon père me disait qu'il a eu de la chance d'être ami avec l'inspecteur du district, autrement... ». C'était une intervention souvent nécessaire pour aider les interviewés à dépasser une certaine réticence dans la discussion<sup>335</sup>. Ainsi, le discours des

---

<sup>335</sup> Une discussion sur les difficultés que nous avons rencontrées lors du déroulement des enquêtes de terrain se trouve dans l'Annexe 5.

interviewés changeait :

« Bien sûr, on ne pouvait rien faire sans l'aide de quelqu'un. » (Alin, 62 ans)

« C'était l'ancien directeur qui m'a proposé... » (Ion, 51 ans)

« Un ami avait parlé en mon nom avec la bonne personne. » (Igor, 62 ans)

« Pour moi, cela n'a pas été difficile. J'ai été ami avec ces gens-là. » (Victor, 55 ans)

Dans ce sens vont aussi les données de notre enquête quantitative. À la question concernant les facteurs de réussite de la conversion professionnelle, les réponses obtenues invoquent souvent l'aide des amis, des membres de la famille, des collègues :

**Tableau 26 :** Aide reçue lors de la conversion professionnelle

<i>Pour réussir une conversion professionnelle, avez-vous obtenu le soutien de :</i>	<i>Réponses reçues, %</i>
Amis	21
Collègues	14
Membres de la famille	21
Voisins	3
Autres personnes	17
Personne	24
TOTAL	100

**Source :** Les pourcentages correspondent aux résultats de l'enquête quantitative. Taille de l'échantillon = 128 personnes ; 29 personnes ont changé de profession dans le post-socialisme (voir Annexe 2).

On observe, à travers les données ci-dessus, que l'aide des contacts personnels a constitué un élément fondamental dans le processus de conversion professionnelle dans environ 75% des cas recensés<sup>336</sup>. Il suggère que le capital social des individus a été un des facteurs décisifs pour la réussite de ce processus de conversion. Mais qu'est-ce que le capital social dans la période postsocialiste ?

---

### **IX.3 Nouveau contenu du capital social**

Afin de comprendre le changement du capital social, nous devons le mettre en relation avec la transformation graduelle de la logique hiérarchique d'antan. Dans notre

---

<sup>336</sup> Ceci évoque la thèse de GRANOVETTER (1974) sur l'importance des contacts sociaux sur le marché du travail.

analyse de la période soviétique, nous avons identifié deux espèces de capital social : le capital social de type politique et le capital social de type relationnel. Comme il a été indiqué (Chapitre IV), il est difficile d'établir des frontières nettes entre ces deux types de capitaux. Néanmoins, garder une distinction entre les deux permet une meilleure compréhension de notre argumentation, raison pour laquelle nous allons analyser plus loin la transformation de chacun de ces deux types de capital social.

À l'époque soviétique, le capital social de type politique a été plus ou moins institutionnalisé dans la hiérarchie politico-administrative, dans la hiérarchie socioprofessionnelle et dans l'appartenance ethnique. Le capital social de type relationnel était accumulé au sein des réseaux de contacts personnels informels. Les deux étaient associés aux formes de rationnement formel et informel, propres à l'économie de pénurie.

À l'époque de la *perestroïka*, la structure du capital social de type politique change. Vers la fin des années 1980, son accumulation est intimement liée au nouveau contexte politique : le mouvement nationaliste, institutionnalisé, par la suite, dans l'appartenance au FPM. Quant au capital social de type relationnel, il est accumulé, pour la plupart, au sein des anciens réseaux de contacts personnels, hérités du système socialiste traditionnel.

Dans la période postsocialiste, tant la structure du capital social de type politique (a) que la structure du capital social de type relationnel (b) changent.

#### *a. Le capital social de type institutionnel*

Avec les transformations systémiques postsocialistes, la hiérarchie politico-administrative d'antan éclate. Désormais, le régime politique se caractérise par le multipartisme. Ainsi, une concurrence politique s'instaure entre différents partis politiques. À chaque élection, sur une moyenne période (de 4 à 5 ans), une hiérarchie entre les partis politiques s'établit. La position au sein de cette hiérarchie détermine de manière plus ou moins institutionnalisée le volume de capital social accumulé. Ce volume est directement proportionnel à l'influence politique que la personne ou le « contact personnel » exerce :

« En 1990, je suis devenu député dans le parlement moldave. Je me suis dit alors que c'était une bonne occasion d'entrer en possession de mon "dossier" ouvert, à l'époque soviétique, par le KGB. Comme je connaissais personnellement le Premier ministre de l'époque, je lui ai demandé. Le Premier ministre a tout de suite appelé le chef des services secrets qui m'a dit que tous les dossiers des personnes occupant de hautes fonctions politiques ont été détruits. Ils n'existent même pas dans les archives. Depuis, je ne m'y suis plus intéressé.

[...]

*D.R. : En tant que député, avez-vous eu plus d'opportunités de gagner de l'argent, de développer une affaire ?*

Surement ! Lorsqu'on est député, on a toujours cette opportunité. Ceci n'est pas un problème. » (Alexandru, 53 ans)

Cet extrait de l'entretien avec Alexandru nous fournit un exemple où le capital social est accumulé de manière institutionnalisée, c'est-à-dire grâce à la position au sein de la hiérarchie politique (Alexandru est député), et/ou grâce aux contacts personnels qu'il a l'opportunité de nouer avec d'autres hauts responsables (le Premier ministre). Les ressources que ce type de capital peut procurer sont nombreuses et diversifiées.

Si au sein du système socialiste de type traditionnel la division du travail manuel/non-manuel avait un appui institutionnel (par exemple, la structure sociale inscrite dans la Constitution soviétique) au sein du nouveau système postsocialiste ce dernier disparaît. Dès lors, la hiérarchie socioprofessionnelle que la société moldave a connue auparavant se brise. Celle-ci est adaptée à la nouvelle structure de la production<sup>337</sup>, se caractérisant par l'essor d'un important secteur des services<sup>338</sup>. Dans l'imaginaire social moldave, un métier devient prestigieux en fonction des possibilités de gain matériel qu'il engendre (voir *supra*, Chapitre IX.2, entretien extrait du *Timpul de dimineata*). Or, le gain matériel devient fortement dépendant de l'appartenance organisationnelle car le régime salarial postsocialiste moldave sera structuré autour de la hiérarchie organisationnelle. L'appartenance organisationnelle engendre des inégalités : d'un côté, des variations des conditions de travail, du niveau des salaires, etc. sont à relever au sein du même secteur qui réunit les organisations marchandes, d'un autre côté, les mêmes paramètres varient significativement entre les organisations marchandes et celles non-marchandes. Ce dernier aspect creusera ce que nous appelons *clivage privé/public* (*infra*, Chapitre X.1). Ainsi, l'appartenance organisationnelle, en général, procure un capital social *institutionnalisé*, d'une part, dans la position d'un individu et/ou de ses contacts personnels dans la hiérarchie inter-organisationnelle, et d'une autre part, au sein de la hiérarchie intra-organisationnelle.

---

<sup>337</sup> Le secteur des services occupe à la fin des années 1990 une place importante dans l'économie moldave. Il dépasse 50% du PIB moldave. Il entraîne un changement qualitatif de la société, en employant une main-d'œuvre de qualification très hétérogène, et qui engendre de profondes inégalités salariales.

<sup>338</sup> En même temps, la hiérarchie socioprofessionnelle s'adapte aux catégories statistiques internationales en la matière – celle du BIT, en particulier. Par exemple, la liste des activités économiques qui apparaît dans la *Classification des activités économiques de la République de Moldavie*, ainsi que celle des occupations qui apparaît dans la *Classification de la population selon le statut occupationnel*, sont identiques à celles établies par le BIT (voir le questionnaire rempli par le Bureau National de Statistique de la République de Moldavie sur le site Internet du BIT, URL de référence : <http://unstats.un.org/unsd/cr/ctryreg/ctrydetail.asp?id=375>, consulté le 28 janvier 2012).

Quant au facteur ethnique, il joue un rôle de plus en plus modeste dans l'accumulation du capital social. Cela peut paraître paradoxal, étant donné que la Moldavie postsoviétique est le produit du mouvement nationaliste de la *perestroïka*, et que dès lors elle sera ravagée par « une crise identitaire » (Encadré 11). Mais, bien que la problématique identitaire moldave soit institutionnalisée (dans la Constitution, dans les symboles, etc.), les effets de cette institutionnalisation sont saisissables dans un périmètre restreint : celui du champ politique et notamment au niveau des discours des hommes politiques.

**Encadré 11:** Crise identitaire, occupation culturelle ou identité différente<sup>339</sup>

« "Crise d'identité" est une expression souvent utilisée par les analystes roumains lorsqu'ils évoquent la République de Moldavie. Ils dépeignent une société tiraillée entre deux mondes. Une visite à Chisinau, la capitale, dévoile cependant une autre facette du problème. Souvent, les identités semblent plutôt s'épanouir dans la diversité, se mélanger et interagir. De même que les cultures. Les chaînes de télévision russes sont plus regardées que les roumaines. La presse russe est plus présente dans les kiosques que celle venue de Roumanie. Dans les librairies, la production russe – éditions exceptionnelles d'auteurs classiques ou modernes, mais aussi de nombreuses traductions – submerge l'offre roumaine. Même la bière est servie "à la russe", avec du poisson salé et séché. Sur les étalages s'empilent, aux côtés des célèbres vins moldaves, des eaux-de-vie de prestige de la Transdnestrie séparatiste et des bouteilles de vodka russe, de la plus bas de gamme à la plus luxueuse.

Au *Muz Café* de Chisinau, un club très populaire, les jeunes mangent des blinis, boivent de la vodka et dansent sur des chansons romantiques russes ou sur la musique du célèbre groupe moldave O-zone. Dans la rue [...] les dialogues bilingues sont monnaie courante. Dans les talk-shows politiques, à Chisinau, il arrive qu'on donne des répliques tantôt en roumain, tantôt en russe. L'ancien président Vladimir Voronine, [...] [répond] en russe lorsqu'on [lui] pose une question en roumain. Personne ne se considère offensé et personne ne prend la peine de traduire. Doit-on y voir les signes d'une occupation culturelle ? Ou, plutôt, les premiers éléments d'une identité différente ? [...]

Au centre de la capitale, au-dessus du restaurant McDonald's, les adolescents et les jeunes se rencontrent au cybercafé. Sièges confortables, équipements de dernière génération. Il faut juste s'adapter aux claviers, certains étant en russe. Mais cela ne dérange personne. Les gamins [...] se débrouillent facilement dans les deux langues. [...]

Le divertissement est hétéroclite : on peut entendre la chanteuse roumaine Mirabela Dauer ; sur une autre affiche présentant une photo vieille de trente ans sourit Mihai Constantinescu. L'offre est complétée par un ensemble folklorique d'Arménie et un récital de Sergueï Trofimov, chanteur et poète russe très populaire. [...]

Alors, la Moldavie est-elle plutôt roumaine ou plutôt russe ? En tout cas, elle est différente de la Roumanie. Qu'en pensent donc les partisans de la réunification ? Nous avons demandé à l'ancien président par intérim du pays, Mihai Ghimpu, partisan déclaré de la réunification avec la Roumanie. "Quand le problème se posera, les Roumains trouveront la recette", a été sa réponse. Peut-être, mais cette recette devra inclure l'acceptation de la diversité. »

**Source :** Extrait, FOREIGN POLICY ROUMANIE cité par LE COURRIER INTERNATIONAL (le 4 juillet 2011)

Comme l'on remarque à partir de l'encadré ci-dessus, la société réinvente sa propre dynamique culturelle et identitaire qui est *parallèle* au discours politique et, par

<sup>339</sup> Pour une analyse de la problématique identitaire dans différents pays ex-soviétiques, voir RADVANYI (2011).



conséquent, *parallèle* à la dynamique du champ politique. Autrement dit, la société incorpore peu ces institutions qui feraient du facteur ethnique un critère de distinction sociale. Pourquoi ? Deux hypothèses – incomplètes peut-être et que nous n’approfondirons pas ici – peuvent être avancées. Les deux sont interconnectées et se rapportent à la légitimité de l’État moldave et des hommes politiques moldaves aux yeux de la population : nous l’avons déjà dit, cette légitimité s’est érodée graduellement dans la période postsocialiste, provoquant un phénomène de repli de la société sur elle-même. La première hypothèse renvoie à la disparition de l’appui institutionnel qui, au sein du système socialiste, structurait la relation centre-périphérie : ce n’est plus Moscou qui met en œuvre et garantit le fonctionnement de ces règles, désormais c’est le nouvel État moldave qui le fait. La deuxième hypothèse, de nature sociologique, est liée au comportement des hommes politiques qui représentent symboliquement l’État moldave. Contraints par un contexte géopolitique complexe et faisant preuve de velléité d’affirmation politique dans la région, les hommes politiques moldaves ont recours à une rhétorique qui est en désaccord avec leurs actions. Conjugué à la situation économique difficile des années 1990, l’effet de cette incohérence discursive-comportementale a été de fragiliser la légitimité de l’État aux yeux des individus. Dès lors, les règles constitutives (CHAVANCE, 2001) ont, en général, peu d’effet sur le comportement des individus placés en dehors du champ politique.

Valentina nous raconta qu’à l’époque de la *perestroïka* elle a quitté son poste d’inspecteur de district sur l’enseignement préscolaire « par sa propre initiative ». Pour elle, il n’était plus acceptable de travailler dans un « nid de nationalistes agressifs ». Elle passa ainsi à la tête d’un jardin d’enfants d’un village proche de la ville de Criuleni (Centre-Est moldave). Lorsque nous abordons la condition des russophones de Moldavie dans la période postsocialiste, elle prend une pause de réflexion et ensuite elle ajoute :

« J’aurais dû rester [à l’inspectorat], car la vague nationaliste a pris fin avec la chute de l’URSS. Lors de la *perestroïka*, les Russes étaient effrayés. Beaucoup d’entre eux ont même quitté la Moldavie et ils sont partis en Russie. Quand les difficultés économiques ont commencé, les gens n’étaient plus intéressés par ce problème nationaliste. Ils se souciaient de nourrir et vêtir leurs enfants le lendemain. [...] Un ami, très attaché à ces valeurs nationales, me disait que s’il avait su dans quelle situation il se retrouverait, il aurait fait mieux de rester chez soi et de ne rien faire plutôt que de sortir dans les rues pour revendiquer des valeurs nationales.

*D.R. : Alors, pourquoi êtes-vous restée sans emploi après la chute de l’URSS ? Ne fut-ce pas à cause de votre ethnie ?*

Non. Après la chute de l’URSS, j’ai encore travaillé pendant trois ans en tant que chef du

jardin d'enfants. Après, je suis partie toute seule. Enfin, ce n'est pas vraiment exact. Subtilement, on m'a un peu forcé la main. Mais ce n'a pas été à cause de ma langue ou de mon ethnie. J'étais proche de l'âge de retraite<sup>340</sup> et l'on m'a fait comprendre qu'il aurait été mieux pour "tout le monde" que je prenne ma retraite. En fait, ce poste était visé par un chef de la mairie, pour son épouse. Donc, voilà ! Mais, je n'étais pas la seule à subir une telle situation. C'était une lutte pour la survie, car il y avait peu de travail, des salaires misérables, et les gens, qu'ils soient "russes" ou "moldaves", étaient tous dans le même embarras. »  
(Valentina, 70 ans)

À partir de ce qui vient d'être dit, on déduit que la transformation de ce que nous avons appelé « capital social de type politique », accumulé au sein du système socialiste traditionnel, est liée, en général, à la transformation du régime politique (multipartisme, élections universelles tous les 4 ans) et à la transformation du monde de travail (changement de la hiérarchie socioprofessionnelle, inégalités salariales basées sur l'appartenance organisationnelle, position au sein d'une organisation). Une haute position dans la hiérarchie inter organisationnelle et/ou intra organisationnelle, caractéristiques tant du champ politique que du champ économique, procure le capital social de manière plus ou moins institutionnalisée, donnant ainsi un accès plus large à des ressources diversifiées, monétaires et non monétaires. Par souci de simplification et afin de mettre en évidence le caractère institutionnalisé de son accumulation, en rapport avec ce capital social qui est obtenu au sein des réseaux de contacts informels, nous l'avons appelé *capital social institutionnalisé*.

### ***b. Le capital social de type relationnel***

Avec le passage à l'économie de marché, dans l'ensemble, les pénuries de biens de consommation et des services prirent fin<sup>341</sup>. La chute des revenus réels de la population moldave – phénomène qui n'est pas particulier à la seule Moldavie, bien qu'ici la chute

---

<sup>340</sup> En Moldavie, qui hérite d'un régime des retraites non-réformé de l'URSS, l'âge de départ à la retraite était de 55 ans pour les femmes et de 60 ans pour les hommes. L'ancienneté du travail s'élevait à 30 ans pour les femmes et à 35 ans pour les hommes. Suivant les recommandations du BIT, le parlement moldave décida d'augmenter progressivement, à partir de 1993, l'âge de départ à la retraite. Chaque deux ans devait augmenter ce plafond de 6 mois, jusqu'à ce qu'il atteigne 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes. Mais, ironie de l'Histoire, tandis que les gouvernants de Chisinau s'apprêtaient à mettre en œuvre ces règles, l'espérance de vie chez les moldaves était en chute libre. Elle passe de 65,47 en 1989 à 61,84 en 1995 chez les hommes et de 72,25 en 1989 à 69,66 en 1995 chez les femmes (PNUD, 1995, p. 44 sq.)

<sup>341</sup> On note toutefois, en 1993, une situation de pénurie généralisée provoquée, d'une part, par la rupture des liaisons économiques et commerciales avec la Russie, et d'autre part, par une hausse des exportations illicites vers l'Ouest (la Roumanie, la Bulgarie, la Pologne), où les prix de certains biens étaient plus élevés qu'en Moldavie.

ait été très brutale – transforme la nature de la pénurie. Désormais, c’est l’argent qui devient « bien » de pénurie (LEDENEVA, 1998, p. 178). Les amitiés qui se nouent au sein du système postsocialiste moldave prennent en compte de plus en plus la variable « argent ». En demandant à Ilya, retraité d’un village du Sud moldave peuplé par une minorité bulgare, ce que représente pour lui un *vrai ami*, il répond :

« Lorsque j’ai été attaqué en justice [au sein de l’ancien système] pour certains détails sans importance, mon voisin [décédé] qui était aussi mon ami est venu me donner 20000 roubles pour que je puisse m’en sortir. Celui-là est un *vrai ami*. Aujourd’hui, on n’en trouve plus de vrais amis. Tout le monde cherche à te duper et non pas à t’aider. » (Ilya, 68 ans)

Nous avons vu que les solidarités sociales ou la réciprocité – pour reprendre les termes de POLANYI (1983) – jouèrent un rôle important au sein de l’économie de pénurie, en termes d’accès à la consommation. Dans la période postsocialiste, l’accès à la consommation reste tout aussi problématique. Néanmoins, les facteurs qui le déterminent ne sont plus les mêmes. Auparavant, ce fut la pénurie de biens et de services qui légitimait la coexistence du principe de réciprocité avec celui de redistribution de type centralisée. Bien que l’argent devienne parfois un bien de pénurie même dans le système socialiste traditionnel, les tensions qui en découlaient étaient bientôt régulées par la pénurie de biens de consommation et par le principe de réciprocité que nous avons traité à travers la problématique du capital social. Mais, de règle, la logique égalitariste de redistribution des ressources, au sein du système socialiste traditionnel, et surtout l’importance du salaire social, excluait souvent l’argent de la catégorie des biens de pénurie<sup>342</sup>.

Au sein du système postsocialiste, le régime de redistribution change. Il combine des éléments hérités du passé et de nouveaux éléments importés : dans une certaine mesure, la logique hiérarchique d’antan ne disparaît pas, au contraire, elle sera conservée dans plusieurs domaines d’activités ; à ces côtés, une logique de marché se développe. La cohabitation des deux principes soulignés – de redistribution et de marché<sup>343</sup> –, sous la configuration spécifique de la Moldavie postsocialiste, engendrera un important signe de tension, et notamment la transformation de l’argent en « bien de pénurie ». Il reconfigurera les réseaux d’amitiés, les relations parentales, etc. Les solidarités sociales seront réorientées et prendront un *caractère financier*.

Par *caractère financier* du capital social de type relationnel il ne faut pas entendre

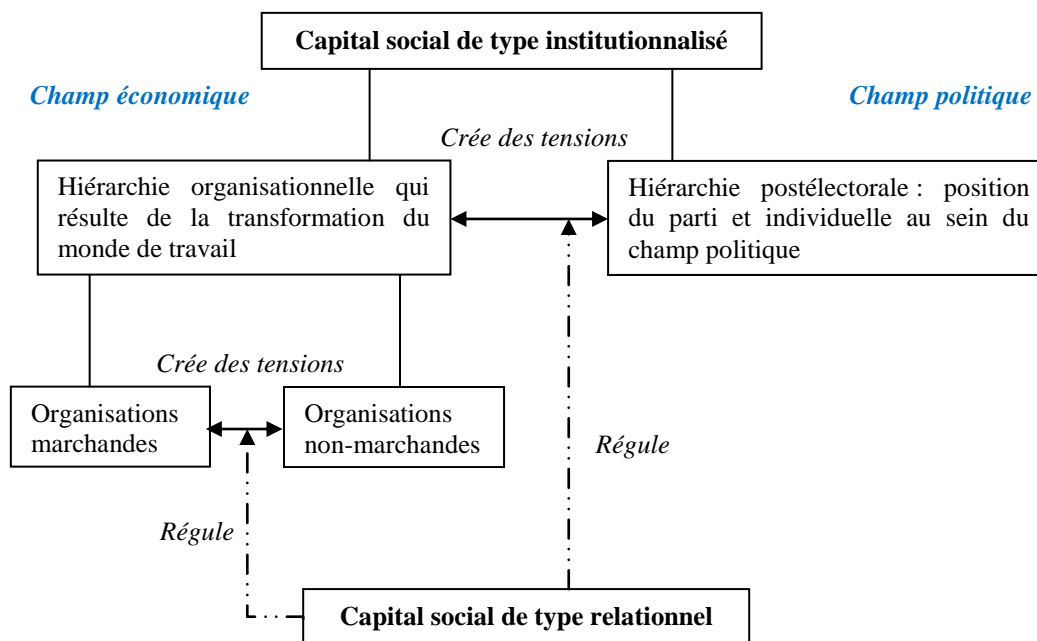
---

<sup>342</sup> Nous parlons ici de l’argent des ménages qui, contrairement aux organisations, pouvait subir une contrainte budgétaire dure.

<sup>343</sup> Voir POLANYI (1984). On relève aussi les principes de la réciprocité et de l’économie domestique.

uniquement l'argent en tant que ressource, mais toutes les possibilités – la recherche d'un emploi mieux rémunéré, le lancement de sa propre affaire, les emprunts interpersonnels d'argent, etc. – qui, directement ou indirectement, facilitent l'accumulation d'un capital financier et par là l'accumulation d'un capital économique.

**Figure 21:** L'interaction entre le capital social institutionnalisé et le capital social relationnel



Le capital social institutionnalisé et le capital social de type relationnel jouent un rôle régulateur des nouvelles tensions qui résultent de la configuration systémique décrite (Figure 21). À l'intérieur du champ économique, des tensions résultent de la hiérarchie qui se met en place entre les organisations marchandes et non-marchandes. Les tensions surgissent lorsque les possibilités d'accumuler un important volume de capital social de type institutionnalisé, convertible en capital économique, au sein de la hiérarchie inter et intra-organisationnelle, impliquent d'importantes inégalités : là où les individus n'ont pas la possibilité d'accumuler ce capital social de type institutionnalisé, le réseau de contacts personnels informels vient le remplacer et faciliter l'accumulation du capital économique.

À l'intérieur du champ politique des tensions apparaissent aussi :

« Je ne veux pas trop entrer dans de détails, mais, quand j'étais président de la commission parlementaire sur l'écologie, le premier ministre m'avait demandé de ne pas aborder le sujet du transit des déchets radioactifs sur le territoire de la Moldavie. Celui-ci était une source incontestable de revenus pour certains politiciens. Il m'avait dit que si j'acceptais le compromis, alors le gouvernement allait réexaminer notre demande de mettre notre homme à

la tête de l'administration des forêts. À l'époque soviétique, et aujourd'hui, les forêts moldaves sont administrées de manière non transparente, car elles apportent beaucoup d'argent. En 1990, quand nous [le Front Populaire Moldave – D.R.] sommes venus au pouvoir, j'ai proposé de transférer, dans la gestion du Département de la Protection de l'Environnement, la villa de Bodiul, ultérieurement devenue la villa de Voronin, et d'autres biens. Déjà en 1993, le président de la République en personne nous a demandé de céder l'administration de ces biens, mais nous y avons tenu tête. Mais en 1994, nous avons perdu les élections et alors tout a changé. Cela pour vous dire que les forêts moldaves tant ignorées par la population sont une mine d'or pour certains politiciens. Mais elles rapportent moins que le transit des déchets radioactifs, alors on nous a proposé ce commerce. » (Alexandru, 53 ans)

On y observe des luttes de pouvoir qui se manifestent de manière accrue, surtout dans les périodes postélectorales. Ces luttes portent souvent sur le contrôle des ressources institutionnelles et administratives qui facilitent l'accumulation du capital économique.

Nous allons examiner en quoi consiste le clivage privé/public et comment il divise le groupe des « intellectuels » moldaves dans le post-socialisme.

## Chapitre X

### « Intellectuels » et capital social au sein de l'économie mixte de transition

---

#### X.1 Retour sur le clivage privé/public

Dans le post-socialisme moldave, le monde du travail connaît des infléchissements multiformes grâce à la transformation de la propriété d'État et à la réforme du *policy mix*. Ces deux facteurs creusent le clivage privé/public, un clivage qui remonte à la période de la *perestroïka* (*supra*, Chapitre VII.1). Rappelons qu'il ne se définit pas, en Moldavie, par les rapports de propriété des organisations, mais par leurs caractéristiques marchandes et non marchandes.

##### *a. La propriété recombinate : brouillage des frontières organisationnelles*

Dans ce sens, il convient de se rapporter à une idée développée par l'auteur américain David STARK (1999). Comme il le note, la transformation de la propriété d'État dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale se solde par l'apparition d'une « propriété recombinate » (STARK, 1999, p. 97). Celle-ci repose sur la spécificité du paysage organisationnel au sein du système postsocialiste. Stark identifie un triple processus spécifique de la transition postsocialiste et qui définit la « propriété recombinate » :

- a) la transformation de la propriété n'est pas une privatisation au sens classique,
- b) la transformation de la propriété n'est pas une transition du public au privé, mais un brouillage de leurs frontières,
- c) la réorganisation de la propriété brouille également les frontières organisationnelles.

La réorganisation de la propriété génère une tension que l'on appellera couramment le clivage privé/public. Mais étant donné le « brouillage » des frontières entre ce qu'est

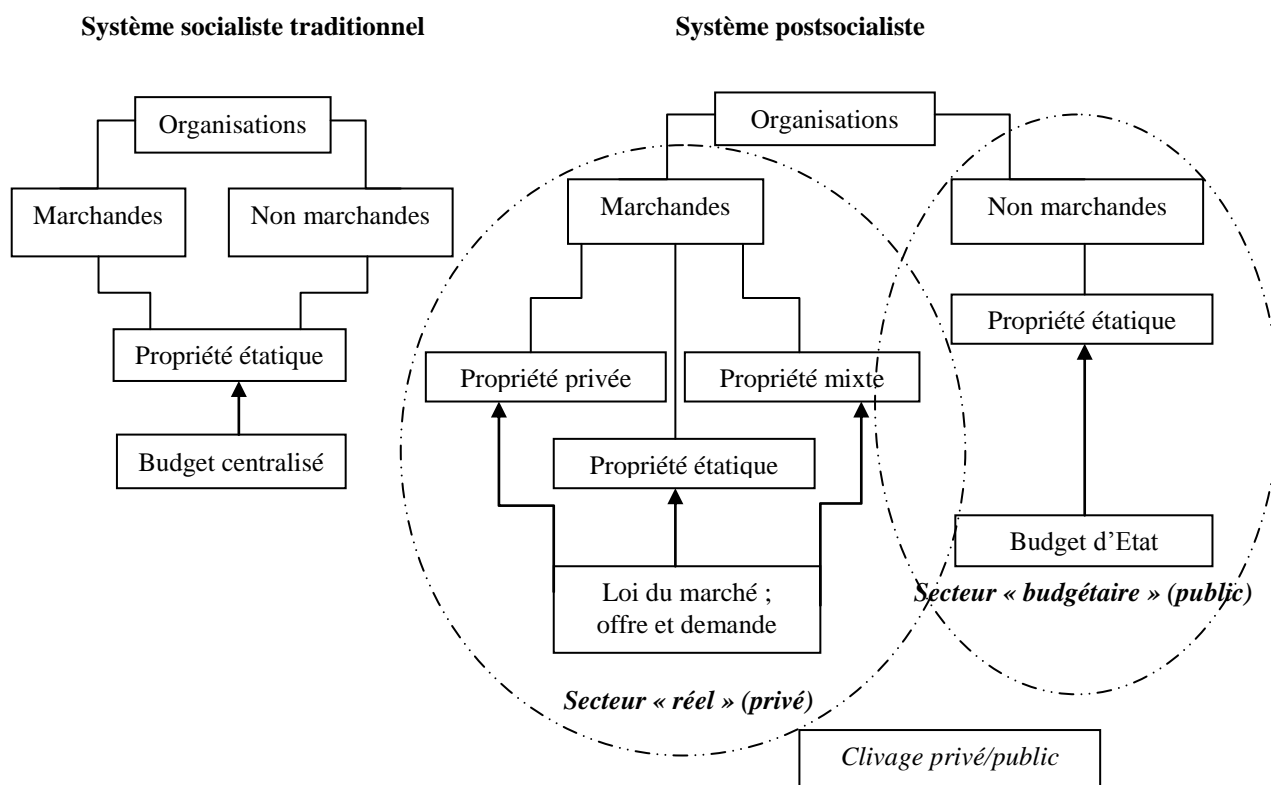
communément considéré comme privé et public, il est impératif de trouver de nouveaux repères appropriés aux observations empiriques.

Stark fait référence à la diversité des ressources qui fait vivre une organisation et qui définit celle-ci en tant que « propriété recombinate ». La diversité de ressources découle des *formes de répartition organisationnelle*, de différentes *méthodes de gestion* et de différentes *modalités de financement*. Cette dernière propriété – les modalités de financement des organisations dans la période postsocialiste – s’avère importante pour la suite de notre travail.

### ***b. Un clivage rapporté aux modalités de financement des organisations***

Au sein de l’économie planifiée, tant les organisations marchandes que celles non-marchandes se caractérisaient par le fait d’être entièrement dépendantes du budget centralisé (Figure 22). Dans l’économie postsocialiste moldave, les organisations marchandes, de propriété différente, s’autonomisent par rapport au budget d’État et se caractérisent par un financement propre à la coordination par le marché. Au sein de ce secteur marchand, les frontières demeurent floues, en termes de propriété.

**Figure 22:** Types d’organisations et leurs modes de financement au sein du système socialiste traditionnel et au sein du système postsocialiste moldaves



On y rencontre des entreprises en propriété privée, en propriété mixte (étatique et privée), en propriété étatique, ou encore, appartenant au capital étranger<sup>344</sup>.

C'est ainsi que se consolide un secteur de l'économie que les analystes moldaves appelleront « réel ». Il est peuplé par des organisations marchandes. Le secteur « réel » est souvent mis en opposition à un secteur appelé « budgétaire », peuplé par des organisations non-marchandes. Les organisations marchandes se caractérisent par une allocation et une distribution des ressources *par le marché*, les organisations non-marchandes se caractérisent par une allocation et une distribution *centralisées* des ressources (voir les définitions *supra*, Chapitre VII).

Le clivage privé/public moldave repose sur cette distinction entre les modalités d'allocation et de distribution des ressources. Il aura la particularité de diviser le monde du travail et ainsi, de puiser les racines d'un rapport salarial double : un spécifique des organisations marchandes et donc du secteur privé, et un autre particulier aux organisations non-marchandes et donc au secteur public.

### ***c. Un rapport salarial double : privé et public***

En vue de mettre en évidence le caractère dual du rapport salarial postsocialiste, nous prenons un de ses éléments, à savoir les modalités de formation et de répartition des salaires entre le secteur privé et le secteur public. Dans ce sens, il est utile de rappeler les règles de salarisation, dans un secteur et dans un autre, règles établies par le Code du Travail, adopté en 2003<sup>345</sup>.

L'article 135, alinéa 1, du Code du Travail stipule que les salaires sont déterminés « en conformité avec *la forme juridique d'organisation* des unités économiques, avec les

---

<sup>344</sup> Sur la Figure 22, les organisations au capital étranger ne sont pas représentées parce que celles-ci demeurent peu nombreuses dans les années 1990. C'est seulement à partir de 2000, que les entreprises étrangères augmentent numériquement. En 2007, par exemple, 8,6% du total des salariés ou 22,2% des salariés du secteur privé travaillaient dans les entreprises étrangères (BNS, base des données statistiques en ligne). Ainsi, c'est plus tard, dans les années 2000, que leur croissance numérique aura un effet structurel relativement important. Statistiquement parlant, durant la même période, l'augmentation du salaire moyen nominal dans l'économie est due à l'accroissement plus rapide des salaires dans les entreprises au capital étranger. Les écarts sont d'autant plus prononcés lorsqu'on analyse la distribution du salaire en profil territorial : en 2005, le salaire moyen dans le secteur privé des villes de Chisinau et de Balti dépassait de 40% et de 25% respectivement le salaire moyen du même secteur calculé au niveau national. Ces différences sont accentuées par la concentration des entreprises étrangères dans les grandes villes.

<sup>345</sup> Bien qu'il ait été adopté tardivement, après plus d'une décennie de transformation postsocialiste, le Code du Travail moldave reprend la plupart des lois organiques sur la salarisation, adoptées et modifiées au cours des années 1990.



*modalités de financement* de celles-ci ainsi qu'*avec le caractère de leurs activités* »<sup>346</sup>. Selon le même article, alinéa 2, dans les organisations en autonomie financière – c'est-à-dire, dans les organisations qui peuplent le secteur privé – les formes et les conditions de salarisation, ainsi que leur montant sont établies par des négociations collectives et/ou par des négociations directes entre l'employeur et l'employé et sont dépendants des possibilités financières de l'employeur ; seuls « le système et les conditions de rétribution du travail dans le secteur budgétaire sont établies par une loi » (article 135, alinéa 3 du Code du Travail)<sup>347</sup>.

À ces différences entre les modalités de formation et de répartition des salaires par secteur s'ajoutent toutefois quelques règles institutionnelles communes : 1. Le salaire minimum et 2. La négociation collective des salaires.

1. Le salaire minimum est souvent considéré comme une des institutions importantes du marché de travail. Dans la littérature, son influence sur le taux du chômage ou sur l'amélioration de la qualité de l'affectation des emplois aux travailleurs (GAVREL et LEBON, 2008) a souvent été évoquée. En Moldavie, en revanche, l'effet du salaire minimum apparaît insignifiant. En 1994, une loi sur le salaire minimum a été adoptée. Son montant a été fixé à un niveau médiocre : en 1995, le panier minimum de la consommation s'élevait à l'équivalent de 16 salaires minimums (UNDP, 1996, p.50). En 2001 seulement, le salaire minimum connaît, pour la première fois, une augmentation. Néanmoins, son montant est resté modeste, ne couvrant que 20% du panier minimum de la consommation (nos calculs à partir de BNS, base de données statistiques en ligne). De plus, contrairement aux salaires nominaux qui sont soumis à une indexation chaque année, le salaire minimum ne fait pas l'objet d'indexation.

Même si le salaire minimum moldave connaît une certaine augmentation dans les années 2000, celle-ci reste plus lente que dans d'autres pays de la CEI (Figure 23). On observe que, contrairement aux autres pays de la CEI, où il connaît une évolution continue chaque année (étant indexé), celui moldave est ponctuellement fixé et n'est pas ajusté au cours de l'inflation.

Le salaire minimum moldave est pris en compte seulement dans la fixation des

---

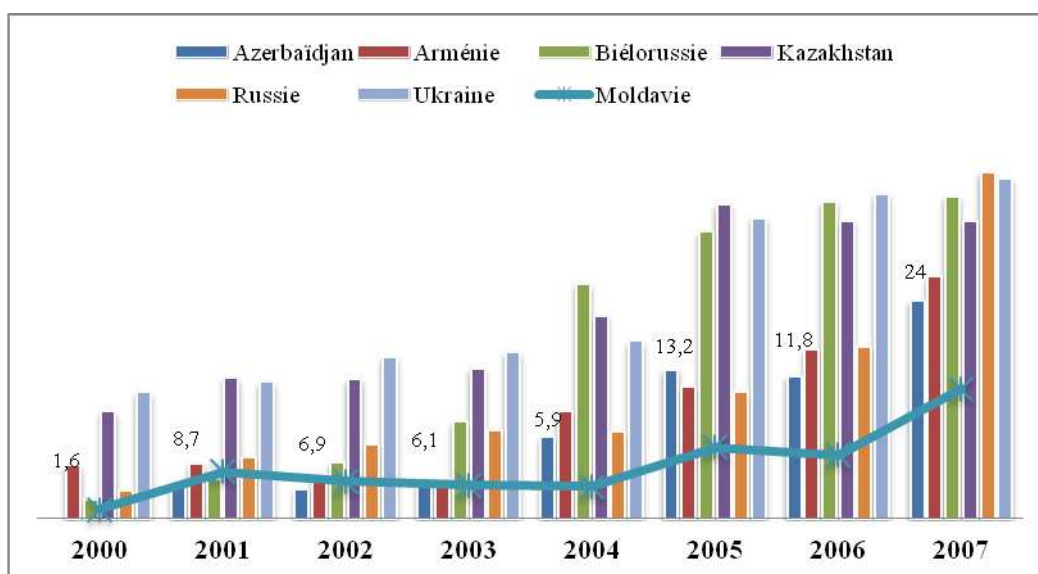
<sup>346</sup> Italiques par nous-mêmes.

<sup>347</sup> Dans le secteur public, les salaires incluent trois éléments fondamentaux : le « salaire de base », constitué par le « salaire tarifaire » et le « salaire de la fonction » ; les suppléments, étant censés stimuler le travail ; les primes pour résultats. Les salaires sont distribués selon une grille tarifaire unique.

Dans le secteur privé, l'État définit : le montant du salaire minimum ; le salaire tarifaire pour la première catégorie de qualification ; les tarifs d'État qui, eux, correspondent à ceux de la grille tarifaire unique du secteur public (ces tarifs concernent certaines catégories d'employés, tels que les « spécialistes » et le « personnel administratif ») ; les suppléments liés à des conditions du travail nocives.

salaires du secteur public<sup>348</sup>. Dans le secteur privé, en revanche, l'influence du salaire minimum est d'une autre nature.

**Figure 23:** Évolution du salaire minimum dans les pays de la CEI, entre 2000 et 2007, en Euros



**Source:** EUROSTAT (2008)

**Note :** Les chiffres sur cette figure correspondent à ceux de la Moldavie.

Les conclusions de certains auteurs moldaves suggèrent, dans l'esprit de la théorie économique orthodoxe, que « le montant du salaire minimum a une influence significative sur la motivation des salariés [et que] étant donnée la faiblesse du premier [...], la force de travail préfère partir sur d'autres marchés de travail » (TATARCIUC, 2006, p.4). Contrairement à celles-ci, les observations de terrain (voir *infra*, note 350), nous amènent à une autre conclusion : le salaire minimum moldave sert à plafonner le salaire déclaré en renforçant l'évasion fiscale des entreprises et des salariés. Celui-ci n'encourage pas l'abandon du marché de travail, du fait de l'existence de la pratique des salaires « en enveloppes ».

2. Les bases juridiques de la négociation collective des salaires en Moldavie apparaissent très peu de temps après la chute de l'URSS – en 1993. Malgré l'absence d'un cadre de réglementation de l'activité syndicale<sup>349</sup> – car la loi sur l'activité syndicale

<sup>348</sup> On peut l'observer à la lecture des grilles des salaires des salariés non-qualifiés publiées dans la loi sur la rémunération dans le secteur public.

<sup>349</sup> Au niveau national, on distingue trois phases dans l'évolution de l'activité syndicale. *La première*, celle des années 1990, quand le syndicat n'a pas un statut formel et son fonctionnement n'est pas réglementé par la loi. Le syndicat est représenté par les structures et les modalités de fonctionnement héritées de l'ancien système socialiste. *La deuxième* phase est celle des années 2000-2007. L'activité syndicale est réglementée par la loi. Elle se caractérise aussi par une augmentation du nombre d'organisations syndicales, à tous les

fut adoptée uniquement en 2000 –, le Parlement moldave adopte, à ce moment, une loi sur le contrat collectif du travail. Ce dernier peut être négocié à tous les niveaux : à l'échelon de l'entreprise, à l'échelon de la branche économique et au niveau national. En dehors du premier niveau, les négociations du contrat collectif ont lieu entre trois acteurs : les représentants des salariés (les syndicats, après 2000), le patronat (La confédération Nationale des Patronats de la Moldavie) et les représentants du pouvoir public (le Gouvernement).

Un rôle important dans les négociations tripartites devrait revenir au syndicat. Mais quelles sont les caractéristiques de l'action syndicale moldave ? Pour répondre à cette question, il convient de regarder comment fonctionne l'organisation syndicale.

En remontant aux conclusions d'un mémoire de master sur le syndicalisme en Moldavie<sup>350</sup>, nous y avons montré que l'organisation syndicale moldave (dans tous types d'entreprises) comporte une nature hybride : ses rôles sont partagés entre l'héritage du syndicat soviétique (courroie de transmission) et des nouvelles caractéristiques qui se proposent de le transformer en un partenaire social dans les négociations tripartites. Mais les éléments hérités et le manque d'une véritable culture syndicale ne permettent pas au syndicat d'accéder au statut de « groupe d'intérêt » et de « partenaire » dans les négociations tout en restant, au niveau national notamment, à la merci des règles politiques qui le dominent. Cette conclusion résulte de l'observation suivante : le syndicat dans les entreprises moldaves est souvent institué à l'initiative du patronat et non pas à celle des employés<sup>351</sup>. Notons aussi qu'en analysant les parcours professionnels des

---

niveaux. Une particularité de cette phase consiste dans la division des syndicats en deux camps : deux confédérations syndicales, correspondantes à une division du champ politique, sont créées. *La troisième* phase est celle qui débute en 2007, moment où les deux confédérations fusionnent, aujourd'hui – la Confédération Nationale des Syndicats de Moldavie, un mouvement qui suit peu ou prou l'évolution du champ politique (après les élections de 2005, une large coalition gauche-droite est créée au sein du Parlement moldave).

<sup>350</sup> En janvier 2005 nous avons mené une enquête par questionnaire parmi les salariés syndiqués de trois entreprises (*Union Fenosa* – entreprise espagnole de gestion des réseaux électriques ; *Lukoil* – entreprise russe de distribution des carburants ; *Bucuria* – entreprise moldave de l'industrie alimentaire), et une enquête par entretien approfondi, parmi les dirigeants syndicaux de tous les échelons de la hiérarchie syndicale, c'est-à-dire au niveau des trois entreprises, au niveau de branches auxquelles appartenaient les entreprises et au niveau des Confédérations auxquelles les branches appartenaient. L'objectif général de cette recherche a été d'analyser la structure et le mode de fonctionnement des syndicats dans les entreprises au capital étranger, tout en gardant une perspective comparative avec les entreprises au capital autochtone (ROSCA, 2005).

<sup>351</sup> Les dirigeants syndicaux des trois entreprises étudiées ont tous affirmé que le syndicat dans leur entreprise a été créé à la proposition du directeur général. Des conclusions similaires à la nôtre furent formulées dans le cadre d'une étude, dont le but a été de tracer une image de l'actuelle situation du management des ressources humaines dans les entreprises moldaves réalisée par EXPERT-GRUP (2007). Ses auteurs concluent que, dans une sur deux entreprises moldaves du secteur privé, les syndicats construisent leur activité au bon gré du patron de l'entreprise. Ainsi, les modalités de fixation des salaires sont autres (fixation autoritaire de la part des patrons, par exemple) que celles issues de la négociation du syndicat, ce

dirigeants syndicaux, on remarque qu'ils ont eu pour la plupart, soit un passé politique, soit un passé dans les administrations des entreprises. Ces éléments se répercutent négativement sur les actions syndicales telles que prévues par la loi.

L'organisation syndicale est habituellement présente dans les entreprises de grande taille du secteur privé, y compris celles au capital étranger. Elle est en revanche absente des entreprises de taille moyenne ou petite (ROSCA, 2005).

Plusieurs études affirment que le salaire est proportionnel à la taille de l'entreprise, en général<sup>352</sup>. On rencontre dans la littérature, deux types d'argumentations à cette thèse : la première, inscrite dans la logique du modèle concurrentiel, appuie l'idée qu'il existe une corrélation entre les salaires et la qualité des employés qui est meilleure dans les grandes entreprises, car répondant aux défis de contrôle sur la productivité du travail<sup>353</sup> (IDSON et OI, 1999), et la deuxième, qui sort de cette logique propre au modèle concurrentiel et s'appuie sur des politiques de rémunération différentes d'une entreprise à l'autre, indépendamment de leur taille (BROWN et MEDOFF, 1989). L'influence de l'action syndicale sur les salaires fait partie de la deuxième série d'hypothèses. En rapportant ces prescriptions théoriques au cas moldave, on observe que, malgré la présence des syndicats dans les grandes entreprises, ils n'ont pas de réelle influence sur les montants des salaires.

En conséquence, les institutions communes à la salarisation dans les deux secteurs, privé et public, s'avèrent « perverses », car elles entravent leurs effets anticipés (CHAVANCE, 2001, p. 99). Conjointement, d'importantes variations des salaires résultent de la spécificité des règles propres à chacun des secteurs rappelés. Par ailleurs, les salaires varient fortement entre le secteur public et le secteur privé. Comme le secteur public est peuplé par des organisations non-marchandes et le secteur privé est peuplé par des organisations marchandes, les salaires varient entre ces deux types d'organisations. Contrairement aux conclusions auxquelles peuvent se prêter les données statistiques officielles<sup>354</sup>, certains calculs montrent que le niveau du salaire dans le secteur privé est plus élevé de 30-40 % que dans le secteur public (IDIS, 2008, p. 11).

---

dernier ne négociant le salaire que dans moins de dix pour cent des cas.

<sup>352</sup> Pour les entreprises de l'URSS, voir SAPIR (1986).

<sup>353</sup> Cette série d'hypothèses a été fortement critiquée et jugée incomplète (CAHUC et ZYLBERBERG, 1996).

<sup>354</sup> Les données statistiques moldaves montrent que des écarts salariaux importants apparaissent en faveur du secteur public : les salaires des budgétaires seraient plus hauts que ceux des salariés du secteur privé. Or, en réalité, c'est l'inverse. Ce décalage s'explique par le fait que les salaires du secteur privé qui sont reflétés dans les statistiques nationales représentent uniquement une partie, celle du salaire déclaré ; l'autre partie, pouvant aller de la moitié jusqu'à deux tiers du salaire réellement perçu, étant payé « en enveloppe ».

Les inégalités salariales ont stimulé une importante mobilité de la main-d'oeuvre du secteur public vers le secteur privé. Ce phénomène représente un des faits stylisés du monde de travail postsocialiste moldave. Comme nous le verrons, il a eu une incidence particulière sur le groupe des « intellectuels ». À côté de celui-ci, l'institutionnalisation du chômage (*infra*) représente un deuxième fait stylisé qui caractérise le monde du travail postsocialiste moldave. Nous le montrerons plus loin, le capital social de type relationnel joua un rôle important dans la régulation des tensions qui émergent d'une telle structure.

---

## **X.2 Transformation du monde de travail rural et urbain. Régulation par le capital social**

### ***a. Les faits stylisés***

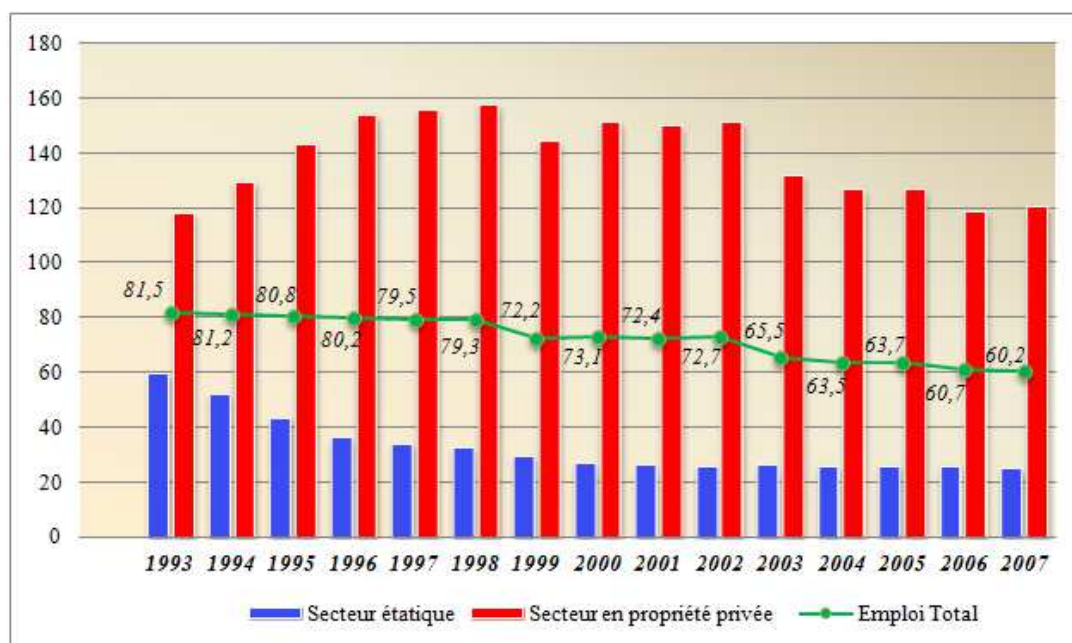
De manière générale, on recense quelques faits stylisés qui caractérisent les transformations du monde de travail postsocialiste moldave. Les principaux sont : 1. La chute de l'emploi total accompagné d'une importante mobilité du secteur public vers le secteur privé ; 2. L'institutionnalisation du chômage (*infra*).

1. *La chute de l'emploi et les fluctuations entre le secteur privé et public.* L'emploi total chute, jusqu'en 1993, de près de 20% en rapport avec son niveau de 1990 (Figure 24). À partir de cette date et jusqu'en 1998 une période de relative stabilité le caractérisa. Une pareille évolution représente une tendance postsocialiste générale. Ultérieurement, à partir de 2000 jusqu'à aujourd'hui, il régresse à cause de l'émigration de la population active moldave<sup>355</sup>. Elle entraîne plus tard, à partir de 2003 notamment, une chute de l'emploi dans le secteur privé.

---

<sup>355</sup> Cela est particulièrement valable pour l'agriculture où, entre 1999 et 2007, le nombre d'employés a été divisé par 3,6 fois. D'après les conclusions d'une étude réalisée par la Chambre américaine du commerce de Moldavie (CACM, 2008) les motifs principaux de la fluctuation de la main d'œuvre dans le secteur agricole sont : le montant faible du salaire et l'incapacité des propriétaires d'assurer la stabilité du travail d'où résulte une situation d'instabilité des salaires.

**Figure 24:** Dynamique de l'emploi total et par type de propriété, 1990-2007, en %, 1990=100%



**Source :** Années 1993, 1994 et 1995 : UNDP (1997) ; Années 1996-2007 : ILO-LABORSTA

Le nombre d'employés dans le secteur public fut celui qui a connu la chute la plus flagrante. En 1993, l'emploi y constitue moins de 60% par rapport au niveau enregistré en 1990 (Figure 24). Il chute tout au long de la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle, pour atteindre en 2000 un niveau situé à moins de 30% par rapport à 1990. La compression du secteur public est due à deux facteurs de nature structurelle. D'une part, le changement des conditions de financement des organisations marchandes fait que leurs employés sont exclus automatiquement du secteur public. De l'autre part, les organisations non-marchandes, restées dans le secteur public, se retrouvent dans une situation d'insolvabilité générale de l'État moldave. Celle-ci s'est reflétée particulièrement sur les salaires des employés dans ce secteur, incitant une mobilité de la main-d'œuvre au profit du secteur privé.

Sur fond de déficit budgétaire chronique et hausse exponentielle de la dette publique, le budget étatique accumula d'importants arriérés de salaires (voir Encadré 12) qui n'ont été résorbés qu'à partir des années 2000.

Les problèmes liés à la salarisation dans le secteur public faisaient que les individus abandonnaient de leur propre gré l'activité salariale, entraînant une chute substantielle de l'emploi dans ce secteur<sup>356</sup>.

<sup>356</sup> La chute de l'activité dans le secteur public fut en Moldavie plus brutale, dans la première moitié des années 1990, qu'ailleurs dans les autres républiques postsoviétiques. Si en 1995 ce niveau est chiffré, en Moldavie, à un peu plus de 28 % en rapport avec le niveau de 1990, en Ukraine il est à la même date de 47 %, en Arménie de 49 %, en Azerbaïdjan de 56 % et en Biélorussie de près de 60 %. Comme les données

« J’entendais parler qu’un tel partait souvent en Roumanie avec de la marchandise, un autre partait en Pologne... Nous avions un salaire de 150 roubles, alors qu’eux venaient après trois-quatre jours avec 200-300 dollars. Mais le salaire de mon épouse [médecin] était encore plus misérable. Je me suis dit que ça ne marchait plus comme ça. Ma famille était au fond du puits. Il fallait faire quelque chose et sortir de cette impasse. Nous avons, moi et mon épouse, décidé de tout abandonner, au moins pour une période, et d’aller gagner un peu de sous, en Roumanie. » (Valeriu, 58 ans)

#### **Encadré 12:** Dette salariale dans le secteur public et cession des droits d’exigibilité

Pratique couramment rencontrée dans les années 1990, le paiement de salaires non-monétaires était caractéristique surtout du secteur public.

Dans les conditions de contrainte budgétaire dure, mais aussi en attente de nouvelles amnisties fiscales, les organisations marchandes accumulaient d’importantes dettes envers l’Etat moldave. Le budget consolidé, celui des assurances sociales (d’où on paye les retraites et les prestations sociales), et les budgets locaux, en revanche, devaient être financés essentiellement par les impôts et les taxes dus par les organisations marchandes. Les pratiques d’évasion fiscale, la conservation d’une contrainte budgétaire molle dans le domaine énergétique, etc. ont amené le système budgétaire moldave à l’état de quasi insolvabilité. Dans la première moitié des années 1990, l’Etat s’est retrouvé dans l’incapacité de payer les salariés du secteur public, les retraités, les bénéficiaires de différentes prestations sociales. Les retards des paiements des salaires et des retraites s’élevaient alors à 3-6 mois (UNDP, 1996). La dette envers les salariés du public augmentait, entre 1994 et 1998, de 15 à 20 % par an (GUTU, 1998, p. 162). Afin de remédier à ce problème d’insolvabilité, l’Etat a mis au point un régime d’échange à titre de cession des droits d’exigibilité. (Voir une analyse, appuyée sur le cas russe, dans DUFY, 2008).

Il se basait sur un accord passé entre l’Etat moldave et les organisations marchandes productrices de biens de consommation notamment, débitrices envers l’Etat, prévoyant que l’Etat annulait la dette d’une organisation, à condition que celle-ci prenne en charge une partie de la dette étatique envers les salariés, les retraités, et les autres bénéficiaires de prestations sociales. L’organisation marchande pouvait distribuer des biens de consommation aux salariés et retraités dépendants du budget étatique, à la place de leur salaire et/ou de leur retraite. Dès lors, leur créance et celle de l’Etat devenaient non-exigibles, en même temps.

Cette pratique a été la cause d’une augmentation de l’inflation cachée. Les témoignages recueillis lors de notre enquête de terrain montrent que les biens étaient souvent évalués à un prix très élevé, par rapport au prix du marché. Par exemple, au sein du circuit décrit, le prix d’un kilogramme de blé était supérieur de 1,5 fois par rapport aux prix pratiqués sur les marchés locaux. Des exemples similaires furent aussi recensés par la COUR DES COMPTES (1997) : les retraités d’un village de la région du Nord, avaient reçu en 1995, du sucre au lieu de leur retraite, au prix de 2,5 MDL, sachant que le prix du sucre sur le marché était de 1,1MDL.

Après l’an 2000, le niveau de l’emploi dans le secteur public demeure relativement stable, en raison des spécificités démographiques qu’il engendre. Il emploie un nombre important de personnes proches de l’âge de la retraite et/ou de personnes étant déjà en âge de retraite, c’est-à-dire des personnes moins susceptibles d’émigrer ou de trouver un emploi dans des organisations marchandes.

Dans les années 2000, une diminution de l’emploi dans le secteur privé et une

---

d’ILO-LABORSTA l’indiquent, parmi les républiques postsoviétiques, seul le Kirghizstan connaît une situation similaire à celle de la Moldavie, en matière d’emploi dans le secteur étatique, dans cette première moitié des années 1990 : à la même date, le niveau de l’emploi dans ce secteur est chiffré, en Kirghizstan, à 31 %.

stabilisation de l'emploi dans le secteur public s'ensuivirent ce qui a augmenté le poids relatif de l'emploi du secteur public dans le total de l'emploi. Parmi les pays de la CEI, ce processus est propre à la seule Moldavie et il représente une conséquence directe de l'émigration de la main-d'œuvre du secteur privé qui, lui, employait plus de jeunes actifs.

2. *L'institutionnalisation du chômage.* Nous employons le syntagme d'« institutionnalisation du chômage » au lieu d'« émergence du chômage » ou d'« apparition du chômage », afin de souligner que, loin des prescriptions idéologiques socialistes, le « chômage caché » fut une réalité incontestable au sein du système socialiste de type traditionnel<sup>357</sup>. L'explosion du chômage dans le post-socialisme n'est pas provoquée uniquement par la compression de l'activité économique – thèse la plus répandue, du moins dans la littérature moldave –, mais il est aussi une conséquence directe des sureffectifs d'employés (réserves de mains d'œuvre) d'auparavant, qui constituait en effet un chômage « déguisé ». Certes, dans le post-socialisme le chômage connaît une évolution multiforme et il a des causes variées (voir TROFIMOV-IZMAN, 2006). Dès lors, il apparaît en tant que phénomène beaucoup plus complexe (économiquement, socialement et politiquement) qu'au sein de l'économie planifiée. Toutefois, une de ses principales caractéristiques demeure son institutionnalisation, c'est-à-dire qu'en conformité avec la nouvelle idéologie de marché qu'épousent les sociétés en transformation systémique postsocialiste, le chômage est devenu une *norme* (et la référence des économistes à la notion néolibérale de *taux naturel du chômage* en constitue la preuve).

Les données statistiques officielles pour les années 1991-1993 ne reflètent pas une hausse significative du chômage. Jusqu'en 1998, le taux officiel<sup>358</sup> du chômage ne dépassa pas 2%. L'obtention d'un taux aussi bas trouve son explication dans la définition du « chômeur » qui prévaut jusqu'à cette date (1998) : est considéré chômeur toute personne qui est enregistrée comme tel à l'*Office de la force du Travail* (équivalent du *Pole Emploi* français). Or, les personnes restées sans emploi ne s'y enregistraient pas, car le montant de l'indemnité est symbolique et la procédure d'enregistrement demeure lourde, impliquant des coûts supplémentaires<sup>359</sup>. Dès lors, le taux officiel du chômage

---

<sup>357</sup> Voir à ce sujet, SAPIR (1986).

<sup>358</sup> Dans la littérature moldave concernant le sujet en question, on emploie l'expression « taux officiel du chômage » de manière distincte du « taux du chômage calculé selon la méthodologie du BIT ». Comme il sera montré *in texto*, les deux syntagmes appuient des méthodologies différentes de calcul du taux de chômage, générant ainsi des écarts statistiques importants.

<sup>359</sup> En analysant les comportements des chômeurs moldaves indemnisés, durant la période postsocialiste,



moldave n'est pas un indicateur économique et social pertinent pour la période s'étalant jusqu'en 1998. Qui plus est, certaines estimations faites, pour la période mentionnée, indiquaient un taux de chômage supérieur de dix fois à celui officiel : par exemple, en 1996, lorsque le taux officiel du chômage fut chiffré à 1,5 %, l'Institut d'Économie de l'Académie des Sciences de Moldavie l'estima à 15-17 %.

En règle générale, les chômeurs, surtout ceux non enregistrés à l'*Office de la Force de Travail*, furent absorbés par la double économie (appelée en Moldavie, *économie souterraine*<sup>360</sup>) qui, elle, connaît une expansion fulgurante tout au long des années 1990 pour atteindre, dans la première moitié des années 2000, des proportions gigantesques<sup>361</sup>.

Pourquoi le taux de chômage est-il pertinent, à partir de 1998 ? À partir de cette date, la méthodologie de son calcul change et il reflète mieux les réalités empiriques moldaves. Celle du Bureau International du Travail (BIT) fut adoptée<sup>362</sup>. Dès cette première année 1998, où le taux officiel du chômage était chiffré à 1,9%, la Moldavie obtint un taux de 12,8% selon la nouvelle méthodologie de calcul (TROFIMOV-IZMAN, 2006, p. 44).

---

Victoria TROFIMOV-IZMAN (2006, p. 70) montre que ceux-ci sont obligés de trouver de sources alternatives de revenus, car l'indemnité du chômage ne couvre même pas un tiers du panier minimum de la consommation.

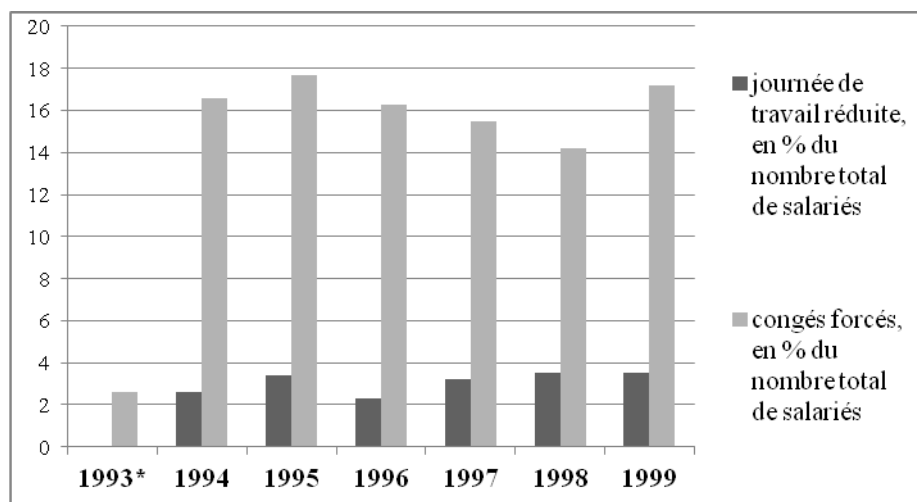
<sup>360</sup> La terminologie à ce sujet est très hétérogène. DALLAGO (1990) parle d'*économie irrégulière* et de *marché de travail irrégulier*, pour renvoyer à une situation d'irrégularité de ces activités en rapport avec les règles formelles (*whith regard to the rules in force*) ; l'OCDE, le BIT et le FMI parlent d'*économie non observée*, en distinguant quatre de ses composantes: *l'économie souterraine* – activités qui se dissimulent afin d'échapper au paiement des impôts, des charges sociales, ou au respect des législations ; *l'économie illégale* – activités productives qui contreviennent au Code pénal ; *le secteur informel* – qui n'est pas enregistré ou qui est mal enregistré du fait de l'incapacité des pouvoirs publics à faire appliquer leurs propres réglementations et *la production pour usage final propre* – production de biens par les ménages (OECD, ILO, IMF, 2002), cette dernière étant appelée par POLANYI (1983), *économie domestique* (voir *supra*, note 8). « Economie irrégulière », « économie illégale » ou « économie informelle », cette taxinomie a un élément en commun : les activités qu'elle réunit sortent du cadre régi par les règles formelles et elles créent leurs propres mécanismes de fonctionnement.

<sup>361</sup> L'amplitude du secteur informel dans l'économie réelle de la République de Moldova a suscité un grand nombre des débats aussi bien parmi les organisations nationales, qu'internationales (IDIS, 2005). La BM et le FMI l'ont estimé à un taux de 35%, en 2004. Le gouvernement moldave, en revanche, dans sa *Stratégie pour la Croissance Economique et la Réduction de la Pauvreté* (SCERS, 2004), initiée en 2004, l'avait évalué à 44%. Des analystes économiques autochtones sont allés plus loin, en l'estimant, à la même date, à un taux dépassant 60% (IDIS, 2005, p. 58).

<sup>362</sup> Selon cette méthodologie, datant de 1982, est considéré chômeur toute personne en âge de travailler (> de 15 ans) qui comporte les caractéristiques suivantes : être sans emploi ; être à la recherche active d'un emploi ; être disponible pour travailler dans les 15 jours suivants. Le taux du chômage ( $T_{ch}$ ) est calculé en rapportant le nombre de chômeurs (Ch) ainsi définis au total de la population active (PA), cette dernière comprenant la population occupée (PO) et les chômeurs (Ch), tous âgés de plus de 15 ans :

$$T_{ch} = \frac{Ch}{PA} \times 100\% = \frac{Ch}{PO+Ch} \times 100\%$$

**Figure 25:** Part de salariés travaillant en régime réduit et congés forcés, en % du nombre total de salariés, 1994-1999



Source : TROFIMOV-IZMAN (2006, p. 49, tableau 8)

\*Les données pour le nombre d'employés en temps de travail réduit font défaut.

Le chômage dans la période postsocialiste moldave fut essentiellement un chômage structurel, c'est-à-dire qu'il fut lié aux déséquilibres structurels de l'économie (CAPUL et GARNIER, 1999, p. 52). Mais à côté, on note le phénomène du chômage déguisé dû, lui, à la réduction de la journée de travail ainsi qu'à une pratique récurrente de congés non-rémunérés, étalés sur plusieurs mois.

La pratique des congés non payés a connu une hausse importante en 1994 notamment, passant à plus de 16% par rapport à 2,6%, en 1993, du total de salariés (Figure 25). Comment expliquer l'essor de cette situation, à ce moment précis ?

La première hypothèse qui nous vienne à l'esprit est celle selon laquelle une chute importante de l'activité des entreprises en constitue la principale cause. Si l'on revient sur les données représentées sur la Figure 18 (*supra*), on observe que la chute de la production industrielle enregistre des rythmes soutenus d'environ 10% par an, entre 1991-1994. Or, le nombre d'employés en congés forcés augmente significativement, à partir de 1994 (Figure 25). Donc, nous pouvons avancer l'hypothèse que, bien qu'elle ne soit pas insensible à la chute de l'activité des entreprises, cette hausse du nombre de personnes en congés non payés n'est pas liée uniquement à celle-ci. Rappelons-nous qu'en 1993, commence la privatisation en masse et avec celle-ci est entamée la privatisation *de facto* des entreprises industrielles. Un de ses principaux objectifs fut de rendre les unités marchandes plus efficaces. Un intérêt particulier fut ainsi porté sur la privatisation des entreprises fortement endettées et sur celles jugées non rentables.

L'affichage des mauvais indicateurs d'activité jouait directement sur le prix de vente (à la baisse) d'une entreprise. Beaucoup d'entreprises étaient dans un état de baisse d'activité en raison de la conjoncture économique : les relations économiques avec les anciennes républiques soviétiques se transformèrent et des barrières, dans l'échange économique, apparaissent. Ainsi, l'approvisionnement en matière première devient un des principaux problèmes qui se traduit par une baisse de la production et ainsi par une baisse du prix de vente de ces entreprises lors de la privatisation. Mais, en dehors de ce facteur, il faut en souligner un autre, lié à l'émergence de certaines pratiques individuelles dans une pareille conjoncture : les entreprises jugées non rentables connaissaient, lors de la privatisation, des prix de vente largement inférieurs à ceux des entreprises jugées rentables. Ainsi, les directeurs de certaines entreprises, intéressés à devenir propriétaires de celles-ci, trouvaient un intérêt particulier à afficher des mauvais indicateurs d'activité, car cela leur permettait d'acquérir l'entreprise à un prix inférieur. La réduction du personnel fit, elle aussi, partie de cette stratégie.

Conjointement, la hausse du nombre des congés non payés fut influencée par les décisions personnelles des individus de quitter temporairement leur emploi mal rémunéré afin de pouvoir se dévouer à d'autres activités mieux rémunérées. Les données statistiques qui nous permettraient d'illustrer et d'analyser ce phénomène font défaut. En revanche, les données de notre enquête qualitative illustrent en partie ce phénomène :

*« D.R. En termes matériels, quelles difficultés avez-vous rencontrées après la chute de l'URSS ?*

Les médecins étaient très mal rémunérés. Le salaire était en dessous du panier minimum de consommation. Cela veut dire qu'un médecin payé du budget d'État ne pouvait pas, et même aujourd'hui, il ne peut pas faire fortune de son salaire. Moi et mon mari, nous nous disions souvent que nous étions à la limite de la pauvreté bien que mon mari fût mieux payé que moi. Son salaire était supérieur au mien de trois fois. Nous avons ainsi décidé de faire du commerce à l'extérieur de la Moldavie : en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie, en Grèce.

*D.R. : Mais, si vous partiez pour quelques jours, comment faisiez-vous pour garder votre poste de médecin ?*

Je prenais souvent des congés non payés. » (Veronica, 52 ans)

Plusieurs témoignages de notre enquête convergent sur ce point. Ce phénomène a été récurrent tant dans le milieu urbain que dans le milieu rural. Mais, on note des différences substantielles entre les deux milieux, en ce qui concerne l'opportunité de reconversion socioprofessionnelle qu'ils offrent aux anciens « intellectuels » au capital symbolique brisé dans le post-socialisme moldave.

***b. Retour des « intellectuels » à la terre ou, comment le capital social empêche ce processus***

Dans les villages moldaves du début de la transformation postsocialiste, les changements sont lents ; cette situation est intimement liée à la privatisation tardive dans l'agriculture de même qu'aux opportunités réduites d'emploi que le milieu rural offre.

Auparavant, les fermes collectives représentaient le noyau du microsystème villageois. Autour d'elles gravitaient des organisations non-marchandes, à caractère social, telles que les crèches, les hôpitaux et les écoles. Les kolkhozes contribuaient, en partie ou intégralement, au financement de ces organisations<sup>363</sup>.

« Avant, l'hôpital du village avait 120 lits. Il était dans un bâtiment grand et joli. Tout était parfait. Le kolkhoze nous aidait. Après la chute de l'URSS, quand les terres furent privatisées le kolkhoze a arrêté de nous donner de l'argent, parce que le leader considérait que cela ne servait plus à rien [sic]. Après [en 1999], on a introduit les assurances médicales obligatoires. Mais cela ne sert à rien, aujourd'hui. Tout le monde a des traitements à base de pénicilline, de la vitamine B1 et de la vitamine B6. Les autres médicaments, il faut les acheter avec ses propres moyens. Et ça s'appelle médecine prise en charge ? C'est une plaisanterie ! » (Polina, 53 ans)

Avec la dissolution des kolkhozes, on assiste à une transformation du monde du travail villageois, et dès lors, à la transformation du groupe des « intellectuels ».

À partir de nos enquêtes de terrain, on observe que la conversion des « intellectuels » dans les villages moldaves comporte quelques cas de figure, cristallisés progressivement, dans les années 1990 : 1. Avec la privatisation de la terre, les individus détenant une haute position dans l'ancienne hiérarchie politico-administrative des villages réussissent la conversion grâce à leur capital social de type politique hérité de l'ancien système. 2. Les « intellectuels » démunis de l'héritage du capital social de type politique et employés auparavant dans des organisations relevant du financement intégral des fermes collectives se retrouvent sans emploi. Censés se retourner vers le travail de la terre – unique possibilité de survie dans ce milieu rural –, ils activent leurs réseaux de contacts personnels grâce auxquels ils réussissent à échapper au travail de la terre. 3. Les « intellectuels » démunis de l'héritage d'un important volume de capital social de type politique, mais qui échappent au chômage, connaissent, eux, une évolution hybride. Ils combinent le travail non-manuel avec le travail manuel : en conservant leur ancien emploi et, soit, en s'adonnant au travail agricole, soit, en se dédiant à d'autres activités saisonnières, telles que le commerce en détail ou les travaux en bâtiment, dans les pays de

---

<sup>363</sup> Les jardins d'enfants, par exemple, étaient à la charge des fermes collectives à 100%.

la Communauté des États Indépendants.

1. Dans un premier temps, les kolkhozes sont transformés en associations d'exploitation. Comme il a été déjà dit, la forme que ces associations revêtirent est celle des anciens kolkhozes. Au sein de ces associations d'exploitation, l'ancienne hiérarchie kolkhozienne est reprise telle quelle : l'ancien directeur de kolkhoze devient directeur de l'association, les anciens ingénieurs et chefs des brigades créent eux aussi leurs propres associations d'exploitation, les anciens salariés des kolkhozes bien que propriétaires, demeurent toujours des salariés au sein des associations<sup>364</sup>. L'héritage du capital social de type politique des membres de la direction des kolkhozes s'avère important dans le processus de conversion professionnelle et économique. Celui-ci est ré-institutionnalisé dans les nouvelles associations d'exploitation ; elles deviennent, dorénavant, les principales « offreuseuses d'emplois » dans les villages moldaves. Le directeur de la nouvelle association d'exploitation est appelé *leader*. Par le biais de l'entreprise à la tête de laquelle il se trouve, le leader devient une figure importante au sein de la communauté villageoise : il jouit d'un important capital symbolique qui est accumulé, tant par sa position de chef de l'organisation mentionnée, que par les vertus du capital économique qu'il peut accumuler (pas obligatoirement en tant que propriétaire, car toutes les terres ne lui appartient pas) au sein de cette organisation.

La conversion du capital social de type politique dans une nouvelle forme de capital social de type institutionnalisé doit être recherchée dans les conditions de la privatisation en agriculture. Les individus en possession d'une position relativement haute dans la hiérarchie socioprofessionnelle villageoise ont eu accès à un *capital informationnel*, indispensable à une conversion réussie.

« Les anciens présidents des kolkhozes ont créé leurs propres kolkhozes. Les biens appartiennent en fait aux gens, mais les gens ne connaissent pas la législation et cela profite aux directeurs. Ceux-là se sont appropriés les *coupons* [de privatisation], les terres et les outillages qui revenaient à la population. Les gens n'ont rien reçu. Au contraire, ils ont été arnaqués, car en changeant de raison sociale de ces associations, la trace de ces biens est perdue. » (Valeriu, 58 ans)

Le capital informationnel s'accumulait grâce à une meilleure compréhension des réformes et à une meilleure connaissance des nouvelles règles institutionnelles. Ce capital était d'autant plus nécessaire que les réformes engendraient des mécanismes sinueux,

---

<sup>364</sup> La population – propriétaire de la terre, mais employée en tant que salariée au sein des associations mentionnées – emploie, aujourd'hui encore, la notion de « travail au kolkhoze » pour désigner leur activité de base.

souvent incompris par les anciens kolkhoziens. Les villageois, en général, et ceux n'héritant pas de capital social de type politique, en particulier, se rapprochent du type de l'*homme soviétique* que Youri LEVADA (1993) avait défini, entre autres, comme un homme facile à diriger<sup>365</sup>. Ils s'intéressent très peu à la vie politique et administrative de leur localité, et d'autant moins, à celle du pays. Les héritiers du capital social de type politique, en revanche, sont des acteurs importants de la vie politique et administrative et, par ce biais, ils accumulent ce capital informationnel nécessaire à la conversion.

Parmi les villageois, un procédé similaire dans la conversion du capital social de type politique est propre aux membres de l'administration locale (d'anciens soviets). Leur conversion a été facilitée par la possession de ce *capital informationnel* lié à la transformation systémique et qui légitimait aux yeux de la population leur (ré)élection sur des postes au sein de l'administration locale. Le réseau de leurs contacts personnels – qui se confond avec le capital social de type institutionnalisé – joue en leur faveur dans le processus électoral. Puisque les villages moldaves sont de petites tailles, les villageois se connaissent tous entre eux. Chacun connaît le réseau de contacts personnels d'un autre. Les réseaux des membres de l'administration locale vont souvent au-delà des frontières villageoises. Par l'intermédiaire de leur travail du passé, les réseaux de ces individus se sont étendus, comprenant des individus héritiers d'un capital social de type politique accumulé dans les instances du district et des villes voisines. Lors de la conversion postsocialiste, cet aspect joua une importance significative car il alimentait l'espoir des électeurs dans une administration *capable* d'apporter plus de ressources (économiques) dans leur localité grâce à leur capital social de type politique hérité.

« D.R. : *J'ai cru comprendre que le maire de votre village a renouvelé quatre fois son mandat...*

Oui, les gens ont voté pour lui, car, à chaque fois, les contre-candidats n'étaient pas très puissants. Ils étaient trop jeunes, ils n'avaient pas de contacts avec le *raïon* et ils n'avaient aucune expérience. Mais, si le village a besoin de charbon ou d'autre chose, c'est le maire qui s'occupe de le trouver. Si on ne connaît pas les "bonnes personnes" alors rien n'est gagné. En plus, il avait de l'expérience, il connaissait bien les enjeux associés à cette fonction. Cela est très important. Donc, à chaque fois, nous avons appuyé sa candidature. »  
(Parascovia, 42 ans)

2. Dans un deuxième temps, on assiste à la disparition de certaines organisations – principalement, des crèches, des foyers culturels et des hôpitaux – employant auparavant des « intellectuels ». Cette catégorie d'individus s'est retrouvée au chômage. Si le

---

<sup>365</sup> Voir la définition *supra*, note 66.

médecin en chef de l'ancien hôpital a pu encore – grâce à son capital social de type politique hérité (il était considéré le plus grand spécialiste, mais il était aussi « ami » avec les membres de l'administration du village) – prendre la tête de la clinique nouvellement créée, ceux démunis de ce type de capital se sont vus imposer un parcours différent.

L'une des principales options fut d'éventuellement se reconvertir vers le travail agricole<sup>366</sup>. Or, le travail de la terre était vu par les « intellectuels » non seulement comme une activité peu rémunératrice, mais aussi une activité « humiliante ».

« Avec la réduction du personnel, beaucoup de mes collègues se disaient qu'ils allaient travailler la terre et que cela leur permettrait de se nourrir. C'était humiliant, après tout ce que nous avons fait pour les gens. Mais, ils se sont vite rendu compte que ce n'était pas faisable après avoir travaillé toute une vie dans le domaine médical. Pour travailler la terre, il faut non seulement résister physiquement, mais avoir également de l'argent pour y investir. C'est pour cela qu'aujourd'hui les terrains de ceux qui n'ont pas voulu les donner au kolkhoze [il s'agit de l'association d'exploitation] sont en friche. » (Polina, 53 ans)

S'ils ont échappé au travail de la terre, ces « intellectuels » ont toutefois pris un chemin professionnel non-traditionnel, en s'investissant, à quelques exceptions près, dans l'activité du commerce de détail, ou en émigrant dans les pays de la CEI.

« Voyez-vous, dans notre village la crèche a été fermée. Les éducateurs, ils se sont débrouillés chacun à sa manière. Une voisine - elle n'habitait pas loin de chez moi - était la directrice de la crèche. Elle est restée sans aucun emploi après la fermeture de la crèche. Le choc était grand. Que faire dans une telle situation, surtout ici dans le village ? Il faut nourrir ses enfants, leur payer les études... Enfin, elle a commencé à faire du *coupi-prodaj* [du russe, *achat-vente* ou *commerce* souvent informel]. Au début, tout le monde regardait ces gens, car elle n'était pas la seule, comme l'on regarde des extraterrestres [rire].

*D.R. : Pourquoi ?*

Bah, c'était honteux ! Enfin... Elle a gagné un peu d'argent et, depuis quelques années, elle est partie en Italie. J'ai entendu dire qu'elle veut vendre sa maison et ne jamais retourner chez nous. » (Ilya, 68 ans)

---

<sup>366</sup> Les « intellectuels » des organisations non-marchandes villageoises ont, eux aussi, eu droit à des lopins de moindre surface. Selon le Code Foncier moldave, les personnes n'étant pas employées en agriculture avant le 1er janvier 1992 avaient toutefois le droit à 10 ares de terre arable par membre de la famille. Par exemple, une famille de 5 personnes, où les parents travaillaient en tant qu'enseignants et les trois enfants étaient tous mineurs, avait le droit à 50 ares de terre arable. Les enfants de plus de 18 ans n'étaient pas inclus dans le nombre de personnes de la famille, ayant droit à ces 10 ares de terre.

En parallèle, nombreux furent ceux qui héritèrent des quotes-parts de terre de leurs parents, auparavant kolkhoziens. Rappelons-nous que la plupart des membres du groupe des « intellectuels » au sein du système socialiste traditionnel, étaient issus des familles où le père et/ou la mère étaient des agriculteurs, souvent sans aucune formation professionnelle, voire même analphabètes. Leurs fils et filles constituaient la première génération d'« intellectuels » dans leurs familles. C'est une des raisons pour lesquelles, lors de la privatisation de la terre, un nombre important d'entre eux héritèrent la terre privatisée au bénéfice de leurs parents, désormais à la retraite.

Le travail dans l'agriculture, les activités de commerce de détail, les autres types d'emplois moins prestigieux comportaient d'importants coûts moraux pour les nouveaux chômeurs villageois, issus du groupe des « intellectuels ». Mais sur une liste bien restreinte d'opportunités qu'offrait le marché du travail villageois, les individus étaient les plus hostiles au travail agricole. Selon eux, non seulement on passait d'un extrême à un autre – c'est à dire, du travail non manuel au travail manuel –, mais l'agriculture ne permettait pas d'accumuler un important volume de capital économique ; elle ne permettait même pas l'éradication de la pauvreté dans laquelle se sont retrouvés du jour au lendemain ces individus.

Mais intégrer d'autres sphères d'emploi n'est pas chose aisée, non plus. Même si plusieurs individus se livrent au commerce en détail, ils doivent remplir quelques conditions de bases que le début de cette activité implique :

« J'aurais voulu gagner plus d'argent à l'époque où la crise a commencé, car la situation était très difficile dans ma famille. Mais que faire ? Où aller ? Pour faire du commerce, il fallait avoir du capital [une somme d'argent de départ] pour y investir. Puis il fallait connaître les points stratégiques : où peut-on acheter moins cher, où peut-on vendre plus cher. Ce n'était pas simple. » (Parascovia, 42 ans)

S'adonner à de nouvelles activités impliquait ainsi la nécessité d'être en possession d'un capital économique de départ, et d'un capital informationnel relatif à ces nouvelles activités. Dans ce contexte de nouveaux réseaux de contacts personnels se développent. Ils sont orientés notamment vers l'emprunt de l'argent, d'un côté, et vers l'obtention de ce capital informationnel sur les nouvelles activités, de l'autre côté. Le plus souvent, les deux types de ressources – l'argent et l'information – se procurent auprès des mêmes contacts personnels.

Parascovia continue :

« Ma belle-sœur [elle travaillait auparavant dans le *Sel'po* villageois] a pu commencer une activité de commerce. Elle faisait du trafic à la frontière [moldo-roumaine] avec tout ce qui était demandé en Roumanie : des cigarettes, de l'alcool, du café. Et puis elle amenait ici des produits roumains et les vendait sur différents marchés urbains.

*D.R. : A-t-elle eu son propre argent pour commencer ?*

Je ne sais pas exactement. Mais, je pense que non. En fait, elle était devenue copine avec une autre dame de notre village qui s'occupait déjà de commerce. Je pense que celle-ci lui a prêté de l'argent et et lui a appris à faire du commerce. »

Nous avons vu qu'au sein du système socialiste traditionnel les réseaux de contacts personnels des « intellectuels » villageois étaient caractérisés par une importante hétérogénéité sociale. Parmi les contacts des « intellectuels » on retrouvait des



kolkhoziens et des ouvriers<sup>367</sup>. Malgré cela, on pouvait grâce à leurs caractéristiques institutionnelles tracer une frontière du groupe. Une semblable délimitation du groupe des « intellectuels » du reste de la société devient difficile à faire dans le post-socialisme, en raison de deux facteurs interdépendants : d'abord, et de manière générale, les réseaux sociaux qui s'y développent se caractérisent par un degré encore plus élevé d'hétérogénéité sociale (bien que l'on conserve au début des transformations la même stratification sociale que dans socialisme)<sup>368</sup> ; ensuite, parce qu'avec le nouveau statut de chômeurs qu'ils acquièrent, ces « intellectuels » quittent le groupe et rejoignent celui des « autres » (paysans, commerçants, ouvriers, etc.).

Revenons aux ressources que procurent les nouveaux réseaux de contacts personnels. L'emprunt d'argent et le capital informationnel, indispensables au nouveau départ, sont obtenus au sein de ces réseaux. Bien que toutes les deux soient « rares », l'argent demeure la ressource la plus recherchée. Donc, l'emprunt de l'argent devient une pratique récurrente dans le post-socialisme moldave. Appuyant le principe de la réciprocité qui coexiste avec celui de la redistribution hiérarchique et par le marché des ressources, il revêt des formes complexes. La complexité résulte notamment des usages sociaux qu'en font les acteurs<sup>369</sup>.

Ce caractère mérite d'être mentionné ici car, même si son influence n'apparaît pas de manière explicite dans la description des trajectoires des « intellectuels » moldaves, l'analyse du discours de nos interviewés montre que les usages sociaux de l'argent peuvent toutefois y être comptés<sup>370</sup>.

*« D.R. : Au début des années 1990, le commerce en détail était devenu très fréquent... »*

*Oui, mais cela ne m'intéressait pas.*

*D.R. : Pourquoi ?*

*Je n'avais pas un tel courage. J'avais honte. Comment aller vendre des chaussettes, par exemple, au marché ?*

*D.R. : C'était tout de même une activité fréquente.*

---

<sup>367</sup> Cette particularité étant moins prononcée dans le milieu urbain.

<sup>368</sup> Les nouveaux réseaux ainsi formés s'homogénéiseront par la suite, en conséquence des transformations des statuts sociaux de leurs membres. Par exemple, le réseau sera caractérisé, plus tard, dans les années 2000, par des personnes qui iront régulièrement effectuer des travaux saisonniers dans les pays de la CEI, ou bien il sera caractérisé par de petits entrepreneurs.

<sup>369</sup> Ici, nous nous inspirons des recherches de Viviana ZELIZER (2005) sur le caractère social des pratiques monétaires aux États-Unis. À base d'une enquête historique, Zelizer montre que la monnaie est socialement marquée, c'est-à-dire que certaines sommes d'argent ne peuvent être utilisées que dans des buts spécifiques, en fonction de la source qui procure l'argent et des modalités par lesquelles il est obtenu.

<sup>370</sup> Les éléments dont nous disposons ne nous permettent pas de tirer des conclusions définitives sur ce sujet, raison pour laquelle cet aspect est ici traité de manière hypothétique. Pour des conclusions plus élaborées, le sujet en question devra faire l'objet d'une nouvelle enquête.

Oui, mais bon... [sourire] Enfin, disons que dans l'absolu ce n'était pas possible pour moi : je n'avais pas suffisamment d'argent pour commencer une activité commerciale.

*D.R. : N'avez-vous pas songé à emprunter à un proche ?*

Non. Je ne fais pas appel pour l'emprunt de l'argent.

*D.R. : Pourquoi ?*

Je ne veux pas. À chaque fois que j'ai emprunté de l'argent, je l'ai bêtement dépensé. Qu'est-ce que j'en ai fait ? Je suis incapable de le dire. Après je me retrouvais avec des dettes qu'il fallait honorer et parfois ça pouvait prendre une tournure conflictuelle. Vous savez comment c'est ! L'argent c'est l'œil du diable. Ce n'est pas par hasard que l'on dit qu'"on est pauvre, mais propre" ». (Polina, 53 ans)

L'argent de l'emprunt est souvent considéré « malpropre » et « malsain » par les Moldaves. Ceci est dû aux différents conflits que cette pratique a pu générer au fil du temps. Bien que cet échange ne soit pas encadré par des règles juridiques, il est encadré par des normes sociales à caractère coercitif pour le débiteur incapable d'honorer ses dettes notamment. De manière générale, le caractère coercitif repose sur la mauvaise réputation qu'on acquiert en tant que « mauvais payeur ». Ceci brise la confiance sur laquelle s'appuie la pratique d'emprunt d'argent. Le label de « mauvais payeur » est ainsi à proscrire, d'autant plus qu'il est associé dans l'imaginaire social à la « malhonnêteté » qui résulte de l'acte d'enfreindre les normes sociales en vigueur.

3. Dans un troisième temps, ces « intellectuels » qui n'héritent pas un capital social de type politique de l'ancien système connaissent une évolution hybride : leur travail sera partagé entre celui non-manuel, dans le cadre de leur métier d'origine, et celui manuel, en agriculture – partie intégrante de l'économie domestique – et dans des travaux saisonniers qui impliquent l'émigration.

Voyons d'abord quels sont ces « intellectuels » qui conservent leurs emplois. Au risque de laisser à notre lecteur l'impression d'une conclusion hâtive et réductrice, nos observations montrent qu'ils sont représentés par quelques organisations uniquement : l'école villageoise, la bibliothèque du village (là où elle est encore conservée), la clinique – employant, en général, de 2 à 3 personnes – et l'administration publique locale, en l'occurrence la mairie. Les crèches ou les jardins d'enfants, les foyers culturels, les hôpitaux furent tous dissous, en raison de la dissolution des kolkhozes – leur principale source de financement.

Au sein des organisations qui survivent à cette transformation systémique, les « intellectuels » qui ne réussissent pas à accumuler un important capital social de type institutionnalisé, sont surtout des enseignants. En revanche, la direction de l'école fait exception. Au sein des autres organisations citées, les individus réussissent à accumuler

un volume relativement important de capital social de type institutionnalisé, en raison de leur faible nombre. Ainsi, au sein de la clinique, le médecin en chef est en même temps le directeur de l'organisation : il détient un pouvoir décisionnel absolu sur son organisation. Aussi, une clinique villageoise ne compte que 2-3 employés (incluant le médecin en chef). L'assistant et/ou les assistants médicaux participent activement à la gestion de l'organisation et accumulent, par là, du capital social de type institutionnalisé. Au sein de la bibliothèque, le/la bibliothécaire est l'unique employé (polyvalent). Son capital social de type institutionnalisé peut procurer du capital économique grâce à la gestion financière de l'institution que ce poste implique. La mairie, elle aussi compte peu d'employés : de 3 à 6 (y inclus le maire), selon la localité. En son sein, tous les employés sont dotés d'un important capital social de type institutionnalisé. En général, la petite taille du groupe des fonctionnaires publics renforce la cohésion au sein de ce groupe et permet à ses membres de se reproduire (lors des élections locales).

Ce que l'on peut observer, par notre enquête de terrain, c'est que dans les villages moldaves, le capital social de type institutionnalisé se caractérise par un fort degré de concentration sur un nombre relativement faible d'individus. Dans un village de 1000 personnes par exemple, les postes administratifs dans les différentes organisations recensées sont occupés par une dizaine de personnes. De règle, le même acteur occupe plusieurs fonctions administratives dans plusieurs de ces organisations. Parascovia, qui est enseignante dans le village de Cucoara, district de Cahul (dans le Sud moldave) occupe le poste de directrice adjointe au sein de l'école. Elle est en même temps, conseillère locale (sur les listes du Parti Démocrate moldave), et la directrice d'une organisation à but non-lucratif<sup>371</sup>, créée au début des années 2000.

Les enseignants villageois sont les seuls à conserver encore le statut d'« intellectuels ». Privée d'un appui institutionnel – tel qu'il existait au sein du système socialiste traditionnel –, la notion d'« intellectuel » retrouve son sens d'origine : la dimension sociologique de transmetteur et/ou de producteur de connaissances. Et, dans

---

<sup>371</sup> Nous ne traitons pas des organisations à but non-lucratifs (OBNL) dans le milieu rural pour les motifs suivants. Leur création est, en général, due à un programme du Fonds Social moldave – organisation gouvernementale – financé par le Département pour le Développement International (du gouvernement de la Grande Bretagne), et mis en oeuvre entre 2001 et 2004. Nous avons été employés dans ce programme, qui avait comme objectif affiché « le développement du partenariat social » dans le milieu rural. En réalité, par le biais de ce programme, des donations étaient faites dans certains villages et destinées à améliorer les services sociaux : réparer l'école, rouvrir le jardin d'enfants, construire un aqueduc, etc. Pour pouvoir bénéficier de ces financements, les communautés locales devaient remplir quelques conditions susceptibles de prouver qu'un partenariat entre les principaux acteurs villageois avait été établi. Une de ces conditions fut la création d'une OBNL, considérée être « le noyau du développement de ce partenariat ». En effet, l'activité de ces OBNL fut réduite à cette seule période de mise en oeuvre du programme mentionné, elles arrêtaient de fonctionner une fois arrêté leur financement par le biais du programme rappelé. Néanmoins, juridiquement, ces organisations, sans activité, existent toujours.

les communautés à moitié fermées que sont les villages moldaves, ce rôle revient désormais aux enseignants.

De manière générale, l'effectif d'enseignants villageois est en constante baisse pour plusieurs motifs :

- D'abord, la chute de la natalité, à partir de 1991<sup>372</sup>, de pair avec l'exode rural contribue à la réduction du nombre d'élèves scolarisés en première année de l'enseignement primaire. Dans certaines localités rurales,

« on a du mal à créer un seul groupe d'élèves, alors qu'avant on avait au moins deux groupes d'environ 25 enfants. » (Parascovia, 42 ans)

Cela a fait diminuer graduellement le nombre d'enseignants dans les écoles villageoises<sup>373</sup>.

- Les salaires bas du secteur public fait que nombreux enseignants abandonnent, au fur et à mesure, leur activité pédagogique pour se dévouer à d'autres activités plus rémunératrices.

- La pauvreté des villages décourage le retour des jeunes diplômés à la campagne (voir ZIARUL DE GARDA, le 7 octobre 2010). Ce phénomène n'est pas une nouveauté du post-socialisme moldave. Nous avons vu qu'il était à l'œuvre au sein du système socialiste traditionnel aussi. Mais, la différence entre les deux systèmes, et qui fait accentuer ce phénomène dans la période postsocialiste, c'est l'absence des relais institutionnels capables de réguler la migration interne et externe de la population<sup>374</sup>.

---

<sup>372</sup> Du point de vue démographique, la Moldavie connaît, dans la période post-soviétique, une forte diminution de sa population (voir les données du tableau ci-dessous). Dans un rapport de la BM, sur la migration dans les pays de l'Europe de l'Est et dans ceux de la CEI, est anticipée une chute de la population moldave de 17%, d'ici 2050 (MANSOOR et QUILLIN, 2007, p. 54). La chute prévue est due à trois facteurs essentiels. Le premier facteur est celui de la baisse significative de la natalité qui implique un solde naturel négatif après 1991, lui-même entretenant une relation causale avec un deuxième facteur, celui de la contraction de l'activité économique qui s'est répercutée sur le niveau de vie de la population. Le dernier facteur est celui de l'émigration de la population. Le premier et le troisième facteurs ont aussi entraîné le phénomène de vieillissement de la population. Ce processus, qui a des implications à long terme sur le marché du travail, s'est accru de telle façon que le poids de la population de plus de 60 ans a considérablement augmenté :

	1989	2004
<b>Population totale, millions</b>	3,66	3,38
<b>Population âgée de plus de 60 ans, en % du total</b>	12,6	14,7

Source : BNS, base des données statistiques en ligne

<sup>373</sup> Selon les données du Service de l'Information et de la Sécurité de la République de Moldavie, citées par GIRNET (2001), entre 1995 et 1999, près de 21000 professeurs ont abandonné la sphère éducative, dont près de 2400 avaient définitivement quitté le pays en 1999.

<sup>374</sup> Dans la période postsocialiste moldave, le régime de répartition de la main d'œuvre diplômée du supérieur est toutefois conservé dans le domaine de l'enseignement. Néanmoins, il n'oblige pas les acteurs d'accepter l'offre d'emploi proposée par le Ministère de l'Enseignement. Pour cause, les jeunes diplômés refusent toute offre d'emploi dans le milieu rural. Alertées par une pénurie d'enseignants dans les villages,

**Figure 26:** Une professeure de langue française villageoise entourée de paniers de maïs



**Source :** TEMOIGNAGE CHRETIEN, le 23 novembre 2000

Le problème récurrent que cette catégorie d'acteurs rencontre dans la première décennie post-socialiste est celui des revenus très bas, caractéristique du régime salarial dans les organisations non-marchandes. Cette situation est aggravée par les arriérés de salaires de l'État – phénomène devenu chronique entre 1995 et 2000 –, obligeant ainsi ces acteurs à rechercher d'autres sources de revenus. D'habitude, la plupart d'entre eux travaillent la terre reçue lors de la privatisation, ou ils font recours à l'émigration dans les pays de la CEI. Pour débiter dans le dernier type d'activité, il est important de connaître ces personnes susceptibles de leur prêter de l'argent, d'une part, et de leur trouver un emploi dans le pays d'accueil, d'autre part. Dans de nombreux cas, ce sont les réseaux familiaux et ceux des amitiés qui jouent un rôle fondamental dans ce type de stratégies.

Afin de mieux illustrer ce phénomène, nous allons nous appuyer sur le témoignage d'Ion, directeur d'école depuis 1999, dans le village de Peresecina, situé à une trentaine de kilomètres de la ville de Chisinau. Remarquons qu'Ion fut un des héritiers du capital social de type politique de l'ancien système, car il fut directeur d'un collège professionnel du même village. En 1990 le collège est dissout et tous les enseignants se retrouvent au chômage. Grâce à son capital social de type politique il réussit à prendre la tête d'une école primaire dans son village, en le convertissant ainsi dans un capital social de type institutionnalisé :

---

récemment, en 2010, les autorités ont lancé l'idée d'introduire, éventuellement, le principe de l'obligation d'accepter sur 3 ans l'emploi proposé. Jusqu'à présent, aucune règle n'a été formulée, dans ce sens.

« On m'a proposé de devenir directeur de l'école primaire du village, parce que le maire me connaissait très bien et parce que je connaissais les ficelles de la fonction. » (Ion, 51 ans)

Or, en 1993 il perd ce poste, car l'école primaire fusionne avec l'école générale. Il intègre cette dernière en tant qu'enseignant, devenant son directeur, seulement en 1999.

« Nous avons eu de graves problèmes. Il y avait des retards de 3 à 5 mois sur le paiement des salaires. Cette situation a duré jusqu'à ce que je devienne directeur, en 1999. Même cette année-là, je me souviens que je venais juste d'être nommé sur le poste et il a fallu tout de suite s'occuper de la répartition du blé à la place des salaires, aux professeurs.

*D.R. : Et comment avez-vous surmonté l'épreuve des années 1990 ?*

Et bien, j'ai fait toutes sortes de boulots. Ma fille ainée, elle était étudiante à Chisinau. Chaque samedi, elle venait à la maison pour qu'on lui remplisse le sac avec de la nourriture ; il fallait lui donner de l'argent... Enfin, je ne savais plus quoi faire, j'avais mal à la tête, je ne dormais plus. D'où prendre un peu d'argent et le lui donner ? Si parfois quelqu'un me demandait de réparer une télé, je respirais un peu, car je savais que pour cette semaine là, je pouvais lui donner un peu d'argent, sinon [pause], ouf ! Il m'est arrivé de réparer quelque chose chez des gens et de recevoir un peu de blé, ou un peu d'haricots, ou ce que la personne pouvait me donner. On a un lopin de terre et on y cultivait le nécessaire pour se nourrir. On élevait des poules et on avait une vache. Disons que nous n'avons pas souffert à cause de la nourriture. Je pouvais remplir aussi le sac de ma fille étudiante. Mais en ce qui concerne l'argent, je ne savais plus comment il se présentait. Parfois, je me disais qu'il fallait trouver au moins quelques *lei* pour que ma fille puisse payer le transport jusqu'à Chisinau et le retour pour la semaine d'après. J'allais souvent chez un voisin, à la retraite, lui demander de me prêter quelques *lei*. Comme il habitait tout seul et ne sortait jamais, il ne dépensait pas son argent, donc il pouvait m'aider en cas de besoin.

*D.R. : Connaissez-vous d'autres personnes chez qui emprunter de l'argent ?*

Oui, il y avait dans le village de personnes qui prêtaient, mais avec un taux d'intérêt<sup>375</sup>. Et chez eux, je ne voulais pas aller. Il y a eu des situations où les gens ont emprunté chez eux, et ensuite ils étaient incapables de rembourser la somme intégrale avec le taux d'intérêt.

*D.R. : Combien a duré cette situation critique ?*

Jusqu'à la fin des années 1990. Ma fille a fini l'université en 1999, et tout de suite la cadette m'annonça qu'elle voulait aller à la faculté. Ouif, quel bonheur, me suis-je dit [rire] ! Ça recommence ! Mais finalement, la situation s'est un peu améliorée, à partir de 2000.

*D.R. : Avez-vous pensé abandonner l'enseignement durant cette période ?*

Oui, souvent. Mais, je me suis dit que je n'ai pas d'autre choix que de garder ce poste. Car faire

---

<sup>375</sup> Cette pratique s'est développée dans les années 1990. Les crédateurs étaient souvent des *leaders* des associations d'exploitation, des membres de l'administration locale, mais aussi des individus qui ont accumulé un important capital économique grâce au commerce en détail ou grâce au travail à l'étranger. En règle générale, le taux d'intérêt était mensuel, et il fluctuait entre 10% et 20%. Dans une première phase du développement de cette pratique, beaucoup d'individus ont eu recours afin d'initier leur propre affaire. Mais, lors du remboursement, les débiteurs refusaient de rembourser les sommes exorbitantes correspondantes au taux d'intérêt. Sans aucun appui juridique, cette pratique a généré beaucoup de conflits interindividuels, au sein desquels un jugement social défavorable était porté notamment sur le débiteur.

de l'agriculture ce n'était pas rentable. Et puis, devenir paysan après tant d'années d'études et de travail dans l'enseignement... L'agriculture c'est une activité qui nous permet de subvenir à nos besoins de nourriture. Mais, faire toute une affaire, non ! Pour aller travailler ailleurs je n'ai pas voulu, car cela signifiait abandonner ma famille.

*D.R. : Alors, il vous est venu à l'esprit de partir travailler à l'étranger.*

Oui. Et, je suis même allé à Moscou, en 1995. J'y ai travaillé dans le bâtiment, pendant tout un été. J'ai bien gagné cet été-là, et cela m'a permis de sauver un peu la situation. Autrement...

*D.R. : Comment avez-vous réussi à y aller ? Quelqu'un vous a-t-il peut-être aidé ?*

Évidemment, autrement ce n'était pas possible. Le fils d'un ami à moi m'a aidé. Il travaillait déjà là-bas. Il est rentré une fois de Moscou et avec son père ils sont venus chez moi en visite. J'étais plutôt mort que vivant [dépressif] à cette époque-là, et le garçon l'a observé. Ce jour-là, je lui ai demandé s'il ne pouvait pas m'aider à trouver un emploi, pour l'été, gagner un peu pendant les vacances scolaires. Il m'a dit qu'il allait s'y intéresser, et qu'il allait ensuite m'appeler. Il a tenu sa promesse. Quelques semaines après, il m'a appelé pour me dire que j'y étais attendu. Et c'est comme ça que nous avons vécu durant ces années là. » (Ion, 52 ans)

L'extrait ci-dessus de l'entretien avec Ion est représentatif de la situation – déconcertante – des enseignants villageois qui ne sont pas en possession d'un volume important de capital social de type institutionnalisé. Le régime de réciprocité et celui de l'économie domestique, pour reprendre les termes de POLANYI (1983), deviennent des composantes structurelles du système postsocialiste. Ils deviennent centraux dans les conditions où la redistribution des ressources et le fonctionnement des mécanismes de marché engendrent de sérieuses tensions. Au sein de ce régime de réciprocité, l'importance des réseaux d'anciens et de nouveaux contacts personnels – le capital social de type relationnel – est cruciale, car ils remplissent le rôle de régulateur des tensions institutionnelles postsocialistes.

En conséquence de ces mutations économiques et des pratiques sociales qui en émergent, le groupe soviétique d'« intellectuels » – ici villageois – est non seulement démuné d'appui institutionnel, mais il est caractérisé par une évolution divergente des trajectoires de ses membres, évolution qui changera la définition même d'« intellectuel », ainsi que le volume de capital symbolique (moins important) que ce statut implique.

### *c. Nouvelles sphères d'emploi et capital social dans le milieu urbain*

Les transformations du milieu urbain se distinguent de celles que le milieu rural subit. Cela est une conséquence directe de la hiérarchie organisationnelle. Elle est à la fois plus dense et plus diversifiée. De ce fait, les infléchissements ont un caractère beaucoup plus complexe dans le milieu urbain que dans le milieu rural et creusent davantage le

clivage rural/urbain.

Les faits stylisés que l'on peut recenser dans la transformation du groupe des « intellectuels » urbains sont les suivants :

1. Les acteurs privés de l'héritage du capital social de type politique et/ou économique, accumulé notamment durant le socialisme réformateur et activé au sein des organisations marchandes, subissent des licenciements en masse. Les ingénieurs et les techniciens ont constitué la catégorie la plus concernée par le chômage. Dans ces conditions, la conversion du capital social de type relationnel s'avère le processus le plus important pour ces acteurs. Il permettra à ces individus de trouver un nouvel emploi et ainsi de se convertir professionnellement.

2. L'importance de l'aide financière internationale va contribuer à l'émergence d'un nouveau type d'organisations – les organisations à but non-lucratif (OBNL). Elles deviendront une source importante de capital social de type institutionnalisé pour des acteurs sociaux héritiers de capital social de type politique, mais qui conservent leur emploi dans des organisations du domaine de l'éducation et de la science notamment. Ce dernier phénomène se développe significativement après l'an 2000 et enregistre à l'heure actuelle une double métamorphose intéressante: il a des frontières très volatiles employant des fonctionnaires de l'administration centrale, des professeurs et des chercheurs ; de plus en plus couramment, on associera ce secteur d'activité avec le groupe qui représente l'élite dite « intellectuelle » moldave.

3. Les trajectoires des héritiers du capital social de type politique et du capital économique, accumulés durant le socialisme réformateur, convergent dans le post-socialisme moldave. Bien que le champ politique et le champ économique se veuillent autonomes, leur convergence apparaît de plus en plus flagrante. Cet aspect aura une importance politique, car il nous fournira les éléments de base sur lesquels le capitalisme de type moldave se construit.

Voyons de plus près – à l'aide de nos données de terrain – ces trois tendances de la transformation du groupe des « intellectuels » dans le milieu urbain.

1. Les villes moldaves du début des années 1990 connaissent des changements profonds suite aux réformes sur le statut juridique des entreprises et en conséquence de la privatisation de masse. Le chômage devient un véritable fléau de la société et il génère une situation non confortable pour les « intellectuels » qui se retrouvent subitement dépossédés de leur ancien capital symbolique.

« Après la *perestroïka*, j'ai travaillé encore un certain temps à l'usine, car elle ne fit pas faillite



tout de suite. La privatisation avait démarré, et les salariés avaient commencé à entrer en possession de différents biens, appartenant auparavant à l'usine. Ces [nouveaux] actionnaires demandaient un certain ordre, mais la direction de l'usine demandait le sien. Ainsi, ils ont commencé à se quereller entre eux. Comme ça l'entreprise fut détruite, et tout son personnel a été licencié. » (Lidia, 62 ans)

Ce phénomène, particulier au secteur marchand et notamment aux grandes entreprises industrielles, fut également connu – dans des proportions moins importantes – dans le secteur non-marchand. La reconfiguration de la propriété et le changement du régime politique impliquèrent la réduction de l'effectif d'employés des ministères, des organisations culturelles, etc.

« J'ai été renvoyé de mon poste [au ministère de l'Économie], en 1991.

*D.R. : Pour quel motif ?*

Mais vous pensez réellement que quelqu'un a pris du temps pour nous l'expliquer. Sans motif, évidemment ! Ceci fit partie de la réduction de l'effectif du ministère.

*D.R. : Peut-être y eut-il certains critères selon lesquels on choisissait de renvoyer les personnes ?*

Non. Aucun critère n'a existé. On a été renvoyé et ce fut tout. De mon ancienne équipe, seules trois personnes sont restées au sein du ministère. Elles ont fini le travail que nous avons commencé et ensuite le département a été liquidé. Donc, les trois personnes restantes ont été obligées de quitter leur poste elles aussi : une est partie à la retraite anticipée, et les deux autres furent transférées au ministère des Communications. » (Igor, 62 ans)

L'appartenance organisationnelle et le secteur dans lequel l'organisation s'inscrivait avaient une portée significative pour l'avenir des employés :

« À cette époque-là, les gens étaient renvoyés des entreprises, pour de nombreux motifs. Dans notre entreprise aussi, il y a eu réduction du personnel. Par exemple, on comprimait une section dans l'entreprise et les gens se retrouvaient dans l'obligation de changer d'emploi.

*D.R. : Et vous, comment avez-vous réussi à y échapper ?*

Je travaillais dans le secteur énergétique qui n'a pas connu la privatisation jusqu'en 2000. Lorsque Snegur était au pouvoir, nous avons posé la question de savoir si notre entreprise allait être privatisée et la réponse a été : "non". Mais voilà, Lucinschi est venu [en 1996] et il signa le contrat avec *Union Fenosa* et il privatisa notre entreprise. Alors, j'ai eu peur de perdre mon boulot. Mais, je connaissais une personne à l'intérieur de l'entreprise qui a réussi à obtenir un bon poste après cette privatisation. Elle m'a aidé à conserver mon emploi. » (Vasile, 57 ans)

De manière générale, dans la première moitié des années 1990, les « intellectuels » anciennement chargés du développement économique et industriel de la société, non-héritiers du capital social de type politique, furent le plus touchés par le chômage. La

solution qui s'est ouverte à eux fut de commencer les activités de commerce en détail – activités qui impliquaient d'importants coûts moraux.

« Après 1990, j'ai vu beaucoup de mes anciens collègues, ingénieurs, faire du commerce [illicite] au marché de "Calea Basarabiei"<sup>376</sup>. Les changements ont toujours imposé aux gens la nécessité d'une réadaptation. Mais, dans notre cas, les ingénieurs ont été ceux qui se sont adaptés le moins à ces changements. Ils devaient trouver des solutions. La solution s'est appelée "Calea Basarabiei". » (Catinca, 51 ans)

La suspension de l'activité, en tant qu'ingénieur, devint de longue durée, car l'industrie moldave s'est vue de plus en plus comprimée. Dans ces conditions, les ingénieurs ont dû procéder à une conversion qui, aujourd'hui encore, reste douloureuse pour certains d'entre eux :

« D.R. : Avez-vous connu le chômage à partir de 1990 ?

Bien sûr. Même maintenant je suis chômeur. Moi, si je ne travaille pas en tant qu'ingénieur je ne me considère pas comme embauché.

D.R. : Oui, mais je parle du chômage proprement dit. Combien du temps êtes-vous resté sans emploi ?

Calculez vous-même, dix-sept ans<sup>377</sup> ! » (Alin, 59 ans)

Tout au long de l'entretien, Alin a insisté sur son mécontentement du fait d'être privé de la possibilité d'exercer son métier d'origine. Pourtant, si l'on regarde les indices de la conversion économique et sociale, on peut dire qu'Alin l'a plutôt réussie. Au moment de l'entretien, lui et son fils – diplômé d'économie – étaient à la tête d'un cabinet d'audit comptable qui représente une affaire de famille. Comment expliquer cette réaction de la part de notre interviewé ? Au fil de la discussion, nous comprenons que ce qui « hante » l'esprit de notre interviewé c'est sa propre interprétation du capital symbolique postsocialiste qu'il détient. Il le voit se dégrader, car il dit :

« Nous étions les seuls spécialistes dans ce domaine et tout le monde était content de nous avoir dans leur entreprise.

D.R. : Il y avait donc une insuffisance des spécialistes dans le domaine...

Insuffisance ? Non ! Nous étions des ingénieurs. Nous étions l'élite ! C'est pour cela que nous étions recherchés par tous. » (Alin, 59 ans)

Comme pour les « intellectuels » du milieu rural, l'activité de commerce devint une opportunité de gain pour ceux du milieu urbain. Mal vu au départ par ces « intellectuels » - car ils perdaient ainsi le statut qui leur avait procuré auparavant un important capital

---

<sup>376</sup> Le plus grand marché de biens non-alimentaires, de la ville de Chisinau. Ce marché est le successeur de l'ancien *tolchok* existant au sein du système socialiste.

<sup>377</sup> L'entretien a eu lieu en août 2007.

symbolique et donc une haute position sociale –, le commerce avait néanmoins la capacité de procurer d'importants gains monétaires, dans un délai relativement court (voir *supra*, p. 260 témoignage de Valeriu). Les anciens contacts personnels jouèrent un rôle fondamental dans le processus d'initiation de ces activités.

« La première fois, je suis allé en Roumanie avec un ami. Il y était déjà allé avec un ami à lui pendant quelques fois. » (Valeriu, 58 ans)

Dans un premier temps, cette activité nécessita une période d'adaptation générant ainsi des pratiques sociales orientées vers sa dissimulation<sup>378</sup>. Une fois lancés, les acteurs tissaient en revanche de nouveaux contacts personnels qui s'avérèrent être le pilier de cette période d'adaptation des « intellectuels » convertis à l'activité commerciale.

« J'apportais de la marchandise de Roumanie. Au début, c'était dans de petites quantités que je l'apportais. Ensuite, j'avais compris le mécanisme de fonctionnement et je m'y suis investi à fond [rire].

*D.R. : Où vendiez-vous cette marchandise ?*

À la maison. En gros. En faisant des allers-retours entre la Moldavie et la Roumanie, j'avais connu pas mal de gens. Certains avaient décidé d'arrêter les allers-retours, car ils pouvaient acheter en gros chez des personnes comme moi et vendre cette marchandise en détail au marché. Ils y étaient déjà habitués. Moi, non ! Il y avait une barrière psychologique, une honte d'aller vendre au marché. Ainsi, j'ai consolidé ma propre clientèle qui venait acheter directement chez moi cette marchandise. » (Valeriu, 58 ans)

Les contextes personnels, appuyant une différence des statuts sociaux hérités du système socialiste, se circonscrivaient à cette nouvelle activité commerciale. En faisant recours aux réseaux de contacts personnels, ces « intellectuels » espéraient s'allier aux nouvelles valeurs sociales (appuyant l'importance du capital économique) en se souciant toutefois de préserver un statut social élevé et hérité du système socialiste. Il en découle que l'objectif de ces individus n'est pas de maximiser leurs revenus par n'importe quels moyens. Il est plutôt socialement orienté : conserver une haute position sociale au sein d'un système qui change d'échelle axiologique. La plupart de ces « intellectuels » réussiront ultérieurement à atteindre cet objectif. L'accumulation d'un capital économique relativement important par la pratique du commerce, leur permettra d'initier des activités entrepreneuriales plus élaborées : Alin, pratiquant le commerce dans un premier temps, devint le président et le propriétaire d'un cabinet d'audit comptable de la ville de Chisinau, dans un deuxième temps ; Valeriu devint le propriétaire d'un magasin

---

<sup>378</sup> Certains individus se défendaient de mentionner leur ancien métier à leurs nouveaux contacts personnels, comme nous l'indique Veronica (53 ans).

commercialisant des produits alimentaires dans la ville de Dubasari, et parallèlement il créa une association de pêcheurs qui obtint le droit d'exercer la pêche dans le Dniestr et de commercialiser le poisson.

2. Une autre catégorie d'acteurs au sein du groupe des « intellectuels » urbains, héritiers du capital social de type politique et dont l'activité demeurait au sein des organisations non-marchandes, conserve leur ancien emploi. Il s'agit notamment de ces « intellectuels » travaillant dans le domaine de l'éducation nationale et de la recherche, dans le domaine de la santé, dans le domaine de la culture, etc.

Comme nous l'avons déjà montré, la distribution de type bureaucratique des ressources, spécifique des organisations non-marchandes, s'avéra problématique et elle affecta bien entendu le niveau de vie de ces « intellectuels ».

« En tant que chef de la chaire, à l'Université d'État de Moldavie, j'ai eu un salaire de 25 USD. Avec une telle somme, on ne peut pas aller très loin [rire]. » (Victor, 55 ans)

Les stratégies qui sont mises en place afin de réguler les tensions qu'engendrent les régimes d'allocation et de distribution des ressources seront diversifiées. Certains, notamment les salariés de la santé, pratiquèrent le commerce :

« Je ne veux même pas m'en souvenir. C'est une tache noire dans mon histoire. Cette activité était humiliante, parce que j'avais des études supérieures et j'étais obligée de faire appel à une telle activité. Les diplômes n'avaient plus aucune valeur. J'orientais mon fils vers la médecine. Je pensais qu'il allait faire des études supérieures et devenir stomatologue. Mais pour lui, non seulement il était hors de question d'y aller, mais en plus de cela il me suppliait de ne dire à personne que j'étais médecin en chef, car rien qu'en indiquant le métier on trahissait notre manque d'argent. Il se posait des questions par rapport à ses études. Il n'y voyait aucun intérêt, en disant qu'il valait mieux aller gagner sa vie à l'étranger, que rester perdre 5 années dans une faculté. Donc, voilà ! À plusieurs médecins, nous nous sommes mobilisés et nous sommes partis en Pologne. Quand je suis arrivée là-bas j'avais honte d'ouvrir mes sacs et de vendre les produits que j'avais apportés. Et mes collègues me disaient : "Ici, vous n'êtes plus chef, vous devez accepter la situation telle qu'elle est." » (Veronica, 52 ans)

Les stratégies des salariés du domaine éducationnel et de la recherche s'avèrent différentes, contrairement à celles de leurs collègues villageois. A partir des données de nos enquêtes de terrain, nous pouvons déduire que ces individus choisissent de conserver un emploi mal rémunéré, car le prestige social dont jouit le domaine de l'enseignement (supérieur) et de la recherche, leur procure du capital symbolique et ainsi, leur assure une continuité de leur sentier social, au passage d'un système à l'autre. Certains acteurs, n'ayant pas réussi à conserver leurs anciennes positions au sein du gouvernement

notamment, se sont réorientés vers l'enseignement supérieur<sup>379</sup> - source de capital symbolique. Igor nous explique :

« J'ai essayé de trouver différentes modalités de gagner un peu d'argent de manière légale. C'était dur ! En 1997, j'ai décidé d'intégrer l'enseignement supérieur. Au moins, me suis-je dit, c'est prestigieux. J'ai commencé à l'ULIM<sup>380</sup>. Très vite, je suis passé à l'Université d'État tout en gardant mon emploi à l'ULIM. Aujourd'hui, je donne des cours dans trois universités moldaves. » (Igor, 62 ans)

L'appartenance à une organisation qui procure un important capital social de type institutionnalisé facilite la mise en place des stratégies d'accumulation du capital économique. Nombreux sont les « intellectuels » du domaine de l'éducation qui dispensent des cours à domicile – souvent à des prix très élevés établis en fonction de la « réputation » du professeur – à des élèves de lycée, à des étudiants du supérieur, etc.<sup>381</sup>

De même, des sources supplémentaires de revenus sont obtenues par le biais d'un deuxième emploi dans des organisations marchandes notamment où, comme il a été déjà dit, les salaires étaient plus élevés que dans celles non-marchandes. Souvent, grâce à leur capital social de type politique hérité, ils arrivaient à occuper des positions importantes au sein de ces organisations.

Mais la stratégie la plus courante parmi cette catégorie d'« intellectuels » consiste dans la création et/ou l'intégration dans des organisations à but non-lucratif (OBNL). Ces organisations pour la plupart ont comme activité de base la mise en œuvre des projets à caractère social, économique, etc. Une part importante de l'aide financière internationale est accordée à la Moldavie par l'intermédiaire de ces OBNL<sup>382</sup>. Bien qu'il reste relativement modeste au cours des années 1990, le nombre d'OBNL augmentera

---

<sup>379</sup> Il faut noter que dans ce domaine le nombre d'établissements d'enseignement supérieur augmente significativement au cours des années 1990 grâce aussi à l'apparition des universités dites « privées ». Leur nombre passe de 7, en 1989, à 47 établissements d'enseignement supérieur, en 2000. Parmi ceux-ci, 15 seront « privés » (BNS). La différence entre une université dite d'« État » et une université dite « privée » consiste dans les modalités de financement de ces établissements. Celle étatique est en partie financée à l'aide des transferts budgétaires de l'État, celle « privée » fonctionne en régime d'autofinancement et le coût de l'enseignement est à la charge de l'étudiant. Progressivement, au cours des années 1990, les universités étatiques vont mettre en place un régime mixte de financement, en alliant l'allocation bureaucratique des ressources avec l'autofinancement. Ces dernières années, l'autofinancement devient crucial pour la survie des établissements étatiques d'enseignement supérieur, ce qui génère de nombreux effets pervers.

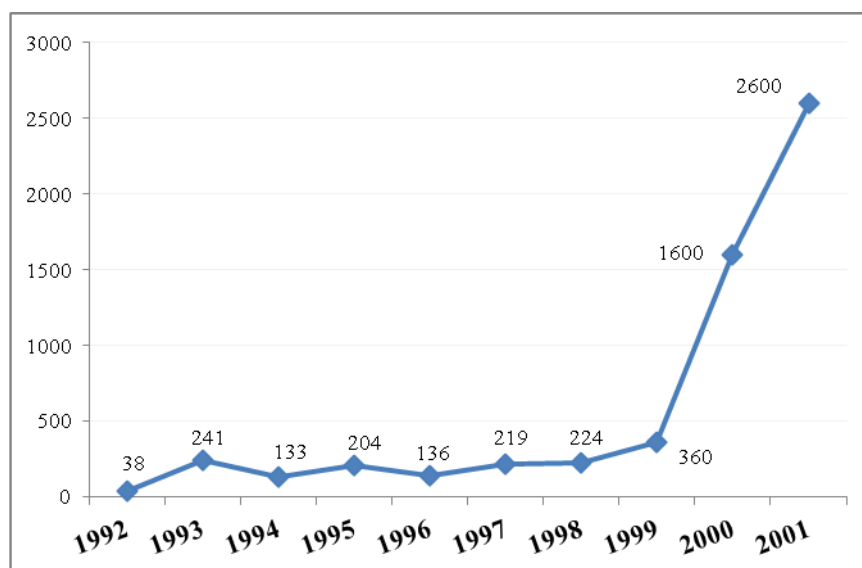
<sup>380</sup> Université Libre Internationale de Moldavie, créée en 1992. C'est une université « privée ».

<sup>381</sup> Une telle pratique ne pouvait pas être développée par les enseignants villageois du fait de la pauvreté généralisée dans le milieu rural postsocialiste.

<sup>382</sup> Il n'existe pas de statistiques qui illustreraient l'importance des flux de l'aide financière internationale gérés par les OBNL moldaves. On sait toutefois que 60% d'entre elles sont financées par l'intermédiaire des donations et des subventions octroyées par les « organisations » internationales, telles que la BM, l'UNICEF, etc. Voir à ce sujet CENUSA (2007).

significativement à partir de l'an 2000 (Figure 27), grâce à certains programmes des organisations gouvernementales<sup>383</sup> qui prévoyaient notamment leur création. Le nombre d'OBNL devint un indicateur du développement de la *société civile*.

**Figure 27 : Évolution du nombre d'OBNL, 1992-2001**



**Source :** NEDERA (2002, p. 6)

**Note :** Selon la même source, 66 % des OBNL sont concentrées dans la ville de Chisinau. Parmi leurs activités de base, on notera : l'organisation des conférences et des séminaires, la réalisation de projets d'études, la publication de livres et de brochures. Près de 60 % du total d'OBNL ont une activité dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la culture et de l'art ; environ 10 % sont actives dans le domaine des droits de l'homme ; 14 % ont une activité dans le domaine du développement communautaire.

Cette notion de *société civile* a été intensivement promue par la BM (mais aussi par l'UNESCO) en Moldavie ainsi que dans les pays en transformation postsocialiste, en général. En conformité avec celle-ci, la société civile s'appuie sur une série d'organisations de citoyens, les principales étant les OBNL, indépendantes tant du gouvernement que du secteur marchand<sup>384</sup>. Or, les OBNL moldaves seront loin d'être indépendantes comme le veut leur définition. On observe une convergence de plus en plus accentuée dans les années 2000 entre leurs activités, celles du milieu d'affaires et celles politiques. Cette convergence est due précisément au fait que les mêmes individus occupent à la fois des fonctions dans les trois secteurs mentionnés. De ce fait, leurs

<sup>383</sup> Parmi celles-ci, on mentionnera notamment le Fond des Investissements Sociaux de Moldavie.

<sup>384</sup> Voir une définition dans NEDERA (2002), mais aussi dans CENUSA (2007).

frontières demeurent très volatiles<sup>385</sup>.

Dans les années 1990, les OBNL ont attiré un important contingent d'universitaires et de chercheurs, notamment. Ce phénomène trouve une explication dans la nature des projets qu'elles portent. Les projets financés par les organisations internationales débutaient, dans la plupart de cas, avec des études de terrains, des études de marché ou avec l'organisation de séminaires. Ainsi, le recrutement était fait parmi ces professionnels de la recherche et du domaine pédagogique.

Le temps d'embauche était limité à la durée des projets, mais Victor, qui au moment de l'entretien était à la tête d'un OBNL de la ville de Chisinau, nous explique :

« Le plus important c'est d'être embauché une première fois, après, cela devient automatique. On ne prend pas de nouvelles personnes, à chaque fois. Ce sont toujours les mêmes qu'on embauche. » (Victor, 55 ans)

Le réseau de contacts personnels domine dans le processus d'embauche. Ce capital social de type relationnel procure d'abord du capital informationnel<sup>386</sup>. Mais la ressource la plus importante qu'il procure c'est la mise en relation avec « les bonnes personnes », comme s'exprima Igor (62 ans). Dans ce cas précis, l'interdépendance entre le capital social de type institutionnalisé et le capital social de type relationnel apparaît très explicite. Qui plus est, on remarque que le capital social de type relationnel a un effet multiplicateur sur le capital social de type institutionnel et *vice versa*.

Les revenus de l'activité au sein des OBNL dépassent largement ceux de l'emploi de base. Dans le cadre d'une discussion privée que nous avons eue avec un professeur de l'Académie des Études Economiques de Chisinau, il mettait en évidence le fait que son attachement à un établissement d'enseignement supérieur demeurait une « pure formalité ». Il avouait faire un grand effort afin d'y donner des cours. Sa seule motivation était de jouir du statut de professeur d'université. Sa vie, il la gagnait ailleurs, au sein des OBNL. Notre interlocuteur avait mentionné que son salaire à l'Université, il ne le connaissait même pas avec exactitude, tellement il s'y intéressait peu. En travaillant dans différents projets mis en œuvre par deux OBNL, auxquelles il était rattaché, il pouvait

---

<sup>385</sup> Sur le portail Internet du Gouvernement moldave (voir, <http://rapc.gov.md>), à la rubrique « Questions et commentaires » des citoyens moldaves, nous avons été interpellés par un commentaire anonyme au sujet de la volatilité des frontières entre l'activité gouvernementale et celle des OBNL. Il disait :

« Le Premier ministre [on ne saurait lequel, car le commentaire n'est pas daté] avait attiré l'attention que l'embauche des fonctionnaires publics dans différents projets internationaux et locaux nuisait beaucoup à leur travail de base. Mais, c'est une chose bien connue que de nombreux fonctionnaires, surtout ceux du Ministère des Finances et du Ministère de l'Economie et du Commerce, travaillent encore dans ce type de projets. Autrement, ils seraient morts de faim. »

<sup>386</sup> Voir le développement de cette thèse chez GRANOVETTER (2008).

atteindre la somme de mille euros par mois.

3. Nous avons vu que les individus qui accumulent du capital économique durant la *perestroïka* (*supra*, II<sup>e</sup> Partie) empruntent, à cette époque-là, des trajectoires relativement différentes de celles des individus accumulant du capital social de type politique. Au passage du socialisme vers le capitalisme, en revanche, leurs trajectoires sociales convergent, car les frontières entre le milieu d'affaires et le milieu politique deviennent très floues.

La superposition de deux champs s'est produite dans le post-socialisme moldave par deux procédés : d'un côté, les individus qui héritent un capital social de type politique et entrent sur l'arène politique postsocialiste vont, grâce à la privatisation, accumuler intensivement du capital économique devenant de grands propriétaires, et d'un autre côté, les individus qui accumulent du capital économique dans le socialisme réformateur, ont la possibilité, eux aussi, de devenir de grands hommes d'affaires. Ils participent, dans un premier temps, à la vie politique par le financement des partis politiques, pour les rejoindre, dans un deuxième temps, et allier carrière politique et carrière d'hommes d'affaires<sup>387</sup>.

Catinca a été activement impliquée dans le mouvement nationaliste de la *perestroïka* ce qui lui a permis d'accumuler un volume important de capital social de type politique. Elle rejoignit ainsi un milieu (politique) qui lui a permis d'entamer un processus intense d'accumulation de capital économique.

« D. R. : Avez-vous bénéficié de la privatisation ?

J'en ai bénéficié partiellement.

D.R. : *Qu'avez-vous obtenu par le biais de la privatisation ?*

D'abord l'appartement. Moi et mon mari nous avons créé en 1991 une société à responsabilité limitée. Par ce biais, nous avons, ensuite, privatisé plusieurs bâtiments dans la ville de Chisinau.

D.R. : *A-t-il été difficile de les privatiser ?*

---

<sup>387</sup> Une lecture sommaire des *Curriculum Vitae* des députés moldaves, affichés sur le portail Internet du Parlement (voir, <http://www.parlament.md>), nous fournit un aperçu dans ce sens. Nombreux sont les députés d'aujourd'hui qui passent de la tête de grandes affaires, développées au cours de la transformation postsocialiste, dans la vie politique où ils occupent des positions importantes. L'exemple le plus éloquent est celui de l'actuel premier vice-président du Parlement moldave, Vladimir Plahotniuc. Il développe sa propre affaire – le groupe financier moldo-américain « Angels » – au cours des années 1995-1998. Etant à sa tête, il devient en parallèle président d'une des plus grandes banques commerciales moldaves, « Victoriabank », et directeur général de « Petrom Moldova » – entreprise roumaine qui détient une partie importante du marché pétrolier en Moldavie. La presse moldave écrivit que Plahotniuc serait aussi propriétaire de plusieurs hôtels de 4 et de 5 étoiles de la ville de Chisinau, sa richesse s'élevant ainsi à plus de 300 000 000 USD (ADEVARUL, le 27 janvier 2011). Selon JURNALTV (le 10 novembre 2010), il finança les campagnes électorales du Parti Démocrate, s'emparant en 2010 de la fonction de premier vice-président du Parlement sur les listes du parti politique cité.



Pour moi, ce fut relativement facile. J'appartenais au milieu. La plupart de mes anciens collègues étaient là, ils sont presque tous entrés dans la politique. Il est vrai qu'ils étaient dans différents partis politiques, mais cela avait moins d'importance. Aujourd'hui, je regrette de ne pas avoir acquis plus de biens lors de la privatisation. J'aurais dû le faire, car j'en ai eu la possibilité. » (Catinca, 51 ans)

Vers la fin des années 1990, les carrières politiques et les carrières en tant qu'hommes d'affaires se mêlent. Tout au long des années 2000, elles continueront de converger. Les allers-retours des héritiers du capital social de type politique et des héritiers du capital économique, les deux, accumulés durant la *perestroïka* entre un milieu d'affaires et un milieu politique deviendra monnaie courante, durant le post-socialisme. Il suffit, pour s'en apercevoir, de suivre les trajectoires des principaux dirigeants politiques qui se succèdent au fil des années de transformation postsocialiste.

Les deux types de capitaux ont un effet multiplicateur l'un sur l'autre. L'extrait – de l'entretien avec l'ancien premier ministre (en 1999), Ion Sturza, – en témoigne :

« Il serait incorrect de ma part de dire que mes relations [personnelles] et mon image [politique] ne m'aident pas dans mon business. Après avoir quitté le poste [de premier ministre], j'avais plusieurs alternatives pour développer des affaires. [...] Une vieille amitié, Dinu Patriciu<sup>388</sup>, a développé une grande affaire non seulement pour la Roumanie, mais pour toute cette zone de l'Europe. À un moment donné, nous nous sommes demandé si nous ne pouvions pas faire quelque chose ensemble. L'idée que nous avons besoin l'un de l'autre avait ainsi « muri » et aujourd'hui mon activité dans le cadre de « Rompetrol » est dominante dans mes affaires. [...] J'ai connu le fils du président [Vladimir Voronin]<sup>389</sup> à la fin des années 1980 et depuis sous une forme ou une autre nous sommes partenaires en affaires. Nous en étions partenaires quand Voronin le père était encore un simple secrétaire de parti. Aujourd'hui nous sommes dans différentes catégories de « poids » – les affaires d'Oleg passent par une période de « renaissance »<sup>390</sup>. [...] Ce serait naïf de dire qu'il n'est pas favorisé par son statut de fils du président. » (VIP MAGAZIN, 2004a)

Il s'en suit une évolution des trajectoires de ces individus autour de l'État. C'est cette évolution qui va caractériser en partie le modèle de capitalisme postsocialiste moldave qui va être marqué par une situation paradoxale : d'une part, la société s'atomise et construit sa propre dynamique par un processus de désinstitutionnalisation des individus – ils établissent leurs propres règles du jeu dans un régime de solidarités

---

<sup>388</sup> Homme politique et homme d'affaires de Roumanie. Il a été membre fondateur du Parti National Libéral Roumain, en 1990. Au cours de la période postsocialiste, il développe plusieurs affaires dans le domaine pétrolier notamment, devenant, en 1998, le principal actionnaire de la compagnie « Rompetrol ».

<sup>389</sup> Oleg Voronin est un des plus grands hommes d'affaires de Moldavie. Sa fortune fut estimée à 2 milliards d'euros, en 2010. Cette somme représente un tiers du PIB moldave (PUBLICA, le 27 juin 2010).

<sup>390</sup> En français dans l'original.

privées ; d'autre part, l'État et le milieu d'affaires se chevauchent, les deux étant représentés par les mêmes individus. La Russie a connu une évolution similaire de ce point de vue, dans le post-socialisme. La spoliation de la propriété anciennement d'État, en tant que phénomène, fut ici récurrente, se soldant avec la construction d'un « capitalisme de type oligarchique » (DURAND, 2005). Malgré cette apparente similitude, deux facteurs essentiels distinguent l'évolution russe de celle moldave : d'une part, l'existence d'une tradition historique de l'État russe, alors que l'État moldave postsocialiste est en pleine construction ; d'une autre part, les rapports de leurs pouvoirs sur l'arène mondiale sont radicalement différents. L'État moldave se construit par et au sein d'une hiérarchie politico-économique – relique de la hiérarchie politico-administrative que l'on avait connue au sein du système socialiste de type traditionnel – et qui subit la contrainte extérieure d'ajustement institutionnel aux prescriptions de ses principaux financeurs, le FMI et la BM, et de ses principaux voisins, la Russie, la Roumanie et l'Union Européenne. En 2000, Vitalie Ciobanu, correspondant du journal *Le Courrier International*, dressait le bilan suivant de ces dix années de transformation postsocialiste moldave :

« J'écris ces lignes en essayant de profiter des rares moments d'électricité et de gaz fournis, en ce printemps 2000, par un État arrivé au seuil d'une faillite certaine. Je ne me suis même pas rendu compte qu'on en était arrivé à considérer, à Chisinau, la lumière électrique et le gaz comme des produits de luxe. Or les villages de Bessarabie [...] vivent sous un régime infrahumain depuis cinq ans, sans que les gouvernements soient dérangés par cette situation. Une grossièreté dont, même dans les pays du tiers-monde, on trouve difficilement l'équivalent. » (LE COURRIER INTERNATIONAL, le 31 mai 2000)

Sur fond de différentes contraintes de nature économique, politique et géopolitique – contraintes qui s'avèrent souvent antagonistes –, les acteurs placés au sein de la nouvelle hiérarchie politico-économique – qui est urbaine – construisent un capitalisme de type libéral « de façade », dans les coulisses desquelles l'oligarchie contraste avec une société à la limite de la pauvreté. L'analyse de la transformation du groupe des « intellectuels » soviétiques de Moldavie nous donne, en quelque sorte, la radiographie de ces métamorphoses.



## Chapitre XI

### Les « intellectuels » au sein d'un nouveau modèle économique basé sur l'émigration

Dans les années 2000, le sujet des « intellectuels » devient secondaire. Par les transformations des années 1990, le groupe d'« intellectuels » se retrouve dissout. Ses anciens membres rejoignent désormais d'autres strates sociales qui se cristallisent dans le milieu urbain et dans le milieu rural. En fonction de cette appartenance socioculturelle, ainsi que de l'appartenance organisationnelle, le capital symbolique de ces individus change. Il porte une forte empreinte économique. En conséquence, le volume de capital symbolique accumulé par ces acteurs sociaux varie selon les nouvelles couches sociales formées et selon l'espace. Dans les grandes villes de Chisinau et de Balti, un groupe oligarchique se cristallisera, autour duquel gravitent des professionnels du milieu universitaire, de la recherche, artistique, culturelle et journalistique. Au-delà de ce périmètre, la société, toutes catégories sociales confondues, réinvente sa propre dynamique. Les rapports qu'entretiennent le groupe dominant qui se cristallise dans le milieu urbain et le reste de la société, deviennent flous, car tiraillé entre l'héritage du passé, la nouvelle *doxa* économique prônée par le consensus de Washington et une oligarchie appuyant la stratégie de la malversation, l'État moldave vit très vite sa légitimité fragilisée du fait de l'absence des relais institutionnels cohérents. En conséquence, le quotidien des Moldaves dans le postsocialisme devint une question de survie. Dans ces conditions, la société moldave « abandonna » le cadre formel pour trouver un appui dans un cadre informel, basé sur le lien social et notamment sur le régime de réciprocité.

Au cours des années 1990, les pratiques de commerce qui se développent, le recours à des travaux saisonniers, en Russie notamment, impliquent tous l'émigration de la population. Bien qu'ayant une courte histoire, les germes du modèle économique que la Moldavie développe dans les années 2000 se retrouvent dans ces pratiques sociales, développées au cours de la première décennie de transformation postsocialiste.

En parlant des anciens « intellectuels », les acteurs qui ont recours à l'émigration

sont en premier lieu ceux qui ne réussissent pas une conversion professionnelle. Par les vertus de leur capital social de type relationnel, ils se lancent dans ce processus irréversible d'émigration. Mais, il convient néanmoins de nuancer cet aspect. Nombreux acteurs, ici analysés, arrivent vers l'an 2000 à l'âge de la retraite, un âge auquel un changement aussi radical que celui qu'implique l'émigration est bridé. Que deviennent alors ces acteurs ? Un premier élément de réponse qui nous est fourni par les données de nos enquêtes indique qu'ils seront livrés entièrement à ce régime de réciprocité au sein duquel les solidarités intergénérationnelles privées – à l'échelle de la parenté et du voisinage – occupent une place importante.

---

### **XI.1 La seule issue : l'émigration**

En 1998, Ana, bibliothécaire à la « Bibliothèque Nationale de Moldavie », est partie aux États-Unis. Sa sœur, qui était déjà là-bas, l'a aidée dans cette démarche. Munie d'un visa touristique, elle a pu rester là-bas pendant deux mois et travailler « avec acharnement », comme elle le dit, afin de retourner en Moldavie avec une somme de 2000 USD. Son billet d'avion aller-retour ainsi que les frais de visa, furent pris en charge par sa sœur. Elle ne nous cache pas son enthousiasme, malgré les difficultés que l'émigration engendre :

« Je n'ai pas de mots pour vous dire combien cet argent m'a sauvée. En deux mois, gagner une pareille somme... C'était du domaine de la fiction. Je suis retournée en Moldavie et j'ai bien vécu pendant quelque temps. Mais, j'ai travaillé avec acharnement pendant ces deux mois. Là-bas, on est considéré comme des nullités. De 7h00 à 19h00, je lavais la vaisselle dans un restaurant, sous vidéosurveillance et sans avoir le droit de m'asseoir pour quelques minutes. [...] Mon salaire était de 5 USD à l'heure sachant que le minimum aux États-Unis était de 7 USD à l'heure.

*D.R. : Alors, vous étiez sans contrat de travail ?*

Oui. Et sans contrat de travail, tu es considéré comme inexistant.

*D.R. : Avez-vous essayé d'y retourner ?*

Bien sûr, mais on m'a refusé le visa. Dans quelques mois, ma sœur doit venir nous rendre visite et à ce moment-là nous allons voir comment faire pour que j'y retourne. Je n'ai pas d'autre choix. Ici, c'est le désespoir absolu. J'ai vendu la maison parentale du village, cette année, et j'ai encaissé 1000 euros. Avec cet argent j'ai payé les études de ma fille qui vient d'être admise à l'université et j'ai épuisé l'argent. Maintenant, je vis avec ma fille d'un salaire de 700 lei [45 euros]. Je ne vois pas une autre issue que celle de partir [à l'étranger]. » (Ana, 47 ans)

Des cas similaires à celui d'Ana font en Moldavie la norme plutôt que l'exception. De même que notre interviewée, tous ont eu recours à l'émigration et cela à l'aide des contacts personnels d'amitié, familiaux, etc. qui lient les individus entre eux. Le capital social de type relationnel devient dans cette démarche la source la plus importante des ressources (informationnelles, pécuniaires, etc.) pour les individus épousant la stratégie de l'émigration.

Selon une étude de l'OIM (2007, p. 17), le choix des Moldaves en faveur de l'émigration est guidé par l'incertitude de l'avenir dans leur république<sup>391</sup>. Le niveau bas des salaires, le manque de travail, l'échec des réformes économiques postsocialistes représentent des motifs qui sont souvent évoqués par les émigrés, afin de justifier ce choix. Ceux-ci découlent d'une situation de pauvreté extrême que les Moldaves associent à de « mauvais gouvernants » et à l'état d'« injustice sociale » dans laquelle est plongée la jeune république postsocialiste. Dans le cadre de notre enquête par questionnaire, nous avons demandé aux sondés d'indiquer les motifs pour lesquels il y a, en Moldavie, des personnes arrivées dans des situations extrêmes de pauvreté et qui les incitent à émigrer. Les réponses furent :

**Tableau 27 :** Motifs de la pauvreté extrême

Par malchance	11%
Par paresse	23%
À cause de mauvais gouvernants	<b>75%</b>
À cause de l'injustice sociale	<b>67%</b>
C'est une situation normale dans une économie de type postsocialiste	23%
Les individus ne gèrent pas bien leur argent	19%
Autre motif	13%

**Source :** Les pourcentages correspondent aux résultats de l'enquête qualitative

**Note :** La somme des pourcentages est supérieure à 100%, car il s'agit d'une question à réponse multiple.

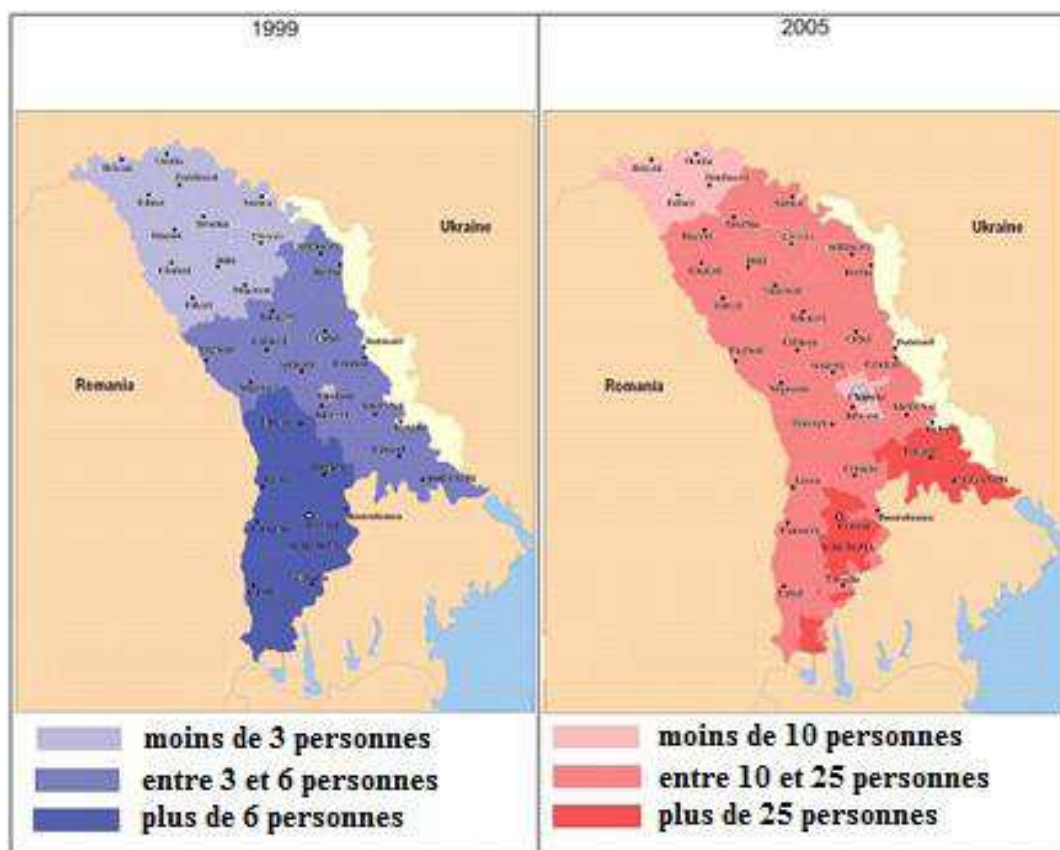
<sup>391</sup> Selon la même source, le choix d'émigrer vers les pays de l'UE est de nature « opportuniste », c'est-à-dire qu'il n'est pas généré par une situation de pauvreté, en revanche celui d'émigrer vers les pays de la CEI est dicté « par les besoins primaires » des individus, c'est-à-dire qu'il est généré par une situation de pauvreté. Une telle assertion s'avère largement contestable. Bien que le choix de la destination ne soit pas indépendant des possibilités matérielles des émigrants, ce qui compte le plus dans ce choix ce sont les conditions non-économiques de départ, telles les relations personnelles susceptibles de procurer de l'assistance directe ou bien d'emprunter la somme d'argent nécessaire pour couvrir les frais des visas et du voyage. Nous ne serions pas en mesure d'illustrer en détail ce phénomène. Pour cela, une enquête, ciblée sur cette problématique, serait nécessaire. Néanmoins, les témoignages recueillis au cours de différents entretiens privés avec des émigrés moldaves en France que nous avons rencontrés au cours de notre séjour dans ce pays nous permettent d'écarter une telle hypothèse.

Parmi les « autres motifs » correspondants à la catégorie représentée dans le tableau ci-dessus, les réponses témoignent d'une *incertitude systémique* (CHAVANCE, 2004) qui caractérise la société moldave :

« Il n'y a plus de respect envers notre travail »/« Il n'y a pas suffisamment de travail pour tout le monde » ; « On n'a pas encore changé de mentalité. Nous sommes encore à attendre que quelqu'un vienne résoudre nos problèmes »/« Il nous manque de l'intellect » ; « La politique est destructive » ; « La population est mal informée » ; « La corruption est un handicap incontournable »/« La corruption parmi les fonctionnaires d'État » ; « La Russie nous empêche d'avancer » ; « Les prix sont trop élevés et les budgets trop réduits »/« Il nous manque de l'argent »/« Les finances ».

Dans ces conditions, le phénomène de l'émigration<sup>392</sup> constitua la solution de secours pour la population moldave qui enregistre, à la fin des années 1990, un taux de pauvreté de 73 % (SCERS, 2004).

**Figure 28 :** Distribution territoriale des émigrants moldaves en 1999 et en 2005, personnes pour 100 habitants



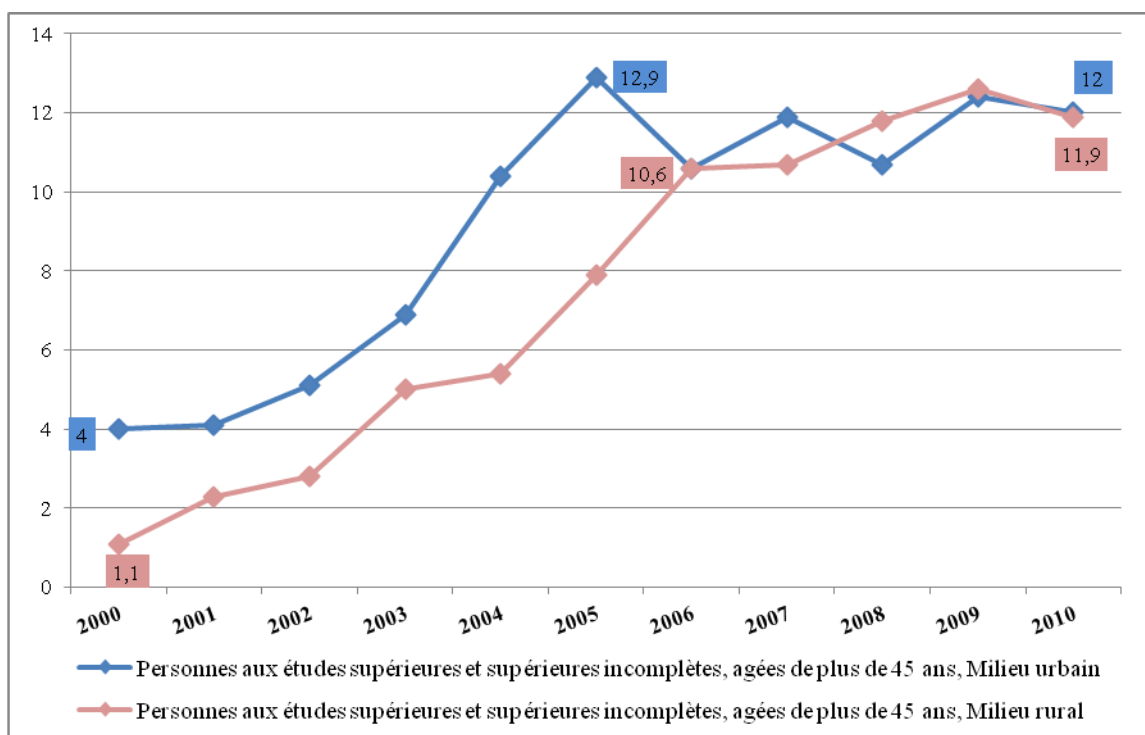
**Source :** LUCKE *et alii* (2007, Figure 1.1, p. 14) et notre traduction française

**Note :** Sont prises en compte les personnes (émigrées et résidentes) âgées de 18 à 64 ans.

<sup>392</sup> Les principales destinations ont été, et sont encore, la Russie, l'Ukraine, l'Italie, la Roumanie, les États-Unis, Israël, l'Espagne, l'Allemagne, le Kazakhstan et la Grèce.

Selon LUCKE *et alii* (2007, p. 26), les principaux facteurs qui déterminent l'émigration moldave sont distribués de la manière suivante : la pauvreté en est l'origine dans 20,51% des cas, le chômage – dans 34,27% des cas, les standards de vie – dans 46,78% des cas. Dans un de ces rapports, la BM (2009, p. 6) situe les origines du phénomène d'émigration en Moldavie, et dans d'autres États de la CEI, dans la crise financière de 1998. Nous pensons que, bien que la crise financière ait eu un impact important sur la situation macroéconomique des pays de la région, l'émigration (du moins dans le cas moldave) est un phénomène qui puise ses racines dans un contexte plus large, celui de la transformation systémique postsocialiste.

**Figure 29** : Anciens « intellectuels » moldaves émigrés entre 2000 et 2010, selon le milieu de résidence, milliers



**Source** : Nos calculs à partir de BNS (2008)

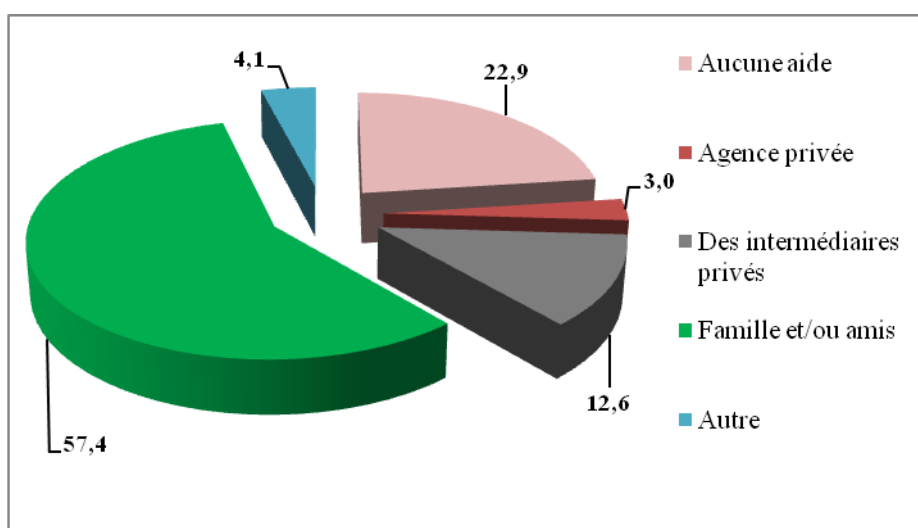
**Note** : Les chiffres absolus représentés sur la présente figure ne devraient peut-être pas être pris tels quels. Les données statistiques sur le nombre d'émigrants moldaves varient substantiellement d'une source à l'autre. Ainsi, les données de l'OIM (2008, p. 17) montrent, contrairement à ceux de BNS, que le nombre d'émigrants moldaves en 2005 s'élevait à plus de 700 000 personnes, soit un taux total d'émigration de 17 %, et SCHWARTZ (2007) l'estima à plus de 800 000 personnes. Il en résulte que les données ci-dessus ne comptent pas les émigrés clandestins, phénomène qui présente des difficultés de quantification. Nous avons choisi les données de BNS, malgré leurs valeurs absolues largement plus basses, car elles nous permettent d'illustrer la tendance de l'émigration moldave de cette première décennie des années 2000.



Sur la Figure 29 ci-dessus, les courbes représentent l'évolution du taux de l'émigration parmi les « intellectuels » moldaves. Elle corrèle avec l'évolution générale du taux de l'émigration de la population moldave, toutes catégories sociales confondues. En 1999 le taux de l'émigration oscillait entre 3 et 6 %. Il passe en 2005 à environ 17 % (OIM, 2008), avec un taux dépassant les 25 % au sud de la Moldavie. La population du sud moldave est plus nombreuse à adopter ce comportement, tant en 1999 qu'en 2005. Ici, l'ampleur du phénomène est due aux disparités régionales, en termes de développement, propres à la République de Moldavie : le sous-développement du sud moldave est une de ses caractéristiques historiques<sup>393</sup>.

Le nombre total d'émigrés augmente très vite jusqu'en 2005. À partir de 2006, leur nombre oscille d'une année à l'autre, caractérisant toutefois cette période post-2005 par une stabilité relative du phénomène. La population rurale, plus atteinte par la pauvreté dans les années 1990, est celle qui émigre le plus. En même temps, les anciens « intellectuels » urbains sont plus nombreux à émigrer en rapport avec ceux des villages. Ces écarts sont en partie explicables par le fait – évoqué à plusieurs reprises dans notre texte – que les anciens « intellectuels » étaient concentrés dans le milieu urbain. Cependant, à partir de 2006, de plus en plus de personnes villageoises, diplômées du supérieur et du supérieur incomplet et âgées de plus de 45 ans, quittent la Moldavie (Figure 29).

**Figure 30 : Modalités d'émigration, 2008, %**



**Source :** BNS, enquête par questionnaire réalisée en 2008 auprès de 12480 ménages moldaves

<sup>393</sup> Voir un descriptif de cette problématique dans RRODM (2009).

Dans cette démarche, les réseaux de contacts personnels représentent l'appui le plus important. En 2008, près de 60 % des Moldaves émigrés témoignaient avoir pu quitter leur pays grâce aux contacts personnels. De règle, ce sont les solidarités à l'échelle de la parenté et celles d'amitié qui sont dominantes (voir Figure 30). Néanmoins, dans un nombre important de cas, soit dans près de 23 % d'entre eux, les Moldaves affirment n'avoir reçu aucune aide. On ne serait pas en mesure de dire, à partir des données ci-dessous, à quel type d'aide fait référence la catégorie « aucune aide ». L'enquête en question ne fournit pas suffisamment des détails dans ce sens. À en juger d'après les variables qui y figurent, elles laissent entendre qu'il s'agit du processus de migration effective du point A vers le point B. Cela résulte notamment de la présence des variables « des intermédiaires privés » et « des agences privées »<sup>394</sup> – qui impliquent l'établissement de relations marchandes entre la personne qui émigre et celle qui fournit de l'« aide »<sup>395</sup>. Or, la migration du point A vers le point B ne représente qu'une étape du processus. Il y a d'autres étapes *ante* et *post* migration qui, selon plusieurs témoignages que nous avons pu obtenir lors des discussions privées, peuvent impliquer le *besoin* d'obtenir de l'aide de la part des proches. Le capital social de type relationnel procure des ressources importantes et diversifiées, selon l'étape. Les étapes vont de la prise de la décision d'émigrer jusqu'à l'installation dans le pays d'accueil. Les ressources que procure le capital social de type relationnel peuvent concerner l'emprunt de l'argent, l'obtention des visas, la recherche d'un emploi dans le pays d'accueil – dans 75 % de cas, selon la même enquête du BNS –, la recherche d'un logement dans le pays d'accueil, etc.

À partir de ce qui vient d'être dit, on déduit que le phénomène de l'émigration moldave prend ampleur au sein d'un régime qui appuie les solidarités sociales et qui vient se substituer à celui de redistribution et de marché, échoués au cours des années 1990. L'issue et la généralisation de ces comportements individuels prirent, au fur et à mesure, un caractère systémique et reconfigurèrent le système postsocialiste moldave. Dans les années 2000 notamment, un nouveau modèle de développement prend forme, et il aura comme socle ce phénomène de l'émigration.

---

<sup>394</sup> Les « intermédiaires privés » sont des personnes physiques, les « agences privées » représentent des personnes juridiques. Les deux sont appelées « privées », en raison de leur activité marchande.

<sup>395</sup> Le coût de l'émigration par des « intermédiaires privés » et par des « agences privées » est de 5 à 6 fois supérieur à celui de l'émigration appuyée par l'aide parentale et celle des amis. Selon les données de BNS, si en ayant recours aux deux premières modalités d'émigration, le coût s'élève à plus de 2500 USD, avec l'aide des proches parents et des amis, le coût s'élève, en moyenne, à 500-600 USD. Bien entendu, des différences essentielles apparaissent en fonction de la destination choisie : ainsi, l'émigration vers les pays de l'UE, par le biais des « agences » et des « intermédiaires », implique un coût de plus de 3200 USD et l'émigration par le même biais vers les pays de la CEI implique un coût de 150 à 200 USD.

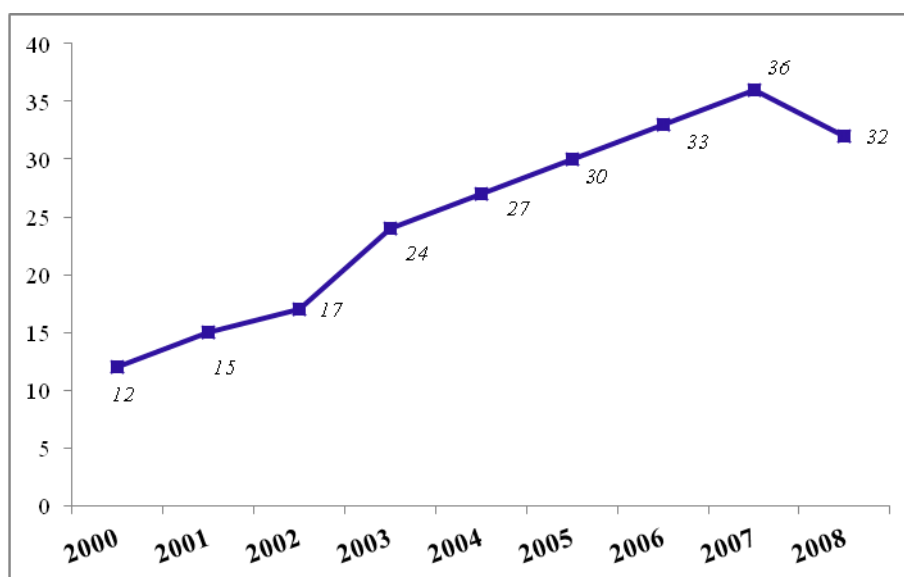
## XI.2 Les effets macroéconomiques et macro-sociaux de l'émigration

### a. Une amélioration des indicateurs macroéconomiques

Après la dépression économique des années 1990, la Moldavie connaît une reprise, à un taux moyen annuel d'environ 6,9 %<sup>396</sup>, dans les années 2000 - 2007. La courbe de la croissance se redresse en raison de l'influence qu'exercent les transferts d'argent des émigrés moldaves à leurs familles. Leur importance s'accroît chaque année, pour atteindre en 2005 un niveau de 30 % du PIB moldave (voir Figure 31, *infra*). À partir de ce moment et jusqu'en 2008 ce taux augmente, dépassant les 30 % du PIB (BM, 2009, p. 7). La Moldavie devient ainsi le plus grand bénéficiaire de la région est-européenne des transferts d'argent des émigrés (BBC NEWS, le 16 janvier 2007).

Elle est suivie par la Bosnie-Herzégovine avec 21 %, par l'Albanie avec 16 % et par l'Arménie avec 9 % le poids des transferts des émigrés dans le PIB. Selon la même source, après Tonga et Haïti, la Moldavie est le troisième pays au monde selon l'importance des transferts d'argent des émigrés.

**Figure 31:** Poids des transferts d'argent des émigrés moldaves dans le PIB, 2000-2008, %



**Source :** Nos calculs à partir de BANQUE MONDIALE et de BNS.

**Note :** Les chiffres sont arrondis.

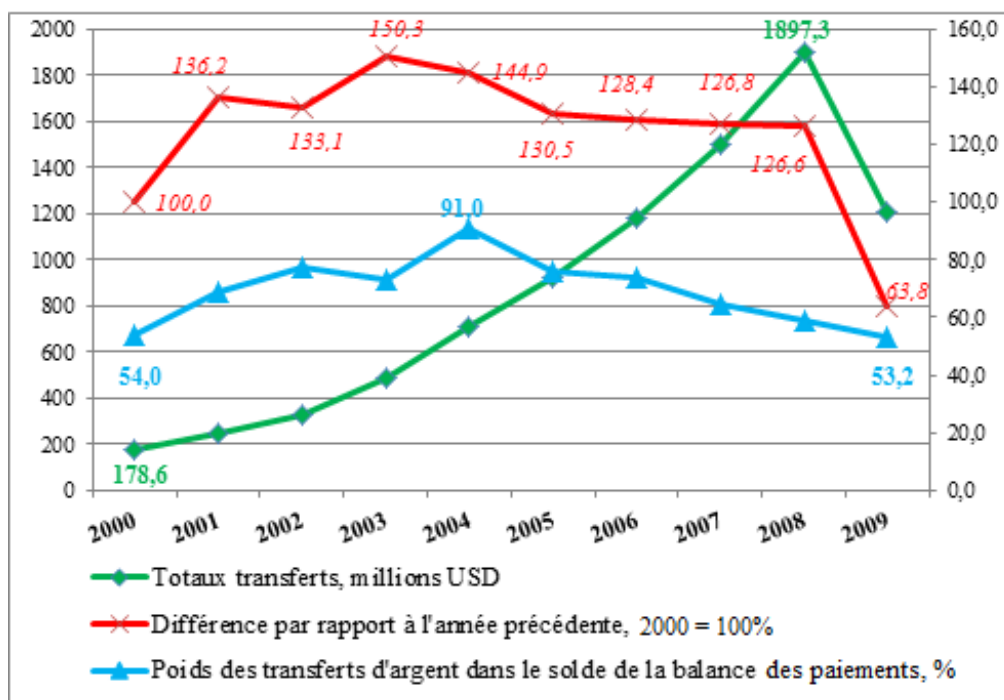
En conséquence de la massification de ce phénomène, les transferts d'argent se sont positivement reflétés sur les indicateurs macroéconomiques de la république. Leur

<sup>396</sup> Nos calculs, à partir de BNS.

volume connaît une hausse substantielle et continue jusqu'en 2008, année dans laquelle le total des transferts est de plus de dix fois supérieures à ceux de 2001 (Figure 32). De même, les transferts d'argent améliorent substantiellement le solde de la balance des paiements : leur poids y augmente jusqu'à 91%, en 2005.

Comme l'on peut observer sur la Figure 32, malgré une hausse continue du volume des transferts annuels des émigrés moldaves, dans la période post-2005, la courbe décrivant leur poids dans le solde de la balance des paiements connaît une inflexion à partir de cette date jusqu'en 2009. Ce phénomène nous suggère que les importations moldaves dans les années post-2005 connaissent une hausse importante. Celles-ci sont amplifiées par une hausse de la demande interne de biens de consommation que les transferts d'argent stimulent<sup>397</sup>. En conséquence, la consommation des Moldaves (des proches parents des émigrés, notamment) se redresse substantiellement.

**Figure 32 :** Le volume des transferts d'argent des émigrants moldaves, leur dynamique annuelle et leur poids dans le solde de la balance des paiements, 2000-2009



Source : BELOBROV (2011, Tableau 3.6, p. 103)

Sur la Figure 32, on observe que la tendance est inversée, à partir de 2008. Les transferts d'argent ont chuté de près de la moitié, en 2009, par rapport à l'année

<sup>397</sup> Les données statistiques du BNS (nos calculs) montrent qu'une hausse annuelle moyenne de 9% de la demande interne envers les produits non-alimentaires et de 5% envers les services est enregistrée dans les années 2005-2008.

précédente. Les causes de cette chute sont à relever dans la crise des subprimes<sup>398</sup>, déclenchée en 2008 aux États-Unis et qui contamina la plupart des économies dans le monde.

Les modalités de contagion de la Moldavie par la crise évoquée furent différentes de celles des pays membres de l'Union européenne, par exemple. Si dans ces derniers la crise des subprimes fut transmise par le biais du système bancaire et des marchés financiers, se transformant ainsi dans une crise économique, en République de Moldavie elle s'est fait ressentir grâce à la dégradation des économies membres de l'Union européenne qui absorbaient une part importante d'émigrants moldaves. Cela nous suggère que l'insertion de l'économie moldave dans celle mondiale est faite notamment à travers le phénomène de la migration de sa population. L'économie moldave devient particulièrement sensible aux chocs des marchés de travail des pays d'accueil des émigrants moldaves.

#### ***b. Le renforcement du lien social et l'importance du capital social relationnel***

En dehors de cet aspect de nature macroéconomique qui à la fois rend la Moldavie dépendante de son extérieur et contribue à la configuration d'un nouveau modèle de développement, on compte un autre facteur, de nature socioculturelle et historique, les solidarités privées. Elles vont changer essentiellement la nature du capital social de type relationnel des individus, procurant plus de ressources à ces individus qui ont de proches parents et/ou qui nouent des relations d'amitié avec les émigrants. Les réseaux sociaux connaissent de nouvelles configurations multiformes. Notre travail de terrain ne nous permet malheureusement pas d'approfondir la thématique du capital social dans ce nouveau contexte socio-économico-politique caractérisé par la migration de la population moldave. De nouvelles recherches sont nécessaires pour apporter des éléments de compréhension du fonctionnement des réseaux sociaux, de la nature des liaisons qui s'établissent entre les individus, des types et volumes de ressources que ce capital social de type relationnel peut procurer, etc. Néanmoins, nos premières observations laissent entendre à titre hypothétique que cette nouvelle configuration des réseaux sociaux des Moldaves engendre des inégalités en termes de volume de capital social qu'un individu possède. Comme ce capital social de type relationnel est convertible notamment en

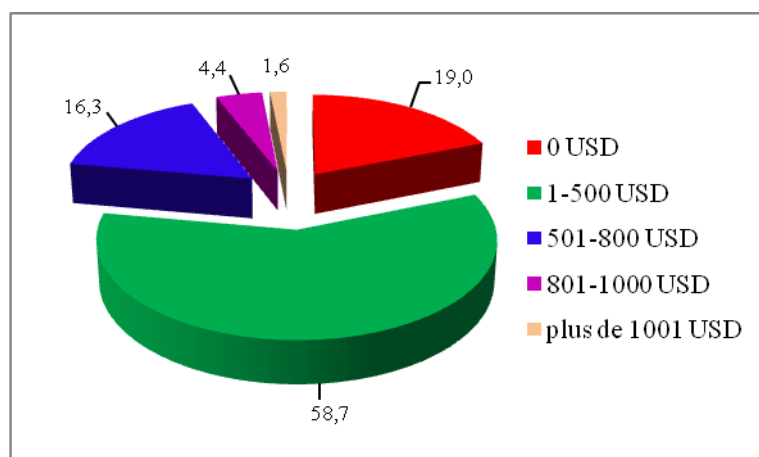
---

<sup>398</sup> De l'anglais *subprime mortgage crisis*, la crise des subprimes naquit au sein du secteur bancaire à cause des pratiques liées aux crédits hypothécaires à risque. Voir une analyse de cette crise dans STIGLITZ (2010), entre autres.

capital économique, sa distribution inégalitaire entre les individus engendre des inégalités économiques dans la société.

Mensuellement, près de 60 % des familles qui ont au moins un membre émigré reçoivent jusqu'à 500 USD (Figure 33). Cet argent est destiné d'un côté à l'investissement dans des biens durables (travaux de réparation et d'entretien des maisons, achat de véhicules) et de l'autre côté il est destiné à la consommation des familles, au financement des études, à l'achat de médicaments. Très peu de cet argent est investi dans des activités lucratives (développement de sa propre affaire, par exemple), en raison de la configuration institutionnelle dans ce domaine qui engendre des incohérences et stimule les pratiques de corruption<sup>399</sup>.

**Figure 33 :** Sommes d'argent envoyées par les émigrés à leurs familles et amis, 2008, moyenne mensuelle, %



**Source :** BNS (2008, p.39)

**Note :** Les modalités d'envoi de cet argent sont diversifiées. Les données de BNS montrent qu'en 2008 uniquement 7 % de cet argent était envoyé par le biais des proches parents et des amis. Ce chiffre semble être trop bas. Nos observations des pratiques des émigrés moldaves (en France, par exemple) montrent qu'au contraire des sommes importantes d'argent entrent en Moldavie par des biais informels, parmi lesquels on compte les proches parents et les amis. Qui plus est, à partir de 2005, on remarque le développement de nouvelles pratiques, dans ce sens : par exemple, un service de transfert « informel » se consolide autour des personnes faisant chaque semaine la navette entre la Moldavie une certaine ville étrangère (Paris, par exemple). Ces navettes sont faites dans le seul but de transmettre des colis et de l'argent entre un point et un autre. L'argent envoyé par ce biais n'est pas exonéré d'une commission, mais les Moldaves y font de plus en plus appel, en raison d'une commission largement plus basse que celle des systèmes de transfert formels.

<sup>399</sup> Les empêchements d'ordre bureaucratique représentent un des problèmes qui découragent le lancement d'une activité entrepreneuriale. PROMO-TERRA (2005) évoque que la procédure d'enregistrement est lourde, nécessitant de passer par une longue chaîne bureaucratique. Cela incite le recours à des paiements informels des fonctionnaires de la part des potentiels agents économiques. De même, IDIS (2007) met en évidence l'intervention excessive de l'État dans cette problématique et qui freine son développement. D'après ces auteurs, il s'agit : d'une réglementation excessive des activités économiques ; de la non-transparence des décisions prises ; du caractère sélectif de l'application de la loi ; d'un grand décalage entre les règles formelles et les règles informelles existantes.

En dehors de leur importance financière et économique, ces données montrent que le lien social, source de capital social de type relationnel notamment, représente un pilier important du fonctionnement de ce système économique moldave basé sur l'émigration. En son sein le lien social se voit renforcé. En absence du lien, le système ne pourrait (peut-être) pas fonctionner. Comme il a été dit, les études empiriques sur cette question manquent malheureusement. Or, elle mériterait une attention particulière du fait de sa nature structurelle au système économique qui s'est mis en place dans la Moldavie des années 2000. Dans ce sens, le travail de terrain reste à faire. Ainsi, le renforcement du lien social au sein du système économique post-2000 moldave représente un terrain à exploiter et à expliquer encore par les chercheurs en sciences sociales.

En nous appuyant sur notre enquête de terrain, qui à un rapport indirect avec la problématique de l'émigration, nous proposons une lecture de certaines conclusions – qui devrait être lues plutôt comme de futures pistes de recherche – concernant l'importance du capital social de type relationnel intrinsèque au système économique post-2000.

---

### **XI.3 « Intellectuels » retraités et capital social**

Revenons au groupe des anciens « intellectuels » pour analyser cet aspect. Nous avons vu qu'un nombre relativement élevé de ses membres choisit la stratégie de la migration. Toutefois, la majorité de ceux qui avaient tiré profit d'un important capital symbolique au sein du système socialiste arrive, vers les années 2000, proche ou à l'âge de la retraite. L'émigration – qui absorbe notamment la jeunesse moldave – est compromise, en tant que stratégie pour ces acteurs. En même temps, l'échec des réformes successives du régime des retraites moldave est flagrant<sup>400</sup>.

---

<sup>400</sup> Nous avons traité cet aspect ailleurs, lors d'une contribution – intitulé « Crise systémique et lien social. Les solidarités intergénérationnelles privées en République de Moldavie (1991-2010) » - au *Colloque Intercongrès du réseau thématique RT6 de l'Association Française de Sociologie, « Solidarités à l'épreuve des crises », Université d'Evry-Val-d'Essonne, le 11-12 janvier 2011*, et qui a donné lieu à une publication (voir ROSCA, 2011). Nous y avons montré que la réforme postsocialiste du régime des retraites moldaves n'a pas tenu compte de la configuration institutionnelle des autres domaines connexes, et notamment de la situation dans le domaine du travail. Bruno AMABLE (2005, p. 13) avait montré que les institutions sont complémentaires, c'est-à-dire que « la présence de l'une augmente l'efficacité d'une autre ». En inversant la logique, on pourrait dire que l'absence de l'une peut avoir des incidences néfastes sur le fonctionnement d'une autre. Dans le cas précis du régime moldave des retraites, la réforme structurelle de 1998 – faite en conformité avec les prescriptions du FMI et de la BM et prévoyant le passage à un régime mixte par répartition et par capitalisation – s'est avérée être un échec (ROSCA, 2011). En conséquence, en 2008 les retraités moldaves représentent la couche la plus vulnérable de la population,

Face aux défis mentionnés, les acteurs sociaux cherchent des appuis ailleurs. Certains se maintiennent sur le marché du travail, d'autres, notamment les villageois, travaillent dans leur propre foyer, qui est inscrit dans un régime d'économie domestique. Les liens familiaux y occupent une place importante. De plus en plus de personnes âgées sont à la charge directe de leurs enfants.

Ludmila, retraitée, nous apprend qu'avec son mari, retraité lui aussi, ils ont quitté la ville qu'ils ont habitée pendant 37 ans, pour rejoindre leur fille, âgée de 42 ans, et leur fils, âgé de 39 ans, installés à Balti. Ce changement a bouleversé positivement leur vie, explique l'interviewée. Le montant de la retraite ne leur permettait pas de faire « les moindres économies ». À Balti, ils durent acheter un appartement. Mais, comme l'argent tiré de la vente de leur maison de Falesti (petite ville située au centre-ouest moldave) n'y suffisait pas – les prix des appartements dans les grandes villes allaient du double au triple par rapport à ceux pratiqués dans les petites villes, nous dit l'interviewée –, la différence fut payée par leurs enfants ; ils avaient fait des économies dans ce but précis. Aujourd'hui, dit-elle, les enfants sont leur appui principal :

« Ils nous aident beaucoup ! Avec nos pensions, nous achetons à peine la nourriture. Et si l'on veut se payer autre chose, à commencer par les charges locatives ou les médicaments, sans même songer à un appareil électroménager, cela nous est impossible. [...] On a eu de la chance ! Sans eux [les enfants], nous serions perdus » (Ludmila, 64 ans).

Les exemples des retraités à la charge de leurs enfants se sont multipliés au cours des dernières années. La qualité de la retraite des Moldaves est désormais directement influencée par la réussite socio-économique de leurs enfants. L'appartenance des proches parents, en l'occurrence des enfants, à un milieu social qui procure d'importantes ressources socio-économiques est devenue indispensable au renforcement de la solidarité intergénérationnelle privée. Cela permet d'avancer l'hypothèse selon laquelle le volume de capital social de type relationnel accumulé par les enfants des personnes retraitées facilite (reste à savoir comment, dans quelle mesure) l'accès des retraités à un nombre diversifié de ressources (financières, aide à la personne, etc.)

Dès lors, une question surgit. Qu'est-ce que la « réussite » socio-économique des proches parents ? En courtant le risque de répondre très sommairement à cette question, les observations des différents phénomènes socio-économiques des années 2000 laissent entendre que, de manière générale, la « réussite » chez les Moldaves est associée à la possibilité d'émigrer.

---

avec un montant de leur retraite qui ne représente que 40% du panier minimum de la consommation (BNS, 2008).



Les transferts d'argent d'un proche parent émigré s'avèrent être très importants et d'un « réel secours », comme le remarque Ilya, retraité depuis 5 ans au moment de l'enquête. Son fils parti travailler en Ukraine s'est marié et est resté vivre là-bas. Mais c'est lui qui continuait à payer les factures du gaz, du téléphone et de l'électricité de ses parents :

« Il nous envoie systématiquement de l'argent. Moi, je ne lui demande rien, mais mon fils il sait que nous ne pouvons pas vivre un mois avec notre pension, alors il nous aide. La dernière fois quand il est venu nous voir, il s'est aperçu que la maison nécessitait des travaux. [...] Je lui ai dit que je n'ai pas d'argent et alors il m'en a donné pour faire ces travaux, car nous n'en avons rien fait depuis deux dizaines d'années. » (Ilya, 68 ans)

En 2008, le poids des transferts d'argent dans le montant du revenu moyen mensuel des retraités s'est élevé à 23 % dans le milieu urbain et à 33 % dans le milieu rural (Tableau 28).

**Tableau 28** : Montants des pensions et des transferts d'argent pour les retraités, moyenne mensuelle en MDL, 2006-2008

	2006		2007		2008	
	Pensions	Transferts d'argent de l'étranger	Pensions	Transferts d'argent de l'étranger	Pensions	Transferts d'argent de l'étranger
<b>Rural</b>	249,0	67,1	312,3	77,3	379,8	125,9
<b>Urbain</b>	298,1	71,3	389,3	99,2	496,2	126,4

**Source** : BNS (2008)

**Note** : Les données ci-dessus sont fournies par les statistiques officielles moldaves qui n'incluent que les transferts faits par des moyens formels, tels les systèmes de transfert Western Union ou les transferts bancaires. Ces données ne tiennent pas compte des transferts d'argent faits par des biais informels. Certaines estimations montrent que les transferts formels ne représentent que 30 à 40 % du total des transferts vers la Moldavie (BM, 2010). Ainsi, la donne change, car pour nombre de ménages les transferts d'argent d'un proche parent émigré représentent *la principale* source de revenus.

De manière générale, à la solidarité privée à l'échelle de la parenté, qui procure notamment des ressources financières, vient s'ajouter celle basée sur les relations de voisinage. La nature de l'aide change dans ce dernier cas. L'aide d'un voisin consiste le plus souvent dans la prestation des services : faire les courses, apporter de l'eau du puits (notamment dans les villages moldaves, où il n'y a pas d'eau courante), etc. Les relations de voisinage procurent des ressources tout aussi « précieuses », comme le disait cette femme âgée de 72 ans, que nous avons rencontrée dans un marché agricole de Chisinau, dans le cadre de notre enquête de terrain de l'été 2007 au sujet du travail informel (*supra*, note 324). Elle habitait alors dans un village situé à 30 km de la capitale et elle s'y rendait très souvent pour vendre des produits agricoles. Cela lui permettait de « gagner un peu

d'argent pour payer ses factures ». Le jour où nous lui avons parlé, elle vendait des tomates qu'elle cultivait pendant l'été. Pendant l'hiver, la femme cultivait et vendait des fleurs :

« De cette façon, je réussis à gagner un peu plus d'argent. Parfois, les fleurs ne se vendent pas, alors je vends des produits laitiers, car j'ai encore une vache. Ainsi, je complète le déficit d'argent. Je me débrouille d'une certaine manière. Autrement je ne vois pas comment faire. [...] La pension ne me suffit pas du tout ! Je paye le gaz et l'électricité avec ma pension et puis c'est fini... ! »

À la question, si elle bénéficiait d'une aide quelconque dans ses travaux agricoles, l'interviewée répondit :

« Mais bien sûr ! Sans aide, je serais perdue. Il n'y a pas longtemps, je suis tombée malade. [...] Ce fut ma voisine qui donnait à manger et à boire à la vache, c'est elle qui arrosait les tomates [...]. Avant d'aller faire des courses pour sa famille, elle venait et me demandait si j'avais besoin de quelque chose, du pain, du sucre, et ainsi de suite. [...] Je n'ai pas de voiture, mais comme mes voisins viennent chaque jour à Chisinau, car eux aussi ils vendent ici au marché, ils m'emmènent avec leur voiture. »

L'entraide des voisins, notamment dans le milieu rural, est devenue un mode de vie des villageois moldaves de tous les âges. Dans cet univers socioculturel, les normes sociales représentent des liens importants qui facilitent l'action des personnes. Ainsi, l'entraide des voisins ne se réduit pas à la recherche d'un quelconque profit matériel. Être en bonnes relations avec ses voisins, signifie être une personne « bien », une personne qui inspire de la confiance et qui est « digne du respect » de toute la communauté villageoise. Parascovia nous explique :

« Ma voisine, une dame âgée de 76 ans, vit toute seule. Ses enfants [elle en a quatre] sont partis dans le monde [c'est-à-dire, émigrés] et viennent très rarement la voir. [...] Ils lui envoient souvent de l'argent. Ainsi, elle a de l'argent, mais elle ne peut pas aller s'acheter ce dont elle a besoin, surtout, pendant l'hiver quand il y a de la neige ou quand il faut aller au marché dans la ville. [...] J'envoie souvent mon fils [âgé de 16 ans] voir si elle a besoin de quelque chose. [...] Je le fais, parce que c'est normal de le faire. Elle n'a aucun secours et c'est inhumain de la laisser sans aide. [...] Si nous ne le faisons pas ici entre nous, alors personne ne le fera. [...] L'État... on n'attend plus rien de lui. » (Parascovia, 42 ans)

Ainsi, en dehors de l'échelle de la parenté, la solidarité intergénérationnelle privée est également un attribut des valeurs et des normes sociales moldaves. Ce type de rapport, historiquement construit, s'est vu renforcé au cours de la transition postsoviétique moldave. Les différentes pratiques d'entraide sont en évolution constante et elles méritent certainement une étude plus approfondie.

\*

\* \*

Les observations tirées des exemples mobilisés ci-dessus nous permettent de dégager quelques conclusions (qui pourraient constituer des pistes pour des recherches futures) sur le système moldave post-2000.

Le lien social, au cœur duquel la problématique du capital social de type relationnel occupe une place centrale, est renforcé au sein de ce nouveau système basé sur l'émigration. Le régime de réciprocité se substitue à celui de répartition et de marché, échoué au cours de la transformation postsocialiste. Le premier exprime l'action sociale qui résulte des conflits institutionnels propres au système économique moldave. Les réseaux sociaux – sources de capital social de type relationnel convertible en capital économique notamment – les multiples formes de solidarité privée qui s'expriment, le plus souvent, à l'échelle de la parenté, des amitiés et du voisinage varient en fonction des structures sociales dans lesquelles sont inscrits les individus. Ces formes de solidarités privées ne sont pas autonomes, bien au contraire, elles demeurent complémentaires du fait des différents types de ressources qu'elles procurent. Le lien social est lui aussi source d'inégalités sociales. Il peut ainsi représenter une source de conflit social et, en même temps, normaliser ces conflits. Dans l'actuelle configuration institutionnelle moldave, le lien social et plus exactement le capital social de type relationnel procuré au sein de réseaux de contacts informels joue plutôt un rôle normalisateur face à des institutions formelles dont la légitimité s'est vue minée par des contradictions endogènes.

## Conclusions

Les exemples tirés de nos enquêtes de terrain (*infra*, Annexes 1 et 2) nous ont permis de voir que l'étude des « intellectuels » moldaves – catégorie sociale couvrant toutes les personnes diplômées du supérieur et/ou du supérieur incomplet et accomplissant un travail non-manuel, au sein de la société moldave de type soviétique – est importante pour la compréhension de la dynamique systémique en Moldavie. Au fur et à mesure de l'avancement de notre recherche, l'hypothèse selon laquelle l'analyse des trajectoires des « intellectuels » moldaves peut constituer une radiographie des évolutions sociales, économiques et culturelles propres à l'histoire moldave de 1940 à 2000, trouvait sa confirmation. Et cela, en raison de la spécificité historique, sociale et économique de la population étudiée.

La catégorie institutionnelle des « intellectuels » était inscrite dans le projet sociétal soviétique. En partant de ce constat, notre recherche montre que sa constitution représente une synthèse entre la politique économique et la politique culturelle menées par Moscou en RSSM. La naissance du groupe par un transfert institutionnel depuis l'État soviétique vers la société moldave a rendu son existence dépendante de la dynamique institutionnelle du système. Pour cette raison, le groupe s'est transformé dès que l'on a entamé, en URSS, des réformes politiques et économiques censées modifier le système. L'analyse du groupe en transformation a pu fournir un aperçu de la dynamique du système lui-même. Le travail de terrain – l'enquête quantitative, par questionnaire, et celle qualitative, par entretien semi-directif – nous a servi de principal appui empirique dans cette analyse. La valeur heuristique de nos recherches empiriques peut être mesurée à travers les moments clés de notre thèse.

Le premier concerne *la naissance, l'évolution et la dissolution de la catégorie sociale des « intellectuels »*. La « révolution culturelle », l'industrialisation et l'urbanisation entamées par le pouvoir soviétique en RSSM, dans les années 1940, ont apporté une nouvelle dynamique à la société, traduite dans une forte mobilité sociale

structurelle. Afin de répondre à la pénurie des « cadres » nécessaires au programme de soviétisation, un ample processus de professionnalisation a été mis en route, dont le résultat fut, entre autres, l'apparition de la « couche » sociale des « intellectuels ». Cette nouvelle catégorie sociale trouvait sa légitimité dans l'idéologie soviétique, puis dans la Constitution Soviétique qui l'a institutionnalisée.

La formation de la catégorie des « intellectuels » a eu des conséquences durables sur la société moldave soviétique et postsoviétique, car malgré l'hétérogénéité du groupe, elle a introduit les critères normatifs de définition des « intellectuels », en l'occurrence *le diplôme et la pratique d'un travail non manuel*, au rang de *marques de distinction sociale*. Grâce à ces marques, le label « intellectuel » avait acquis dans l'imaginaire social moldave un important *capital symbolique*.

Un tel constat nous a amenés à la question de la construction sociale de la définition de l'« intellectuel » moldave. À ce propos, nos recherches montrent que la notion, héritée du système pré-soviétique moldave, a été forgée par le sens commun, qui l'a substitué à celle d'*intelligentsia* (soviétique). Elle connut donc une continuité d'usage vernaculaire, mais reportée désormais sur un groupe social de facture nouvelle. Le mot « intellectuel » était chargé d'une *fonction symbolique et sociologique*, en ce sens qu'il désignait une catégorie sociale porteuse de *progrès*. Cette conclusion constitue un des moments clés de notre recherche. Elle permet de comprendre comment s'articulent ultérieurement les structures formelles du système socialiste et l'action individuelle desdits « intellectuels ». Car c'est l'interprétation collective des institutions formelles (définies par le haut) qui *légitime* dans l'imaginaire social l'action des individus et leurs différentes positions dans la société.

Les données tirées de nos enquêtes nous amènent à la conclusion qu'au sein du système socialiste, la catégorie des « intellectuels » avait acquis une position dominante dans l'imaginaire social notamment parce qu'elle était structurée autour des facteurs tels que la hiérarchie socioprofessionnelle, la hiérarchie politico-administrative, la hiérarchie ethnique et celle organisationnelle, c'est-à-dire autour des facteurs qui structuraient la hiérarchie sociale moldave de type soviétique en général. L'expression synthétique de tous ces facteurs était *le métier* qu'exerçait un individu. Dans l'acceptation commune, le métier légitimait *le pouvoir* et donc le volume de capital dont disposait l'« intellectuel ».

Avec les infléchissements de la *perestroïka*, la catégorie sociale des « intellectuels » connaît une première fracture de son unité institutionnelle. Celle-ci touche notamment le milieu urbain (en particulier des grandes villes), le premier à être concerné par les changements institutionnels venus de Moscou, mais surtout par le

nationalisme qui venait de créer un nouveau contexte politique. Nous avons observé dans le milieu urbain de Moldavie deux catégories d'acteurs concurrents, divisés en fonction de leur appartenance tant ethnique que socioprofessionnelle: les « réformateurs », qui étaient des Moldaves (à savoir des citoyens attachés à la langue « moldave ») et des « intellectuels » chargés, au sein du système socialiste de type traditionnel, de l'éducation morale et physique de l'homme soviétique ; les « conservateurs », membres d'autres groupes ethniques, des Russes et des Ukrainiens notamment et des « intellectuels » chargés auparavant de la transformation sociopolitique de la société soviétique. Les deux types d'acteurs peuvent être distingués de manière plus nette au début de la *perestroïka*. Vers la fin de la *perestroïka*, et notamment après le 31 août 1989, moment où la langue « moldave » (et l'alphabet latin) est promue au statut de langue officielle et où une crise identitaire se déclenche au sein du Parti Communiste, la distinction, selon les critères énoncés, entre « réformateurs » et « conservateurs » devient imprécise.

De même, une *autonomisation du champ économique* s'opère et contribue à la cristallisation d'un sous-groupe d'acteurs économiques qui deviennent « maîtres » de l'économie, car le contrôle du politique sur l'économie est affaibli par le contexte politique de l'époque. Ces acteurs sont issus de la sous-catégorie des « intellectuels » chargés au sein du système socialiste de type traditionnel du développement technico-économique et industriel de la société soviétique.

L'analyse de la presse moldave des années 1988-1989 suggère que, dans ce contexte politique de la *perestroïka*, le label d'« intellectuel » est de plus en plus réservé aux « réformateurs » qui défendent un retour aux valeurs nationales moldaves. Toutefois, de nos enquêtes de terrain résulte que les changements qui viennent d'être évoqués, concernant le groupe des « intellectuels », n'ont pas été saisis de manière immédiate dans l'espace rural. Car, en dehors des réformes gorbatchéviennes dans le domaine de l'agriculture, les villages moldaves ne connaissent pas une même ampleur de la *perestroïka*.

Avec le changement systémique postsocialiste, les facteurs définissant auparavant l'« intellectuel » moldave subissent d'importantes modifications. Par conséquent, le groupe est lui aussi profondément modifié.

La notion d'« intellectuel » se rapproche de son sens sociologique originel de transmetteur et/ou de producteur des connaissances. On ne désignera plus sous ce label des catégories socioprofessionnelles telles que les hommes politiques, les ingénieurs et les techniciens, les agronomes et les zootechniciens, les dirigeants d'entreprise, etc. Les « intellectuels » sont désormais des individus appartenant à des catégories

socioprofessionnelles censées produire et/ou transmettre des connaissances à destination de la société : enseignants, professeurs/chercheurs, artistes, écrivains, experts, etc.

Cette réadaptation de la notion d'« intellectuel » a plusieurs explications. D'abord, son principal fondement institutionnel – l'inscription dans la Constitution soviétique en tant que catégorie sociale – disparaît. Une nouvelle structure sociétale se met en place et elle suit la thèse de la *moyennisation* de la société qui évoque une structure sociale basée sur des critères économiques quantitatifs tels que « le revenu ».

Ensuite, l'ancienne signification de la hiérarchie politico-administrative se dissipe : les champs politique et économique s'autonomisent, et cela, dès la période de la *perestroïka*. Grâce aux métamorphoses subies par le monde du travail postsocialiste, la hiérarchie socioprofessionnelle se modifie elle aussi. Si au sein du système socialiste elle était structurée autour des directions principales de développement de la société soviétique définies par la doctrine officielle, au sein de la société postsocialiste elle est structurée en référence aux catégories statistiques du Bureau International du Travail.

Quant au clivage interethnique, qui survit durant la *perestroïka* et dans le post-socialisme moldave, le rapport de domination qu'il comporte se trouve inversé : les Moldaves deviennent dominants dans l'administration et le champ politique, d'un côté, tandis que les effets du clivage interethnique sont moins prononcés à l'extérieur du champ politique, d'un autre côté.

Enfin, une nouvelle hiérarchie organisationnelle s'établit ; elle génère des inégalités économiques dans la société et par là des différences de statuts sociaux. Les réformes économiques de la *perestroïka*, qui instaurent le régime d'autofinancement et d'autogestion des entreprises et, plus tard, la privatisation dans le post-socialisme, ont établi une nouvelle hiérarchie entre organisations *marchandes* et organisations *non marchandes*. Le clivage privé/public, dont l'émergence est caractéristique des pays postsocialistes, sera structuré, en Moldavie, autour de ces deux types d'organisations et non autour des formes de propriété privée et publique. Cela veut dire que le clivage privé/public trouve ses origines dans les modalités d'allocation et de distribution des ressources et il traduit les tensions qui résultent des formes de distribution bureaucratique et par le marché des ressources.

Les conclusions évoquées jusqu'ici nous amènent au deuxième moment clé que notre recherche : *les tensions qu'engendrent l'allocation et la distribution des ressources au sein de chacun des systèmes analysés.*

Le système économique socialiste de type traditionnel se caractérise par l'équilibre

de la *pénurie*, c'est-à-dire par un dépassement chronique de l'offre par la demande. L'ajustement entre les deux est fait alors par les quantités, selon un mécanisme centralisé d'allocation et de distribution des ressources. Les tensions qui en résultent concernent tant l'activité de production que l'accès à la consommation. Nous nous sommes intéressés à la seconde, car la pénurie des biens et des services a fait de la consommation un indicateur explicite des inégalités.

Selon Janos KORNAI (1984), le « besoin urgent », que demande le respect d'une logique égalitariste, est moralement légitimé pour constituer le fondement des mécanismes d'allocation et de distribution au sein d'une économie de pénurie. Or, la difficulté de définition du « besoin urgent » mène à la mise en place de schémas de rationnement, c'est-à-dire de schémas d'allocation et de distribution *centralisée* des ressources monétaires et non monétaires. Bien que fondées sur le critère du « besoin urgent », les observations empiriques, y compris les nôtres, montrent qu'en réalité l'allocation et la distribution centralisées des ressources sont directement influencées par des critères tels que *le statut social*, ou encore *les liaisons personnelles avec le répartiteur*.

La *perestroïka* apporte en Moldavie des réformes économiques structurelles. Alors que la planification économique est maintenue, de nouvelles formes de gestion des entreprises et de nouvelles formes de travail voient le jour. L'ancien régime d'allocation et de distribution des ressources, fondé sur le « besoin urgent » et défini par une hiérarchie politico-administrative, connaît d'importants changements et se transforme en un régime dual au sein duquel coexistent l'allocation et la distribution centralisées avec la distribution par le marché.

Ainsi se profile un nouveau compromis social, orienté vers l'établissement d'une liaison plus directe entre la rémunération et la productivité du travail. Désormais, la productivité du travail devient un critère de base de l'équité sociale. Si au sein du système socialiste de type traditionnel l'accumulation du capital économique était intimement liée au statut social, au sein du socialisme réformateur l'accent est mis sur les qualités individuelles telles que le dévouement à son travail, l'esprit d'initiative, etc. Toutefois, les nouvelles règles économiques mettent du temps pour être acceptées par la société, ou elles se trouvent vite perverties. En dépit du fait que la société n'adhère pas encore massivement aux nouvelles formes de travail – l'activité individuelle, par exemple, reste encore associée à la double économie –, l'action individuelle prend de nouvelles directions. Il s'agit notamment de l'apparition d'une forme hybride d'appropriation de la propriété étatique par des individus hautement placés dans la hiérarchie des organisations



marchandes. Ici se situent les bases d'un nouveau clivage, privé/public, qui allait bientôt se creuser au sein du système postsocialiste.

À partir de 1990, le capitalisme libéral de marché devient la nouvelle *doxa* économique. Inspirée par les prescriptions du *Consensus de Washington*, elle vise trois objectifs majeurs : la stabilisation, la libéralisation, la privatisation. Les différentes réformes sont menées dans un cadre caractérisé par l'héritage institutionnel du passé. Par conséquent, les réformes mènent à la mise en place d'un *système économique mixte* qui représente un mélange des formes institutionnelles héritées du système socialiste et des nouvelles formes institutionnelles du capitalisme.

Les résultats économiques et sociaux des différentes réformes économiques et politiques furent peu probants et des tensions caractérisent le monde du travail notamment. Un nouveau rapport salarial dual s'y forge. Celui-ci est attaché aux formes organisationnelles marchandes et non marchandes qui se distinguent par deux critères : les organisations marchandes ont comme objectif d'obtenir un profit économique ; ce n'est pas le cas des organisations non marchandes ; les premières sont caractérisées par une allocation et une distribution des ressources par le marché ; les secondes par l'allocation et la distribution bureaucratique des ressources. Nos observations empiriques montrent qu'en Moldavie le clivage privé/public postsocialiste se détermine par les modalités de financement propres aux deux types d'organisations. Ce clivage trouve son expression dans des catégories statistiques créées par l'autorité nationale en matière de statistiques (le BNS) et relève des séries concernant le secteur *réel* de l'économie pour les organisations marchandes et le secteur *budgétaire* de l'économie pour les organisations non marchandes. Dans la littérature scientifique moldave, ces catégories statistiques ont été reprises telles quelles pour représenter le secteur *privé* et le secteur *public*, respectivement. Cette conclusion est *déterminante* pour la compréhension de la dynamique du système postsocialiste moldave, en général. Elle soulève un ensemble de questions sur les implications économiques, juridiques, sociales et politiques de *la propriété* ; ce sera aux futures recherches d'y apporter des réponses.

Le rapport salarial est structuré autour du clivage privé/public, dans son expression moldave, et a un caractère dual. Par conséquent, les régimes d'allocation et de distribution des ressources propres aux deux types d'organisations recensés plus haut génèrent d'importantes inégalités économiques et sociales.

Les tensions que ces différents régimes ont engendrées au fil du temps, dans un système et dans un autre, ainsi que lors du passage de l'un vers l'autre, ont réorienté l'action sociale. Elle a été dirigée vers la recherche des liens sociaux « durables » et

« utiles » (BOURDIEU, 1980), comme il est suggéré par le cas des « intellectuels » qui sont en quête de conserver un capital symbolique acquis par l'intermédiaire des institutions au sein du système socialiste, et qui sont démunis de tout appui institutionnel au sein du système postsocialiste.

Le troisième moment clé de notre recherche a été *la problématique du capital social*. Elle est centrale dans notre démarche, car elle est censée articuler l'analyse des évolutions institutionnelles et de l'action sociale non seulement au sein de chacun des systèmes socio-économiques, mais aussi lors du passage, de la conversion d'un système à l'autre.

Nous avons traité la problématique du capital social sous deux angles : a) le premier relève de l'analyse de la conversion du capital social dans d'autres types de capitaux (économique, en l'occurrence) ; b) le deuxième concerne son analyse en tant qu'élément de continuité historique entre le système socialiste de type traditionnel, réformateur et postsocialiste.

a) Une liaison peut être établie, au sein de l'économie de pénurie, entre les schémas d'allocation et de distribution centralisée des ressources propres à une situation de pénurie et l'action sociale. Dans ce cadre, nous identifions deux types de capital social associées au rationnement formel et informel (CHAVANCE, 1989) : *le capital social de type politique*, accumulé de manière plus ou moins institutionnalisée grâce à l'appartenance socioprofessionnelle et organisationnelle, la position dans la hiérarchie politico-administrative, l'appartenance ethnique ; *le capital social de type relationnel*, accumulé au sein des réseaux de contacts personnels informels. Bien que traités de manière distincte, par souci de clarté du texte, les deux types de capital social sont en réalité indissociables et se réfèrent à des attributs de l'action individuelle tels que la sympathie, l'amitié, la réciprocité.

Au vu de nos données de terrain, nous arrivons à la conclusion que la dotation inégalitaire en capital social de type politique, au sein du système socialiste de type traditionnel, générait des tensions (des inégalités) au sein de la catégorie des « intellectuels ». Les structures de l'économie, en l'occurrence les règles d'approvisionnement, le principe d'*edinonachalie*, favorisaient la conversion du capital social de type politique en capital économique. L'action sociale que nous observons au niveau du fonctionnement des réseaux de contacts personnels avait alors *un rôle régulateur* de ces tensions. Des circuits correspondant au rationnement informel des biens et des services étaient développés, permettant aux individus d'avoir un accès élargi à la

consommation ou d'accumuler du capital économique. Dans ces conditions, *l'entretien* des deux espèces de capital social identifiées constituait un attribut principal de l'action sociale et notamment des échanges interindividuels qui se caractérisaient par *le respect de la symétrie*.

Tout au long de notre analyse, nous conservons la distinction entre *capital social accumulé de manière plus ou moins institutionnalisée* (et que nous avons appelé *de type politique* pour le système socialiste, et *institutionnel* pour le système postsocialiste) et *capital social de type relationnel* accumulé au sein des réseaux de contacts informels. Il apparaît que les réseaux de contacts personnels au sein du système socialiste de type traditionnel étaient tissés autour de la problématique de la *pénurie* des biens et des services. Au sein du système postsocialiste, ils étaient tissés en fonction des ressources *financières* qu'ils étaient susceptibles de procurer. Par « ressources financières », il ne faut pas entendre uniquement *l'argent*, mais toutes les possibilités susceptibles d'améliorer la condition pécuniaire d'un individu : recherche d'un emploi mieux rémunéré, aide au lancement de sa propre affaire, emprunts interpersonnels d'argent, etc.

b) Nous avons caractérisé *la continuité historique du capital social* par l'importance de l'héritage du capital social dans le processus de bouleversement systémique. Dans ce sens, l'observation du changement de structure et de contenu du capital social est importante. Cette démarche permet d'analyser les trajectoires individuelles similaires, les *faisceaux de trajectoires* (BOURDIEU, 1979, p. 122) qui se cristallisent lors du passage d'un système à l'autre, et ainsi de décrire le processus de conversion des « intellectuels ».

Dans la période de la *pérestroïka*, la structure et la composition des deux types de capital social hérité par les « réformateurs » et les « conservateurs » notamment, c'est-à-dire par les principaux acteurs politiques de cette période, changent. Les données empiriques montrent que l'inflexion la plus importante est subie par le capital social de type politique. À court terme, de 1987 à 1989, sa nouvelle structure se décline dans l'appartenance au Front Populaire Moldave (principale force politique pro-nationaliste) et dans l'appartenance ethnique moldave. Ce changement annonce, durant ces deux années, des évolutions divergentes des trajectoires des « réformateurs » et des « conservateurs ». Toutefois, après les événements d'août 1989, on voit se mettre en place un processus de négociation « séquentielle » des trajectoires individuelles chez tous les acteurs politiques de l'époque. Cela marque le début d'un processus de convergence des trajectoires des « réformateurs » et des « conservateurs ». De même, les acteurs économiques héritiers

d'un important capital social de type politique mettent en place un circuit d'appropriation *légitime* de la propriété étatique, qui se traduit par une accumulation intense du capital économique, important par la suite (dans le post-socialisme) dans la reproduction et/ou dans la création des nouveaux liens personnels avec les acteurs politiques.

À la même époque de la *perestroïka*, le capital social de type relationnel des « réformateurs » subit des modifications. Les protestations dans la rue, les assemblées informelles, etc., leur donnent l'occasion de nouer de nouveaux contacts personnels. Les données de nos enquêtes montrent que ces contacts personnels influencent plus tard, dans le post-socialisme, les *trajectoires politiques* des acteurs sociaux.

Le capital social hérité par les « intellectuels » qui ne s'inscrivent pas dans les sous-groupes d'acteurs de la *perestroïka* subit, lui aussi, dans le post-socialisme, des transformations profondes. Le capital social de type politique hérité est adapté aux nouvelles règles qui structurent la hiérarchie organisationnelle.

Sous le socialisme de type traditionnel et réformateur, les formes de capital social sont liées aux tensions qui résultent de la pénurie des biens et des services. Dans le post-socialisme, c'est l'argent qui devient « déficitaire ». Désormais, l'action sociale est orientée vers la recherche des contacts personnels qui facilitent le redressement de la situation pécuniaire des individus. Dans ce contexte, le capital social joue, à nouveau, un *rôle régulateur* des tensions qui résultent de la configuration systémique postsocialiste et notamment des modalités d'allocation et de redistribution des ressources.

L'analyse du changement du capital social des « intellectuels » moldaves montre que dans le post-socialisme, les trajectoires des « intellectuels » villageois se distinguent significativement de ceux des « intellectuels » citadins.

Dans le milieu rural, les héritiers du capital social de type politique (dirigeants des kolkhozes, directeur d'école, membres de l'administration locale) réussissent la conversion de leur capital social de type politique en un nouveau *capital social institutionnalisé* structuré selon la nouvelle hiérarchie organisationnelle. Il permet à ces individus de devenir actifs dans le processus du changement (notamment, dans la privatisation), accumulant ainsi un volume important de capital économique qui définit leur position dominante dans la société. Quant aux « intellectuels » démunis d'un pareil héritage, relevant des organisations financées par les kolkhozes auparavant (tels les jardins d'enfants), ils se retrouvent dans un premier temps au chômage. Ils développent par la suite des réseaux de contacts personnels censés les aider à échapper au travail de la terre et orientent plutôt leur activité vers le commerce. Enfin, les « intellectuels » qui n'héritent pas d'un volume important de capital social de type politique, mais qui

échappent au chômage, connaissent une évolution hybride. En conservant leur ancien emploi, d'une part, et en travaillant la terre ou en développant des activités saisonnières (dans le commerce, dans le bâtiment), ils combinent le travail non manuel avec le travail manuel.

Dans le milieu urbain, les évolutions économiques et sociales se distinguent de celles du milieu rural. Les villes se caractérisent par le développement des nouvelles sphères d'emploi qui transforment le capital social hérité des « intellectuels ». On y distingue les « intellectuels » qui n'héritent pas du capital social de type politique ou du capital économique et qui connaissent le chômage. C'est notamment le cas des ingénieurs et des techniciens. Les stratégies mises en œuvre par ces individus, comme notre enquête le montre, concernent la recherche de nouveaux liens informels, c'est-à-dire la conversion de leur capital social de type relationnel orienté vers la recherche d'un emploi. On distingue ensuite des « intellectuels » qui héritent un important volume de capital social de type politique et qui conservent leur emploi dans des organisations du domaine de l'éducation et de la science notamment. Ils réussissent à convertir leur capital social grâce à leur appartenance socioprofessionnelle et organisationnelle (Académie des Sciences, universités, lycées, etc.) tout en développant en parallèle des activités « d'expertise » (scientifique) dans un nouveau type d'organisation, les organisations à but non lucratif (OBNL). Grâce aux fonds internationaux qu'elles attirent sous forme d'aide, de financement des projets, etc., ces « intellectuels » accumulent un certain capital économique. Par le même biais, les trajectoires de cette catégorie d'acteurs convergent, vers la fin des années 1990, avec ceux des acteurs qui connaissent une évolution politique. Une troisième catégorie d'« intellectuels » citadins se distinguent comme héritiers de capital social de type politique et de capital économique accumulés durant la *perestroïka* ; leurs trajectoires convergent dans le post-socialisme et évoluent autour de l'État. En conclusion, le capital social a constitué une ressource importante dans l'économie de pénurie et a joué un rôle significatif lors du passage au socialisme réformateur et au post-socialisme. Au sein du système postsocialiste, l'importance du capital social s'est vérifiée dans de nouveaux processus qui ont surgi, tel le phénomène de *la migration*.

À travers ces pages, on a pu déceler les singularités de l'expérience moldave dans le passage du socialisme au post-socialisme. L'analyse des évolutions divergentes des trajectoires des « intellectuels » a ici *un rôle politique* important, car elle fait ressortir les éléments de base sur lesquels repose le capitalisme moldave. De manière hypothétique, ces évolutions évoquent la construction d'un « capitalisme de type oligarchique »

(DURAND, 2005). En apparence, la Russie connaît elle aussi un modèle similaire d'évolution. Toutefois, la trajectoire moldave se distingue de la trajectoire russe par deux facteurs : les rapports de pouvoir russes et les rapports de pouvoir moldaves sur l'arène internationale sont incomparables ; l'État russe connaît une tradition historique alors que l'État moldave est en pleine construction. Dans les années 1990, les trajectoires de l'ancienne hiérarchie politico-administrative soviétique évoluent autour de l'État qui est en plein processus de construction et subit la contrainte de sa position géopolitique complexe. Les particularités de la privatisation moldave rendent floues les frontières entre le milieu d'affaires et l'État. Les deux milieux sont souvent représentés par les mêmes individus et évoluent selon une logique parallèle à celle de la société. La nouvelle hiérarchie politico-économique est urbaine. Elle construit un capitalisme de type libéral « de façade » selon les prescriptions institutionnelles de ces principaux financeurs (le FMI, la Banque Mondiale). En même temps, dans les coulisses de ce capitalisme de type libéral de « façade », une oligarchie contraste avec une société atomisée qui construit sa propre dynamique (parallèle à celle de l'État) dans un régime de solidarités privées. Le phénomène de l'émigration de la population moldave, qui prend ampleur dans la première décennie des années 2000, consolidera ce régime de solidarités privées et donnera lieu à un nouveau modèle de développement de la République de Moldavie, dont les caractéristiques restent à décrire par de futures études.

Au vu de ce qui vient d'être dit, on retient que la destinée sociologique de la catégorie des « intellectuels » constitue une clé d'interprétation des grandes transformations de la Moldavie post-soviétique. Malgré sa difficulté, cette recherche nous a permis de conjuguer différents champs des sciences sociales afin d'analyser la trajectoire moldave dans le post-socialisme.



# Bibliographie

---

## Archives

AOSPRM, *Arhivele organizatiilor socio-politice din Republica Moldova* (Les Archives des Organisation Socio-politiques de la République de Moldavie)

---

## Bases de données

BANQUE MONDIALE (portail sur le capital social et base de données statistiques),  
[www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

BNS (Bureau National de la Statistique de Moldavie, base de données statistiques),  
<http://statistica.md>

CAIRN (revues de sciences humaines et sociales, base de données),  
<http://www.cairn.info/>

CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES, *Bibliothèque numérique*,  
<http://classiques.uqac.ca>

DACOROMANICA, *Biblioteca Digitala a Romaniei* (La Bibliothèque digitale de la Roumanie), <http://www.dacoromanica.ro>

E-DEMOCRACY, Base de données électoraux moldaves, <http://e-democracy.md>

EUROSTAT, 2008, *The European Union and the Commonwealth of Independent States (CIS)*, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

GLOBAL INSIGHT, Base de données statistiques, <http://ihsglobalinsight.com>

ILO-LABORSTA, Base de données statistiques du Bureau International du Travail,  
<http://laborsta.ilo.org/>

JSTOR, *Système d'archivage en ligne des publications académiques*,  
<http://www.jstor.org>

MOLDAVICA, *Biblioteca Nationala Digitala Moldavica* (La Bibliothèque Nationale Digitale Moldavica), <http://moldavica.bnrm.md>



---

**Documents statistiques, rapports, dictionnaires, encyclopédies, manuels**

- AKOUN André, ANSART Pierre (dir.), 1999, *Dictionnaire de Sociologie*, Seuil, Paris
- APN, 1974, *République Socialiste Soviétique de Moldavie* (traduit du russe), Edition de l'Agence de Presse Novosti, Moscou
- BERELOVITCH Alexis, RADVANYI Jean, 1999, *Les 100 portes de la Russie. De l'URSS à la CEI, les convulsions d'un géant*, Les Editions de l'Atelier/Édition Ouvrière, Paris
- BERD, 1998, *Transition Report 1998. Financial Sector in Transition*, European Bank for Reconstruction and Development, London
- BERD, 1999, *Transition Report 1999. Ten years of Transition*, European Bank for Reconstruction and Development, London
- BERD, 2000, *Transition Report 2000. Employment, skills and transition*, European Bank for Reconstruction and Development, London
- BANQUE MONDIALE (BM), 2002, *Perekhodnyj period: analiz i uroki pervogo desyatiletija* (La période de transition: l'analyse et les leçons de la première décennie), Ves' Mir, Moscou
- BANQUE MONDIALE (BM), 2005, *Overview of Migration Trends in Europe and Central Asia, 1990-2004*, [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org), dernière consultation le 25 juin 2010
- BANQUE MONDIALE (BM), 2009, *Moldova: Consecintele catorva socuri asupra consumului si saraciei* (La Moldavie : les conséquences de certains chocs sur la consommation et la pauvreté), Banque Mondiale, Chisinau
- MANSOOR Ali, QUILLIN Bryce (eds.), 2007, *Migration and remittances. Eastern Europe and the former Soviet Union*, BM, Washington DC
- BREZIANU Andrei, 2000, *Historical Dictionary of the Republic of Moldova*, The Scarecrow Press Inc., Lanham, Maryland
- CENTRUL DE ANALIZA SI INVESTIGATII SOCIOLOGICE (CACM), 2008, *Situatia pe piata muncii in Moldova* (La situation sur le marché de travail en Moldavie), Chisinau
- CAPUL Jean-Yves, GARNIER Olivier, 1999, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Hatier, Paris
- COUR DES COMPTES, 1997, « Raportul Curții de Conturi a Republicii Moldova privind rezultatele controlului efectuat în anul 1996 asupra administrării și utilizării resurselor materiale și financiare publice » (Rapport de la Cour des Comptes de la République de Moldavie concernant les résultats du contrôle sur l'administration et

l'utilisation des ressources matérielles et des finances publiques, effectué en 1996), n° 213 publié dans le *Monitorul Oficial*, n° 051, le 7 août 1997

DP, 1986, *Dictionar politic* (Dictionnaire politique), Rédaction principale de l'Encyclopédie Soviétique Moldave, Chisinau ; première parution en russe, en 1983 à l'édition Politizdat, traduit du russe par MAGDER T. S.

ER, 2008, *Enciclopedia Romaniei* (L'Encyclopédie de la Roumanie), <http://enciclopediaromaniei.ro>, consulté le 4 septembre 2010

EUROSTAT, 2008, *The European Union and the Commonwealth of Independent States (CIS)*, Office for Official Publications of the European Communities, Luxembourg

EXPERT-GRUP, 2007, *Labour relations in the Republic of Moldova: companies' viewpoint*, [www.expert-grup.org](http://www.expert-grup.org), consulté en mars 2009.

INTERNATIONAL MONETARY FUND (FMI), 1991, *A Study on Soviet Economy*, Washington DC

BUREAU NATIONAL DE LA STATISTIQUE (BNS), 2008, *Migratia fortei de munca* (La migration de la force de travail), Bureau National de la Statistique, Chisinau

INTERNATIONAL MONETARY FUND (FMI), 1992, *Economic Review. Moldova*, Washington DC

GOSKOMSTAT SSSR, 1991, *Natsional'nyi sostav naselenija SSSR. Po dannym vsesojuznoj perepisi naselenija 1989 g.*, (La composition nationale de la population de l'URSS. D'après les données du recensement de la population de 1989), Finansy i statistika, Moscou

IDIS, 2005, *Monitorul economic : analize si prognoze trimestriale* (Le Moniteur Economique : analyses et prévisions trimestrielles), n° 4, IDIS « Viitorul », Chisinau

IDIS, 2007, *Impozitarea neoficială* (L'imposition non-officielle), IDIS « Viitorul », Chisinau

IDIS, 2008, *Monitorul Economic : analize si prognoze trimestriale* (Le moniteur économique : des analyses et pronostics trimestriels), n°14, Q3, IDIS « Viitorul », Chisinau

KSDS, 1977, *Kvalifikatsionnyi spravochnik dolzhnostei sluzhashchikh* (Le manuel des qualifications des fonctionnaires), NII Truda, Moscou

MESURE Sylvie, SAVIDAN Patrick (dir.), 2006, *Le dictionnaire des sciences humaines*, PUF, Paris

MSSRvTs, 1986, *Moldavskaja SSR v Tsiffrakh v 1985 godu* (La RSS Moldave en chiffres : 1985), Chisinau

NKhMSSR, 1985, *Narodnoïe khoziaïstvo Moldavskoi SSR 1984* (L'économie nationale de la RSS moldave, 1984), Cartea Moldoveneasca, Chisinau

- NKhSSSR, 1976, *Narodnoe Khozja'stvo SSSR v 1975 godu* (L'économie nationale de l'URSS en 1975), Financy i Statistika, Moscou
- NKhSSSR, 1986, *Narodnoe Khozja'stvo SSSR v 1985 godu* (L'économie nationale de l'URSS en 1985), Financy i Statistika, Moscou
- NKhSSSR, 1989, *Narodnoe Khozja'stvo SSSR v 1988 godu* (L'économie nationale de l'URSS en 1988), Financy i Statistika, Moscou
- NKhSSSR, 1991, *Narodnoe Khozja'stvo SSSR v 1990 godu* (L'économie nationale de l'URSS en 1990), Financy i Statistika, Moscou
- OECD, ILO, IMF, 2002, *Measuring the Non-Observed Economy. A Handbook*, Goskomstat, Moscou
- OIM, 2007, *Migratia la propriu. O retrospectiva a migratiei in Republica Moldova* (La migration proprement dite. Une rétrospective de la migration en République de Moldavie), OIM, Chisinau
- OSCE, 1999, *Istanbul Document 1999*, OSCE, Istanbul, <http://www.osce.org/mc/39569>, consulté le 21 novembre 2011
- PROMO-TERRA, 2005, *Cost of Doing Business*, [www.bizpro.md](http://www.bizpro.md), consulté en août 2007
- PSKP(b)M, 1990, *Pervyj s'ezd komunistitcheskoj partii (bol'shevikov) Moldavii (6-8 fevralya [1940, n.a.])* (Première session du Parti Communiste (bolchévique) de la Moldavie (le 6-8 février [1940 n.a.])), Chisinau
- RRODM, 2009, *Raport cu privire la realizarea obiectivelor de dezvoltare ale mileniului* (Rapport concernant la réalisation des objectifs de développement du millénaire), Document du Gouvernement Moldave, Chisinau, [rapc.gov.md/file/Raport\\_ODM\\_prefinal\\_ro.doc](http://rapc.gov.md/file/Raport_ODM_prefinal_ro.doc), consulté le 23 janvier 2012
- SAMUELSON A. Paul, NORDHAUS D. William, 2005, *Economie*, 18e édition, Economica, Paris, traduit de l'anglais (américain) par LABRE Françoise et THOMAZO Alain
- SCERS, 2004, *Strategia de Crestere Economica si Reducere a Saraciei* (La stratégie de croissance économique et de réduction de la pauvreté), Gouvernement Moldave, Chisinau
- SILLS David L. (ed.), 1968, *International Encyclopaedia of the Social Sciences*, Vol. 7, The Macmillan Company & The Free Press, New York
- SRSSSR, 1990, *Sotsial'noe Razvitie SSSR. Statisticheskiy sbornik* (Le développement social de l'URSS. Recueil statistique), Financy i Statistika, Moscou
- SSM, 1991, *Sbornik statisticheskikh materialov : 1990* (Recueil de données statistiques : 1990), Financy i Statistika, Moscou
- UNDP, 1995, *National Human Development Report – 1995. Humain Development in Moldova*, [http://undp.md/publications/doc/1995\\_english\\_all.pdf](http://undp.md/publications/doc/1995_english_all.pdf), consulté le 25 novembre 2011

UNDP, 1996, *National Human Development Report – 1996. State Building and Integration of Society*, [http://undp.md/publications/doc/1996\\_english\\_all.pdf](http://undp.md/publications/doc/1996_english_all.pdf), consulté le 16 novembre 2011

UNDP, 1997, *National Human Development Report – 1997. Social Cohesion*, [http://undp.md/publications/doc/1997\\_english\\_all.pdf](http://undp.md/publications/doc/1997_english_all.pdf), consulté le 24 novembre 2011

UNDP, 2011, *National Human Development Report – 2010/2011: Republic of Moldova – from Social Exclusion towards Inclusive Human Development*, [http://www.undp.md/presscentre/2011/NHDR2010\\_2011/NHDSReport\\_2010\\_ENG\\_26-04-11\\_web.pdf](http://www.undp.md/presscentre/2011/NHDR2010_2011/NHDSReport_2010_ENG_26-04-11_web.pdf), consulté le 22 février 2012

UNICEF, 2001, *Poverty and Welfare over the 1990's in the Republic of Moldova: Indicators of Status and Trends*, Department for Statistical and Sociological Analysis, Chisinau

THIEBAUD Jean-Marie, 2007, *Dictionnaire biographique des pays baltes. Le personnel politique, diplomatique et militaire, de 1918 à 2007*, L'Harmattan, Paris

.....  
**Emissions télévisées**

PUZDREAC Ileana (réalisatrice), le 10 novembre 2011, *Controversele Istoriei* (Les Controverses de l'Histoire), TVR Cultural, 16h00 (UTC+2)

.....  
**Presse**

ADEVARUL, le 27 janvier 2011, « Cum a devenit Vladimir Plahotniuc milionar in euro » (Comment Vladimir Plahotniuc est-il devenu millionnaire en euros)

AGENDA, 2008, « Amintiri despre viitor : criza din 1929-1933 » (Souvenirs pour l'avenir : la crise des années 1929-1933), <http://www.agenda.ro/news/news/14156/amintiri-despre-viitor-criza-din-1929-1933.html>, consulté le 8 septembre 2010.

BBC NEWS, le 16 janvier 2007, « Money sent home “more than aid” », <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/6263467.stm>, consulté le 13 janvier 2012

LE COURRIER INTERNATIONAL, le 17-23 octobre 1991, « Oui, les russophones peuvent avoir peur »

LE COURRIER INTERNATIONAL, le 31 mai 2000, « Moldavie. Dix ans d'indépendance ou la radiographie d'une faillite »

LE COURRIER INTERNATIONAL, le 4 juillet 2011, « Parlez-vous le roumano-russe ? »

ECO, le 27 octobre 2011, « Oleinic : marele esec al Moldovei consta in lipsa unei clase de mijloc » (Oleinic : le plus grand échec de la Moldavie réside dans l'absence d'une classe moyenne), Chisinau

FINANCIAL TIMES, le 15 mars 1991, « Voters will face loaded questions »

FINANCIAL TIMES, le 17 novembre 1993, « IMF lightens the gloom in Moldova »

LE FIGARO, le 28 février 1989, « Nationalisme : la Moldavie aussi... »

LE FIGARO, le 7 août 1989, « Croisade nationale en Moldavie »

LE FIGARO, le 27 août 1991, « Un premier pas vers la réunification avec la Roumanie »

LE FIGARO ECONOMIE, le 16 juin 1998, « La Moldavie tentée par l'Ouest, tenue par l'Est »

LE FIGARO ECONOMIE, le 16 juin 1998a, « La France aux aguets. Un endettement qui représente 50% du PIB, un commerce extérieur déficitaire...l'économie moldave est un peu minée. Mais sa monnaie est stable et sa croissance atteint 1,3% »

LE FIGARO MAGAZINE, le 3 mars 1990, « Que sont-ils ? Soviétiques. Que veulent-ils être ? Roumains ! »

THE GUARDIAN, le 2 février 1989, « Moldavia minefield troubles Moscow »

L'HUMANITE, le 5 juin 1987, « Le piège nationaliste »

INFOPRUT, le 1 février 2012, « La noi, toata lumea vrea sa guverneze, ca daca nu guverneaza, nu vin banii » (Chez nous, tout le monde veut gouverner, car si on ne gouverne on ne gagne pas de l'argent), Chisinau

JURNALTV, le 10 novembre 2010, « Plahotniuc finanteaza PD-ul » (Plahotniuc soutient financièrement le PD), <http://www.jurnaltv.md/ro/news/plahotniuc-finanteaza-pd-ul-183380/>, consulté le 22 février 2012, Chisinau

LITERATURA SI ARTA, le 31 août 1989, « Ora astrala a neamului » (L'heure astrale de la nation), Chisinau

LE MONDE, le 19 décembre 1983, « Les critiques contre les dirigeants de la Moldavie semblent dirigées contre les "brejnéviens" »

LE MONDE, le 8-9 janvier 1989, « Les troubles gagnent la Moldavie »

LE MONDE, le 10 août 1989, « 40 ans après, les Moldaves retrouvent leur mémoire roumaine »

LE MONDE, le 24 août 1991, « La Moldavie veut examiner la question de son indépendance ».

LE MONDE, 28 novembre 1991, « L'imbroglia moldave »

LE MONDE, le 11 décembre 1991, « M. Mircea Ion Snegur allie le réalisme paysan à l'opportunisme politique »

- LE MONDE, le 20 décembre 1991, « Roumanie : Bucarest aspire à une réunification avec la Moldavie »
- LE MONDE DIPLOMATIQUE, janvier 1993, « La Moldavie sous la menace étrangère »
- MOLDOVA SOCIALISTA, le 30 mai 1986, « Consecintele publicitatii insuficiente » (Les conséquences d'une publicité insuffisante), Chisinau
- MOLDOVA SOCIALISTA, le 8 août 1986, « Despre deservirea medicala in SUA » (Sur les services médicaux aux États-Unis), Chisinau
- MOLDOVA SOCIALISTA, le 9 janvier 1987, « Familii la antrepriza » (Des collectifs familiaux), Chisinau
- MOLDOVA SOCIALISTA, le 2 février 1989, « Dezvoltarea social-economica a RSS Moldovenesti in anul 1988 » (Le développement socio-économique de la RSS Moldave en 1988), Chisinau
- MOLDOVA SOCIALISTA, le 9 août 1989, « Dezvoltarea social-economica a RSS Moldovenesti in primul semestru al anului 1989 » (Le développement socio-économique de la RSS Moldave dans le premier semestre du 1989), Chisinau
- MOLDOVA SOCIALISTA, le 1 juin 1990, « Cu privire la situatia economica a tarii si la conceptia despre trecerea la economia reglabila de piata » (Concernant la situation économique du pays et la stratégie de passage à l'économie réglable par le marché), Chisinau
- MOLDOVA SUVERANA, le 17 juillet, 1990, « Necesitatile satului » (Les nécessités du village), Chisinau
- MOLDOVA SUVERANA, le 4 septembre 1991, « “Aniversare” la Tiraspol » (« Anniversaire » à Tiraspol), Chisinau
- LES NOUVELLES DE MOSCOU, le 1-7 septembre 1989, « Été chaud à Kichinev »
- LES NOUVELLES DE MOSCOU, le 9 juin 1992, « Une vague de chaleur s'annonce pour l'été »
- PUBLICA, le 27 juin 2010, « Cei mai bogati moldoveni sunt considerati Oleg Voronin, Gabriel Stati si Ion Sturza » (Les moldaves les plus riches sont Oleg Voronin, Gabriel Stati et Ion Sturza), <http://www.publika.md/cei-mai-bogati-moldoveni-sunt-considerati-oleg-voronin--gabriel-stati-si-ion-sturza-47121.html>, consulté le 22 février 2012, Chisinau
- QUOTIDIEN DE PARIS, le 31 janvier 1990, « Les têtes de turc des moldaves »
- RADIO FREE EUROPE, le 28 janvier 2011, « De ce in 1990 comunistii moldoveni ies in masa din PCUS ? » (Pourquoi, en 1990, les communistes moldaves quittent en masse le PCUS ?), <http://www.europalibera.org/content/article/2290763.html>, consulté le 15 février 2011
- RADIO FREE EUROPE, le 14 février 2011, « Cine mai era membru PCM/PCUS in guvernul RSSM acum 20 de ani ? » (Qui d'autre était encore membre du

- PCRSSM/PCUS dans le gouvernement de la RSSM d'il y a 20 ans ?), <http://www.europalibera.org/content/article/2308567.html>, consulté le 15 février 2011
- RADIO FREE EUROPE, le 15 avril 2011, « Tiraspolul incalca flagrant drepturile moldovenilor si inarmeaza OSTK (16 aprilie 1991) (Tiraspol viole les droits des moldaves et procure de l'armement à l'OSTK (le 16 avril 1991)), <http://www.europalibera.org/content/article/3557996.html>, consulté le 14 novembre 2011
- SOVETSKAYA MOLDAVIYA (La Moldavie Soviétique), le 4 novembre 1987, « Pyatiletka : god tretij » (La troisième année du quinquennat), Chisinau
- TEMOIGNAGE CHRETIEN, le 23 novembre 2000, « La Moldavie, le tiers-monde de l'Europe »
- TIMPUL DE DIMINEATA, le 12 décembre 2003, « Am facut din profesia de pedagog o pasiune » (J'ai fait une passion de mon métier de pédagogue), Chisinau
- TINERIMEA MOLDOVEI, le 6 septembre 1989, « Legea Republicii Sovietice Socialiste Moldovenesti cu privire la revenirea limbii moldovenesti la grafia latina » (La Loi de la RSSM concernant le retour de la langue moldave à la graphie latine), Chisinau
- UNIMEDIA, le 6 mai 2008, « Cine își mai amintește de Podul de Flori? » (Y a-t-il quelqu'un qui se souvient encore du Pont des Fleurs ?), <http://unimedia.md/?mod=news&id=5631>, consulté le 8 septembre 2009, Chisinau
- VIP MAGAZIN, 2001, n°91, <http://www.vipmagazin.md/tema>, consulté le 21 décembre 2011, Chisinau
- VIP MAGAZIN, 2004, « Traieste-ti clipa ! » (Vie ton instant !), [http://www.vipmagazin.md/editorial/nr-1\\_2004](http://www.vipmagazin.md/editorial/nr-1_2004), consulté le 21 décembre 2011, Chisinau
- VIP MAGAZIN, 2004a, « Ion Sturza : intre business si politica » (Ion Sturza: entre business et politique), [http://www.vipmagazin.md/profil/Ion\\_Sturza/](http://www.vipmagazin.md/profil/Ion_Sturza/), consulté le 14 janvier 2012, Chisinau
- VIP MAGAZIN, 2008, « 50 de personalitati ale epocii 87-89 » (50 personnalités de l'époque 87-89), [http://www.vipmagazin.md/proiect/50\\_de\\_personalit%C4%83%C5%A3i\\_ale\\_epocii\\_87-89/](http://www.vipmagazin.md/proiect/50_de_personalit%C4%83%C5%A3i_ale_epocii_87-89/), consulté le 14 septembre 2011, Chisinau
- VOCEA BASARABIEI (La voix de la Bessarabie), le 9 novembre 2006, « 1946-1947. Foametea organizata de Stalin in Basarabia » (1946-1947. La famine organisée par Staline en Bessarabie) <http://voceabasarabiei.com>, consulté le 8 février 2011, Chisinau
- VOCEA BASARABIEI (La voix de la Bessarabie), le 19 juillet 2007, « In noaptea de 5 spre 6 iulie 1949 peste 11 mii de familii de basarabeni au fost deportate in Siberia » (Dans la nuit du 5 au 6 juillet 1949, quelques 11 mille familles de Bessarabie ont été déportées en Sibérie), <http://voceabasarabiei.com>, consulté le 8 février 2011, Chisinau
- ZIARUL DE GARDA, le 19 janvier 2006, « Singur contra guvernului » (Seul contre le gouvernement), Chisinau

ZIARUL DE GARDA, le 7 octobre 2010, « Tinerii fug de sate » (Les jeunes fuient les villages), Chisinau

---

### Livres et articles

AGRIGOROAIEI Ion, 2007, *Basarabia. De la unire la integrare* (La Bessarabie. De l'unification à l'intégration), Cartdidact, Chisinau.

AMABLE Bruno, 2005, *Les cinq capitalismes. Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Seuil, Paris

ANDREFF Wladimir, 2007, *Economie de la transition. La transformation des économies planifiées en économies de marché*, Bréal, Paris

ARON Raymond, 2002 (1955), *L'opium des intellectuels*, Hachette Littérature, Paris

ASSELAIN Jean-Charles, 1984, « La répartition des revenus dans les pays du Centre-Est européen », in KENDE P., STRMISKA Z. (coord.), 1984, *Egalité et Inégalité en Europe de l'Est*, éd. Presse de la Fondation de Sciences Politiques, Paris, pp. 33-85

ÅSLUND Anders, 1987, « Gorbatchev's Economic Advisors », *Soviet Economy*, vol. 3, n°3, pp. 246-269

ÅSLUND Anders, BOONE Peter, JOHNSON Simon, FISCHER Stanley, ICKES Barry W., 1996, « How to Stabilize: Lessons from Post-Communist Countries », *Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 1996, n°1, pp. 217-313

BAILES Kendall E., 1980, « Stalin and the Making of a New Elite: A coment », *Slavic Review*, Vol. 39, n° 2, pp. 286-289

BALCEROWICZ Leszek, 2001, *Libertate si dezvoltare. Economia pietei libere* (Liberté et développement. L'économie du marché libre), Compania, Bucarest, traduit en roumain par COJOCARU Diana

BALLET Jérôme, GUILLON Roland, 2003, *Regards croisés sur le capital social*, l'Harmattan, Paris

BALZER Harley D., (ed.), 1996, *Russia's Missing Middle Class. The professions in Russian History*, M.E. Sharpe. Inc., Armonk, New York

BARCA Gheorghe, 1971, *Intelectualitatea Moldovei Sovietice: pregătirea cadrelor de specialisti în RSSM* (L'intellectualité de la Moldavie Soviétique : la préparation des spécialistes dans la RSSM), Cartea Moldoveneasca, Chisinau

BARRY Donald D., RIEBER Alfred J., RUBINSTEIN Alvin Z., 1991, *Perestroika at the crossroads*, M.E. Sharpe, New York



- BATER James H., 1989, *The Soviet scene: A geographical perspective*, Edward Arnold, New York
- BECKER Gary, 1993a (1964), *Human capital: a theoretical and empirical analysis, with special reference to education*, The University of Chicago Press, Chicago, troisième édition
- BECKER Gary, 1993b, « Nobel Lecture: The economic Way of Looking at Behavior », in *The Journal of Political Economy*, Vol.101, n° 3, pp. 385-409
- BELOBROV Angela, 2011, *Efectele financiare ale migratiei externe a fortei de munca din Republica Moldova* (Les effets financiers de la migration externe de la force de travail de République de Moldavie), thèse de doctorat, Académie des Etudes Economiques de Moldavie, Chisinau
- BENASSY Jean-Pascal, 1975, « Neo-Keynesian Disequilibrium Theory in a Monetary Economy », *Review of Economic Studies*, n° 42, pp. 503-23
- BENDA Julien, 2003 (1927), *La trahison des clercs*, Grasset, Paris
- BERELOWITCH Alexis, 2008, « À la mémoire de Youri Aleksandrovitch Levada », *Critique internationale*, vol. 2, n° 39, pp. 185-193
- BESANCON Alain, 1987, *Les sources intellectuelles du léninisme*, Calmann-Lévy, Paris
- BEVORT Antoine, LALLEMENT Michel, (dir.), 2006, *Le capital social : Performance, équité et réciprocité*, La Découverte, Paris
- BIDET Jacques, 2009, « Classe, parti, mouvement - classe, « race », sexe », *Partis/mouvements*, vol.2, n° 46, p. 104-120
- BLANCHET Alain, GOTMAN Anne, 1992, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Nathan, Paris
- BON Agnès, 2007, « Moldavie 2006. La contrainte russe », *Le Courrier des Pays de l'Est*, vol. 1, n°1059, pp. 67-78
- BONNEWITZ Patrice, 2004, *Classes sociales et inégalités: stratification et mobilité*, Bréal, Paris
- BOTAN Igor, 2006, « Conceptii noi ale politicii externe si securitatii nationale » (Des nouvelles conceptions de la Politique externe et de la Sécurité nationale), *Guvernare si democratie in Republica Moldova*, e-journal, n° 67, <http://e-democracy.md>, consulté le 20 novembre 2011
- BOUDON R., 2007, *Essais sur la théorie générale de la rationalité*, Presse Universitaire de France, Paris
- BOURDIEU Pierre, 1972, *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédée de trois études d'ethnologie kabyle*, Droz, Genève
- BOURDIEU Pierre, 1979, *La distinction: critique sociale du jugement*, Minuit, Paris

- BOURDIEU Pierre, 1980, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 31, pp. 2-3
- BOURDIEU Pierre, 1986, « The forms of capital », RICHARDSON John G. (ed.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, Greenwood Press, New York, pp. 241-258
- BOURDIEU Pierre, 1986a, « L'illusion biographique », *Actes de recherche en sciences sociales*, vol. 62-63, n°1, pp. 69-72
- BOURDIEU Pierre (dir.), 1993, *La misère du monde*, Seuil, Paris
- BOURDIEU Pierre, 1994, *Raisons pratique, sur la théorie de l'action*, Seuil, Paris
- BOURDIEU Pierre, 2000, *Les structures sociales de l'économie*, Seuil, Paris
- BOURDIEU Pierre, 2002 (1981), *Questions de sociologie*, Minuit, Paris
- BOYCKO Maxim, SHLEIFER Andrei, VISHNY Robert, 1995, *Privatizing Russia*, Massachusetts Institute of Technology, Massachusetts
- BOYER Robert, 1986, *La théorie de la régulation : une analyse critique*, La Découverte, Paris
- BOYER Robert (dir.), 1986a, *La flexibilité du travail en Europe*, La Découverte, Paris
- BOYER Robert, 2003, « L'anthropologie économique de Pierre Bourdieu », *Actes de recherche en sciences sociales*, vol. 150, décembre, pp. 65-78
- BOYER Robert, 2004, « Pierre Bourdieu analyste du changement ? Une lecture à la lumière de la théorie de la régulation », CEPREMAP n° 2004-01, [http://www.cepremap.cnrs.fr/couv\\_orange/co0401.pdf](http://www.cepremap.cnrs.fr/couv_orange/co0401.pdf), consulté le 10 septembre 2010
- BOYER Robert, 2009, « Marché, État et capitalismes », STEINER Philippe et VATIN François (dir.), 2009, *Traité de sociologie économique*, PUF, Paris, pp. 53-88.
- BOYER Robert, SAILLARD Yves, 1995, *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris
- BROWN Charles, MEDOFF James, 1989, « The Employer Size-Wage Effect », *Journal of Political Economy*, vol. 97, n° 3, pp. 1027-1059.
- BRUCHIS Michael, 1982, *One step back. Two steps forward: On the language of the communist party in the national republics*, Columbia University Press, New York
- BRZEZINSKI Zbigniew, 1962, *Ideology and Power in Soviet Politics*, Praeger, New York
- BURT Roland, 1992, *Structural holes: the social structure of competition*, Harvard University Press, Cambridge
- BURT Roland, 1998, « The gender of social capital », *Rationality and Society*, vol. 10, n°1, pp. 5-46

- BUTIN Felix, 2007, « A Human Security Perspective on Transnistria Reassessing the Situation Within the “Black Hole of Europe” », *Revue de la Sécurité Humaine*, n°3, pp. 13-28
- BUZILA Boris, 2008, *De-a v-ati ascuns’. Un destin Basarabean* (Le jeu à cache-cache. Un destin bessarbien), Curtea Veche, Bucarest
- CAHUC Pierre, ZYLBERBERG André, 1996, *Économie du travail: la formation des salaires et les déterminants du chômage*, De Boeck Université, 1996
- CAILLE Alain, 1995, « Rationalisme, utilitarisme et anti-utilitarisme » GERARD-VARET Louis-André, PASSERON Jean-Claude, (éds.), 1995, *Les Modèles et l’Enquête. Les usages du principe de rationalité dans les sciences sociales*, EHESS, Paris, pp. 193-215
- CAILLE Alain, 2004, « La sociologie comme moment anti-utilitariste de la science sociale », *Revue du MAUSS*, n°24, pp. 268-277
- CAILLE Alain, 2009, « Anti-utilitarisme et sociologie économique », STEINER Philippe, VATIN François (dir.), 2009, *Traité de sociologie économique*, PUF, Paris, pp. 89-130
- CARRERE D’ENCAUSSE Hélène, 1984, « Les guerres de succession du Kremlin (1924-1984) », *Revue d’Histoire*, vol. 4, n°4, pp. 3-18
- CARRERE D’ENCAUSSE Hélène, 2010, *La Russie entre deux mondes*, Fayard, Paris
- CASU Igor, 2007, « Le goulag bessarbien: deportation, repression, famine », *Communisme*, N°91-92, pp. 129-138
- CASU Igor, 2010, « Stalinist terror in Soviet Moldavia, 1940-1953 », in MCDERMOTT Kevin, STIBBE Matthew, *Stalinist terror in Eastern Europe. Elite purges and mass repression*, Manchester University Press, Manchester, pp. 39-56
- CAZACOV Leonid, 1988, « Arenda, antrepriza si... birocrație » (Bail, autonomie et... bureaucratie), *Comunistul Moldovei*, n° 10, pp. 45-52
- CAZACOV Leonid, 1989, « Câte cooperative avem în republica și ce reprezintă ele? » (Combien de coopératives compte la république et qu’est-ce qu’elles représentent?), *Comunistul Moldovei*, n° 4, p. 65
- CAZACU Matei, TRIFON Nicolas, 2010, *Un État en quête de nation. La République de Moldavie*, Non Lieu, Paris
- CENUSA Denis, 2007, *Consolidarea societății civile din Republica Moldova* (La consolidation de la société civile de République de Moldavie), Bonnes Offices, Chisinau
- CEPLEANU-GALTIER Ion, 1997, *Moldaves et Moldavie. Entre Prut et Nistre, vue de Roumanie, de l’espace russe et de l’Occident*, Aix-en-Provence
- CHAVEL Louis, 2006, *Les classes moyennes à la dérive*, Seuil, Paris

- CHAVANCE Bernard, 1989, *Le système économique soviétique : de Brejnev à Gorbatchev*, Nathan, Paris
- CHAVANCE Bernard, 1990, « Quelle transition vers quelle économie de marché pour les pays de l'Est », *Revue Française d'Economie*, vol. 5, n°4, pp. 83-104
- CHAVANCE Bernard, 1992, *Les réformes économiques à l'Est : de 1950 aux années 1990*, Nathan, Paris
- CHAVANCE Bernard, 1994, *La fin des systèmes socialistes : crise, réforme et transformation*, l'Harmattan, Paris
- CHAVANCE Bernard, 1999, « Le capitalisme et le socialisme comme espèces systémiques : formation, co-évolution, transformation », CHAVANCE Bernard, MAGNIN Eric, MOTAMED-NEJAD Ramine, SAPIR Jacques, (dir.), 1999, *Capitalisme et socialisme en perspective. Evolution et transformation des systèmes économiques*, La Découverte, Paris, pp. 295-316
- CHAVANCE Bernard, 2001, « Organisations, institutions, système : types et niveaux de règles », *Revue d'économie industrielle*, vol. 97, n° 1, pp. 85 – 102
- CHAVANCE Bernard, 2003, « The historical conflict of socialism and communism, and the post-socialist transformation », TOYE John (dir.), *Trade and Development. Directions for the 21<sup>st</sup> Century*, Edward Elgar, Cheltenham, pp. 16-35
- CHAVANCE Bernard, 2004, « Les théories économiques à l'épreuve de la transformation post-socialiste », FOREST Maxime, MINK Georges (dir.), *Postcommunisme: les sciences sociales à l'épreuve*, L'Harmattan, Paris, pp. 23-38
- CHAVANCE Bernard, 2007, *L'économie institutionnelle*, La Découverte (coll. Repères), Paris
- CHAVANCE Bernard, 2007a, « L'expérience postsocialiste et le résistant apprentissage de la science économique », *Revue du Mauss*, vol. 2, n°30, pp. 49-63
- CHIRCA Sergiu, 2000, *Evolutia reformelor economice. De la economia planificata la cea de piata* (L'évolution des réformes économiques. De l'économie planifiée à celle de marché), Litera, Chisinau
- CHIRTOACA Nicolae, 2002, *Romania-Republica Moldova : de la podul de flori la zidul de beton* (Roumanie - République de Moldavie : du Pont des Fleurs au mur de béton), in *Noua frontiera Schengen si impactul asupra relatiilor dintre Romania si Republica Moldova*, (La nouvelle frontière Schengen et l'impact sur les relations entre la Roumanie et la République de Moldavie), Institut des Politiques Publiques, Bucarest, pp. 46-64.
- CHIVRIGA Viorel, 2009, *Evolutia pietei funciare agricole in Republica Moldova* (L'évolution du marché foncier agricole en République de Moldavie), IDIS « Viitorul », Chisinau
- CHURCHWARD L. G., 1973, *The Soviet Intelligentsia. An essay on the social structure and roles of the Soviet Intellectuals during the 1960s*, Routledge&Kegan Paul Ltd, London

- CIOBANU Ceslav, 2003, *Mikhail Gorbachev: The Decay of Socialism and The Renaissance of Eastern Europe (From the perspective of an insider)*, Washington DC, [http://www.stat.unc.edu/visitors/temp/NYT/Mikhail%20Gorbachev\\_English\\_May27\\_singlespace1.pdf](http://www.stat.unc.edu/visitors/temp/NYT/Mikhail%20Gorbachev_English_May27_singlespace1.pdf), consulté le 11 juillet 2011
- CIOBANU Stefan (éd.), 1993, *Basarabia. Monografie* (La Bessarabie. Monographie), Universitas, Chisinau
- CIORNAI Nicolae, 2002, *Tranzitia la economia de piata si investitiile straine in Republica Moldova*, Prut International, Chisinau
- CODITA Nicolae, 1989, « Resursele de munca de la sate. Cum sunt folosite ele ? » (Les ressources de travail des villages. Comment sont-elles utilisées ?), *Comunistul Moldovei*, n° 7, pp. 22-26
- COJOCARU Gheorghe, 1997, « Renasterea nationala, suveranitatea si independenta in corelatia lor » (La renaissance nationale, la souveraineté et l'indépendance dans leur corrélation), *Revista de filozofie si drept*, n° 2-3, pp. 23-31
- COJOCARU Gheorghe, 2001, *1989 la est de Prut* (1989 à l'est de Prut), Prut International, Chisinau
- COLAS Dominique, (dir.), 2002, *L'Europe post-communiste*, PUF, Paris
- COLEMAN James, 1990, *Foundations of social theory*, Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge
- COLEMAN James, 2000 (1988), « Social capital in the creation of human capital », *American Journal of Sociology*, n°94, republié in DASGUPTA Partha et SERAGELDIN Ismail, (coord.), 2000 *Social Capital: a multifaceted perspective*, Washington, The World Bank, pp.13-38
- CONNOR Walter D., 1979, *Socialism, Politics, and Equality: Hierarchy and Change in Eastern Europe and the USSR*, Columbia University Press, New York
- COOK Lynda J., 2003, « Social cohesion in Russia. The State and the Public Sector », TWIGG Judyth L., SCHECTER Kate, (eds.), 2003, *Social capital and Social cohesion in post-soviet Russia*, M.E. Sharpe Inc., New York, pp. 17-33
- COURTOIS Stéphane, WERTH Nicolas, PANNE Jean-Louis, PACZKOWSKI Andrzej, BARTOSEK Karel, MARGOLIN Jean-Louis, 1997, *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Robert Laffont, Paris
- CROSNIER Marie-Agnès, GUEIT Jean, DE TINGUY Anne, 1993, *Les années Gorbatchev. L'URSS de 1985 à 1991*, La Documentation Française, Paris
- CROWTHER William, 1997, « The Politics of Democratization in Postcommunist Moldova », DAWISHA Karen, PARROTT Bruce (eds.), 1997, *Democratic changes and authoritarian reactions in Russia, Ukraine, Belarus, and Moldova*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 282-329
- CROWTHER William, 1991, « The Politics of Ethno-National Mobilization: Nationalism and Reform in Soviet Moldavia », in *Russian Review*, Vol. 50, No. 2, pp. 183-202

- DALLAGO Bruno, 1990, *The irregular Economy. The "underground" economy and the "black" labour market*, Dartmouth, Worchester
- DE TINGUY Anne, 1998, « Effondrement ou suicide ? », DE TINGUY Anne (dir.), 1998, *L'effondrement de l'Empire soviétique*, Emile Bruylant, Bruxelles, pp. 3 - 77
- DE TOCQUEVILLE Alexis de, 1991, *De la démocratie en Amérique*, Gallimard, Paris
- DE VROEY Michel, 2004, « Théorie du déséquilibre et chômage involontaire. Un examen critique », *Revue Economique*, vol. 55, n° 4, pp. 647-668
- DEMIAN Angela, 2004, « Logiques identitaires, logiques étatiques. Les relations entre la Roumanie et la République de Moldavie », DURANDIN Catherine (coord.), 2004, *Perspectives roumaines. Du post-communisme à l'intégration européenne*, L'Harmattan, Paris, pp. 213-269
- DESROSIERES Alain, THEVENOT Laurent, 1988, *Les catégories socio-professionnelles*, La Découverte, Paris
- DEZALAY Thierry, ELIOT Emmanuel, GUEISSAZ Albert, 2003, « Splendeurs et misères du capital social : réflexions sur la construction, la conversion et la destruction des réseaux sociaux dans un espace urbain », papier présenté dans le cadre du colloque *Le Capital social*, organisé par le GRIS, Université de Rouen, le 6 février 2003
- DEZSENYI-GUEULLETTE Agota, 1981, « L'économie parallèle à l'Est : le cas hongrois », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 12, n°2, pp. 25-39
- DRESSLER Wanda, 2005, « Entre empires et Europe, le destin tragique de la Moldavie », *Diogène*, vol. 2, n° 210, pp. 34-58.
- DRÈZE Jacques, 1975, « Existence of Equilibrium Under Price Rigidities », *International Economic Review*, n° 16, p. 301-20
- DUFY Caroline, 2008, *Le troc dans le marché. Pour une sociologie des échanges dans la Russie post-soviétique*, l'Harmattan, Paris
- DUFY Caroline, WEBER Florence, 2007, *L'ethnologie économique*, La Découverte, Paris
- DUNGACIU Dan, 2009, *Cine suntem noi ? Cronici de la Est de Vest* (Qui sommes-nous ? Chroniques de l'Est de l'Ouest), Cartier, Chisinau
- DUPOUY Hervé, 2006, « Entre invention originale et exhumation des pratiques du passé. Les nouvelles élites dans les campagnes de la République de Moldavie », *Transition*, édition spéciale sur la Moldavie « La Moldavie : entre deux mondes », vol. XLV, nr.2, pp. 43-89
- DURAND Cédric, 2005, « « Les privatisations en Russie et la naissance d'un capitalisme oligarchique », *Recherches internationales*, vol 74, n°4, pp. 33-50
- DURANDIN Catherine (coord.), 2004, *Perspectives roumaines. Du post-communisme à l'intégration européenne*, L'Harmattan, Paris.

- DURKHEIM Emil, 1984, *Les règles de la méthode sociologique*, édition électronique [http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim\\_emile/regles\\_methode/durkheim\\_regles\\_methode.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/regles_methode/durkheim_regles_methode.pdf), consultée le 2 juin 2009
- DURLAUF Steven, 1999, « The case “against” social capital », *Focus*, Vol. 20, n°3, pp.1-5
- DURLAUF Steven, 2000, « Bowling Alone: a review essay », *Journal of Economic Behavior & Organization*, n° 47, pp. 259-273, [www.ssc.wisc.edu/econ/archive/wp2029.pdf](http://www.ssc.wisc.edu/econ/archive/wp2029.pdf), consulté le 9 septembre 2010
- DYER Donald L. (ed.), 1996, *Studies in Moldovan. The history, Culture, Language and Contemporary Politics of the People of Moldova*, Columbia University Press, New York
- EDWARDS Bob, FOLEY Michael, 1997, « Social capital and the political economy of our discontent », *American Behavioral Scientist*, Vol. 40, n°5, pp. 669-678
- EMSSR, 1987, *Ekonomika Moldavsloy SSR : Dinamika rosta i rezervy intensificatsii* (L'économie de la RSS Moldave : la dynamique de la croissance et les réserves de l'intensification), Stiinta, Chisinau
- ENCIU Nicolae, 2002, *Populatia rurala a Basarabiei in anii 1918-1940* (La population rurale de Bessarabie dans les années 1918-1940), Epigraf, Chisinau
- EREMEI Grigore, 2003, *Fata nevazuta a puterii* (Le visage caché du pouvoir), Litera, Chisinau
- EXPERT-GRUP, 2010, « Creditul FMI contribuie la stabilitatea financiara a Moldovei » (Le credit de FMI contribue à la stabilité financière de la Moldavie), <http://www.expert-grup.org/?go=news&n=126&nt=3>, consulté le 24 octobre 2011
- EYAL Gil, SZELENYI Ivan, TOWNSLEY Eleanor, 1998, *Making Capitalism Without Capitalists: class formation and elite struggles in post-communist Central Europe*, Verso, London
- FED'KO Z. A., 1970, *Formirovanie sovetsoj intelligentsia v Moldavskoj SSR i eje rol' v sotsialisticheskom stroitel'stve (1940-11958 gg.)* (La formation de l'intelligentsia soviétique dans la RSS Moldave et son rôle dans la construction socialiste (1940-1958)), Thèse de doctorat de l'Université d'État de Moldavie, chaire de l'Histoire de l'URSS, Chisinau
- FEHÉR Ferenc, HELLER Agnes, MARCUS Gyorgy, 1983, *Dictatorship over needs*, Basil Blackwell, Oxford
- FILTZER Donald A., 1994, *Soviet workers and the collapse of Perestroika: the Soviet Labour Process and Gorbachov's Reforms, 1985-1991*, Cambridge University Press, Cambridge
- FINE Ben, 2001, *Social capital versus social theory. Political economy and social science at the turn of the millennium*, Routledge, New York
- FINE Ben, 2010, *Theories of Social Capital. Researchers Behaving Badly*, Pluto Press, New York

- FITZPATRICK Sheila, 1979, « Stalin and the Making of a New Elite », *Slavic Review*, Vol. 38, n° 3, pp. 377-402
- FITZPATRICK Sheila, 2002, *Le stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années 30*, Flammarion, Paris, traduit de l'américain et du russe par RICARD Jean-Pierre et NERARD François-Xavier
- FORSE Michel, 1997, « Capital social et emploi », *L'année sociologique*, Vol. 47, n°1, pp. 143-181
- FORSE Michel, 2001, « Rôle spécifique et croissance du capital social », *Revue de l'OFCE*, 76, pp. 189 – 216
- FRUNTASU Iulian, 2002, *O istorie etno-politica a Basarabiei: 1812-2002* (Une histoire ethno-politique de la Bessarabie: 1812-2002), Cartier, Chisinau
- FUKUYAMA Francis, 1995, *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, Free Press, New York
- FUKUYAMA Francis, 1999, « Social Capital and Civil Society », Conference on Second Generation Reforms IMF Headquarters, Washington, D.C., IMF Institute and the Fiscal Affairs Department, November 8-9, 1999, [www.imf.org/external/pubs/ft/seminar/1999/reforms/index.htm](http://www.imf.org/external/pubs/ft/seminar/1999/reforms/index.htm), consulté le 19 décembre 2010
- FULLER Linda, 2000, « Socialism and the Transition in East and Central Europe: The Homogeneity Paradigm, Class, and Economic Inefficiency », *Annual Review of Sociology*, Vol. 26, pp. 585-609
- GALEOTTI Mark, 1993, « Perestroika, Perestrelka, Pereborka: Policing Russia in a Time of Change », *Europe-Asia Studies*, vol. 45, n° 5, pp. 769-786
- GAVREL Frédéric, LEBON Isabelle, 2008, « Salaire minimum, allocations chômage et efficacité du marché du travail », *Recherches économiques de Louvain*, Vol.74, n°1, pp. 53-75
- GAZIER Anne, 2002, « Le bouleversement des institutions et de la vie politique », COLAS Dominique (dir.), 2002, *L'Europe post-communiste*, PUF, Paris
- GHEORGHU Mihai D. 2007, *Intelectualii in campul puterii : Morfologii si traiectorii sociale* (Les intellectuels dans le champ du pouvoir : Morphologies et trajectoires sociales), Polirom, Bucarest
- GIBBS Joseph, 1999, *Gorbachev's glasnost: the Soviet Media in the First Phase of Perestroika*, Texas A&M University Press, Texas
- GIDDENS Anthony, 1973, *The Class Structure of the Advanced Societies*, Hutchinson
- GIGUERE Monique, 1990, *La face cachée de la perestroïka*, Presse de l'Université de Québec, Québec
- GIRNET Gheorghe, 2001, *Starea curenta a invatamantului general din Republica Moldova* [L'actuel état de l'enseignement général en République de Moldavie],



Institut des Politiques Publiques, Chisinau, <http://ipp.md/lib.php?l=ro&idc=169&year=&page=3>, consulté le 9 mars 2011

- GODELIER Maurice, 1983, *Rationalité et irrationalité en économie*, vol. I et II, Maspero, Paris
- GODET Martine, 1998, « Le cinéma, image et critique de la société », DE TINGUY Anne (dir.), 1998, *L'effondrement de l'Empire soviétique*, Emile Bruylant, Bruxelles, pp. 315-328
- GOFFMAN Erving, 1987, *Façon de parler*, Minuit, Paris
- GORBATCHEV Mikhaïl, 1987, *Perestroïka. Vues neuves sur notre pays et le monde*, Flammarion, Paris
- GORBATCHEV Mikhaïl, 1993, *Avant-Mémoires*, Odile Jacob, Paris
- GORELOVA Elena, SALARI Galina, 2009, *Costurile conflictului transnistrean si beneficiile solutionarii lui* (Les coûts du conflit de Transnistrie et les bénéfices de sa solution), Centrul de Investigatii Strategice si Reforme, Chisinau
- GOSSIAUX Jean-François, 2002, *Pouvoir ethnique dans les Balkans*, PUF, Paris
- GOTISAN Iurie, 2007, *Evolutii si tendinte referitoare la piata muncii din Republica Moldova in apropierea acestor de Uniunea Europeana* (Evolutions et tendances du marché de travail de la République de Moldavie dans le rapprochement de celle-ci de l'Union Européenne), Bons Offices, Chisinau
- GRANOVETTER Mark, 1973, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6, pp. 1360-1380
- GRANOVETTER Mark, 1974, *Getting a job: A study of contacts and careers*, Harvard University Press, Cambridge
- GRANOVETTER Mark, 1985, « Economic action and social structure: The problem of embeddedness », *American Journal of Sociology*, 91 (3), pp. 481-510
- GRANOVETTER Mark, 2008, *Sociologie économique*, Seuil, Paris (nouvelle édition augmentée du *Le marché autrement*, 2000, éditions Desclée de Brouwer)
- GRECUL Andrei, 1974, *Rastsvet moldavskoj sotsialisticheskoj natsii* (L'épanouissement de la nation socialiste moldave), Cartea Moldoveneasca, Chisinau
- GRIBINCEA Argentina, GRIBINCEA Mihai, SISCANU Ion, 2004, *Politica de moldovenizare in RASS moldoveneasca* (La politique de moldavisation dans la RASS moldave), Civitas, Chisinau
- GRIBINCEA Mihai, 1995, *Basarabia in primii ani de ocupatie sovietica (1944-1950)* (La Bessarabie dans les premières années d'occupation soviétique (1944-1950)), Dacia, Cluj-Napoca
- GRIBINCEA Mihai, 1996, *Agricultural collectivization in Moldavia*, Columbia University Press, New York

- GRIGORIEV Leonid, 1989, « Relatiile de arenda de la sate in oglinda statisticii » (Le bail des villages dans le miroir de la statistique), *Comunistul Moldovei*, n°11, pp. 58-60
- GROSSEIN Jean-Pierre, 2005, « De l'interprétation de quelques concepts wébériens », *Revue française de sociologie*, vol. 4, nr. 46, pp. 685-721
- GROSSMAN Gregory, 1982, « The "Shadow Economy" in the Socialist Sector of the USSR », NATO, *The CMEA five-year plans (1981-1985) in a new perspective. Planned and non planned economies*, Bruxelles, pp. 99-115
- GROSSMAN Gregory, 1987, « Roots of Gorbachev's Problems: Private Income and Outlay in the late 1970s. », *Gorbachev's Economic Plans*, Vol. 1, Washington D.C., pp. 213-229
- GROSSU Semion, 1988, « Darea de seama cu privire la activitatea biroului CC al Partidului Comunist al Moldovei pentru conducerea restructurării în republică » (Rapport concernant l'activité du Bureau du CC du Parti Communiste de Moldavie sur la marche de la *perestroika* dans la république), *Comunistul Moldovei*, n° 3, pp. 5-33
- GUMENII Nicolae, 2001, *Privatizarea în Republica Moldova. Rezultate, oferte* (La privatisation en République de Moldavie. Résultats, offres), Presa, Chisinau
- GUSTI Dimitri, *Un an de activitate la Ministerul Instrucției, Cultelor și Artelor 1932-1933* (Une année d'activité au Ministère de l'Instruction, de la Culture et des Arts 1932-1933), Bucarest
- GUTU Ion, 1998, *Republica Moldova: economia în tranziție* (La République de Moldavie: l'économie en transition), Litera, Chisinau
- HALBWACHS Maurice, 1997, *La mémoire collective*, Albin Michel, Paris
- HANIFAN Lyda J., 1916, « The rural school community center », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 67, pp. 130-138
- HANKISS Elemer, 1990, *East European Alternatives*, The Clarendon Press, Oxford
- HAZAN Baruch, 1990, *Gorbachev's Gamble. The 19th All-Union Party Conference*, Westview Press, London
- HEINTZ Monica, (Coord.), 2007, *Stat slab, cetățenie incertă*, (Faible État, citoyenneté incertaine), Curtea Veche, Bucarest
- HELLER Michel, 1990, *Le 7<sup>e</sup> Secrétaire. Splendeur et misère de Mikhaïl Gorbatchev*, Olivier Orban, Paris
- HERVOUET Ronan, 2006, « L'économie du potager en Biélorussie et en Russie », *Etudes Rurales*, Vol. 1, n° 177, pp. 25-42
- HIGHTOWER II Rudy L., 2010, « The Declarations of Independence: The Pridnestrovian Moldavian Republic », Etude de cas n°11, Complex Operations Case Studies Series, Center for Complex Operations, National Defense University, Washington DC, <http://www.nps.edu>, consulté le 14 novembre 2011

- HIRSZOWICZ Maria, 1978, « Intelligentsia versus bureaucracy? The revival of a myth in Poland », *Soviet Studies*, vol. XXX, no. 3, pp. 336-361
- HODGSON Geoffrey, 1993, « Evolution and Institutional Change. On the Nature of Selection in Biology and Economics », MÄKI Uskali, GUSTAFSSON Bo, KNUDSEN Christian (eds.), *Rationality, Institutions & Economic Methodology*, New York, Routledge pp. 222-241.
- HUMPHREY Caroline, 2002, *The Unmaking of Soviet Life. Everyday Economies after Socialism*, Cornell University Press, New York
- HUSKEY Eugene, 1988, « Specialists in the Soviet Communist Party Apparatus: Legal Professionals as Party Functionaries », *Soviet Studies*, Vol. 40, n° 4, pp. 538-555.
- IDSON Todd, OI Walter, 1999. « Workers Are More Productive in Large Firms », *American Economic Review*, vol. 89, n° 2, pp. 104-108
- IONITA Veaceslav, MUNTEANU Igor, BEREGOI Irina, 2004, *Ghidul oraselor din Republica Moldova* (Le guide des villes de la République de Moldavie), Editura, Chisinau
- INKELES Alex, 1960, « Industrial Man: The relation of status to experience, perception, and value », *American Journal of Sociology*, nr. 66, pp. 1-31
- JACOBS Jane, 1961, *The Death and Life of Great American Cities*, Random, New York
- JAKOBSON Lev Il'ich, 1996 *Ekonomika obschestvennogo sektora. Osnovy teorii gosudarstvennykh finansov* (L'économie du secteur public. Les bases de la théorie des finances étatiques), Aspect Press, Moscou
- JAROCINSKI Marek, 2000, « Moldova in 1995-1999: Macroeconomic and Monetary Consequences of fiscal Imbalances », *Studies&Analyses CASE, n°205*, Center for Social and Economic Research, Warsaw, pp. 1-50
- JOHANNSEN Lars, 2003, « The foundations of the state: emerging urban-rural cleavages in transitions countries » *Communist and Post-Communist Studies*, n°36, pp. 291-309
- JONES Anthony, 1974, « Modernization and Education in the U.S.S.R. », *Social Forces*, Vol. 57, N°2, pp.522-546
- JOWITT Ken, 1992, *New World Disorder: The Leninist Extinction*, University of California Press, Berkeley
- KATSENELINBOIGEN Aron, 1977, « Coloured Markets in the Soviet Union », *Soviet Studies*, vol. 29, nr.1, pp. 62-85
- KERBLAY Basile, 1963, « Les propositions de Liberman pour un projet de réforme de l'entreprise en URSS », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 4, n° 3-4, pp. 301-311
- KERBLAY Basile, 1989, *La Russie de Gorbatchev*, La Manufacture, Lyon

- KERBLAY Basile, LAVIGNE Marie, 1985, *Les soviétiques des années 80*, Armand Colin, Paris
- KING Charles, 1993, « Moldova: Independence, Unification, Disintegration? », *Contemporary Review*, Vol. 262, n°1529, pp. 281-288
- KING Charles, 1994, « Moldovan identity and the politics of pan-romanism », *Slavic Review*, Vol. 53, N°2, pp. 345-268
- KING Charles, 2005, *Moldovenii : Romania, Rusia si politica culturala*, Arc, Chisinau, traduit de l'américain, Première publication en 2000, *The Moldovans: Romania, Russia, and the politics of culture* Hoover Institution Press, Stanford
- KODITSA Nicolai, 1973, *Ekonomitcheskie problemy ispol'zovanija trudovykh ressourcev v sel'skom khozjajstve Moldavii* (Les problèmes économiques de l'usage des ressources de travail dans l'économie villageoise de Moldavie), Cartea Moldoveneasca, Chisinau
- KOLEVA Petia, RODET-KROICHVILI Nathalie, VERCUEIL Julien (dir.), 2006, *Nouvelles Europes. Trajectoires et enjeux économiques*, Université de technologie de Belfort-Montbéliard, Belfort
- KOLSTØ Pål, 1997, « Moldova and The Dniester Republic », SIMONSEN Sven Gunnar (ed.), *Conflict in The OSCE Area*, PRIO, International Peace Research Institute, Oslo, pp. 83-94
- KONRAD Gyorgy et SZELENYI Ivan, 1979, *La marche au pouvoir des intellectuels*, Seuil, Paris
- KORNAĪ Janos, 1980, « "Hard" and "Soft" budget constraint », *Acta Oeconomica*, vol. 25, nr. 3-4, p. 231-246
- KORNAĪ Janos, 1984, *Socialisme et économie de la pénurie*, Economica, Paris, traduit de l'hongrois par BERKO Lilli, KOZMA-DOMBROWSKY Kitty, MAGYAR Ildico, révisé par LAVIGNE Marie
- KORNAĪ Janos, 1984a, « La pénurie – problème fondamental des économies centralement planifiées – et la réforme hongroise », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 15, n°3, pp. 5-20
- KORNAĪ Janos, 1996, *Le système socialiste. L'économie politique du communisme*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, traduit de l'anglais par LAVIGNE Marie
- KORNAĪ Janos, 1999, « Du socialisme au capitalisme : la signification du "changement de système" », CHAVANCE Bernard, MAGNIN Eric, MOTAMED-NEJAD Ramine, SAPIR Jacques (dir.), 1999, *Capitalisme et socialisme en perspective. Evolution et transformation des systèmes économiques*, La Découverte, Paris, pp. 317-348
- KORNAĪ Janos, 2001, *La transformation économique postsocialiste. Dilemmes et décisions*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, textes traduits et réunis par CHAVANCE Bernard et VAHABI Mehrdad

- KUROMIYA Hiroaki, 1984, « Edinonachalie and the Soviet Industrial Manager, 1928-1937 », *Soviet Studies*, Vol. 36, N° 2, pp. 185-204
- KURZMAN Charles, OWENS Lynn, 2002, « The sociology of intellectuals », *Annual Review of Sociology*, Vol. 28, pp. 63-90
- LAHIRE Bernard, 1998, *L'homme pluriel*, Nathan, Paris
- LAZEGA Emmanuel, 2001, *The collegial phenomenon: The social Mechanisms of cooperation among peers in a Corporate Law Partnership*, Oxford University Press, Oxford
- LANE David, 1982, *The End of Social Inequality? Class, Status, and Power under State Socialism*, Allen & Unwin, London
- LAVIGNE Marie, 1992, *L'Europe de l'Est. Du plan au marché*, Liris, Paris
- LE GRAND Jean Louis, 2000, « Définir les histoires de vie », *Revue internationale de psychosociologie*, Vol. VI, n° 14, pp. 29-46
- LECLERCQ Eric, 1999, *Les théories du marché du travail*, Seuil, Paris
- LEDENEVA, Alena, 1998, *Russia's economy of favors: Blat, Networking and Informal Exchange*, Cambridge, Cambridge University Press
- LENINE Vladimir I., 1974, *Œuvres complètes*, Izdatel'stvo politicheskoy literatury, Moscou, [http://lenin-ulijanov.narod.ru/sobran\\_0.html](http://lenin-ulijanov.narod.ru/sobran_0.html), consulté le 9 février 2011
- LEVADA Youri, 1993, *Homo soviéticus*, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris
- LEWIN Moshe, 1985, *The making of the Soviet System: essays in the social history of interwar Russia*, Methuen&Co.Ltd, London
- LEWIN Moshe, 1989, *La grande mutation soviétique*, La Découverte, Paris
- LEWIN Moshe, 2003, *Le siècle soviétique*, Fayard, Paris
- LIGHT Margot, 2006, « La galaxie CEI 1991-2006 », *Le courrier des Pays de l'Est*, vol.3, n°1055, pp. 14-25
- LIN Nan, VAUGHN John, ENSEL Walter, 1981, « Social resources and occupational status attainment », *Social Forces*, 59(4), pp. 1163-1181
- LIVEZEANU Irina, 1981, « Urbanization in a Low Key and Linguistic Change in Soviet Moldavia », I<sup>ère</sup> partie, *Soviet Studies*, Vol.33, N°3, pp. 327-351
- LOROT Pascal, 1993, *Histoire de la perestroïka*, PUF, Paris
- LOWIT Thomas, 1979, « Y a-t-il des États en Europe de l'Est ? », *Revue française de sociologie*, Vol. 20, n° 2, pp. 431-466
- LOWIT Thomas, 1979a, « Le parti polymorphe en Europe de l'Est », *Revue française de science politique*, Vol. 29, n°4, pp. 812-846

- LUCAS Robert E., 1977, « Understanding Business Cycles », *Carnegie Rochester Conference Series on Public Policy*, vol. 5, n°1, pp. 7-46
- LUCKE Matthias, MAHMOUD Toman Omar, PINGER Pia, 2007, *Patterns and Trends of Migration and Remittances in Moldova*, OIM, Chisinau
- MACEY David, 1990, « Gorbachev and Stolypin. Agrarian Reform in Historical Perspective », MOSKOFF William (ed.), 1990, *Perestroika in the Countryside: Agricultural reform in the Gorbachev Era*, M. E. Sharpe, Inc., New York, pp. 3-18
- MACRIS Anatol, 2000, *Gagauzii si romanii* (Les Gagaouzes et les Roumains), Agerpress Typo, Bucarest
- MACRIS Anatol, 2008, *Gagauzii* (Les Gagaouzes), Paco, Bucarest
- MAGNIN Eric, 1999, *Les transformations économiques en Europe de l'Est depuis 1989*, Dunod, Paris
- MARKIEWICZ-LAGNEAU Janina, 1984, « Le système scolaire et l'éthos méritocratique », KENDE Pierre, STRMISKA Zdenek (coord.), 1984, *Egalité et Inégalité en Europe de l'Est*, éd. Presse de la Fondation de Sciences Politiques, Paris, pp. 410-438.
- MARX Karl, 1968, *Misère de la philosophie*, Les Editions Sociales, Paris, <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/06/km18470615.htm>, consulté le 10 septembre 2010
- MAUREL Marie-Claude, 1993, « Transition structurelle et contrainte socio-politique : quelle issue pour les agricultures d'Europe centrale ? », *Economie rurale*, n°214-215, pp. 12-19
- MAUREL Marie-Claude, 1994, *La transition post-collectiviste : mutations agraires en Europe Centrale*, L'Harmattan, Paris
- MAUSS Marcel, 1925, (2003), « Essai sur le don », *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF
- MCNAIR Brian, 1991, *Glasnost, Perestroika and the Soviet Media*, Routledge, London
- MELNIC Constantin, 1990, « Cooperatia de consum: ieri, astazi, maine » (La coopérative de consommation: hier, aujourd'hui, demain), *Comunistul Moldovei*, n°2, pp. 42-49
- MENDRAS Marie, VERNET-STRAGGIOTTI Marie-Thérèse, 1993, « Prélude à la pérestroïka. Le rapport de Tatiana Zaslavskaïa (Novossibirsk, 1983) », *Vingtième siècle ; Revue d'histoire*, n° 38, pp. 90-104 (reproduction écourtée et commentée du *Rapport de Novossibirsk*), traduit en français par VERNET-STRAGGIOTTI Marie-Thérèse
- MEP, 1955(2006), *Manuel d'économie politique*, Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de la traduction française de 1956 aux Editions Sociales, Paris, de l'ouvrage *Politicheskaya Ekonomiya (Uchebnyk)*, Gossoudarstvennoïe Izdatelstvo politicheskoy literatury, Moscou, 1955. Texte conforme à la 2ème édition de 1955, <http://marxisme.fr>, consulté le 25 avril 2011
- MERTON Robert, 1965, *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Plon, Paris

- MESPOULET Martine, 2003, « Catégories professionnelles et classement social dans les recensements russes et soviétiques (1897-1939) », *Annales de démographie historique*, vol. 1, n° 105, pp. 81-109.
- MESPOULET Martine, 2008, *Construire le socialisme par les chiffres. Enquêtes et recensements en URSS de 1917 à 1991*, INED, Paris
- MEYER Alfred G., 1966, « The functions of Ideology in the Soviet Political System », *Soviet Studies*, Vol. 17, n°3, pp. 273-285.
- MIHAILOVA Dimitrina, 2004, *Social capital in Central and Eastern Europe*, Central and European University, Budapest
- MINCU Georgeta, 2008, *Politica comerciala a Republicii Moldova: cerinte de import-export in relatiiile cu UE* (La politique commerciale de la République de Moldavie: exigences d'importation et d'exportation dans les relations avec l'UE), Bons Offices, Chisinau
- MINK Georges, 2006, « La circulation des élites en Europe Centrale : Forces et faiblesses des paradigmes "élitistes" », ANDREFF Wladimir (dir.), 2006, *La transition vers le marché et la démocratie*, La Découverte, Paris, pp. 127-145
- MINK George, TIRASPOLSKY Anita, 1985, « A l'Est : gérer la crise, vivre avec la crise », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 301, pp. 4-29
- MINK Georges, SZUREK Jean-Charles, 1994, « Agir ou subir : les nomenklaturas polonaise et tchèque face à la grande mutation économique (1988-1993) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 25, n°4, pp. 47-63
- MINK George, SZUREK Jean-Charles, 1998, « L'ancienne élite communiste en Europe centrale : stratégies, ressources et reconstructions identitaires », *Revue française de science politique*, n°1, pp. 3-41
- MINK George, SZUREK Jean-Charles, 1999, *La grande conversion: le destin des communistes en Europe de l'Est*, Seuil, Paris
- MONTEFIORE Alan, 1990, « The Political Responsibility of Intellectuals », MACLEAN I. et al. (eds.), 1990, *The Political Responsibility of Intellectuals*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 201- 228
- MORARU Anton, 1995, *Istoria românilor: Basarabia și Transnistria (1812-1993)* (L'histoire des roumains : La Bessarabie et la Transnistrie (1812-1993)), Aiva, Chisinsu
- MOUHOU Méhana, 2006, *Affaire Dreyfus. Conspiration dans la République*, L'Harmattan, Paris
- MUNDELL Robert A., 1960, « The Monetary Dynamics of International Adjustment under Fixed and Flexible Exchange Rates », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 74, n° 2, pp. 227-257
- MUNTEANU Igor, 2010, *Partidele politice din Republica Moldova : Legi, practici si reforme* (Les partis politiques de République de Moldavie : Des lois, des pratiques, des réformes), Cartier, Chisinau

- MURAVSCHI Alexandru, 2002, *Dezvoltarea rurala in Moldova. Studiu de caz* (Le développement rural en Moldavie. Etude de cas), Institut de Politiques Publiques, Chisinau
- MURRELL Peter, 1993, « What is Shock Therapy? What Did it Do in Poland and Russia? », *Post-Soviet Affairs*, vol. 9, n°2, pp. 111-140
- MUSTEATA Sergiu, 2007, « Identitate nationala intre istorie si politica » (Identité nationale entre histoire et politique), HEINTZ Monica, (coord.), 2007, *Stat slab, cetatenie incerta*, (État Faible, citoyenneté incertaine), Curtea Veche, Bucarest, pp. 176-190
- NANTOI Oazu, BOWERS Stephen, HOULAHAN Thomas, 2001, *The Stability of the Dniester Moldovan Republic: A Post-Electoral Analysis*, Faculty Publications and Presentations, Paper 21, <http://digitalcommons.liberty.edu>, consulté le 14 novembre 2011
- NEDERA Igor, 2002, *Societatea Civila si guvernarea responsabila* (La société civile et le gouvernement responsable), Institut des Politiques Publiques, Chisinau, <http://ipp.md>, consulté le 22 février 2012
- NEGRU Elena, 2003, *Politica etnoculturala in RASS Moldoveneasca (1924-1940)* (La politique ethnoculturelle en RASS Moldave (1924-1940)), Prut International, Chisinau
- NEGURA Petru, 2009, *Ni héros, ni traître. Les écrivains moldaves face au pouvoir soviétique sous Staline*, L'Harmattan, Paris
- NISTOR Ion, 1991, *Istoria Basarabiei* (L'histoire de la Bessarabie), Cartea moldoveneasca, Chisinau
- NORTH Douglas C., 1990, *Institutions, Institutional change, and Economic Performance*, Cambridge University Press, New York
- NOVAK Michael, 1988, *Taking Glasnost Seriously. Toward an Open Soviet Union*, American Enterprise Institute for Public Policy Research, Washington D. C.
- NOVE Alec, 1970, « Soviet Agriculture under Brezhnev », *Slavic Review*, vol. 29, n°3, pp. 379-410
- NOVE Alec, 1982, « Income Distribution in the USSR: A Possible Explanation of Some Recent Data », *Soviet Studies*, Vol. 34, Nr. 2, pp. 286-288
- NOVE Alec, 1983, « The class nature of the Soviet Union revisited », *Soviet Studies*, Vol. 35, Nr. 3, pp. 298-312
- NOVE Alec, 1986, *Socialism Economics and Development*, George Allen & Unwin, London
- NOVE Alec, 1987, « "Radical reform", Problems and Prospects », *Soviet Studies*, vol. 39, n°3, pp. 452-467
- NOVE Alec, 1988, « A Further Note on Hidden Inflation and Its Statistical Consequences », *Soviet Studies*, Vol. 40, n° 1, pp. 136-138



- O'LOUGHLIN John, KOLOSSOV Vladimir, TEHEPALYGA Andrei, 1998, « National Construction, Territorial Separatism and Post-Soviet Geopolitics in the Transnistrian Moldovan Republic », *Post-Soviet Geography and Economics*, vol. 39, n°6, pp. 332-358
- OCDE, 2001, *Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social*, Centre pour la recherche et innovation dans l'enseignement, OCDE, Paris
- OEIOZ, 1980, *Opyt etnosotsiologitcheskogo isledovanija obraza zjizni : po materialam Moldavskoj SSR* (L'expérience de la recherche ethnopsociologique sur le style de vie : le cas de la RSS Moldave), Nauka, Moscou
- OFER Gur, PICKERSGILL Joyce, 1980, « Soviet Household Saving: A Cross-Section Study of Soviet Emigrant Families », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 95, nr. 1, pp. 121-144
- ORY Pascal, SIRINELLI Jean-François, 1992, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Armand Colin, Paris
- OTEANU Elena, 2008, « L'identité moldave: cible de la nation ou facteur de la scission », *N.E.C. Regional Program Yearbook 2005-2006*, Bucarest, pp. 226-277
- PADMA Desai, 1989, *Perestroika in perspective: The design and dilemmas of Soviet reform*, Princeton University Press, Princeton
- PARKIN Frank, 1971, *Class Inequality and Political Order: Social Stratification in Capitalist and Communist Societies*, Praeger, New York
- PARMENTIER Florent, 2003, *La Moldavie à la croisée des chemins*, Editoo.com, coll. « Universitoo », Paris
- PARMENTIER Florent, 2004, « État, politique et cultures en Moldavie », *Revue internationale et stratégique*, vol. 2, n° 54, pp. 152-160
- PEJOVICH Svetozar, 1990, *The Economics of Property Rights: Towards a Theory of Comparative Systems*, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht
- PERRET Bernard, 2003, *De la société comme monde commun*, Desclée de Brouwer, Paris
- PETRENCU Anatolii, 2006, *Basarabia in timpul celui de al doilea razboi mondial (1939-1945)* (La Bessarabie pendant la deuxième guerre mondiale (1939-1945)), Prut International, Chisinau
- PETRESCU Cristina, 2007, « Constructia identitatii nationale in Basarabia » (La construction de l'identité nationale en Bessarabie), HEINTZ Monica (coord.), 2007, *Stat slab, cetatenie incerta. Studii despre Republica Moldova* (État faible, citoyenneté incertaine. Etudes sur la République de Moldavie), Curtea Veche, Bucuresti, pp. 127-153
- PLOKKER Karin, 1990, « The Development of Individual and Cooperative Labour Activity in the Soviet Union », *Soviet Studies*, vol. 42, n° 3, pp. 403-428

- POBEDA N. A., 1976, *Sotsialisticheskaya urbanizatsiya i razvitie kul'tury. Na materialak Moldavskoï SSR* (L'urbanisation socialiste et le développement culturel. A partir du cas de la RSS Moldave), Stiinta, Chisinau
- POLANYI Karl, 1983 (1944), *La grande transformation*, Gallimard, Paris
- POLANYI Karl, 2011, *La subsistance de l'homme. La place de l'économie dans l'histoire et la société*, Flammarion, Paris, traduit de l'anglais par CHAVANCE Bernard
- PONTHIEUX Sophie. 2006a, *Le capital social*, coll. Repères, La Découverte, Paris
- PONTHIEUX Sophie, 2006b, « Usages et mésusages du capital social », in BEVORT Antoine, LALLEMENT Michel, (dir.), 2006, *Le capital social : Performance, équité et réciprocité*, La Découverte, Paris, pp. 89-105
- POPESCU Nicu, 2007, « Supravietuirea Transnistriei » (La survie de la Transnistrie), HEINTZ Monica (coord.), 2007, *Stat slab, cetatenie incerta*, (État Faible, citoyenneté incertaine), Curtea Veche, Bucarest, pp. 77-102
- PORTES Alejandro, 1998, « Social capital: its origins and applications in modern sociology », *Annual Review of Sociology*, n°24, pp. 1-24
- PORTES Alejandro, LANDOLT Patricia, 1996, « The down side of social capital », *The American Prospect*, Vol. 7, n°26, [http://prospect.org/cs/articles?article=unsolved\\_mysteries\\_the\\_tocqueville\\_files\\_ii\\_511996\\_ap\\_pl](http://prospect.org/cs/articles?article=unsolved_mysteries_the_tocqueville_files_ii_511996_ap_pl), consulté le 3 mars 2010
- PROHNITCHI Valeriu, 2001, *Apararea si securitatea nationala a Moldovei. Anul 2001*, Institutul de Politici Publice, Chisinau, 2001, <http://ipp.md/lib.php?l=ro&idc=170>, consulté le 21 novembre 2011
- PROHNITCHI Valeriu, 2002, « Reformele economice » (Les réformes économiques), BOTAN Igor (ed.), 2002, *Tranzitia : Retrospective si perspective* (La transition : des rétrospectives et des perspectives), Gunivas, Chisinau, <http://e-democracy.md>, consulté le 8 novembre 2011
- PUTNAM Robert, LEONARDI Robert, NANETTI Raffaella, 1993, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, Princeton
- PUTNAM Robert, 1995, « Bowling alone: Amerca's declining social capital », *Journal of Democracy*, vol. 6, n° 1, pp. 65- 78
- PUTNAM Robert, 2006 (1995), « *Bowling alone*: le déclin du capital social aux États-Unis », BEVORT Antoine, LALLEMENT Michel, (dir.), 2006, *Le capital social : Performance, équité et réciprocité*, La Découverte, Paris, pp. 35-50.
- PUTNAM Robert, 2000, *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, Simon&Schuster, New York
- RADAEV Vadim V., 1970, *Potrebnost' kak ekonomitcheskaya kategoriya sotsializma* (Le besoin en tant que catégorie économique du socialisme), Mysl', Moscou
- RADAEV Vadim V., SHKARATAN Ovsey I., 1995, *Sotsial'naja stratificatsija* (La stratification sociale), Naouka, Moscou

- RADVANYI Jean (dir.), 2011, *Les États postsoviétiques: Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Armand Colin, Paris
- RADVANYI Jean, 2013, *Retour d'une autre Russie. Une plongée dans le pays de Poutine*, Le Bord de l'Eau, Lormont
- REGAMEY Amandine, 2007, *Prolétaires de tous pays, excusez-moi ! Dérision et politique dans le monde soviétique*, Buchet-Chastel, Paris
- RICARDO David, 1817 (2002), *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Collection des principaux économistes, Tome 13, *Œuvre complète de David Ricardo*, Osnabrück, Paris
- RITAINE Evelyne, 2001, « Cherche capital social, désespérément », *Critique Internationale*, n°12, pp. 48-59
- ROBIN Jean-Yves, MAUMIGNY-GARBAN Bénédicte, SOËTARD Michel, 2004, *Le récit biographique. Fondements anthropologiques et débats épistémologiques*, Tome I, L'Harmattan, Paris
- RODGERS Allan, 1974, « The Locational Dynamics of Soviet Industry », *Annals of the Association of American Geographers*, Vol. 64, N°2, pp. 226-240
- ROIZMAN Izrail, 1988, « Hozrasciotul deplin: primele rezultate » (Le khozraschët: les premiers résultats), *Comunistul Moldovei*, n° 6, pp. 53-59
- ROMER Paul, 1986, « Increasing Returns and Long Run Growth », *Jurnal of Political Economy*, Vol. 94, n° 5, pp. 1002-1037
- ROSE Richard, MISHLER William, HAERPFER Christian, 1997, *Getting real: Social Capital in post-communist societies*, University of Strathclyde, Glasgow
- ROSE Richard, 1999, *What Does Social Capital add to Individual Welfare? An Empirical Analysis of Russia*, University of Strathclyde, Glasgow
- ROSCA Dorina, 2003, « The influence of foreign capital enterprises on the economy and society of Moldova », *South East European Review*, vol.6, n° 1-2, pp. 17-26
- ROSCA Dorina, 2005, *Le syndicalisme dans les entreprises étrangères de la République de Moldova : la survivance du modèle soviétique*, mémoire de master, École Doctorale Francophone en Sciences Sociales, Université de Bucarest
- ROSCA Dorina, 2011, « Crise systémique et lien social. Les solidarités intergénérationnelles privées en République de Moldavie (1991-2010) », *Progrese in teoria deciziilor economice in conditii de risc si incertitudine (Progrès dans la théorie des décisions économiques dans un contexte de risque et d'incertitude)*, Vol. XIV, Académie des Sciences de Roumanie, Iasi, pp. 149-164
- SAILLARD Chantal, 1989, « Le courrier des lecteurs à l'ère de la perestroïka », *Le Débat*, vol.3, n°55, pp. 98-115, traduit du russe par SAILLARD Chantal
- SAPIR Jacques, 1986, *Travail et travailleurs en URSS*, La Découverte, Paris

- SAPIR Jacques, 2007, « Alexeï Kossyguine et le destin de l'URSS », *Nouvelles Fondations*, vol. 2, n° 6, pp. 134-142
- SCHAUB Maryellen, BAKER P. David, 2002, « Is social capital the self-esteem of the 1990s ? », FULLER Bruce, HANNUM Emily, (eds.), *Research in Sociology of education*, vol. 13, pp. 125-132
- SCHWARTZ Raviv, 2007, *Exploring the Link between Migrant Communities Abroad (MCA) and Moldova*, OIM, Chisinau
- SEREBRIAN Oleg, 2004, *Politica si geopolitica (La politique et la géopolitique)*, Cartier, Chisinau
- SEREBRIAN Oleg, 2006, *Geopolitica spatiului pontic (La géopolitique de l'espace pontique)*, Cartier, Chisinau
- SIGMAN Carole, 2008, « Les clubs politiques “informels”, acteurs du basculement de la perestroïka ? », *Revue française de science politique*, vol. 58, n°4, pp. 617-642
- SIGMAN Carole, 2009, *Clubs politiques et perestroïka en Russie. Subversion sans dissidence*, Karthala, Paris
- SIISIÄNEN Martti, 2000, « Two Concepts of Social Capital: Bourdieu vs. Putnam », Paper presented at ISTR Fourth International Conference *The Third Sector: For What and for Whom?* Trinity College, Dublin, Ireland, July 5-8, 2000
- SIMON Herbert, 1978, « Rationality as Process and as Product of Thought », *The American Economic Review*, vol. 68, n° 2, pp. 1-16
- SIRVEN Nicolas, 2003, « L'endogénéisation du rôle des institutions dans la croissance ou la (re)découverte du capital social », BALLEST J., GUILLON R. (dir.), 2003, *Regards croisés sur le capital social*, l'Harmattan, Paris, pp. 57-90
- SIRVEN Nicolas, 2006, « Quel impact du capital social sur les conditions de vie des ménages ? Le cas de Madagascar », BEVORT A., LALLEMENT M., (dir.), 2006, *Le capital social : Performance, équité et réciprocité*, La Découverte, Paris, pp. 132-145
- SISCANU Elena, 1998, *Basarabia sub regimul bolșevic (1940-1952) (La Bessarabie sous le régime bolchévique (1940-1952))*, Semne, București
- SKOCPOL Theda, 1996, « Unravelling from above », *The American Prospect*, Vol.7, n°25, [http://prospect.org/cs/articles?article=unsolved\\_mysteries\\_the\\_tocqueville\\_files\\_311996\\_ts](http://prospect.org/cs/articles?article=unsolved_mysteries_the_tocqueville_files_311996_ts), consulté le 2 février 2010
- SNIJDERS Tom A. B., 1999, « Prologue to the measurement of Social Capital », *La Revue Tocqueville*, Vol. XX, n° 1, pp. 27-44
- SOLOW Robert M., 1956, « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, n° 1, p. 65-94
- SPRINCEANA Emanuela, 2009, « Amintiri din Perestroïca : Poetul Pavel Botu » (Souvenirs de la perestroïka : le poète Pavel Botu), *Stare de Urgenta*, n° 18

- STANISZKIS Jadwiga, 1991, *The Dynamics of Breakthrough in Eastern Europe*, University of California Press, Berkeley
- STANISZKIS Jadwiga, 1991a, « “Political capitalism” in Poland », *East European Politics and Societies*, vol. 5, n°1, pp. 127-141
- STARIC Victor, 1990, « Oameni de afaceri in epoca deficitului », *Comunistul Moldovei*, n° 10, pp. 65-69
- STARK David, 1999, « Sommes-nous toujours au siècle des transitions? Le capitalisme est-européen et la propriété “recombinante” », *Politix*, Vol. 12, n° 47, pp. 89-129, traduit par BAUDET Hélène et HEURTIN Jean-Philippe
- STARK David, BRUSZT Laszlo, 1998, *Postsocialist pathways. Transforming politics and property in East Central Europe*, Cambridge University Press, Cambridge
- STARK David, NEE Victor (eds.), 1989, *Remaking the Economic Institutions of Socialism: China and Eastern Europe*, Stanford University Press, Stanford
- STEFOGLO Constantin, 1988, « Va invitam la intrunirea noastra sateasca » (Nous vous invitons à notre réunion villageoise), *Comunistul Moldovei*, n° 10, pp. 41-45
- STEINER Philippe, 2005, *La sociologie économique*, La Découverte, Paris
- STIGLITZ Joseph E., 2003, *Quand le capitalisme perd la tête*, Fayard, Paris, traduit de l’anglais par CHEMLA Paul
- STIGLITZ Joseph E., 2010, *Le triomphe de la cupidité*, Les Liens qui Libèrent, Paris, traduit de l’américain par CHEMLA Paul
- STRMISKA Zdenek, 1984, « Divisions, classes, strates. Conceptions de la structure sociale dans la sociologie est-européenne », KENDE P., STRMISKA Z. (coord.), 1984, *Egalité et Inégalité en Europe de l’Est*, éd. Presse de la Fondation de Sciences Politiques, Paris, pp. 301-368
- SURUBARU Alina, 2007, « Dress for Success? Entrepreneurial Careers in the Romanian Garment Industry », *Economic Sociology: the European electronic newsletter*, vol.8, n°2, pp. 18 – 24
- SYTNIK Nicolae, 1988, « Relatiile economice ale Moldovei cu Republicile surori » (Les relations économiques de la Moldavie avec les républiques soeurs), *Comunistul Moldovei. Revista teoretica si politica a CC al PC al Moldovei* (Le Communiste moldave. Revue théorique et politique du CC du PC moldave), n° 5, pp. 64-69
- SZELENYI Ivan, 1978, « Social Inequalities in State Socialist Redistributive Economies », *Theory and Society*, n°1-2, pp. 63-87
- TABARTA Ion, BERBECA Veaceslav, 2009, *CSI: anatomia unui esec* (CEI: l’anatomie d’un échec), IDIS « Viitorul », Chisinau

- TARROW Sidney, 1996, « Making social science work across space and time: a critical reflexion on Robert Putnam's *Making Democracy Work* », *American Political Science Review*, n°90, pp. 389-397
- TATARCIUC Andrian, 2006, *Piata muncii in Republica Moldova : Diagnosticul unei involutii* (Le marché de travail de la République de Moldavie : Le diagnostic d'une involution), IDIS Viitorul, série « Politiques Publiques », Chisinau
- TIMUS Andrei, 1987, *Sotsiologitcheskie isledovaniija v sovetskoj Moldavii* (Recherches sociologiques dans la Moldavie soviétique), Stiinta, Chisinau
- TOMESCU-HATTO Odette, 2007, « Noile frontiere ale Uniunii Europene si relatiile romano-moldovenesti » (Les nouvelles frontières de l'Union Européenne et les relations roumaines-moldaves), HEINTZ Monica (coord.), 2007, *Stat slab, cetatenie incerta*, (État Faible, citoyenneté incertaine), Curtea Veche, Bucarest, pp. 252-289
- TROFIMOV-IZMAN Victoria, 2006, *Imperativele utilizarii fortei de munca : dimensiuni nationale si mondiale* (Les impératifs de l'usage de la force de travail : dimensions nationales et mondiales), Evrica, Chisinau
- TUREA Larisa, 2008, *Cartea foametei* (Le livre de la famine), Curtea Veche, Bucarest
- TURCANU Ion, 1993, *Foametea din Basarabia în anii 1946-1947: mecanismul organizării ei* (La famine des années 1946-1947 en Bessarabie : les mécanismes de son organisation), Universitas, Chişinău
- TWIGG Judyth L., SCHECTER Kate, (eds.), 2003, *Social capital and social cohesion in post-soviet Russia*, M.E. Sharpe Inc, New York
- VACULOVSKI Dorin, 2006, *Tendinte si pronosticuri referitoare la piata muncii din Republica Moldova* (Tendances et prévisions sur le marché du travail de la République de Moldavie), Institut des Politiques Publiques, Chisinau
- VACULOVSKI Dorin, 2007, « The Wage – An Important Element of the Market Economy », *Buletinul Universitatii Petrol-Gaze din Ploiesti*, vol. LIX, n° 2, pp. 27-32
- VAN DER GAAG Martin P.J., SNIJDERS Tom A.B., 2005, « The Resource Generator: Social capital quantification with concrete items », *Social Networks*, Nr. 27, pp. 1-27
- VAVAKOVA Blanka, 1984, « La différenciation sociale dans la conscience collective », KENDE Pierre, STRMISKA Zdenek (coord.), 1984, *Egalité et Inégalité en Europe de l'Est*, éd. Presse de la Fondation de Sciences Politiques, Paris, pp. 266-298
- WEBLEN Thorstein, 1899 (1970), *La théorie de la classe de loisir*, Gallimard, Paris

- VILKOU-POUSTOVAÏA Irina, 2009, « Le moldave, langue d'Eurasie ? », DRESSLER Wanda (dir.), 2009, *Eurasie espace mythique ou réalité en construction ?*, Bruylant, Bruxelles, pp. 157-175
- VINCENSINI Caroline, 2010, *Vingt ans de privatisation en Europe Centrale. Trois trajectoires de propriété*, l'Harmattan, Paris
- VOROTILO Andrei, 1989, « Ritmuri, proportii, probleme » (Rythmes, ampleurs, problèmes), *Comunistul Moldovei*, n°5, pp. 43-50
- VOSLENSKY Michael, 1992, *La nomenklatura : Les privilégiés en URSS*, Le Livre de Poche, Paris
- WAY Lucan A., 2003, « Weak States and Pluralism: The Case of Moldova », *East European Politics and Societies*, Vol. 17, n° 3, pp. 454-482
- WEBER Max, 1995 (1956), *Economie et société : Les catégories de la sociologie*, t.1, Plon, Paris
- WERTH Nicolas, 2008, *Histoire de l'Union Soviétique*, 6<sup>e</sup> édition mise à jour, PUF, Paris
- WHITE Anne, 1999, *Democratization in Russia under Gorbachev, 1985-91. The birth of a voluntary sector*, St. Martin's Press, New York
- WILLIAMSON John, 1990, « What Washington Means by Policy Reform », WILLIAMSON John, (ed.), 1990, *Latin America Adjustment: How Much has Happened?*, Institute for International Economics, Washington D. C., pp. 5-20
- WILD Gérard, 1998, « De la politique de l'aménagement du territoire à la logique de la fragmentation », DE TINGUY Anne (dir.), 1998, *L'effondrement de l'Empire soviétique*, Bruylant, Bruxelles, pp. 277- 296
- WINOCK Michel, 1997, *Le siècle des intellectuels*, Seuil, Paris
- WIRTH Louis, 1938, « Urbanism as a Way of Live », *American Journal of Sociology*, vol. 44, n° 1, pp. 1-24
- YANOWITCH Murray, ed., 1986, *The Social Structure of the URSS*, M.E. Sharpe, Inc., New York
- YEKECHYK Serhy, 2006, « The western republics : Ukraine, Belarus, Moldova and the Baltics », SUNY Ronald Grigor (coord.), 2006, *The Cambridge History of Russia*, Vol. 3, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 522 – 648
- ZAGORODNAJA Elena, ZELENTCHUK Valentin, 1987, *Naselenie Moldavskoj SSR (La population de la RSS Moldave)*, Cartea Moldoveneasca, Chisinau
- ZASLAVSKAYA Tatiana, 1983, « O sovershenstvovanii proizvodstvennykh otnosheniy sotsializma i zadachakh ekonomicheskoy sotsiologii » (Sur l'amélioration des rapports de production dans le socialisme et les objectifs de la

sociologie économique), dit *Le Manifeste de Novossibirsk*, [http://www.unlv.edu/centers/cdclv/archives/articles/zaslavskaya\\_manifest.html](http://www.unlv.edu/centers/cdclv/archives/articles/zaslavskaya_manifest.html), consulté le 6 juin 2011

ZASLAVSKAYA Tatiana, RYVKINA Rozalina, 1991, *Sociologiya ekonomitcheskoi jizhni. Otcherki teorii* (Sociologie de la vie économique. Essai théorique), Nauka, Novosibirsk

ZELIZER Viviana, 2005, *La signification sociale de l'argent*, Seuil, Paris, traduit de l'américain par CLAIR Christian





# **Annexes**



---

## Annexe 1: L'enquête qualitative

Les ressorts justifiant la dimension qualitative de notre enquête portent sur la valeur intrinsèque attribuée à cette méthode de travail. Notre choix est fondé sur la nécessité de tracer l'histoire-mémoire des personnes qui ont vécu les deux périodes – soviétique et postsoviétique – sur lesquelles porte la présente recherche. La méthode de travail retenue a été celle de l'entretien semi-directif, tout en gardant une approche biographique. Le récit biographique est retenu ici dans un sens courant<sup>401</sup>, c'est-à-dire, renvoyant à la trajectoire de vie d'un individu (ROBIN *et alii*, 2004). Ce type d'approche permet de dégager *l'universel* à travers le particulier, car dans la biographie demeure le social tout entier (BLANCHET *et alii*, 1992). Cela parce que même si le récit biographique porte sur des faits, des opinions, des stratégies individuelles, il se réfère, toutefois, aux rôles sociaux qu'ont les individus. Dans notre cas précis, le rôle social représente le métier de nos interviewés. L'usage de l'entretien semi-directif nous a permis de donner un cadre plus ou moins uniforme aux différents entretiens, tout en gardant une malléabilité de la discussion et donc réservant à l'entretien ses propriétés *exploratoires* qui le distinguent du questionnaire.

Nous avons réalisé 21 entretiens d'une longueur moyenne de 1 h 30.

Au cours de notre enquête, nous avons rencontré des difficultés de prise de distance par rapport à la problématique du capital social, qui fait l'objet de notre recherche. Cela est dû au fait, qu'un des déterminants de la bonne marche de l'enquête soit l'aide de nos contacts personnels. Plusieurs facteurs ont conditionné un choix pareil, parmi lesquels le plus important consistait dans la difficulté d'obtenir l'accord des personnes de participer à une étude. Une bonne partie des personnes que nous avons abordées par nous-mêmes ont refusé de nous parler, surtout sur leur vécu.

Certaines personnes se sont montrées plus réservées par rapport aux questions liées à leurs propres pratiques économiques (accès à des biens déficitaires, emprunt de l'argent, initiation de sa propre affaire), d'autres ont été plus ouvertes.

---

<sup>401</sup> Pour plus de définitions sur le récit biographique, voir notamment LE GRAND (2000).

## Localités incluses dans l'enquête de terrain



**Note :** Nous avons appelé Chisinau et Balti les principales villes moldaves, à cause de leur importance économique et administrative au sein de la Moldavie. *De facto*, Chisinau – la capitale moldave – représente le centre administratif et économique du pays. Néanmoins, la ville de Balti elle aussi se voit le plus important pôle économique de la région de Nord de la Moldavie. Du point de vue du nombre du point de vue du nombre d'habitants qu'on dénombre dans ces deux villes, celle de Chisinau apparaît dans la catégorie *très grandes villes* (plus de 250 000 habitants) et Balti dans la catégorie *grandes villes* (de 100 000 à 250 000 habitants).

Il existe aussi des villes *moyennes* (de 50 000 à 100 000 habitants), de *petites villes* (moins de 50 000 habitants), ainsi que des *établissements de type urbain* (du russe, *poselok gorodskogo tipa*), dont le nombre d'habitants était égal dans la plupart des cas avec celui d'un grand *village* (moins de 10 000 habitants). Dans ce dernier cas, la différence entre ville et village consistait dans le caractère du travail non agricole particulier aux établissements de type urbain et agricole caractéristique des villages.

**Caractéristiques sociodémographiques des personnes interviewées pendant l'été et l'automne de 2007.  
Enquête par entretien (total = 21 entretiens)**

Prénom (fictif)	Domaine actuel (post-1991) d'activité	Métier exercé à l'époque soviétique	Milieu de résidence	Age	Masculin/ Féminin	Langue	Etudes	Membre PCRSSM	Profession du père
Alexandru	Ex-député parlement; rédacteur en chef journal	Journaliste	Urbain	53 ans	M	Roumaine	Supérieures	Non	Kolkhozien
Alin	Manager - affaire de famille	Ingénieur entreprise	Urbain	59 ans	M	Roumaine	Supérieures	Non	Kolkhozien
Caterina	Ex-députée parlement ; affaire de famille ; activité OBNL	Informaticienne entreprise	Urbain	51 ans	F	Roumaine	Supérieures	Non	Chauffeur
Vasile	Ingénieur ; Entrepreneur	Ingénieur kolkhoze	Urbain	57 ans	M	Roumaine	Supérieures	Oui	Kolkhozien
Igor	Professeur universitaire ; fonctionnaire public Gouvernement ; activité OBNL	Ingénieur-économiste Ministère d'Economie	Urbain	62 ans	M	Russe	Supérieures	Oui	Instituteur
Valentina	Retraité ; activité OBNL	Inspecteur, enseignement préscolaire	Urbain	77 ans	F	Russe	Supérieures incomplètes	Oui	Instituteur
Vlad	Ecrivain	Ecrivain, journaliste	Urbain	64 ans	M	Roumaine	Supérieures	Oui	Kolkhozien
Lidia	Retraité ; Commerçant	Chef département entreprise	Urbain	62 ans	F	Russe	Supérieures	Oui	Ouvrier
Victor	Professeur universitaire ; fonctionnaire public Gouvernement ; directeur OBNL	Chercheur Académie des Sciences de Moscou	Urbain	55 ans	M	Roumaine	Supérieures	Oui	Kolkhozien
Ludmila	Retraité ; Professeur lycée	Instituteur – village	Urbain	64 ans	F	Roumaine	Supérieures	Non	Kolkhozien
Ana	Bibliothécaire	Rédacteur journal	Urbain	47 ans	F	Russe	Supérieures	Non	Kolkhozien
Veronica	Médecin, cabinet privé	Médecin	Urbain	52 ans	F	Roumaine	Supérieures	Non	Chauffeur
Alina	Médecin, hôpital public	Médecin, entreprise	Urbain	50 ans	F	Russe	Supérieures	Non	Chauffeur
Inga	Commerçant	Directeur Jardin d'Enfants	Urbain	53 ans	F	Russe	Supérieures incomplètes	Oui	Comptable
Ion	Professeur, directeur lycée	Directeur, École professionnelle	Rural	51 ans	M	Roumaine	Supérieures	Oui	Kolkhozien
Nicolae	Maire de 1991 à 2007	Economiste kolkhoze	Rural	58 ans	M	Roumaine	Supérieures	Oui	Pêcheur
Parascovia	Instituteur ; activité OBNL	Instituteur - village	Rural	42 ans	F	Roumaine	Supérieures incomplètes	Non	Kolkhozien
Polina	Infirmière	Infirmière	Rural	53 ans	F	Russe	Supérieures incomplètes	Non	Kolkhozien
Maria	Vendeuse	Vendeuse	Rural	54 ans	F	Roumaine	Supérieures incomplètes	Non	Kolkhozien
Valeriu	Maire ; Entrepreneur	Chef de magasin; ingénieur	Rural	49 ans	M	Roumaine	Supérieures incomplètes	Non	Kolkhozien
Ilya	Retraité	Chef kolkhoze	Rural	68 ans	M	Russe	Supérieures	Oui	Kolkhozien

## **Annexe 2 : L'enquête quantitative**

Les raisons pour lesquelles nous avons eu recours à une dimension quantitative de l'enquête concernent le manque des données statistiques sur l'objet de notre investigation.

Le questionnaire a été élaboré après une enquête pilote, réalisée au mois d'octobre 2007. Cela nous a permis d'améliorer l'instrument de travail final. Comme l'enquête qualitative était déjà démarrée, les entretiens nous ont servi aussi de pré-enquête pour l'élaboration du questionnaire.

Les conditions dans lesquelles s'était déroulée la collecte des données par questionnaire ont eu bien entendu une incidence sur la qualité des données. C'est pour cela que le présent sondage n'a pas la prétention de fournir des données exactes, significatives d'un point de vue statistique. Ce que nous avons cherché à montrer à l'aide de cet outil d'investigation, fut le repérage de grandes tendances du changement postsocialiste, tant d'un point de vue social, que d'un point de vue économique et politique, que la population étudiée a subi.

Notre échantillon a été extrait par la méthode non probabiliste, par quotas. Comparé au sondage probabiliste — qui fait preuve d'une meilleure représentativité des données —, le sondage non probabiliste a l'avantage d'avoir un moindre coût, par la facilité de sélection des personnes sondées.

Nous avons procédé à la collecte des données par plusieurs filières. La première consistait dans la distribution des questionnaires aux étudiants de l'Université d'État de Moldavie (où nous avons tenu un cours de « sociologie économique » dans l'année universitaire 2007-2008), qui avaient au moins un des parents ayant fait des études supérieures. Les questionnaires devaient être transmis aux parents pour être remplis. Par ce biais nous avons obtenu 21 questionnaires. La deuxième filière a été celle qui impliquait la superposition de l'enquête quantitative avec l'enquête qualitative. Lors de nos déplacements dans un village ou dans une ville nous distribuions des questionnaires à des personnes que l'interviewé (dans le cadre de l'enquête qualitative) nous recommandait. Ainsi, nous avons obtenu 46 questionnaires. La troisième voie a été celle de nos contacts personnels. Les questionnaires étaient distribués à des personnes que nous connaissions et qui à leur tour les faisaient remplir par leurs propres connaissances. Par cette filière, nous avons obtenu 75 questionnaires.

Sur un total de 142 questionnaires, 14 ont été considérés comme invalides pour divers motifs. Soit, le questionnaire n'était pas rempli dans son intégralité ce qui soulevait un problème d'identification du sondé (des données sur le sexe, le milieu de résidence, les études, l'âge et le revenu mensuel de la personne). Comme nos moyens de trouver ces personnes pour leur redemander les informations manquantes étaient très limités, ces questionnaires ont été classés « invalides ». Également, quelques questionnaires ont été considérés comme invalides à cause de l'âge du

répondant qui ne correspondait pas à la limite inférieure retenue, à savoir 40 ans. Cette limite nous l'avons fixée afin d'interroger des personnes ayant vécu à l'âge adulte, au moins durant la période de la *perestroïka* soviétique.

Au total, nous avons recueilli 128 questionnaires valides.

L'extrait de l'échantillon a eu à la base deux caractéristiques essentielles, à savoir, le niveau d'étude (supérieur et/ou supérieur incomplet) et l'âge (40 ans et plus) des personnes sondées. Deux variables ont constitué la base de l'échantillon : le sexe est le milieu de résidence, dont les valeurs ont été fournies par les statistiques nationales (voir BNS).

En ce qui suit, nous présentons les principales caractéristiques de notre échantillon.

**Distribution de la variable « sexe du répondant » et « milieu de résidence » dans le total de la population étudiée et dans l'échantillon extrait**

	Statistiques nationales		Statistiques de l'échantillon	
	Personnes	%	Personnes	%
Total personnes, études supérieures, dont :	171509*	100	128	100
Hommes	77644	44,3	57	44,5
Femmes	93865	55,7	71	55,5
Urbain	120022	70,0	90	70,3
Rural	51487	30,0	38	29,7

\* Y comprises les personnes ayant un diplôme d'un niveau postuniversitaire.

**Distribution de la variable « sexe du répondant » dans l'échantillon extrait, par milieu de résidence**

Milieu de résidence	Sexe	Personnes	%
Urbain	Hommes	41	45,6
	Femmes	49	54,4
Rural	Hommes	16	42,1
	Femmes	22	57,9

**Distribution de la variable « âge du répondant » dans l'échantillon extrait**

	Statistiques nationales		Statistiques de l'échantillon	
	Personnes	%	Personnes	%
De 40 à 49 ans	71959	42	58	45,3
De 50 à 59 ans	57845	34	35	27,3
Plus de 60 ans	41705	24	35	27,3



### Caractéristiques des personnes sondées

	Réponses	Personnes	%
Même profession période soviétique	oui	99	77,3
	non	29	22,7
Membre du Parti, période soviétique	oui	29	22,7
	non	62	48,4
	non-réponse	37	28,9
Langue parlée*	roumain	107	83,6
	russe	21	16,4
Diplôme obtenu	Universitaire	109	85,2
	Postuniversitaire	19	14,8
Secteur d'activité**	public	78	60,9
	privé	40	31,2
	OBNL	10	7,8

\* Selon les données du recensement de la population, réalisé entre 5 et 12 octobre 2004, la population d'ethnie russe en Moldavie est de 5,9 %, celle d'ethnie ukrainienne de 8,4 %, les Bulgares représentent 1,9 % et les Gagaouzes 4,4 %. Au total, on obtient 20,6 % de la population représentée par les minorités nationales mentionnées. Ce chiffre diffère de celui de l'échantillon (16,4 %). Au début de notre enquête, nous n'avons pas tenu compte de cette variable ; elle a été ajustée au cours de déroulement de l'enquête.

\*\* D'après les statistiques nationales moldaves, en 2005 la population occupée était distribuée par secteur d'activité, comme suit : public – 69,6 %, privé – 25,6 %, autre – 4,8 %. Ces données sont valables pour toute la population. Nous n'avons pas eu les moyens de compter la distribution par secteur d'activité de la population diplômée du supérieur et plus. En plus, plusieurs répondants qui travaillent en même temps dans d'autres secteurs que celui public, mais qui ont leur activité principale (ont un carnet de travail) dans ce dernier ont déclaré ce secteur comme étant basique.

### Principales caractéristiques des personnes qui ont changé de profession dans le post-socialisme moldave

	Profession antérieure	Profession actuelle	Année du changement	Motif du changement	Source de l'aide reçue lors du changement
1	Professeur universitaire	Informaticien	1980	Conflit de travail	Famille
2	Mécanicien	Ingénieur	1985	Meilleure opportunité	Amis
3	Enseignant	-	1989	Manque de travail	Autre
4	Economiste	Professeur universitaire	1989	Dissolution de l'organisation	Famille
5	Professeur universitaire	Economiste	1991	Salaire	Collègues
6	Informaticien	Enseignant	1991	Manque de travail	Autre
7	-	Sapiteur	1991	Dissolution de l'organisation	Famille
8	Architecte	-	1991	Changement de domicile	Amis
9	-	Professeur universitaire	1991	-	-
10	Fonctionnaire Gouvernement	Professeur universitaire	1991	-	Personne
11	Interprète de langue française	Entrepreneur	1992	Salaire	Personne
12	Architecte	Ingénieur	1992	Manque de travail	Amis
13	Energéticien	Ingénieur	1992	Réduction de personnel	Autre
14	Ingénieur	Juriste	1992	Dissolution de l'organisation	Amis
15	Directeur magasin	Médecin	1992	Non rentable	Amis
16	Economiste	-	1992	Manque de travail	Personne
17	-	Technologue	1993	-	Personne
18	Agronome	Entrepreneur	1994	Dissolution organisation	Famille
19	Agronome	Entrepreneur	1994	Dissolution organisation	Personne
20	Educateur jardin d'enfants	Enseignant	1995	Dissolution de l'organisation	Famille
21	Zoo ingénieur	Entrepreneur	1995	Dissolution de l'organisation	Personne
22	Vendeur	Comptable	1997	Propre initiative	Famille
23	-	Ingénieur	1997	Nécessité	Amis
24	Chercheur Académie des Sciences	Professeur universitaire	2001	Salaire	Personne
25	Ingénieur	Economiste	2002	Argent	Collègues
26	Professeur universitaire	Interprète	2005	Salaire	Collègues
27	Chimiste	Manager	2005	Argent	Voisins
28	Electromécanicien	Technicien	2007	Réduction de personnel	Collègues
29	-	Médecin	-	-	Famille

[ - ] rien déclaré

### Annexe 3: Les premiers secrétaires du PC de la RSSM, de 1940 à 1991

Nom et Prénom	Période	Lieu de naissance
Borodin Piotr	1941-1942	RSS Ukrainienne
Salagor Nikita	1942-1946	RSS Ukrainienne
Koval Nikita	1946-1950	RASSM (Transnistrie)
Brejnev Leonid	1950-1952	RSS Ukrainienne
Gladki Dimitri	1952-1954	RSS Ukrainienne
Serdiuk Zinovie	1954-1961	RSS Ukrainienne
Bodiul Ivan	1961-1980	RSS Ukrainienne
Grossu Simeon	1980-1989	RSS Ukrainienne (sud de la Bessarabie avant 1940)
Lucinschi Petru	1989-1991	RSS Moldave
Eremei Grigore	fév. – août 1991	RSS Moldave

Source : KING, 2005, p. 101.

## Annexe 4: Villes moldaves apparues après 1940

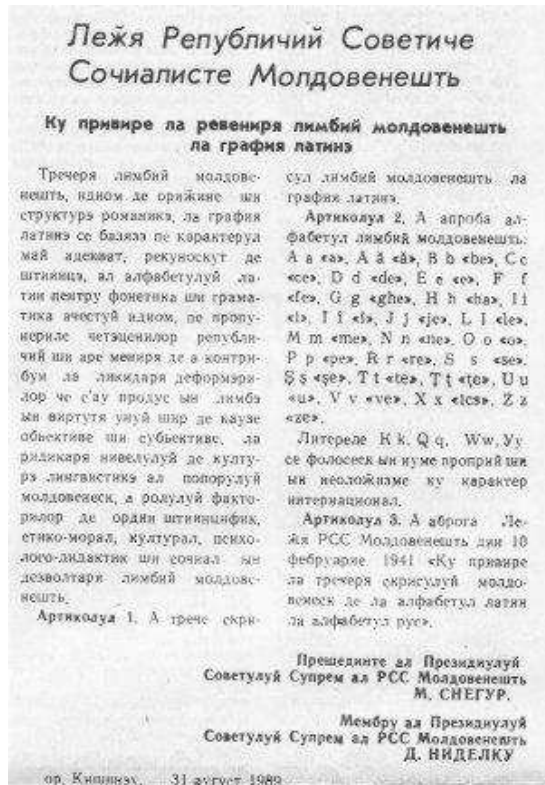
Nom de la ville	Attestation documentaire	Obtention du statut de ville
<b>Nord de la Moldavie</b>		
Biruinta	1965	Construite autour d'une fabrique de production du sucre d'Alexandreni
Costesti	1499	1976 – ville autour d'une centrale hydroélectrique sur le fleuve Prut ; à la fin des années 1970 environ 70 % de sa population était des jeunes de moins de 30 ans.
Cupcini	1431	1949 – autour d'un centre industriel comprenant plusieurs entreprises
Drochia	1895	1940 – transformation en centre administratif de district
Frunza	1975	Construite autour d'une fabrique de production du sucre
Ghindesti	1956	Construite autour d'une fabrique de production du sucre
Marculesti	1837	1952
Sangerei	1586	1965 – changement de nom en Lazovsk ; centre administratif de district
Soldanesti	1411	1980 – autour d'une fabrique de fermentation du tabac
<b>Centre de la Moldavie</b>		
Anenii Noi	1731	1965 – autour de plusieurs fabriques
Bucovat	1420	1952 – autour d'une fabrique de vinification, une fabrique de conserves et un combinat avicole
Cornesti	1549	1946 – centre administratif de district.
Hancesti	1522	1965 – autour d'une fabrique de produits laitiers
Ialoveni	1502	1977 – changement de nom en Kutuzov ; centre administratif de district
Nisporeni	1618	1940 – centre administratif de district
Rezina	1495	1940 – centre administratif de district ; se développe en tant que ville dans la période post-1970 autour d'une fabrique de production de ciment
Straseni	1545	Deuxième moitié du XXe siècle (année n.a.*) autour de plusieurs fabriques industrielles, centre administratif de district
Ungheni	1462	1940 – centre administratif régional ; se développe en tant que ville après 1972 autour des fabriques productrices des meubles, des tissus et de céramique
<b>Sud de la Moldavie</b>		
Basarabeasca	1856	1972 – centre administratif régional ; se développe en tant que ville autour d'une fabrique productrice des tapis
Cantemir	1973	Autour d'une fabrique de conserves
Causeni	1470	1965 – centre administratif de district
Cainari	1525	1985 – centre administratif de district
Cimislia	1620	Deuxième moitié du XXe siècle (année n.a.*) autour de plusieurs fabriques agro-industrielles
Iargara	1902	1948 – autour d'une station de machines agricoles et des tracteurs
Stefan Voda	1884	1964 – changement de nom en Souvorov ; centre administratif de district
Taraclia	1813	1947 – centre administratif de district
Vulcanesti	1605	1965 – autour d'une fabrique de vinification

**Source** : Notre compilation d'après IONITA *et alii* (2004)

\* n.a. signifie *non attribué*

**Lecture du tableau** : La première colonne contient les noms des villes moldaves, tel qu'on les rencontre aujourd'hui, c'est-à-dire après la chute de l'URSS. Dans la deuxième colonne est représentée la première attestation documentaire de ces localités. Notons que, la plupart de ces localités, à l'exception de celles créées par le pouvoir soviétique, c'est-à-dire, dont la première attestation documentaire est faite après 1940 — ont été créées en tant que villages, avec une population allant de quelques dizaines jusqu'à quelques centaines d'habitants. Dans la troisième colonne de ce tableau, figure l'année dans laquelle ces villages changent de statut, devenant des villes. Également, dans cette même colonne se trouvent des informations sur les conditions politico-économiques qui ont amené à leur statut de « ville », ainsi que le nom donné par le pouvoir soviétique pour certaines d'entre elles (E.g., Ialoveni aujourd'hui et Kutuzov en RSSM).

## Annexe 5 : La loi du 31 août 1989, sur la langue moldave



Note : Le texte, sur la photo ci-contre, a été publié dans TINERIMEA MOLDOVEI, le 6 septembre 1989.

Source : <http://mariusmioc.wordpress.com/2009/08/30/31-august-1989/>, dernière consultation le 28 septembre 2011.

### Traduction française :

#### *La loi de la République Soviétique Socialiste Moldave concernant le retour à la langue moldave et à la graphie latine*

Le passage de la langue moldave – idiome d’origine et structure romaine – à la graphie latine est fondé sur le caractère plus adéquat, reconnu scientifiquement, de l’alphabet latin pour la phonétique et la grammaire de cet idiome, ainsi que sur la proposition des citoyens de la république ; il a comme but de contribuer à la liquidation des déformations de la langue, survenues selon des causes subjectives et objectives, et d’augmenter le niveau linguistico-culturel du peuple moldave, ainsi que le rôle des facteurs d’ordre scientifique, éthico-moral, culturel, psycho-didactique et social dans le développement de la langue moldave.

**Article 1.** Introduction de la graphie latine dans l’écriture de la langue moldave.

**Article 2.** Adopter l’alphabet de la langue moldave : A a « a », Ă ă « ă », B b « be », C c « ce », D d « de », E e « e », F f « fe », G g « ghe », H h « ha », I i « i », Î î « î », J j « je », L l « le », M m « me », N n « ne », O o « o », P p « pe », R r « re », S s « se », Ș ș « șe », T t « te », Ț ț « țe », U u « u », V v « ve », X x « ics », Z z « ze ».

Les lettres K k, Q q, W w, Y y, sont utilisées dans l’écriture des noms propres et des néologismes au caractère international.

**Article 3.** Abroger la Loi de la RSS Moldave, du 10 février 1941, « Concernant le passage de l’écriture de la langue moldave de l’alphabet latin à l’alphabet russe ».

**Le président du présidium du Soviet Suprême de la RSS Moldave**  
**M. [Mircea] SNEGUR.**

**Membre du présidium du Soviet Suprême de la RSS Moldave D.**  
**[Dumitru] NEDELICU**

Ville de Chisinau, le 31 août 1989.

## Commentaire :

Le texte de la présente loi a fait l'objet de vifs débats entre les « réformateurs » et les « conservateurs » moldaves. Plus exactement, les négociateurs ont rencontré un problème de terminologie qui avait rapport à la question identitaire moldave, mais aussi à l'autorité de la population dans l'exercice législatif (proposition ou revendications de certaines lois, etc.). Des expressions, telles que « peuple moldave », ont été mises en discussion lors d'une rencontre du Bureau Politique du PCRSSM, le 27 juillet 1989.

KING (2005, p. 141 sq.) publia le sténogramme de cette rencontre (« Transcriere a intrunirii Biroului Politic al PCRSSM, 27 iulie 1989 » (Transcription de la rencontre du Bureau Politique du PCRSSM, le 27 juillet 1989), AOSPRM, n/c, p. 51) que nous reproduisons ici :

« Semion Grossu<sup>402</sup> : Enlevez l'expression “à la proposition des citoyens”. Elle n'est pas suffisamment convaincante. Peut-être qu'il vaut mieux écrire “à la demande” ou encore “suite aux revendications des travailleurs” ou “du peuple moldave”, ou... Cette dernière est bonne, elle est convaincante.

Non-Identifie : Celle-ci [l'expression] n'est pas bonne non plus. Nous n'avons pas le droit d'écrire “le peuple moldave”. Les ukrainiens, les russes et tous les autres habitants font eux aussi partie du peuple moldave.

Semion Grossu : Je comprends. Dans ce cas, “la nation moldave” ou encore...

Non-Identifie : Peut-être “la nationalité moldave”, mais nous ne voulons pas la mettre en évidence...

Semion Grossu : “Les travailleurs de nationalité moldave” - c'est comme ça qu'on peut le dire.

Non-Identifie : Il faut absolument renoncer à celle-ci [allusion est faite aux travailleurs]<sup>403</sup>.

Semion Grossu : Je suis d'accord. Et je pense que la manière de s'exprimer est très importante. Si l'on disait “citoyens”, ce ne serait pas une bonne expression. »

---

<sup>402</sup> Premier secrétaire du PCRSSM de 1980 à 1989.

<sup>403</sup> Ce commentaire est fait par Charles King.

## Annexe 6 : Éléments biographiques de Mircea SNEGUR, de Piotr LUCINSCHI et de Vladimir VORONIN, jusqu'à la fin de leurs mandats présidentiels en République de Moldavie

La Moldavie postsocialiste a compté trois présidents jusqu'en 2009. Ci-dessous nous traçons les moments clés de leurs parcours professionnel et politique :

<b>Mircea Snegur</b>	<b>Piotr Lucinschi</b>	<b>Vladimir Voronin</b>
<p>1961 – diplômé de l'« Institut Agricole de Moldavie »</p> <p>1961-1968 – agronome, président de kolkhoze, village de Lunga, district de Floresti (au nord de la Moldavie)</p> <p>1968-1973 – directeur de la « Station expérimentale pour les cultures de champ »</p> <p>1970-1972 – doctorat en sciences agricoles à l'« Institut Agricole de Moldavie »</p> <p>1973-1978 – directeur de la direction principale pour la science et l'agriculture au sein du Ministère de l'Agriculture moldave</p> <p>1978-1981 – directeur général de l'association scientifique de production « Selectia » (La Sélection) et directeur de l'« Institut de recherches scientifiques dans le domaine des cultures de champ », ville de Balti</p> <p>1981-1985 – premier secrétaire du Comité de district du PCRSSM de Edinet (au nord de la Moldavie)</p> <p>1985-1989 – secrétaire du CC du PCRSSM</p> <p>Mars 1989 – député du Soviet Suprême de la RSSM</p> <p>Juillet 1989 – président du Présidium du Soviet Suprême de la RSSM</p> <p>Avril 1990 – président du Soviet Suprême de la RSSM</p> <p>1990-1996 – (premier) président de la République de Moldavie</p>	<p>1962 – diplômé de la faculté de philologie et d'histoire de l'« Université d'État de Moldavie »</p> <p>1965-1971 – diverses positions administratives au sein du Komsomol, ville de Balti</p> <p>1971-1976 – secrétaire du CC du PCRSSM, membre du Bureau Politique du PCRSSM</p> <p>1976-1978 – premier secrétaire du Comité urbain du PCRSSM, ville de Balti</p> <p>1977 – doctorat de philosophie à l'« Académie de Sciences Sociales » de Moscou</p> <p>1978-1986 – adjoint-chef de section au sein du CC du PCUS, Moscou</p> <p>1986-1989 - II<sup>e</sup> secrétaire du CC du PCRSSM (Tadjikistan)</p> <p>1989-1991 (février) – Premier secrétaire du PCRSSM</p> <p>1990-1991 – secrétaire responsable de la presse au sein du CC du PCUS, Moscou</p> <p>1991-1992 – collaborateur scientifique à l'Institut de recherches sociopolitiques de l'Académie de Sciences de Moscou ; parallèlement, directeur exécutif du Fonds de développement des sciences sociales au sein de l'Académie de Sciences de Moscou</p> <p>1990-1996 – député au sein du Parlement moldave sur les listes du Parti Démocrate Agraire de Moldavie</p> <p>1996-2001 – (deuxième) président de la République de Moldavie</p>	<p>1961-1966 – directeur de boulangerie, Criuleni (centre-est moldave)</p> <p>1966-1971 – directeur de la fabrique à pain de Dubasari (rive droite du Dniestr)</p> <p>1971 – diplômé de l'Institut d'industrie alimentaire</p> <p>1971-1981 – travaille au Comité de district du PCRSSM à Dubasari et à Ungheni (centre-ouest moldave)</p> <p>1983 – diplômé de l'Académie des sciences sociales rattachée au CC du PCRSSM</p> <p>1983-1985 – inspecteur et chef adjoint de département au sein du CC du PCRSSM</p> <p>1985-1989 – Chef de département au sein du Conseil des ministres de la RSSM, ainsi que premier secrétaire du PCRSSM de la ville de Bender</p> <p>1989-1990 – ministre de l'Intérieur de la RSSM</p> <p>1991 – diplômé de l'Académie du ministère de l'Intérieur de l'URSS</p> <p>1994 – fondateur du Parti des Communistes de la République de Moldavie (PCM), jusqu'aujourd'hui il est son premier secrétaire</p> <p>1996 – candidat à la présidence de la Moldavie (10,2 % de voix)</p> <p>1998 – son parti obtient 40 sièges sur 101 dans le Parlement moldave, il devient membre du bureau permanent du Parlement</p> <p>2001 – son parti obtient 71 sièges sur 101 dans le Parlement ; il est élu, par le Parlement, président de la République</p> <p>2005-2009 – deuxième mandat présidentiel.</p>

## Annexe 7 : Élections en République de Moldavie, 1991-2010

<b>1991, élections présidentielles</b> Mircea SNEGUR, candidat unique	98,7%	
<b>1994, élections parlementaires</b>	<b>% des votes</b>	<b>Mandats parlementaires</b>
Le Parti Démocrate Agraire	43,2	54
Le bloc électoral « L'Unité Socialiste »	19,7	27
Le bloc électoral des Paysans et des Intellectuels	15,7	11
Le Front Populaire Chrétien Démocrate	7,2	9
<b>1996, élections présidentielles</b>	<b>I<sup>er</sup> tour</b>	<b>II<sup>e</sup> tour</b>
Petru LUCINSCHI	27,7%	54%
Mircea SNEGUR	38,8%	46%
Vladimir VORONIN	10,2%	
Andrei SANGHELI	9,5%	
Valeriu MATEI	8,9%	
<b>1998, élections parlementaires<sup>404</sup></b>	<b>% des votes</b>	<b>Mandats parlementaires</b>
Le Parti des Communistes	30,1	40
La Convention Démocratique	19,4	26
Le Mouvement pour une Moldavie Démocratique et prospère	18,1	24
Le Parti des Forces Démocratique	8,8	11
<b>2001, élections parlementaires</b>	<b>% des votes</b>	<b>Mandats parlementaires</b>
Le Parti des Communistes	50,07	71
L'Alliance Braghis <sup>405</sup>	13,36	19
Le Parti Populaire Chrétien Démocrate	8,24	11
<b>2005, élections parlementaires</b>	<b>% des votes</b>	<b>Mandats parlementaires</b>
Le Parti des Communistes	45,98	56
L'Alliance « Notre Moldavie »	28,53	34
Le Parti Populaire Chrétien Démocrate	9,07	11
<b>2009, élections parlementaires (le 5 avril)</b>	<b>% des votes</b>	<b>Mandats parlementaires</b>
Le Parti des Communistes	49,5	60
Le Parti Libéral	13,1	15
Le Parti Libéral-Démocrate	12,4	15
L'Alliance « Notre Moldavie »	9,8	11
<b>2009, élections parlementaires anticipées (le 29 juillet)</b>	<b>% des votes</b>	<b>Mandats parlementaires</b>
Le Parti des Communistes	44,7	48
Le Parti Libéral	14,7	15
Le Parti Libéral-Démocrate	16,6	18
L'Alliance « Notre Moldavie »	7,4	7
Le Parti Démocrate	12,5	13
<b>2010, élections parlementaires anticipées (le 28 novembre)</b>	<b>% des votes</b>	<b>Mandats parlementaires</b>
Le Parti des Communistes	39,34	42
Le Parti Libéral	9,96	12
Le Parti Libéral-Démocrate	29,42	32
Le Parti Démocrate	12,7	15

Source : MUNTEANU (2010, p. 22 sqq., Tableau 1) et E-DEMOCRACY pour les données de l'année 2010.

<sup>404</sup> Cette année, 1998, la Moldavie change de régime politique : elle devient république parlementaire, au lieu de république présidentielle qu'elle fut entre 1991 et 1998.

<sup>405</sup> Du nom de son président, Dumitru Braghis.





## Tableaux *in textu*

Tableau 1 : Le niveau d'éducation de la population en Bessarabie .....	31
Tableau 2 : Les cadres enseignants moldaves, en 1940, personnes .....	38
Tableau 3 : Investissements par habitant en RSSM, par rapport à la moyenne en URSS.....	42
Tableau 4 : Le nombre de villes de Moldavie, selon leurs catégories, 1959-1989 .....	44
Tableau 5 : La structure sociale des « classes » en RSSM, 1959-1985 (en %).....	50
Tableau 6 : Exemples des mots roumains qui « obstruaient » la langue « moldave », 1938 .....	54
Tableau 7 : La double subordination des « intellectuels » en URSS.....	64
Tableau 8 : La composition ethnique des « dirigeants » dans le milieu urbain moldave, 1979.....	66
Tableau 9 : Catégories socioprofessionnelles « intellectuelles », en fonction des principales orientations du programme de soviétisation moldave .....	68
Tableau 10 : Auto-appréciation du statut social de certaines catégories socioprofessionnelles, en URSS, en % par rapport à la catégorie socioprofessionnelle correspondante.....	69
Tableau 11 : Les « intellectuels » des villages moldaves .....	77
Tableau 12 : Concepts économiques dans l'œuvre de Pierre Bourdieu .....	95
Tableau 13 : La définition du <i>capital social</i> chez Bourdieu, Coleman et Putnam.....	97
Tableau 14 : Accès aux biens déficitaires, % des réponses.....	103
Tableau 15 : La force des « liens forts » .....	107
Tableau 16 : Le commerce de détail dans le milieu urbain et rural en 1985, roubles.....	121
Tableau 17 : Possibilités d'emprunt de l'argent .....	133
Tableau 18 : Coopératives et employés des coopératives en URSS et en Moldavie, 1988-1991 .....	152
Tableau 19 : Les résultats des élections « semi-démocratiques » de mars 1989, URSS.....	157
Tableau 20 : Les forces politiques moldaves lors de la <i>perestroïka</i> .....	164
Tableau 21 : La composition ethnique de la Transnistrie, en 1992, % .....	214
Tableau 22 : Les étapes de la privatisation proprement dite (1993-2005) .....	240
Tableau 23 : Biens acquis par la privatisation, selon les résultats de notre enquête quantitative .....	241
Tableau 24 : Exportations, Importations, balance commerciale, déficit public, dette externe et interne, en % du PIB, taux de change MDL/USD, moyenne, 1993-1998.....	249
Tableau 25 : Tableau des réformes postsocialistes en Moldavie .....	252
Tableau 26 : Aide reçue lors de la conversion professionnelle .....	260
Tableau 27 : Motifs de la pauvreté extrême .....	309
Tableau 28 : Montants des pensions et des transferts d'argent pour les retraités, moyenne mensuelle en MDL, 2006-2008 .....	320



## **Encadrés *in textu***

Encadré 1 : De la RASSM à la Transnistrie. Repères historiques.....	34
Encadré 2 : Les pertes humaines dans la RSSM des années 1940 .....	36
Encadré 3 : Le terme <i>intellectuel</i> dans la tradition française.....	57
Encadré 4 : Descriptif du village de Copanca (district de Slobozia), 1974.....	75
Encadré 5 : Les tensions structurelles des réformes économiques.....	150
Encadré 6 : Une histoire de succès dans l'agriculture moldave .....	154
Encadré 7 : Chronologie des événements politiques moldaves, 1988 - 1991 .....	165
Encadré 8 : Remarques sur l'« Union » manquée entre la Roumanie et la République de Moldavie .....	211
Encadré 9 : La politique extérieure de la République de Moldavie : entre l'Est et l'Ouest.....	219
Encadré 10 : Principes théoriques de l'économie néoclassique .....	223
Encadré 11 : Crise identitaire, occupation culturelle ou identité différente .....	263
Encadré 12 : Dette salariale dans le secteur public et cession des droits d'exigibilité.....	278



## Figures in text

Figure 1 : L'évolution de la population urbaine et rurale, selon les recensements de 1930 à 2010....	45
Figure 2 : La composition ethnique de la population de Moldavie, 1941-2004, en % .....	47
Figure 3 : Hiérarchie, structure organisationnelle et dimension sectorielle des villes et des villages de la RSSM, 1985.....	71
Figure 4 : Distribution territoriale de certaines branches industrielles (années 1980) .....	73
Figure 5 : Capital social et rationnement.....	114
Figure 6 : Écarts salariaux en URSS (salaire moyen dans l'industrie, dans la culture et salaire moyen en URSS), 1970-1985, roubles .....	116
Figure 7 : Les congés des « intellectuels » en RSSM.....	119
Figure 8 : Rationnement informel, relations marchandes, réciprocité .....	128
Figure 9 : Rationnement informel, troc, réciprocité .....	129
Figure 10 : Taux moyen annuel de croissance économique, URSS et républiques, 1971-1989.....	145
Figure 11 : Le changement de la <i>perestroïka</i> dans le milieu urbain et dans le milieu rural.....	169
Figure 12 : Poids des dirigeants et de la population de nationalité indigène dans le total des dirigeants et de la population, par république, au 1 <sup>er</sup> janvier 1989, en % du total .....	177
Figure 13 : Les « intellectuels » urbains au sein des champs politique et économique, lors de la <i>perestroïka</i> .....	183
Figure 14 : Effet du capital social politique hérité sur l'accumulation du capital économique, durant la <i>perestroïka</i> .....	197
Figure 15 : Transformation du capital social politique durant la <i>perestroïka</i> , selon l'appartenance organisationnelle marchande et non marchande des « intellectuels ».....	201
Figure 16 : Certains indicateurs sur l'importance territoriale, démographique et économique de la Transnistrie en République de Moldavie, 1990, en %.....	215
Figure 17 : Réseaux de communication en Moldavie et en Transnistrie, 1993 .....	216
Figure 18 : Évolution du PIB et des productions industrielle et agricole, 1990-2010 .....	230
Figure 19 : Taux moyen mensuel de l'inflation en République de Moldavie, 1991-1996, % .....	233
Figure 20 : Le régime budgétaire moldave.....	251
Figure 21 : L'interaction entre le capital social institutionnalisé et le capital social relationnel .....	267
Figure 22 : Types d'organisations et leurs modes de financement au sein du système socialiste traditionnel et au sein du système postsocialiste moldaves.....	270
Figure 23 : Évolution du salaire minimum dans les pays de la CEI, entre 2000 et 2007, en Euros..	273
Figure 24 : Dynamique de l'emploi total et par type de propriété, 1990-2007.....	277

Figure 25 : Part de salariés travaillant en régime réduit et congés forcés, 1994-1999 .....	281
Figure 26 : Une professeure de langue française villageoise entourée de paniers de maïs .....	292
Figure 27 : Évolution du nombre d'OBNL, 1992-2001 .....	301
Figure 28 : Distribution territoriale des émigrants moldaves en 1999 et en 2005 .....	310
Figure 29 : Anciens « intellectuels » moldaves émigrés entre 2000 et 2010, selon le milieu de résidence, milliers .....	311
Figure 30 : Modalités d'émigration, 2008, % .....	312
Figure 31 : Poids des transferts d'argent des émigrés moldaves dans le PIB, 2000-2008, % .....	314
Figure 32 : Le volume des transferts d'argent des émigrants moldaves, leur dynamique annuelle et leur poids dans le solde de la balance des paiements, 2000-2009 .....	315
Figure 33 : Sommes d'argent envoyées par les émigrés à leurs familles et amis, 2008, % .....	317

# Table des matières

Remerciements .....	7
Sommaire.....	9
Annotation sur la translittération .....	11
Sigles et abréviations (par ordre alphabétique) .....	13
Introduction .....	15
Première partie : « Intellectuels » et capital social dans la Moldavie soviétique .....	27
Chapitre I : Repères historiques sur le système socialiste moldave .....	29
I.1 Éducation et emploi à l'aube de l'instauration du pouvoir soviétique (1930-1940) .....	29
I.2 La pénurie des cadres au début de l'ère soviétique et les nouvelles règles culturelles .....	33
I.3 La « révolution culturelle » moldave .....	39
I.4 La structure socio-économique soviétique moldave .....	41
a. La transformation soviétique du système économique moldave.....	41
b. L'urbanisation et le paysage ethnique de la RSSM.....	43
c. Une nouvelle société de « classes ».....	48
I.5 « Intellectuel » moldave : une notion politiquement et socialement construite .....	51
a. « Intellectuel » – avatar de l'état psychosocial de la Bessarabie pré-soviétique.....	54
b. L'importance de l'idéologie soviétique dans la construction sociopolitique de la notion d'« intellectuel » moldave.....	56
Chapitre II : Les « intellectuels » en RSSM .....	59
II.1 Marquer la frontière entre <i>eux</i> et <i>nous</i> .....	60
a. Hiérarchie du pouvoir versus capital culturel.....	60
b. Les catégories socioprofessionnelles.....	67
II.2. Organisations et « intellectuels » dans le milieu urbain.....	70
II.3 Les « intellectuels » du milieu rural.....	75
II.4 Les différences de revenus au sein des « intellectuels » et leur impact dans l'imaginaire social .....	80
Chapitre III : Le capital social et sa pertinence pour l'analyse du cas moldave.....	85
III.1. Repères théoriques .....	85
a. Robert PUTNAM : Bowling Alone .....	87



b. James COLEMAN : capital social – capital humain .....	90
c. Pierre BOURDIEU : capital social et structure sociale .....	93
III.2 Capital social et régulation .....	99
Chapitre IV : Inégalités et capital social dans la RSSM : entre rationnement formel et rationnement informel .....	111
IV.1 Quelques clarifications terminologiques.....	111
a. Le rationnement formel.....	112
b. Le rationnement informel.....	113
IV.2 Capital social de type politique, rationnement formel et distribution des ressources....	115
a. La répartition des salaires .....	115
b. Les biens et les services .....	121
IV.3 Capital social de type relationnel et rationnement informel .....	125
a. Réseaux de contacts personnels et consommation.....	125
b. Les « prestataires » dans l'économie seconde, l'emprunt d'argent et la réciprocité	130
Deuxième partie : <i>Perestroïka</i> et conversion du capital social politique des « intellectuels » (1987-1990) .....	137
Chapitre V : Les principales directions des réformes économiques et politiques de la <i>perestroïka</i> .....	139
V.1 La <i>perestroïka</i> : de quoi s'agit-il ? .....	140
a. Le « Manifeste de Novossibirsk » et la genèse de la <i>perestroïka</i> .....	141
b. « Uskorenie », « glasnost », « <i>perestroïka</i> » : les mots d'ordre de Gorbatchev.....	144
V.2 Aperçu des réformes économiques et politiques en URSS et en RSSM.....	148
a. Le régime d'activité des entreprises industrielles .....	149
b. L'activité individuelle et coopérative .....	151
c. La réforme agricole .....	153
d. Les réformes politiques .....	156
V.3 La <i>perestroïka</i> moldave : un départ politique difficile.....	158
a. L'inertie des autorités moldaves .....	158
b. Ethnicisation de la <i>perestroïka</i> moldave .....	162
Chapitre VI : Acteurs de la <i>perestroïka</i> . L'importance du capital social politique hérité .....	167
VI.1 Des infléchissements économiques et politiques timides dans le milieu rural .....	168
VI.2 Fracture sociale et acteurs dans le milieu urbain .....	175

- a. Du conflit inter-organisationnel vers le conflit ethnique intra-organisationnel et vice versa : définition des « réformateurs » et des « conservateurs »..... 175
- b. L'autonomisation du champ économique : les « intellectuels » urbains divisés entre le champ politique et économique..... 181
- c. Le capital social – élément de continuité historique et attribut du changement social  
184

Chapitre VII : Le changement du capital social et les stratégies de reconversion au sein du socialisme réformateur..... 189

VII.1 Accumulation économique au sein des organisations marchandes – prémisse du clivage privé/public ..... 190

- a. Définition du clivage privé/public ..... 191
- b. L'accumulation du capital économique par les « intellectuels » des organisations marchandes..... 194

VII.2 Les « intellectuels » des organisations non-marchandes : nouveau contenu du capital social politique..... 199

Troisième Partie : Le déclin transformationnel des années 1990 : « Intellectuels » en crise de légitimité et métamorphose du capital social..... 205

Chapitre VIII : L'économie mixte de transition moldave..... 207

VIII.1 Le divorce avec la Transnistrie : les conséquences économiques et politiques..... 210

- a) Les conséquences à court terme : les pertes humaines et l'« amputation économique » ..... 214
- b) Les conséquences à long terme : un État moldave à légitimité fragile..... 217

VIII. 2 Le passage à l'économie de marché. Principes théoriques ..... 220

- a. « Thérapie de choc » ou « gradualisme » ..... 222
- b. « Transition » ou « transformation systémique » ..... 224

VIII. 3 La « transition » moldave : les mesures envisagées ..... 228

- a. La libéralisation et ses conséquences ..... 232
- b. La privatisation ..... 236
- c. La stabilisation financière et le policy mix moldave ..... 246

Chapitre IX : Jalons sur la stratification sociale postsocialiste moldave et la transformation du capital social ..... 255

IX.1 La moyennisation de la société..... 256

IX.2 Changement du capital symbolique des « intellectuels » : l'appui institutionnel brisé .	258
IX.3 Nouveau contenu du capital social.....	260
a. Le capital social de type institutionnel.....	261
b. Le capital social de type relationnel.....	265
Chapitre X : « Intellectuels » et capital social au sein de l'économie mixte de transition....	269
X.1 Retour sur le clivage privé/public .....	269
a. La propriété recombinate : brouillage des frontières organisationnelles .....	269
b. Un clivage rapporté aux modalités de financement des organisations .....	270
c. Un rapport salarial double : privé et public.....	271
X.2 Transformation du monde de travail rural et urbain. Régulation par le capital social ....	276
a. Les faits stylisés .....	276
b. Retour des « intellectuels » à la terre ou, comment le capital social empêche ce processus.....	283
c. Nouvelles sphères d'emploi et capital social dans le milieu urbain .....	294
Chapitre XI : Les « intellectuels » au sein d'un nouveau modèle économique basé sur l'émigration .....	307
XI.1 La seule issue : l'émigration .....	308
XI.2 Les effets macroéconomiques et macro-sociaux de l'émigration.....	314
a. Une amélioration des indicateurs macroéconomiques.....	314
b. Le renforcement du lien social et l'importance du capital social relationnel .....	316
XI.3 « Intellectuels » retraités et capital social .....	318
Conclusions.....	323
Bibliographie.....	335
Archives .....	335
Bases de données.....	335
Documents statistiques, rapports, dictionnaires, encyclopédies, manuels .....	336
Emissions télévisées.....	339
Presse.....	339
Livres et articles .....	343
Annexes.....	369
Annexe 1 : L'enquête qualitative .....	371

Annexe 2 : L'enquête quantitative .....	374
Annexe 3 : Les premiers secrétaires du PC de la RSSM, de 1940 à 1991 .....	378
Annexe 4 : Villes moldaves apparues après 1940 .....	379
Annexe 5 : La loi du 31 août 1989, sur la langue moldave .....	380
Annexe 6 : Éléments biographiques de Mircea SNEGUR, de Piotr LUCINSCHI et de Vladimir VORONIN, jusqu'à la fin de leurs mandats présidentiels en République de Moldavie .....	382
Annexe 7 : Élections en République de Moldavie, 1991-2010 .....	383
Tableaux <i>in texto</i> .....	385
Encadrés <i>in texto</i> .....	387
Figures <i>in texto</i> .....	389